

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - CA DU PAYS DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20003985700012

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

M 14

**Compte administratif
voté par nature**

BUDGET : Budget Principal (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	9
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	10
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	12
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	14
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	19
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	21
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	23

IV - Annexes (6)**A - Eléments du bilan**

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	24
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	38
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	84
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	125
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	126
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	132
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	133
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	134
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	136
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	137
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	138
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	139
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	140
A4 - Etat des provisions	143
A5 - Etalement des provisions	144
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	145
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	146
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	148
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	149
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	150
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	154
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	158
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	159
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	160
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	161
A8 - Etat des charges transférées	162
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	163
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	180
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	207
A10.3 - Opérations liées aux cessions	208
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	209
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	210
A11 - Etat des travaux en régie	211
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	213

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	214
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	255
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	256
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	257
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	258
B1.6 - Etat des engagements reçus	259

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu de la liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture	260
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	
Date de télétransmission : 11/12/2024	263
Date de réception préfecture : 11/12/2024	264

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

C1.2 - Actions de formation des élus

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

C3.2 - Liste des établissements publics créés

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

C3.6 - Identification des flux croisés

C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes

D2 - Arrêté et signatures

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	102216
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	7524
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
46901025	0.00	427.38	0.00

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	972.73	430
2	Produit des impositions directes/population	416.92	227
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1065.89	530
4	Dépenses d'équipement brut/population	104.14	120
5	Encours de dette/population	440.80	475
6	DGF/population	75.35	94
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	26.62	39.2
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	95.58	89.4
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	9.77	22.7
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	41.35	89.5

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de rétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

I**B****POUR MEMOIRE⁽¹⁾**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (délibération n° du).

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	103 789 783,53	G	108 978 693,91
	Section d'investissement	B	19 802 849,17	H	17 619 903,17
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	7 544 981,35 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	2 380 091,73 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	125 972 724,43	= G+H+I+J	134 143 578,43
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	5 490 670,89	L	6 976 154,72
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	5 490 670,89	= K+L	6 976 154,72
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	103 789 783,53	= G+H+K	116 523 675,26
	Section d'investissement	= B+D+F	27 673 611,79	= H+J+L	24 596 057,89
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	131 463 395,32	= G+H+I+J+K+L	141 119 733,15

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 5 490 670,89	L 6 976 154,72
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	5 081 339,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	943 338,75	0,00
204	Subventions d'équipement versées	758 329,53	0,00

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240401-DL 2024_037-BE

Chap. 15/04/2024
Publié le 16/04/2024

Libellé

Dépenses engagées non mandatées

Accusé de réception en préfecture
000-210600698-20241210-2024-209-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

21	Immobilisations corporelles	1 063 430,18	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 847 375,34	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
4581009	Opération pour compte de tiers n° 009 - AUBERGE DE BRIANCONNET (2)	46 666,74	0,00
458102	Opération pour compte de tiers n° 02 - AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC (2)	36 000,00	0,00
4581024	Opération pour compte de tiers n° 024 - RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (2)	1 168,86	0,00
4581030	Opération pour compte de tiers n° 030 - RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS (2)	2 820,00	0,00
4581032	Opération pour compte de tiers n° 032 - RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS (2)	1 350,00	0,00
4581034	Opération pour compte de tiers n° 034 - RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS (2)	2 107,22	0,00
4581037	Opération pour compte de tiers n° 037 - TERRE DES LACS SAINT-AUBAN (2)	75,00	0,00
4581039	Opération pour compte de tiers n° 039 - PARKING LA ROQUE GRASSE (2)	99 070,56	0,00
4581041	Opération pour compte de tiers n° 041 - SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN (2)	9 132,00	0,00
4581042	Opération pour compte de tiers n° 042 - RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY (2)	9 827,00	0,00
4581044	Opération pour compte de tiers n° 044 - RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS (2)	8 430,00	0,00
4581045	Opération pour compte de tiers n° 045 - RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY (2)	6 255,60	0,00
4581046	Opération pour compte de tiers n° 046 - VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL (2)	32 604,90	0,00
4581048	Opération pour compte de tiers n° 048 - SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE (2)	622 689,21	0,00
4582009	Opération pour compte de tiers n° 009 - AUBERGE DE BRIANCONNET (2)	0,00	348 038,46
4582024	Opération pour compte de tiers n° 024 - RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (2)	0,00	74 724,22
4582030	Opération pour compte de tiers n° 030 - RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS (2)	0,00	299 146,64
4582032	Opération pour compte de tiers n° 032 - RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS (2)	0,00	43 480,00
4582034	Opération pour compte de tiers n° 034 - RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS (2)	0,00	209 076,00
4582037	Opération pour compte de tiers n° 037 - TERRE DES LACS SAINT-AUBAN (2)	0,00	36 000,00
4582038	Opération pour compte de tiers n° 038 - ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE (2)	0,00	55 200,00
4582042	Opération pour compte de tiers n° 042 - RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY (2)	0,00	41 780,70
4582044	Opération pour compte de tiers n° 044 - RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS (2)	0,00	76 656,00
4582046	Opération pour compte de tiers n° 046 - VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL (2)	0,00	36 888,40
4582047	Opération pour compte de tiers n° 047 - VALDEROURE REFECTION VOIRIES (2)	0,00	70 176,00
4582048	Opération pour compte de tiers n° 048 - SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE (2)	0,00	603 649,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF
Reçu le 16/04/2024
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	16 226 174,42	14 012 917,69	1 270 755,32	0,00	942 501,41
012	Charges de personnel, frais assimilés	26 800 000,00	26 290 742,32	172 840,90	0,00	336 416,78
014	Atténuations de produits	32 966 466,00	32 847 817,65	0,00	0,00	118 648,35
65	Autres charges de gestion courante	23 914 238,00	22 591 383,87	533 957,39	0,00	788 896,74
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		99 906 878,42	95 742 861,53	1 977 553,61	0,00	2 186 463,28
66	Charges financières	1 482 500,00	1 095 238,54	295 486,18	0,00	91 775,28
67	Charges exceptionnelles	338 500,00	197 285,04	0,00	0,00	141 214,96
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	150 000,00	120 000,00			30 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		101 877 878,42	97 155 385,11	2 273 039,79	0,00	2 449 453,52
023	Virement à la section d'investissement (2)	8 211 867,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	4 381 430,00	4 361 358,63			20 071,37
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		12 593 297,00	4 361 358,63			8 231 938,37
TOTAL		114 471 175,42	101 516 743,74	2 273 039,79	0,00	10 681 391,89
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	490 000,00	584 622,67	0,00	0,00	-94 622,67
70	Produits services, domaine et ventes div	6 014 157,07	5 178 207,63	1 259 062,44	0,00	-423 113,00
73	Impôts et taxes	82 899 840,00	83 595 084,04	900 000,00	0,00	-1 595 244,04
74	Dotations et participations	15 214 044,00	14 462 630,26	417 256,65	0,00	334 157,09
75	Autres produits de gestion courante	472 800,00	533 271,84	0,00	0,00	-60 471,84
Total des recettes de gestion courante		105 090 841,07	104 353 816,44	2 576 319,09	0,00	-1 839 294,46
76	Produits financiers	1 111 788,00	1 113 965,39	36 581,28	0,00	-38 758,67
77	Produits exceptionnels	635 000,00	838 565,32	32 090,00	0,00	-235 655,32
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		106 837 629,07	106 306 347,15	2 644 990,37	0,00	-2 113 708,45
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	88 565,00	27 356,39			61 208,61
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		88 565,00	27 356,39			61 208,61
TOTAL		106 926 194,07	106 333 703,54	2 644 990,37	0,00	-2 052 499,84
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 7 544 981,35				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****A3****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 146 447,49	1 583 230,62	943 338,75	619 878,12
204	Subventions d'équipement versées	2 856 089,00	1 961 965,11	758 329,53	135 794,36
21	Immobilisations corporelles	2 850 200,51	1 607 430,27	1 063 430,18	179 340,06
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 837 526,66	3 855 526,43	1 847 375,34	1 134 624,89
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	15 690 263,66	9 008 152,43	4 612 473,80	2 069 637,43
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 782,00	1 782,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 899 600,00	4 704 082,32	0,00	195 517,68
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	172 000,00	172 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	49 424,13	0,00	575,87
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	5 123 382,00	4 927 288,45	0,00	196 093,55
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	6 491 954,45	1 636 957,53	878 197,09	3 976 799,83
	Total des dépenses réelles d'investissement	27 305 600,11	15 572 398,41	5 490 670,89	6 242 530,81
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	88 565,00	27 356,39		61 208,61
041	Opérations patrimoniales (1)	4 927 594,00	4 203 094,37		724 499,63
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	5 016 159,00	4 230 450,76		785 708,24
	TOTAL	32 321 759,11	19 802 849,17	5 490 670,89	7 028 239,05
	Pour information	(2) 2 380 091,73			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 804 555,19	2 740 531,44	5 081 339,30	-3 017 315,55
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	4 804 555,19	2 740 531,44	5 081 339,30	-3 017 315,55
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 449 484,00	1 168 837,26	0,00	280 646,74
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	2 796 933,51	2 796 933,51	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 400,00	3 558,83	0,00	-1 158,83
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	50 468,51	82 087,94	0,00	-31 619,43
024	Produits des cessions d'immobilisations	30 000,00		0,00	
	Total des recettes financières	4 329 286,02	4 051 417,54	0,00	277 868,48
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	8 047 118,63	2 263 501,19	1 894 815,42	3 888 802,02
	Total des recettes réelles d'investissement	17 180 959,84	9 055 450,17	6 976 154,72	1 149 354,95
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	8 211 867,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	4 381 430,00	4 361 358,63		20 071,37
041	Opérations patrimoniales (1)	4 927 594,00	4 203 094,37		724 499,63
	Total des recettes d'ordre d'investissement	17 520 891,00	8 564 453,00		8 956 438,00
	TOTAL	34 701 850,84	17 619 903,17	6 976 154,72	10 105 792,95

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240404-DI-2024-037-BF

Reçu en préfecture le 16/04/2024
Publié le 16/04/2024

Chapre 16/04/2024 **Libellé**
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

Credits ouverts
(BF+DM+RAR N-1)

(2) 0,00

Titres émis

Accusé de réception en préfecture
006-210000998-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

Résultats à l'annexe
au 31/12

Credits annulés

- (1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
- (2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
- (3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de rétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

B1**1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	15 283 673,01		15 283 673,01
012	Charges de personnel, frais assimilés	26 463 583,22		26 463 583,22
014	Atténuations de produits	32 847 817,65		32 847 817,65
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	23 125 341,26		23 125 341,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 390 724,72	0,00	1 390 724,72
67	Charges exceptionnelles	197 285,04	0,00	197 285,04
68	Dot. aux amortissements et provisions	120 000,00	4 361 358,63	4 481 358,63
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		99 428 424,90	4 361 358,63	103 789 783,53
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 782,00	27 356,39	29 138,39
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 704 082,32	0,00	4 704 082,32
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	1 583 230,62	0,00	1 583 230,62
204	Subventions d'équipement versées	1 961 965,11	0,00	1 961 965,11
21	Immobilisations corporelles (6)	1 607 430,27	0,00	1 607 430,27
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 855 526,43	4 203 094,37	8 058 620,80
26	Participations et créances rattachées	172 000,00	0,00	172 000,00
27	Autres immobilisations financières	49 424,13	0,00	49 424,13
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	1 636 957,53	0,00	1 636 957,53
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		15 572 398,41	4 230 450,76	19 802 849,17
Pour information				2 380 091,73
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	584 622,67		584 622,67
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	6 437 270,07		6 437 270,07
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	84 495 084,04		84 495 084,04
74	Dotations et participations	14 879 886,91		14 879 886,91
75	Autres produits de gestion courante	533 271,84	0,00	533 271,84
76	Produits financiers	1 150 546,67	0,00	1 150 546,67
77	Produits exceptionnels	870 655,32	27 356,39	898 011,71
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		108 951 337,52	27 356,39	108 978 693,91
Pour information				7 544 981,35
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 168 837,26	0,00	1 168 837,26
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 796 933,51		2 796 933,51
13	Subventions d'investissement	2 740 531,44	2 661 700,37	5 402 231,81
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 558,83	0,00	3 558,83
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	1 541 394,00	1 541 394,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	82 087,94	0,00	82 087,94
28	Amortissement des immobilisations		2 939 930,06	2 939 930,06
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	2 263 501,19	0,00	2 263 501,19
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		1 421 428,57	1 421 428,57
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		9 055 450,17	8 564 453,00	17 619 903,17
Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-05-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A1

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	16 226 174,42	14 012 917,69	1 270 755,32	0,00	942 501,41
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	143 846,00	121 591,37	1 500,00	0,00	20 754,63
60611	Eau et assainissement	106 839,00	125 674,35	0,00	0,00	-18 835,35
60612	Energie - Electricité	820 052,00	849 049,03	69 480,56	0,00	-98 477,59
60613	Chauffage urbain	330 480,00	188 330,43	238 000,00	0,00	-95 850,43
60621	Combustibles	6 200,00	4 473,00	0,00	0,00	1 727,00
60622	Carburants	344 600,00	354 286,03	7 152,06	0,00	-16 838,09
60623	Alimentation	41 207,00	33 042,47	335,75	0,00	7 828,78
60624	Produits de traitement	64 671,00	33 712,89	0,00	0,00	30 958,11
60628	Autres fournitures non stockées	39 380,00	33 711,26	0,00	0,00	5 668,74
60631	Fournitures d'entretien	45 300,00	38 825,00	0,00	0,00	6 475,00
60632	Fournitures de petit équipement	283 902,00	169 167,73	4 357,10	0,00	110 377,17
60636	Vêtements de travail	63 335,00	51 662,51	0,00	0,00	11 672,49
6064	Fournitures administratives	36 445,00	30 697,88	0,00	0,00	5 747,12
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	4 420,00	4 197,15	0,00	0,00	222,85
6068	Autres matières et fournitures	204 654,00	192 905,64	517,50	0,00	11 230,86
611	Contrats de prestations de services	8 666 950,42	7 609 867,75	692 708,44	0,00	364 374,23
6132	Locations immobilières	402 760,00	359 313,69	0,00	0,00	43 446,31
6135	Locations mobilières	91 625,00	83 100,90	0,00	0,00	8 524,10
614	Charges locatives et de copropriété	98 503,00	71 140,57	0,00	0,00	27 362,43
61521	Entretien terrains	65 400,00	41 761,99	7 382,78	0,00	16 255,23
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	294 902,00	266 417,82	19 858,41	0,00	8 625,77
615231	Entretien, réparations voiries	4 650,00	4 285,64	0,00	0,00	364,36
615232	Entretien, réparations réseaux	177 455,00	35 585,03	56 631,76	0,00	85 238,21
61551	Entretien matériel roulant	305 593,00	270 051,01	19 770,53	0,00	15 771,46
61558	Entretien autres biens mobiliers	31 050,00	26 928,18	0,00	0,00	4 121,82
6156	Maintenance	570 172,00	486 115,89	14 947,45	0,00	69 108,66
6168	Autres primes d'assurance	220 346,00	221 059,59	0,00	0,00	-713,59
617	Etudes et recherches	369 377,00	182 012,92	20 982,17	0,00	166 381,91
6182	Documentation générale et technique	38 808,00	33 413,66	517,20	0,00	4 877,14
6184	Versements à des organismes de formation	74 900,00	60 359,53	7 210,00	0,00	7 330,47
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 100,00	630,00	0,00	0,00	470,00
6188	Autres frais divers	4 726,00	3 357,76	0,00	0,00	1 368,24
6226	Honoraires	145 295,00	114 981,65	1 125,00	0,00	29 188,35
6227	Frais d'actes et de contentieux	102 520,00	65 323,62	6 636,00	0,00	30 560,38
6228	Divers	14 280,00	10 901,44	0,00	0,00	3 378,56
6231	Annonces et insertions	218 310,00	211 824,35	0,00	0,00	6 485,65
6232	Fêtes et cérémonies	47 340,00	33 894,13	9 620,00	0,00	3 825,87
6233	Foires et expositions	6 000,00	2 526,00	0,00	0,00	3 474,00
6236	Catalogues et imprimés	121 247,00	111 803,41	1 680,00	0,00	7 763,59
6238	Divers	76 335,00	35 286,20	0,00	0,00	41 048,80
6241	Transports de biens	36 784,00	36 797,22	0,00	0,00	-13,22
6247	Transports collectifs	15 749,00	15 662,27	0,00	0,00	86,73
6251	Voyages et déplacements	44 050,00	45 225,17	0,00	0,00	-1 175,17
6256	Missions	11 510,00	12 823,52	0,00	0,00	-1 313,52
6257	Réceptions	95 435,00	70 434,95	11 640,10	0,00	13 359,95
6261	Frais d'affranchissement	41 600,00	41 652,04	0,00	0,00	-52,04
6262	Frais de télécommunications	119 150,00	100 495,01	868,80	0,00	17 786,19
627	Services bancaires et assimilés	9 050,00	13 727,73	0,00	0,00	-4 677,73
6281	Concours divers (cotisations)	97 501,00	95 348,21	0,00	0,00	2 152,79
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	18 671,00	50 098,72	2 442,94	0,00	-33 870,66
6283	Frais de nettoyage des locaux	323 799,00	277 747,68	22 245,26	0,00	23 806,06
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	425 433,00	366 119,85	33 616,39	0,00	25 696,76
62878	Remb. frais à d'autres organismes	109 000,00	125 951,35	19 529,12	0,00	-36 480,47
6288	Autres services extérieurs	1 552,00	2 679,00	0,00	0,00	-1 127,00
63512	Taxes foncières	120 650,00	123 043,00	0,00	0,00	-2 393,00
63513	Autres impôts locaux	900,00	2 407,00	0,00	0,00	-1 507,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	5 250,00	1 103,30	0,00	0,00	4 146,70
6358	Autres droits	0,00	565,00	0,00	0,00	-565,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	65 015,00	57 767,20	0,00	0,00	7 247,80
012	Charges de personnel, frais assimilés	26 800 000,00	26 290 742,32	172 840,90	0,00	336 416,78
6217	Personnel affecté par la commune membre	397 700,00	217 690,01	172 840,90	0,00	7 169,09
6218	Autre personnel extérieur	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6331	Versement mobilité	264 705,00	257 335,57	0,00	0,00	7 369,43
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	75 630,00	73 523,31	0,00	0,00	2 106,69
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	357 634,00	349 420,43	0,00	0,00	8 213,57

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240404-DI 2024 037-BE

Réception
Publie le 16/04/2024
Chap
art (1)16/04/2024 Libellé (1)
le 16/04/2024Crédits
ouverts

Crédits employés (ou restant à employer)

Accusé de réception en préfecture

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Crédits annulés

		(BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Charges rattachées	Crédits à réaliser au 31/12	Crédits annulés
64111	Rémunération principale titulaires	9 857 255,00	9 897 431,32	0,00	0,00	-40 176,32
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	359 203,00	362 895,65	0,00	0,00	-3 692,65
64118	Autres indemnités titulaires	2 481 795,00	2 501 268,44	0,00	0,00	-19 473,44
64131	Rémunérations non tit.	4 996 299,00	4 770 284,33	0,00	0,00	226 014,67
64162	Emplois d'avenir	464,00	462,46	0,00	0,00	1,54
64168	Autres emplois d'insertion	285 075,00	185 230,46	0,00	0,00	99 844,54
6417	Rémunérations des apprentis	20 455,00	20 748,09	0,00	0,00	-293,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 044 748,00	2 954 308,53	0,00	0,00	90 439,47
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 518 691,00	3 517 742,67	0,00	0,00	948,33
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	212 445,00	198 620,62	0,00	0,00	13 824,38
6455	Cotisations pour assurance du personnel	141 000,00	138 520,89	0,00	0,00	2 479,11
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	38 523,00	38 623,22	0,00	0,00	-100,22
64731	Allocations chômage versées directement	35 022,00	28 095,95	0,00	0,00	6 926,05
6475	Médecine du travail, pharmacie	53 000,00	52 324,70	0,00	0,00	675,30
6478	Autres charges sociales diverses	656 356,00	726 215,67	0,00	0,00	-69 859,67
014	Atténuations de produits	32 966 466,00	32 847 817,65	0,00	0,00	118 648,35
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	36 077,00	0,00	0,00	-36 077,00
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	656,01	0,00	0,00	-656,01
739211	Attributions de compensation	18 896 155,00	18 896 155,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	2 863 666,00	2 863 666,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 500 000,00	1 544 178,00	0,00	0,00	-44 178,00
73942	Reversement taxe de versement mobilité	8 600 000,00	8 545 290,74	0,00	0,00	54 709,26
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	1 106 645,00	961 794,90	0,00	0,00	144 850,10
65	Autres charges de gestion courante	23 914 238,00	22 591 383,87	533 957,39	0,00	788 896,74
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	2 000,00	880,00	0,00	0,00	1 120,00
6518	Autres	32 270,00	31 550,47	0,00	0,00	719,53
6531	Indemnités	477 000,00	470 625,36	0,00	0,00	6 374,64
6532	Frais de mission	14 000,00	8 422,75	0,00	0,00	5 577,25
6533	Cotisations de retraite	29 500,00	30 674,94	0,00	0,00	-1 174,94
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	153 000,00	152 870,70	0,00	0,00	129,30
6535	Formation	4 050,00	0,00	0,00	0,00	4 050,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	950,00	941,25	0,00	0,00	8,75
6541	Créances admises en non-valeur	8 300,00	0,00	0,00	0,00	8 300,00
6542	Créances éteintes	51 611,00	0,00	0,00	0,00	51 611,00
6553	Service d'incendie	75 850,00	75 842,07	0,00	0,00	7,93
65548	Autres contributions	16 085 844,00	15 169 700,63	523 557,39	0,00	392 585,98
65732	Subv. fonct. Régions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
65733	Subv. fonct. Départements	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	40 000,00	14 000,00	0,00	0,00	26 000,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	3 455 000,00	3 210 292,25	0,00	0,00	244 707,75
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	3 431 763,00	3 388 036,11	0,00	0,00	43 726,89
65888	Autres	13 100,00	2 547,34	10 400,00	0,00	152,66
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		99 906 878,42	95 742 861,53	1 977 553,61	0,00	2 186 463,28
66	Charges financières (b)	1 482 500,00	1 095 238,54	295 486,18	0,00	91 775,28
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 370 000,00	1 342 127,42	0,00	0,00	27 872,58
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-318 029,01	295 486,18	0,00	22 542,83
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	98 500,00	70 348,93	0,00	0,00	28 151,07
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6688	Autres	13 000,00	791,20	0,00	0,00	12 208,80
67	Charges exceptionnelles (c)	338 500,00	197 285,04	0,00	0,00	141 214,96
6712	Amendes fiscales et pénales	450,00	450,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	4 500,00	4 000,00	0,00	0,00	500,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 000,00	9 972,46	0,00	0,00	-6 972,46
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	85 000,00	116 583,35	0,00	0,00	-31 583,35
678	Autres charges exceptionnelles	245 550,00	66 279,23	0,00	0,00	179 270,77
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	150 000,00	120 000,00	0,00	0,00	30 000,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	150 000,00	120 000,00	0,00	0,00	30 000,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		101 877 878,42	97 155 385,11	2 273 039,79	0,00	2 449 453,52
023	Virement à la section d'investissement	8 211 867,00	0,00			8 211 867,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	4 381 430,00	4 361 358,63			20 071,37
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 960 000,00	2 939 930,06			20 069,94
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	1 421 430,00	1 421 428,57			1,43

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240404-DI-2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024 Libellé (1)
Publié le 16/04/2024

Chap art (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			
		Mandats émis	Charges rattachées	restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	12 593 297,00	4 361 358,63			8 231 938,37
043 Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	12 593 297,00	4 361 358,63			8 231 938,37
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	114 471 175,42	101 516 743,74	2 273 039,79	0,00	10 681 391,89
Pour information	0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1					

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 2024-05-1-DE
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	323 699,16
Montant des ICNE de l'exercice N-1	343 334,92
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-22 542,83

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
(5) Dont 675 et 676.
(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III - VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A2

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	490 000,00	584 622,67	0,00	0,00	-94 622,67
6419	Remboursements rémunérations personnel	120 000,00	187 197,22	0,00	0,00	-67 197,22
6479	Rembours sur autres charges sociales	370 000,00	397 425,45	0,00	0,00	-27 425,45
70	Produits services, domaine et ventes div	6 014 157,07	5 178 207,63	1 259 062,44	0,00	-423 113,00
7018	Autres ventes de produits finis	285 000,00	334 898,64	11 643,67	0,00	-61 542,31
70323	Redev. occupat° domaine public communal	7 300,07	2 681,20	0,00	0,00	4 618,87
70328	Autres droits stationnement et location	50 000,00	110 949,12	0,00	0,00	-60 949,12
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	58 086,60	0,00	0,00	-58 086,60
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 100 000,00	352 238,01	1 100 000,00	0,00	-352 238,01
7062	Redevances services à caractère culturel	596 000,00	413 741,30	5 810,60	0,00	176 448,10
70631	Redevances services à caractère sportif	92 855,00	76 992,50	0,00	0,00	15 862,50
70632	Redevances services à caractère loisir	432 000,00	513 944,04	28 451,13	0,00	-110 395,17
7066	Redevances services à caractère social	497 100,00	619 176,66	70 300,00	0,00	-192 376,66
7067	Redev. services périscolaires et enseign	225 600,00	255 429,22	33 642,34	0,00	-63 471,56
70688	Autres prestations de services	194 234,00	21 257,80	0,00	0,00	172 976,20
7078	Autres marchandises	2 600,00	2 543,40	0,00	0,00	56,60
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	1 038 000,00	902 801,80	0,00	0,00	135 198,20
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	788 000,00	811 057,34	0,00	0,00	-23 057,34
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	468 000,00	336 291,94	0,00	0,00	131 708,06
70875	Remb. frais par les communes du GFP	9 168,00	35 860,69	0,00	0,00	-26 692,69
70878	Remb. frais par d'autres redevables	228 300,00	326 876,37	9 214,70	0,00	-107 791,07
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	3 381,00	0,00	0,00	-3 381,00
73	Impôts et taxes	82 899 840,00	83 595 084,04	900 000,00	0,00	-1 595 244,04
73111	Impôts directs locaux	14 215 845,00	14 393 146,00	0,00	0,00	-177 301,00
73112	Cotisation sur la VAE	6 476 307,00	7 018 529,00	0,00	0,00	-542 222,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 294 056,00	1 394 457,00	0,00	0,00	-100 401,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	720 181,00	736 948,00	0,00	0,00	-16 767,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	566 714,00	0,00	0,00	-566 714,00
73211	Attribution de compensation	20 317,00	20 317,00	0,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	29 285 101,00	29 498 621,00	0,00	0,00	-213 520,00
7342	Versement mobilité	12 000 000,00	11 459 799,04	900 000,00	0,00	-359 799,04
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	1 923 139,00	1 924 459,00	0,00	0,00	-1 320,00
7382	Fraction de TVA	16 964 894,00	16 582 094,00	0,00	0,00	382 800,00
74	Dotations et participations	15 214 044,00	14 462 630,26	417 256,65	0,00	334 157,09
74124	Dotation d'intercommunalité	1 530 000,00	1 689 130,00	0,00	0,00	-159 130,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	6 050 000,00	6 012 606,00	0,00	0,00	37 394,00
744	FCTVA	0,00	12 255,91	0,00	0,00	-12 255,91
7461	DGD	223 512,00	223 512,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	504 073,00	370 591,49	20 000,00	0,00	113 481,51
7472	Participat° Régions	796 782,00	883 507,90	16 800,00	0,00	-103 525,90
7473	Participat° Départements	498 476,00	410 129,08	36 561,40	0,00	51 785,52
7478	Participat° Autres organismes	2 039 850,00	1 612 880,56	343 895,25	0,00	83 074,19
748313	Dotat° de compensation de la TP	220 977,00	220 977,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	3 350 374,00	2 892 496,00	0,00	0,00	457 878,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	377,00	0,00	0,00	-377,00
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	0,00	134 167,32	0,00	0,00	-134 167,32
75	Autres produits de gestion courante	472 800,00	533 271,84	0,00	0,00	-60 471,84
752	Revenus des immeubles	472 800,00	525 784,75	0,00	0,00	-52 984,75
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	7 487,09	0,00	0,00	-7 487,09
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		105 090 841,07	104 353 816,44	2 576 319,09	0,00	-1 839 294,46
76	Produits financiers (b)	1 111 788,00	1 113 965,39	36 581,28	0,00	-38 758,67
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	1 111 788,00	1 111 787,90	0,00	0,00	0,10
7688	Autres	0,00	2 177,49	36 581,28	0,00	-38 758,77
77	Produits exceptionnels (c)	635 000,00	838 565,32	32 090,00	0,00	-235 655,32
7711	Dédits et pénalités perçus	635 000,00	664 499,26	0,00	0,00	-29 499,26
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	1 127,10	0,00	0,00	-1 127,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	26 848,44	0,00	0,00	-26 848,44
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	146 090,52	32 090,00	0,00	-178 180,52
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		106 837 629,07	106 306 347,15	2 644 990,37	0,00	-2 113 708,45
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	88 565,00	27 356,39			61 208,61
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	88 565,00	27 356,39			61 208,61

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240401-DI-2024-037-BE

Reçu n° 16/04/2024 Libellé (1)
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
N° 2024-005-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Chap/Art(1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
		Titres émis	Produits rattachés	
				réaliser au 31/12
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		88 565,00	27 356,39	61 208,61
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		106 926 194,07	106 333 703,54	-2 052 499,84
Pour information		7 544 981,35		
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.
- Dont 776.
- Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III - VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

B1

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	3 146 447,49	1 583 230,62	943 338,75	619 878,12
2031	Frais d'études	2 692 062,08	1 267 733,02	762 448,03	661 881,03
2033	Frais d'insertion	15 300,00	11 652,63	0,00	3 647,37
2051	Concessions, droits similaires	439 085,41	303 844,97	180 890,72	-45 650,28
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	2 856 089,00	1 961 965,11	758 329,53	135 794,36
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	712 500,00	712 500,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	807 300,00	807 226,08	0,00	73,92
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	203 000,00	56 879,53	56 629,53	89 490,94
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	7 589,00	0,00	0,00	7 589,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 125 700,00	385 359,50	701 700,00	38 640,50
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	2 850 200,51	1 607 430,27	1 063 430,18	179 340,06
21318	Autres bâtiments publics	82 500,00	0,00	0,00	82 500,00
2152	Installations de voirie	20 000,00	14 028,00	0,00	5 972,00
21538	Autres réseaux	0,00	14 856,00	0,00	-14 856,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	20 651,40	8 526,13	0,00	12 125,27
21578	Autre matériel et outillage de voirie	824 452,30	496 478,24	255 823,14	72 150,92
2158	Autres inst., matériel, outil. techniques	54 210,48	45 682,27	0,00	8 528,21
2182	Matériel de transport	767 652,71	224 492,28	548 899,05	-5 738,62
2183	Matériel de bureau et informatique	414 655,14	346 104,30	83 167,21	-14 616,37
2184	Mobilier	304 399,20	275 310,35	15 572,18	13 516,67
2188	Autres immobilisations corporelles	361 679,28	181 952,70	159 968,60	19 757,98
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	6 837 526,66	3 855 526,43	1 847 375,34	1 134 624,89
2313	Constructions	1 329 237,20	775 760,91	347 914,80	205 561,49
2314	Constructions sur sol d'autrui	615 664,30	338 455,96	8 274,90	268 933,44
2315	Installat°, matériel et outillage techni	961 446,67	591 408,66	285 428,87	84 609,14
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	2 862 050,73	1 889 131,05	974 038,91	-1 119,23
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	165 484,80	0,00	-165 484,80
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 069 127,76	95 285,05	231 717,86	742 124,85
Total des dépenses d'équipement		15 690 263,66	9 008 152,43	4 612 473,80	2 069 637,43
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 782,00	1 782,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	1 782,00	1 782,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 899 600,00	4 704 082,32	0,00	195 517,68
1641	Emprunts en euros	4 277 000,00	4 436 952,03	0,00	-159 952,03
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 300,00	1 896,00	0,00	3 404,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00
16871	Dettes - Etat et établissements nationaux	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	413 800,00	265 234,29	0,00	148 565,71
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	172 000,00	172 000,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	172 000,00	172 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	50 000,00	49 424,13	0,00	575,87
27632	Créance Régions	50 000,00	49 424,13	0,00	575,87
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		5 123 382,00	4 927 288,45	0,00	196 093,55
4581009	AUBERGE DE BRIANCONNET (3)	167 910,36	88 823,82	46 666,74	32 419,80
458101	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE (3)	700 000,00	696 973,00	0,00	3 027,00
458102	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC (3)	700 000,00	72 000,00	36 000,00	592 000,00
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (3)	111 716,44	101 721,36	1 168,86	8 826,22
4581030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS (3)	315 311,65	306 100,40	2 820,00	6 391,25
4581032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS (3)	21 188,00	19 752,00	1 350,00	86,00
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS (3)	264 000,00	45 355,83	2 107,22	216 536,95
4581035	GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS (3)	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00
4581036	GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU (3)	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00
4581037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN (3)	36 000,00	14 143,00	75,00	21 782,00
4581038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE (3)	55 200,00	52 501,78	0,00	2 698,22
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE (3)	400 000,00	70 986,41	99 070,56	229 943,03
4581041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN (3)	30 000,00	0,00	9 132,00	20 868,00
4581042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY (3)	43 000,00	32 040,42	9 827,00	1 132,58
4581043	CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY (3)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240401-DI 2024 037-BE

Réçu Chap/ 16/04/2024
Publié le 16/04/2024

Libellé (1)

Crédits ouverts
(BP+DM+RAR N-1)

Mandats émis

Accusé de réception en préfecture
006-210600098-20241210-2024-205-1-Fe
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024Restes à
réaliser au
31/12Crédits
annulés

4581044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOLS (3)	80 000,00	5 616,00	8 430,00	65 954,00
4581045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY (3)	123 000,00	3 947,12	6 255,60	112 797,28
4581046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL (3)	45 000,00	1 980,00	32 604,90	10 415,10
4581047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES (3)	70 200,00	69 818,40	0,00	381,60
4581048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE (3)	752 944,73	11 654,72	622 689,21	118 600,80
4582016	DMO EGLISE LES MUJOLS (3)	1 704,36	1 704,36	0,00	0,00
4582023	SALLE POLYVALENTE LE TIGNET (3)	41 838,91	41 838,91	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		6 491 954,45	1 636 957,53	878 197,09	3 976 799,83
TOTAL DEPENSES REELLES		27 305 600,11	15 572 398,41	5 490 670,89	6 242 530,81
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	88 565,00	27 356,39		61 208,61
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	88 565,00	27 356,39		61 208,61
13911	Etat et établissements nationaux	86 000,00	27 250,42		58 749,58
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	145,00	105,97		39,03
13918	Autres subventions d'équipement	2 000,00	0,00		2 000,00
13931	Sub. transf cpte résult. D.E.T.R.	420,00	0,00		420,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	4 927 594,00	4 203 094,37		724 499,63
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	163 800,00		-163 800,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	4 927 594,00	4 039 294,37		888 299,63
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		5 016 159,00	4 230 450,76		785 708,24
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		32 321 759,11	19 802 849,17	5 490 670,89	7 028 239,05
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		2 380 091,73			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 804 555,19	2 740 531,44	5 081 339,30	-3 017 315,55
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	7 500,00	186 298,58	136 903,57	-315 702,15
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	354 861,69	123 580,54	23 568,31	207 712,84
1322	Subv. non transf. Régions	636 913,42	414 322,02	3 564 659,40	-3 342 068,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	151 804,05	1 000 000,00	-1 151 804,05
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	220 863,87	0,00	220 863,87	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 184 416,21	830 384,84	135 344,15	1 218 687,22
1348	Autres fonds non transférables	1 400 000,00	1 034 141,41	0,00	365 858,59
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		4 804 555,19	2 740 531,44	5 081 339,30	-3 017 315,55
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 246 417,51	3 965 770,77	0,00	280 646,74
10222	FCTVA	1 449 484,00	1 168 837,26	0,00	280 646,74
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 796 933,51	2 796 933,51	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 400,00	3 558,83	0,00	-1 158,83
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	50 468,51	82 087,94	0,00	-31 619,43
27632	Créance Régions	50 468,51	82 087,94	0,00	-31 619,43
024	Produits des cessions d'immobilisations	30 000,00		0,00	
Total des recettes financières		4 329 286,02	4 051 417,54	0,00	277 868,48
4581022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES (2)	3 801,24	3 801,24	0,00	0,00
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (2)	4 000,00	1 037,11	0,00	2 962,89
4582006	STEP AUDIBERGUE ANDON (2)	10 197,80	0,00	0,00	10 197,80
4582009	AUBERGE DE BRIANCONNET (2)	743 660,37	364 621,91	348 038,46	31 000,00
458201	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE (2)	700 000,00	453 262,00	0,00	246 738,00
458202	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC (2)	700 000,00	323 980,00	0,00	376 020,00
4582022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES (2)	99 389,80	95 387,37	0,00	4 002,43
4582024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (2)	207 595,95	128 826,73	74 724,22	4 045,00
4582025	AMENAGEMENT VILLAGE LES MUJOULS (2)	45 385,50	45 372,70	0,00	12,80
4582027	SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS (2)	9 153,29	9 153,30	0,00	-0,01
4582029	GITE PASTORAL D'ADOM LES MUJOULS (2)	31 164,75	31 849,97	0,00	-685,22
4582030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS (2)	766 000,00	466 853,36	299 146,64	0,00
4582032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS (2)	43 480,00	0,00	43 480,00	0,00
4582033	SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE (2)	251 005,20	200 000,00	0,00	51 005,20
4582034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS (2)	264 000,00	20 000,00	209 076,00	34 924,00
4582035	GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS (2)	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00
4582036	GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU (2)	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00
4582037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN (2)	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00
4582038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE (2)	55 200,00	0,00	55 200,00	0,00
4582039	PARKING LA ROQUE GRASSE (2)	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
4582041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN (2)	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
4582042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY (2)	43 000,00	934,50	41 780,70	284,80
4582043	CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY (2)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
4582044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS (2)	80 000,00	0,00	76 656,00	3 344,00
4582045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY (2)	123 000,00	0,00	0,00	123 000,00
4582046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL (2)	45 000,00	8 000,00	36 888,40	111,60
4582047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES (2)	70 200,00	0,00	70 176,00	24,00
4582048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE (2)	752 944,73	110 421,00	603 649,00	38 874,73
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		8 047 118,63	2 263 501,19	1 894 815,42	3 888 802,02
TOTAL DES RECETTES REELLES		17 180 959,84	9 055 450,17	6 976 154,72	1 149 354,95

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-2000030857-20240404-DI 2024 037-BE

Reçu le 15/04/2024
Publié le 16/04/2024

Libellé (1)

Crédits ouverts
(BP+DM+RAR N-1)

Titres émis

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Crédits annulés

021	Virement de la sect° de fonctionnement	8 211 867,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	4 381 430,00	4 361 358,63		20 071,37
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	48 102,00	48 102,00		0,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	3 640,00	3 640,00		0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00	6 000,00		0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	1 020,00	1 020,00		0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	248 235,00	248 234,94		0,06
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	665,00	664,87		0,13
28041582	GFP : Bâtiments, installations	124 997,00	124 997,00		0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 066,00	1 066,00		0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	150 523,00	150 522,46		0,54
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 193,00	3 193,00		0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	16 515,00	16 515,00		0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 102 217,00	1 102 216,51		0,49
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	8 438,00	8 437,54		0,46
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 487,00	6 486,46		0,54
28051	Concessions et droits similaires	39 092,00	39 091,97		0,03
28087	Immo. incorporelles reçues mise à dispo.	5 688,00	5 688,00		0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 251,00	1 251,00		0,00
28128	Autres aménagements de terrains	262,00	262,00		0,00
281318	Autres bâtiments publics	11 246,00	11 245,68		0,32
28132	Immeubles de rapport	145 845,00	145 845,00		0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	13 849,00	13 848,54		0,46
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	1 778,00	1 777,94		0,06
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	3 634,00	3 634,00		0,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	107,00	106,21		0,79
28152	Installations de voirie	1 084,00	1 083,19		0,81
281568	Autres matériels, outillages incendie	6 339,00	6 338,30		0,70
281571	Matériel roulant	14 972,00	14 971,44		0,56
281578	Autre matériel et outillage de voirie	63 956,00	63 955,39		0,61
28158	Autres installat°, matériel et outillage	105 131,00	105 130,78		0,22
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	37 724,00	37 723,82		0,18
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 545,00	3 544,98		0,02
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	3 955,00	3 954,32		0,68
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	797,00	795,95		1,05
28181	Installations générales, aménagt divers	15 284,00	15 283,80		0,20
28182	Matériel de transport	385 045,00	374 792,70		10 252,30
28183	Matériel de bureau et informatique	202 363,00	192 554,96		9 808,04
28184	Mobilier	67 152,00	67 151,77		0,23
28188	Autres immo. corporelles	108 803,00	108 802,54		0,46
4817	Pénalités de renégociation de la dette	1 421 430,00	1 421 428,57		1,43
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		12 593 297,00	4 361 358,63		8 231 938,37
041	Opérations patrimoniales (5)	4 927 594,00	4 203 094,37		724 499,63
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 350 000,00	506 938,15		2 843 061,85
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	2 154 762,22		-2 154 762,22
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 577 594,00	1 541 394,00		36 200,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		17 520 891,00	8 564 453,00		8 956 438,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		34 701 850,84	17 619 903,17	6 976 154,72	10 105 792,95
Pour information		0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	
Reçu le 16/04/2024	
Publié le 16/04/2024	III – VOTE DU BUDGET
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	
Accusé de réception en préfecture	
006-210600698-20241210-2024-105-1-DE	III
Date de réélégation : 11/12/2024	
Date de réception préfecture : 11/12/2024	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	3 668 456	2 009 512	0	951 672	751 475	1 845 588	8 886	179 346	1 263 494	4 474 458	419 511	15 572 398
- Equipements municipaux (2)		728 074	0	797 234	551 475	1 833 070	7 861	179 346	59 738	2 559 533	329 856	7 046 187
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		712 500	0	0	0	0	0	0	385 360	864 106	0	1 961 965
- Opérations financières	3 668 456											3 668 456
Dépenses d'ordre	4 203 094											4 230 451
Solde d'exécution reporté de N-1	2 380 092											2 380 092
Total dépenses	10 251 643	2 036 869	0	951 672	751 475	1 845 588	8 886	179 346	1 263 494	4 474 458	419 511	22 182 941
Total recettes	12 530 224	693 575	0	413 758	0	366 841	1 438	12 922	1 925 724	449 438	1 225 984	17 619 903
Solde d'investissement	2 278 581	-1 343 294	0	-537 914	-751 475	-1 478 747	-7 448	-166 424	662 230	-4 025 020	806 473	-4 563 038
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	912 268	0	195 503	311 396	893 968	5 163	30 862	737 700	2 166 588	237 222	5 490 671
Total RAR recettes	0	1 137 601	0	158 628	0	4 305 849	0	5 538	0	1 020 501	348 038	6 976 155
SOLDE RAR investissement	0	225 333	0	-36 875	-311 396	3 411 881	-5 163	-25 324	-737 700	-1 146 087	110 816	1 485 484

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	28 726 937	10 734 682	0	314 651	5 690 287	7 044 751	1 845 947	3 329 076	895 255	42 694 980	2 513 219	103 789 784
Total recettes	42 502 934	18 694 921	0	181 584	1 711 749	1 875 300	687 075	1 710 168	101 107	48 305 039	753 798	116 523 675
Solde de fonctionnement	13 775 997	7 960 240	0	-133 066	-3 978 538	-5 169 451	-1 158 872	-1 618 908	-794 148	5 610 059	-1 759 421	12 733 892
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		10 251 643	2 949 137	0	1 147 175	1 062 872	2 739 556	14 049	210 208	2 001 194	6 641 046	656 733	27 673 612
Dépenses réelles		3 668 456	2 921 780	0	1 147 175	1 062 872	2 739 556	14 049	210 208	2 001 194	6 641 046	656 733	21 063 069
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 782	0	1 782
1312	Subv. transf. Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 782	0	1 782
16	Emprunts et dettes assimilées	3 668 456	0	0	52 717	200 000	12 518	1 025	0	0	768 536	831	4 704 082
1641	Emprunts en euros	3 668 456	0	0	0	0	0	0	0	0	768 496	0	4 436 952
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	0	0	1 025	0	0	40	831	1 896
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0	0	0	52 717	200 000	12 518	0	0	0	0	0	265 234
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	262 997	0	365 454	162 634	912 322	0	0	59 738	691 270	72 155	2 526 569
2031	Frais d'études	0	33 620	0	259 697	54 840	911 476	0	0	59 738	638 655	72 155	2 030 181
2033	Frais d'insertion	0	9 205	0	1 602	0	846	0	0	0	0	0	11 653
2051	Concessions, droits similaires	0	220 172	0	104 155	107 793	0	0	0	0	52 615	0	484 736
204	Subventions d'équipement versées	0	712 500	0	0	0	0	0	0	1 087 060	920 735	0	2 720 295
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0	712 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	712 500
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0	0	0	0	0	0	0	0	0	807 226	0	807 226
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	113 509	0	113 509
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	1 087 060	0	0	1 087 060
21	Immobilisations corporelles	0	241 428	0	436 713	134 079	65 520	8 011	51 792	0	1 717 290	16 028	2 670 860
2152	Installations de voirie	0	14 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 028
21538	Autres réseaux	0	14 856	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 856
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	3 476	0	3 920	302	59	0	0	0	769	0	8 526
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	752 301	0	752 301
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	0	0	0	21 545	15 862	0	0	0	8 114	161	45 682
2182	Matériel de transport	0	31 614	0	17 785	0	5 276	0	0	0	718 716	0	773 391
2183	Matériel de bureau et informatique	0	148 990	0	213 135	62 598	612	109	0	0	1 272	2 555	429 272
2184	Mobilier	0	17 707	0	193 737	5 300	27 797	2 739	20 489	0	10 780	12 333	290 883
2188	Autres immobilisations corporelles	0	10 756	0	8 136	44 334	15 914	5 163	31 302	0	225 338	978	341 921

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 000 210000000 2023-12-10 2024-01-03 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	451 866	0	189 401	566 159	1 749 197	5 013	158 417	0	2 150 622	432 229	5 702 902
2313	Constructions	0	347 705	0	0	0	29 414	5 013	0	0	529 769	211 775	1 123 676
2314	Constructions sur sol d'autrui	0	0	0	0	0	0	0	0	0	346 731	0	346 731
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	99 511	0	83 257	0	836	0	0	0	673 546	19 687	876 838
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0	4 650	0	106 144	566 159	1 458 177	0	158 417	0	368 858	200 766	2 863 170
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0	0	0	0	0	165 485	0	0	0	0	0	165 485
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	0	95 285	0	0	0	231 718	0	327 003
26	Participat° et créances rattachées	0	172 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	172 000
261	Titres de participation	0	172 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	172 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	49 424	0	0	49 424
27632	Créance Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	49 424	0	0	49 424
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	1 080 990	0	102 890	0	0	0	0	804 973	390 811	135 491	2 515 155
4581009	AUBERGE DE BRIANCONNET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	135 491	135 491
458101	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE	0	0	0	0	0	0	0	0	696 973	0	0	696 973
458102	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	0	0	0	0	0	0	0	0	108 000	0	0	108 000
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	0	0	0	102 890	0	0	0	0	0	0	0	102 890
4581030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	0	308 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	308 920
4581032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	0	21 102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 102
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 463	0	47 463
4581037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	0	14 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 218
4581038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 502	0	52 502
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	170 057	0	170 057
4581041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 132	0	9 132
4581042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	0	41 867	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 867
4581044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	0	14 046	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 046
4581045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY	0	10 203	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 203

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006 210000000 20231216 2024 200 3 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024													
Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et	Action	TOTAL
											services urbains, environnem	économique	
4581046	VALDEROURE RENOVATION	0	34 585	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 585
4581047	FOUR ET WC COMMUNAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 818	0	69 818
4581048	VALDEROURE REFECTION	0	634 344	0	0	0	0	0	0	0	0	0	634 344
4581048	VOIRIES	0	634 344	0	0	0	0	0	0	0	0	0	634 344
4582016	SAINT-VALLIER REHABILITATION	0	1 704	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 704
4582016	BERGERIE	0	1 704	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 704
4582023	DMO EGLISE LES MUJOULS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 839	0	41 839
4582023	SALLE POLYVALENTE LE TIGNET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 839	0	41 839
Dépenses d'ordre		4 203 094	27 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 230 451
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	27 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 356
13911	Etat et établissements nationaux	0	27 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 250
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0	106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106
041	Opérations patrimoniales	4 203 094	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 203 094
2314	Constructions sur sol d'autrui	163 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	163 800
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	4 039 294	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 039 294
001Solde d'exécution reporté de N-1		2 380 092	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 380 092

RECETTES													
Total recettes d'investissement		12 530 224	1 831 175	0	572 386	0	4 672 690	1 438	18 460	1 925 724	1 469 938	1 574 023	24 596 058
Recettes réelles		3 965 771	1 831 175	0	572 386	0	4 672 690	1 438	18 460	1 925 724	1 469 938	1 574 023	16 031 605
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 965 771	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 965 771
10222	FCTVA	1 168 837	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 168 837
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 796 934	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 796 934
13	Subventions d'investissement	0	8 177	0	367 798	0	4 672 690	0	18 460	1 066 394	860 960	827 391	7 821 871
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	0	215 994	0	0	0	0	0	106 000	1 208	323 202
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	8 177	0	0	0	23 568	0	0	32 253	83 150	0	147 149
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	0	3 525 121	0	0	0	297 860	156 000	3 978 981
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	151 804	0	1 000 000	0	0	0	0	0	1 151 804
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	220 864	0	220 864
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	124 000	0	18 460	0	153 086	670 183	965 729
1348	Autres fonds non transférables	0	0	0	0	0	0	0	0	1 034 141	0	0	1 034 141
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	1 438	0	0	0	2 121	3 559
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	0	0	1 438	0	0	0	2 121	3 559

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 006 210000000 2023-12-16 2024-208 3 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	82 088	0	0	82 088
27632	Créance Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	82 088	0	0	82 088
Opérations pour compte de tiers		0	1 822 998	0	204 588	0	0	0	0	777 242	608 978	744 510	4 158 317
4581022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES	0	3 801	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 801
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	0	0	0	1 037	0	0	0	0	0	0	0	1 037
4582009	AUBERGE DE BRIANCONNET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	712 660	712 660
458201	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE	0	0	0	0	0	0	0	0	453 262	0	0	453 262
458202	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	0	0	0	0	0	0	0	0	323 980	0	0	323 980
4582022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES	0	95 387	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95 387
4582024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	0	0	0	203 551	0	0	0	0	0	0	0	203 551
4582025	AMENAGEMENT VILLAGE LES MUJOULS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 373	0	45 373
4582027	SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 153	0	9 153
4582029	GITE PASTORAL D'ADOM LES MUJOULS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 850	31 850
4582030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	0	766 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	766 000
4582032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	0	43 480	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43 480
4582033	SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000	0	200 000
4582034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	229 076	0	229 076
4582037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	0	36 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 000
4582038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55 200	0	55 200

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
4582042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	0	42 715	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42 715
4582044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	0	76 656	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 656
4582046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	0	44 888	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 888
4582047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 176	0	70 176
4582048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	0	714 070	0	0	0	0	0	0	0	0	0	714 070
Recettes d'ordre		8 564 453	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 564 453
040	Opérat° ordre transfert entre sections	4 361 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 361 359
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	48 102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 102
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	3 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 640
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	1 020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 020
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	248 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	248 235
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	665
28041582	GFP : Bâtiments, installations	124 997	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	124 997
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 066	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 066
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	150 522	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 522
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 193
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	16 515	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 515
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 102 217	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 102 217
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	8 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 438
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 486	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 486
28051	Concessions et droits similaires	39 092	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 092
28087	Immo. incorporelles reçues mise à dispo.	5 688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 688
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 251	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 251
28128	Autres aménagements de terrains	262	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	262
281318	Autres bâtiments publics	11 246	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 246
28132	Immeubles de rapport	145 845	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145 845

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241216 2024 200 3 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

											Accusé de réception en préfecture 000 210000000 2023-12-16 2024-200-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et	Action	TOTAL
											services urbains, environnem	économique	
28135	Installations générales, agencements, ..	13 849	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 849
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	1 778	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 778
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	3 634	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 634
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106
28152	Installations de voirie	1 083	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 083
281568	Autres matériels, outillages incendie	6 338	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 338
281571	Matériel roulant	14 971	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 971
281578	Autre matériel et outillage de voirie	63 955	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63 955
28158	Autres installat°, matériel et outillage	105 131	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 131
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	37 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 724
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 545	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 545
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	3 954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 954
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	796
28181	Installations générales, aménagt divers	15 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 284
28182	Matériel de transport	374 793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	374 793
28183	Matériel de bureau et informatique	192 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	192 555
28184	Mobilier	67 152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 152
28188	Autres immo. corporelles	108 803	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108 803
4817	Pénalités de renégociation de la dette	1 421 429	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 421 429
041	Opérations patrimoniales	4 203 094	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 203 094
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	506 938	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	506 938
1322	Subv. non transf. Régions	2 154 762	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 154 762
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 541 394	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 541 394
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		28 726 937	10 734 682	0	314 651	5 690 287	7 044 751	1 845 947	3 329 076	895 255	42 694 980	2 513 219	103 789 784
Dépenses réelles		24 365 578	10 734 682	0	314 651	5 690 287	7 044 751	1 845 947	3 329 076	895 255	42 694 980	2 513 219	99 428 425
011	Charges à caractère général	0	1 931 957	0	164 766	1 445 594	1 342 736	169 606	535 879	307 164	8 799 399	586 570	15 283 673
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	0	0	0	0	99 538	3 577	19 976	0	0	0	123 091

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 000 210000000 2023-11-210 2024-200 3 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
											Aménagt et	Action	TOTAL
											services urbains, environnem	économique	
60611	Eau et assainissement	0	11 077	0	2 431	11 653	72 799	593	9 262	0	10 788	7 072	125 674
60612	Energie - Electricité	0	187 676	0	2 777	218 095	88 841	7 846	37 686	0	172 494	203 116	918 530
60613	Chauffage urbain	0	0	0	0	38 988	367 470	0	19 872	0	0	0	426 330
60621	Combustibles	0	2 613	0	0	0	0	1 860	0	0	0	0	4 473
60622	Carburants	0	66 597	0	0	0	12 795	0	1 376	0	280 671	0	361 438
60623	Alimentation	0	273	0	0	1 966	8 590	0	18 546	0	1 182	2 821	33 378
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	5 984	17 335	0	833	0	9 561	0	33 713
60628	Autres fournitures non stockées	0	0	0	0	7 279	388	0	10 007	0	15 898	139	33 711
60631	Fournitures d'entretien	0	9 363	0	0	4 520	3 930	1 150	8 945	0	8 967	1 949	38 825
60632	Fournitures de petit équipement	0	21 109	0	3 253	33 526	34 869	2 088	19 289	0	58 047	1 343	173 525
60636	Vêtements de travail	0	203	0	89	2 301	8 668	0	3 996	0	36 405	0	51 663
6064	Fournitures administratives	0	16 608	0	2 296	1 533	1 454	3 009	889	698	2 277	1 934	30 698
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	1 098	0	0	3 099	0	0	0	4 197
6068	Autres matières et fournitures	0	1 643	0	0	191 009	9	0	0	0	761	0	193 423
611	Contrats de prestations de services	0	172 556	0	2 026	273 622	181 545	34 097	286 552	300 000	6 988 188	63 991	8 302 576
6132	Locations immobilières	0	108 717	0	15 048	17 518	1 200	26 406	0	0	187 631	2 794	359 314
6135	Locations mobilières	0	45 152	0	0	1 406	23 519	0	0	0	13 023	0	83 101
614	Charges locatives et de copropriété	0	7 162	0	0	0	0	1 200	0	0	24 870	37 909	71 141
61521	Entretien terrains	0	20 110	0	0	1 606	7 238	0	9 707	0	4 560	5 924	49 145
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	44 657	0	1 190	88 723	33 989	4 135	27 460	0	17 846	68 277	286 276
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 286	0	4 286
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92 217	0	92 217
61551	Entretien matériel roulant	0	2 775	0	0	260	3 837	0	80	0	282 870	0	289 822
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	130	0	0	23 136	907	0	2 756	0	0	0	26 928
6156	Maintenance	0	248 087	0	29 791	90 882	38 080	13 136	14 751	0	43 536	22 800	501 063
6168	Autres primes d'assurance	0	217 955	0	0	3 104	0	0	0	0	0	0	221 060
617	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 495	2 500	202 995
6182	Documentation générale et technique	0	27 743	0	0	2 658	164	580	282	0	2 098	406	33 931
6184	Versements à des organismes de formation	0	59 187	0	0	5 450	0	0	1 973	0	0	960	67 570
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	330	0	0	0	0	300	0	0	0	0	630
6188	Autres frais divers	0	2 186	0	0	532	0	350	289	0	0	0	3 358
6226	Honoraires	0	81 641	0	0	4 246	650	204	13 050	0	16 138	178	116 107
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	69 440	0	0	0	0	0	0	0	2 520	0	71 960
6228	Divers	0	600	0	0	80	1 021	490	1 200	0	3 604	3 907	10 901
6231	Annonces et insertions	0	39 200	0	0	118 303	0	11 220	0	0	9 622	33 479	211 824
6232	Fêtes et cérémonies	0	2 400	0	13 362	4 600	10 886	12 266	0	0	0	0	43 514
6233	Foires et expositions	0	0	0	2 526	0	0	0	0	0	0	0	2 526
6236	Catalogues et imprimés	0	19 615	0	0	52 944	7 662	9 637	0	466	10 779	12 380	113 483

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Accusé de réception en préfecture 000 210000000 20241216 2024 200 3 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
											Aménagt et	Action	TOTAL
											services urbains, environnem	économique	
6238	Divers	0	6 165	0	0	13 715	1 959	0	100	0	8 837	4 510	35 286
6241	Transports de biens	0	0	0	0	36 797	0	0	0	0	0	0	36 797
6247	Transports collectifs	0	0	0	0	0	13 968	1 694	0	0	0	0	15 662
6251	Voyages et déplacements	0	27 555	0	0	3 248	6 505	3 870	3 432	0	615	0	45 225
6256	Missions	0	7 431	0	0	2 642	0	2 751	0	0	0	0	12 824
6257	Réceptions	0	33 289	0	1 177	21 740	671	4 738	0	0	1 175	19 285	82 075
6261	Frais d'affranchissement	0	39 066	0	0	0	0	0	0	0	2 586	0	41 652
6262	Frais de télécommunications	0	79 241	0	9 206	1 785	613	1 350	604	0	113	8 453	101 364
627	Services bancaires et assimilés	0	10 896	0	0	0	2 000	0	832	0	0	0	13 728
6281	Concours divers (cotisations)	0	17 841	0	0	982	0	3 050	0	6 000	50 326	17 150	95 348
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	0	0	0	17 358	0	1 085	0	0	0	34 099	52 542
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	14 863	0	78 619	134 115	36 650	12 341	12 016	0	11 388	0	299 993
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	33 059	0	769	5 831	131 690	4 582	7 020	0	216 025	759	399 736
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	18 000	0	0	0	121 227	0	0	0	6 253	0	145 480
6288	Autres services extérieurs	0	2 679	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 679
63512	Taxes foncières	0	94 467	0	0	0	0	0	0	0	140	28 436	123 043
63513	Autres impôts locaux	0	2 407	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 407
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	219	0	205	0	70	0	0	0	610	0	1 103
6358	Autres droits	0	565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	565
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	57 410	0	0	357	0	0	0	0	0	0	57 767
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	7 631 882	0	144 432	3 102 408	5 428 846	868 141	2 793 197	563 091	5 165 350	766 236	26 463 583
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	2 390	0	0	0	387 705	0	436	0	0	0	390 531
6331	Versement mobilité	0	67 415	0	1 591	30 954	55 465	8 669	29 795	5 495	50 117	7 834	257 336
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	19 261	0	455	8 844	15 847	2 477	8 512	1 570	14 319	2 238	73 523
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	92 062	0	2 182	42 323	74 345	11 510	40 548	7 535	68 171	10 745	349 420
64111	Rémunération principale titulaires	0	2 634 777	0	36 728	1 336 183	1 686 572	431 225	1 187 556	212 032	2 121 547	250 810	9 897 431
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	98 120	0	2 544	55 958	45 345	21 725	52 738	5 986	70 801	9 678	362 896
64118	Autres indemnités titulaires	0	862 685	0	8 754	383 041	258 495	90 569	175 510	79 641	554 739	87 834	2 501 268
64131	Rémunérations non tit.	0	1 213 239	0	53 729	402 645	1 455 150	32 589	518 950	106 744	789 490	197 747	4 770 284
64162	Emplois d'avenir	0	0	0	0	0	462	0	0	0	0	0	462
64168	Autres emplois d'insertion	0	20 777	0	0	6 725	91 724	20 288	15 945	0	29 771	0	185 230
6417	Rémunérations des apprentis	0	0	0	0	0	0	20 748	0	0	0	0	20 748
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	764 840	0	21 103	332 494	694 795	79 121	342 072	64 522	555 260	100 102	2 954 309
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	900 134	0	15 023	472 823	585 406	141 534	385 636	72 427	857 425	87 335	3 517 743
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	49 393	0	2 175	16 464	61 960	2 142	21 377	4 310	32 835	7 965	198 621

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	066 210 000 000 2024 2024 2024 2024 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024 Aménagt et Action services urbains, environnem économique		TOTAL
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	138 521	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138 521
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	10 490	0	147	5 019	6 600	1 725	4 577	848	8 251	967	38 623
64731	Allocations chômage versées directement	0	26 957	0	0	0	0	0	0	0	0	1 139	28 096
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	52 325	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 325
6478	Autres charges sociales diverses	0	678 498	0	0	8 935	8 974	3 819	9 544	1 980	12 625	1 841	726 216
014	Atténuations de produits	23 304 655	36 077	0	0	0	0	0	0	0	9 507 086	0	32 847 818
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0	36 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 077
739118	Autres reversements de fiscalité	656	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	656
739211	Attributions de compensation	18 896 155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 896 155
739221	FNGIR	2 863 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 863 666
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 544 178	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 544 178
73942	Reversement taxe de versement mobilité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 545 291	0	8 545 291
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0	0	0	0	0	0	0	0	0	961 795	0	961 795
65	Autres charges de gestion courante	0	977 033	0	0	1 074 263	272 147	808 200	0	25 000	18 808 284	1 160 413	23 125 341
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0	0	0	0	880	0	0	0	0	0	0	880
6518	Autres	0	2 147	0	0	383	0	0	0	0	100	28 920	31 550
6531	Indemnités	0	470 625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	470 625
6532	Frais de mission	0	8 423	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 423
6533	Cotisations de retraite	0	30 675	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 675
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	152 871	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152 871
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	941	0	0	0	0	0	0	0	0	0	941
6553	Service d'incendie	0	75 842	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 842
65548	Autres contributions	0	74 091	0	0	0	82 600	0	0	0	15 533 292	3 275	15 693 258
65733	Subv. fonct. Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000	0	0	15 000
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0	0	0	0	4 000	0	0	0	0	10 000	0	14 000
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 210 292	0	3 210 292
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	20 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	161 418	0	0	1 069 000	187 000	808 200	0	10 000	44 200	1 108 218	3 388 036
65888	Autres	0	0	0	0	0	2 547	0	0	0	10 400	0	12 947
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 060 923	0	0	5 452	63 875	1 021	0	0	0	259 452	0	1 390 725

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture

006 210000000 20241216 2024 200 3 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 082 675	0	0	0	0	0	0	0	0	259 452	0	1 342 127
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-22 543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-22 543
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	0	0	0	5 452	63 875	1 021	0	0	0	0	0	70 349
6688	Autres	791	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	791
67	Charges exceptionnelles	0	37 732	0	0	4 146	0	0	0	0	155 408	0	197 285
6712	Amendes fiscales et pénales	0	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	450
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	4 000	0	0	0	0	0	0	4 000
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	6 110	0	0	0	0	0	0	0	3 863	0	9 972
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	31 172	0	0	146	0	0	0	0	85 266	0	116 583
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 279	0	66 279
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	120 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120 000
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	0	120 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120 000
Dépenses d'ordre		4 361 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 361 359
042	Opérat° ordre transfert entre sections	4 361 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 361 359
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 939 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 939 930
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	1 421 429	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 421 429
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		42 502 934	18 694 921	0	181 584	1 711 749	1 875 300	687 075	1 710 168	101 107	48 305 039	753 798	116 523 675
Recettes réelles		34 957 953	18 667 565	0	181 584	1 711 749	1 875 300	687 075	1 710 168	101 107	48 305 039	753 798	108 951 338
013	Atténuations de charges	0	584 623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	584 623
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	187 197	0	0	0	0	0	0	0	0	0	187 197
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0	397 425	0	0	0	0	0	0	0	0	0	397 425
70	Produits des services, du domaine, vente	0	120 684	0	175 984	1 446 699	919 977	158 298	549 517	0	2 715 360	350 751	6 437 270
7018	Autres ventes de produits finis	0	0	0	0	346 542	0	0	0	0	0	0	346 542
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	0	0	1 500	0	1 181	0	0	0	0	0	2 681

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	006 210000000 2023-12-16 2024-2003 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
											Aménagt et services urbains, environnem	Action économique	TOTAL
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110 949	0	110 949
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	87	0	0	0	0	0	0	0	58 000	0	58 087
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 452 238	0	1 452 238
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	419 552	0	0	0	0	0	0	419 552
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	76 993	0	0	0	0	0	76 993
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	542 395	0	0	0	0	0	542 395
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	139 960	549 517	0	0	0	689 477
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	595	0	288 476	0	0	0	0	0	289 072
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 258	0	21 258
7078	Autres marchandises	0	0	0	0	0	2 543	0	0	0	0	0	2 543
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	902 802	0	902 802
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	114 470	0	0	547 886	0	0	0	0	148 702	0	811 057
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	0	0	0	132 719	0	0	0	0	0	203 573	336 292
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	0	0	0	0	7 216	0	0	0	19 477	9 168	35 861
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	2 746	0	173 889	0	1 173	18 338	0	0	1 935	138 011	336 091
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	3 381	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 381
73	Impôts et taxes	24 130 111	16 582 094	0	0	0	0	0	0	0	43 782 879	0	84 495 084
73111	Impôts directs locaux	14 393 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 393 146
73112	Cotisation sur la VAE	7 018 529	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 018 529
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 394 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 394 457
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	736 948	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	736 948
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	566 714	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	566 714
73211	Attribution de compensation	20 317	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 317
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 498 621	0	29 498 621
7342	Versement mobilité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 359 799	0	12 359 799
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 924 459	0	1 924 459

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	006 210 000 000 2024 2024 2024 2024 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024 Aménagt et Action services urbains, économique environnem		TOTAL
7382	Fraction de TVA	0	16 582 094	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 582 094
74	Dotations et participations	10 827 842	82 676	0	0	106 500	940 323	514 875	1 160 651	101 107	1 142 509	3 405	14 879 887
74124	Dotation d'intercommunalité	1 689 130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 689 130
74126	Dot. compensat° groupements de communes	6 012 606	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 012 606
744	FCTVA	12 256	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 256
7461	DGD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 512	0	223 512
74718	Autres participations Etat	0	82 676	0	0	0	0	138 111	0	101 107	20 000	48 698	390 591
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	106 500	15 600	29 550	0	0	748 658	0	900 308
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	0	54 915	326 313	65 462	0	0	0	446 690
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	0	869 807	20 901	1 095 189	0	16 172	-45 293	1 956 776
748313	Dotat° de compensation de la TP	220 977	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	220 977
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 892 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 892 496
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	377	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	377
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134 167	0	134 167
75	Autres produits de gestion courante	0	73 328	0	5 600	25 799	15 000	13 902	0	0	0	399 642	533 272
752	Revenus des immeubles	0	65 841	0	5 600	25 799	15 000	13 902	0	0	0	399 642	525 785
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	7 487	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 487
76	Produits financiers	0	1 150 547	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 150 547
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0	1 111 788	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 111 788
7688	Autres	0	38 759	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 759
77	Produits exceptionnels	0	73 614	0	0	132 750	0	0	0	0	664 291	0	870 655
7711	Dédits et pénalités perçus	0	1 000	0	0	750	0	0	0	0	662 749	0	664 499
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	1 127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 127
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	25 306	0	0	0	0	0	0	0	1 542	0	26 848
7788	Produits exceptionnels divers	0	46 181	0	0	132 000	0	0	0	0	0	0	178 181
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		0	27 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 356
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0	27 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 356

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	000 210000000 20231216 2024 200 1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
											Aménagt et	Action	TOTAL
											services urbains, environnemt	économique	
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0	27 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 356
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		7 544 981	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 544 981

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		28 726 937,05	10 734 681,92	0,00	0,00	39 461 618,97
Réalizations		28 726 937,05	10 734 681,92	0,00	0,00	39 461 618,97
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	1 931 957,47	0,00	0,00	1 931 957,47
60611	Eau et assainissement	0,00	11 076,99	0,00	0,00	11 076,99
60612	Energie - Electricité	0,00	187 675,96	0,00	0,00	187 675,96
60621	Combustibles	0,00	2 613,00	0,00	0,00	2 613,00
60622	Carburants	0,00	66 596,92	0,00	0,00	66 596,92
60623	Alimentation	0,00	272,74	0,00	0,00	272,74
60631	Fournitures d'entretien	0,00	9 363,28	0,00	0,00	9 363,28
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	21 109,27	0,00	0,00	21 109,27
60636	Vêtements de travail	0,00	202,98	0,00	0,00	202,98
6064	Fournitures administratives	0,00	16 607,95	0,00	0,00	16 607,95
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 643,40	0,00	0,00	1 643,40
611	Contrats de prestations de services	0,00	172 555,61	0,00	0,00	172 555,61
6132	Locations immobilières	0,00	108 716,91	0,00	0,00	108 716,91
6135	Locations mobilières	0,00	45 151,93	0,00	0,00	45 151,93
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	7 162,10	0,00	0,00	7 162,10
61521	Entretien terrains	0,00	20 110,39	0,00	0,00	20 110,39
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	44 657,45	0,00	0,00	44 657,45
61551	Entretien matériel roulant	0,00	2 774,77	0,00	0,00	2 774,77
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	130,00	0,00	0,00	130,00
6156	Maintenance	0,00	248 086,65	0,00	0,00	248 086,65
6168	Autres primes d'assurance	0,00	217 955,30	0,00	0,00	217 955,30
6182	Documentation générale et technique	0,00	27 743,14	0,00	0,00	27 743,14
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	59 186,61	0,00	0,00	59 186,61
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	330,00	0,00	0,00	330,00
6188	Autres frais divers	0,00	2 186,39	0,00	0,00	2 186,39
6226	Honoraires	0,00	81 640,92	0,00	0,00	81 640,92
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	69 439,62	0,00	0,00	69 439,62
6228	Divers	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
6231	Annonces et insertions	0,00	39 200,00	0,00	0,00	39 200,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	19 614,70	0,00	0,00	19 614,70
6238	Divers	0,00	6 165,42	0,00	0,00	6 165,42
6251	Voyages et déplacements	0,00	27 554,96	0,00	0,00	27 554,96
6256	Missions	0,00	7 430,85	0,00	0,00	7 430,85
6257	Réceptions	0,00	33 288,63	0,00	0,00	33 288,63
6261	Frais d'affranchissement	0,00	39 065,62	0,00	0,00	39 065,62

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-20241210-2024-203-1-DE 044 Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024						
(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6262	Frais de télécommunications	0,00	79 240,53	0,00	0,00	79 240,53
627	Services bancaires et assimilés	0,00	10 895,90	0,00	0,00	10 895,90
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	17 840,77	0,00	0,00	17 840,77
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	14 863,15	0,00	0,00	14 863,15
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	33 059,41	0,00	0,00	33 059,41
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 679,00	0,00	0,00	2 679,00
63512	Taxes foncières	0,00	94 467,00	0,00	0,00	94 467,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	2 407,00	0,00	0,00	2 407,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	218,76	0,00	0,00	218,76
6358	Autres droits	0,00	565,00	0,00	0,00	565,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	57 410,49	0,00	0,00	57 410,49
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	7 631 882,41	0,00	0,00	7 631 882,41
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	2 390,00	0,00	0,00	2 390,00
6331	Versement mobilité	0,00	67 414,85	0,00	0,00	67 414,85
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	19 261,20	0,00	0,00	19 261,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	92 062,11	0,00	0,00	92 062,11
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	2 634 777,09	0,00	0,00	2 634 777,09
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	98 120,05	0,00	0,00	98 120,05
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	862 684,98	0,00	0,00	862 684,98
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 213 239,03	0,00	0,00	1 213 239,03
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	20 777,28	0,00	0,00	20 777,28
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	764 840,22	0,00	0,00	764 840,22
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	900 133,50	0,00	0,00	900 133,50
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	49 392,60	0,00	0,00	49 392,60
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	138 520,89	0,00	0,00	138 520,89
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	10 489,69	0,00	0,00	10 489,69
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	26 956,70	0,00	0,00	26 956,70
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	52 324,70	0,00	0,00	52 324,70
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	678 497,52	0,00	0,00	678 497,52
014	Atténuations de produits	23 304 655,01	36 077,00	0,00	0,00	23 340 732,01
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	36 077,00	0,00	0,00	36 077,00
739118	Autres reversements de fiscalité	656,01	0,00	0,00	0,00	656,01
739211	Attributions de compensation	18 896 155,00	0,00	0,00	0,00	18 896 155,00
739221	FNGIR	2 863 666,00	0,00	0,00	0,00	2 863 666,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 544 178,00	0,00	0,00	0,00	1 544 178,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	4 361 358,63	0,00	0,00	0,00	4 361 358,63
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 939 930,06	0,00	0,00	0,00	2 939 930,06
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	1 421 428,57	0,00	0,00	0,00	1 421 428,57
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	977 033,49	0,00	0,00	977 033,49
6518	Autres	0,00	2 147,40	0,00	0,00	2 147,40
6531	Indemnités	0,00	470 625,36	0,00	0,00	470 625,36
6532	Frais de mission	0,00	8 422,75	0,00	0,00	8 422,75
6533	Cotisations de retraite	0,00	30 674,94	0,00	0,00	30 674,94
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	152 870,70	0,00	0,00	152 870,70
65372	Cotis. fonds financat alloc. fin mandat	0,00	941,25	0,00	0,00	941,25
6553	Service d'incendie	0,00	75 842,07	0,00	0,00	75 842,07

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)		Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.	04 Total
65548		Autres contributions	0,00	74 090,91	0,00	0,00	74 090,91
6574		Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	161 418,11	0,00	0,00	161 418,11
656		Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66		Charges financières	1 060 923,41	0,00	0,00	0,00	1 060 923,41
66111		Intérêts réglés à l'échéance	1 082 675,04	0,00	0,00	0,00	1 082 675,04
66112		Intérêts - Rattachement des ICNE	-22 542,83	0,00	0,00	0,00	-22 542,83
6688		Autres	791,20	0,00	0,00	0,00	791,20
67		Charges exceptionnelles	0,00	37 731,55	0,00	0,00	37 731,55
6712		Amendes fiscales et pénales	0,00	450,00	0,00	0,00	450,00
6718		Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	6 109,80	0,00	0,00	6 109,80
673		Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	31 171,75	0,00	0,00	31 171,75
68		Dot. aux amortissements et provisions	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
6875		Dot. prov. risques et charges exception.	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
		Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		RECETTES	42 502 934,26	18 694 921,44	0,00	0,00	61 197 855,70
		Réalisations	42 502 934,26	18 694 921,44	0,00	0,00	61 197 855,70
002		Résultat de fonctionnement reporté	7 544 981,35	0,00	0,00	0,00	7 544 981,35
013		Atténuations de charges	0,00	584 622,67	0,00	0,00	584 622,67
6419		Remboursements rémunérations personnel	0,00	187 197,22	0,00	0,00	187 197,22
6479		Rembourst sur autres charges sociales	0,00	397 425,45	0,00	0,00	397 425,45
042		Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	27 356,39	0,00	0,00	27 356,39
777		Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	27 356,39	0,00	0,00	27 356,39
043		Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70		Produits des services, du domaine, vente	0,00	120 683,57	0,00	0,00	120 683,57
70388		Autres redevances et recettes diverses	0,00	87,00	0,00	0,00	87,00
70845		Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	114 469,75	0,00	0,00	114 469,75
70878		Remb. frais par d'autres redevables	0,00	2 745,82	0,00	0,00	2 745,82
7088		Produits activités annexes (abonnements)	0,00	3 381,00	0,00	0,00	3 381,00
73		Impôts et taxes	24 130 111,00	16 582 094,00	0,00	0,00	40 712 205,00
73111		Impôts directs locaux	14 393 146,00	0,00	0,00	0,00	14 393 146,00
73112		Cotisation sur la VAE	7 018 529,00	0,00	0,00	0,00	7 018 529,00
73113		Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 394 457,00	0,00	0,00	0,00	1 394 457,00
73114		Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	736 948,00	0,00	0,00	0,00	736 948,00
7318		Autres impôts locaux ou assimilés	566 714,00	0,00	0,00	0,00	566 714,00
73211		Attribution de compensation	20 317,00	0,00	0,00	0,00	20 317,00
7382		Fraction de TVA	0,00	16 582 094,00	0,00	0,00	16 582 094,00
74		Dotations et participations	10 827 841,91	82 675,73	0,00	0,00	10 910 517,64
74124		Dotation d'intercommunalité	1 689 130,00	0,00	0,00	0,00	1 689 130,00
74126		Dot. compensat° groupements de communes	6 012 606,00	0,00	0,00	0,00	6 012 606,00
744		FCTVA	12 255,91	0,00	0,00	0,00	12 255,91
74718		Autres participations Etat	0,00	82 675,73	0,00	0,00	82 675,73
748313		Dotat° de compensation de la TP	220 977,00	0,00	0,00	0,00	220 977,00
74833		Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 892 496,00	0,00	0,00	0,00	2 892 496,00
74834		Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	377,00	0,00	0,00	0,00	377,00
75		Autres produits de gestion courante	0,00	73 328,49	0,00	0,00	73 328,49
752		Revenus des immeubles	0,00	65 841,40	0,00	0,00	65 841,40

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.	
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	7 487,09	0,00	0,00	7 487,09
76	Produits financiers	0,00	1 150 546,67	0,00	0,00	1 150 546,67
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	1 111 787,90	0,00	0,00	1 111 787,90
7688	Autres	0,00	38 758,77	0,00	0,00	38 758,77
77	Produits exceptionnels	0,00	73 613,92	0,00	0,00	73 613,92
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	1 127,10	0,00	0,00	1 127,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	25 306,30	0,00	0,00	25 306,30
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	46 180,52	0,00	0,00	46 180,52
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		13 775 997,21	7 960 239,52	0,00	0,00	21 736 236,73

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		9 599 394,40	663 535,00	0,00	471 752,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		9 599 394,40	663 535,00	0,00	471 752,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 867 639,64	0,00	0,00	64 317,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	11 076,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	187 675,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 613,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	66 596,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	272,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	9 363,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	21 069,28	0,00	0,00	39,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	202,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	16 607,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 643,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	166 639,61	0,00	0,00	5 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	107 284,80	0,00	0,00	1 432,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	45 151,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	7 162,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	20 110,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	44 657,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	2 774,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	248 086,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020	021	022	023	024	025	026	041	048
		Administrat° générale collectivité	Assemblée locale	Administration générale de l'état	Information, communication, publicité	Fêtes et cérémonies	Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
6168	Autres primes d'assurance	217 955,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	24 672,19	0,00	0,00	3 070,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	59 186,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	2 186,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	81 561,66	0,00	0,00	79,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	69 439,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	8 840,00	0,00	0,00	30 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	822,60	0,00	0,00	18 792,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	1 538,00	0,00	0,00	4 627,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	27 554,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	7 430,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	33 288,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	39 065,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	79 240,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	10 895,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	17 840,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	14 863,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	33 059,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	94 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	2 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	218,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	57 410,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 224 447,72	0,00	0,00	407 434,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	2 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	63 053,98	0,00	0,00	4 360,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	18 015,14	0,00	0,00	1 246,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	86 081,24	0,00	0,00	5 980,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 514 016,77	0,00	0,00	120 760,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000-41000008-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 14/09/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Sous-fonction 02

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	94 456,56	0,00	0,00	3 663,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	827 760,73	0,00	0,00	34 924,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 084 658,14	0,00	0,00	128 580,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	20 777,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	708 451,82	0,00	0,00	56 388,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	855 006,69	0,00	0,00	45 126,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	44 210,90	0,00	0,00	5 181,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	138 520,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	10 006,66	0,00	0,00	483,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	26 956,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	52 324,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	677 759,52	0,00	0,00	738,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	36 077,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	36 077,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	313 498,49	663 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	2 147,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	470 625,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	8 422,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	30 674,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	152 870,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	941,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	75 842,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	74 090,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000-210000098-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 10/09/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetière et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	161 418,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	37 731,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6712	Amendes fiscales et pénales	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	6 109,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	31 171,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		18 694 921,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		18 694 921,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	584 622,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	187 197,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembours sur autres charges sociales	397 425,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	27 356,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpté résul	27 356,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	120 683,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	87,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	114 469,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	2 745,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000-210000098-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 14/09/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7088	Produits activités annexes (abonnements)	3 381,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	16 582 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7382	Fraction de TVA	16 582 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	82 675,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	82 675,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	73 328,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	65 841,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	7 487,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	1 150 546,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	1 111 787,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	38 758,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	73 613,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 127,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	25 306,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	46 180,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		9 095 527,04	-663 535,00	0,00	-471 752,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-410000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 14/09/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- (1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique engés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).
- (2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.
- (3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	314 650,63	0,00	0,00	314 650,63
Réalizations		0,00	0,00	0,00	314 650,63	0,00	0,00	314 650,63
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	164 766,37	0,00	0,00	164 766,37
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	2 431,34	0,00	0,00	2 431,34
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	2 776,81	0,00	0,00	2 776,81
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	3 253,34	0,00	0,00	3 253,34
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	88,80	0,00	0,00	88,80
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	2 295,69	0,00	0,00	2 295,69
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	2 025,60	0,00	0,00	2 025,60
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	15 048,00	0,00	0,00	15 048,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	1 189,82	0,00	0,00	1 189,82
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	29 791,43	0,00	0,00	29 791,43
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	13 362,26	0,00	0,00	13 362,26
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	2 526,00	0,00	0,00	2 526,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	1 177,27	0,00	0,00	1 177,27
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	9 206,37	0,00	0,00	9 206,37
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	78 619,39	0,00	0,00	78 619,39
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	769,25	0,00	0,00	769,25
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	205,00	0,00	0,00	205,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	144 431,77	0,00	0,00	144 431,77
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	1 591,17	0,00	0,00	1 591,17
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	454,62	0,00	0,00	454,62
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	2 182,22	0,00	0,00	2 182,22
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	36 728,34	0,00	0,00	36 728,34
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	2 544,19	0,00	0,00	2 544,19
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	8 753,86	0,00	0,00	8 753,86
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	53 729,43	0,00	0,00	53 729,43
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	21 102,51	0,00	0,00	21 102,51
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	15 023,41	0,00	0,00	15 023,41
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	2 175,08	0,00	0,00	2 175,08
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	146,94	0,00	0,00	146,94
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	Accusé de réception en préfecture 000-210000098-20241210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
							Services annexes de l'enseignement	Total
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	5 452,49	0,00	0,00	5 452,49
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	0,00	0,00	0,00	5 452,49	0,00	0,00	5 452,49
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	181 584,49	0,00	0,00	181 584,49
Réalizations		0,00	0,00	0,00	181 584,49	0,00	0,00	181 584,49
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	175 984,49	0,00	0,00	175 984,49
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	595,15	0,00	0,00	595,15
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	173 889,34	0,00	0,00	173 889,34
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	5 600,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	5 600,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	-133 066,14	0,00	0,00	-133 066,14

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES		3 300,62	679 773,01	3 583 983,53	1 423 229,58	5 690 286,74
Réalizations		3 300,62	679 773,01	3 583 983,53	1 423 229,58	5 690 286,74
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	329 056,46	1 022 521,67	94 016,18	1 445 594,31
60611	Eau et assainissement	0,00	4 670,17	6 982,42	0,00	11 652,59
60612	Energie - Electricité	0,00	116 976,16	101 118,78	0,00	218 094,94
60613	Chauffage urbain	0,00	38 988,00	0,00	0,00	38 988,00
60623	Alimentation	0,00	652,18	932,35	381,44	1 965,97
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	5 983,69	0,00	5 983,69
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	7 279,43	0,00	7 279,43
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 520,39	0,00	0,00	4 520,39
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	3 558,01	28 839,08	1 129,19	33 526,28
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	2 301,35	0,00	2 301,35
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	913,95	619,36	1 533,31
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	1 098,12	0,00	1 098,12
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	191 009,27	0,00	191 009,27
611	Contrats de prestations de services	0,00	32 348,64	178 193,10	63 080,00	273 621,74
6132	Locations immobilières	0,00	15 890,45	1 627,40	0,00	17 517,85
6135	Locations mobilières	0,00	1 142,04	264,42	0,00	1 406,46
61521	Entretien terrains	0,00	605,80	1 000,00	0,00	1 605,80
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	51 174,28	37 548,31	0,00	88 722,59
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	260,00	0,00	260,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	23 135,98	0,00	23 135,98
6156	Maintenance	0,00	30 474,96	60 406,70	0,00	90 881,66
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	3 104,29	0,00	3 104,29
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	2 589,19	69,00	2 658,19
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	5 450,00	0,00	5 450,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	15,67	516,50	532,17
6226	Honoraires	0,00	0,00	4 245,83	0,00	4 245,83
6228	Divers	0,00	0,00	80,00	0,00	80,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	118 303,41	0,00	118 303,41
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	4 599,88	4 599,88
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	47 411,23	5 533,00	52 944,23
6238	Divers	0,00	0,00	13 715,34	0,00	13 715,34
6241	Transports de biens	0,00	0,00	36 797,22	0,00	36 797,22
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	2 701,42	546,66	3 248,08
6256	Missions	0,00	0,00	2 641,50	0,00	2 641,50
6257	Réceptions	0,00	0,00	5 965,14	15 775,17	21 740,31

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-20241210-2024-203-1-DE 33 Date de télétransmission : 11/12/2024 33 Date de réception en préfecture : 11/12/2024						
(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action culturelle	Total
6262	Frais de télécommunications	0,00	569,32	1 215,58	0,00	1 784,90
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	982,00	0,00	982,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	17 358,04	0,00	17 358,04
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	25 299,38	108 815,95	0,00	134 115,33
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	2 186,68	1 878,80	1 765,98	5 831,46
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	356,71	0,00	356,71
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 300,62	350 716,55	2 492 427,92	255 963,40	3 102 408,49
6331	Versement mobilité	34,12	3 242,99	25 318,67	2 358,50	30 954,28
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	9,75	926,54	7 233,87	673,85	8 844,01
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	46,80	4 447,58	34 593,69	3 234,58	42 322,65
64111	Rémunération principale titulaires	1 901,21	146 541,18	1 055 300,50	132 440,48	1 336 183,37
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	67,99	6 108,61	45 180,70	4 601,06	55 958,36
64118	Autres indemnités titulaires	297,37	50 902,28	283 177,33	48 663,56	383 040,54
64131	Rémunérations non tit.	0,00	39 390,59	363 254,40	0,00	402 644,99
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	6 725,35	0,00	6 725,35
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	301,87	34 358,18	277 037,07	20 796,45	332 493,57
6453	Cotisations aux caisses de retraites	614,41	61 305,92	368 471,91	42 431,14	472 823,38
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 544,34	14 919,21	0,00	16 463,55
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	7,60	382,34	4 099,47	529,78	5 019,19
6478	Autres charges sociales diverses	19,50	1 566,00	7 115,75	234,00	8 935,25
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	5 013,10	1 069 250,00	1 074 263,10
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	880,00	0,00	880,00
6518	Autres	0,00	0,00	133,10	250,00	383,10
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	1 069 000,00	1 069 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	63 875,00	0,00	63 875,00
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	0,00	0,00	63 875,00	0,00	63 875,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	145,84	4 000,00	4 145,84
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	145,84	0,00	145,84
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	290 518,48	766 844,21	654 386,00	1 711 748,69
Réalizations		0,00	290 518,48	766 844,21	654 386,00	1 711 748,69
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	132 719,14	766 094,21	547 886,00	1 446 699,35
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	346 542,31	0,00	346 542,31
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	419 551,90	0,00	419 551,90
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	547 886,00	547 886,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	132 719,14	0,00	0,00	132 719,14
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	106 500,00	106 500,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	106 500,00	106 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	25 799,34	0,00	0,00	25 799,34
752	Revenus des immeubles	0,00	25 799,34	0,00	0,00	25 799,34
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	132 000,00	750,00	0,00	132 750,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	750,00	0,00	750,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	132 000,00	0,00	0,00	132 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-3 300,62	-389 254,53	-2 817 139,32	-768 843,58	-3 978 538,05

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20241210-2024-203-1-DE
33 Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		312 804,43	3 277,83	363 690,75	0,00	0,00	3 583 983,53	0,00	0,00
Réalisations		312 804,43	3 277,83	363 690,75	0,00	0,00	3 583 983,53	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	185 269,72	3 277,83	140 508,91	0,00	0,00	1 022 521,67	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	2 215,61	0,00	2 454,56	0,00	0,00	6 982,42	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	58 149,86	0,00	58 826,30	0,00	0,00	101 118,78	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	38 988,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	652,18	0,00	0,00	0,00	0,00	932,35	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 983,69	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 279,43	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 903,73	644,90	1 971,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 481,48	1 004,53	72,00	0,00	0,00	28 839,08	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 301,35	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	913,95	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 098,12	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 009,27	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	30 538,52	570,00	1 240,12	0,00	0,00	178 193,10	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	15 890,45	0,00	0,00	1 627,40	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 142,04	0,00	0,00	0,00	0,00	264,42	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	605,80	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	6 900,87	0,00	44 273,41	0,00	0,00	37 548,31	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 135,98	0,00	0,00
6156	Maintenance	15 376,48	1 058,40	14 040,08	0,00	0,00	60 406,70	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 104,29	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 589,19	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 450,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 31							
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,67	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 245,83	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 303,41	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 411,23	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 715,34	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 797,22	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 701,42	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 641,50	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 965,14	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	569,32	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215,58	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	982,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 358,04	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	25 299,38	0,00	0,00	0,00	0,00	108 815,95	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	446,45	0,00	1 740,23	0,00	0,00	1 878,80	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	356,71	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	127 534,71	0,00	223 181,84	0,00	0,00	2 492 427,92	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 184,32	0,00	2 058,67	0,00	0,00	25 318,67	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	338,39	0,00	588,15	0,00	0,00	7 233,87	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 624,24	0,00	2 823,34	0,00	0,00	34 593,69	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	41 705,75	0,00	104 835,43	0,00	0,00	1 055 300,50	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 248,23	0,00	3 860,38	0,00	0,00	45 180,70	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	25 992,72	0,00	24 909,56	0,00	0,00	283 177,33	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	23 826,55	0,00	15 564,04	0,00	0,00	363 254,40	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 725,35	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 851,39	0,00	20 506,79	0,00	0,00	277 037,07	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	15 216,18	0,00	46 089,74	0,00	0,00	368 471,91	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	914,02	0,00	630,32	0,00	0,00	14 919,21	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	176,92	0,00	205,42	0,00	0,00	4 099,47	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	456,00	0,00	1 110,00	0,00	0,00	7 115,75	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 013,10	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	880,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133,10	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 875,00	0,00	0,00
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 875,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145,84	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145,84	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		134 634,00	1 832,00	132 719,14	21 333,34	0,00	766 844,21	0,00	0,00
Réalizations		134 634,00	1 832,00	132 719,14	21 333,34	0,00	766 844,21	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	132 719,14	0,00	0,00	766 094,21	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 542,31	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	419 551,90	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	132 719,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 634,00	1 832,00	0,00	21 333,34	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	2 634,00	1 832,00	0,00	21 333,34	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-178 170,43	-1 445,83	-230 971,61	21 333,34	0,00	-2 817 139,32	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		42 916,11	1 934 399,83	5 067 435,11	7 044 751,05
Réalisations		42 916,11	1 934 399,83	5 067 435,11	7 044 751,05
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	678 091,53	664 644,90	1 342 736,43
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	99 538,25	99 538,25
60611	Eau et assainissement	0,00	72 297,81	501,49	72 799,30
60612	Energie - Electricité	0,00	80 366,13	8 474,95	88 841,08
60613	Chauffage urbain	0,00	367 470,30	0,00	367 470,30
60622	Carburants	0,00	314,22	12 480,31	12 794,53
60623	Alimentation	0,00	99,53	8 490,79	8 590,32
60624	Produits de traitement	0,00	15 567,00	1 768,43	17 335,43
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	388,05	0,00	388,05
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 984,05	1 945,67	3 929,72
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	7 085,36	27 783,20	34 868,56
60636	Vêtements de travail	0,00	3 211,36	5 456,75	8 668,11
6064	Fournitures administratives	0,00	461,83	992,10	1 453,93
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	8,99	8,99
611	Contrats de prestations de services	0,00	7 686,24	173 859,17	181 545,41
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	1 200,00	1 200,00
6135	Locations mobilières	0,00	822,31	22 697,14	23 519,45
61521	Entretien terrains	0,00	6 278,00	960,00	7 238,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	32 336,24	1 652,52	33 988,76
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	3 837,20	3 837,20
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	906,69	0,00	906,69
6156	Maintenance	0,00	36 328,80	1 750,81	38 079,61
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	163,79	163,79
6226	Honoraires	0,00	650,00	0,00	650,00
6228	Divers	0,00	780,77	240,00	1 020,77
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	10 886,22	0,00	10 886,22
6236	Catalogues et imprimés	0,00	7 662,00	0,00	7 662,00
6238	Divers	0,00	1 958,72	0,00	1 958,72
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	13 968,27	13 968,27
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	6 504,93	6 504,93
6257	Réceptions	0,00	670,54	0,00	670,54
6262	Frais de télécommunications	0,00	177,00	436,20	613,20
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 999,53	1 999,53
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	20 207,50	16 442,57	36 650,07
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	1 494,86	130 194,65	131 689,51
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	121 227,19	121 227,19

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Culture
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	70,00	70,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	42 916,11	985 686,86	4 400 242,91	5 428 845,88
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	387 704,83	387 704,83
6331	Versement mobilité	369,87	10 029,50	45 065,94	55 465,31
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	105,77	2 865,62	12 875,14	15 846,53
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	507,41	13 755,03	60 082,33	74 344,77
64111	Rémunération principale titulaires	20 057,60	420 734,65	1 245 779,64	1 686 571,89
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 621,73	12 813,44	30 910,17	45 345,34
64118	Autres indemnités titulaires	10 059,05	99 695,39	148 740,63	258 495,07
64131	Rémunérations non tit.	0,00	161 828,43	1 293 321,52	1 455 149,95
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	462,46	462,46
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	91 724,15	91 724,15
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 262,85	112 885,44	578 646,67	694 794,96
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 672,95	140 896,33	437 836,66	585 405,94
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	6 554,03	55 406,24	61 960,27
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	80,88	1 682,00	4 837,09	6 599,97
6478	Autres charges sociales diverses	178,00	1 947,00	6 849,44	8 974,44
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	269 600,00	2 547,30	272 147,30
65548	Autres contributions	0,00	82 600,00	0,00	82 600,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	187 000,00	0,00	187 000,00
65888	Autres	0,00	0,00	2 547,30	2 547,30
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	1 021,44	0,00	1 021,44
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	0,00	1 021,44	0,00	1 021,44
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	102 121,88	1 773 177,89	1 875 299,77
Réalizations		0,00	102 121,88	1 773 177,89	1 875 299,77
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	86 561,88	833 414,98	919 976,86
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	1 181,20	0,00	1 181,20
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	76 992,50	0,00	76 992,50
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	542 395,17	542 395,17
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	288 476,41	288 476,41
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	2 543,40	2 543,40
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	7 215,61	0,00	7 215,61
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	1 172,57	0,00	1 172,57
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	560,00	939 762,91	940 322,91
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	15 600,00	15 600,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	
7473	Participat° Départements	0,00	560,00	54 355,44	54 915,44
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	869 807,47	869 807,47
75	Autres produits de gestion courante	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-42 916,11	-1 832 277,95	-3 294 257,22	-5 169 451,28

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES		490 656,57	0,00	1 229 522,95	0,00	131 158,48	4 961 197,03	32 909,57	73 328,51
Réalizations		490 656,57	0,00	1 229 522,95	0,00	131 158,48	4 961 197,03	32 909,57	73 328,51
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	40 435,73	0,00	612 035,49	0,00	25 158,48	558 406,82	32 909,57	73 328,51
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 542,86	18 183,65	60 811,74
60611	Eau et assainissement	3 341,84	0,00	68 955,97	0,00	0,00	501,49	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	4 625,16	0,00	75 740,97	0,00	0,00	8 474,95	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	9 438,60	0,00	358 031,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	314,22	0,00	0,00	0,00	0,00	6 845,49	4 309,72	1 325,10
60623	Alimentation	0,00	0,00	99,53	0,00	0,00	5 502,18	1 529,19	1 459,42
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	15 567,00	0,00	0,00	1 635,78	60,30	72,35
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	388,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	1 984,05	0,00	0,00	1 322,35	571,50	51,82
60632	Fournitures de petit équipement	1 444,01	0,00	5 641,35	0,00	0,00	25 236,69	1 598,76	947,75
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	3 211,36	0,00	0,00	5 456,75	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	886,70	105,40	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,99	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	62,08	0,00	124,16	0,00	7 500,00	173 859,17	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	822,31	0,00	0,00	18 435,04	2 131,05	2 131,05
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	6 278,00	0,00	0,00	960,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 497,38	0,00	29 838,86	0,00	0,00	1 652,52	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 807,20	30,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	906,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	13 798,88	0,00	22 529,92	0,00	0,00	1 614,01	136,80	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,79	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	96,00	0,00	684,77	0,00	0,00	240,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	240,00	0,00	10 646,22	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	3 279,00	0,00	4 383,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 958,72	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 438,99	0,00	6 529,28
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 359,93	145,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	670,54	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	177,00	0,00	0,00	436,20	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 999,53	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 489,55	0,00	15 717,95	0,00	0,00	12 334,37	4 108,20	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	328,01	0,00	1 166,85	0,00	0,00	130 194,65	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 227,19	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	378 349,40	0,00	607 337,46	0,00	0,00	4 400 242,91	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	387 704,83	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	3 620,69	0,00	6 408,81	0,00	0,00	45 065,94	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 034,51	0,00	1 831,11	0,00	0,00	12 875,14	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 965,99	0,00	8 789,04	0,00	0,00	60 082,33	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	207 771,43	0,00	212 963,22	0,00	0,00	1 245 779,64	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 349,23	0,00	7 464,21	0,00	0,00	30 910,17	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	50 200,59	0,00	49 494,80	0,00	0,00	148 740,63	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	4 727,16	0,00	157 101,27	0,00	0,00	1 293 321,52	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462,46	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 724,15	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	32 637,32	0,00	80 248,12	0,00	0,00	578 646,67	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	66 053,10	0,00	74 843,23	0,00	0,00	437 836,66	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	189,77	0,00	6 364,26	0,00	0,00	55 406,24	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	830,61	0,00	851,39	0,00	0,00	4 837,09	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	969,00	0,00	978,00	0,00	0,00	6 849,44	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	70 850,00	0,00	10 150,00	0,00	106 000,00	2 547,30	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	70 850,00	0,00	10 150,00	0,00	106 000,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 547,30	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 021,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661131	Remb. Int. emprunt transf. Cnes du GFP	1 021,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	85 949,31	16 172,57	0,00	1 614 934,70	63 415,87	94 827,32
Réalisations		0,00	0,00	85 949,31	16 172,57	0,00	1 614 934,70	63 415,87	94 827,32
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	85 389,31	1 172,57	0,00	765 899,59	33 619,52	33 895,87
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	1 181,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	76 992,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	482 383,37	26 115,93	33 895,87
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 972,82	7 503,59	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 543,40	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	7 215,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	1 172,57	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	560,00	0,00	0,00	849 035,11	29 796,35	60 931,45
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 600,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	560,00	0,00	0,00	38 327,60	2 869,20	13 158,64
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	810 707,51	26 927,15	32 172,81
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-490 656,57	0,00	-1 143 573,64	16 172,57	-131 158,48	-3 346 262,33	30 506,30	21 498,81

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES		22 819,68	1 823 126,94	1 845 946,62
Réalisations		22 819,68	1 823 126,94	1 845 946,62
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	22 819,68	146 786,40	169 606,08
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	3 577,12	3 577,12
60611	Eau et assainissement	465,06	127,70	592,76
60612	Energie - Electricité	5 990,18	1 855,76	7 845,94
60621	Combustibles	1 860,00	0,00	1 860,00
60631	Fournitures d'entretien	1 149,97	0,00	1 149,97
60632	Fournitures de petit équipement	58,75	2 029,40	2 088,15
6064	Fournitures administratives	0,00	3 009,14	3 009,14
611	Contrats de prestations de services	5 040,00	29 057,10	34 097,10
6132	Locations immobilières	0,00	26 406,00	26 406,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 200,00	1 200,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 826,62	308,16	4 134,78
6156	Maintenance	2 323,25	10 813,11	13 136,36
6182	Documentation générale et technique	0,00	579,98	579,98
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	300,00	300,00
6188	Autres frais divers	0,00	350,00	350,00
6226	Honoraires	0,00	204,00	204,00
6228	Divers	240,00	250,00	490,00
6231	Annonces et insertions	0,00	11 220,25	11 220,25
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	12 265,77	12 265,77
6236	Catalogues et imprimés	0,00	9 636,90	9 636,90
6247	Transports collectifs	0,00	1 694,00	1 694,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	3 870,08	3 870,08
6256	Missions	0,00	2 751,17	2 751,17
6257	Réceptions	0,00	4 738,17	4 738,17
6262	Frais de télécommunications	1 350,14	0,00	1 350,14
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	3 049,79	3 049,79
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	1 085,00	1 085,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	12 341,02	12 341,02
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	515,71	4 066,78	4 582,49
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	868 140,54	868 140,54
6331	Versement mobilité	0,00	8 668,94	8 668,94
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 476,99	2 476,99
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	11 510,02	11 510,02
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	431 224,96	431 224,96
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	21 724,52	21 724,52

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)		Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
					000-210000098-20241210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
64118		Autres indemnités titulaires	0,00	90 569,08	90 569,08
64131		Rémunérations non tit.	0,00	32 588,93	32 588,93
64168		Autres emplois d'insertion	0,00	20 287,98	20 287,98
6417		Rémunérations des apprentis	0,00	20 748,09	20 748,09
6451		Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	79 121,22	79 121,22
6453		Cotisations aux caisses de retraites	0,00	141 534,33	141 534,33
6454		Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 141,50	2 141,50
6458		Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 724,98	1 724,98
6478		Autres charges sociales diverses	0,00	3 819,00	3 819,00
014		Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042		Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043		Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65		Autres charges de gestion courante	0,00	808 200,00	808 200,00
6574		Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	808 200,00	808 200,00
656		Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66		Charges financières	0,00	0,00	0,00
67		Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68		Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
		Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
		RECETTES	32 240,10	654 834,61	687 074,71
		Réalisations	32 240,10	654 834,61	687 074,71
002		Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013		Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042		Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043		Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70		Produits des services, du domaine, vente	18 338,13	139 959,86	158 297,99
7066		Redevances services à caractère social	0,00	139 959,86	139 959,86
70878		Remb. frais par d'autres redevables	18 338,13	0,00	18 338,13
73		Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74		Dotations et participations	0,00	514 874,75	514 874,75
74718		Autres participations Etat	0,00	138 110,76	138 110,76
7472		Participat° Régions	0,00	29 550,00	29 550,00
7473		Participat° Départements	0,00	326 313,00	326 313,00
7478		Participat° Autres organismes	0,00	20 900,99	20 900,99
75		Autres produits de gestion courante	13 901,97	0,00	13 901,97
752		Revenus des immeubles	13 901,97	0,00	13 901,97
76		Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77		Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78		Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
		Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
		SOLDE (3)	9 420,42	-1 168 292,33	-1 158 871,91

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES		0,00	22 819,68	0,00	157 004,19	0,00	7 459,34	1 658 663,41	0,00
Réalizations		0,00	22 819,68	0,00	157 004,19	0,00	7 459,34	1 658 663,41	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	22 819,68	0,00	7 004,19	0,00	7 459,34	132 322,87	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 577,12	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	465,06	0,00	0,00	0,00	0,00	127,70	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	5 990,18	0,00	0,00	0,00	0,00	1 855,76	0,00
60621	Combustibles	0,00	1 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 149,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	58,75	0,00	0,00	0,00	0,00	2 029,40	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	688,35	0,00	501,68	1 819,11	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	5 040,00	0,00	4 189,00	0,00	0,00	24 868,10	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 406,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	3 826,62	0,00	0,00	0,00	0,00	308,16	0,00
6156	Maintenance	0,00	2 323,25	0,00	0,00	0,00	0,00	10 813,11	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	469,99	0,00	0,00	109,99	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204,00	0,00
6228	Divers	0,00	240,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 220,25	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 265,77	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 636,90	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 094,00	600,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	75,22	0,00	0,00	3 794,86	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 751,17	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	1 281,63	0,00	2 036,54	1 420,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	1 350,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 049,79	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 085,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 341,02	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	515,71	0,00	0,00	0,00	0,00	4 066,78	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	868 140,54	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 668,94	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 476,99	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 510,02	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	431 224,96	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 724,52	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 569,08	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 588,93	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 287,98	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 748,09	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 121,22	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 534,33	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 141,50	0,00

Accusé de réception en préfecture
006 210600600 20241210 2024 205 1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 724,98	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 819,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	658 200,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	658 200,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	32 240,10	0,00	146 590,22	0,00	12 421,53	355 863,00	139 959,86
Réalizations		0,00	32 240,10	0,00	146 590,22	0,00	12 421,53	355 863,00	139 959,86
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	18 338,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 959,86
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 959,86
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	18 338,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	146 590,22	0,00	12 421,53	355 863,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	138 110,76	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 550,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 313,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	8 479,46	0,00	12 421,53	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	13 901,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	13 901,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	9 420,42	0,00	-10 413,97	0,00	4 962,19	-1 302 800,41	139 959,86

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		27 740,53	402 033,53	0,00	0,00	2 899 301,94	3 329 076,00
Réalizations		27 740,53	402 033,53	0,00	0,00	2 899 301,94	3 329 076,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	184 457,04	0,00	0,00	351 422,43	535 879,47
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	19 976,00	19 976,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	9 261,55	9 261,55
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	37 685,78	37 685,78
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	19 872,13	19 872,13
60622	Carburants	0,00	202,16	0,00	0,00	1 173,88	1 376,04
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	18 545,98	18 545,98
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	832,85	832,85
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	10 007,47	10 007,47
60631	Fournitures d'entretien	0,00	67,31	0,00	0,00	8 877,88	8 945,19
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	19 289,06	19 289,06
60636	Vêtements de travail	0,00	183,08	0,00	0,00	3 813,37	3 996,45
6064	Fournitures administratives	0,00	60,70	0,00	0,00	828,12	888,82
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 099,03	3 099,03
611	Contrats de prestations de services	0,00	179 657,08	0,00	0,00	106 894,78	286 551,86
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	9 706,58	9 706,58
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	27 459,67	27 459,67
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00	80,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 755,51	2 755,51
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	14 751,16	14 751,16
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	282,00	282,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 972,92	1 972,92
6188	Autres frais divers	0,00	289,20	0,00	0,00	0,00	289,20
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,00	13 050,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	1 200,00
6238	Divers	0,00	60,00	0,00	0,00	40,00	100,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 272,28	0,00	0,00	1 159,64	3 431,92
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	603,60	603,60
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	832,30	832,30
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	12 016,48	12 016,48
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	1 665,23	0,00	0,00	5 354,69	7 019,92
012	Charges de personnel, frais assimilés	27 740,53	217 576,49	0,00	0,00	2 547 879,51	2 793 196,53
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	0,00	0,00	436,08	436,08
6331	Versement mobilité	338,80	2 398,70	0,00	0,00	27 057,30	29 794,80
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	96,81	685,29	0,00	0,00	7 730,30	8 512,40

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-2024-11-12-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024							
(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches et garderies	Total
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	464,61	3 286,55	0,00	0,00	36 796,75	40 547,91
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	90 231,45	0,00	0,00	1 097 324,93	1 187 556,38
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	2 017,92	0,00	0,00	50 720,06	52 737,98
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	21 337,64	0,00	0,00	154 172,85	175 510,49
64131	Rémunérations non tit.	19 359,98	40 459,54	0,00	0,00	459 130,89	518 950,41
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	15 945,04	15 945,04
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 908,69	31 516,25	0,00	0,00	304 646,71	342 071,65
6453	Cotisations aux caisses de retraites	787,58	23 311,76	0,00	0,00	361 536,16	385 635,50
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	784,06	1 727,17	0,00	0,00	18 865,98	21 377,21
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	252,62	0,00	0,00	4 324,11	4 576,73
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	351,60	0,00	0,00	9 192,35	9 543,95
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	219 991,63	0,00	0,00	1 490 176,04	1 710 167,67
Réalizations		0,00	219 991,63	0,00	0,00	1 490 176,04	1 710 167,67
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	161 801,09	0,00	0,00	387 715,71	549 516,80
7066	Redevances services à caractère social	0,00	161 801,09	0,00	0,00	387 715,71	549 516,80
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	58 190,54	0,00	0,00	1 102 460,33	1 160 650,87
7473	Participat° Départements	0,00	56 235,54	0,00	0,00	9 226,50	65 462,04
7478	Participat° Autres organismes	0,00	1 955,00	0,00	0,00	1 093 233,83	1 095 188,83
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-27 740,53	-182 041,90	0,00	0,00	-1 409 125,90	-1 618 908,33

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 06-211060098-20241210-2024-205-1-DE 002) et des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 06-211060098-20241210-2024-205-1-DE 002 et 002) apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réception en préfecture : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT						A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		571 667,97	0,00	323 586,85	0,00	895 254,82
Réalizations		571 667,97	0,00	323 586,85	0,00	895 254,82
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	305 433,46	0,00	1 730,30	0,00	307 163,76
6064	Fournitures administratives	433,46	0,00	264,10	0,00	697,56
611	Contrats de prestations de services	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	466,20	0,00	466,20
6281	Concours divers (cotisations)	5 000,00	0,00	1 000,00	0,00	6 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	241 234,51	0,00	321 856,55	0,00	563 091,06
6331	Versement mobilité	2 269,02	0,00	3 225,56	0,00	5 494,58
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	648,34	0,00	921,63	0,00	1 569,97
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 111,62	0,00	4 423,70	0,00	7 535,32
64111	Rémunération principale titulaires	85 523,17	0,00	126 509,19	0,00	212 032,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 336,06	0,00	3 650,20	0,00	5 986,26
64118	Autres indemnités titulaires	45 656,13	0,00	33 984,65	0,00	79 640,78
64131	Rémunérations non tit.	43 227,41	0,00	63 516,68	0,00	106 744,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	26 533,54	0,00	37 988,75	0,00	64 522,29
6453	Cotisations aux caisses de retraites	29 158,41	0,00	43 268,42	0,00	72 426,83
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 750,73	0,00	2 559,72	0,00	4 310,45
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	342,08	0,00	506,05	0,00	848,13
6478	Autres charges sociales diverses	678,00	0,00	1 302,00	0,00	1 980,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
65733	Subv. fonct. Départements	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		46 725,00	0,00	54 382,00	0,00	101 107,00
Réalizations		46 725,00	0,00	54 382,00	0,00	101 107,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Aides à l'accession à la propriété
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	46 725,00	0,00	54 382,00	0,00	101 107,00
74718	Autres participations Etat	46 725,00	0,00	54 382,00	0,00	101 107,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-524 942,97	0,00	-269 204,85	0,00	-794 147,82

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES		38 374 610,72	475 830,47	3 844 538,36	42 694 979,55
Réalisations		38 374 610,72	475 830,47	3 844 538,36	42 694 979,55
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	8 445 623,67	13 119,16	340 656,35	8 799 399,18
60611	Eau et assainissement	10 787,77	0,00	0,00	10 787,77
60612	Energie - Electricité	172 493,51	0,00	0,00	172 493,51
60622	Carburants	280 670,60	0,00	0,00	280 670,60
60623	Alimentation	1 182,30	0,00	0,00	1 182,30
60624	Produits de traitement	9 560,92	0,00	0,00	9 560,92
60628	Autres fournitures non stockées	15 897,67	0,00	0,00	15 897,67
60631	Fournitures d'entretien	8 967,23	0,00	0,00	8 967,23
60632	Fournitures de petit équipement	56 883,53	0,00	1 163,40	58 046,93
60636	Vêtements de travail	35 496,66	0,00	908,16	36 404,82
6064	Fournitures administratives	1 668,47	215,48	393,42	2 277,37
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	761,48	761,48
611	Contrats de prestations de services	6 907 572,64	0,00	80 615,25	6 988 187,89
6132	Locations immobilières	187 630,77	0,00	0,00	187 630,77
6135	Locations mobilières	12 063,06	0,00	960,00	13 023,06
614	Charges locatives et de copropriété	24 869,74	0,00	0,00	24 869,74
61521	Entretien terrains	3 120,00	0,00	1 440,00	4 560,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	17 845,91	0,00	0,00	17 845,91
615231	Entretien, réparations voiries	4 285,64	0,00	0,00	4 285,64
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	92 216,79	92 216,79
61551	Entretien matériel roulant	282 869,57	0,00	0,00	282 869,57
6156	Maintenance	43 536,49	0,00	0,00	43 536,49
617	Etudes et recherches	86 564,59	0,00	113 930,50	200 495,09
6182	Documentation générale et technique	99,99	684,00	1 314,03	2 098,02
6226	Honoraires	990,00	11 469,60	3 678,40	16 138,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 520,00	0,00	0,00	2 520,00
6228	Divers	384,00	0,00	3 220,00	3 604,00
6231	Annonces et insertions	9 621,52	0,00	0,00	9 621,52
6236	Catalogues et imprimés	5 055,24	307,20	5 416,80	10 779,24
6238	Divers	7 854,00	0,00	982,80	8 836,80
6251	Voyages et déplacements	615,20	0,00	0,00	615,20
6257	Réceptions	450,00	0,00	725,00	1 175,00
6261	Frais d'affranchissement	2 586,42	0,00	0,00	2 586,42
6262	Frais de télécommunications	112,50	0,00	0,00	112,50
6281	Concours divers (cotisations)	17 807,65	0,00	32 518,00	50 325,65
6283	Frais de nettoyage des locaux	11 387,50	0,00	0,00	11 387,50

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Accusé de réception en préfecture 000-210000098-20241210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
					412,32	216 024,96
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	215 169,76	442,88			
62878	Remb. frais à d'autres organismes	6 253,28	0,00	0,00		6 253,28
63512	Taxes foncières	140,00	0,00	0,00		140,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	609,54	0,00	0,00		609,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 333 548,08	350 711,31	1 481 090,91		5 165 350,30
6331	Versement mobilité	33 779,03	3 406,32	12 931,93		50 117,28
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	9 651,19	973,17	3 694,75		14 319,11
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	45 763,96	4 671,22	17 735,64		68 170,82
64111	Rémunération principale titulaires	1 260 049,56	144 122,27	717 375,11		2 121 546,94
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	34 614,82	9 229,35	26 956,35		70 800,52
64118	Autres indemnités titulaires	354 631,71	42 421,57	157 685,87		554 739,15
64131	Rémunérations non tit.	673 243,98	54 832,71	61 413,63		789 490,32
64168	Autres emplois d'insertion	29 770,66	0,00	0,00		29 770,66
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	393 926,97	37 981,33	123 351,35		555 259,65
6453	Cotisations aux caisses de retraites	457 913,09	49 075,59	350 436,22		857 424,90
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	28 220,19	2 127,80	2 487,24		32 835,23
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 998,91	576,48	2 675,32		8 250,71
6478	Autres charges sociales diverses	6 984,01	1 293,50	4 347,50		12 625,01
014	Atténuations de produits	9 507 085,64	0,00	0,00		9 507 085,64
73942	Reversement taxe de versement mobilité	8 545 290,74	0,00	0,00		8 545 290,74
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	961 794,90	0,00	0,00		961 794,90
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00		0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 673 493,30	112 000,00	2 022 791,10		18 808 284,40
6518	Autres	100,00	0,00	0,00		100,00
65548	Autres contributions	13 442 701,01	102 000,00	1 988 591,10		15 533 292,11
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	10 000,00	0,00		10 000,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	3 210 292,25	0,00	0,00		3 210 292,25
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	10 000,00	0,00	34 200,00		44 200,00
65888	Autres	10 400,04	0,00	0,00		10 400,04
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	259 452,38	0,00	0,00		259 452,38
66111	Intérêts réglés à l'échéance	259 452,38	0,00	0,00		259 452,38
67	Charges exceptionnelles	155 407,65	0,00	0,00		155 407,65
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 862,66	0,00	0,00		3 862,66
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	85 265,76	0,00	0,00		85 265,76
678	Autres charges exceptionnelles	66 279,23	0,00	0,00		66 279,23
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00		0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		45 298 513,64	129 412,47	2 877 112,88		48 305 038,99
Réalizations		45 298 513,64	129 412,47	2 877 112,88		48 305 038,99
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00		0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00		0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	1 663 668,29	129 412,47	922 278,88		2 715 359,64
70328	Autres droits stationnement et location	110 949,12	0,00	0,00		110 949,12

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	81	82	83	
		Services urbains	Aménagement urbain	Environnement	
70388	Autres redevances et recettes diverses	57 999,60	0,00	0,00	57 999,60
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 452 238,01	0,00	0,00	1 452 238,01
70688	Autres prestations de services	9 471,92	11 785,88	0,00	21 257,80
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	902 801,80	902 801,80
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	31 075,00	117 626,59	0,00	148 701,59
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	19 477,08	19 477,08
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 934,64	0,00	0,00	1 934,64
73	Impôts et taxes	41 858 420,04	0,00	1 924 459,00	43 782 879,04
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	29 498 621,00	0,00	0,00	29 498 621,00
7342	Versement mobilité	12 359 799,04	0,00	0,00	12 359 799,04
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0,00	0,00	1 924 459,00	1 924 459,00
74	Dotations et participations	1 112 133,91	0,00	30 375,00	1 142 508,91
7461	DGD	223 512,00	0,00	0,00	223 512,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
7472	Participat° Régions	738 282,90	0,00	10 375,00	748 657,90
7478	Participat° Autres organismes	16 171,69	0,00	0,00	16 171,69
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	134 167,32	0,00	0,00	134 167,32
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	664 291,40	0,00	0,00	664 291,40
7711	Dédits et pénalités perçus	662 749,26	0,00	0,00	662 749,26
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 542,14	0,00	0,00	1 542,14
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		6 923 902,92	-346 418,00	-967 425,48	5 610 059,44

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		433 524,16	100,00	23 794 329,76	0,00	0,00	14 012 455,37	134 201,43
Réalisations		433 524,16	100,00	23 794 329,76	0,00	0,00	14 012 455,37	134 201,43
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	7 720 299,09	0,00	0,00	591 123,16	134 201,42
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	6 581,17	0,00	0,00	4 206,60	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	17 531,36	0,00	0,00	41 045,04	113 917,11
60622	Carburants	0,00	0,00	280 670,60	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 182,30	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	9 560,92	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	15 897,67	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	7 270,71	0,00	0,00	1 696,52	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	51 514,20	0,00	0,00	5 369,33	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	34 719,96	0,00	0,00	776,70	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 540,25	0,00	0,00	128,22	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611		0,00	0,00	6 750 440,70	0,00	0,00	157 131,94	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé				Sous-fonction 81				
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers	
	Contrats de prestations de services								
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	4 800,00	0,00	0,00	182 830,77	0,00	
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	7 903,14	0,00	0,00	4 159,92	0,00	
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	16,25	0,00	0,00	24 853,49	0,00	
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	10 523,33	0,00	0,00	7 322,58	0,00	
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	4 285,64	0,00	0,00	0,00	0,00	
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	282 688,37	0,00	0,00	181,20	0,00	
6156	Maintenance	0,00	0,00	4 109,98	0,00	0,00	19 142,20	20 284,31	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	4 800,00	0,00	0,00	81 764,59	0,00	
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99,99	0,00	
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990,00	0,00	
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00	0,00	
6228	Divers	0,00	0,00	384,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 621,52	0,00	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	3 270,84	0,00	0,00	1 784,40	0,00	
6238	Divers	0,00	0,00	7 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	615,20	0,00	0,00	0,00	0,00	
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	2 586,42	0,00	0,00	0,00	0,00	
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	112,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	16 307,65	0,00	
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	11 387,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	188 829,26	0,00	0,00	26 340,50	0,00	
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	6 253,28	0,00	0,00	0,00	0,00	
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	609,54	0,00	0,00	0,00	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	433 524,16	0,00	2 549 692,41	0,00	0,00	350 331,51	0,00	
6331	Versement mobilité	4 327,29	0,00	25 832,07	0,00	0,00	3 619,67	0,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 236,56	0,00	7 380,36	0,00	0,00	1 034,27	0,00	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 934,73	0,00	35 228,11	0,00	0,00	4 601,12	0,00	
64111	Rémunération principale titulaires	241 427,63	0,00	871 994,06	0,00	0,00	146 627,87	0,00	
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	10 278,61	0,00	20 478,48	0,00	0,00	3 857,73	0,00	
64118	Autres indemnités titulaires	51 401,68	0,00	262 120,51	0,00	0,00	41 109,52	0,00	
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	631 192,28	0,00	0,00	42 051,70	0,00	
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	10 664,78	0,00	0,00	19 105,88	0,00	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	38 159,93	0,00	320 576,09	0,00	0,00	35 190,95	0,00	

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-2024-210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6453	Cotisations aux caisses de retraites	78 032,98	0,00	330 482,15	0,00	0,00	49 397,96	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	25 870,90	0,00	0,00	2 349,29	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	965,75	0,00	3 446,62	0,00	0,00	586,54	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 759,00	0,00	4 426,00	0,00	0,00	799,01	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 507 085,64	0,00
73942	Reversement taxe de versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 545 290,74	0,00
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	961 794,90	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	100,00	13 453 101,05	0,00	0,00	3 220 292,25	0,00
6518	Autres	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	13 442 701,01	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 210 292,25	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	10 400,04	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	51 676,54	0,00	0,00	207 775,84	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	51 676,54	0,00	0,00	207 775,84	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	19 560,67	0,00	0,00	135 846,97	0,01
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	3 862,66	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	15 698,01	0,00	0,00	69 567,74	0,01
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 279,23	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		31 075,00	0,00	31 641 186,52	0,00	0,00	13 516 570,00	109 682,12
Réalizations		31 075,00	0,00	31 641 186,52	0,00	0,00	13 516 570,00	109 682,12
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	31 075,00	0,00	1 463 644,57	0,00	0,00	59 266,60	109 682,12
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 267,00	109 682,12
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 999,60	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	1 452 238,01	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	9 471,92	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	31 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	1 934,64	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	29 498 621,00	0,00	0,00	12 359 799,04	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	29 498 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7342	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 359 799,04	0,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	16 171,69	0,00	0,00	1 095 962,22	0,00
7461	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 512,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	738 282,90	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	16 171,69	0,00	0,00	0,00	0,00
748381	Compens.relev. seuil pers.vers.mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 167,32	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	662 749,26	0,00	0,00	1 542,14	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	662 749,26	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 542,14	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-402 449,16	-100,00	7 846 856,76	0,00	0,00	-495 885,37	-24 519,31

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		475 830,47	0,00	0,00	0,00	0,00	2 466 962,29	1 377 576,07	0,00	0,00
Réalisations		475 830,47	0,00	0,00	0,00	0,00	2 466 962,29	1 377 576,07	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	13 119,16	0,00	0,00	0,00	0,00	231 867,13	108 789,22	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 163,40	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	908,16	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	215,48	0,00	0,00	0,00	0,00	393,42	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	761,48	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 615,25	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 216,79	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 930,50	12 000,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	684,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314,03	0,00	0,00
6226	Honoraires	11 469,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 820,00	858,40	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 220,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	307,20	0,00	0,00	0,00	0,00	5 416,80	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	982,80	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	725,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 518,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	442,88	0,00	0,00	0,00	0,00	412,32	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	350 711,31	0,00	0,00	0,00	0,00	212 304,06	1 268 786,85	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-2024-12-10-2024-205-1-DE
Sous-fonction 83
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6331	Versement mobilité	3 406,32	0,00	0,00	0,00	0,00	2 007,77	10 924,16	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	973,17	0,00	0,00	0,00	0,00	573,68	3 121,07	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 671,22	0,00	0,00	0,00	0,00	2 753,55	14 982,09	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	144 122,27	0,00	0,00	0,00	0,00	111 822,14	605 552,97	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	9 229,35	0,00	0,00	0,00	0,00	7 016,68	19 939,67	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	42 421,57	0,00	0,00	0,00	0,00	33 468,50	124 217,37	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	54 832,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 413,63	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 981,33	0,00	0,00	0,00	0,00	17 704,19	105 647,16	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	49 075,59	0,00	0,00	0,00	0,00	36 276,28	314 159,94	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 127,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 487,24	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	576,48	0,00	0,00	0,00	0,00	447,27	2 228,05	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 293,50	0,00	0,00	0,00	0,00	234,00	4 113,50	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73942	Reversement taxe de versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	112 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 022 791,10	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 988 591,10	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 200,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		129 412,47	0,00	0,00	0,00	0,00	49 852,08	2 827 260,80	0,00	0,00
Réalisations		129 412,47	0,00	0,00	0,00	0,00	49 852,08	2 827 260,80	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Sous-fonction 83
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
70	Produits des services, du domaine, vente	129 412,47	0,00	0,00	0,00	0,00	19 477,08	902 801,80	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	11 785,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	902 801,80	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	117 626,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 477,08	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 924 459,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7342	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 924 459,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 375,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 375,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-346 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 417 110,21	1 449 684,73	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Sous-fonction 83
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		1 469 874,85	0,00	48 819,75	0,00	0,00	994 524,55	0,00	2 513 219,15
Réalizations		1 469 874,85	0,00	48 819,75	0,00	0,00	994 524,55	0,00	2 513 219,15
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	520 020,11	0,00	48 819,75	0,00	0,00	17 730,08	0,00	586 569,94
60611	Eau et assainissement	7 072,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 072,05
60612	Energie - Electricité	203 115,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 115,57
60623	Alimentation	2 567,06	0,00	253,85	0,00	0,00	0,00	0,00	2 820,91
60628	Autres fournitures non stockées	138,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138,64
60631	Fournitures d'entretien	1 949,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 949,22
60632	Fournitures de petit équipement	1 343,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 343,24
6064	Fournitures administratives	1 934,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 934,11
611	Contrats de prestations de services	38 690,98	0,00	25 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 990,98
6132	Locations immobilières	799,19	0,00	1 994,97	0,00	0,00	0,00	0,00	2 794,16
614	Charges locatives et de copropriété	37 908,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 908,73
61521	Entretien terrains	415,00	0,00	5 509,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 924,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	60 020,04	0,00	0,00	0,00	0,00	8 257,21	0,00	68 277,25
6156	Maintenance	20 327,11	0,00	0,00	0,00	0,00	2 472,87	0,00	22 799,98
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
6182	Documentation générale et technique	405,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405,74
6184	Versements à des organismes de formation	960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960,00
6226	Honoraires	177,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177,90
6228	Divers	1 906,67	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 906,67
6231	Annonces et insertions	33 479,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 479,17
6236	Catalogues et imprimés	12 284,14	0,00	96,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 380,14
6238	Divers	4 335,20	0,00	174,72	0,00	0,00	0,00	0,00	4 509,92
6257	Réceptions	8 443,92	0,00	10 841,21	0,00	0,00	0,00	0,00	19 285,13
6262	Frais de télécommunications	8 452,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 452,57
6281	Concours divers (cotisations)	10 000,00	0,00	150,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	17 150,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	34 098,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 098,62
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	759,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	759,24
63512	Taxes foncières	28 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 436,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	621 659,77	0,00	0,00	0,00	0,00	144 576,47	0,00	766 236,24
6331	Versement mobilité	6 263,50	0,00	0,00	0,00	0,00	1 570,86	0,00	7 834,36
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 789,66	0,00	0,00	0,00	0,00	448,82	0,00	2 238,48
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 590,24	0,00	0,00	0,00	0,00	2 154,37	0,00	10 744,61
64111	Rémunération principale titulaires	209 319,17	0,00	0,00	0,00	0,00	41 490,82	0,00	250 809,99
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	8 165,51	0,00	0,00	0,00	0,00	1 512,92	0,00	9 678,43

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-20241210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024									
(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	Aides aux services publics	Total
64118	Autres indemnités titulaires	77 507,55	0,00	0,00	0,00	0,00	10 326,94	0,00	87 834,49
64131	Rémunérations non tit.	150 564,17	0,00	0,00	0,00	0,00	47 183,01	0,00	197 747,18
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	79 384,25	0,00	0,00	0,00	0,00	20 718,21	0,00	100 102,46
6453	Cotisations aux caisses de retraites	71 644,53	0,00	0,00	0,00	0,00	15 690,35	0,00	87 334,88
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 053,80	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910,93	0,00	7 964,73
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	800,89	0,00	0,00	0,00	0,00	165,99	0,00	966,88
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 139,25	0,00	1 139,25
6478	Autres charges sociales diverses	1 576,50	0,00	0,00	0,00	0,00	264,00	0,00	1 840,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	328 194,97	0,00	0,00	0,00	0,00	832 218,00	0,00	1 160 412,97
6518	Autres	28 919,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 919,97
65548	Autres contributions	3 275,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 275,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	832 218,00	0,00	1 108 218,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	561 730,62	0,00	48 894,40	0,00	0,00	143 173,22	0,00	753 798,24
	Réalizations	561 730,62	0,00	48 894,40	0,00	0,00	143 173,22	0,00	753 798,24
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	207 578,15	0,00	0,00	0,00	0,00	143 173,22	0,00	350 751,37
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	60 399,58	0,00	0,00	0,00	0,00	143 173,22	0,00	203 572,80
70875	Remb. frais par les communes du GFP	9 168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 168,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	138 010,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 010,57
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	-45 293,17	0,00	48 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 404,83
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	48 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 698,00
7478	Participat° Autres organismes	-45 293,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-45 293,17
75	Autres produits de gestion courante	399 445,64	0,00	196,40	0,00	0,00	0,00	0,00	399 642,04
752	Revenus des immeubles	399 445,64	0,00	196,40	0,00	0,00	0,00	0,00	399 642,04
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-908 144,23	0,00	74,65	0,00	0,00	-851 351,33	0,00	-1 759 420,91

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de mise en ligne : 11/12/2024
Date de réception en établissement
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- (1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les établissements publics ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).
- (2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.
- (3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		10 251 642,53	2 949 136,53	0,00	0,00	13 200 779,06
Réalisations		10 251 642,53	2 036 868,50	0,00	0,00	12 288 511,03
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	2 380 091,73	0,00	0,00	0,00	2 380 091,73
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	27 356,39	0,00	0,00	27 356,39
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	27 250,42	0,00	0,00	27 250,42
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	105,97	0,00	0,00	105,97
041	Opérations patrimoniales	4 203 094,37	0,00	0,00	0,00	4 203 094,37
2314	Constructions sur sol d'autrui	163 800,00	0,00	0,00	0,00	163 800,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	4 039 294,37	0,00	0,00	0,00	4 039 294,37
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 668 456,43	0,00	0,00	0,00	3 668 456,43
1641	Emprunts en euros	3 668 456,43	0,00	0,00	0,00	3 668 456,43
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	160 735,52	0,00	0,00	160 735,52
2031	Frais d'études	0,00	33 620,00	0,00	0,00	33 620,00
2033	Frais d'insertion	0,00	9 204,76	0,00	0,00	9 204,76
2051	Concessions, droits similaires	0,00	117 910,76	0,00	0,00	117 910,76
204	Subventions d'équipement versées	0,00	712 500,00	0,00	0,00	712 500,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	712 500,00	0,00	0,00	712 500,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	215 495,84	0,00	0,00	215 495,84
2152	Installations de voirie	0,00	14 028,00	0,00	0,00	14 028,00
21538	Autres réseaux	0,00	14 856,00	0,00	0,00	14 856,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	3 475,80	0,00	0,00	3 475,80
2182	Matériel de transport	0,00	31 614,24	0,00	0,00	31 614,24
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	123 544,24	0,00	0,00	123 544,24
2184	Mobilier	0,00	17 707,39	0,00	0,00	17 707,39
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	10 270,17	0,00	0,00	10 270,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	351 842,73	0,00	0,00	351 842,73
2313	Constructions	0,00	296 253,35	0,00	0,00	296 253,35

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-2024-1210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024						
(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	50 939,10	0,00	0,00	50 939,10
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	4 650,28	0,00	0,00	4 650,28
26	Participat° et créances rattachées	0,00	172 000,00	0,00	0,00	172 000,00
261	Titres de participation	0,00	172 000,00	0,00	0,00	172 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	396 938,02	0,00	0,00	396 938,02
4581030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	0,00	306 100,40	0,00	0,00	306 100,40
4581032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	0,00	19 752,00	0,00	0,00	19 752,00
4581037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	0,00	14 143,00	0,00	0,00	14 143,00
4581042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	0,00	32 040,42	0,00	0,00	32 040,42
4581044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	0,00	5 616,00	0,00	0,00	5 616,00
4581045	RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY	0,00	3 947,12	0,00	0,00	3 947,12
4581046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	0,00	1 980,00	0,00	0,00	1 980,00
4581048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	0,00	11 654,72	0,00	0,00	11 654,72
4582016	DMO EGLISE LES MUJOULS	0,00	1 704,36	0,00	0,00	1 704,36
Restes à réaliser au 31/12		0,00	912 268,03	0,00	0,00	912 268,03
RECETTES (2)		12 530 223,77	1 831 175,39	0,00	0,00	14 361 399,16
Réalisations		12 530 223,77	693 574,65	0,00	0,00	13 223 798,42
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	4 361 358,63	0,00	0,00	0,00	4 361 358,63
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	48 102,00	0,00	0,00	0,00	48 102,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	3 640,00	0,00	0,00	0,00	3 640,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	1 020,00	0,00	0,00	0,00	1 020,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	248 234,94	0,00	0,00	0,00	248 234,94
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	664,87	0,00	0,00	0,00	664,87
28041582	GFP : Bâtiments, installations	124 997,00	0,00	0,00	0,00	124 997,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 066,00	0,00	0,00	0,00	1 066,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	150 522,46	0,00	0,00	0,00	150 522,46
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 193,00	0,00	0,00	0,00	3 193,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	16 515,00	0,00	0,00	0,00	16 515,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 102 216,51	0,00	0,00	0,00	1 102 216,51
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	8 437,54	0,00	0,00	0,00	8 437,54
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 486,46	0,00	0,00	0,00	6 486,46
28051	Concessions et droits similaires	39 091,97	0,00	0,00	0,00	39 091,97
28087	Immo. incorporelles reçues mise à dispo.	5 688,00	0,00	0,00	0,00	5 688,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 251,00	0,00	0,00	0,00	1 251,00
28128	Autres aménagements de terrains	262,00	0,00	0,00	0,00	262,00
281318	Autres bâtiments publics	11 245,68	0,00	0,00	0,00	11 245,68

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-2024-1210-2024-203-1-DE 041 Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024						
(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
28132	Immeubles de rapport	145 845,00	0,00	0,00	0,00	145 845,00
28135	Installations générales, agencements, ..	13 848,54	0,00	0,00	0,00	13 848,54
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	1 777,94	0,00	0,00	0,00	1 777,94
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	3 634,00	0,00	0,00	0,00	3 634,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	106,21	0,00	0,00	0,00	106,21
28152	Installations de voirie	1 083,19	0,00	0,00	0,00	1 083,19
281568	Autres matériels, outillages incendie	6 338,30	0,00	0,00	0,00	6 338,30
281571	Matériel roulant	14 971,44	0,00	0,00	0,00	14 971,44
281578	Autre matériel et outillage de voirie	63 955,39	0,00	0,00	0,00	63 955,39
28158	Autres installat°, matériel et outillage	105 130,78	0,00	0,00	0,00	105 130,78
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	37 723,82	0,00	0,00	0,00	37 723,82
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 544,98	0,00	0,00	0,00	3 544,98
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	3 954,32	0,00	0,00	0,00	3 954,32
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	795,95	0,00	0,00	0,00	795,95
28181	Installations générales, aménagt divers	15 283,80	0,00	0,00	0,00	15 283,80
28182	Matériel de transport	374 792,70	0,00	0,00	0,00	374 792,70
28183	Matériel de bureau et informatique	192 554,96	0,00	0,00	0,00	192 554,96
28184	Mobilier	67 151,77	0,00	0,00	0,00	67 151,77
28188	Autres immo. corporelles	108 802,54	0,00	0,00	0,00	108 802,54
4817	Pénalités de renégociation de la dette	1 421 428,57	0,00	0,00	0,00	1 421 428,57
041	Opérations patrimoniales	4 203 094,37	0,00	0,00	0,00	4 203 094,37
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	506 938,15	0,00	0,00	0,00	506 938,15
1322	Subv. non transf. Régions	2 154 762,22	0,00	0,00	0,00	2 154 762,22
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 541 394,00	0,00	0,00	0,00	1 541 394,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 965 770,77	0,00	0,00	0,00	3 965 770,77
10222	FCTVA	1 168 837,26	0,00	0,00	0,00	1 168 837,26
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 796 933,51	0,00	0,00	0,00	2 796 933,51
13	Subventions d'investissement	0,00	8 177,18	0,00	0,00	8 177,18
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	8 177,18	0,00	0,00	8 177,18
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	685 397,47	0,00	0,00	685 397,47
4581022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES	0,00	3 801,24	0,00	0,00	3 801,24

Accusé de réception en préfecture 000-210000098-20241210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024						
(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
4582022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES	0,00	95 387,37	0,00	0,00	95 387,37
4582030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	0,00	466 853,36	0,00	0,00	466 853,36
4582032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	0,00	934,50	0,00	0,00	934,50
4582044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
4582048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	0,00	110 421,00	0,00	0,00	110 421,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 137 600,74	0,00	0,00	1 137 600,74
SOLDE (2)		2 278 581,24	-1 117 961,14	0,00	0,00	1 160 620,10

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 947 387,53	0,00	0,00	1 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		2 035 119,50	0,00	0,00	1 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	27 356,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	27 250,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	105,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
20	Immobilisations incorporelles	160 735,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	33 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	9 204,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	117 910,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	712 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	712 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	213 746,84	0,00	0,00	1 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	14 028,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	14 856,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	3 475,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	31 614,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	123 544,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	17 707,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 521,17	0,00	0,00	1 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	351 842,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	296 253,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	50 939,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	4 650,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		396 938,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	306 100,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	19 752,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000-210000098-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 14/09/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
4581037	TERRE DES LACS	14 143,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581042	SAINT-AUBAN									
4581042	RENOVATION LOGEMENTS	32 040,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581044	SAINT VALLIER DE THIEY									
4581044	RENOVATION MAIRIE	5 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581045	PHASE 2 LES MUJOULS									
4581045	RENOV APPART RTE	3 947,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581046	NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY									
4581046	VALDEROURE RENOVATION	1 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581048	FOUR ET WC COMMUNAL									
4581048	SAINT-VALLIER	11 654,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582016	REHABILITATION BERGERIE									
4582016	DMO EGLISE LES MUJOULS	1 704,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		912 268,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 831 175,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		693 574,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020	021	022	023	024	025	026	041	048
		Administrat° générale collectivité	Assemblée locale	Administration générale de l'état	Information, communication, publicité	Fêtes et cérémonies	Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28087	Immo. incorporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000-210000098-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 14/09/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Sous-fonction 04

Accusé de réception en préfecture
000-410000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 14/09/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	8 177,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	8 177,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 14/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024
Sous-fonction 02

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		685 397,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES	3 801,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582022	SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES	95 387,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582030	RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS	466 853,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582032	RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582037	TERRE DES LACS SAINT-AUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582042	RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY	934,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582044	RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582046	VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582048	SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE	110 421,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		1 137 600,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 116 212,14	0,00	0,00	-1 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT				A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		102 890,22	0,00	0,00	1 044 094,73	190,00	0,00	1 147 174,95
Réalizations		101 721,36	0,00	0,00	849 760,63	190,00	0,00	951 671,99
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	52 716,68	0,00	0,00	52 716,68
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	52 716,68	0,00	0,00	52 716,68
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	243 822,58	190,00	0,00	244 012,58
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	138 255,73	0,00	0,00	138 255,73
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	1 601,69	0,00	0,00	1 601,69
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	103 965,16	190,00	0,00	104 155,16
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	436 713,41	0,00	0,00	436 713,41
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	3 920,10	0,00	0,00	3 920,10
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	17 785,00	0,00	0,00	17 785,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	213 135,37	0,00	0,00	213 135,37
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	193 736,72	0,00	0,00	193 736,72
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	8 136,22	0,00	0,00	8 136,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	116 507,96	0,00	0,00	116 507,96
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	83 256,84	0,00	0,00	83 256,84
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	33 251,12	0,00	0,00	33 251,12
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		101 721,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 721,36
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	101 721,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 721,36

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	000-210000000-20241210-2024-203-1-DE Date de transmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024 Total
Restes à réaliser au 31/12		1 168,86	0,00	0,00	194 334,10	0,00	0,00	195 502,96
RECETTES (2)		204 588,06	0,00	0,00	367 797,88	0,00	0,00	572 385,94
Réalizations		129 863,84	0,00	0,00	283 894,30	0,00	0,00	413 758,14
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	283 894,30	0,00	0,00	283 894,30
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	132 090,25	0,00	0,00	132 090,25
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	151 804,05	0,00	0,00	151 804,05
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		129 863,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 863,84
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	1 037,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037,11
4582024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	128 826,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 826,73
Restes à réaliser au 31/12		74 724,22	0,00	0,00	83 903,58	0,00	0,00	158 627,80
SOLDE (2)		101 697,84	0,00	0,00	-676 296,85	-190,00	0,00	-574 789,01

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de transmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024
Services annexes de

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582024	RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT						A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	514 280,30	536 231,32	12 360,00	1 062 871,62
Réalisations		0,00	354 516,34	384 598,80	12 360,00	751 475,14
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	53 807,46	12 360,00	66 167,46
2031	Frais d'études	0,00	0,00	24 716,57	0,00	24 716,57
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	29 090,89	12 360,00	41 450,89
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	33 741,58	45 171,51	0,00	78 913,09
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	219,40	82,83	0,00	302,23
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	15 032,64	6 512,50	0,00	21 545,14
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	7 432,00	0,00	7 432,00
2184	Mobilier	0,00	1 424,74	3 875,05	0,00	5 299,79
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	17 064,80	27 269,13	0,00	44 333,93
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	320 774,76	85 619,83	0,00	406 394,59
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	320 774,76	85 619,83	0,00	406 394,59
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	159 763,96	151 632,52	0,00	311 396,48
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action culturelle	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-514 280,30	-536 231,32	-12 360,00	-1 062 871,62

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-2024-11-10-2024-203-1-DE
Page de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culture
DEPENSES (2)		388 105,87	3 491,72	122 682,71	0,00	0,00	536 231,32	0,00	0,00
Réalisations		330 314,84	3 491,72	20 709,78	0,00	0,00	384 598,80	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 807,46	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 716,57	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 090,89	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
21	Immobilisations corporelles	30 249,86	3 491,72	0,00	0,00	0,00	45 171,51	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	219,40	0,00	0,00	0,00	0,00	82,83	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	13 460,64	1 572,00	0,00	0,00	0,00	6 512,50	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 432,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	1 424,74	0,00	0,00	0,00	3 875,05	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	16 569,82	494,98	0,00	0,00	0,00	27 269,13	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	300 064,98	0,00	20 709,78	0,00	0,00	85 619,83	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	300 064,98	0,00	20 709,78	0,00	0,00	85 619,83	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		57 791,03	0,00	101 972,93	0,00	0,00	151 632,52	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-388 105,87	-3 491,72	-122 682,71	0,00	0,00	-536 231,32	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes de dépenses 001 et 002). Les reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de transmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	2 682 179,56	57 376,61	2 739 556,17
Réalizations		0,00	1 803 783,60	41 804,43	1 845 588,03
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	12 517,61	0,00	12 517,61
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	12 517,61	0,00	12 517,61
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	530 600,46	0,00	530 600,46
2031	Frais d'études	0,00	529 754,28	0,00	529 754,28
2033	Frais d'insertion	0,00	846,18	0,00	846,18
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	17 931,75	32 016,28	49 948,03
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	58,80	58,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	15 862,20	0,00	15 862,20
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	5 276,00	5 276,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	612,00	612,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	12 224,97	12 224,97
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 069,55	13 844,51	15 914,06
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 242 733,78	9 788,15	1 252 521,93
2313	Constructions	0,00	22 967,29	0,00	22 967,29
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	836,40	0,00	836,40
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	963 445,29	4 503,10	967 948,39
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	165 484,80	0,00	165 484,80
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	90 000,00	5 285,05	95 285,05
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	878 395,96	15 572,18	893 968,14
RECETTES (2)		0,00	4 525 121,42	147 568,31	4 672 689,73
Réalizations		0,00	242 840,82	124 000,00	366 840,82
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	242 840,82	124 000,00	366 840,82
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	242 840,82	0,00	242 840,82
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	124 000,00	124 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	4 282 280,60	23 568,31	4 305 848,91
SOLDE (2)		0,00	1 842 941,86	90 191,70	1 933 133,56

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		106 109,55	868 833,60	1 707 236,41	0,00	0,00	54 894,59	2 482,02	0,00
Réalisations		56 505,05	805 317,60	941 960,95	0,00	0,00	39 322,41	2 482,02	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
16	Emprunts et dettes assimilées	12 517,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	12 517,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	10 482,00	0,00	520 118,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	10 482,00	0,00	519 272,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	846,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	296,80	0,00	17 634,95	0,00	0,00	29 534,26	2 482,02	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58,80	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	15 862,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 276,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	612,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 742,95	2 482,02	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	296,80	0,00	1 772,75	0,00	0,00	13 844,51	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	33 208,64	805 317,60	404 207,54	0,00	0,00	9 788,15	0,00	0,00
2313	Constructions	22 967,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	836,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	10 241,35	805 317,60	147 886,34	0,00	0,00	4 503,10	0,00	0,00
237	Avances versées commandes immo. corpo.	0,00	0,00	165 484,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	5 285,05	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		49 604,50	63 516,00	765 275,46	0,00	0,00	15 572,18	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	403 258,00	4 121 863,42	0,00	0,00	147 568,31	0,00	0,00
Réalizations		0,00	120 977,40	121 863,42	0,00	0,00	124 000,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	120 977,40	121 863,42	0,00	0,00	124 000,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	120 977,40	121 863,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000-210000098-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
000-210000000-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/11/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	282 280,60	4 000 000,00	0,00	0,00	23 568,31	0,00	0,00
SOLDE (2)		-106 109,55	-465 575,60	2 414 627,01	0,00	0,00	92 673,72	-2 482,02	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		12 575,28	1 473,56	14 048,84
Réalizations		7 412,49	1 473,56	8 886,05
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 025,00	0,00	1 025,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 025,00	0,00	1 025,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 374,39	1 473,56	2 847,95
2183	Matériel de bureau et informatique	108,69	0,00	108,69
2184	Mobilier	1 265,70	1 473,56	2 739,26
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 013,10	0,00	5 013,10
2313	Constructions	5 013,10	0,00	5 013,10
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		5 162,79	0,00	5 162,79
RECETTES (2)		1 437,68	0,00	1 437,68
Réalizations		1 437,68	0,00	1 437,68
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 437,68	0,00	1 437,68
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 437,68	0,00	1 437,68
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-11 137,60	-1 473,56	-12 611,16

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	12 575,28	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,56	0,00
Réalisations		0,00	7 412,49	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,56	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 374,39	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,56	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	108,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	1 265,70	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,56	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	5 013,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
2313	Constructions	0,00	5 013,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	5 162,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 437,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	1 437,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 437,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 437,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-11 137,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 473,56	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT						A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	210 208,23	210 208,23
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	179 346,14	179 346,14
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	45 071,55	45 071,55
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	20 489,31	20 489,31
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	24 582,24	24 582,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	134 274,59	134 274,59
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	134 274,59	134 274,59
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	30 862,09	30 862,09
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	18 460,00	18 460,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	12 922,00	12 922,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	12 922,00	12 922,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	12 922,00	12 922,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	5 538,00	5 538,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-191 748,23	-191 748,23

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-2024-1210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES						IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT						A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		2 001 194,13	0,00	0,00	0,00	2 001 194,13
Réalisations		1 263 494,13	0,00	0,00	0,00	1 263 494,13
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	59 737,50	0,00	0,00	0,00	59 737,50
2031	Frais d'études	59 737,50	0,00	0,00	0,00	59 737,50
204	Subventions d'équipement versées	385 359,50	0,00	0,00	0,00	385 359,50
20422	Privé : Bâtiments, installations	385 359,50	0,00	0,00	0,00	385 359,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	49 424,13	0,00	0,00	0,00	49 424,13
27632	Créance Régions	49 424,13	0,00	0,00	0,00	49 424,13
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		768 973,00	0,00	0,00	0,00	768 973,00
458101	AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE	696 973,00	0,00	0,00	0,00	696 973,00
458102	AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	72 000,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
Restes à réaliser au 31/12		737 700,00	0,00	0,00	0,00	737 700,00
RECETTES (2)		1 925 724,35	0,00	0,00	0,00	1 925 724,35
Réalisations		1 925 724,35	0,00	0,00	0,00	1 925 724,35
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)		Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	Aides à l'accession à la propriété	
10		Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13		Subventions d'investissement	1 066 394,41	0,00	0,00	0,00	1 066 394,41
1321		Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	32 253,00	0,00	0,00	0,00	32 253,00
1348		Autres fonds non transférables	1 034 141,41	0,00	0,00	0,00	1 034 141,41
16		Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18		Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20		Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204		Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21		Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22		Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23		Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26		Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27		Autres immobilisations financières	82 087,94	0,00	0,00	0,00	82 087,94
27632		Créance Régions	82 087,94	0,00	0,00	0,00	82 087,94
Opérations pour compte de tiers			777 242,00	0,00	0,00	0,00	777 242,00
458201		AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE	453 262,00	0,00	0,00	0,00	453 262,00
458202		AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC	323 980,00	0,00	0,00	0,00	323 980,00
Restes à réaliser au 31/12			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)			-75 469,78	0,00	0,00	0,00	-75 469,78

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
73 Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024
F04

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		5 375 876,59	637 822,92	627 346,21	6 641 045,72
Réalizations		3 580 888,49	424 406,60	469 162,50	4 474 457,59
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 782,00	1 782,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	1 782,00	1 782,00
16	Emprunts et dettes assimilées	768 535,60	0,00	0,00	768 535,60
1641	Emprunts en euros	768 495,60	0,00	0,00	768 495,60
165	Dépôts et cautionnements reçus	40,00	0,00	0,00	40,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	302 562,95	32 469,11	137 409,60	472 441,66
2031	Frais d'études	262 234,79	32 469,11	137 409,60	432 113,50
2051	Concessions, droits similaires	40 328,16	0,00	0,00	40 328,16
204	Subventions d'équipement versées	864 105,61	0,00	0,00	864 105,61
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	807 226,08	0,00	0,00	807 226,08
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	56 879,53	0,00	0,00	56 879,53
21	Immobilisations corporelles	748 691,70	0,00	16 275,94	764 967,64
21568	Autres matériels, outillages incendie	769,20	0,00	0,00	769,20
21578	Autre matériel et outillage de voirie	496 478,24	0,00	0,00	496 478,24
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	8 113,63	0,00	0,00	8 113,63
2182	Matériel de transport	169 817,04	0,00	0,00	169 817,04
2183	Matériel de bureau et informatique	1 272,00	0,00	0,00	1 272,00
2184	Mobilier	10 779,89	0,00	0,00	10 779,89
2188	Autres immobilisations corporelles	61 461,70	0,00	16 275,94	77 737,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	728 148,61	280 280,18	313 694,96	1 322 123,75
2313	Constructions	331 057,00	0,00	0,00	331 057,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	215 988,37	122 467,59	0,00	338 455,96
2315	Installat°, matériel et outillage techniq	94 314,02	40 828,81	313 694,96	448 837,79

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)		Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	
2317		Immo. corporelles reçues mise à dispo.	86 789,22	116 983,78	0,00	203 773,00
238		Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00
26		Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27		Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement			0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers			168 844,02	111 657,31	0,00	280 501,33
4581034		RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	45 355,83	0,00	0,00	45 355,83
4581038		ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	52 501,78	0,00	0,00	52 501,78
4581039		PARKING LA ROQUE GRASSE	70 986,41	0,00	0,00	70 986,41
4581041		SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00
4581047		VALDEROURE REFECTION VOIRIES	0,00	69 818,40	0,00	69 818,40
4582023		SALLE POLYVALENTE LE TIGNET	0,00	41 838,91	0,00	41 838,91
Restes à réaliser au 31/12			1 794 988,10	213 416,32	158 183,71	2 166 588,13
RECETTES (2)			1 020 506,38	124 702,00	324 729,99	1 469 938,37
Réalizations			129 431,56	54 526,00	265 480,00	449 437,56
001		Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010		Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040		Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041		Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10		Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13		Subventions d'investissement	109 431,56	0,00	65 480,00	174 911,56
1311		Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	53 000,00	53 000,00
1321		Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	83 150,36	0,00	0,00	83 150,36
1322		Subv. non transf. Régions	15 481,20	0,00	0,00	15 481,20
13241		Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
1328		Autres subventions d'équip. non transf.	10 800,00	0,00	12 480,00	23 280,00
16		Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18		Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20		Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204		Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21		Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22		Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23		Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26		Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27		Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers			20 000,00	54 526,00	200 000,00	274 526,00
4582025		AMENAGEMENT VILLAGE LES MUJOULS	0,00	45 372,70	0,00	45 372,70
4582027		SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS	0,00	9 153,30	0,00	9 153,30
4582033		SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
4582034		RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	000-21000-098-2024-210-203-1-DE Date de transmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
4582038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0,00	0,00	0,00	0,00
4582047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		891 074,82	70 176,00	59 249,99	1 020 500,81
SOLDE (2)		-4 355 370,21	-513 120,92	-302 616,22	-5 171 107,35

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		19 009,49	0,00	3 009 283,85	0,00	99 964,83	2 047 407,54	200 210,88
Réalisations		10 737,89	0,00	2 010 571,17	0,00	97 857,61	1 394 215,80	67 506,02
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	279 205,08	0,00	0,00	489 330,52	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	279 205,08	0,00	0,00	489 290,52	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	10 737,89	0,00	40 760,16	0,00	0,00	251 064,90	0,00
2031	Frais d'études	10 737,89	0,00	432,00	0,00	0,00	251 064,90	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	40 328,16	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	807 226,08	0,00	0,00	56 879,53	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	807 226,08	0,00	0,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 879,53	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	700 256,00	0,00	0,00	48 435,70	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	469,20	0,00	0,00	300,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	496 478,24	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	8 113,63	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	121 852,24	0,00	0,00	47 964,80	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	1 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	10 779,89	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	61 290,80	0,00	0,00	170,90	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	183 123,85	0,00	0,00	477 518,74	67 506,02
2313	Constructions	0,00	0,00	14 840,01	0,00	0,00	316 216,99	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	54 686,62	0,00	0,00	161 301,75	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	26 808,00	0,00	0,00	0,00	67 506,02
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	86 789,22	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	97 857,61	70 986,41	0,00
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	0,00	0,00	0,00	0,00	45 355,83	0,00	0,00
4581038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	52 501,78	0,00	0,00
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 986,41	0,00
4581041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582023	SALLE POLYVALENTE LE TIGNET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		8 271,60	0,00	998 712,68	0,00	2 107,22	653 191,74	132 704,86
RECETTES (2)		0,00	0,00	60 860,00	0,00	284 276,00	675 370,38	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	109 431,56	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 431,56	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 150,36	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 481,20	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 800,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
4582025	AMENAGEMENT VILLAGE LES MUJOULS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582027		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-2024-210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé				Sous-fonction 81			
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
4582033	SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS							
	SMIAGE - GEMAPI CHEMIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582034	DES ALOUETTES GRASSE							
	RENOVATION ECLAIRAGE	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
	PUBLIC CABRIS							
4582038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582047	VALDEROURE REFECTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	VOIRIES							
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	60 860,00	0,00	264 276,00	565 938,82	0,00
SOLDE (2)		-19 009,49	0,00	-2 948 423,85	0,00	184 311,17	-1 372 037,16	-200 210,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		120 318,67	0,00	513 448,25	0,00	4 056,00	27 189,94	600 156,27	0,00	0,00
Réalisations		57 062,11	0,00	363 288,49	0,00	4 056,00	18 057,94	451 104,56	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 782,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 782,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	15 223,20	0,00	13 189,91	0,00	4 056,00	0,00	137 409,60	0,00	0,00
2031	Frais d'études	15 223,20	0,00	13 189,91	0,00	4 056,00	0,00	137 409,60	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 275,94	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 275,94	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	280 280,18	0,00	0,00	0,00	313 694,96	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	122 467,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	40 828,81	0,00	0,00	0,00	313 694,96	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	116 983,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		41 838,91	0,00	69 818,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581039	PARKING LA ROQUE GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581041	SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES	0,00	0,00	69 818,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582023	SALLE POLYVALENTE LE TIGNET	41 838,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		63 256,56	0,00	150 159,76	0,00	0,00	9 132,00	149 051,71	0,00	0,00
RECETTES (2)		54 526,00	0,00	70 176,00	0,00	0,00	0,00	324 729,99	0,00	0,00
Réalizations		54 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 480,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 480,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Sous-fonction 83
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Sous-fonction 82
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 480,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		54 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
4582025	AMENAGEMENT VILLAGE LES MUJOUUS	45 372,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582027	SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS	9 153,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582033	SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
4582034	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582038	ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582047	VALDEROURE REFECTION VOIRIES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	70 176,00	0,00	0,00	0,00	59 249,99	0,00	0,00
SOLDE (2)		-65 792,67	0,00	-443 272,25	0,00	-4 056,00	-27 189,94	-275 426,28	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		428 074,76	0,00	81 992,00	0,00	0,00	146 666,31	0,00	656 733,07
Réalizations		276 747,46	0,00	20 612,00	0,00	0,00	122 151,34	0,00	419 510,80
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	831,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	831,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	831,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	831,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	44 135,44	0,00	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 535,44
2031	Frais d'études	44 135,44	0,00	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 535,44
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	12 635,59	0,00	0,00	0,00	0,00	837,17	0,00	13 472,76
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	161,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161,30
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	11 495,85	0,00	0,00	0,00	0,00	837,17	0,00	12 333,02
2188	Autres immobilisations corporelles	978,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	978,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	130 321,61	0,00	15 212,00	0,00	0,00	121 314,17	0,00	266 847,78
2313	Constructions	106 589,45	0,00	13 880,72	0,00	0,00	0,00	0,00	120 470,17
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 207,25	0,00	1 331,28	0,00	0,00	0,00	0,00	7 538,53
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	17 524,91	0,00	0,00	0,00	0,00	121 314,17	0,00	138 839,08
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		88 823,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 823,82
4581009	AUBERGE DE BRIANCONNET	88 823,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 823,82
Restes à réaliser au 31/12		151 327,30	0,00	61 380,00	0,00	0,00	24 514,97	0,00	237 222,27

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

(1)		Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	Aides aux services publics	Total
RECETTES (2)			1 166 814,33	0,00	250 000,00	0,00	0,00	157 208,33	0,00	1 574 022,66
Réalizations			818 775,87	0,00	250 000,00	0,00	0,00	157 208,33	0,00	1 225 984,20
001		Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010		Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040		Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041		Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10		Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13		Subventions d'investissement	420 182,84	0,00	250 000,00	0,00	0,00	157 208,33	0,00	827 391,17
1311		Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 208,33	0,00	1 208,33
1322		Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00	0,00	156 000,00
1328		Autres subventions d'équip. non transf.	420 182,84	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	670 182,84
16		Emprunts et dettes assimilées	2 121,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 121,15
165		Dépôts et cautionnements reçus	2 121,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 121,15
18		Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20		Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204		Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21		Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22		Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23		Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26		Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27		Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers			396 471,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 471,88
4582009		AUBERGE DE BRIANCONNET	364 621,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364 621,91
4582029		GITE PASTORAL D'ADOM LES MUJOULS	31 849,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 849,97
Restes à réaliser au 31/12			348 038,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348 038,46
SOLDE (2)			738 739,57	0,00	168 008,00	0,00	0,00	10 542,02	0,00	917 289,59

Accusé de réception en préfecture
000-21-0000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV
A2.1

IV – ANNEXES						
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE						A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					79 322 000,92									
1641 Emprunts en euros (total)					79 322 000,92									
0036355M (CE2015-01)	CREDIT FONCIER	22/07/2015	28/09/2015	28/12/2015	2 587 500,00	F	FIXE	2,380	2,419		T	C	O	A-1
00600256108 (CA2008-02)	CREDIT AGRICOLE	16/06/2008	11/09/2008	11/12/2008	230 000,00	F	FIXE	5,100	5,200		T	P	O	A-1
00600523617 (BH0300)	CREDIT AGRICOLE	23/02/2011	24/02/2011	24/05/2011	690 403,67	F	FIXE	4,520	4,599		T	P	O	A-1
00600615825-Sillages (CA2011-0	CREDIT AGRICOLE	16/11/2011	20/12/2011	20/03/2012	3 000 000,00	V	MOYEURIBOR03M	3,039	4,065		T	P	O	A-1
00600623576 (CA2012-01)	CREDIT AGRICOLE	09/12/2012	12/01/2012	12/04/2012	1 000 000,00	F	FIXE	5,150	5,251		T	P	O	A-1
00602015989 EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	13 322,69	F	FIXE	4,030	4,832		A	P	O	A-1
00602017186 EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	145 066,29	F	FIXE	3,430	4,040		A	P	O	A-1
00602017444 EP LA ROQUETTE (CA	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	01/03/2020	15 398,27	F	FIXE	3,430	4,040		A	P	O	A-1
00602021966-EP AURIBEAU (CA201	CREDIT AGRICOLE	01/03/2019	01/01/2020	17/03/2020	11 918,27	F	FIXE	5,020	5,167		T	P	O	A-1
00754990049-7104891 (NEF2021-0	LA NEF	26/11/2021	26/11/2021	13/12/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,800	0,796		A	C	O	A-1
1129870 (1129870)	CAISSE DEPOT & CON.	01/02/2009	01/02/2009	01/02/2010	1 000 000,00	F	FIXE	4,470	4,471		A	P	O	A-1
1340118-EP AURIBEAU (CDC2018-0	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	36 178,44	V	LIVRETA	1,750	3,245		T	C	O	A-1
1340119-1352439 EP LA ROQUETTE	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	17 806,80	V	LIVRETA	1,750	2,496		T	C	O	A-1
1340130 EP AURIBEAU (CDC2018-0	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	6 908,42	V	LIVRETA	1,500	3,043		T	C	O	A-1
1589613 (SG2019-01)	SOCIETE GENERALE	09/08/2019	01/10/2019	01/01/2020	3 000 000,00	F	FIXE	0,550	0,559		T	C	O	A-1
1701 (1701)	SOCIETE GENERALE	11/07/2017	17/07/2017	17/10/2017	4 300 000,00	F	FIXE	1,230	1,254		T	C	O	A-1
2011.074 (2011.074)	CAISSE D'EPARGNE	11/08/2011	07/12/2011	25/03/2012	1 400 000,00	V	E3M	5,480	4,293		T	C	O	A-1
2013.059/A1013169 (2013.059)	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	03/06/2013	25/09/2013	510 000,00	F	FIXE	4,890	4,981		T	C	O	A-1
2013.060/A1013170 (2013.060)	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	25/09/2013	25/12/2013	1 000 000,00	F	FIXE	5,010	5,106		T	C	O	A-1
2655/001 (SG2020-01)	SOCIETE GENERALE	07/10/2020	15/10/2020	15/01/2021	3 000 000,00	F	FIXE	0,600	0,610		T	C	O	A-1
2952/001 (SG2021-01)	SOCIETE GENERALE	30/11/2021	10/12/2021	10/03/2022	1 500 000,00	F	FIXE	0,860	0,875		T	C	O	A-1
407543 (CDC-01-T05)	CAISSE DEPOT & CON.	16/03/2012	16/09/2015	01/12/2015	6 000 000,00	F	FIXE	2,570	2,570		T	P	O	A-1
43515010816 (CA2003-01)	CREDIT AGRICOLE	08/10/2003	17/10/2003	17/01/2004	51 404,66	F	FIXE	4,170	4,235		T	P	O	A-1
53188 (CDC53188)	CAISSE DEPOT & CON.	01/08/2016	09/09/2016	09/09/2017	1 417 200,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
A1013428 (CE2013)	CAISSE D'EPARGNE	26/07/2013	25/08/2013	25/11/2013	2 639 561,44	F	FIXE	5,070	5,234		T	P	O	A-1
A1013699 (CE2013-2)	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2013	31/10/2013	25/02/2014	3 500 000,00	F	FIXE	3,860	4,023		T	C	O	A-1
A1019187-EP LA ROQUETTE (CE201	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2018	01/01/2020	25/03/2020	10 230,66	F	FIXE	5,170	5,368		T	P	O	A-1

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pé- riode des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
BD6472 (CA)	CREDIT AGRICOLE	10/11/2010	21/12/2010	21/12/2011	4 000 000,00	F	FIXE	3,110	3,156		A	P	O	A-1
MIN518512EUR (LBP2016-01-C)	SOCIETE DE	12/08/2016	19/09/2017	01/01/2018	1 700 000,00	F	FIXE	1,160	1,160		T	C	O	A-1
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	FINANCEMENT LOCAL													
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	SOCIETE DE	09/10/2015	01/12/2015	01/04/2016	7 329 654,11	F	FIXE	2,950	2,994		A	X Libre	O	A-1
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	FINANCEMENT LOCAL													
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	SOCIETE DE	09/10/2015	01/12/2015	01/03/2016	19 900 000,00	F	FIXE	2,950	3,027		T	C	O	A-1
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	FINANCEMENT LOCAL													
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	SOCIETE DE	09/10/2015	01/12/2015	01/03/2016	2 000 000,00	F	FIXE	2,950	3,027		T	C	O	A-1
MON270563EUR (DX)	FINANCEMENT LOCAL													
MON270563EUR (DX)	SOCIETE DE	15/07/2010	01/09/2010	01/01/2011	750 000,00	F	FIXE	2,870	2,901		T	P	O	A-1
MON525934EUR EP AURIBEAU	FINANCEMENT LOCAL													
MON525934EUR EP AURIBEAU	SOCIETE DE	15/12/2011	01/01/2020	05/01/2020	20 960,00	F	FIXE	5,740	6,310		T	P	O	A-1
(SFIL	FINANCEMENT LOCAL													
MON526035EUR EP LA ROQUETTE	SOCIETE DE	01/01/2019	01/01/2020	05/01/2020	38 487,20	F	FIXE	5,740	6,310		T	P	O	A-1
(S	FINANCEMENT LOCAL													
MON544141EUR (LBP2022-01)	SOCIETE DE	08/08/2022	01/09/2022	01/03/2023	3 000 000,00	F	FIXE	2,710	2,729		S	C	O	A-1
SG2018-01 (SG2018-01)	FINANCEMENT LOCAL													
SG2018-01 (SG2018-01)	SOCIETE GENERALE	12/10/2018	22/10/2018	22/01/2019	1 000 000,00	F	FIXE	1,500	1,531		T	C	O	A-1
SOCIETE GENERALE	SOCIETE GENERALE	20/01/2010	20/01/2010	20/01/2011	1 000 000,00	V	E3M	0,470	0,623		A	C	O	A-1
(CAPAP00002)														
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture

000-210000000-20241210-2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										000-210000098-20241210-2024-203-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024			
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri- odicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					5 277 820,96									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					5 277 820,96									
5378108 (CDC2021-01) ESCRIME (ESCRIME)	CAISSE DEPOT & CON. REMBOURSEMENT VILLE DE GRASSE	24/07/2020 01/12/2004	01/01/2021 01/12/2005	01/02/2021 01/12/2006	1 100 000,00 177 820,96	F F	FIXE FIXE	0,560 4,000	0,569 4,001		T A	P P	O O	A-1 A-1
MIP (TAMIP)	REMBOURSEMENT VILLE DE GRASSE	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2010	4 000 000,00	F	FIXE	4,500	4,566		A	C	O	A-1
Total général					84 599 821,88									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		350 000,00		47 284 519,31					4 465 774,60	1 352 031,25	2 275,49	266 810,09
1641 Emprunts en euros (total)		350 000,00		47 284 519,31					4 465 774,60	1 352 031,25	2 275,49	266 810,09
0036355M (CE2015-01)	N	0,00	A-1	1 520 156,25	11,74	F	FIXE	2,380	129 375,00	38 104,18	0,00	397,58
00600256108 (CA2008-02)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	5,100	16 111,33	412,57	0,00	0,00
00600523617 (BH0300)	N	0,00	A-1	50 309,42	0,65	F	FIXE	4,520	64 494,67	4 106,21	0,00	234,82
00600615825-Sillages (CA2011-0	N	0,00	A-1	2 096 327,47	17,97	V	MOYEURIBOR03M	5,653	65 649,09	120 603,47	0,00	4 637,26
00600623576 (CA2012-01)	N	0,00	A-1	537 546,29	8,03	F	FIXE	5,150	51 051,25	29 337,35	0,00	6 093,41
00602015989 EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	8 615,01	5,17	F	FIXE	4,030	1 247,56	397,46	0,00	290,27
00602017186 EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	98 420,49	6,17	F	FIXE	3,430	12 257,83	3 796,27	0,00	2 822,41
00602017444 EP LA ROQUETTE (CA	N	0,00	A-1	10 446,97	6,17	F	FIXE	3,430	1 301,13	402,96	0,00	299,59
00602021966-EP AURIBEAU (CA201	N	0,00	A-1	7 273,72	4,96	F	FIXE	5,020	1 249,41	404,59	0,00	15,05
00754990049-7104891 (NEF2021-0	N	0,00	A-1	1 350 000,00	17,95	F	FIXE	0,800	75 000,00	11 400,00	0,00	560,66
1129870 (1129870)	N	0,00	A-1	395 870,41	5,09	F	FIXE	4,470	56 457,38	20 219,05	0,00	16 192,51
1340118-EP AURIBEAU (CDC2018-0	N	0,00	A-1	26 689,00	11,00	V	LIVRETA	3,725	2 372,36	1 029,60	0,00	372,45
1340119-1352439 EP LA ROQUETTE	N	0,00	A-1	13 136,19	11,00	V	LIVRETA	3,500	1 167,68	477,52	0,00	129,44
1340130 EP AURIBEAU (CDC2018-0	N	0,00	A-1	5 207,94	12,00	V	LIVRETA	3,475	425,12	186,79	0,00	69,55
1589613 (SG2019-01)	N	0,00	A-1	2 200 000,00	10,75	F	FIXE	0,550	200 000,00	12 964,72	0,00	3 092,22
1701 (1701)	N	0,00	A-1	2 508 333,25	8,55	F	FIXE	1,230	286 666,68	33 514,14	0,00	6 513,31
2011.074 (2011.074)	N	0,00	A-1	839 999,84	17,99	V	E3M	5,008	46 666,68	44 067,35	0,00	940,15
2013.059/A1013169 (2013.059)	N	0,00	A-1	242 250,00	9,49	F	FIXE	4,890	25 500,00	12 625,37	0,00	227,81
2013.060/A1013170 (2013.060)	N	0,00	A-1	487 500,00	9,74	F	FIXE	5,010	50 000,00	25 989,38	0,00	469,69
2655/001 (SG2020-01)	N	0,00	A-1	2 400 000,00	11,79	F	FIXE	0,600	200 000,00	15 360,01	0,00	3 120,00
2952/001 (SG2021-01)	N	0,00	A-1	1 350 000,00	17,94	F	FIXE	0,860	75 000,00	12 179,31	0,00	709,50
407543 (CDC-01-T05)	N	0,00	A-1	3 158 821,94	6,67	F	FIXE	2,570	423 641,43	87 172,37	0,00	6 848,18
43515010816 (CA2003-01)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	4,170	3 705,08	97,07	0,00	0,00
53188 (CDC53188)	N	0,00	A-1	921 180,00	12,69	F	FIXE	0,000	70 860,00	0,00	0,00	0,00
A1013428 (CE2013)	N	0,00	A-1	1 613 545,05	9,65	F	FIXE	5,070	124 985,03	85 792,13	0,00	8 225,13
A1013699 (CE2013-2)	N	0,00	A-1	1 166 666,80	4,90	F	FIXE	3,860	233 333,32	51 356,77	0,00	4 628,43
A1019187-EP LA ROQUETTE (CE201	N	0,00	A-1	7 576,61	8,24	F	FIXE	5,170	716,60	420,72	0,00	7,62

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
BD6472 (CA)	N	0,00	A-1	2 707 098,98	16,98	F	FIXE	3,110	119 083,58	89 115,03	0,00	2 572,50
MIN518512EUR (LBP2016-01-C)	N	0,00	A-1	1 020 000,08	8,75	F	FIXE	1,160	113 333,32	12 653,67	0,00	2 958,00
MIS505157EUR001 (SFIL2015-01)	N	0,00	A-1	5 998 654,11	14,25	F	FIXE	2,950	250 000,00	186 895,51	0,00	135 178,00
MIS505157EUR002 (SFIL2015-02)	N	0,00	A-1	9 286 666,56	6,92	F	FIXE	2,950	1 326 666,68	302 520,99	0,00	23 590,71
MIS505157EUR003 (SFIL2015-03)	N	0,00	A-1	933 333,44	6,92	F	FIXE	2,950	133 333,32	30 404,13	0,00	2 370,93
MON270563EUR (DX)	N	0,00	A-1	426 529,74	11,75	F	FIXE	2,870	29 371,51	12 770,13	0,00	3 060,35
MON525934EUR EP AURIBEAU (SFIL	N	0,00	A-1	10 470,63	3,01	F	FIXE	5,740	2 850,59	704,01	0,00	143,72
MON526035EUR EP LA ROQUETTE (S	N	0,00	A-1	19 226,52	3,01	F	FIXE	5,740	5 234,29	1 292,71	0,00	263,90
MON544141EUR (LBP2022-01)	N	0,00	A-1	2 850 000,00	18,67	F	FIXE	2,710	150 000,00	80 283,75	0,00	25 886,46
SG2018-01 (SG2018-01)	N	0,00	A-1	666 666,60	9,81	F	FIXE	1,500	66 666,68	10 772,22	0,00	1 972,23
SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	O	350 000,00	A-1	350 000,00	6,06	V	FIXE	2,230	50 000,00	12 201,74	2 275,49	1 916,25
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		2 155 716,84					265 234,29	70 348,93	0,00	28 667,38
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		2 155 716,84					265 234,29	70 348,93	0,00	28 667,38
5378108 (CDC2021-01)	N	0,00	A-1	942 698,53	16,84	F	FIXE	0,560	52 716,68	5 452,49	0,00	873,27
ESCRIME (ESCRIME)	N	0,00	A-1	13 018,31	0,92	F	FIXE	4,000	12 517,61	1 021,44	0,00	44,11
MIP (TAMIP)	N	0,00	A-1	1 200 000,00	5,50	F	FIXE	4,500	200 000,00	63 875,00	0,00	27 750,00
Total général		350 000,00		49 440 236,15					4 731 008,89	1 422 380,18	2 275,49	295 477,47

Accusé de réception en préfecture
006 210000000 20241216 2024-203-1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L’ENCOURS		A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L’ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	42	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	50 615 555,15	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES												
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE												IV
												A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		350 000,00					350 000,00				0,00	0,00	0,00
4131272M (SWAPSG)	SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	350 000,00	20/01/2030	NATIXIS	SWAP	Taux	350 000,00	20/07/2014	20/01/2030	T	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		350 000,00					350 000,00				0,00	0,00	0,00

- (1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
- (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
- (3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).
- (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						149 073,92	2 275,49		
4131272M (SWAPSG)	SOCIETE GENERALE (CAPAP00002)	FIXE	2,230	E3M	3,710	149 073,92	2 275,49	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						149 073,92	2 275,49		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES												
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT												A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

- (1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
- (2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
- (3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
- (4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
- (5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
- (7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
- (10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
- (11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
- (12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
- (13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES															
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N															
A2.7															

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscrip- tion du contrat initial	Date de renégocia- tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

- (1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.
- (2) Taux à la date de renégociation.
- (3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).
- (5) Nominal à la date de renégociation.
- (6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE
DETTE POUR FINANCER L’EMPRUNT D’UN AUTRE ORGANISME
A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L’EMPRUNT D’UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l’origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l’exercice	Annuité payée au cours de l’exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d’émissions obligataires(ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A2.9

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 760.00 €			2014-01-10
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2041511 - SUB.EQ.VERS.GROUP.COLL-BIENS MOB.MAT.ETU	0	10/01/2014
L	2041512 - SUB.EQ.VERS.GROUP.COLL-BATS ET INSTALL.	0	10/01/2014
L	20415322 - SUB.EQ.VERS.CCAS-BATIMENTS ET INSTALLAT	0	10/01/2014
L	2053 - DROIT DE SUPERFICIE	0	10/01/2014
L	2117 - BOIS ET FORETS	0	10/01/2014
L	21311 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	10/01/2014
L	21312 - BATIMENTS SCOLAIRES	0	10/01/2014
L	21313 -BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	10/01/2014
L	21314 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	10/01/2014
L	21315 -CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS	0	10/01/2014
L	21316 -EQUIPEMENTS DU CIMETIERE	0	10/01/2014
L	21321 -IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014
L	21328 -AUTRES BATIMENTS PRIVES	0	10/01/2014
L	21351- BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	21352 -BATIMENTS PRIVES	0	10/01/2014
L	21532 - RESEAUX D'ALERTE	0	10/01/2014
L	21533 - RESEAUX CABLES	0	10/01/2014
L	21572 - MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	215731 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014
L	215738 - AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	215741 - INSTALLATIONS,MAT.UTIL.CANTINES SCOLAIRE	0	10/01/2014
L	215742 -INSTALLATIONS,MAT.UTIL.COLONIES DE VACANC	0	10/01/2014
L	21611 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	21612 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	21621 -BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014
L	21622 -DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014
L	21712 - TERRAINS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	21713- TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	10/01/2014
L	21714- TERRAINS DE GISEMENT	0	10/01/2014
L	21717 -BOIS ET FORETS	0	10/01/2014
L	21718- AUTRES TERRAINS	0	10/01/2014
L	21721 - PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	0	10/01/2014
L	217311 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS	0	10/01/2014
L	217312 - BATIMENTS SCOLAIRES	0	10/01/2014
L	217313 -BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	0	10/01/2014
L	217341 - BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0	10/01/2014
L	217315 - CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS	0	10/01/2014
L	217318 -AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	217321- IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014
L	217328 - AUTRES BATIMENTS PRIVES	0	10/01/2014
L	21741- CONST./SOL AUTRUI - BATIMENTS PUBLICS	0	10/01/2014
L	21742 - CONST./SOL AUTRUI - IMMEUBLES DE RAPPORT	0	10/01/2014
L	21745 - CONST./SOL AUTRUI - INSTAL. GEN., AGENC.,	0	10/01/2014
L	21752 - INSTALLATIONS DE VOIRIE	0	10/01/2014
L	217531 - RESEAUX DE TRANSMISSION	0	10/01/2014
L	217532 - RESEAUX D'ALERTE	0	10/01/2014

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF
 Reçu le 16/04/2024 217533 - RESEAUX CABLES
 Publié le 16/04/2024 217534 - RESEAUX D'ELECTRIFICATION

0 Accusé de réception en préfecture 10/01/2014
 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2024
 Date de réception préfecture : 11/12/2024

	L	217561 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014	
	L	217568 - MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DEFE	0	10/01/2014	
	L	217571 - MATERIEL FERROVIAIRE	0	10/01/2014	
	L	217572 - MATERIEL TECHNIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014	
	L	2175731 - MATERIEL ROULANT	0	10/01/2014	
	L	2175738 - AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	0	10/01/2014	
	L	217578 - AUTRE MATERIEL TECHNIQUE	0	10/01/2014	
	L	217611 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014	
	L	217612 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014	
	L	217621 - BIENS SOUS-JACENTS	0	10/01/2014	
	L	217622 - DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	0	10/01/2014	
	L	217821 - MATERIEL DE TRANSPORT FERROVIAIRE	0	10/01/2014	
	L	217828 - AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	0	10/01/2014	
	L	217831- MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014	
	L	217838- AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	0	10/01/2014	
	L	217841 - MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	0	10/01/2014	
	L	217848 - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	0	10/01/2014	
	L	21785 - MATERIEL DE TELEPHONIE	0	10/01/2014	
	L	21786 - CHEPTEL	0	10/01/2014	
	L	21821 - MATERIEL DE TRANSPORT FERROVIAIRE	0	10/01/2014	
	L	21828 - AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	0	10/01/2014	
	L	21831 - MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	0	10/01/2014	
	L	21838- AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	0	10/01/2014	
	L	21841 - MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIERS SCOLAIRES	0	10/01/2014	
	L	21848- AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	0	10/01/2014	
	L	2185 - MATERIEL DE TELEPHONIE	0	10/01/2014	
	L	2186 - CHEPTEL	0	10/01/2014	
	L	2211- TERRAINS NUS	0	10/01/2014	
	L	2212 - TERRAINS DE VOIRIE	0	10/01/2014	
	L	2213 - TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	0	10/01/2014	
	L	2318 -AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	10/01/2014	
	L	2324 - AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	10/01/2014	
	L	2328- AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	10/01/2014	
	L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	10/01/2014	
	L	2188-APPAREIL DE LEVAGE ASCENSEURS	25	10/01/2014	
	L	2135-INSTAL GEN AGENCEMENTS AMENAG CONSTRUCTIONS	15	10/01/2014	
	L	2138-AUTRES CONSTRUCTIONS	10	10/01/2014	
	L	2141-(M14) CONST. SUR SOL D'AUTRUI BATS PUBLICS	30	10/01/2014	
	L	2145-INST GEN AGENC AMENA CONST S/SOL D'AUTRUI	15	10/01/2014	
	L	2148-AUTRES CONST S/SOL D'AUTRUI	15	10/01/2014	
	L	2181-INSTAL GEN AGENC AMENAG DIVERS	15	10/01/2014	
	L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	10	10/01/2014	
	L	21571-CAMIONS ET VEHICULES INDUSTRIELS	8	10/01/2014	
	L	2135-INSTALLATIONS ET APPAREILS DE CHAUFFAGE	15	10/01/2014	
	L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	10/01/2014	
	L	2188-EQUIPEMENTS DE CUISINE	10	10/01/2014	
	L	2088-AUTRES IMMO INCORPORELLES	2	10/01/2014	
	L	2031-FRAIS D ETUDES	5	10/01/2014	
	L	2188-ACQUISITION FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	2184-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	2183-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	2158-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	2051-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	20422-ACQUISITIONS FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	21568 - MATERIEL INCENDIE FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	21578 - MAT OUTIL VOIRIE FAIBLE VALEUR	1	10/01/2014	
	L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	10/01/2014	

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF
 Reçu le 16/04/2024 2188-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS
 Publié le 16/04/2024 2142-IMMEUBLE DE RAPPORT CONST S/SOL D'AUTRUI

10 accusé de réception en préfecture 10/01/2014
 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
 30 Date de télétransmission : 11/12/2024
 Date de réception préfecture : 11/12/2024

L	2132-IMMEUBLE DE RAPPORT	30	10/01/2014
L	21561- (M14) VEHICULE INCENDIE	8	10/01/2014
L	21568-MATERIEL INCENDIE	6	10/01/2014
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	10/01/2014
L	2188-APPAREIL DE LABORATOIRE	5	10/01/2014
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	10/01/2014
L	21783-MAT BUREAU ELEC ELECTRONIQUE RECUS MAD	5	10/01/2014
L	2087- AUTRES IMMO INCOR RECU MAD	2	10/01/2014
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	10/01/2014
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	6	10/01/2014
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	10/01/2014
L	2158-INST MAT ET OUTILLE TECHNIQUE	6	10/01/2014
L	2184-MOBILIER	10	10/01/2014
L	2121-PLANTATIONS	15	10/01/2014
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	10/01/2014
L	21538-RESEAUX DIVERS	25	10/01/2014
L	2188-EQUIPEMENTS SPORTIFS	10	10/01/2014
L	204182-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	20422-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	204411- SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	10/01/2014
L	204412- SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	204172-AUTRES ETS PUBLICS LOCAUX	15	10/01/2014
L	2041581-SUB EQUIP BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	10/01/2014
L	204183-SUB PROJET INFRASTRUCTURE INTERET NATIONAL	30	10/01/2014
L	204113-SUBV PROJET INFRASTRUCTURE INTERET NAL	30	10/01/2014
L	20421-SUBV EQUIPT BIENS MOBI MAT ETUDES (5 ANS)	5	10/01/2014
L	204132-SUBV EQUIPT BIENS IMMOB INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	204122-SUBV EQUIPT BIENS IMMOB INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	20421-SUBV EQUIPT AIDES INVEST ENTREPRISES (5 ANS)	5	10/01/2014
L	2041582-SUBV EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	2041411-SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	10/01/2014
L	2041412-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL (15 ANS)	15	10/01/2014
L	2041481-SUB EQUIPT BIENS MOB MAT ETUDES (5 ANS)	5	10/01/2014
L	2041482-SUB EQUIPT BIENS IMMO INSTAL(15 ANS)	15	10/01/2014
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	10/01/2014
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	10/01/2014
L	2152-INSTALLATIONS DE VOIRIE	25	10/01/2014
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	10/01/2014
L	21578-MAT ET OUTILLAGE DE VOIRIE	6	10/01/2014

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	120 000,00		0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
créances non recouvrées	120 000,00		0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	120 000,00		0,00	120 000,00	0,00	120 000,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		4 982 865,00	I 4 729 542,71
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		4 894 300,00	4 702 186,32
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 277 000,00	4 436 952,03
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	3 500,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	613 800,00	265 234,29
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		88 565,00	27 356,39
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	88 565,00	27 356,39
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	4 729 542,71	5 490 670,89	2 380 091,73	12 600 305,33

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		14 123 249,51	III 5 612 283,83
Ressources propres externes de l'année (a)		1 499 952,51	1 250 925,20
10222	FCTVA	1 449 484,00	1 168 837,26
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
27632	Créance Régions	50 468,51	82 087,94
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		12 623 297,00	4 361 358,63
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	48 102,00	48 102,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	3 640,00	3 640,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	6 000,00	6 000,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	1 020,00	1 020,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	248 235,00	248 234,94
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	665,00	664,87
28041582	GFP : Bâtiments, installations	124 997,00	124 997,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 066,00	1 066,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	150 523,00	150 522,46
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 193,00	3 193,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	16 515,00	16 515,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 102 217,00	1 102 216,51
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	8 438,00	8 437,54
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 487,00	6 486,46
28051	Concessions et droits similaires	39 092,00	39 091,97
28087	Immo. incorporelles reçues mise à dispo.	5 688,00	5 688,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 251,00	1 251,00
28128	Autres aménagements de terrains	262,00	262,00
281318	Autres bâtiments publics	11 246,00	11 245,68
28132	Immeubles de rapport	145 845,00	145 845,00
28135	Installations générales, agencements, ..	13 849,00	13 848,54
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	1 778,00	1 777,94
28142	Construct° sol autrui - Immeuble rapport	3 634,00	3 634,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° gén.	107,00	106,21
28152	Installations de voirie	1 084,00	1 083,19
281568	Autres matériels, outillages incendie	6 339,00	6 338,30
281571	Matériel roulant	14 972,00	14 971,44
281578	Autre matériel et outillage de voirie	63 956,00	63 955,39
28158	Autres installat°, matériel et outillage	105 131,00	105 130,78
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	37 724,00	37 723,82
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 545,00	3 544,98
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	3 955,00	3 954,32
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	797,00	795,95
28181	Installations générales, aménagt divers	15 284,00	15 283,80
28182	Matériel de transport	385 045,00	374 792,70
28183	Matériel de bureau et informatique	202 363,00	192 554,96

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023			
006-200030857-20240404-DL2024_037-BF			
Reçu le 16/04/2024			
Publié le 16/04/2024	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241111-2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
28184	Immobilier	67 152,00	67 151,77
28188	Autres immo. corporelles	108 803,00	108 802,54
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	1 421 430,00	1 421 428,57
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	30 000,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	8 211 867,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	5 612 283,83	6 976 154,72	0,00	2 796 933,51	15 385 372,06

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	12 600 305,33
Ressources propres disponibles	IV	15 385 372,06
Solde	V = IV – II (3)	2 785 066,73

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

AR - Préfecture CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN			
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT			A7.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR - Préfecture CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN			
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT			A7.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

(1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

CA DU PAYS DE GRASSE

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DI 2024 037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 1 (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.2.1

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 013,10
6512	DROITS DUTILISATION - INFORMATIQUE EN NUAGE	880,00
6518	AUTRES	133,10
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	145,84
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	145,84
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		1 019 841,22
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		1 019 841,22

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	766 094,21
7018	AUTR VENTES DE PROD FINIS	346 542,31
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CULTURE	419 551,90
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	750,00
7711	DEDITS ET PENALITES PERCUES	750,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		766 844,21
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		766 844,21

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DI 2024 037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 2 (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	6 000,00
6518	AUTRES	6 000,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	69 567,74
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	69 567,74
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		472 201,86
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		472 201,86

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	157 521,27
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	1 172,57
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	18 338,13
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	138 010,57
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	449 680,95
752	REVENUS DES IMMEUBLES	21 333,34
752	REVENUS DES IMMEUBLES	15 000,00
752	REVENUS DES IMMEUBLES	13 901,97
752	REVENUS DES IMMEUBLES	399 445,64
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		607 202,22
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		607 202,22

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DI 2024 037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 4 (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,01
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,01
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		134 201,43
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		134 201,43

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	109 682,12
70328	AUTRES DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION	109 682,12
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		109 682,12
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		109 682,12

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR - Préfecture

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.2.2

(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	576,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	576,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		576,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		576,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 1(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	53 807,46
2031	FRAIS D'ETUDES	24 716,57
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	29 090,89
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	45 171,51
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE DEFENSE CIVILE	82,83
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	6 512,50
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	7 432,00
2184	MOBILIER	3 875,05
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 269,13
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	85 619,83
2317	IMMO. CORPORELLES RECUES AU TITRE DE MISE A DISPO.	61 024,67
2317	IMMO. CORPORELLES RECUES AU TITRE DE MISE A DISPO.	24 595,16
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		184 598,80
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		184 598,80

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA
TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT**

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 2(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	44 135,44
2031	FRAIS D'ETUDES	10 833,33
2031	FRAIS D'ETUDES	29 702,11
2031	FRAIS D'ETUDES	3 600,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	13 493,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	108,69
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	0,00
2184	MOBILIER	1 265,70
2184	MOBILIER	11 495,85
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	622,76
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	111 602,55
2313	CONSTRUCTIONS	5 013,10
2313	CONSTRUCTIONS	43 595,48
2313	CONSTRUCTIONS	62 993,97
2317	IMMO. CORPORELLES RECUES AU TITRE DE MISE A DISPO.	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		169 230,99
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		169 230,99

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DI 2024 037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D’INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l’objet d’un budget distinct du budget général)

Service 4(1)

A7.2.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	67 506,02
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	67 506,02
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		67 506,02
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		67 506,02

A7.2.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	13 453 101,05
65548	AUTRES CONTRIBUTIONS	13 442 701,01
65888	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	10 400,04
66	Charges financières	51 676,54
66111	INTÉRÊTS RÉGLÉS À L'ÉCHÉANCE	51 676,54
67	Charges exceptionnelles	19 560,67
6718	AUT.CH.EXCEP.SUR OP. DE GEST.	3 862,66
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	15 698,01
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		27 529 074,76
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		27 529 074,76

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		29 498 621,00
7331	TX. D'ENL. DES ORD. MÉNAGÈRES	29 498 621,00
Dotations et participations reçues		16 171,69
7478	AUTRES ORGANISMES	16 171,69
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		2 126 393,83
70	Produits services, domaine et ventes div	1 463 644,57
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	1 452 238,01
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	9 471,92
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	1 934,64
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	662 749,26
7711	DEDITS ET PENALITES PERCUES	662 749,26
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		31 641 186,52
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		31 641 186,52

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		279 205,08
1641	EMPRUNTS EN EUROS	279 205,08
168741	COMMUNES MEMBRES DU GFP	0,00
Acquisitions d'immobilisations		1 731 366,09
2031	FRAIS D'ÉTUDES	432,00
204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	807 226,08
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	40 328,16
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0,00
21568	AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE DEFENSE CIVILE	469,20
21578	AUTRE MAT. ET OUTIL. DE VOIRIE	496 478,24
2158	AUTRES INST. MAT. OUTIL. TECHN	8 113,63
2182	MATÉRIEL DE TRANSPORT	121 852,24
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	1 272,00
2184	MOBILIER	10 779,89
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	61 290,80
2313	CONSTRUCTIONS	14 840,01
2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	54 686,62
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	26 808,00
2317	IMMO. CORPORELLES RECUES AU TITRE DE MISE A DISPO.	86 789,22
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		2 010 571,17
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		2 010 571,17

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		0,00
Dotations et subventions reçues		0,00
1322	REGIONS	0,00
Autres recettes éventuelles		0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR-Préfecture

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A7.4.2

A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV

A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 006		Intitulé de l'opération : STEP AUDIBERGUE ANDON				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	266 063,35	10 197,80	0,00	0,00	10 197,80	266 063,35
4582006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	266 063,35	10 197,80	0,00	0,00	10 197,80	266 063,35
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	266 063,35	10 197,80	0,00	0,00	10 197,80	266 063,35

N° opération : 009		Intitulé de l'opération : AUBERGE DE BRIANCONNET				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	1 238 054,81	167 910,36	88 823,82	46 666,74	32 419,80	1 326 878,63
4581009 AUBERGE DE BRIANCONNET (2)	1 238 054,81	167 910,36	88 823,82	46 666,74	32 419,80	1 326 878,63
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	1 238 054,81	167 910,36	88 823,82	46 666,74	32 419,80	1 326 878,63
RECETTES (b)	661 981,23	743 660,37	364 621,91	348 038,46	31 000,00	1 026 603,14
4582009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	661 981,23	743 660,37	364 621,91	348 038,46	31 000,00	1 026 603,14
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	661 981,23	743 660,37	364 621,91	348 038,46	31 000,00	1 026 603,14

N° opération : 01		Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	857 656,00	700 000,00	696 973,00	0,00	3 027,00	1 554 629,00
458101 AIDE A LA PIERRE - PARC PRIVE (2)	857 656,00	700 000,00	696 973,00	0,00	3 027,00	1 554 629,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	857 656,00	700 000,00	696 973,00	0,00	3 027,00	1 554 629,00
RECETTES (b)	690 309,00	700 000,00	453 262,00	0,00	246 738,00	1 143 571,00
458201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	690 309,00	700 000,00	453 262,00	0,00	246 738,00	1 143 571,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	690 309,00	700 000,00	453 262,00	0,00	246 738,00	1 143 571,00

N° opération : 0109		Intitulé de l'opération : STEP LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	16 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 242,00
45810109 STEP LES MUJOULS (2)	16 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 242,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	16 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 242,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 011		Intitulé de l'opération : STEP COLLONGUES				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	20 049,20	0,00	0,00	0,00	0,00	20 049,20
4582011 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	20 049,20	0,00	0,00	0,00	0,00	20 049,20
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	20 049,20	0,00	0,00	0,00	0,00	20 049,20

N° opération : 016		Intitulé de l'opération : DMO EGLISE LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	1 704,36	1 704,36	0,00	0,00	1 704,36
4582016 DMO EGLISE LES MUJOULS (2)	0,00	1 704,36	1 704,36	0,00	0,00	1 704,36
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	1 704,36	1 704,36	0,00	0,00	1 704,36
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 02		Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	47 040,00	700 000,00	72 000,00	36 000,00	592 000,00	119 040,00
458102 AIDE A LA PIERRE - PARC PUBLIC (2)	47 040,00	700 000,00	72 000,00	36 000,00	592 000,00	119 040,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	47 040,00	700 000,00	72 000,00	36 000,00	592 000,00	119 040,00
RECETTES (b)	0,00	700 000,00	323 980,00	0,00	376 020,00	323 980,00
458202 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	700 000,00	323 980,00	0,00	376 020,00	323 980,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	700 000,00	323 980,00	0,00	376 020,00	323 980,00

N° opération : 022		Intitulé de l'opération : SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	341 498,81	0,00	0,00	0,00	0,00	341 498,81
4581022 SALLE POLYVALENTE ESCRAGNOLLES (2)	341 498,81	0,00	0,00	0,00	0,00	341 498,81
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	341 498,81	0,00	0,00	0,00	0,00	341 498,81
RECETTES (b)	242 310,20	103 191,04	99 188,61	0,00	4 002,43	341 498,81
4581022 4582022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	242 310,20	103 191,04	99 188,61	0,00	4 002,43	341 498,81
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	242 310,20	103 191,04	99 188,61	0,00	4 002,43	341 498,81

Accusé de réception en préfecture
006-210630608-20231213-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 023		Intitulé de l'opération : SALLE POLYVALENTE LE TIGNET				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	449 316,85	41 838,91	41 838,91	0,00	0,00	491 155,76
4581023 SALLE POLYVALENTE LE TIGNET (2)	449 316,85	0,00	0,00	0,00	0,00	449 316,85
4582023 SALLE POLYVALENTE LE TIGNET (2)	0,00	41 838,91	41 838,91	0,00	0,00	41 838,91
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	449 316,85	41 838,91	41 838,91	0,00	0,00	491 155,76
RECETTES (b)	491 155,76	0,00	0,00	0,00	0,00	491 155,76
4581023 4582023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	491 155,76	0,00	0,00	0,00	0,00	491 155,76
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	491 155,76	0,00	0,00	0,00	0,00	491 155,76

N° opération : 024		Intitulé de l'opération : RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	738 374,46	111 716,44	101 721,36	1 168,86	8 826,22	840 095,82
4581024 RENOVATION ECOLE COMMUNALE CABRIS (2)	738 374,46	111 716,44	101 721,36	1 168,86	8 826,22	840 095,82
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	738 374,46	111 716,44	101 721,36	1 168,86	8 826,22	840 095,82
RECETTES (b)	640 799,35	211 595,95	129 863,84	74 724,22	7 007,89	770 663,19
4581024 4582024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	640 799,35	211 595,95	129 863,84	74 724,22	7 007,89	770 663,19
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	640 799,35	211 595,95	129 863,84	74 724,22	7 007,89	770 663,19

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 025		Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT 2018 VILLAGE LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	71 987,20	0,00	0,00	0,00	0,00	71 987,20
4581025 AMENAGEMENT VILLAGE LES MUJOULS (2)	71 987,20	0,00	0,00	0,00	0,00	71 987,20
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	71 987,20	0,00	0,00	0,00	0,00	71 987,20
RECETTES (b)	26 614,50	45 385,50	45 372,70	0,00	12,80	71 987,20
4582025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	26 614,50	45 385,50	45 372,70	0,00	12,80	71 987,20
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	26 614,50	45 385,50	45 372,70	0,00	12,80	71 987,20

N° opération : 026		Intitulé de l'opération : RESEAU ASSAINT QUARTIER CIMETIERE ANDON				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	8 792,88	0,00	0,00	0,00	0,00	8 792,88
4582026 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	8 792,88	0,00	0,00	0,00	0,00	8 792,88
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	8 792,88	0,00	0,00	0,00	0,00	8 792,88

N° opération : 027		Intitulé de l'opération : SECURISATON ET INTERCONNEXION UDI LE MAS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	233 976,75	9 153,29	9 153,30	0,00	-0,01	243 130,05
4582027 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	233 976,75	9 153,29	9 153,30	0,00	-0,01	243 130,05
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	233 976,75	9 153,29	9 153,30	0,00	-0,01	243 130,05

N° opération : 028		Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT 2019 VILLAGE LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	77 399,99	0,00	0,00	0,00	0,00	77 399,99
4582028 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	77 399,99	0,00	0,00	0,00	0,00	77 399,99
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	77 399,99	0,00	0,00	0,00	0,00	77 399,99

N° opération : 029		Intitulé de l'opération : GITE PASTORAL D'ADOM LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	83 033,26	0,00	0,00	0,00	0,00	83 033,26

Accusé de réception en préfecture
006 210000000 20241216 2024-203-1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 13/12/2024

N° opération : 029		Intitulé de l'opération : GITE PASTORAL D'ADOM LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
4581029 GITE PASTORAL D'ADOM LES MUJOULS (2)	83 033,26	0,00	0,00	0,00	0,00	83 033,26
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	83 033,26	0,00	0,00	0,00	0,00	83 033,26
RECETTES (b)	51 183,29	31 164,75	31 849,97	0,00	-685,22	83 033,26
4582029 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	51 183,29	31 164,75	31 849,97	0,00	-685,22	83 033,26
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	51 183,29	31 164,75	31 849,97	0,00	-685,22	83 033,26

N° opération : 030		Intitulé de l'opération : RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	560 688,35	315 311,65	306 100,40	2 820,00	6 391,25	866 788,75
4581030 RENOVATION SALLE MISTRAL CABRIS (2)	560 688,35	315 311,65	306 100,40	2 820,00	6 391,25	866 788,75
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	560 688,35	315 311,65	306 100,40	2 820,00	6 391,25	866 788,75
RECETTES (b)	110 000,00	766 000,00	466 853,36	299 146,64	0,00	576 853,36
4582030 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	110 000,00	766 000,00	466 853,36	299 146,64	0,00	576 853,36
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	110 000,00	766 000,00	466 853,36	299 146,64	0,00	576 853,36

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 031		Intitulé de l'opération : PARKING NOTRE DAME DES FLEURS GRASSE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	2 967,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 967,03
4581031 PARKING PLACE DE LA BUANDERIE GRASSE (2)	2 967,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 967,03
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	2 967,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 967,03
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 032		Intitulé de l'opération : RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	55 468,00	21 188,00	19 752,00	1 350,00	86,00	75 220,00
4581032 RENOVATION BAT DE LA MAIRIE LES MUJOULS (2)	55 468,00	21 188,00	19 752,00	1 350,00	86,00	75 220,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	55 468,00	21 188,00	19 752,00	1 350,00	86,00	75 220,00
RECETTES (b)	33 176,00	43 480,00	0,00	43 480,00	0,00	33 176,00
4582032 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	33 176,00	43 480,00	0,00	43 480,00	0,00	33 176,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	33 176,00	43 480,00	0,00	43 480,00	0,00	33 176,00

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 033		Intitulé de l'opération : SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	251 005,20	0,00	0,00	0,00	0,00	251 005,20
4581033 SMIAGE - GEMAPI CHEMIN DES ALOUETTES GRASSE (2)	251 005,20	0,00	0,00	0,00	0,00	251 005,20
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	251 005,20	0,00	0,00	0,00	0,00	251 005,20
RECETTES (b)	0,00	251 005,20	200 000,00	0,00	51 005,20	200 000,00
4582033 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	251 005,20	200 000,00	0,00	51 005,20	200 000,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	251 005,20	200 000,00	0,00	51 005,20	200 000,00

N° opération : 034		Intitulé de l'opération : RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	264 000,00	45 355,83	2 107,22	216 536,95	45 355,83
4581034 RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC CABRIS (2)	0,00	264 000,00	45 355,83	2 107,22	216 536,95	45 355,83
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	264 000,00	45 355,83	2 107,22	216 536,95	45 355,83
RECETTES (b)	0,00	264 000,00	20 000,00	209 076,00	34 924,00	20 000,00
4582034 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	264 000,00	20 000,00	209 076,00	34 924,00	20 000,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	264 000,00	20 000,00	209 076,00	34 924,00	20 000,00

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 035		Intitulé de l'opération : GITE PASTORAL D'ADOM ENR LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00	0,00
4581035 GITE PASTORAL D'ADOM PHASE 2 LES MUJOULS (2)	0,00	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00	0,00
4582035 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	56 940,00	0,00	0,00	56 940,00	0,00

N° opération : 036		Intitulé de l'opération : GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00	0,00
4581036 GROUPE SCOLAIRE DU BAYLE-REFECTOIRE- AURIBEAU (2)	0,00	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00	0,00
4582036 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	2 376 000,00	0,00	0,00	2 376 000,00	0,00

N° opération : 037		Intitulé de l'opération : TERRE DES LACS SAINT-AUBAN				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	36 000,00	14 143,00	75,00	21 782,00	14 143,00
4581037 TERRE DES LACS SAINT-AUBAN (2)	0,00	36 000,00	14 143,00	75,00	21 782,00	14 143,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	36 000,00	14 143,00	75,00	21 782,00	14 143,00
RECETTES (b)	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00
4582037 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00

N° opération : 038		Intitulé de l'opération : ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	55 200,00	52 501,78	0,00	2 698,22	52 501,78
4581038 ECLAIRAGE PUBLIC CAILLE (2)	0,00	55 200,00	52 501,78	0,00	2 698,22	52 501,78
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	55 200,00	52 501,78	0,00	2 698,22	52 501,78
RECETTES (b)	0,00	55 200,00	0,00	55 200,00	0,00	0,00
4582038 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	55 200,00	0,00	55 200,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	55 200,00	0,00	55 200,00	0,00	0,00

N° opération : 039		Intitulé de l'opération : PARKING LA ROQUE GRASSE				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	400 000,00	70 986,41	99 070,56	229 943,03	70 986,41
4581039 PARKING LA ROQUE GRASSE (2)	0,00	400 000,00	70 986,41	99 070,56	229 943,03	70 986,41
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	400 000,00	70 986,41	99 070,56	229 943,03	70 986,41
RECETTES (b)	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00
4582039 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00

N° opération : 041		Intitulé de l'opération : SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	30 000,00	0,00	9 132,00	20 868,00	0,00
4581041 SENTIER DU VERTIGE SAINT AUBAN (2)	0,00	30 000,00	0,00	9 132,00	20 868,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	30 000,00	0,00	9 132,00	20 868,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
4582041 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231213-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 042		Intitulé de l'opération : RENOV APPART RUE LAUGIER SAINT VALLIER DE THIEY				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	43 000,00	32 040,42	9 827,00	1 132,58	32 040,42
4581042 RENOVATION LOGEMENTS SAINT VALLIER DE THIEY (2)	0,00	43 000,00	32 040,42	9 827,00	1 132,58	32 040,42
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	43 000,00	32 040,42	9 827,00	1 132,58	32 040,42
RECETTES (b)	0,00	43 000,00	934,50	41 780,70	284,80	934,50
4582042 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	43 000,00	934,50	41 780,70	284,80	934,50
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	43 000,00	934,50	41 780,70	284,80	934,50

N° opération : 043		Intitulé de l'opération : CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
4581043 CHAPELLE SAINTE LUCE SAINT VALLIER DE THIEY (2)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
4582043 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210620608-20231210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 13/12/2024

N° opération : 044		Intitulé de l'opération : RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	80 000,00	5 616,00	8 430,00	65 954,00	5 616,00
4581044 RENOVATION MAIRIE PHASE 2 LES MUJOULS (2)	0,00	80 000,00	5 616,00	8 430,00	65 954,00	5 616,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	80 000,00	5 616,00	8 430,00	65 954,00	5 616,00
RECETTES (b)	0,00	80 000,00	0,00	76 656,00	3 344,00	0,00
4582044 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	80 000,00	0,00	76 656,00	3 344,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	80 000,00	0,00	76 656,00	3 344,00	0,00

N° opération : 045		Intitulé de l'opération : RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	123 000,00	3 947,12	6 255,60	112 797,28	3 947,12
4581045 RENOV APPART RTE NAPOLEON SAINT VALLIER DE THIEY (2)	0,00	123 000,00	3 947,12	6 255,60	112 797,28	3 947,12
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	123 000,00	3 947,12	6 255,60	112 797,28	3 947,12
RECETTES (b)	0,00	123 000,00	0,00	0,00	123 000,00	0,00
4582045 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	123 000,00	0,00	0,00	123 000,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	123 000,00	0,00	0,00	123 000,00	0,00

N° opération : 046		Intitulé de l'opération : VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	45 000,00	1 980,00	32 604,90	10 415,10	1 980,00
4581046 VALDEROURE RENOVATION FOUR ET WC COMMUNAL (2)	0,00	45 000,00	1 980,00	32 604,90	10 415,10	1 980,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	45 000,00	1 980,00	32 604,90	10 415,10	1 980,00
RECETTES (b)	0,00	45 000,00	8 000,00	36 888,40	111,60	8 000,00
4582046 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	45 000,00	8 000,00	36 888,40	111,60	8 000,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	45 000,00	8 000,00	36 888,40	111,60	8 000,00

N° opération : 047		Intitulé de l'opération : VALDEROURE REFECTION VOIRIES				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	70 200,00	69 818,40	0,00	381,60	69 818,40
4581047 VALDEROURE REFECTION VOIRIES (2)	0,00	70 200,00	69 818,40	0,00	381,60	69 818,40
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	70 200,00	69 818,40	0,00	381,60	69 818,40
RECETTES (b)	0,00	70 200,00	0,00	70 176,00	24,00	0,00
4582047 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	70 200,00	0,00	70 176,00	24,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	70 200,00	0,00	70 176,00	24,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210630608-20231213-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

N° opération : 048		Intitulé de l'opération : SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser			
DEPENSES (a)	0,00	752 944,73	11 654,72	622 689,21	118 600,80		11 654,72
4581048 SAINT-VALLIER REHABILITATION BERGERIE (2)	0,00	752 944,73	11 654,72	622 689,21	118 600,80		11 654,72
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Dépenses nettes (a - c)	0,00	752 944,73	11 654,72	622 689,21	118 600,80		11 654,72
RECETTES (b)	0,00	752 944,73	110 421,00	603 649,00	38 874,73		110 421,00
4582048 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	752 944,73	110 421,00	603 649,00	38 874,73		110 421,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	752 944,73	110 421,00	603 649,00	38 874,73		110 421,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS				
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2023	CHEMINEMENT PIETON	137 149,86	0,00	0
16/01/2023	CAMPUS ETUDIANT SERVEUR UCOPIA AVEC MAINTENANCE	5 083,22	0,00	5
16/01/2023	FK-235-BK DUSTER SCE DST	19 343,00	0,00	5
16/01/2023	GK-462-PW VEHICULE 3.5 T MIXTE HAYON ET BENNE COLL	51 028,24	0,00	5
16/01/2023	CAMPUS ETUDIANT INSTAL INFRASTRUCTURE WIFI ALCATEL	6 223,22	0,00	0
16/01/2023	CAMPUS ETUDIANT INSTAL BORNE WIFI ALCATEL-LUCENT	13 935,72	0,00	0
16/01/2023	BAT 42 2 ONDULEURS EATON + BATTERIE EXTERNE ADDITI	8 778,19	0,00	5
16/01/2023	CAMPUS ETUDIANT SUPPORT VIDEO PROJECTEUR FRE ET P	3 087,43	0,00	5
16/01/2023	CAFETIERE MALONGO EOH NOIRE SCE DIRECTION	99,99	0,00	1
16/01/2023	CAMPUS ETUDIANT INSTAL CLIM SECOURS LOCAL INFORMAT	2 512,50	0,00	0
16/01/2023	1 TEL PORTABLE A16S NOIR	118,80	0,00	1
18/01/2023	3 TABLES 8 CHAISES CRECHE POUSSINIERE PEYMEINADE	2 199,31	0,00	10
18/01/2023	LIT BEBE SURELEVE CRECHE POUSSINIERE	872,20	0,00	10
18/01/2023	STATION CHLORE PISCINE ALTITUDE 500	13 020,00	0,00	6
18/01/2023	DRONE JI AIR 2S FLY MORE COMBO SCE COM	1 749,00	0,00	6
18/01/2023	ACPT E1 CONV FINANCEMT PHASE 1 PROJET PHASE1-2 LNPC	47 503,78	0,00	30
18/01/2023	DISQUE DUR SSD - 2 TO SCE DSI	419,00	0,00	1
18/01/2023	MISSION AMO ASSIST ANNÉE 1 DE SUIVI DU MGPE	10 737,89	0,00	0
18/01/2023	6 TÉLÉPHONES SATELLITES ET CARTE PRÉPAYÉE SCE ENVI	8 892,00	0,00	6
18/01/2023	CAMPUS EUTDIANT 66 PC + ECRANS 14 CLAVIERS ET SOUR	94 287,84	0,00	5
18/01/2023	LICENCE INFORMATIQUE VMWARE	12 822,73	0,00	2
20/01/2023	100 BACS 180L EMB ET 100 BACS 180L OM	6 417,60	0,00	6
20/01/2023	DIABLE ASPIRATEUR LASER, PLATEAU ROULANT SERVANTE	767,57	0,00	6
20/01/2023	5 DISQUES DUR 1,2TO SIÈGE CAPG	1 187,70	0,00	5
20/01/2023	4 ARMOIRES À PORTES BATTANTES	1 236,00	0,00	10
20/01/2023	PEPINIERE 2 TABLES RABATTABLES	328,37	0,00	1
20/01/2023	MIP COUPE FILS	198,05	0,00	1
20/01/2023	AV LIBERATION / MISTRAL GRASSE - SONDAGES	23 221,18	0,00	0
20/01/2023	AV JEAN XXIII GRASSE - DEPLOIEMENT RESEAU EP	30 270,71	0,00	0
20/01/2023	DIAG AMIANTE AVANT DESTRUCTION VILLA PARCELLE BL1	7 620,00	0,00	0
20/01/2023	POUSSINIERE-FRE & POSE VITRAGE	876,48	0,00	0
20/01/2023	MIP FRE ET POSE DE GRILLES SUR DES TROUS D'AÉRATI	380,00	0,00	0
20/01/2023	ETUDE TCSP	90 311,39	0,00	0
20/01/2023	INSTAL RACCORDEMT BORNE RECHARGE AMIRAT	462,25	0,00	0
20/01/2023	MISS ORDONNANCT-PILOTAGE-COORD URBAINE-AMO PROJET	59 737,50	0,00	0
20/01/2023	SIGNALETIQUE PARKING PL MS SARTOUX	612,25	0,00	0
20/01/2023	PEPINIERE TABLE DE RÉUNION RONDE	324,74	0,00	1
20/01/2023	BAT EJLL TRVX MENUISERIE EBENISTERIE	2 025,00	0,00	0
20/01/2023	6 LOTS DE 2 TAKIES WALKIES	729,83	0,00	1
20/01/2023	RACCORDT ÉLECTRIQUE SITE ARCHIDIAQUE	1 331,28	0,00	0
20/01/2023	3 VTT ST 120 GRIS ORANGE- CLSH LES 4 SAISONS ST	1 096,00	0,00	5
20/01/2023	MIP MOBILIER JARDIN DES ORANGERS	698,13	0,00	1
25/01/2023	MOBILIER EN BOIS CRECHE ST CEZAIRE	307,41	0,00	1
25/01/2023	2 DRAISIENNESCRECHE ST CEZAIRE	110,11	0,00	1
25/01/2023	2 DRAISIENNES RPE RAM SPERACEDES	110,11	0,00	1

25/01/2023	POSTE CD CRECHE PEYMEINADE POUSS	71,80	0,00	1
25/01/2023	MOBILIER EN BOIS CUISINE CRECHE PEYMEI POUSSINIÈRE	206,89	0,00	1
25/01/2023	3 PORTEURS CRECHE PEYMEI POUSSINIÈRE	178,49	0,00	1
25/01/2023	PORTE DESSIN RAM SPERACEDES	165,00	0,00	1
25/01/2023	5 ARMOIRES DE RANGEMENT ADOS	2 482,02	0,00	10
25/01/2023	3 MEUBLES DE RANGEMENT, ACL 4 SAISONS	1 320,01	0,00	10
25/01/2023	SET 7PCS GEANT MOUSSE ACL 4 SAISONS	191,50	0,00	1
25/01/2023	MEUBLE DE RANGEMENT, CANAPÉ ACL 4 SAISONS	857,33	0,00	10
25/01/2023	SET 12 COUSSINS ACL 4 SAISONS	190,99	0,00	1
25/01/2023	MEUBLE CUISINE, BANQUETTE CRECHE SERANON LOU GALOU	481,74	0,00	1
25/01/2023	MEUBLE CUISINE BOIS CRECHE LE TIGNET	402,05	0,00	1
25/01/2023	4 JEU POUSETTES CRECHE LE TIGNET VL	213,98	0,00	1
25/01/2023	7 VESTIAIRES CTI MOUANS SRTX	2 647,48	0,00	6
25/01/2023	OT-FOURNITURE ET POSE PLAN DE TRAVAIL STRATIFIÉ	658,80	0,00	0
26/01/2023	HARJES-P5-MISE EN PLACE MOTEUR CTA	1 952,40	0,00	0
26/01/2023	POUSSINIÈRE-P5-MISE EN PLACE MITIGEUR.	1 179,88	0,00	0
26/01/2023	ALT500- FILTRE TAMISE VASE EXPANSION	872,41	0,00	0
26/01/2023	SILLAGES- FILTRE TAMISE VASE EXPANSION	306,98	0,00	0
26/01/2023	VOIE LACTÉE-MISE PLACE CHAUFFE EAU ET POMPE-P5-	3 807,19	0,00	0
26/01/2023	ECSVS-VASE EXPANSION-P5-	747,00	0,00	0
26/01/2023	DGST -MOBILIER DE BUREAU	6 773,53	0,00	10
26/01/2023	DGST MOBILIER DE BUREAU	408,84	0,00	1
26/01/2023	HOTEL DU PARC- FRE & POSE DE 22 STORES ENROULABLES	7 920,00	0,00	0
26/01/2023	TÉL SATELLITE IRRIDUM 9555 + CARTE SIM	1 482,00	0,00	6
30/01/2023	PROJECTEUR DLP ACER C2021 - NOUVEAU BUREAU DGST	337,98	0,00	1
30/01/2023	20 POSTES TEL FIXES NOUVEAU BUREAU DGST	6 676,48	0,00	5
30/01/2023	LOGICIEL POPC MITEL IN ATTEND+LICENCES/LOGICIELS	4 537,20	0,00	2
30/01/2023	CÂBLAGE RÉSEAUX NOUVEAUX BUREAUX DGST	2 220,00	0,00	0
30/01/2023	DGST IMPRIMANTE RUNNER ADVANCE DX C3821	3 239,88	0,00	5
30/01/2023	GRASSE CAMPUS TX RÉSEAU INFORMATIQUE	8 047,94	0,00	0
30/01/2023	IMPRIMANTE SCE URBANISME	8 294,45	0,00	5
30/01/2023	ESCABEAU POUR CTI MOUANS	94,91	0,00	1
30/01/2023	CRECHES - FRE D'OCCULTATION POUR GRILLAGE	1 611,60	0,00	6
30/01/2023	APPLE AIRPODS 2E GÉNÉRATION SCE COMMUNICATION	561,60	0,00	1
30/01/2023	50 LICENCES KERIO DGST	567,60	0,00	1
30/01/2023	INSTAL DISPOSITIF + GPS VEHICULES GRASSE M	54 600,00	0,00	6
30/01/2023	ALT 500-RÉALISATION RÉSINE AUTOUR PATAUGEOIRE	1 333,66	0,00	0
02/02/2023	VILLA DU TUNNEL- MISE EN SÉCURITÉ TOITURE	422,80	0,00	0
02/02/2023	NOUVEL OT MOBILIER -SOLDE ST220519	837,17	0,00	10
02/02/2023	3 PORTABLES IPHONE SCE COMMUNICATION	4 136,40	0,00	5
02/02/2023	CAMPUS ETUDIANT SWITCH TOR OPÉRATEURS	2 911,20	0,00	0
02/02/2023	MICRO ONDE PERSONNELS PISCINES	139,90	0,00	1
02/02/2023	DESAMIANTEGE VILLA BL151 AVANT DEMOLITION	17 609,40	0,00	0
02/02/2023	RAM SPERACEDES_ FRE & POSE GRILLAGE OCCULTANT	7 403,40	0,00	0
02/02/2023	AMÉNGT PAV ST CÉZAIRE CHEMIN DU STADE	673,92	0,00	0
02/02/2023	SALLE ESCRIME -TRVX AMENAGEMENT COULOR ENTREE /GR	8 585,35	0,00	0
02/02/2023	TDG -CRÉATION SOLIN SUITE INFILTRATIONS	3 648,00	0,00	0
02/02/2023	ALT 500 MODIF PATAUGEOIRE	4 104,00	0,00	0
02/02/2023	CRÈCHE POUSSINIÈRE TRVX PMS SUR DORTOIR	3 973,01	0,00	0
06/02/2023	BIOTECH 1 LAMPADAIRE LED ZAZOU SOLDE BDC HO220019	90,20	0,00	1
06/02/2023	BAT 24 FRE ET POSE 2 CLIMATISATIONS	9 368,30	0,00	0
06/02/2023	EJLL-MISE EN PLACE POMPE CHAUFFAGE-P5	5 746,00	0,00	0
06/02/2023	MIP DROITS D'AUTEUR PRODUITS BOUTIQUE	913,58	0,00	2
06/02/2023	MIP - TRVX AMELIORATION GAINAGE P5	1 036,54	0,00	0
06/02/2023	MIP-MISE PLACE POMPE RELEVAGE LOCAL CTI P5	1 038,50	0,00	0
06/02/2023	MIP 1 ECRAN 86 POUCHES MONITEUR LED	2 302,50	0,00	5
06/02/2023	MIP_ FRE ET POSE SAS.	5 828,70	0,00	0
06/02/2023	POSE D'UN SSI MAISON MEDICALE VALDEROURE	3 725,17	0,00	0
06/02/2023	BORNE MS-SARTOUX PARKING CHATEAU	3 131,60	0,00	0

Modalités et date d'acquisition		Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumuls des amortissements	Durée de l'amortissement
06/02/2023		MAIS MÉDICALE VALDEROURE-FRE ET POSE OUVRANTS	787,93	0,00	0
10/02/2023		ETUDE TCSP	5 293,51	0,00	0
10/02/2023		PROJET BHNS TF MISS AMO INVENTAIRE FAUNE	14 610,00	0,00	0
10/02/2023		ZA DE L'ARGILE - VOIE B - CSDS	1 729,85	0,00	0
10/02/2023		ZA DU PILON ST VALLIER TROTTOIR-PARKING DE DROITE	10 517,24	0,00	0
10/02/2023		CONTRIB INVEST 2022 - LA FIBRE 06	712 500,00	0,00	15
10/02/2023		7 COLONNES 4000L ZONE 4	13 746,35	0,00	6
10/02/2023		SIT4 MOE-REAMGT VOIE B ZA ARGILE	2 316,60	0,00	0
10/02/2023		STADE DE LA BASTIDE-ETUDE AVANT TRAVAUX	4 782,00	0,00	0
10/02/2023		PAV STADE ST CEZAIRE - AMENAGEMENT	2 880,00	0,00	0
10/02/2023		CAMPUS ETUDIANT 4 ICOPIEURS	47 621,21	0,00	5
10/02/2023		PEGOMAS DOMAINE DEALBATA - POSE CANALISATIONS + RE	17 791,20	0,00	0
10/02/2023		MOBILIER POUR LA COLLECTE SUIVANT DEVIS JOINT	9 939,79	0,00	10
10/02/2023		ARMOIRE TR881 HBU SCE JURIDIQUE	590,16	0,00	1
10/02/2023		CAMPUS ETUDIANT VIDÉO PROJECTEUR AVEC MATÉRIEL	40 480,19	0,00	5
10/02/2023		GRASSE AV ISNARD - RÉALISATION MUR DANS CANAL	2 680,99	0,00	0
10/02/2023		GRASSE RUE TRACASTEL TRVX RESEAU	12 716,40	0,00	0
10/02/2023		OPAH CAPG PO251 BUGNET MARTINE DB2022_051 DU 08-0	1 091,00	0,00	15
16/02/2023		5 PADDLES CLSH 4 SAISONS	1 719,01	0,00	10
16/02/2023		NETTOYEUR HAUTE PRESSION-SCE COLLECTE	562,80	0,00	1
16/02/2023		LOT DE 5 ENREGISTREURS T° SMA	2 274,00	0,00	10
16/02/2023		VOIRIE_ALIMENTATION EN EAU CTI VALDEROURE	26 808,00	0,00	0
16/02/2023		FRANCE SERVICE LES ASPRES_ FRE & POSE PORTE BUREA	2 430,28	0,00	0
16/02/2023		ETUDE FAISABILITÉ COUVERTURE PISCINE PEYMEINADE	10 152,00	0,00	0
16/02/2023		SIT5 MOE-REAMENAGT VOIE B - TO : VISA+DET+OPC+AOR	8 401,31	0,00	0
16/02/2023		ECSVS-FRE&POSE AMPLI MALENTENDANT	1 364,40	0,00	0
17/02/2023		ECSVS SIT1 LOT4 VRD PARKING TRVX APRES DESORDRES	4 144,96	0,00	0
17/02/2023		ECSVS SIT1 LOT5 GRADINS MOBILES	10 893,60	0,00	0
17/02/2023		TRVX AMENAGMT PAV GRASSE CAMPUS 2	9 744,00	0,00	0
17/02/2023		ARCHIDIAQUE - TRVX PREPARATOIRE POUR ENEDIS	1 880,72	0,00	0
17/02/2023		CRECHE POUSSINIERE -AMENGT PERGOLA	10 269,55	0,00	0
22/02/2023		BAT 24 BIS- FRE PLANS D'ÉVACUATIONS INCENDIE.	1 008,30	0,00	6
22/02/2023		ÉQUIPEMENT ÉLECTROMÉNAGER BUREAUX DGST	535,89	0,00	1
22/02/2023		REMISE EN SERVICE DU RESEAU VDI - BAT PRINCIPAL RD	1 786,80	0,00	0
22/02/2023		TRVX RÉSEAU NOUV BUREAU DGST : 1 SWITCH ALCA TEL N	10 732,97	0,00	0
22/02/2023		OPAH PO254 DAGOSTINO ANNE-MARIE DB2022_051 DU 8-0	2 400,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH PO231 MAZALEYRAT YANN DB2022_044 DU 16-06-22	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO239 DE REZENDE CLAUDE DB2022_051 DU 8-	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO271 EMMELIN DENIS DB2022_086 DU 1-12-2	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO245 DI MARCO YVES DB2022_051 DU 8-09-2	1 132,50	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO268 CABRI RAYMONDE DB2022_086 DU 1-12-	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO264 WOLOSZYN STÉPHANIE DB2022_069 DU 2	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO211 SFEZ FRANKLIN DB2022_020 DU 7-04-2	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO238 COMITO ROSA DB2022_048 DU 30-06-22	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO243 MEHDI KARIMA DB2022_051 DU 08-09-2	2 000,00	0,00	15
22/02/2023		OPAH CAPG PO255 GIORDANENGO JEAN DB2022_051 DU 08-	694,00	0,00	15

22/02/2023	OPAH CAPG PO213 DALMASSO CHRISTIANE DB2022_20 DU	2 000,00	0,00	15
22/02/2023	OPAH CAPG PO201 HOMMET-RAGETLY DB2022_005 DU 27-01	2 146,00	0,00	15
22/02/2023	OPAH REGION PO201 HOMMET-RAGETLY DB2022_005 DU27-0	3 133,00	0,00	0
22/02/2023	OPAH CAPG PO170 GARNERONE CATHERINE DB2021_050 DU	2 500,00	0,00	15
22/02/2023	OPAH REGION PO170 GARNERONE CATHERINE DB2021_050	5 092,63	0,00	0
22/02/2023	OPAH CAPG 2022 PO11 JIMENEZ JEAN DB2023_00 DU 23-	1 672,00	0,00	15
22/02/2023	MOE - MAISON DE LA MOBILITÉ	7 479,71	0,00	0
24/02/2023	CAMPUS ETUDIANT TABLEAU MURAL SIMPLE	186,46	0,00	1
24/02/2023	MOBILIER GRASSE CAMPUS PALAIS	1 706,47	0,00	10
24/02/2023	MOBILIER GRASSE CAMPUS PALAIS	35 101,91	0,00	10
24/02/2023	MOBILIER GRASSE CAMPUS PALAIS	4 164,32	0,00	10
24/02/2023	CARTE ACHAT CAMPUS ETUDIANTS 3 MICRO-ONDES	329,70	0,00	1
24/02/2023	30 TABOURETS HAUT PLIANT SCE EMPLOI	985,28	0,00	10
24/02/2023	PEGOMAS AV DE GRASSE - REFECTION RESEAU	1 962,24	0,00	0
24/02/2023	OPAH CAPG PO148 LEFEBVRE MF DB2021_043 DU 27-05-2	2 500,00	0,00	15
24/02/2023	OPAH REGION PO148 LEFEBVRE MF DB2021_043 DU 27-05	1 000,00	0,00	0
28/02/2023	ETUDES PREALABLES PROJET BHNS GRASSE-MOUANS-SARTOU	116 220,00	0,00	0
28/02/2023	TVX OT SIT1 MENUISERIES INT BOIS	1 892,40	0,00	0
03/03/2023	TX BIOTECH ASSIST TECHNIQUE EXPERTISE	5 000,00	0,00	0
03/03/2023	MIP PIED METAL FIXE POUR ECRAN 86 POUCES	290,00	0,00	1
03/03/2023	PEPINIERE MEUBLE RANGEMENT	1 473,97	0,00	10
03/03/2023	RACCORDT BORNE RECHARGE PARKING COVOIT	1 109,40	0,00	0
03/03/2023	DEPLACT DE LA BORNE PARKING DE L'A NCIENT PALAIS	2 781,00	0,00	0
09/03/2023	ZA ARGILE SIT1 AMENAGT STATIONNEMENTS DOMAINE PUBL	77 058,07	0,00	0
09/03/2023	DORLOTOIRS D'ABEILLES	2 052,40	0,00	6
09/03/2023	COLONNES AERIENNES ZONE 1 ET 4	12 288,35	0,00	6
09/03/2023	SUPPORT POUR VEHICULE COLLECTE	1 752,00	0,00	6
09/03/2023	ARRET BUS PLACE DEVOLUY MISTRAL QUARTIER ST JACQUE	24 306,30	0,00	0
09/03/2023	EXTINCTEUR EPA 6 LITRES (SCE COLLECTE)	252,00	0,00	1
09/03/2023	CAMPUS EUTDIANT BESOINS ÉLECTRIQUES COMPLMT GRAND	5 214,60	0,00	0
09/03/2023	STADE DE LA BASTIDE-AMO RÉNOV TERRAIN RUGBY	6 210,00	0,00	0
09/03/2023	ETUDE DE FAISABILITÉ COUVERTURE PISCINE DE PEYMEIN	6 312,00	0,00	0
09/03/2023	TVX OT SIT1 LOT1	3 102,23	0,00	0
14/03/2023	MACON-CLOIS-DOUBL-REVETS-PORT	11 533,27	0,00	0
16/03/2023	MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE -CTI VALDEROURE	390,46	0,00	0
16/03/2023	TRVX SUP DU 01/02/2023 ET COMPLEMENT INSTAL	780,00	0,00	0
16/03/2023	MOBILIER GRASSE CAMPUS PALAIS	5 848,64	0,00	10
16/03/2023	6 PORTABLES GALAXY S23 + 5 G 256 GO NOIR DSI+J.CAP	5 928,00	0,00	5
16/03/2023	PISCINE HARJES - MARQUAGE AU SOL PARKING	852,00	0,00	0
16/03/2023	ANN MARCHE MOBILIER URBAIN FRE&POSE STATIONNEMENTS	300,00	0,00	0
16/03/2023	820 BACS DE PRE COLLECTE	47 439,48	0,00	6
16/03/2023	ECSVS PROJECTEUR PAR LED RGB CHAUVET	1 572,00	0,00	6
17/03/2023	RACCORDT BORNE DE RECHARGE N°2 BATIPOLY ST CEZAIRE	2 218,80	0,00	0
17/03/2023	BATIPOLY STCEZAIRE CREA RESEAU ALIMENTA° BORNES EL	13 155,00	0,00	0
22/03/2023	ECSVS SIT1 LOT3 MENUISERIES TRVX REMISE EN ETAT	24 307,87	0,00	0
22/03/2023	ZA ARGILE SIT1 AMENAGT STATIONNEMENTS DOMAINE PRIV	127 746,60	0,00	0

CA DU PAYS DE GRASSE AR-Préfecture Budget Principal - CA - 2023 006-200030857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024					Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024	
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement		
22/03/2023	INVESTIGATIONS, ANALYSES ET RAPPORT PARKING RELAIS	15 223,20	0,00	0		
22/03/2023	CTI MS-SARTOUX_CTRLTECHNIQUE TRVX AMENAGT	432,00	0,00	0		
22/03/2023	CLHS CABRIS EXTINCTEUR N°4	58,80	0,00	1		
22/03/2023	CLSH AURIBEAU INSTAL SYSTEME DE VISIOPHONE	3 969,10	0,00	0		
28/03/2023	MOBILIER GRASSE CAMPUS PALAIS	20 516,72	0,00	10		
28/03/2023	INSERTION MARCHE -FRE ET POSE DE STATIONNMT VELOS	400,04	0,00	0		
28/03/2023	PEGOMAS - AV DU CASTELLARAS - POSE CANIVEAU	3 216,00	0,00	0		
28/03/2023	CAGE AQUATIQUE PEDAGOGIQUE PISCINE PEYMEINADE	847,06	0,00	10		
28/03/2023	PISCINE ALT 500 PLAN DE 2 COUPES CARACTÉRISTIQUES	12 840,00	0,00	0		
28/03/2023	GM-072-YN VEHICULE IVECO SCE COLLECTE	58 800,00	0,00	5		
30/03/2023	GRASSE CAMPUS RÉSEAU COMMUTATEURS ALCATEL 10 GIGAB	42 520,20	0,00	0		
30/03/2023	CAMPUS ETUDIANT MATERIEL INFORMATIQUE	14 149,80	33 083,00	5		
30/03/2023	SMA PIOUS PIOUS MEUBLE A BACS	648,90	0,00	1		
30/03/2023	450 LICENCES WINDOWS SERVER CAL 2022- 1 USER ET	29 952,00	0,00	2		
30/03/2023	300 LICENCES OFFICE 365 BUSINESS STANDARD	44 236,80	0,00	2		
30/03/2023	CAMPUS ETUD 50 LICENCES OFFICE LTSC STANDARD 2021-	29 655,00	0,00	2		
30/03/2023	CAMPUS ETUD 450 LICENCES MICROSOFT OFFICE 365 E1 1	52 447,50	0,00	2		
30/03/2023	MATERIEL SUPPLEMT SFP-100-SR ALCATEL + JAR	799,44	0,00	5		
30/03/2023	CAMPUS ETUDIANT COMMUTEUR IP DECT	3 102,44	0,00	0		
30/03/2023	IMPRIMANTE RUNNER ADVANCE DXC2571 SERV CDE PUBLIQU	1 580,04	0,00	5		
30/03/2023	GRASSE CAMPUS TROUSSE DE SECOURS RIGIDE	122,16	0,00	1		
04/04/2023	MACHINE À CAFÉ À DOSETTES PHILIPS SENSEO BLANC SER	54,00	0,00	1		
04/04/2023	CARTE ACHAT MIP LICENCE ZOOM VIDEO COMMUNICATION	469,00	0,00	1		
04/04/2023	VILLA DE LA GARE - DEPOSE MATERIEL AVANT DEMOLITIO	18 000,00	0,00	0		
04/04/2023	REFEC° PAV ENDOMMAGE CHEMIN DES PUITSP EYMEINADE	1 046,70	0,00	0		
04/04/2023	NOUVEL OT- FRE, INSTAL ET PROGRAM HORLOGE	975,20	0,00	0		
04/04/2023	MIP-CRÉATION DE 3 OUVRANTS POUR VENTILER LA NEF	15 607,50	0,00	0		
04/04/2023	CHARIOT LAVAGE ACL AURIBEAU	135,01	0,00	1		
04/04/2023	OPAH CAPG PO218 MEINDER DB2022_ 035 DU 09-06-22	2 000,00	0,00	15		
13/04/2023	ECSVS MODULAIRES SIT1 LOT2	36 143,84	0,00	0		
13/04/2023	BAT 42_FRE ET POSE ARMOIRE ONDULEURS	3 157,88	0,00	0		
13/04/2023	ZA BOIS DE GRASSE- CREATION PLATEAU TRAVERSANT	7 442,42	0,00	0		
13/04/2023	44 COMPOSTEURS	2 911,02	0,00	6		
13/04/2023	GRASSE CAMPUS 2_ETUDE TOPOGRAPHIQUE	3 100,00	0,00	0		
13/04/2023	CHAPITEAU EXTINCTEUR N°2 DEVIS N°27 538	120,00	0,00	1		
13/04/2023	SUBV D'EQUIPEMENT SUR TRAVAUX SMED 2023	399 282,03	0,00	15		
18/04/2023	OPAH PO221 LICASTRO DB2022-035 DU 09-06-22	2 000,00	0,00	15		
18/04/2023	OPAH CAPG PO270 BALLIEU DB2022_ 086 DU 01-12-22	1 301,00	0,00	15		
18/04/2023	MOE - MAISON DE LA MOBILITÉ	15 613,10	0,00	0		
18/04/2023	GRASSE CAMPUS COFFRE PR RESIDENT	189,64	0,00	1		
18/04/2023	GRASSE - AV DE LA LIBERATION - VILLA MARCY - SIT 1	7 500,00	0,00	0		
19/04/2023	ECSHF-FRE ET POSE GRILLAGE	5 660,83	0,00	0		
19/04/2023	SCE COLLECTE OUTILLAGE CLES CHOCS	879,52	0,00	6		
19/04/2023	AMO ANALYSE DES OFFRES CONCOURS PISCINE ALT500	10 368,00	0,00	0		
21/04/2023	OPAH PO230 BENHAMOU CYRILLE DB2022-044 DU 16-06-22	2 500,00	0,00	15		
21/04/2023	OPAH PO247 CARTON DOMINIQUE DB2022_051 DU 8-09-22	2 000,00	0,00	15		
21/04/2023	OPAH PO235 RAGOT HERVÉ DB2022_048 DU 30-06-22	2 226,00	0,00	15		

AR - Préfecture

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié Modalités et date 2024

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
17/05/2023	ALT 500_TRVX MISE EN SÉCURITÉ MUR DE SOUTÈNEMENT	15 541,54	0,00	0	
17/05/2023	PARTICIPATION AUX 2 JURYS DE CONCOURS PISCINE ALTI	1 380,00	0,00	0	
17/05/2023	REPERAGE RESEAUX EP COMMUNE D'AURIBEAU	17 250,00	0,00	0	
17/05/2023	REPERAGE RESEAUX EP COMMUNE DE LE TIGNET	20 760,00	0,00	0	
17/05/2023	REPERAGE RESEAUX EP COMMUNE DE CABRIS	7 317,60	0,00	0	
17/05/2023	GRASSE CH CHAPELLE ST-ANTOINE -DETECTION RESEAU PA	450,00	0,00	0	
17/05/2023	ACQ BENNE 9.6 M3 ENTREPRENEUR CL1	5 952,00	0,00	5	
17/05/2023	ACQ BENNE 11.4 M3 ENTREPENEUR CL1	6 072,00	0,00	5	
17/05/2023	OPAH 2022 REGION PO15 MONTHOUEL M DB2023_014 DU 9-	1 094,00	0,00	0	
22/05/2023	OPAH 2022 PO*2 BARBERY DB2023_009 DU 26-01-22	2 500,00	0,00	15	
22/05/2023	OPAH 2022 CAPG PO15 MONTHOUEL DB2023_014 DU 9	2 000,00	0,00	15	
22/05/2023	OPAH CAPG PO252 GIULI S DB2022_051 DU 8-09-22	2 500,00	0,00	15	
22/05/2023	CRECHE ST CEZAIRE - FRE ET POSE STORE ET MOTEUR	4 266,00	0,00	0	
22/05/2023	BUREAU NOUVEL OT_ CONTROLE TECHNIQUE BATIMENT	3 360,00	0,00	0	
26/05/2023	IPAD 10.9-64 GO -5 G BLEU (REF 7315467) PR PRESIDE	799,55	0,00	5	
26/05/2023	POUSSINIERE_FRE&POSE SOL SOUPLE	10 841,16	0,00	0	
26/05/2023	BAT24 BIS AIVIA 200 BOITIERS EXTERIEUR	479,88	0,00	1	
26/05/2023	ANN MARCHÉ MOE EXT CAMPUS ETUDIANTS	864,00	0,00	0	
26/05/2023	FRE OUTIL POUR POSE DE TAG	84,00	0,00	1	
26/05/2023	OPAH CAPG 2022 PO16 BENOIT OLIVIER DB2023_014 DU 9	1 905,00	0,00	15	
26/05/2023	OPAH CAPG PO215 CLARI PAUL DB2022_020 DU 7/04/22	2 072,00	0,00	15	
26/05/2023	OPAH CAPG PO258 GAUTHIER ALINE DB2022_069 DU 20/10	2 109,00	0,00	15	
26/05/2023	OPAH CAPG PO262 LANGE DB2022_069 DU 20 /10/22	274,00	0,00	15	
26/05/2023	OPAH CAPG PO267 PROUST DOMINIQUE DB2022_086 DU 1-1	2 240,00	0,00	15	
26/05/2023	OPAH CAPG PO180 RECOLARD J-PIERRE DB2021_055 DU 16	2 150,00	0,00	15	
26/05/2023	OPAH REGION PO180 RECOLARD J-PIERRE DB2021_055 DU	3 858,00	0,00	0	
26/05/2023	OPAH REGION PO148 LEFEBVRE M-FRANCE DB2021_043 DU	250,00	0,00	0	
31/05/2023	TOTEM ZAE LE PILON	5 595,00	0,00	0	
31/05/2023	BAT 24 BIS_CREATION SIPHON & APPROFONDISSEMENT DU	2 941,51	0,00	0	
31/05/2023	GRASSE CAMPUS 2_RÉNOVATION TOITURE	21 042,39	0,00	0	
31/05/2023	CRECHE ST VALLIER_FRE&POSE PORTES INT	4 014,04	0,00	0	
31/05/2023	OPAH CAPG PO259 AMRAOUI BEL DB2022_069 DU 20-10-	2 000,00	0,00	15	
31/05/2023	2 CHAISES GALA NET SCE JURIDIQUE	692,98	0,00	1	
31/05/2023	FAUTEUIL GALA NET NOIR SCE COLLECTE	249,94	0,00	1	
31/05/2023	EXTINCTEURS (LOCAUX ANCIENNE BIBLIOTHÈQUE	1 027,80	0,00	6	
07/06/2023	ZA STE MARGUERITE-RELEVÉ TOPO DE FAISABILITÉ PROJE	1 656,00	0,00	0	
07/06/2023	FAC. FA0892 DU 02/05/2023	2 448,00	0,00	0	
07/06/2023	ANN MARCHÉ MOE EXT CAMPUS ETUDIANTS	737,69	0,00	0	
07/06/2023	MAISON DE LA MOBILITÉ_MISSION CONTROLE TECHNIQUE	2 268,00	0,00	0	
07/06/2023	MISS M RÉALIS MARCHÉ	1 560,00	0,00	0	
07/06/2023	3 SIEGES GALA NET SCE LOGEMENT	749,81	0,00	1	
08/06/2023	BIOTECH - MOE TRAVX REMPLT PRODUCTIONS CALOR IFIQU	3 000,00	0,00	0	
08/06/2023	MIP FACADES - DIAGNOSTIC	7 240,00	0,00	0	
08/06/2023	BAT 35 -AMO ETUDE DE FAISABILITE -ARCHITECTE	10 843,59	0,00	0	
08/06/2023	BAT 35 -AMO ETUDE DE FAISABILITE -BET STRUCTURE	9 533,98	0,00	0	
08/06/2023	BAT 35 - AMO ETUDE DE FAISABILITE - ECONOMISTE	4 744,54	0,00	0	

CA DU PAYS DE GRASSE AR - Préfecture Budget Principal - CA - 2023 006-200030857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Public Modalités et date					
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
08/06/2023	ECHELLE TELESCOPIQUE+VISSEUSE REF	260,15	0,00	1	
08/06/2023	CH MULS PEGOMAS FABRICATION ET POSE ABRI CONTENEUR	2 460,00	0,00	0	
08/06/2023	ANC RTE GRASSE PEGOMAS FABRIC-POSE ABRI CONTENEUR	2 700,00	0,00	0	
08/06/2023	CAFETIERE POUR LA DIRECTION	25,99	0,00	1	
08/06/2023	MOE- MAISON DE LA MOBILITÉ	14 938,74	0,00	0	
08/06/2023	ECSVS_2 ASPIRATEURS	189,82	0,00	1	
08/06/2023	MIP PERCEUSE VISSEUSE POUR ATELIER	99,14	0,00	1	
16/06/2023	ZA MARIGARDE-SÉCURISATION PIÉTONS	17 644,27	0,00	0	
16/06/2023	ARRET DE BUS DE LA MOURRACHONE - ROUTE DES ASPRES	13 957,64	0,00	0	
16/06/2023	MATÉRIEL POUR FABRICATION ABRI CONTENEUR PEGOMAS	1 197,90	0,00	6	
16/06/2023	COMMANDE RIVETEUSE	216,00	0,00	1	
16/06/2023	PACK DE 3 MACHINES - VISSEUSE - PERCEUSE - PENSEUS	718,80	0,00	1	
16/06/2023	ETUDE HISTORIQUE PARCELLES 181-427-428 -CAMPUS 2	3 000,00	0,00	0	
16/06/2023	4 SAMSUNG GALAXY A23 5G 128 GO	1 272,00	0,00	5	
16/06/2023	DRAISIENNES CRECHE PIOU PIOU	236,99	0,00	1	
16/06/2023	CRÉATION DU DOUBLE ARRET DE BUS BD DU 11NOVEMBRE	103 178,25	0,00	0	
20/06/2023	BOX DE POCHE 4G+ ZTE 2022 (MF971L)	69,00	0,00	1	
20/06/2023	ACQ VEHICULE CLIO GRASSE CAMPUS - GP-147-HX	17 785,00	0,00	5	
20/06/2023	MIP LOGICIEL GESTION DES COLLECTIONS	24 785,00	0,00	2	
21/06/2023	INDEMNITES CONCOURS PISCINE ALTITUDE 500	30 000,00	0,00	0	
21/06/2023	DGST ÉCRAN TV POUR SALLE DE RÉUNION	799,00	0,00	6	
21/06/2023	2 PANNEAUX D AFFICHAGE MURAL EN LIEGE SHELLBOARD	82,18	0,00	1	
21/06/2023	CUVE KARCHER 1000 LITRES POUR PIG	170,90	0,00	1	
27/06/2023	OPAH CAPG 2022 PO10 ROMEO DB2023_009 DU 26-01-23	2 000,00	0,00	15	
27/06/2023	OPAH CAPG P0269 FOURNIER SYLVIANE DB2022_086 DU 01	2 000,00	0,00	15	
27/06/2023	ARR BUS HALTE ROUTIERE DU 11 NOV -ETUDES TECHNIQU	7 680,00	0,00	0	
27/06/2023	POUSSINIERE PROTECTION SOUPLE POUR POTEAUX	447,36	0,00	1	
27/06/2023	GRASSE BD Y.E. BAUDOIN - RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES	1 920,00	0,00	0	
27/06/2023	140 COMPOSTEURS	7 459,20	0,00	6	
27/06/2023	2 TELS SATELLITES COMMUNES HAUT PAYS	2 964,00	0,00	6	
29/06/2023	ZA ARGILE SIT2 LOT2 AMGT ESPACES VERTS DOMAINE PUB	14 197,20	0,00	0	
29/06/2023	TRVX AMENAGMT BUREAUX HABITAT	3 500,97	0,00	0	
06/07/2023	BIOTECH-FRE&POSE CLIMATISATION R+2	3 376,00	0,00	0	
06/07/2023	OPAH CAPG 2022 PO22 GUILLAUME HÉLÈNE DB2023_033 DU	252,00	0,00	15	
06/07/2023	OPAH CAPG 2022 PO14 FARAUD M-LOUISE DB2023_014 DU	1 832,00	0,00	15	
06/07/2023	P5 MGPE -BAT 42 - ACTION 1001 - REFECT RESEAU CVC	46 195,20	0,00	0	
06/07/2023	DEVIATION EAU PLUVIALE DEVANT PAV GRASSE CAMPUS 2	763,43	0,00	0	
06/07/2023	JMIP-FRE & POSE GARDE CORPS PMR (42M)	24 595,16	0,00	0	
06/07/2023	OPAH PO229 GEGARD M-LOUISE DB2022_044 DU 16-06-22	2 500,00	0,00	15	
06/07/2023	OPAH PB6 OLLIVIER ROLAND DB2021_048 DU 24-06-21	6 027,00	0,00	15	
06/07/2023	OPAH POB7 OLLIVIER ROLAND DB2021_048 DU 24-06-21	6 937,00	0,00	15	
06/07/2023	OPAH REGION PB6 OLLIVIER DB2021_048 DU 24-06-21	3 014,00	0,00	0	
06/07/2023	OPAH REGION PB7 OLLIVIER DB2021_048 DU 24-06-21	3 469,00	0,00	0	
06/07/2023	OPAH 2023 PO36 BANON JACQUES DB2023_042 DU 25-05-2	1 432,00	0,00	15	
06/07/2023	DIVAN D'EXAMEN HYDRAULIQUE MAISON MEDICALE DE VALD	1 265,70	0,00	10	

Modalités et date d'acquisition		Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Cumul des amortissements	Durée de amortissement
06/07/2023		CLIMATISEURS LOCAL ET ACCUEIL PISCINE HARJES	570,82	0,00	1
06/07/2023		REMORQUE VELO - GN-098-KM	4 180,00	0,00	5
07/07/2023		PORTABLE SAMSUNG GALAXY A 23 POUR DGST	318,00	0,00	1
07/07/2023		PORTABLE SAMSUNG GALAXY A23 - CLSH AURIBEAU	306,00	0,00	1
07/07/2023		ALIMENTATION ÉLECTRIQUE - MAISON DE LA MOBILITÉ	1 831,00	0,00	0
07/07/2023		4 SAMSUNG GALAXY A23 POUR LA COLLECTE	1 272,00	0,00	5
07/07/2023		2 SAMSUNG GALAXY A23 5G NOIR POUR LE PERISCOLAIRE	612,00	0,00	1
07/07/2023		6 PROJECTEURS PAR LED + CABLES DMX - ECSVS	4 452,00	0,00	6
18/07/2023		VERSEMENT AVANCE	165 484,80	0,00	0
20/07/2023		OPAH CAPG 2023 PO25 DEBBAH DRISS DB2023_033 DU 27-	2 000,00	0,00	15
20/07/2023		OPAH CAPG 2023 PO6 SAHRAOUI YOUSSEF DB2023_009 DU	2 387,00	0,00	15
20/07/2023		OPAH REGION 2023 PO6 SAHRAOUI YOUSSEF DB2023_009 D	3 598,00	0,00	0
24/07/2023		GE-338-DL KIA PICANTO CULTURE/PETITE ENFANCE JEUN	12 271,24	0,00	5
24/07/2023		COFFRET VISSEUSE ET ECHELLE	320,40	0,00	1
24/07/2023		RPE SPERACEDES-FRE ET POSE RAMPE ET PORTE	1 104,00	0,00	0
24/07/2023		GRASSE CAMPUS 2- DIAGNOSTIC DECHET	4 788,00	0,00	0
24/07/2023		MAISON DE LA MOBILITE-TRAVAUX DE DEMONTAGE	941,66	0,00	0
24/07/2023		ARRET BUS DU 11 NOV_ COMPLEMENT AU BDC VO230019	10 980,00	0,00	0
24/07/2023		ANN MARCHE CREATION RES PLUVIAL CH STE BRIGITTE	300,00	0,00	0
24/07/2023		ARCHIDIAQUE-MISS MOE 4 PHASES HANGAR AGRICOLE LA R	12 000,00	0,00	0
24/07/2023		1 FAUTEUIL GALA NET ANTENNE PEYMEINADE	249,94	0,00	1
24/07/2023		2 TABLETTES SAMSUNG GALAXY SCE COLLECTE	1 280,78	0,00	5
24/07/2023		POUSSINIERE_ FRE & POSE 1 PENTURE SUPERIEURE	479,10	0,00	0
24/07/2023		TRAVAUX RÉSEAU ÉLECT. - BAT 42	10 359,38	0,00	0
24/07/2023		3 LICENCES ADOBE ACROBAT - 9 MOISSOUS	1 138,50	0,00	2
24/07/2023		TEL SAMSUNG GALAXY A54 - 5 G POUR MR JEAN FLOR ES+	632,35	0,00	1
24/07/2023		DAUDET_ FRE & POSE DOUCHETTE	1 033,20	0,00	0
24/07/2023		GIRATOIRE PETIT PARIS GRASSE - MO CREATION RESEAU	2 472,00	0,00	0
24/07/2023		ACL LE TIGNET MOBILIER	2 869,76	0,00	10
24/07/2023		ACL CABRIS 2 LOTS BANQUETTE LITS	595,80	0,00	1
24/07/2023		ACL ST VALLIER 2 TIPIS	634,80	0,00	1
25/07/2023		PAV MOREL-HABILLAGE DE LA PORTE DU PAV	219,46	0,00	0
25/07/2023		ARRET BUS - AV CUMERO LE PLAN	15 157,20	0,00	0
25/07/2023		450 BACS 660L	144 077,76	0,00	6
25/07/2023		13 COLONNES OPTIK ZONE 4 ET 3	24 524,53	0,00	6
25/07/2023		TRVX ARRET DE BUS AVE THIERS - GRASSE	8 464,82	0,00	0
25/07/2023		BA23035101 BAT 24 BIS_ AMENAGEMENT BUREAUX HABITAT	6 518,28	0,00	0
25/07/2023		ECSVS SIT8 DGD LOT1 GROS OEUVRE	42 253,33	0,00	0
27/07/2023		BIOTECH -FRE & POSE CONDENSEUR CLIM	28 336,90	0,00	0
27/07/2023		PLANS DE TRAVAIL PR RESERVES MIP	955,32	0,00	10
27/07/2023		ACHAT MOBILIER PEPINIERE JLLIONS	3 997,50	0,00	10
27/07/2023		LOGICIEL POUR TPE MUSEES	1 889,00	0,00	2
27/07/2023		MIP_FOURNITURE & POSE DE 3 LIGNES ISSUS DU TGBT	2 238,45	0,00	0
01/08/2023		SMA POUSSINIERE_ FRE ET POSE PERGOLA 130M2	15 986,76	0,00	0
01/08/2023		PAV GRASSE CAMPUS 2- FABRICATION ET POSE PORTE MÉT	9 081,52	0,00	0
01/08/2023		PLASTIFIEUSE SCE ENVIRONMT	155,71	0,00	1
01/08/2023		CABRIS CHEM DE PROUVERESSE - RENOUVELMT RESEAU	27 165,71	0,00	0
01/08/2023		CHAPITEAU CIRQUE_ POSE ALARME INTRUSION	10 975,90	0,00	0
01/08/2023		ANN MARCHE AMO BHNS	864,00	0,00	0
01/08/2023		ECSVS - CT VOILES OMBRAGES	384,00	0,00	0

AR Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023				
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 04/05/2024		006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/08/2023	ZA BOIS DE GRASSE_FRE&POSE MARQUAGE AU SOL	2 322,00	0,00	0
01/08/2023	MOE RESTRUCTURATION PISCINE ALT500	256 592,03	0,00	0
01/08/2023	MOE RESTRUCTURATION PISCINE ALT500 -SIT3	72 456,79	0,00	0
01/08/2023	MOE RESTRUCTURATION PISCINE ALT500 -NH1	19 629,79	0,00	0
01/08/2023	MOE RESTRUCTURATION PISCINE ALT500 -SIT3	44 475,02	0,00	0
01/08/2023	MIP_TRVX VIDEOSURVEILLANCE	3 335,00	0,00	0
01/08/2023	ANN MARCHE CREATION BHNS	2 925,35	0,00	0
01/08/2023	ETUDE/CREATION ARRET DE BUS AU COURS	5 040,00	0,00	0
01/08/2023	BIOTECH- FRE & POSE BOUCHE DE VENTILATION	1 116,00	0,00	0
01/08/2023	2 TENTES TIPI CLSH SAINT-VALLIER-DE-THIEY	547,68	0,00	1
01/08/2023	MIP_ANALYSES MATERIAUX ETUDES	2 820,00	0,00	0
	RENOVATION FACADES			
01/08/2023	1 CAISSON 3 TIROIRS / 3. SIÈGE DE TRAVAIL HABITAT	1 399,15	0,00	10
10/08/2023	2 BOUILLOIRES HÔTEL ENTREPRISE	61,43	0,00	1
10/08/2023	PUB MARCHE TRVX ELECTRICITE PR	842,88	0,00	0
	RENOV-ENTRET-MAINT			
10/08/2023	2 TELEPHONES DECT GIGASET CL660 - GARANTIE 1 AN4 C	313,85	0,00	1
10/08/2023	1 CANAPE 1 FAUTEUIL	2 032,50	0,00	10
10/08/2023	REFONTE CARTELS CREATION GRAVURE DU JMIP	6 705,00	0,00	6
10/08/2023	ALT500 DIAGNOSTIC PHYTOSANITAIRE	2 691,00	0,00	0
10/08/2023	GRASSE CAMPUS PALAIS MOBILIER	126 212,20	0,00	10
10/08/2023	20 CLAVIERS DELL KB216 - (AZERTY) - REF 2928 991	481,20	0,00	1
16/08/2023	ECSVS NH5 MOE REMISE EN ETAT APRES DESORDRES MISS	5 497,54	0,00	0
16/08/2023	CTI MOUANS SARTOUX -TRVX DÉSENFUMAGE	3 426,16	0,00	0
16/08/2023	SPERACEDES CH DE REINAUDE - CREATION RESEAU	6 134,44	0,00	0
16/08/2023	PEYMEINADE -RTE DE DRAGUIGNAN -TRVX URGENT SUR RES	3 500,48	0,00	0
16/08/2023	GRASSE AV F. MISTRAL - EXTENS RESEAU	130 967,18	0,00	0
16/08/2023	REPERAGE RESEAUX EP LA ROQUETTE	35 361,60	0,00	0
16/08/2023	REPERAGE RESEAUX EP SAINT-VALLIER	5 581,20	0,00	0
16/08/2023	REPERAGE RESEAUX EP PEGOMAS	31 087,20	0,00	0
16/08/2023	GYMNASE DE PÉGOMAS - SOLDE PARTICIPATION GYMNASSE	90 000,00	0,00	0
16/08/2023	3 CLIMATISEURS MOBILES SIEGE ST CEZAIRE	1 281,17	0,00	6
16/08/2023	CARTE ACHAT 7 VENTILATEURS RAFFRAICHISSEURS	559,93	0,00	1
16/08/2023	PC PORTABLE DSI ENVIRONNEMENT MACOSX 2 4 GO / S	2 376,00	0,00	5
16/08/2023	ANONYMAT JURY DE CONCOURS INTERV	2 322,40	0,00	0
21/08/2023	BORNE BRIANCONNET PARKING VILLAGE	12 956,00	0,00	0
21/08/2023	MIP IMPRIMANTE BILLET BOCA DT230 200 DPI	2 147,00	0,00	5
21/08/2023	MIP - ACHAT LOT BLOCS SECOURS	12 628,51	0,00	6
21/08/2023	FRE DALLE CREATION PAV AV BON MARCHE GRASSE	1 524,14	0,00	0
21/08/2023	FRE DALLE CREATION PAV CH DE L'ORME	3 201,52	0,00	0
21/08/2023	CTI MOUANS_CREATION ALIMENTATION PISTE DE LAVAGE	1 756,67	0,00	0
21/08/2023	PRISE ETHERNET PISCINE HARJES	836,40	0,00	0
21/08/2023	CRECHE DAUDET_FRE & POSE DE 7 MOUSTIQUAIRES	2 011,20	0,00	0
21/08/2023	SIGNALETIQUE INTERIEUR BAT GRASSE CAMPUS 1	4 680,72	0,00	6
21/08/2023	MATERIEL DE NETTOYAGE ENROULEUR AUTO PLATINE PIVOT	1 040,90	0,00	6
21/08/2023	RACCORDT BORNE DE RECHARGE BRIANCONNET	118,25	0,00	0
21/08/2023	2 MICRO-ONDES 2 FOURS VL+ POUSSINIÈRE	530,00	0,00	1
21/08/2023	EJLL_FRE & POSE FAUX PLAFOND	9 994,29	0,00	0
21/08/2023	OPAH CAPG PO27 BETTEGA LIONEL DB2023_038 27-04-23	1 423,00	0,00	15
21/08/2023	OPAH REGION 2023 PO4 BONIFASSI ANNA DB2023_009 26-	1 113,00	0,00	0
21/08/2023	OPAH CAPG PO190 JAILLET MONIQUE DB2021_075 DU 2-1	2 000,00	0,00	15
21/08/2023	OPAH CAPG 2023 PO23 LAROSE FRANCOISE DB2023_033 24	1 765,00	0,00	15

AR Prefecture

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200030857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Modalités et date d'acquisition

Désignation du bien

Valeur d'acquisition (coût historique)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Quantité des amortissements

Durée de amortissement

19/09/2023	BLOC CUISINE DAUDET	167,30	0,00	1
19/09/2023	BAT 42_FRE ET POSES BAES	1 247,90	0,00	6
19/09/2023	ECSHP_PERCEUSE ECHELLE MALLETES INVENTIVES	296,80	0,00	1
19/09/2023	BAT42_TRVX ELEC CREATION SALLES DE REUNIONS	18 937,55	0,00	0
19/09/2023	BAT 42_CREATION D'UN POSTE POUR PHOTOCOPIEUSE	1 660,52	0,00	0
19/09/2023	ECSVS_FRE&POSE VOILES D'OMBRAGES	26 195,00	0,00	0
19/09/2023	MAISON MOBILITE FRE&POSE MENUISERIES RDC	51 076,56	0,00	0
19/09/2023	BAT 42_FRE & POSE BARRIERE COMPLETE PARKING	5 510,74	0,00	0
21/09/2023	OPAH PO207 VERBAERE LAËTITIA DB2022_020 DU 7-04-20	2 238,00	0,00	15
21/09/2023	OPAH CPO21 BOUSTAR RABAH DB2023_021 DU 23-03-23	2 411,00	0,00	15
21/09/2023	OPAH REGION PO20 BOUSTAR RABAH DB23_021 DU 23-03-2	1 205,00	0,00	0
21/09/2023	OPAH CAPG PO20 DALARD ERIC DB2023_021 DU 23-03-23	2 000,00	0,00	15
21/09/2023	OPAH REGION PO20 DALARD ERIC DB2023_021 DU 23-03-2	1 886,00	0,00	0
21/09/2023	OPAH CAPG PO38 GY ANNE KRISTEL DB2023_042 DU 25-05	913,00	0,00	15
21/09/2023	OPAH REGION PO38 GY ANNE KRISTEL DB2023_042 DU 25-	457,00	0,00	0
21/09/2023	OPAH CAPG PO19 MAROUK EMBARKA DB2023_021 DU 23-03-	2 000,00	0,00	15
21/09/2023	OPAH REGION PO19 MAROUK EMBARKA DB2023_021 DU 23-0	1 247,00	0,00	0
22/09/2023	CTI MS SARTX- FRE ET POSE AMENAGEMENT SDB	7 472,03	0,00	0
22/09/2023	VOIRIE-CRÉATION PAV CASERNES KELLERMAN	3 044,22	0,00	0
22/09/2023	BAT 24 BIS_FRE &POSE TOITURE_REFECTION	16 938,00	0,00	0
22/09/2023	POUSSINIÈRE_RENOVATION ELECTRIQUE CUISINE	4 443,23	0,00	0
22/09/2023	CONCESS AMÉNAGT 2023 NPNR ILOT PLACETTE	50 000,00	0,00	15
22/09/2023	CONCES AMANGET 2023 NPNRU MEDIATHEQUE SUD 3E VERST	60 000,00	0,00	15
22/09/2023	CONCES AMENAGT 2023 NPNRU ILOT ROUSTAN	50 000,00	0,00	15
22/09/2023	CAMPUS 2_MODIF DES RESEAUX EU	2 825,28	0,00	0
22/09/2023	BUREAUX NOUVEL OT_ TRVX PLOMBERIE	13 850,40	0,00	0
22/09/2023	PISCINE PEYMEINADE_CRÉATION & POSE PORTE TOLÉE	2 357,62	0,00	0
22/09/2023	PAV CAMPUS 2_CONFECTION&POSE COFFRETS METALLIQUES	7 286,83	0,00	0
22/09/2023	PISCINE PEYMEINADE_CONFECTION&POSE PORTE CHAUFFER	7 135,87	0,00	0
22/09/2023	GRASSE CAMPUS LOT OUTILLAGES PR OUVERTURE GRASSE C	2 171,89	0,00	6
02/10/2023	BIOTECH_FRE&POSE GROUPE FILTRATION AVEC POMPE DE C	8 822,40	0,00	0
02/10/2023	BIOTECH TABLE BASSE	113,30	0,00	1
02/10/2023	ST-CÉZAIRE Z.I HAUTS DE GRASSE - ÉTUDE HYDRO	6 600,00	0,00	0
02/10/2023	MOE_MIP FAÇADES	14 656,57	0,00	0
02/10/2023	VIDEOPROJECTEUR LG ELECTRONICS POUR LA RH -FORMAT	438,00	0,00	1
03/10/2023	SPERACEDES CREATION RESEAU -CH DE LAURENS	11 670,05	0,00	0
03/10/2023	BAT42_AMENAGMT ARCHIVES EN SALLE DE REUNION	21 265,63	0,00	0
03/10/2023	NOUVEL OT_TRVX AMÉNAGMT NOUVX BUREAUX	43 582,01	0,00	0
06/10/2023	CLSH AURIBEAU AVANCE N° 2 SUR OPÉRATION	5 285,05	0,00	0
06/10/2023	INDEMNITES CONCOURS PISCINE ALTITUDE 500	20 000,00	0,00	0
06/10/2023	TRVX RESEAU EAUX PLUVIALES - BD DU 8 MAI LA ROQUET	34 360,78	0,00	0
06/10/2023	REFRIGERATEUR ACL SPERACEDES	400,00	0,00	1
06/10/2023	GRASSE CAMPUS 2_RECHERCHE DE CUVES ENTERRÉES	1 230,00	0,00	0
06/10/2023	CRÈCHE VOIE LACTÉE MATERIEL D ACTIVITE	1 036,94	0,00	6
06/10/2023	MOBILIER POUR SALLE RDJ	2 569,90	0,00	10

06/10/2023	FAUTEUIL GALA NET ANTENNE AURIBEAU SUR SIAGNE	228,96	0,00	1
06/10/2023	FAUTEUIL GALA NET SCE RH	228,96	0,00	1
10/10/2023	MAISON MÉDICALE CTRLÉ SUITE MISE EN PLACE NOUVE	500,00	0,00	0
10/10/2023	MOE RESTRUCTURATION PISCINE ALT500 -SIT	4 826,31	0,00	0
10/10/2023	MIP PLAFONIER OUR RESERVE	1 930,00	0,00	6
10/10/2023	POSE D'UNE BORNE DE RECHARGE PARKING DE COVOITUR	11 525,52	0,00	0
10/10/2023	RAM SPERACEDES MATERIEL FPT HANDICAP	685,07	0,00	1
10/10/2023	CRECHE VL FAUTEUIL JAUNE 2 ACCOUDOIRS	298,61	0,00	1
10/10/2023	CRECHE VL TAPIS UNI ORANGE	210,37	0,00	1
10/10/2023	LNPCA ETUDES AVANT PROJET PHASE 1 DU PROJET PHASES	9 375,75	0,00	30
10/10/2023	5 CASQUES LOGITECH -USB HEADSET H340 (REF 2639398)	178,56	0,00	1
10/10/2023	2 BACS DE RETENTION BASE-LINE	478,00	0,00	1
10/10/2023	OPAH CAPG PO44 PAPPALO ROSE DB2023_060 DU 7-09-23	1 578,00	0,00	15
10/10/2023	OPAH REGION PO44 PAPPALO ROSE DB2023_060 DU 7-09-2	789,00	0,00	0
10/10/2023	OPAH PO45 PAPPALO SANTO DB2023_060 DU 7-09-2023	1 220,00	0,00	15
10/10/2023	OPAH PO51 RABBIA GINETTE DB2023_060 DU 7-09-2023	2 000,00	0,00	15
10/10/2023	OPAH REGION PO51 RABBIA GINETTE DB2023_060 DU 7-09	933,00	0,00	0
12/10/2023	POUSSINIERE_TRVX MAÇONNERIE CUISINE	11 378,54	0,00	0
12/10/2023	TF RENOV TERRAIN STADE DE LA BASTIDE	798 237,60	0,00	0
12/10/2023	5 LICENCES MICROSOFT AZURE PREMIUM P1	382,50	0,00	1
12/10/2023	LICENCE ADOBE CREATIVE CLOUD 7 MOIS	1 194,65	0,00	2
12/10/2023	FRE ET MISE EN OEUVRE LOGICIEL GESION DES DECHETS	40 328,16	0,00	2
12/10/2023	CARTE ACHAT : TREPIED POUR LE SERVICE COM	78,98	0,00	1
12/10/2023	CARTE ACHAT : SUPPORT SMARTPHONE OSMO MOBILE 6 GR	159,00	0,00	1
16/10/2023	OPAH PO58 BONJOUR JULES DB2023_060 DU 7-09-2023	1 695,00	0,00	15
16/10/2023	OPAH CAPG PO58 CORTES MATEO PABLO DB2023_060 DU 7-	1 016,00	0,00	15
16/10/2023	OPAH CAPG PO212 ERETEO CONCEPTION DB2023_020 DU 7-	1 716,00	0,00	15
16/10/2023	OPAH CAPG PO59 BRIKI ABDELHAMID DB2023_060 DU 7-09	2 000,00	0,00	15
16/10/2023	OPAH CAPG PO28 MAHOU ELYES DB2023_033 DU 27-04-202	2 500,00	0,00	15
16/10/2023	OPAH REGION PO28 MAHOU DB2023_033 DU 27-04-2023	4 767,00	0,00	0
16/10/2023	OPAH REGION PO59 BRIKI ABDELHAMID DB2023_60 DU 7-0	879,00	0,00	0
18/10/2023	144 BACS 660L EMB CTI MALAMAIRE	22 113,74	0,00	6
18/10/2023	380 BACS DIVERS CONTENANCES	23 827,68	0,00	6
18/10/2023	65 BACS 660L	11 311,86	0,00	6
18/10/2023	35 COLONNES OPTIK 4M3	66 625,74	0,00	6
18/10/2023	20 BACS 140L 20 BACS 180L	1 258,56	0,00	6
18/10/2023	FAUTEUIL GALA NET FRANCE SERVICE ST AUBAN	228,96	0,00	1
18/10/2023	3 EXTRACTEURS DE JUS-1 MINI FOUR CLSH SPERACE-SERA	745,01	0,00	1
18/10/2023	GRASSE - AV MCHL LECLERC - DEPOSE ET POSE CANALISA	5 547,60	0,00	0
18/10/2023	2 SAMSUNG GALAXY A14 DVT SOCIAL DES TERRITOIRES ET	429,60	0,00	1
24/10/2023	ANN MARCHÉ MISS ETUDE ET AMO ÉLABORATION PLH	1 130,34	0,00	0
24/10/2023	2 SAMSUNGS XCOVER 5 (REF : 7258583) POUR ASTREINT	1 115,02	0,00	5
24/10/2023	IMPRIM HP OFFICEJET 250 SCE EMPLOI SOLIDARITE	330,50	0,00	1
24/10/2023	CLSH SERANON LAVE VAISSELLE A CAPOT	4 560,00	0,00	10
24/10/2023	INSTAL BI-MAT STE MARGUERITE	1 420,56	0,00	0
24/10/2023	PARC DE L'ARGILE - POSE D'UN PANNEAU DE RUE	290,30	0,00	0

24/10/2023	ZA ARGILE CHGT LATTES SIGNALETIQUE SUR BI-MATS	231,60	0,00	0
24/10/2023	FRE ET POSE DE STICKERS SUR TOTEM - PÉGOMAS	275,04	0,00	0
25/10/2023	TPE - MIP	1 492,20	0,00	5
25/10/2023	ROUTEUR TP-LINK SANS FIL (REF7257944) MAIS SANTÉ V	108,69	0,00	1
25/10/2023	OPAH CAPG PO40 BERTON J-MARC DB2023_042 DU 25-05-2	2 000,00	0,00	15
25/10/2023	OPAH CAPG PO1 NOLLE JAN DB2023_009 DU 26-01-2023	1 483,00	0,00	15
25/10/2023	BAT 24 INSTAL KIT GSM + TELEALARME ASCENSEUR	2 408,93	0,00	0
25/10/2023	DEPOT DE MARQUE LOGO CFPG « CENTRE DE FORMATION DU	190,00	0,00	1
25/10/2023	MOBILIER PEPINIERE	639,95	0,00	1
25/10/2023	ECSVS MGPE ACTION 1016 - CREAT CENTRALE PHOTOVOLTA	61 243,20	0,00	0
30/10/2023	SALLE ESCRIME_FRE & POSE PANNEAUX BOIS	1 656,00	0,00	0
30/10/2023	ECSHP_CREATION & POSE BAR ET ASSISES EN BOIS	1 100,00	0,00	0
30/10/2023	ECSHP_FRE & POSE ETANCHEITE PERGOLA	1 307,56	0,00	0
30/10/2023	TDG - FRE ET POSE D'UN TREUIL ET UNE PERCHE	8 340,00	0,00	0
30/10/2023	ECSVS FRE ET POSE EXTINCTEUR	99,40	0,00	1
30/10/2023	EXTINCTEUR STOCK	81,40	0,00	1
30/10/2023	SMA DAUDET 2 SIEGES AU SOL	379,02	0,00	1
30/10/2023	VELO, TRICYCLE RPE	436,58	0,00	1
30/10/2023	GRASSE CAMPUS 1 SAMSUNG GALAXY A23 - 5 G MR MOTTA	374,40	0,00	1
30/10/2023	ACQUISITION 19 VAE +ACCESSOIRES	47 964,80	0,00	0
30/10/2023	SUBV EQUIPEMT SUR TRAVAUX QUOTE PART 3 EMPRUNT 202	407 944,05	0,00	15
02/11/2023	ANN MARCHE REALISATION JARDIN DE PLUIE	1 125,23	0,00	0
02/11/2023	BAT 42 PLAN TOPO, INTERIEURS, FACADES,	26 000,00	0,00	0
02/11/2023	HARJES_FRE & POSE PORTE LOURDE 2 VANTAUX	4 036,92	0,00	0
02/11/2023	ECSHP_ELECTROMÉNAGER FRIGO BOUILLLOIRE SALLE JP HEN	494,98	0,00	1
02/11/2023	PISCINE ALTITUDE 500 RECONNAISSANCE STRUCTURELLE	73 050,00	0,00	0
03/11/2023	SMA VL LE TIGNET -2 PORTE BEBE	319,80	0,00	1
03/11/2023	RAM SPERACEDES BLOC CUISINE RPE	1 116,57	0,00	10
03/11/2023	SMA ENFANTOUN MOBILIER	1 714,65	0,00	10
03/11/2023	SMA ENFANTOUN COUSSINS	255,65	0,00	1
03/11/2023	SMA SERANON LOT DE JARDINIÈRE LOU GALOUPIN	1 755,77	0,00	6
03/11/2023	SMA ST CEZAIRE LOTS DE TABOURETS PIOUS PIOUS	775,55	0,00	10
03/11/2023	SMA ST CEZAIRE PUERICULTURE PIOUS PIOUS	590,76	0,00	1
03/11/2023	PORTE MANTEAUX ACL AURIBEAU	565,51	0,00	1
03/11/2023	SMA POUSSINIÈRE 3 SIEGES	239,97	0,00	1
03/11/2023	OPAH PO31 CORNU MARTINE DB2023_033 DU 27-04-23	2 000,00	0,00	15
03/11/2023	OPAH PO26 JAIS JACQUELINE DB2023_033 DU 27-04-23	1 770,00	0,00	15
03/11/2023	CRECHE VL LE TIGNET FRE ET POSE SOL SOUPLE	27 865,21	0,00	0
03/11/2023	BAT42_IMPRIMANTE CARTE CONTROLE D'ACCES	976,80	0,00	6
09/11/2023	RAM SPERACEDES RÉHAUSSE DES GARDES CORPS ET PORTIL	6 163,67	0,00	0
09/11/2023	OPAH PO240 DEL FABBRO LAURENT DB2022_051 DU 8-09-2	2 500,00	0,00	15
09/11/2023	STADE LA BASTIDE _ AMO/VISA/DET/AOR	5 700,00	0,00	0
09/11/2023	ZA STE MARGUERITE_ ETUDE EXTENSION PARKING	4 500,00	0,00	0
09/11/2023	JARDIN DE PLUIE - ETUDE DE FAISABILITE	1 680,00	0,00	0
09/11/2023	JARDIN DE PLUIE - RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE	2 376,00	0,00	0
09/11/2023	PISCINE ALT 500 RECONNAISSANCE GÉOTECHNIQUE	16 329,60	0,00	0
09/11/2023	MAISON DE LA MOBILITÉ_TRVX CRÉATION PEINTURE	39 260,36	0,00	0
09/11/2023	BAT 42_CREATION BUREAUX AU RDJ	8 646,14	0,00	0
09/11/2023	24BIS_DEMOLITION CLOISON BUREAU DGST	2 097,95	0,00	0
09/11/2023	PAV MOUANS-SARTOUX RUE DU CHATEAU-CONFECTION&POSE	5 226,24	0,00	0

Page 194

CA DU PAYS DE GRASSE AR - Préfecture Budget Principal - CA - 2023 006-200030857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024					
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	Quantité des amortissements	Durée de amortissement
27/11/2023	OPAH RU PB1 THIBAudeau DB2023_014 DU 9-03-23	5 000,00	0,00	15	
27/11/2023	OPAH RU REGION PB1 THIBAudeau MIKAEL DB2023_014	2 500,00	0,00	0	
27/11/2023	OPAH RU PB2 THIBAudeau DB2023_014 DU 9-03-23	5 000,00	0,00	15	
27/11/2023	OPAH RU REGION PB2 THIBAudeau DB2023_014 DU 9-03-2	2 500,00	0,00	0	
27/11/2023	OPAH PO18 REJANY MARTIN DB2023_014 DU 9-03-23	2 361,00	0,00	15	
27/11/2023	OPAH REGION PO18 REJANY MARTIN DB2023_014 DU 9-03-	1 181,00	0,00	0	
27/11/2023	OPAH PO54 VALCASARA MIRELLA DB2023_060 DU 7-09-23	1 796,00	0,00	15	
29/11/2023	EJLL_FRE & POSE PORTE CLARITE AU RDC	1 046,50	0,00	0	
29/11/2023	MIP CASIERS POUR ACCUEIL VISITEURS	927,00	0,00	10	
29/11/2023	SILLAGES_CREATION CLOISON AU R+1	1 628,32	0,00	0	
29/11/2023	SILLAGES_CREATION SOCLE EXTERIEUR	887,88	0,00	0	
29/11/2023	EJLL_CRÉATION LOCAL STOCKAGE RDC	3 031,17	0,00	0	
29/11/2023	ACQUISITION AFFICHES	1 500,00	0,00	6	
29/11/2023	TOTEMS PA DE LA PLAINE LA ROQUETTE/SIAGNE	13 396,74	0,00	0	
29/11/2023	FRE ET POSE D'UN STICKERS SUR TOTEM DE L'ARGILE	156,94	0,00	0	
29/11/2023	MIP_TRAVaux MISE AUX NORME PMR	13 231,00	0,00	0	
29/11/2023	EJLL_FRE & POSE GUIDAGE PMR	2 993,50	0,00	0	
29/11/2023	MOBILIER PEPINIERE	165,82	0,00	1	
29/11/2023	BAT42_CRÉATION DE BUREAU AU RDJ.HORS MARCHÉ	7 112,28	0,00	0	
29/11/2023	SILLAGES_CREATION DE BUREAU AU R+1HORS MARCHÉ	2 053,51	0,00	0	
29/11/2023	13 COLONNES POUR ZONE 4 SELON DEVIS JOINT	26 535,52	0,00	6	
29/11/2023	CAFETIÈRES SPORTS JEUNESSE	214,97	0,00	1	
30/11/2023	TDG-FRE&POSE BANDE PORTE JOINT SUR COUVERTINE	2 883,12	0,00	0	
30/11/2023	MAION DE LA MOBILITE -FRE ET POSE CVC	75 649,54	0,00	0	
30/11/2023	BAT 42 FRE & POSE GUIDAGE PMR	3 258,00	0,00	0	
30/11/2023	CAMPUS 2_ETUDE GEOTHECHNIQUE	15 363,00	0,00	0	
30/11/2023	BUREAUX NOUVEL OT _ MISS CSPS	2 520,00	0,00	0	
30/11/2023	AMO GRASSE CAMPUS 2 LABEL BDM	3 780,00	0,00	0	
30/11/2023	ZA DE L'ARGILE _ PLAN TOPOGRAPHIQUE	816,00	0,00	0	
01/12/2023	TRVX NOUVEL OFFICE DU TOURISME	9 760,92	0,00	0	
01/12/2023	SIL SIGNALÉTIQUE ZI LE TIRAGON	1 753,73	0,00	0	
01/12/2023	CTI VALDEROURE_TRVX RÉSEAU LOCAL TECHNIQUE	6 949,50	0,00	0	
01/12/2023	LOCAL ADO PISC PEYMEINADE CREATION OUVERTURE EN FA	1 951,20	0,00	0	
04/12/2023	PEPINIERE MACHINE NEXPRESSO	83,33	0,00	1	
04/12/2023	SERANON PAV AV NOTRE DAME REPRISE VOIRIE	6 230,82	0,00	0	
04/12/2023	BAT42_ENCOFFREMENT TABLEAU ELEC SORTIE DE SECOURS	1 695,59	0,00	0	
04/12/2023	CRÈCHE POUSSINIÈRE MISE PLACE GRILLAGE RIGIDE AVEC	2 536,80	0,00	0	
04/12/2023	MOE EXTENSION CAMPUS ETUDIANTS DE GRASSE PHASES D	91 034,73	0,00	0	
04/12/2023	ANN CRÉATION RESEAU EP CH STE BRIGITTE (VILLA MARC	326,25	0,00	0	
04/12/2023	MIP4 TABLES ET 4 MANGES DEBOUT POUR EVENEMENTIEL	649,14	0,00	1	
04/12/2023	RACCORDT BORNE DE RECHARGE PEYMEINADE PLACE	1 326,00	0,00	0	
06/12/2023	INTEGRATION DES TRAVAUX 2020-2022 ARRETS BUS GRASS	163 800,00	0,00	0	
Acquisitions à titre gratuit					
Mise à disposition					
Affectation					
Mises en concession ou affermage					
Divers					
08/08/2023	REAMENAGEMENT JMIP SITUATION 1	16 289,52	0,00	0	

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023 006-200030857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024					Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réimpression : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement		
08/08/2023	AMENAGT JARDIN ROURE-PLANTATIONS SIT2 LOT2	11 098,69	0,00	0		
08/08/2023	JARDIN ROURE-FRE ET POSE GAZON	10 478,04	0,00	0		
08/08/2023	AMENAGT DU JARDIN ROURE-PLANTATIONS SIT3 LOT2	5 819,39	0,00	0		
08/08/2023	JARDIN ROURE _FRE ET POSE SIGNALITIQUE	2 394,00	0,00	0		
08/08/2023	FRE ET PLANTATION DE LAVANDES JARDIN ROURE	4 189,20	0,00	0		
08/08/2023	SIGNALETIQUE JARDIN ROURE	720,00	0,00	0		
08/08/2023	AMENAGT JARDIN ROURE-PLANTATIONS SIT1 LOT2 (21CAPG0184)	12 085,92	0,00	0		
08/08/2023	AMENAGT JARD ROURE-PLANTATIONS SIT4 LOT2 SOLDE ST2	3 979,20	0,00	0		
08/08/2023	JMIP-TAMA MANDAT -171-1-2013-ACPT1-2012/62 (90002812179631)	28 919,28	0,00	0		
08/08/2023	TX JMIP - TAMA-MANDAT 412-2013-ACPT3-2012/62 (90002839188231)	36 489,96	0,00	0		
10/08/2023	ZI ARGILE (1007-2314)	17 910,13	0,00	0		
10/08/2023	TX CHEMIN DE L ECLUSE	5 911,74	0,00	0		
10/08/2023	TX ZA BOIS DE GRASSE	11 689,70	0,00	0		
10/08/2023	AMENAGEMENT DE LA ZA ARGILE (14/075)	13 156,00	0,00	15		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	842,23	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	13 233,92	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	172 790,00	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	200 000,00	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	1 760,00	0,00	0		
10/08/2023	TX TX ZI ARGILE MOUANS	360,00	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	360,00	0,00	0		
10/08/2023	TX PISCINE PEYMEINADE	6 973,10	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	201 283,10	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	36 903,00	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	3 475,90	0,00	0		
10/08/2023	TX JMIP (2014000109)	2 803,04	0,00	0		
10/08/2023	TX PISCINE PEYMEINADE	1 843,20	0,00	0		
10/08/2023	TX JMIP	18 750,00	0,00	0		
10/08/2023	TX PISCINE ALT 500	34 507,96	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	720,00	0,00	0		
10/08/2023	TX MIP	283 086,30	0,00	0		
10/08/2023	TX MIP	5 309,70	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	1 440,00	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	6 505,49	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	14 690,30	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	3 475,89	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	6 897,00	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	4 040,72	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	1 698,01	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	68 781,04	0,00	0		
10/08/2023	TX ZI ARGILE MOUANS	41 790,26	0,00	0		
10/08/2023	raccordement électrique piscine peymeinade	8 878,80	0,00	0		
10/08/2023	FLÉCHES PARKING PL ZI ARGILE MOUANS SAR	1 171,56	0,00	0		
10/08/2023	travaux de conformité piscine de Peymeinade	4 914,13	0,00	0		
10/08/2023	PARKING PL MOUANS SARTOUX	57 185,55	0,00	0		
10/08/2023	mise aux normes du quai bus des 4 chemins	7 470,00	0,00	0		
10/08/2023	boulevard des mimosas mises aux normes quai bus	7 498,80	0,00	0		
10/08/2023	PARKING PL MOUANS SARTOUX LOT 2	25 920,82	0,00	0		
10/08/2023	CTI MALAMAIRE BRANCHEMT INDIV NEUF EN SOUTIRAGE	1 062,00	0,00	0		
10/08/2023	CTI MALAMAIRE TVX ASSAINT + ÉTUDES GÉOTECHNIQU	4 584,00	0,00	0		
10/08/2023	TVX LOT 2 PARKING PL ZA	3 884,66	0,00	0		
10/08/2023	Isolation des combles crèche L'enfantoun	436,08	0,00	0		
10/08/2023	Fe et pose conduit de cheminée Mais Médicale	1 554,91	0,00	0		
10/08/2023	DEVIS 211 116A PIGNATTA	310,74	0,00	0		
10/08/2023	TRAVAUX CHAPITEAUX	2 568,24	0,00	0		
10/08/2023	AMENAGEMENT 2 CHAPITEAUX VALLE	22 609,04	0,00	0		
10/08/2023	DEPLACEMENT DE DEUX CHAPITEAUX	33 036,84	0,00	0		
10/08/2023	BRANCHEMENT TJ CHEMIN DES PICH	2 207,56	0,00	0		
10/08/2023	DEPLACEMENT DE DEUX CHAPITEAUX	94 741,88	0,00	0		
10/08/2023	DEPL DE DEUX CHAPITEAUX	64 763,40	0,00	0		
10/08/2023	CHAPITEAUX SIAGNE ELECTRICIT	18 019,96	0,00	0		
10/08/2023	PLANS D'EVACUATION DU GRAND CH	248,77	0,00	0		
10/08/2023	RETENUE GARANTIE - LOT 2 - CHA	3 408,60	0,00	0		

Page 198

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception en préfecture : 11/12/2024		006-200030857-20240401-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 04/05/2024	
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement	
24/08/2023	MISE EN ACCESSIBILITÉ QUAI DE BUS	3 556,80	0,00	0	
24/08/2023	TRVX LOCAL POUBELLE LE MAS	5 947,34	0,00	0	
24/08/2023	LOCAL POUBELLES SERANON-AVENUE NOTRE DAME	5 922,94	0,00	0	
24/08/2023	LOCAL POUBELLE BRIANCONNET - LE PRIGNOLET	4 212,31	0,00	0	
24/08/2023	SPERACEDES MUR ESCALADE CTRLE APRES TRVX	864,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION OEUVRE MIP	1 435,20	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION OEUVRE MIP	657,80	0,00	0	
24/08/2023	MISE ACCESS ARRET BUS POURSEL LA ROQUETTE	10 638,00	0,00	0	
24/08/2023	MACONNERIE LOCAL POUBELLE LE MAS	4 742,64	0,00	0	
24/08/2023	LOCAL POUBELLE BRIANCONNET - LE PRIGNOLET	3 379,20	0,00	0	
24/08/2023	ARRÊT DE BUS SAINT VALLIER	16 597,20	0,00	0	
24/08/2023	DALLE LOCAL VÉLO MS SARTOUX/PARKING COVOITURE	1 596,00	0,00	0	
24/08/2023	LOCAL POUBELLES SERANON-AVENUE NOTRE DAME	11 994,34	0,00	0	
24/08/2023	AMENAGEMENT PARKING DE LA ROQUE A GRASSE	3 096,00	0,00	0	
24/08/2023	AMENEGT PARKING DE LA ROQUE GRASSE	1 620,00	0,00	0	
24/08/2023	CHAUDIERE BIOMASSE MAISON MEDICALE VALDEROURE	43 169,74	0,00	30	
24/08/2023	DALLE LOCAL VÉLO MOUANS SARTOUX/PARKING COVOITURE	5 038,50	0,00	0	
24/08/2023	RG COMPLT MDT 870 REMPLACMT CHAUDIERE MAISON MED	2 272,09	0,00	30	
24/08/2023	GARE ROUTIERE FRE ET POSE BARRIERE	3 043,91	0,00	0	
24/08/2023	PAV HAMEAU TZIGANES GRASSE CONFECTION ET POSE PORT	1 176,00	0,00	0	
24/08/2023	ARRET DE BUS RD 2221 - ST AUBAN	15 720,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAUR OEUVRE FONTAINE COEURS RENVERSES OTHONIEL	10 692,66	0,00	0	
24/08/2023	FRE ET POSE COLONNES ENTERREES FLEURS DE GRASSE	39 971,60	0,00	0	
24/08/2023	AIRE DE RETOURNEMENT MAISON DARRÊT DE GRASSE	29 794,80	0,00	0	
24/08/2023	PEGOMAS - AV MISTRAL - ARRÊT BUS PEGOMAS GRASSE-	13 770,36	0,00	0	
24/08/2023	MIP RESTAURATION EXPO BAIN	800,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION MIP	300,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION MIP	1 680,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION MIP	216,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION MIP	660,00	0,00	0	
24/08/2023	RESTAURATION MIP	1 056,00	0,00	0	
24/08/2023	Mise en accessibilité arrêt de bus_grasse moulin	7 494,60	0,00	0	
24/08/2023	Tvx Lot 2 Parking PL ZA Argile	2 038,74	0,00	0	
24/08/2023	ARRÊT BUS CANTEPERDRIX GRASSE	5 952,00	0,00	0	
24/08/2023	MIP : RESTAURATION COUVERCLE D'UN POT	192,00	0,00	0	
24/08/2023	Mis accessibilite arr bus canteperdrix grasse ST15	22 422,30	0,00	0	
24/08/2023	travaux d'électricité CTI Malamaire ST15018801P	2 118,00	0,00	0	
24/08/2023	Aménagmt aire retournement pour bus_montauroux ST1	19 797,98	0,00	0	
24/08/2023	SIGNALÉTIQUE PARC D'ACTIVITÉS DE LA FESTE	4 989,05	0,00	0	
24/08/2023	Aménagt arrêt bus carrefour RD562-RD94	972,00	0,00	0	
24/08/2023	access arrêts bus Jeu Ballon ST15035001P	37 562,40	0,00	0	
24/08/2023	mis access arrêts bus T15035001P	31 987,20	0,00	0	
24/08/2023	TX ARRET BUS GRASSE	7 140,00	0,00	0	
24/08/2023	COMMANDE DE 3 TOILETTES CHAUFFEURS BUS	104 094,00	0,00	0	
24/08/2023	Arr Bus Maison d arret ST15035001P	28 736,94	0,00	0	
24/08/2023	VRD ACCESSIBILITE ARRET DE BUS LA ROQUETTE	2 014,20	0,00	0	
24/08/2023	Arret bus Grasse_ tx de securisation (maison Arr	1 062,61	0,00	0	
24/08/2023	Equipemt mur escalade ecole SPERACEDES	2 670,00	0,00	0	
24/08/2023	Mise en sécurité arrêt Bellaud Bd Carnot Grasse	8 473,66	0,00	0	
24/08/2023	Mur Escalade Spéracedes_ aménagement	1 125,00	0,00	0	
24/08/2023	Mur escalade Speracedes_ fre et pose sol de securi	6 498,74	0,00	0	
24/08/2023	MISE EN SECURITE ARRET BUS LA CHARMERAIE RD9 PEGOM	8 269,20	0,00	0	
24/08/2023	MIP : restauration d'une oeuvre (Sonrel)	1 100,00	0,00	0	
24/08/2023	MIP : restauration d'un cadre doré	1 100,00	0,00	0	
24/08/2023	Ecole Speracedes - Controle resistance	935,00	0,00	0	
24/08/2023	MUR ESCALADE_Fourniture et pose sol (complt)	1 114,92	0,00	0	
24/08/2023	ARRET BUS MOULIN DE BRUN	14 964,37	0,00	0	

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023 AR-Préfecture 006-200030857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024					
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
24/08/2023	MIP RESTAURATION EAU DE TOILET MANDAT -2412-1-2013 (90003103686731)	346,84	0,00	0	
24/08/2023	MIP RESTAURATION COLLECTIONS-MANDAT -2950-1-2013- (90003163741531)	2 224,56	0,00	0	
24/08/2023	MIP RESTAURATION TABLETTERIE-MANDAT -2949-1-2013- (90003163741631)	1 327,56	0,00	0	
24/08/2023	MIP RESTAURATION LIVRE-WALLE MANDAT -2996-1-2013- (90003166976131)	621,92	0,00	0	
24/08/2023	MIP RESTAURATION COLLECTIONS- MANDAT -3110-1-2013- (90003182672731)	968,76	0,00	0	
24/08/2023	MIP RESTAURATION COLLECTIONS MANDAT -3407-1-2013 (90003200261931)	2 798,64	0,00	0	
11/10/2023	BRUMATISATION MIP	11 244,33	0,00	6	
11/10/2023	TX CTI PEYMEINADE	18 684,44	0,00	0	
11/10/2023	TX CTI PEYMEINADE	18 684,44	0,00	0	
11/10/2023	TX PÉPINIÈRE (2014000286)	4 890,93	0,00	0	
11/10/2023	DIAG APRES TX VOIRIE GARE ROUTIÈRE GRASSE	4 300,80	0,00	0	
11/10/2023	REPLACEMENT CASQUE POUR LE MIP	1 604,70	0,00	6	
11/10/2023	TX P3 COFELY CPE PEPINIERE (2016000318)	139,83	0,00	0	
11/10/2023	VDI PEPINIERE	1 881,31	0,00	0	
11/10/2023	VDI PEPINIERE	12 595,09	0,00	0	
11/10/2023	VDI PEPINIERE	1 112,28	0,00	0	
11/10/2023	VDI PEPINIERE	696,07	0,00	0	
11/10/2023	VDI PEPINIERE	50 380,29	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE LA PAOUTE GRASSE (19CAPG0207)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	PERSONNALISATION INTERFACE USAGERS WIIZ (19CAPG0246)	4 060,83	0,00	0	
20/10/2023	RG PERSONNALISATION INTERFACE USAGERS WIIZ (19CAPG0294)	213,73	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE CLAVARY GRASSE	1 158,00	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE PARKING ECOLE PEYMEINADE	1 158,00	0,00	0	
20/10/2023	DEPLOIEMENT BORNE RECHARGE VEHICULES ELECTRIQUE	1 080,00	0,00	0	
20/10/2023	BORNES ALCATEL MAISON SANTE VALDEROURE (2014000285)	1 777,72	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE LA ROQUETTE SUR SIAGNE (2018000206)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE COLLONGUES (2018000207)	1 079,04	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE ST CEZAIRE (2018000208)	1 079,04	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE PEGOMAS (2018000209)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE LE TIGNET (2018000313)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE L.CAUVIN PARK STE HELE (2018000314)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELCT BORNE GRASSE ANC PALAIS JSUTICE (2018000315)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE PEYMEINADE COMPLEXE SPORTIF (2018000316)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE LA CHESNAIE (2018000317)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELCT BORNE GRASSE MOULIN DE BRUN (2018000318)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE MS SARTOUX GARE (2018000321)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE 2 MS SARTOUX GARE (2018000322)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE MS SARTOUX ALLEE DU PARC (2018000323)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE 2 MS SARTOUX ALLEE DU PARC (2018000324)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE RD POINT ALAMBIC (2018000325)	905,00	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE TRAV KELLERMANN (2018000326)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDEMENT ELECTRIQUE BORNE PEGOMAS (2018000360)	1 145,64	0,00	0	
20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE F.MISTRAL (2018000361)	1 145,64	0,00	0	

CA DU PAYS DE GRASSE AR - Préfecture Budget Principal - CA - 2023 006-200030857-20240404-DL2024_037-BF Reçu le 16/04/2024 Publié Modalités et date 2024					Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024 Cumul des amortissements Durée de amortissement	
	d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)			
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE PERDIGON (2018000362)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE AURIBEAU (2018000363)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE LE MAS (2018000364)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE ESCRAGNOLLES (2018000365)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE CAILLE (2018000366)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE SERANON (2018000367)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE SPERACEDES (2018000368)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE ST AUBAN (2018000369)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE ANDON (2018000370)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE M.DUVAL (2018000371)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE GRASSE AV.PROVENCE (2018000372)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	HABILLAGE BORNES RECHARGES ELECTRIQUES (2018000379)	1 968,00		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE PEYMEINADE BELLETRUD (2018000381)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE CABRIS POSTE (2018000382)	1 145,64		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT ELECT BORNE ST VALLIER PARK ESP THIEY (2018000383)	1 079,04		0,00	0
	20/10/2023	PRIME CANDIDAT NON RETENU MARCHÉ 2017-30 (2018000407)	1 666,67		0,00	0
	20/10/2023	PRIME CANDIDAT NON RETENU MARCHÉ 2017-30 (2018000408)	1 666,67		0,00	0
	20/10/2023	IMPLANTATION ET FRE DE 34 BORNES ELECTRIQUES (2018000409)	74 250,26		0,00	0
	20/10/2023	GENIE CIVIL ELECTRIQUES 15 BORNES (2018000410)	37 701,95		0,00	0
	20/10/2023	GENIE CIVIL ELECT BORNES (2018000412)	66 785,70		0,00	0
	20/10/2023	RETENUE DE GARANTIE FACT MANDAT 10448 (2018000435)	4 150,46		0,00	0
	20/10/2023	MARCHÉ VDI MIP	8 013,20		0,00	0
	20/10/2023	FRE POSE BORNES PARKING COVOITURAGE PEYMEINADE	6 134,77		0,00	0
	20/10/2023	FRE POSE BORNES HÔPITAL CLAVARY	5 200,77		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDEMENT BORNES SIÈGE CAPG	1 902,00		0,00	0
	20/10/2023	FRE POSE BORNES SIÈGE CAPG	14 037,18		0,00	0
	20/10/2023	FRE POSE BORNES SIÈGE CAPG	32 911,00		0,00	0
	20/10/2023	FRE POSE BORNES SIÈGE CAPG SS TRAIT CITELUM	3 149,00		0,00	0
	20/10/2023	FOURNITURE POSE BORNES SIÈGE	17 006,77		0,00	0
	20/10/2023	TRAVAUX BORNES DE RECHARGE	7 414,75		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT BORNE DE RECHARGE ARGILES MOUANS-SARTOUX	452,25		0,00	0
	20/10/2023	TRVX INSTALLATION BORNES ARGILE MS SARTOUX (21CAPG0013)	8 041,30		0,00	0
	20/10/2023	HABILLAGE BORNES DE RECHARGE	380,00		0,00	0
	20/10/2023	POSE ET FOURNITURE BORNE ZA ARGILE	11 511,54		0,00	0
	20/10/2023	POSE ET FOURNITURE BORNE ZA ARGILE SS TRAITANT DE	3 158,00		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDEMENT BORNE PARKING RELAIS MOUANS SARTOUX	1 053,45		0,00	0
	20/10/2023	FRE ET POSE BORNE DE RECHARGE KELERMAN	6 284,77		0,00	0
	20/10/2023	FOURNITURE ET POSE BORNE PLASCASSIER	5 093,77		0,00	0
	20/10/2023	FRE TE POSE BORNE PLASCASSIER SS TRAITANT DE CITEL	3 781,00		0,00	0
	20/10/2023	BORNE GARE ROUTIÈRE	12 674,08		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDMT BORNE ÉLECTRIQUE SAINT DONAT (21CAPG0090)	1 166,40		0,00	0
	20/10/2023	POSE BORNE PARC DU CHÂTEAU MOUANS-SARTOUX	17 630,24		0,00	0
	20/10/2023	RACCORDT BORNE LA ROQUETTE - FERRAGNON	462,25		0,00	0
	20/10/2023	INSTALLATION BORNE DE RECHARGE PL DON JEAN BELLON	462,25		0,00	0
	20/10/2023	INSTAL RACCORDMT BORNE DE RECHARGE RTE ORATOIRE GA	462,25		0,00	0

20/10/2023	RACCORDEMENT BORNE ELEC AURIBEAU-LEON MALLET	462,25	0,00	0
20/10/2023	BORNE ST AUBAN PARKING VILLAGE	11 614,33	0,00	0
20/10/2023	INSTAL BORNE LA ROQUETTE COEUR SAINT GEORGES	9 872,98	0,00	0
20/10/2023	BORNE GARS PARKING VILLAGE	11 782,00	0,00	0
20/10/2023	4 BORNES GRASSE PARKING NOTRE DAME DES FLEURS	30 556,00	0,00	0
20/10/2023	BORNE AMIRAT PARKING VILLAGE	11 864,00	0,00	0
20/10/2023	INSTAL BORNE PARKING MALLET A AURIBEAU/SIAGNE	11 763,00	0,00	0
20/10/2023	PANNEAUX CONSIGNES À VÉLOS	1 407,67	0,00	0
20/10/2023	TRVX GENIE CIVIL MARIGARDE	154 884,15	0,00	0
20/10/2023	VC 2006	67 037,35	0,00	0
23/11/2023	CONSIGNES VELOS PARKING COVOITURAGE ALAMBIC GRASSE	5 445,12	0,00	0
23/11/2023	POSE CONSIGNES VELOS PIG	31 140,00	0,00	0
23/11/2023	POSE CONSIGNES VELO GARE DE MOUANS-SARTOUX	23 400,00	0,00	0
23/11/2023	CONSIGNES VELOS AIRE COVOITURAGE MOUANS-SARTX	9 297,12	0,00	0
23/11/2023	APPEL DE FONDS CTI PICOURENC	7 868,16	0,00	0
23/11/2023	RACCORDMT AU RESEAU ELECTRICITE LOCAL GOBY	596,82	0,00	0
23/11/2023	RACCORDMT EU RESTO LA GODILLE STEP AUDIBERGUE	660,00	0,00	0
23/11/2023	BRANCHEMENT EAU POTABLE STEP ANDON-GARAGE QUADS	4 122,21	0,00	0
23/11/2023	TRVX CABLAGE PEPINIERE	2 161,48	0,00	0
23/11/2023	TRAVX TERRASSEMENT EAUX PLUVIALES ROQUETTE	17 916,00	0,00	0
23/11/2023	BAT 42 SIEGE TRVX CABLAGE	6 999,77	0,00	0
23/11/2023	ECRAN POUR VIDEOPROJECTEUR SALLE RDC	2 585,39	0,00	0
23/11/2023	FRE-POSE MODULE 10 PLACES CONSIGNES VELOS	23 584,80	0,00	0
23/11/2023	FRE ET POSE ABRIS VELOS	32 446,80	0,00	0
23/11/2023	AMÉLIORATION SUR L'AXE DE LA RD 2562	1 200,00	0,00	0
23/11/2023	FOURNITURE ET POSE STATIONNEMENT VÉLO	999,60	0,00	0
23/11/2023	MATERIELS INFO SALLE DE COURS BAT24	3 221,16	0,00	0
23/11/2023	TRANCHEES RACCORDT ELEC. GIRATOIRE ALAMBIC GRASSE	24 813,38	0,00	0
23/11/2023	RESTAURATION OBJET MIP	5 974,02	0,00	0
23/11/2023	RESTAURATION OEUVRE ART MIP	418,60	0,00	0
23/11/2023	RESTAURATION OEUVRE	358,80	0,00	0
23/11/2023	RESTAURATION OEUVRE ART MIP	155,48	0,00	0
23/11/2023	MIP TRVX DE CABLAGE WIFI	10 753,85	0,00	0
23/11/2023	CH DU COLLET SAINT-MARC - REPRISE AFFAISSEMENT	1 904,03	0,00	0
23/11/2023	ALLÉE DU 8 MAIREPRISE AFFAISSEMENT DEVANT PARKING	3 859,86	0,00	0
23/11/2023	BLD CARNOT - RENOUVELLEMENT RESEAU EAUX PLUVIALES	12 375,23	0,00	0
23/11/2023	BLD CARNOT - RENOUVELLEMENT RESEAU EAUX	66 356,80	0,00	0
23/11/2023	RENOUVLLT RESEAU EP BD CHARABOT (20CAPG0464)	18 486,44	0,00	0
23/11/2023	BLD CARNOT -RENOUVELMT RESEAU EAUX PLUVIALES (20CAPG0475)	13 457,11	0,00	0
23/11/2023	CH DU CHATEAU/AV ST EXUPERY EXTENSION RESEAU EP	1 855,18	0,00	0
23/11/2023	SIGNALISATION PISTE CYCLABLE RTE DE CANNES GRASSE (20CAPG0496)	1 011,92	0,00	0
23/11/2023	RENOUVLLT RESEAU EP PLACE AUX AIRES CTRE HISTORIQUE	6 528,86	0,00	0
23/11/2023	TERRASSE TRESSEMANNE - CREATION GRILLE EP	1 017,46	0,00	0
23/11/2023	TRVX DÉBLAIS EN TERRASSEMENT LE MAS	3 000,00	0,00	0
23/11/2023	ESCALIER RUE DE LA FONTETTE REPARATION CANAL EP (20CAPG0513)	3 228,28	0,00	0
23/11/2023	CH DES BASSE RIBES -RENOUVELT RESEAU	24 067,22	0,00	0
23/11/2023	BLD CARNOT RENOUVLT RESEAU EAUX PLUVIALES	7 679,48	0,00	0
23/11/2023	RUE DE L'ORATOIRE -REPARATION CANAL EP	4 111,54	0,00	0
23/11/2023	BLD JEU DE BALLON -MODIF RESEAU	10 955,54	0,00	0

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réclamation : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023					
006-200030857-20240404-DL2024_037-BF		Reçu le 16/04/2024		Publié le 16/04/2024	
Modalités et date d'acquisition		Désignation du bien		Valeur d'acquisition (coût historique)	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
				Quantité des amortissements	Durée de amortissement
23/11/2023	CH DE L'ORME GRASSE - GRILLE EPDEV	1 264,58	0,00	0	
23/11/2023	RAM- FRE ET POSE RACCODT HYDRANT SUR RÉSEAU EAU P	5 165,56	0,00	0	
23/11/2023	RTE DE CANNES AURIBEAU/SIAGNE - REPARS REGARDS	3 300,00	0,00	0	
23/11/2023	PEPINIERE INSTAL LIGNE ISSUS TGBT PR CENTRALE ASPI	6 927,00	0,00	0	
23/11/2023	34 TRAV DE LA PAOUTE CREATION RESEAU (21CAPG0080)	973,78	0,00	0	
23/11/2023	AV VICTORIA RENOUVELLT RESEAU (21CAPG0104)	13 155,31	0,00	0	
23/11/2023	ALLÉE DES LAURIERS GRASSE MISE A CÔTE TAMPONS (21CAPG0105)	640,36	0,00	0	
23/11/2023	ALLÉE DES LAURIERS GRASSE - CREATION REGARD (21CAPG0120)	2 237,89	0,00	0	
23/11/2023	RUE DES ORANGERS - SPERACEDES - CREATION CANIVEAU (21CAPG0140)	10 404,00	0,00	0	
23/11/2023	CHEM STE-MARGUERITE GRASSE - REPRISE MUR EN ENDUIT (21CAPG0191)	4 134,97	0,00	0	
23/11/2023	RUE DES ORANGERS SPERACEDES - CREATION RESEAU + GR	4 089,22	0,00	0	
23/11/2023	STATIONNEMENTS VÉLOS ARCEAUX	993,60	0,00	0	
23/11/2023	PLACE DU 8 MAI GRASSE - TRVX EP ENROBE	1 736,40	0,00	0	
23/11/2023	AV DE GRASSE PEGOMAS - REPAR RESEAU EN URGENCE	6 684,00	0,00	0	
23/11/2023	PLACE DE LA FOUX RD 2085 -RESEAU EP	13 829,23	0,00	0	
23/11/2023	CANAL MERO AV J. MAUBERT GRASSE	15 284,39	0,00	0	
23/11/2023	CH DE PEYLOUBET GRASSE - CREATION GRILLES EP	6 765,43	0,00	0	
23/11/2023	INTERV EN URGENCE/RESEAU EP LA ROQUETTE	936,00	0,00	0	
23/11/2023	BD GAMBETTA GRASSE -ECOULEMENT EAUX PLUVIALES	597,13	0,00	0	
23/11/2023	TRAVAUX SUR RESEAU - CH ST MARC GRASSE	7 321,26	0,00	0	
23/11/2023	CHEM DES FONTERINES GRASSE - RESEAUX EP ET AEP	7 754,40	0,00	0	
23/11/2023	PLACE DU PILASTRE MAGAGNOSC -AFFAIST CHAUSSÉE	3 153,91	0,00	0	
23/11/2023	RUE DES ROSES GRASSE - CREATIONS REGARDS EP	1 955,93	0,00	0	
23/11/2023	CHEM DES ALOUETTES FRE POSE CANALISATION EP	164 804,40	0,00	0	
23/11/2023	CH CADENIERE SPERACEDES -CONSTRUCT OUVRAGE ENTONNE	4 369,43	0,00	0	
23/11/2023	RD 109 PEGOMAS - REALISATION GRILLEDEVIS 0287 DU 1	1 356,00	0,00	0	
23/11/2023	STADE PERDIGON SIT1 RENOUVLT RESEAU	239 057,23	0,00	0	
23/11/2023	FOURNITURE ET POSE REGAR - CH DES TAPETS PEGOMAS	13 788,00	0,00	0	
23/11/2023	CHGT CANIVEAU ET TERRASSEMENT - CH DE DANDON LA RO	1 440,00	0,00	0	
23/11/2023	AV DE BOUTINY PEYMEINADE -RÉSEAU EAUX PLUVIALES	4 801,97	0,00	0	
23/11/2023	SIGNALÉTIQUE DIRECTIONNELLE	16 246,03	0,00	0	
23/11/2023	IMPASSE DES LAURIERS GRASSE - SIT1 TRVX SUR RESEAU	47 074,06	0,00	0	
23/11/2023	12 BD PUIITS D'AMONT ST-CEZAIRE -RENOUVELT RESEAU E	2 524,30	0,00	0	
23/11/2023	AV ST-LAURENT MAGAGNOSC -REPRISE CANAL EP	2 406,41	0,00	0	
23/11/2023	CAMPUS ETUDIANT LIAISON OPTIQUE	8 016,94	0,00	0	
23/11/2023	LIAISON OPTIQUE 48 FIBRES CAMPUS ETUDIANT	5 793,10	0,00	0	
23/11/2023	LIAISON OPTIQUE CAMPUS ETUDIANT	1 703,06	0,00	0	
23/11/2023	RESEAU REGARD EP RP 4 CHEMINS GRASSE	1 304,28	0,00	0	
23/11/2023	ZA BOIS DE GRASSE FRE ET POSE DE STICKERS SUR TOTE	684,29	0,00	0	
23/11/2023	CHEM DES BASSES MOLIERES SPERACEDES - CREATION REG	1 763,90	0,00	0	
23/11/2023	CHEM DES ORANGERS A SPERACEDES - EXTENSION RESEAU	21 330,04	0,00	0	
23/11/2023	PARC DE SAINT-MARC MODIF LATTES	1 946,50	0,00	0	
23/11/2023	MARQUAGE ET BOUCLE GRASSE-CARNOT	935,00	0,00	0	
23/11/2023	MIP : RESTAURATION OEUVRE MIP	2 320,24	0,00	0	
23/11/2023	REST COLL ET OEUVRES D ART MIP	873,08	0,00	0	

Reçu le 16/04/2024

Modalités et date

d'acquisition

**Valeur d'acquisition
(coût historique)**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de la version : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

amortissements | amortissements

Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
5-210600698-20241210-2024-205-1-DE te de réception : 11/12/2024 te de réception préfecture : 11/12/2024	

		(voir annexes)	amortissements	amortissement
23/11/2023	RESTAURATION OEUVRE D'ART	17 116,55	0,00	0
TOTAL GENERAL		19 288 878,65	33 083,00	

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D’IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
09/11/2023	CHARGEUSE (CAMION GRUE) (MAD SMED)	15 627,55	10	12 497,52	0,00	0,00	0,00
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
31/12/2023	FRAIS URBANISME	3 552,12	5	3 552,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SUBV PARVIS ZAC ROURE	50 656,34	15	50 656,34	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	FONDS CONCOURS CH.PLAINES	126 429,51	15	126 429,51	0,00	0,00	0,00
31/01/2024	SUBV EQUIPMT - TDG	24 000,00	5	24 000,00	0,00	0,00	0,00
Divers							
TOTAL GENERAL		220 265,52					0,00

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	30 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF
Reçu le 16/04/2024
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO	
	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	108 951 337,52
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

A12

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES																	
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT																B1.1	

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					3 294 000,00	3 169 972,71											37 784,40	124 027,29
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2023	P	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	Crédit Agricole	397 000,00	397 000,00	19,38	A	F	FIXE	1,450	F	FIXE	1,450	A-1		0,00	0,00
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2022	P	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	Crédit Agricole	397 000,00	381 668,36	20,07	A	F	FIXE	1,520	F	FIXE	1,520	A-1		6 034,40	15 331,64
SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	2021	C	Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	La Banque Postale	2 500 000,00	2 391 304,35	21,29	A	F	FIXE	1,284	F	FIXE	1,270	A-1		31 750,00	108 695,65
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					500 000,00	328 327,64											13 029,45	15 302,97
Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes	2010	P	11 logements locatifs sociaux (Foyer MALBOSC)	Crédit Foncier	500 000,00	328 327,64	17,25	T	V	LIVRETA	2,388	V	LIVRETA	3,860	A-1		13 029,45	15 302,97

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					250 409 548,53	225 373 819,32										3 947 894,12	3 467 309,84	
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2005	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	65 887,00	53 862,63	32,92	A	V	LIVRETA	2,689	V	LIVRETA	2,700	A-1		1 481,43	1 005,06
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	49 481,00	37 930,21	32,50	A	V	LIVRETA	2,618	V	LIVRETA	1,500	A-1		582,21	883,47
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2006	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	90 538,00	60 774,27	22,50	A	V	LIVRETA	2,507	V	LIVRETA	1,500	A-1		944,60	2 199,30
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	216 293,00	160 030,95	25,00	A	V	LIVRETA	1,889	V	LIVRETA	0,500	A-1		828,91	5 750,22
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	44 415,00	36 323,67	35,00	A	V	LIVRETA	2,027	V	LIVRETA	0,500	A-1		186,21	918,83
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 515,00	65 787,84	24,00	A	V	LIVRETA	2,840	V	LIVRETA	1,300	A-1		884,04	2 215,14
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	274 123,00	223 398,42	34,00	A	V	LIVRETA	2,945	V	LIVRETA	1,300	A-1		2 969,39	5 015,95

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241116 2024 200 1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	54 431,00	37 765,87	24,00	A	V	LIVRETA	1,857	V	LIVRETA	0,300	A-1		117,66	1 452,60
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2007	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	166 685,00	128 657,55	34,00	A	V	LIVRETA	1,973	V	LIVRETA	0,300	A-1		396,42	3 481,38
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2008	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	214 728,00	172 124,39	26,34	A	V	LIVRETA	2,443	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 186,77	4 918,42
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2008	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	226 384,50	175 098,69	26,50	A	V	LIVRETA	2,442	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 241,84	5 003,41
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	301 168,00	257 648,20	38,42	A	V	LIVRETA	1,902	V	LIVRETA	0,800	A-1		2 103,20	5 251,22
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	977 305,00	777 311,39	28,42	A	V	LIVRETA	1,734	V	LIVRETA	0,800	A-1		6 399,77	22 660,40
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 862 621,00	3 205 266,82	28,42	A	V	LIVRETA	2,436	V	LIVRETA	1,600	A-1		52 589,71	81 590,29
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 190 312,00	1 065 709,60	38,42	A	V	LIVRETA	2,609	V	LIVRETA	1,600	A-1		17 338,49	17 946,30

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	6 127 611,00	4 978 333,96	28,84	A	V	LIVRETA	2,422	V	LIVRETA	2,600	A-1		132 001,15	98 633,30
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 609 594,00	1 420 623,33	38,84	A	V	LIVRETA	2,588	V	LIVRETA	2,600	A-1		37 359,03	16 262,63
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	738 693,00	579 739,50	28,84	A	V	LIVRETA	1,717	V	LIVRETA	1,800	A-1		10 676,96	13 425,02
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2011	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	194 039,00	163 747,21	38,84	A	V	LIVRETA	1,881	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 990,34	2 382,57
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	92 500,00	49 854,96	9,00	A	V	LIVRETA	2,036	V	LIVRETA	1,100	A-1		600,02	4 692,05
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	237 500,00	125 373,94	9,00	A	V	LIVRETA	1,595	V	LIVRETA	0,650	A-1		893,56	12 096,40
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	133 210,28	115 502,02	20,00	A	F	FIXE	1,710	F	FIXE	1,710	A-1		2 052,73	4 540,29
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	640 173,35	581 426,79	33,67	A	V	LIVRETA	3,127	V	LIVRETA	2,600	A-1		15 277,27	6 160,52

Accusé de réception en préfecture

006 210090000 20241116 2024-203-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture 066 21069668 20241116 2024-268-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	426 520,11	406 172,54	53,67	A	V	LIVRETA	3,267	V	LIVRETA	2,600	A-1		10 562,55	79,51
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	103 810,08	83 475,21	16,42	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	2,000	A-1		1 751,29	4 089,46
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 273 998,68	1 041 722,59	17,92	A	V	LIVRETA	3,182	V	LIVRETA	3,000	A-1		32 547,52	43 194,77
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	570 202,88	516 151,05	32,92	A	V	LIVRETA	3,440	V	LIVRETA	3,000	A-1		15 757,48	9 098,35
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	403 186,20	362 945,20	32,50	A	V	LIVRETA	3,336	V	LIVRETA	1,900	A-1		7 045,29	7 859,84
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	683 968,54	582 998,26	22,50	A	V	LIVRETA	3,188	V	LIVRETA	1,900	A-1		11 458,23	20 066,41
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	767 613,45	633 915,95	15,17	A	V	LIVRETA	3,147	V	LIVRETA	2,000	A-1		13 345,18	33 342,81
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	486 686,25	451 313,11	35,17	A	V	LIVRETA	3,491	V	LIVRETA	2,000	A-1		9 196,46	8 509,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 749 373,36	1 559 347,79	25,00	A	V	LIVRETA	3,222	V	LIVRETA	1,400	A-1		22 523,06	49 442,32
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	386 402,84	357 405,99	35,00	A	V	LIVRETA	3,350	V	LIVRETA	1,400	A-1		5 110,04	7 596,91
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	308 253,50	257 570,33	16,34	A	V	LIVRETA	3,149	V	LIVRETA	2,000	A-1		5 403,78	12 618,38
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	193 258,41	179 681,10	36,34	A	V	LIVRETA	3,472	V	LIVRETA	2,000	A-1		3 658,83	3 260,12
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	433 854,04	348 868,40	16,50	A	V	LIVRETA	3,126	V	LIVRETA	2,000	A-1		7 319,19	17 091,08
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	245 383,98	224 421,15	36,50	A	V	LIVRETA	3,455	V	LIVRETA	2,000	A-1		4 569,86	4 071,88
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	146 741,00	122 680,35	16,09	A	V	LIVRETA	3,215	V	LIVRETA	2,000	A-1		2 572,41	5 940,29
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	50 499,56	46 980,08	36,09	A	V	LIVRETA	3,549	V	LIVRETA	2,000	A-1		956,07	823,53

Accusé de réception en préfecture

006 210090000 20241116 2024 200 1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 264 727,78	1 066 589,91	14,34	A	V	LIVRETA	3,099	V	LIVRETA	1,900	A-1		21 258,95	52 302,43
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	401 347,00	356 694,52	32,09	A	V	LIVRETA	2,569	V	LIVRETA	1,600	A-1		5 829,08	7 623,24
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	255 093,00	236 111,18	42,09	A	V	LIVRETA	2,730	V	LIVRETA	1,600	A-1		3 832,69	3 431,71
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	172 204,00	146 998,68	32,09	A	V	LIVRETA	1,880	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 205,39	3 675,60
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	89 403,00	79 543,85	42,09	A	V	LIVRETA	2,034	V	LIVRETA	0,800	A-1		647,82	1 433,26
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	485 451,00	403 859,85	30,59	A	V	LIVRETA	2,713	V	LIVRETA	2,600	A-1		10 640,08	5 373,92
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	306 023,00	269 042,79	40,59	A	V	LIVRETA	2,856	V	LIVRETA	2,600	A-1		7 035,20	1 541,74
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	168 244,00	135 564,58	30,59	A	V	LIVRETA	1,948	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 481,29	2 285,12

Accusé de réception en préfecture

006 210090000 20241116 2024-203-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2014	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	103 822,00	88 496,58	40,59	A	V	LIVRETA	2,095	V	LIVRETA	1,800	A-1		1 607,48	808,05
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	550 566,00	510 861,11	33,67	A	V	LIVRETA	3,266	V	LIVRETA	3,110	A-1		15 977,00	2 868,71
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	833 999,00	820 545,80	53,67	A	V	LIVRETA	3,497	V	LIVRETA	3,110	A-1		21 617,94	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	700 000,00	649 518,47	33,67	A	V	LIVRETA	3,266	V	LIVRETA	3,110	A-1		20 313,46	3 647,33
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 208 328,00	2 039 164,75	34,34	A	V	LIVRETA	2,840	V	LIVRETA	1,600	A-1		33 176,68	34 377,58
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	892 045,00	867 579,48	54,34	A	V	LIVRETA	3,058	V	LIVRETA	1,600	A-1		13 974,35	5 817,54
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 695 451,00	1 580 176,29	34,84	A	V	LIVRETA	2,824	V	LIVRETA	2,600	A-1		41 370,03	10 978,68
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	571 192,00	556 766,84	54,84	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	2,370	A-1		11 994,08	0,00

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	606 130,00	550 914,72	34,84	A	V	LIVRETA	2,122	V	LIVRETA	1,800	A-1		10 021,94	5 859,84
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2016	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	233 491,00	227 594,31	54,84	A	V	LIVRETA	2,839	V	LIVRETA	2,370	A-1		4 902,92	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 028 306,00	1 888 696,09	35,50	A	V	LIVRETA	2,921	V	LIVRETA	1,600	A-1		30 705,06	30 370,28
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	928 063,00	898 451,62	55,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	1,580	A-1		14 287,43	5 816,33
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 094 369,00	1 003 525,30	35,50	A	V	LIVRETA	2,205	V	LIVRETA	0,800	A-1		8 187,76	19 945,25
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	403 675,00	390 795,09	55,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	1,580	A-1		6 214,53	2 529,90
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 403 596,00	1 318 673,96	35,50	A	V	LIVRETA	3,374	V	LIVRETA	2,110	A-1		28 210,28	18 306,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2017	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	568 156,00	548 199,37	55,50	A	V	LIVRETA	3,098	V	LIVRETA	1,580	A-1		8 717,62	3 548,89

Accusé de réception en préfecture

000 210090000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture 000 210000000 20241116 2024-200-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	119 743,00	112 418,68	35,25	A	V	LIVRETA	3,454	V	LIVRETA	2,110	A-1		2 404,96	1 560,61
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	61 102,00	58 856,38	55,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	1,510	A-1		894,75	398,37
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	210 629,00	196 650,73	35,25	A	V	LIVRETA	2,988	V	LIVRETA	1,600	A-1		3 197,01	3 162,14
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	145 651,00	140 712,59	55,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	1,510	A-1		2 139,14	952,42
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	85 817,00	78 778,52	35,25	A	V	LIVRETA	2,253	V	LIVRETA	0,800	A-1		642,75	1 565,74
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	69 348,00	66 996,69	55,25	A	V	LIVRETA	3,084	V	LIVRETA	1,510	A-1		1 018,50	453,47
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	764 223,00	744 359,65	56,42	A	V	LIVRETA	2,987	V	LIVRETA	1,330	A-1		9 971,67	5 390,03
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 136 945,00	1 083 755,51	36,42	A	V	LIVRETA	3,089	V	LIVRETA	1,600	A-1		17 606,15	16 628,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	397 847,00	387 506,35	56,42	A	V	LIVRETA	2,987	V	LIVRETA	1,330	A-1		5 191,15	2 806,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	742 542,00	697 242,41	36,42	A	V	LIVRETA	2,350	V	LIVRETA	0,800	A-1		5 684,65	13 338,40
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	497 917,00	489 813,96	56,59	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	2,490	A-1		10 588,09	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 383 814,00	1 312 309,59	36,59	A	V	LIVRETA	2,355	V	LIVRETA	1,800	A-1		23 836,98	11 967,12
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	356 193,00	350 396,35	56,59	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	2,490	A-1		7 574,36	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	437 954,00	421 686,23	36,59	A	V	LIVRETA	3,496	V	LIVRETA	3,060	A-1		12 949,16	1 488,84
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	649 756,00	625 620,87	36,59	A	V	LIVRETA	3,496	V	LIVRETA	3,060	A-1		19 211,59	2 208,87
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 860 956,00	2 738 628,21	36,59	A	V	LIVRETA	3,081	V	LIVRETA	2,600	A-1		71 592,23	14 919,10

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2019	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 165 710,00	1 146 739,39	56,59	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	2,490	A-1		24 788,55	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	299 181,00	287 541,00	36,84	A	V	LIVRETA	3,249	V	LIVRETA	2,600	A-1		7 506,69	1 177,69
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	161 097,00	158 172,30	56,84	A	V	LIVRETA	3,358	V	LIVRETA	2,600	A-1		3 298,91	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	223 727,00	223 898,26	57,42	A	V	LIVRETA	3,768	V	LIVRETA	2,110	A-1		4 735,09	513,36
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	235 640,00	233 252,83	57,42	A	V	LIVRETA	3,073	V	LIVRETA	1,360	A-1		3 189,53	1 271,47
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	722 560,00	696 290,25	37,42	A	V	LIVRETA	2,434	V	LIVRETA	0,800	A-1		5 665,96	11 955,14
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	537 109,00	531 667,79	57,42	A	V	LIVRETA	3,073	V	LIVRETA	1,360	A-1		7 270,10	2 898,13
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 646 979,00	1 597 292,76	37,42	A	V	LIVRETA	3,167	V	LIVRETA	1,600	A-1		25 896,06	21 210,94

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024 200 1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	354 051,00	347 346,44	37,42	A	V	LIVRETA	3,630	V	LIVRETA	2,110	A-1		7 409,87	3 832,45
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	52 727,00	51 365,37	37,42	A	V	LIVRETA	3,630	V	LIVRETA	2,110	A-1		1 095,77	566,74
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 938 503,00	1 880 134,74	37,17	A	V	LIVRETA	3,206	V	LIVRETA	1,600	A-1		30 481,63	24 966,89
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 891 470,00	2 855 805,76	57,17	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	1,360	A-1		39 050,67	15 567,04
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	824 268,00	794 228,80	37,17	A	V	LIVRETA	2,463	V	LIVRETA	0,800	A-1		6 462,92	13 636,73
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 229 477,00	1 214 825,19	57,17	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	1,360	A-1		16 611,68	6 622,03
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	244 997,00	239 429,78	56,50	A	V	LIVRETA	3,349	V	LIVRETA	1,600	A-1		3 848,79	1 119,31
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2020	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	248 718,00	236 711,51	36,50	A	V	LIVRETA	3,237	V	LIVRETA	1,600	A-1		3 840,33	3 308,87

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241210 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	165 526,00	163 324,66	57,17	A	V	LIVRETA	3,409	V	LIVRETA	1,600	A-1		2 624,64	715,23
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	307 406,00	298 123,21	37,17	A	V	LIVRETA	3,323	V	LIVRETA	1,600	A-1		4 833,31	3 958,87
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	211 806,00	212 090,54	59,00	A	V	LIVRETA	3,830	V	LIVRETA	1,610	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	121 033,00	121 195,60	39,00	A	V	LIVRETA	3,720	V	LIVRETA	1,610	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	36 000,00	36 000,00	37,34	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	466 386,00	466 833,11	59,00	A	V	LIVRETA	3,003	V	LIVRETA	0,710	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	672 726,00	673 483,35	39,00	A	V	LIVRETA	3,263	V	LIVRETA	1,100	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	434 635,00	435 051,67	59,00	A	V	LIVRETA	3,003	V	LIVRETA	0,710	A-1		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024 200 1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture 000 210000000 20241116 2024-200-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	694 598,00	695 141,40	39,00	A	V	LIVRETA	2,540	V	LIVRETA	0,300	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	144 000,00	144 000,00	37,34	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	155 322,00	155 530,66	39,00	A	V	LIVRETA	3,720	V	LIVRETA	1,610	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	213 799,00	214 382,12	39,25	A	V	LIVRETA	2,584	V	LIVRETA	0,300	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	510 001,00	510 050,42	39,25	A	V	LIVRETA	3,309	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2021	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	296 624,00	296 656,27	39,25	A	V	LIVRETA	3,713	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	306 000,00	306 000,00	38,50	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	C	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	81 000,00	81 000,00	38,50	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	611 276,00	611 331,19	79,84	A	V	LIVRETA	3,230	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 352 021,00	1 352 149,51	39,84	A	V	LIVRETA	3,299	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	273 154,00	273 178,66	79,84	A	V	LIVRETA	3,230	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	757 266,00	757 323,30	39,84	A	V	LIVRETA	2,625	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
API PROVENCE	2004	P	Réhabilitation de 32 logts en résidence sociale jeunes + 15 logts en Maison relais (Clos Notre Dame)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	592 498,00	155 918,00	6,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		1 810,11	25 093,30
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 055 000,00	2 027 925,32	57,75	A	V	LIVRETA	3,139	V	LIVRETA	2,270	A-1		43 536,74	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	994 000,00	961 241,35	37,75	A	V	LIVRETA	2,621	V	LIVRETA	1,800	A-1		17 470,33	9 332,63
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	2 949 000,00	2 910 146,84	57,75	A	V	LIVRETA	3,139	V	LIVRETA	2,270	A-1		62 476,81	0,00
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 708 000,00	1 663 496,91	37,75	A	V	LIVRETA	3,403	V	LIVRETA	2,600	A-1		43 518,19	10 279,71
BATIGERE	2021	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 365 000,00	1 264 818,03	22,75	A	F	FIXE	0,729	F	FIXE	0,740	A-1		9 731,69	50 275,64

Accusé de réception en préfecture
006 210000000 20241116 2024-200-1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	232 000,00	230 401,38	78,34	A	V	LIVRETA	3,311	V	LIVRETA	1,390	A-1		1 849,92	1 598,62
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	330 000,00	327 726,10	78,34	A	V	LIVRETA	3,311	V	LIVRETA	1,390	A-1		2 631,36	2 273,90
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	98 000,00	97 324,72	78,34	A	V	LIVRETA	3,294	V	LIVRETA	1,390	A-1		226,35	675,28
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	179 000,00	181 084,08	39,84	A	V	LIVRETA	2,596	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	321 000,00	321 916,58	39,84	A	V	LIVRETA	3,261	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	68 000,00	68 194,17	39,84	A	V	LIVRETA	3,261	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	40 000,00	39 267,58	38,34	A	V	LIVRETA	3,351	V	LIVRETA	1,530	A-1		101,63	732,42
BATIGERE	2022	P	BATIGERE	Caisse des Dépôts et Consignations	180 000,00	174 206,04	23,34	A	F	FIXE	1,661	F	FIXE	1,760	A-1		1 026,79	5 793,96
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2010	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	339 432,00	261 613,39	27,00	A	V	LIVRETA	2,570	V	LIVRETA	1,100	A-1		2 965,11	7 941,74
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2012	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	183 330,42	143 239,39	26,63	A	V	LIVRETA	2,481	V	LIVRETA	2,500	A-1		3 662,15	3 246,68

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024 200 1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2018	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 509,56	707 846,48	22,00	A	V	LIVRETA	0,944	V	LIVRETA	1,100	A-1		8 162,68	34 215,65
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2022	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 386 695,04	1 356 283,75	25,00	A	V	LIVRETA	3,788	V	LIVRETA	2,900	A-1		13 313,74	30 411,29
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	573 260,00	573 260,00	59,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	700 294,00	700 294,00	39,25	A	V	LIVRETA	3,528	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	153 661,00	153 661,00	59,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	86 062,00	86 062,00	39,25	A	V	LIVRETA	4,024	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	283 650,00	283 650,00	59,25	A	V	LIVRETA	3,402	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	261 415,00	261 415,00	39,25	A	V	LIVRETA	2,747	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2023	P	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	122 967,00	122 967,00	39,25	A	V	LIVRETA	4,024	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
COTE D'AZUR HABITAT	2012	P	COTE D'AZUR HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	226 264,00	109 391,56	8,42	A	V	LIVRETA	1,843	V	LIVRETA	1,350	A-1		1 630,14	11 359,58
COTE D'AZUR HABITAT	2008	P	Construction de 18 logements PLS (Castel Aroma)	DEXIA Crédit Local	1 680 600,00	1 066 589,58	14,34	A	V	LIVRETA	3,902	V	LIVRETA	3,000	A-1		33 566,76	52 302,41
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 436 676,00	1 213 626,93	31,09	A	V	LIVRETA	2,464	V	LIVRETA	1,600	A-1		19 880,04	28 875,85
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	528 279,00	468 193,08	41,09	A	V	LIVRETA	2,625	V	LIVRETA	1,600	A-1		7 615,56	7 779,51
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	684 455,00	560 806,26	31,09	A	V	LIVRETA	1,780	V	LIVRETA	0,800	A-1		4 609,05	15 324,61
ERILIA	2013	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	240 231,00	206 734,16	41,09	A	V	LIVRETA	1,935	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 686,90	4 127,98
ERILIA	2020	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	205 203,55	189 449,80	33,50	A	V	LIVRETA	3,456	V	LIVRETA	1,900	A-1		3 666,51	3 524,16
ERILIA	2020	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	143 655,06	132 887,84	33,50	A	V	LIVRETA	3,555	V	LIVRETA	2,000	A-1		2 705,63	2 393,88
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	532 940,00	460 218,29	32,17	A	V	LIVRETA	2,564	V	LIVRETA	1,600	A-1		7 520,86	9 835,74

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241216 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241116 2024-200-1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	446 569,00	401 665,02	42,17	A	V	LIVRETA	2,726	V	LIVRETA	1,600	A-1		6 520,05	5 837,92
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	492 837,00	414 655,49	32,17	A	V	LIVRETA	1,877	V	LIVRETA	0,800	A-1		3 400,19	10 368,15
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	412 965,00	362 165,89	42,17	A	V	LIVRETA	2,030	V	LIVRETA	0,800	A-1		2 949,53	6 525,69
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	834 201,00	709 931,65	32,59	A	V	LIVRETA	1,917	V	LIVRETA	1,800	A-1		12 969,63	10 603,14
ERILIA	2014	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	765 801,00	679 283,71	42,59	A	V	LIVRETA	2,064	V	LIVRETA	1,800	A-1		12 325,15	5 446,70
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	256 845,00	242 980,79	43,50	A	V	LIVRETA	3,257	V	LIVRETA	2,110	A-1		5 180,84	2 556,84
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 190 729,00	1 070 150,06	33,50	A	V	LIVRETA	2,666	V	LIVRETA	1,600	A-1		17 449,04	20 414,89
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 543,00	1 068 818,98	43,50	A	V	LIVRETA	2,816	V	LIVRETA	1,600	A-1		17 315,87	13 422,59
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	529 473,00	478 432,41	43,50	A	V	LIVRETA	2,115	V	LIVRETA	0,800	A-1		3 889,30	7 730,07
ERILIA	2015	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	548 443,00	478 699,10	33,50	A	V	LIVRETA	1,974	V	LIVRETA	0,800	A-1		3 916,87	10 910,06
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	614 830,00	596 762,54	45,75	A	V	LIVRETA	3,008	V	LIVRETA	2,600	A-1		15 520,85	193,20
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	902 420,00	856 998,81	35,75	A	V	LIVRETA	2,889	V	LIVRETA	2,600	A-1		22 419,60	5 293,43
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	205 465,00	195 335,94	45,75	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 529,84	766,43

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	301 572,00	280 447,62	35,75	A	V	LIVRETA	2,192	V	LIVRETA	1,800	A-1		5 097,81	2 764,31
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	543 407,00	527 454,24	45,75	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	2,600	A-1		13 718,25	170,76
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 661 781,00	1 578 026,72	35,75	A	V	LIVRETA	2,888	V	LIVRETA	2,600	A-1		41 282,12	9 747,01
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	659 886,00	613 599,27	35,75	A	V	LIVRETA	2,191	V	LIVRETA	1,800	A-1		11 153,65	6 048,11
ERILIA	2017	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	215 785,00	205 144,46	45,75	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 707,09	804,91
ERILIA	2019	C	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	112 000,00	112 000,00	55,34	A	F	FIXE	2,321	F	FIXE	1,600	A-1		1 792,00	0,00
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	524 062,00	515 087,12	57,34	A	V	LIVRETA	2,979	V	LIVRETA	1,340	A-1		6 949,80	3 554,39
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	255 442,00	251 126,72	57,34	A	V	LIVRETA	2,979	V	LIVRETA	1,340	A-1		3 388,32	1 732,92
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	373 229,00	361 563,55	37,34	A	V	LIVRETA	3,057	V	LIVRETA	1,600	A-1		5 869,75	5 295,68
ERILIA	2019	P	ERILIA	Caisse des Dépôts et Consignations	181 922,00	174 744,78	37,34	A	V	LIVRETA	2,353	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 423,71	3 219,59
ERILIA	2006	X Durée Ajustable	LE FLORALIES	DEXIA Crédit Local	350 000,00	94 863,74	5,17	T	V	E3M	1,285	V	E3M	0,000	A-1		0,00	18 423,68
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	423 000,00	338 589,37	30,84	A	V	LIVRETA	1,920	V	LIVRETA	1,800	A-1		6 214,11	6 638,73
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2014	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	440 000,00	363 472,55	30,84	A	V	LIVRETA	2,686	V	LIVRETA	2,600	A-1		9 603,89	5 908,00
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2017	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	35 000,00	30 230,39	33,50	A	V	LIVRETA	2,145	V	LIVRETA	0,800	A-1		247,68	729,61

Accusé de réception en préfecture

000-210000000-2024-11-10-2024-200-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture 000 210000000 20241116 2024-200-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2019	P	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	Caisse des Dépôts et Consignations	214 937,00	197 467,21	35,84	A	V	LIVRETA	2,384	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 598,73	2 462,44
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	346 719,00	339 349,92	57,42	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	1,500	A-1		5 137,10	3 123,70
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	158 121,00	152 844,43	37,42	A	V	LIVRETA	3,431	V	LIVRETA	2,060	A-1		3 198,03	2 399,67
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	746 423,00	644 735,28	37,42	A	V	LIVRETA	2,335	V	LIVRETA	0,800	A-1		5 266,53	13 581,37
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	401 781,00	355 631,32	57,42	A	V	LIVRETA	3,103	V	LIVRETA	1,500	A-1		5 383,57	3 273,57
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	1 390 031,00	1 329 491,44	37,42	A	V	LIVRETA	3,034	V	LIVRETA	1,600	A-1		21 644,83	23 310,36
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	748 219,00	727 315,16	57,42	A	V	LIVRETA	3,100	V	LIVRETA	1,500	A-1		11 010,15	6 694,90
GRAND DELTA HABITAT	2019	P	GRAND DELTA HABITAT	Caisse des Dépôts et Consignations	227 101,00	219 522,52	37,42	A	V	LIVRETA	3,431	V	LIVRETA	2,060	A-1		4 593,16	3 446,53
HABITAT 06	2013	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	198 949,00	158 066,64	30,00	A	V	LIVRETA	1,836	V	LIVRETA	0,300	A-1		488,78	4 858,56
HABITAT 06	2013	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	32 145,00	25 022,50	29,75	A	V	LIVRETA	1,860	V	LIVRETA	1,800	A-1		459,71	516,96
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	2 448 661,00	2 097 094,58	31,75	A	V	LIVRETA	3,145	V	LIVRETA	3,110	A-1		66 401,43	37 999,57
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 648 902,00	1 462 150,32	38,75	A	V	LIVRETA	3,235	V	LIVRETA	3,110	A-1		46 068,77	19 160,77
HABITAT 06	2015	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	932 149,00	798 315,73	31,75	A	V	LIVRETA	3,145	V	LIVRETA	3,110	A-1		25 277,50	14 465,56

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	71 976,00	66 858,02	35,50	A	V	LIVRETA	3,262	V	LIVRETA	2,110	A-1		1 436,72	1 232,87
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	311 675,00	293 390,28	45,50	A	V	LIVRETA	2,920	V	LIVRETA	1,600	A-1		4 762,98	4 296,21
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	463 090,00	426 680,41	35,50	A	V	LIVRETA	2,819	V	LIVRETA	1,600	A-1		6 966,36	8 717,22
HABITAT 06	2017	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	97 592,00	92 570,82	45,50	A	V	LIVRETA	3,365	V	LIVRETA	2,110	A-1		1 978,27	1 185,91
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 931 541,00	1 846 622,99	46,17	A	V	LIVRETA	3,103	V	LIVRETA	1,600	A-1		29 965,66	26 230,74
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	3 536 452,00	3 328 363,29	36,17	A	V	LIVRETA	3,026	V	LIVRETA	1,600	A-1		54 303,23	65 588,71
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	1 370 690,00	1 297 052,62	46,17	A	V	LIVRETA	2,367	V	LIVRETA	0,800	A-1		10 557,71	22 660,69
HABITAT 06	2019	P	HABITAT 06	Caisse des Dépôts et Consignations	2 621 689,00	2 441 421,35	36,17	A	V	LIVRETA	2,293	V	LIVRETA	0,800	A-1		19 983,45	56 509,35
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2018	P	Financement d'un programme immobilier - Chemin du Flaquier sud	Crédit Agricole	1 950 000,00	1 470 420,18	24,57	T	V	LIVRETA	1,624	V	LIVRETA	3,390	A-1		50 802,37	47 796,07
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2008	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 327 204,00	862 723,64	19,84	A	V	LIVRETA	2,490	V	LIVRETA	2,600	A-1		23 278,08	32 587,27
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2008	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	805 381,00	523 522,54	19,84	A	V	LIVRETA	2,344	V	LIVRETA	2,600	A-1		14 125,73	19 774,78
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	2011	P	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	98 840,00	21 836,12	2,09	A	V	LIVRETA	1,928	V	LIVRETA	1,600	A-1		462,19	7 050,67
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	500 000,00	445 919,34	33,17	A	V	LIVRETA	2,995	V	LIVRETA	2,110	A-1		9 596,96	8 912,67

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	630 000,00	580 764,64	43,17	A	V	LIVRETA	3,128	V	LIVRETA	2,110	A-1		12 422,26	7 968,03
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 220 000,00	1 088 043,19	33,17	A	V	LIVRETA	2,995	V	LIVRETA	2,110	A-1		23 416,57	21 746,93
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	490 000,00	422 644,75	31,59	A	V	LIVRETA	3,174	V	LIVRETA	3,110	A-1		13 299,71	4 998,59
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	670 000,00	605 453,70	41,59	A	V	LIVRETA	3,318	V	LIVRETA	3,110	A-1		18 921,51	2 955,02
IN'LI PACA	2015	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 507 000,00	1 299 848,24	31,59	A	V	LIVRETA	3,174	V	LIVRETA	3,110	A-1		40 903,39	15 373,23
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 206 800,00	1 139 751,39	34,25	A	V	LIVRETA	3,439	V	LIVRETA	2,110	A-1		24 473,38	20 124,23
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	689 600,00	662 458,70	44,25	A	V	LIVRETA	3,546	V	LIVRETA	2,110	A-1		14 140,77	7 719,83
IN'LI PACA	2018	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	511 600,00	483 175,99	34,25	A	V	LIVRETA	3,439	V	LIVRETA	2,110	A-1		10 375,02	8 531,29
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	506 850,00	473 448,10	33,92	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	3,110	A-1		14 850,61	4 063,34
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	575 200,00	549 931,07	43,92	A	V	LIVRETA	3,504	V	LIVRETA	3,110	A-1		17 142,35	1 270,05
IN'LI PACA	2017	P	IN'LI PACA	Caisse des Dépôts et Consignations	1 070 950,00	1 000 373,37	33,92	A	V	LIVRETA	3,390	V	LIVRETA	3,110	A-1		31 378,63	8 585,66
L'ARCHE A GRASSE	2009	P	L'ARCHE A GRASSE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 000 000,00	1 933 199,40	16,75	A	V	LIVRETA	2,162	V	LIVRETA	2,630	A-1		53 191,74	89 300,17
L'ARCHE A GRASSE	2017	C	L'ARCHE A GRASSE	Caisse des Dépôts et Consignations	1 184 671,71	968 490,71	27,75	T	V	LIVRETA	3,603	V	LIVRETA	4,000	A-1		38 973,13	34 588,96

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LE REFUGE DES CHEMINOTS	2018	P	LE REFUGE DES CHEMINOTS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 054 154,11	1 713 896,45	16,34	T	V	LIVRETA	3,227	V	LIVRETA	3,834	A-1		67 136,97	68 323,85
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	813 550,00	736 967,79	40,84	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	2,600	A-1		19 421,60	10 016,66
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	384 973,00	314 903,14	30,84	A	V	LIVRETA	1,716	V	LIVRETA	1,800	A-1		5 803,97	7 539,39
LOGIREM	2012	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	256 838,00	222 188,62	40,84	A	V	LIVRETA	1,873	V	LIVRETA	1,800	A-1		4 064,99	3 644,20
LOGIREM	2019	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 170 655,85	1 127 457,22	30,84	T	V	LIVRETA	3,164	V	LIVRETA	3,350	A-1		37 594,10	16 483,74
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	217 731,00	204 454,02	45,42	A	V	LIVRETA	2,248	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 662,67	3 380,06
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	166 283,00	152 758,75	35,42	A	V	LIVRETA	2,134	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 249,58	3 439,28
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	349 012,00	337 021,50	45,42	A	V	LIVRETA	2,949	V	LIVRETA	1,600	A-1		5 463,07	4 420,13
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	266 543,00	251 914,35	35,42	A	V	LIVRETA	2,825	V	LIVRETA	1,600	A-1		4 107,02	4 774,44
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	187 271,00	186 078,38	55,34	A	V	LIVRETA	3,488	V	LIVRETA	2,110	A-1		3 956,23	1 420,44
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	212 788,00	204 272,33	35,34	A	V	LIVRETA	3,272	V	LIVRETA	2,110	A-1		4 382,99	3 452,12
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	134 435,00	133 578,85	55,34	A	V	LIVRETA	3,488	V	LIVRETA	2,110	A-1		2 840,03	1 019,69
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	164 665,00	158 075,18	35,34	A	V	LIVRETA	3,272	V	LIVRETA	2,110	A-1		3 391,75	2 671,41

Accusé de réception en préfecture

000-210000000-2024-11-10-2024-200-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	423 848,00	411 093,16	55,50	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	1,350	A-1		5 607,33	4 264,37
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	406 636,00	383 768,36	35,50	A	V	LIVRETA	2,833	V	LIVRETA	1,600	A-1		6 256,67	7 273,41
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	194 247,00	188 401,54	55,50	A	V	LIVRETA	2,820	V	LIVRETA	1,350	A-1		2 569,80	1 954,34
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	186 359,00	171 101,61	35,50	A	V	LIVRETA	2,139	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 399,63	3 852,26
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	851 940,00	836 967,15	56,09	A	V	LIVRETA	2,905	V	LIVRETA	1,370	A-1		11 581,04	8 364,31
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	976 013,00	940 285,94	36,09	A	V	LIVRETA	2,925	V	LIVRETA	1,600	A-1		15 318,74	17 135,18
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	342 708,00	336 684,91	56,09	A	V	LIVRETA	2,905	V	LIVRETA	1,370	A-1		4 658,68	3 364,69
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	392 618,00	369 407,64	36,09	A	V	LIVRETA	2,229	V	LIVRETA	0,800	A-1		3 019,60	8 042,03
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	266 522,00	260 347,77	45,84	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	2,600	A-1		6 790,98	843,75
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	312 997,00	299 246,67	35,84	A	V	LIVRETA	2,875	V	LIVRETA	2,600	A-1		7 850,60	2 699,60
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	160 413,00	152 233,02	45,84	A	V	LIVRETA	2,287	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 758,13	996,60
LOGIREM	2017	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	188 385,00	174 903,51	35,84	A	V	LIVRETA	2,180	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 187,52	2 181,06
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	519 519,00	488 873,88	36,34	A	V	LIVRETA	2,233	V	LIVRETA	0,800	A-1		3 996,13	10 642,82

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241116 2024-200-1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	427 294,00	421 532,47	56,34	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	1,480	A-1		6 298,38	4 033,41
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 027 503,00	991 107,43	36,34	A	V	LIVRETA	2,931	V	LIVRETA	1,600	A-1		16 146,70	18 061,33
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	863 265,00	851 624,94	56,34	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	1,480	A-1		12 724,65	8 148,73
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	398 398,00	390 113,71	36,34	A	V	LIVRETA	3,370	V	LIVRETA	2,110	A-1		8 364,62	6 313,96
LOGIREM	2018	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	304 683,00	300 574,70	56,34	A	V	LIVRETA	3,007	V	LIVRETA	1,480	A-1		4 491,07	2 876,04
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	532 479,00	524 752,72	38,84	A	V	LIVRETA	3,411	V	LIVRETA	2,600	A-1		2 282,80	7 726,28
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	388 056,00	386 371,14	78,84	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	2,350	A-1		1 505,21	1 684,86
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	237 309,00	233 206,94	38,84	A	V	LIVRETA	2,659	V	LIVRETA	1,800	A-1		706,65	4 102,06
LOGIREM	2022	P	LOGIREM	Caisse des Dépôts et Consignations	176 786,00	176 018,43	78,84	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	2,350	A-1		685,73	767,57
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	11 265,00	9 038,91	29,17	A	V	LIVRETA	2,629	V	LIVRETA	1,600	A-1		148,36	233,37
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	464 967,00	397 202,41	39,17	A	V	LIVRETA	2,769	V	LIVRETA	1,600	A-1		6 468,08	7 052,86
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	3 040,00	2 356,53	29,17	A	V	LIVRETA	1,861	V	LIVRETA	0,800	A-1		19,41	69,26
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	57 195,00	47 267,99	39,17	A	V	LIVRETA	2,008	V	LIVRETA	0,800	A-1		386,14	999,38

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241110 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 794 332,00	1 472 812,44	30,25	A	V	LIVRETA	2,566	V	LIVRETA	1,600	A-1		24 148,76	36 485,33
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	964 492,00	836 405,28	40,25	A	V	LIVRETA	2,716	V	LIVRETA	1,600	A-1		13 612,29	14 362,56
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	773 331,00	615 129,60	30,25	A	V	LIVRETA	1,831	V	LIVRETA	0,800	A-1		5 060,42	17 423,45
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	415 682,00	349 735,61	40,25	A	V	LIVRETA	1,976	V	LIVRETA	0,800	A-1		2 855,36	7 183,83
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2021	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 099 785,76	1 033 943,92	33,09	A	V	LIVRETA	3,671	V	LIVRETA	2,040	A-1		21 519,70	20 943,28
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	381 568,00	337 413,45	40,92	A	V	LIVRETA	2,723	V	LIVRETA	2,600	A-1		8 823,02	1 933,55
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 149 660,00	962 006,19	30,92	A	V	LIVRETA	2,559	V	LIVRETA	2,600	A-1		25 344,98	12 800,86
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	157 235,00	134 290,59	40,92	A	V	LIVRETA	2,000	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 439,30	1 226,19
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	473 749,00	382 484,90	30,92	A	V	LIVRETA	1,839	V	LIVRETA	1,800	A-1		7 000,78	6 447,27
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	798 119,00	655 818,85	31,00	A	V	LIVRETA	1,831	V	LIVRETA	0,300	A-1		2 025,95	19 498,56
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	241 839,00	208 625,38	41,00	A	V	LIVRETA	1,994	V	LIVRETA	0,300	A-1		639,84	4 654,38
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	260 602,00	232 174,87	41,00	A	V	LIVRETA	2,713	V	LIVRETA	1,100	A-1		2 601,57	4 331,16
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	860 038,00	730 520,30	31,00	A	V	LIVRETA	2,548	V	LIVRETA	1,100	A-1		8 244,30	18 961,60

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	470 569,00	420 455,42	41,17	A	V	LIVRETA	2,735	V	LIVRETA	1,600	A-1		6 828,66	6 335,62
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	2 047 467,00	1 744 213,33	31,17	A	V	LIVRETA	2,574	V	LIVRETA	1,600	A-1		28 529,63	38 888,34
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	228 480,00	197 620,80	41,17	A	V	LIVRETA	2,020	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 610,32	3 669,19
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2013	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	994 130,00	819 047,98	31,17	A	V	LIVRETA	1,863	V	LIVRETA	0,800	A-1		6 722,38	21 249,22
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	705 656,00	666 220,52	44,92	A	V	LIVRETA	2,912	V	LIVRETA	2,600	A-1		17 385,83	2 465,32
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 805 882,00	1 632 793,22	34,92	A	V	LIVRETA	2,732	V	LIVRETA	2,600	A-1		42 868,04	15 977,72
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	294 430,00	271 641,47	44,92	A	V	LIVRETA	2,210	V	LIVRETA	1,800	A-1		4 923,87	1 906,91
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2016	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	485 587,00	435 613,09	34,92	A	V	LIVRETA	2,089	V	LIVRETA	1,800	A-1		7 944,92	5 771,60
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2017	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	173 200,00	107 941,27	8,09	A	V	LIVRETA	2,107	V	LIVRETA	1,600	A-1		1 904,17	11 069,08
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	186 449,00	178 030,01	55,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	1,730	A-1		3 107,45	1 591,19
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	497 129,00	451 051,94	35,25	A	V	LIVRETA	2,260	V	LIVRETA	0,800	A-1		3 689,66	10 155,17
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	703 581,00	647 357,14	35,25	A	V	LIVRETA	3,001	V	LIVRETA	1,600	A-1		10 554,02	12 269,11
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	554 826,00	529 773,14	55,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	1,730	A-1		9 246,99	4 734,99

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	843 004,00	804 938,63	55,25	A	V	LIVRETA	3,289	V	LIVRETA	1,730	A-1		14 049,90	7 194,36
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 226 699,00	1 137 797,10	35,25	A	V	LIVRETA	3,470	V	LIVRETA	2,110	A-1		24 413,24	19 228,33
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2018	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	793 395,00	735 895,72	35,25	A	V	LIVRETA	3,470	V	LIVRETA	2,110	A-1		15 789,81	12 436,35
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	2 906 869,00	2 756 868,98	36,42	A	V	LIVRETA	3,022	V	LIVRETA	1,600	A-1		44 913,74	50 239,46
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 033 036,00	1 002 701,01	56,42	A	V	LIVRETA	2,973	V	LIVRETA	1,370	A-1		13 874,29	10 020,58
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 131 486,00	1 055 787,11	36,42	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	0,800	A-1		8 630,17	22 984,57
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2019	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	428 039,00	413 070,59	56,42	A	V	LIVRETA	2,973	V	LIVRETA	1,370	A-1		5 715,62	4 128,06
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	603 967,00	600 417,65	57,59	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	2,370	A-1		11 566,63	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	243 133,00	241 704,17	57,59	A	V	LIVRETA	3,113	V	LIVRETA	2,370	A-1		4 656,26	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 698 367,00	1 672 044,57	37,59	A	V	LIVRETA	3,210	V	LIVRETA	2,600	A-1		43 621,11	5 690,46
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	683 697,00	665 447,42	37,59	A	V	LIVRETA	2,476	V	LIVRETA	1,800	A-1		12 064,03	4 776,53
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2020	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	3 819 303,00	3 910 500,13	48,84	A	V	LIVRETA	3,670	V	LIVRETA	3,040	A-1		102 571,73	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	325 863,58	338 509,88	60,09	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	0,880	A-1		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	621 244,09	370 029,17	40,09	A	V	LIVRETA	3,061	V	LIVRETA	1,100	A-1		0,00	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	125 355,56	130 220,43	60,09	A	V	LIVRETA	3,146	V	LIVRETA	0,880	A-1		0,00	0,00
LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2022	P	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	203 440,90	119 003,34	40,09	A	V	LIVRETA	2,401	V	LIVRETA	0,300	A-1		0,00	0,00
Le Refuge des Cheminots	2008	P	Construction d'un EHPAD (Refuge des Cheminots)	DEXIA Crédit Local	4 141 500,00	2 419 135,52	16,34	T	V	LIVRETA	2,073	V	LIVRETA	1,500	A-1		37 491,99	128 286,81
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	182 124,00	146 624,16	29,59	A	V	LIVRETA	2,620	V	LIVRETA	2,600	A-1		3 889,61	2 976,39
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	190 590,00	163 341,89	39,59	A	V	LIVRETA	2,763	V	LIVRETA	2,600	A-1		4 300,02	2 043,61
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	305 414,00	250 838,43	29,59	A	V	LIVRETA	3,102	V	LIVRETA	3,110	A-1		7 944,83	4 622,26
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	427 579,00	373 318,38	39,59	A	V	LIVRETA	3,242	V	LIVRETA	3,110	A-1		11 736,19	4 050,98
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2013	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	116 895,00	95 752,51	29,59	A	V	LIVRETA	3,036	V	LIVRETA	3,040	A-1		2 965,24	1 788,31
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	514 702,00	470 885,74	52,25	A	V	LIVRETA	2,810	V	LIVRETA	1,360	A-1		6 476,46	5 324,20
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 868 311,00	1 609 826,00	32,25	A	V	LIVRETA	2,819	V	LIVRETA	1,600	A-1		26 308,70	34 467,60

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241210 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	240 680,00	220 191,08	52,25	A	V	LIVRETA	2,810	V	LIVRETA	1,360	A-1		3 028,46	2 489,65
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2016	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	702 484,00	590 473,46	32,25	A	V	LIVRETA	2,057	V	LIVRETA	0,800	A-1		4 841,97	14 773,05
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 355 912,00	1 999 351,12	31,59	A	V	LIVRETA	2,785	V	LIVRETA	2,600	A-1		52 701,25	27 620,10
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 195 181,00	1 063 732,38	41,59	A	V	LIVRETA	2,916	V	LIVRETA	2,600	A-1		27 842,55	7 134,98
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	512 220,00	443 715,63	41,59	A	V	LIVRETA	2,152	V	LIVRETA	1,800	A-1		8 066,34	4 414,20
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	758 965,00	626 291,12	31,59	A	V	LIVRETA	2,018	V	LIVRETA	1,800	A-1		11 467,53	10 793,76
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	241 859,00	213 160,77	41,50	A	V	LIVRETA	2,873	V	LIVRETA	1,600	A-1		3 467,24	3 541,89
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	312 938,00	262 987,23	31,50	A	V	LIVRETA	2,734	V	LIVRETA	1,600	A-1		4 307,91	6 257,26
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	107 539,00	96 236,45	41,50	A	V	LIVRETA	3,355	V	LIVRETA	2,110	A-1		2 060,48	1 416,78
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	216 701,00	185 100,57	31,50	A	V	LIVRETA	3,219	V	LIVRETA	2,110	A-1		3 990,52	4 023,37

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241216 2024-200-1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	102 854,00	88 223,06	41,50	A	V	LIVRETA	2,114	V	LIVRETA	0,800	A-1		719,88	1 761,60
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2015	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	114 262,00	93 361,79	31,50	A	V	LIVRETA	1,972	V	LIVRETA	0,800	A-1		767,30	2 551,21
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	310 921,00	295 632,00	55,34	A	V	LIVRETA	2,908	V	LIVRETA	1,260	A-1		3 764,94	3 173,05
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	125 729,00	114 375,25	35,34	A	V	LIVRETA	2,328	V	LIVRETA	0,800	A-1		935,60	2 575,10
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	414 561,00	394 175,70	55,34	A	V	LIVRETA	2,908	V	LIVRETA	1,260	A-1		5 019,92	4 230,73
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	199 372,00	183 963,14	35,34	A	V	LIVRETA	3,078	V	LIVRETA	1,600	A-1		2 999,20	3 486,58
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	372 086,00	354 193,72	55,17	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	1,330	A-1		4 760,02	3 702,22
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	258 113,00	234 804,54	35,17	A	V	LIVRETA	2,343	V	LIVRETA	0,800	A-1		1 920,73	5 286,49
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	744 170,00	708 385,54	55,17	A	V	LIVRETA	2,992	V	LIVRETA	1,330	A-1		9 520,01	7 404,43
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2019	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	653 427,00	602 925,62	35,17	A	V	LIVRETA	3,111	V	LIVRETA	1,600	A-1		9 829,64	11 427,02

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241216 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	599 324,36	579 945,15	56,25	A	V	LIVRETA	3,213	V	LIVRETA	1,500	A-1		8 768,61	4 629,03
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	661 437,28	617 595,18	36,25	A	V	LIVRETA	2,438	V	LIVRETA	0,800	A-1		5 041,71	12 618,58
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	833 847,15	787 043,36	36,25	A	V	LIVRETA	3,183	V	LIVRETA	1,600	A-1		12 803,96	13 204,24
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	876 542,96	848 199,88	56,25	A	V	LIVRETA	3,213	V	LIVRETA	1,500	A-1		12 824,55	6 770,19
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	341 554,83	324 398,63	36,25	A	V	LIVRETA	3,655	V	LIVRETA	2,110	A-1		6 945,24	4 759,81
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	546 679,28	529 316,71	56,25	A	V	LIVRETA	3,260	V	LIVRETA	1,550	A-1		8 268,26	4 119,71
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	P	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	583 706,69	554 387,27	36,25	A	V	LIVRETA	3,655	V	LIVRETA	2,110	A-1		11 869,21	8 134,36
OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2020	C	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	Caisse des Dépôts et Consignations	297 000,00	297 000,00	36,25	A	F	FIXE	1,091	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	45 134,00	34 402,73	26,84	A	V	LIVRETA	2,586	V	LIVRETA	2,600	A-1		913,07	715,33
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	319 943,00	266 690,46	36,84	A	V	LIVRETA	2,730	V	LIVRETA	2,600	A-1		7 011,72	2 990,91
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	459 631,00	334 986,72	26,84	A	V	LIVRETA	1,813	V	LIVRETA	1,800	A-1		6 176,05	8 127,24

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241116 2024-200-1 DE
Date de transmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
POSTE HABITAT PROVENCE	2010	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	64 840,00	51 774,04	36,84	A	V	LIVRETA	1,965	V	LIVRETA	1,800	A-1		945,41	748,94
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	575 766,00	257 327,00	4,59	A	V	LIVRETA	2,246	V	LIVRETA	3,110	A-1		9 425,40	45 740,40
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	350 413,00	156 610,01	4,59	A	V	LIVRETA	2,246	V	LIVRETA	3,110	A-1		5 736,33	27 837,74
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	753 366,00	646 472,26	30,59	A	V	LIVRETA	2,697	V	LIVRETA	2,600	A-1		17 081,49	10 507,96
POSTE HABITAT PROVENCE	2014	P	POSTE HABITAT PROVENCE	Caisse des Dépôts et Consignations	428 686,00	384 756,95	40,59	A	V	LIVRETA	2,836	V	LIVRETA	2,600	A-1		10 091,56	3 379,96
S.A Participation Logement, NICEAM	2011	P	Contrat 1 rue de l'Evêché	Crédit Agricole	175 000,00	148 682,75	37,99	A	V	LIVRETA	1,922	V	LIVRETA	3,160	A-1		4 762,01	2 013,82
S.A Participation Logement, NICEAM	2011	P	1 place de l'eveche - Grasse	Crédit Agricole	200 641,00	135 994,00	17,99	A	V	LIVRETA	2,058	V	LIVRETA	3,160	A-1		4 472,77	5 549,42
S.A Participation Logement, NICEAM	2008	P	Pre Vergé - Parloniam	Crédit Foncier	1 100 000,00	532 903,16	14,55	A	V	LIVRETA	2,642	V	LIVRETA	2,130	A-1		12 098,06	35 080,82
SOHLAM	2005	P	Acquisition-amélioration d'un appartement type II (1 Place de l'Evêché)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	38 135,00	16 631,07	11,75	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		179,29	1 298,37
SOHLAM	2009	P	Acquisition-Amélioration d'un appartement de type F3 (La Roque)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	51 246,00	29 224,93	15,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		309,01	1 676,68
SOHLAM	2009	P	Acquisition-amélioration d'un appartement type II (19 rue de l'Oratoire)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	29 883,00	17 041,88	15,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		180,19	977,72
SOHLAM	2009	P	Développement de l'offre de logements très sociaux (Repitrel)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	16 864,00	9 617,26	15,71	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		101,69	551,76

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOHLAM	2011	P	Acquisition-amélioration d'un appartement de type F2 (Marcel Journet)	Le Logement Interprofessionnel des Alpes Maritimes	37 075,00	23 557,42	18,00	A	F	FIXE	1,000	F	FIXE	1,000	A-1		247,46	1 189,13
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	70 045,00	65 653,24	36,09	A	V	LIVRETA	2,300	V	LIVRETA	0,800	A-1		535,27	1 255,96
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	343 929,00	334 235,44	56,09	A	V	LIVRETA	3,088	V	LIVRETA	1,490	A-1		5 012,72	2 188,65
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	421 467,00	399 501,86	36,09	A	V	LIVRETA	3,021	V	LIVRETA	1,600	A-1		6 490,11	6 129,87
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2018	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	57 159,00	55 547,98	56,09	A	V	LIVRETA	3,088	V	LIVRETA	1,490	A-1		833,08	363,75
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	888 618,00	888 618,00	58,84	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	2,400	A-1		17 010,90	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	751 949,00	749 889,39	38,84	A	V	LIVRETA	3,295	V	LIVRETA	2,600	A-1		19 550,67	2 059,61
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	294 615,00	294 615,00	58,84	A	V	LIVRETA	3,200	V	LIVRETA	2,400	A-1		5 639,84	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	3 551,00	3 528,01	38,84	A	V	LIVRETA	2,564	V	LIVRETA	1,800	A-1		63,92	22,99
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	270 000,00	270 000,00	57,34	A	F	FIXE	1,989	F	FIXE	0,970	A-1		2 619,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	162 000,00	162 000,00	37,34	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	553 014,00	553 014,00	59,09	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	1,530	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	262 982,00	262 982,00	39,09	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	1,530	A-1		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture 000 210000000 20241110 2024-200-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	206 242,00	206 242,00	59,09	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	1,530	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	210 000,00	210 000,00	58,25	A	F	FIXE	2,272	F	FIXE	1,480	A-1		2 414,33	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	133 717,00	133 717,00	39,09	A	V	LIVRETA	2,686	V	LIVRETA	0,800	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	126 000,00	126 000,00	38,25	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	201 857,00	201 857,00	59,09	A	V	LIVRETA	3,424	V	LIVRETA	1,530	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	104 973,00	104 973,00	39,09	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	1,530	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	109 879,00	109 879,00	39,09	A	V	LIVRETA	3,379	V	LIVRETA	1,530	A-1		0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	60 000,00	60 000,00	58,25	A	F	FIXE	2,272	F	FIXE	1,480	A-1		689,81	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	C	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	Caisse des Dépôts et Consignations	36 000,00	36 000,00	38,25	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	193 021,00	188 073,28	57,25	A	V	LIVRETA	3,548	V	LIVRETA	2,060	A-1		3 915,88	2 018,04
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	42 316,00	40 844,49	37,25	A	V	LIVRETA	3,434	V	LIVRETA	2,060	A-1		854,61	641,26
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	93 760,00	91 356,64	57,25	A	V	LIVRETA	3,548	V	LIVRETA	2,060	A-1		1 902,14	980,27
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	56 000,00	56 000,00	55,25	A	F	FIXE	2,438	F	FIXE	1,850	A-1		1 036,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	744 577,00	699 783,02	36,25	A	V	LIVRETA	3,071	V	LIVRETA	1,600	A-1		11 400,57	12 752,41
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	332 987,00	317 172,73	56,25	A	V	LIVRETA	2,947	V	LIVRETA	1,340	A-1		4 306,57	4 212,98
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	302 262,00	281 118,17	36,25	A	V	LIVRETA	2,335	V	LIVRETA	0,800	A-1		2 297,91	6 119,96
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	156 407,00	150 391,24	56,25	A	V	LIVRETA	2,955	V	LIVRETA	1,340	A-1		2 035,62	1 520,69
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	70 000,00	70 000,00	55,25	A	F	FIXE	2,437	F	FIXE	1,850	A-1		1 295,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	20 901,00	20 351,95	56,34	A	V	LIVRETA	3,708	V	LIVRETA	2,060	A-1		421,72	119,90
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	214 193,00	203 314,42	36,34	A	V	LIVRETA	3,617	V	LIVRETA	2,060	A-1		4 250,56	3 023,59
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	149 606,00	142 007,69	36,34	A	V	LIVRETA	3,617	V	LIVRETA	2,060	A-1		2 968,86	2 111,87
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	151 829,00	150 283,50	57,67	A	V	LIVRETA	3,769	V	LIVRETA	3,050	A-1		3 963,04	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	91 159,00	89 109,82	37,67	A	V	LIVRETA	3,661	V	LIVRETA	3,050	A-1		2 729,77	390,85
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	111 533,00	106 893,16	36,67	A	V	LIVRETA	3,663	V	LIVRETA	3,050	A-1		3 276,75	541,16
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	21 000,00	21 000,00	56,67	A	F	FIXE	1,944	F	FIXE	0,900	A-1		189,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	223 177,00	215 823,66	37,67	A	V	LIVRETA	2,501	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 922,54	2 095,42

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024 200 1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	185 722,00	183 255,57	57,67	A	V	LIVRETA	3,009	V	LIVRETA	2,240	A-1		3 901,80	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	301 201,00	293 361,80	37,67	A	V	LIVRETA	3,245	V	LIVRETA	2,600	A-1		7 674,54	1 812,85
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	223 483,00	220 515,09	57,67	A	V	LIVRETA	3,009	V	LIVRETA	2,240	A-1		4 695,11	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	49 000,00	49 000,00	46,67	A	F	FIXE	1,818	F	FIXE	0,900	A-1		441,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	542 047,00	542 106,10	39,25	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	954 810,00	954 900,00	59,25	A	V	LIVRETA	3,226	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	940 152,00	940 223,13	39,25	A	V	LIVRETA	2,538	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	900 000,00	900 000,00	57,25	A	F	FIXE	1,951	F	FIXE	0,920	A-1		8 280,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 581 435,00	1 581 588,24	39,25	A	V	LIVRETA	3,243	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	1 330 238,00	1 330 363,38	59,25	A	V	LIVRETA	3,226	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	416 530,00	416 575,42	39,25	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	857 191,00	857 271,79	59,25	A	V	LIVRETA	3,256	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	540 000,00	540 000,00	37,25	A	F	FIXE	1,092	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	234 229,00	232 971,70	38,59	A	V	LIVRETA	3,286	V	LIVRETA	2,600	A-1		6 090,75	1 287,86
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	227 939,00	227 966,34	78,59	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	2,470	A-1		4 170,98	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	163 157,00	163 176,57	78,59	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	2,470	A-1		2 985,56	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	134 975,00	133 773,74	38,59	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 429,71	1 210,10
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	127 829,00	127 844,33	78,59	A	V	LIVRETA	3,301	V	LIVRETA	2,470	A-1		2 339,10	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	62 174,00	61 954,74	38,59	A	V	LIVRETA	3,702	V	LIVRETA	3,060	A-1		1 902,84	229,68
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	51 135,00	50 954,67	38,59	A	V	LIVRETA	3,702	V	LIVRETA	3,060	A-1		1 564,99	188,90
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	150 000,00	150 000,00	57,09	A	F	FIXE	1,792	F	FIXE	0,590	A-1		885,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	90 000,00	90 000,00	37,09	A	F	FIXE	1,094	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	350 000,00	350 000,00	37,34	A	F	FIXE	1,093	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2022	C	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et Consignations	72 000,00	72 000,00	38,84	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2020	P	Opération 17 logements	ARKEA	1 353 639,00	1 246 966,73	26,92	T	F	FIXE	1,701	F	FIXE	1,690	A-1		21 456,47	36 158,73
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	PLS bâti opération	ARKEA	1 616 287,00	1 557 625,45	37,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	1,610	A-1		25 553,77	29 565,00

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241210 2024 200 1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice									
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital								
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	PLS foncier opération	ARKEA	153 858,00	149 772,50	47,00	A	V	LIVRETA	1,610	V	LIVRETA	1,610	A-1		2 444,49	2 059,06								
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 1 logements - Ilots Sainte Marthe	La Banque Postale	514 726,00	464 475,89	25,29	A	F	FIXE	2,279	F	FIXE	2,280	A-1		10 886,23	12 990,48								
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	La Banque Postale	461 934,00	435 623,16	45,34	T	C	TAUX STRUCTURES	1,860	C	TAUX STRUCTURES	1,847	A-1		8 116,55	6 038,18								
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	2019	P	Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	La Banque Postale	211 170,00	194 461,56	35,34	T	C	TAUX STRUCTURES	1,859	C	TAUX STRUCTURES	1,847	A-1		3 636,39	3 834,48								
TOTAL GENERAL					254 203 548,53	228 872 119,67											3 998 707,97	3 606 640,10								

Accusé de réception en préfecture

000 210000000 20241116 2024-200-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

- (1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
- (2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
- (5) Taux annuel, tous frais compris.
- (6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

IV

B1.2

ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	28 332,42
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	161 811,69
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	190 144,11
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00
---	---------------	-------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV

B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.
(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017	Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
1 PACT EMPLOI	6 000,00	
A CORPS D AMES	2 000,00	
ADIE	3 000,00	
ADIL 06	10 000,00	
API PROVENCE	20 000,00	
APPASCAM	3 700,00	
ASSOCIATION BANQUE DU NUMERIQUE	10 000,00	
ASSOCIATION CULTURELLE DU VAL	8 500,00	
ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE	15 000,00	
CDAD 06	2 000,00	
CENTRE EXPRESSION CULTURELLE ET ARTISTIQUE	30 000,00	
CERCLE D ESCRIME DE GRASSE	76 700,00	
CHOISIR	10 000,00	
CIDI SOL SLAMSOL	3 000,00	
COS CAPGENIAUX	161 418,11	
COUP DE POUCE	1 500,00	
CREACTIVE 06	20 000,00	
DEFIE	70 000,00	
ENTREPRISE DES BOIS DE GRASSE	8 000,00	
EVALECO	20 500,00	
FERME PEDAGOGIQUE TERRE DE SOLEI	3 300,00	
FLEURS D'EXCEPTION DU PAYS DE GRASSE	13 000,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLL A. BEL	200,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE P.	400,00	
GRASSE DEVELOPPEMENT SPL	160 000,00	
GROUPE SOS TRANSITION ECOLOGIQUE	1 500,00	
INITIATIVE TERRES D'AZUR	157 000,00	
INSERTION TRAVAIL EDUCATION CULT	10 000,00	
JARDINS VALEURS SOLIDAIRES	45 000,00	
JETER	2 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS ALPES MARITI	2 000,00	
L AUTRE BOUTIQUE	3 000,00	
LA FERME	1 500,00	
LES DAUPHINS DE GRASSE	20 300,00	
MAISON DES LYCEENS AMIRAL DE GRA	200,00	
MAISON DES LYCEENS F. DE CROISSE	400,00	
MEDIATION MOSAIQUE	1 000,00	
MONTAGN HABITS	18 000,00	
MONTJOYE	1 000,00	
OCCE 06 COOP SCOLAIRE ECOLE MACCARY	900,00	
OCCE 06 COOP SCOLAIRE ECOLE PRA	600,00	
OCCE 06 COOP. SCOLAIRE ECOLE FRA	1 600,00	
OCCE 06 COOP. SCOLAIRE ECOLE J.R	600,00	
OCCE 06 DE L'ECOLE MAT. JULES FE	200,00	
OFFICE DE TOURISME COMMUNAUTAIRE UNIQUE PAYS DE GRA	817 218,00	
PACA POUR DEMAIN	10 000,00	
PARCOURS LE MONDE SUD EST	11 000,00	
PISTE D'AZUR	130 000,00	
POLE EUROPEEN INNOVATION ALIMENT BIEN-ETRA NATURALITE	20 000,00	
TERRALIA		
RECHERCHE ET AVENIR	5 000,00	
RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE	85 000,00	
SAUVEGARDE DE LA SIAGNE ET DE SON CANAL	1 000,00	
SENIORS DE LELECTROMENAGER	5 000,00	
SENTEURS SAUVAGES	2 000,00	
SOLI CITES	50 000,00	
SOLINUM	2 000,00	
THEATRE DE GRASSE CENTRE DEVT CULTUREL DE GRASSE	899 000,00	
UNE VOIX POUR ELLES	2 000,00	
<u>Entreprises</u>		
1 2 3 SOLEIL	2 500,00	
ACEC	3 275,00	
AGRIBIO 06	6 500,00	

AR - Préfecture	
CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023	
006-200030857-20240404-DL2024_037-BF	
Reçu le 16/04/2024	
Publié le 16/04/2024	
Nom des bénéficiaires	
Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
Accusé de réception en préfecture 006-2106006 Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
Prestations en nature	
ALTER ECAUX	4 500,00
ARPAS	26 500,00
ATELIER DU 06	3 000,00
BAYREUTH SILENCE MIRANDA	1 500,00
CDC HABITAT SOCIAL STE ANONYME HABITATIONS LOYERS M	44 800,00
CLUB DES ENTREPRENEURS GRASSE	75 500,00
COMITE REGIONAL DU TOURISME	15 000,00
EUROBIOMED	5 000,00
FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL	31 500,00
HARPEGES LES ACCORDS SOLIDAIRE	72 000,00
HOMMET RAGETLY RAIMOND	2 146,00
INCUBATEUR PACA EST	10 000,00
LPO PACA	5 000,00
PARC NATUREL REGIONAL DU VERDON	1 000,00
PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE GR	1 000,00
RESEAU ENTREPRENDRE COTE D'AZUR	5 500,00
SCOT DE L'OUEST DES AM	102 000,00
SNCF GARES & CONNEXIONS	9 375,75
SNCF RESEAU	47 253,78
SOCIETE DE LA LIGNE NOUVELLE PRO	250,00
TETRIS SCIC	53 000,00
<u>Personnes physiques</u>	
AMRAOUI BELKHERROUBI	2 000,00
BALLIEU LUCIENNE	1 301,00
BANON JACQUES	1 432,00
BARBERY CHRISTIAN	2 500,00
BENHAMOU CYRILLE	2 500,00
BENOIT OLIVIER	1 905,00
BERTON JEAN MARC	2 000,00
BETTEGA LIONEL	1 423,00
BONGIOVANNI-FELIX ODETTE	1 574,00
BONJOUR JULES ANDRE	1 695,00
BOUSTAR RABAH	2 411,00
BRIKI ABDELHAMID	2 000,00
BUGNET MARTINE	1 091,00
CABRI RAYMONDE	2 000,00
CARCELES ALAIN	1 070,00
CARTON DOMINIQUE	2 000,00
CLARI PAUL	2 072,00
COMITO ROSA	2 000,00
CORNU MARTINE	2 000,00
CORTES MATEO PABLO	1 016,00
CUSENIER PASCAL	1 977,00
D AGOSTINO ANNE-MARIE	2 400,00
DALARD ERIC	2 000,00
DALMASSO CHRISTIANE	2 000,00
DE REZENDE CLAUDE	2 000,00
DEBBAH DRISS	2 000,00
DEL FABBRO LAURENT	2 500,00
DI MARCO YVES	1 132,50
DORENLOT ERIC	2 000,00
EMMELIN DENIS	2 000,00
ERETEO CONCEPTION	1 716,00
FARAUD MARIE LOUISE	1 832,00
FOURNIER SYLVIANE	2 000,00
GARNERONE CATHERINE	2 500,00
GAUTHIER ALINE	2 109,00
GEGARD MARIE-LOUISE	2 500,00
GIORDANENGO JEAN	694,00
GIULI STEPHANIE	2 500,00
GUILLAUME HELENE	252,00
GY ANNE KRISTEL	913,00
HARNOIS JONATHAN	2 500,00
JAILLET MONIQUE	2 000,00
JAIS JACQUELINE	1 770,00
JIMENEZ JEAN	1 672,00
LANGE SONIA	274,00
LANTERI CORINNE	2 091,00
LAPRIE CLAUDIE	7 000,00
LAROSE FRANCOISE	1 765,00
LEFEBVRE MARIE FRANCE	2 500,00
LEPLEUX JEAN PIERRE	1 540,00
LICASTRO ESTRELLA	2 000,00
MAHOU ELYES	2 500,00

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023		
06-200030857-20240404-DL2024_037-BF		
Reçu le 16/04/2024		
Publié le 16/04/2024		
Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Accusé de réception en préfecture 06-2106006 Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
MARCEL EMMANUEL BERTRAND	2 000,00	
MAROUK EMBARKA	2 000,00	
MARTINI LUCETTE	2 000,00	
MAZALEYRAT YANN	2 000,00	
MEHDI KARIMA	2 000,00	
MEINDER MONIQUE	2 000,00	
MENDOZA ANNIE-FRANCE SS PROTECTION JURIDIQUE DE ATIA	2 000,00	
MICUCCI MARIE-LAURE	2 000,00	
MONTHOUEL MICHELE	2 000,00	
NOLLE JAN	1 483,00	
OLLIVIER ROLAND	12 964,00	
OUILLOT MONIQUE	1 228,00	
PAPPALO ROSE	1 578,00	
PAPPALO SANTO	1 220,00	
PROUST DOMINIQUE	2 240,00	
RABBIA GINETTE	2 000,00	
RAGOT HERVE	2 226,00	
RECLARD JEAN-PIERRE	2 150,00	
REGNAUD ISABELLE	2 500,00	
REJANY MARTIN CLAUDE	2 361,00	
ROMEO MARIE	2 000,00	
SAHRAOUI YOUSSEF	2 387,00	
SFEZ FRANKLIN	2 000,00	
TEILLOL MARYSE	2 000,00	
THIBAUDEAU MIKAEL	10 000,00	
TOURNIER MUGUETTE	1 415,00	
VALCASARA MIRELLA	1 796,00	
VERBAERE LAÉTITIA	2 238,00	
VIALLE ANNE-MARIE	2 000,00	
WOLOSZYN STEPHANIE	2 000,00	
<u>Autres</u>		
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTR NICE COTE D'AZUR	20 000,00	
<u>Régions</u>		
CONSEIL REGIONAL PACA	10 292,25	
<u>Départements</u>		
CONSEIL DEPARTEMENTAL 06	15 000,00	
<u>Communes</u>		
COMMUNE DE GRASSE	4 000,00	
COMMUNE DE SAINT VALLIER	10 000,00	
SMGA	23 600,00	
SMGA SYNDICAT MIXTE DES STATIONS GREOLIERES ET L'AUDIBERGUE	59 000,00	
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
CCAS DE PEYMEINADE	2 500,00	
ECOLE DE ST MATHIEU	600,00	
ECOLE DU PRA REDON	900,00	
ECOLE ELEMENTAIRE ST JACQUES	300,00	
ECOLE MAXIME COULLET	1 200,00	
ECOLE PRIMAIRE DE SPERACEDES	300,00	
GEMAPI PARC NATIONAL REGIONAL VE	22 039,00	
MISSION LOCALE PAYS DE GRASSE	270 000,00	
PNR PREALPES D AZUR	65 451,10	
REGIE TRANSPORTS SILLAGES	3 200 000,00	
SDIS ALPES MARITIMES	75 842,07	
SICTIAM	712 500,00	
SICTIAM	74 090,91	
SMED	571,79	
SMED	399 282,03	
SMED	12 392 129,22	
SMIAGE SYNDICAT MIXTE POUR LES INONDATI	1 900 101,00	
UNIVALOM SYNDICAT MIXTE	200 050,00	
UNIVALOM SYNDICAT MIXTE	407 944,05	
UNIVALOM SYNDICAT MIXTE	526 442,61	
<u>Autres</u>		
TOTAL GENERAL	24 064 886,17	

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023		AP - Préfecture	
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-205-L-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de réélégation : 11/12/2024	
IV - ANNEXES		IV	
ENGAGEMENTS HORS BILAN		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT		B2.1	

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Préfecture

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

CA DU PAYS DE GRASSE

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Préfecture

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses	0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		189,20	4,56	193,76	128,86	29,41	158,27
Adjoint administratif pal 1 cl	C	29,80	0,00	29,80	20,50	0,00	20,50
Adjoint administratif pal 2 cl	C	38,10	0,00	38,10	33,30	0,00	33,30
Adjoint administratif terr.	C	48,40	2,22	50,62	22,86	11,57	34,43
Attaché	A	28,70	0,70	29,40	19,80	9,30	29,10
Attaché hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal	A	10,00	0,00	10,00	7,80	1,00	8,80
Rédacteur	B	17,60	1,10	18,70	12,00	6,00	18,00
Rédacteur principal 1 cl	B	7,00	0,54	7,54	7,00	0,54	7,54
Rédacteur principal 2 cl	B	6,60	0,00	6,60	3,60	1,00	4,60
FILIERE TECHNIQUE (c)		246,80	3,76	250,56	146,30	48,45	194,75
Adjoint technique pal 1 cl	C	19,00	0,00	19,00	14,00	0,00	14,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	32,00	0,00	32,00	26,00	0,00	26,00
Adjoint technique territorial	C	107,80	3,76	111,56	41,30	36,45	77,75
Agent de maîtrise	C	21,00	0,00	21,00	14,00	1,00	15,00
Agent de maîtrise principal	C	24,00	0,00	24,00	24,00	0,00	24,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur général	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	0,00	5,00
Technicien	B	11,00	0,00	11,00	7,00	4,00	11,00
Technicien principal de 1 cl	B	10,00	0,00	10,00	6,00	3,00	9,00
Technicien principal de 2 cl	B	6,00	0,00	6,00	4,00	3,00	7,00
FILIERE SOCIALE (d)		14,00	7,72	21,72	8,54	1,00	9,54
Agent social	C	2,00	4,92	6,92	3,54	1,00	4,54
Agent social principal 2 cl	C	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,80	1,80	1,00	0,00	1,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		30,00	0,00	30,00	25,40	3,00	28,40
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	13,00	0,00	13,00	8,80	2,00	10,80

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	12,00	0,00	12,00	11,80	0,00	11,80
Infirmier en soins généraux	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Puéricultrice	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Puéricultrice hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		21,80	0,00	21,80	10,00	1,00	11,00
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	7,00	0,00	7,00	5,00	0,00	5,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	2,80	0,00	2,80	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial A.P.S	B	12,00	0,00	12,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE CULTURELLE (h)		44,60	0,00	44,60	30,60	9,00	39,60
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint territorial patrimoine	C	19,60	0,00	19,60	6,90	9,00	15,90
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 2c	B	4,00	0,00	4,00	3,90	0,00	3,90
Assistant de conservation	B	2,00	0,00	2,00	3,00	0,00	3,00
Attaché cons.	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal conservation	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Conservateur en chef (pat)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		111,10	23,17	134,27	69,78	45,86	115,64
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	17,00	0,71	17,71	11,61	0,00	11,61
Adjoint territorial animation	C	73,20	22,46	95,66	42,17	44,86	87,03
Animateur	B	7,00	0,00	7,00	3,00	1,00	4,00
Animateur principal de 1ère cl	B	2,90	0,00	2,90	3,00	0,00	3,00
Animateur principal de 2ème cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		6,00	0,00	6,00	8,00	2,00	10,00
Assistante maternelle	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
D.G.A.S. 40 à 150.000 hab.		2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Instituteur		0,00	0,00	0,00	6,00	0,00	6,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		663,50	39,21	702,71	427,48	139,72	567,20

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Page de présentation : 01/12/2024
Date de réception : 11/12/2024

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-4	CDI
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-4	CDI
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	A	A
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	A	A
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	0	0,00	3-2	CDD

Accusé de réception en préfecture
000-210000696-20241210-2024-203-1-DE
Date de réception en préfecture : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Page 271

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de transmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Technicien	B	TECH	0	0,00	A	A
Technicien	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	0	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	0	0,00	3-a°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	0	0,00	3-a°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

- (1) CATEGORIES: A, B et C.
- (2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.
- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF			
Reçu le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture	
Publié le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	
IV - ANNEXES		Date de télétransmission : 11/12/2024	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N		IV	
		C1.2	

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.				
La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
29/11/2004 - Réhabilitation de 32 logts en résidence sociale jeunes + 15 logts en Maison relais (Clos Notre Dame)	API PROVENCE			592 498,00
13/06/2005 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			65 887,00
23/08/2005 - Acquisition-amélioration d'un appartement type II (1 Place de l'Evêché)	SOHLAM			38 135,00
06/05/2006 - LE FLORALIES	ERILIA			350 000,00
22/05/2006 - Construction de 18 logements PLS (Castel Aroma)	COTE D'AZUR HABITAT			1 680 600,00
02/06/2006 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			49 481,00
02/06/2006 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			90 538,00
11/09/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			216 293,00
11/09/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			44 415,00
19/10/2007 - Pre Vergé - Parloniam	S.A Participation Logement, NICEAM	S.A Participation Logement, NICEAM		1 100 000,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			89 515,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			274 123,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			54 431,00
28/12/2007 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			166 685,00
02/04/2008 - Construction d'un EHPAD (Refuge des Cheminots)	Le Refuge des Cheminots	Le Refuge des Cheminots		4 141 500,00
23/04/2008 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			214 728,00
19/06/2008 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			226 384,50
14/10/2008 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			1 327 204,00
14/10/2008 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM			805 381,00
16/03/2009 - L'ARCHE A GRASSE	L'ARCHE A GRASSE			3 000 000,00
20/07/2009 - Acquisition-Amélioration d'un appartement de type F3 (La Roque)	SOHLAM			51 246,00
20/07/2009 - Acquisition-amélioration d'un appartement type II (19 rue de l'Oratoire)	SOHLAM			29 883,00
20/07/2009 - Développement de l'offre de logements très sociaux (Repitrel)	SOHLAM			16 864,00
30/09/2009 - 11 logements locatifs sociaux (Foyer MALBOSC)	Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes	Association des Amis et des Parents d'Enfants Inaptes des Alpes Maritimes		500 000,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			301 168,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			977 305,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			3 862 621,00
16/09/2010 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE			1 190 312,00
27/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			45 134,00
27/10/2010 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE			319 943,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Reçu de l'06/04/2024 PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE
Publication de l'06/04/2024 PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE
10/12/2010 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE

Accusé de réception en préfecture	459 631,00
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	
Date de télétransmission : 11/12/2024	64 840,00
Date de réception préfecture : 11/12/2024	339 432,00

SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
05/01/2011 - ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM		98 840,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		6 127 611,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		1 609 594,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		738 693,00
19/04/2011 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		194 039,00
30/11/2011 - Acquisition-amélioration d'un appartement de type F2 (Marcel Journet)	SOHLAM		37 075,00
25/12/2011 - Contrat 1 rue de l'Evêché	S.A Participation Logement, NICEAM	S.A Participation Logement, NICEAM	175 000,00
01/01/2012 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		183 330,42
15/05/2012 - COTE D'AZUR HABITAT	COTE D'AZUR HABITAT		226 264,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM		813 550,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM		384 973,00
10/10/2012 - LOGIREM	LOGIREM		256 838,00
17/12/2012 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		92 500,00
17/12/2012 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		237 500,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA		1 436 676,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA		528 279,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA		684 455,00
30/01/2013 - ERILIA	ERILIA		240 231,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		11 265,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		464 967,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		3 040,00
18/02/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		57 195,00
12/06/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		415 682,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		1 794 332,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		964 492,00
12/07/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		773 331,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS		182 124,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS		190 590,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS		305 414,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS		427 579,00
24/07/2013 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS		116 895,00
06/09/2013 - HABITAT 06	HABITAT 06		198 949,00
16/09/2013 - HABITAT 06	HABITAT 06		32 145,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		381 568,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		1 149 660,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		157 235,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		473 749,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		798 119,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		241 839,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		260 602,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		860 038,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		470 569,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		2 047 467,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		228 480,00
15/10/2013 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		994 130,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		401 347,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		255 093,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		172 204,00
28/01/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE		89 403,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA		532 940,00
10/02/2014 - ERILIA	ERILIA		446 569,00

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	
Reçu 02/2024-15704/2024	ERILIA
Publié 01/07/2024	ERILIA
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE

Accusé de réception en préfecture	492 837,00	
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	412 965,00	
Date de télétransmission : 11/12/2024	575 766,00	
Date de réception préfecture : 11/12/2024		

01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE	350 413,00	
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE	753 366,00	
01/07/2014 - POSTE HABITAT PROVENCE	POSTE HABITAT PROVENCE	428 686,00	
22/07/2014 - ERILIA	ERILIA	834 201,00	
22/07/2014 - ERILIA	ERILIA	765 801,00	
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	485 451,00	
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	306 023,00	
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	168 244,00	
30/07/2014 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	103 822,00	
08/10/2014 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	423 000,00	
08/10/2014 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	440 000,00	
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA	500 000,00	
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA	630 000,00	
09/02/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA	1 220 000,00	
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06	2 448 661,00	
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06	1 648 902,00	
04/06/2015 - HABITAT 06	HABITAT 06	932 149,00	
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	241 859,00	
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	312 938,00	
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	107 539,00	
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	216 701,00	
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	102 854,00	
12/06/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	114 262,00	
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA	256 845,00	
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA	1 190 729,00	
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA	1 149 543,00	
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA	529 473,00	
29/06/2015 - ERILIA	ERILIA	548 443,00	
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA	490 000,00	
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA	670 000,00	
06/07/2015 - IN'LI PACA	IN'LI PACA	1 507 000,00	
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	2 355 912,00	
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	1 195 181,00	
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	512 220,00	
23/07/2015 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	758 965,00	
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	514 702,00	
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	1 868 311,00	
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	240 680,00	
14/03/2016 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	702 484,00	
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	550 566,00	
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	833 999,00	
23/05/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	700 000,00	
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	705 656,00	
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	1 805 882,00	
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	294 430,00	
24/11/2016 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	485 587,00	
28/11/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2 208 328,00	
28/11/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	892 045,00	

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu n° 15/04/2024 ANONYME

Publié le 16/04/2024

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/12/2016 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

19/01/2017 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM

27/04/2017 - LOGIREM

27/04/2017 - LOGIREM

27/04/2017 - LOGIREM

27/04/2017 - LOGIREM

03/05/2017 - LOGIREM

03/05/2017 - LOGIREM

03/05/2017 - LOGIREM

03/05/2017 - LOGIREM

11/05/2017 - 1 place de l'evêche - Grasse

15/06/2017 - FONCIERE D'HABITAT ET
HUMANISME

23/06/2017 - LOGIREM

23/06/2017 - LOGIREM

23/06/2017 - LOGIREM

23/06/2017 - LOGIREM

01/07/2017 - L'ARCHE A GRASSE

05/09/2017 - ERILIA

05/09/2017 - ERILIA

05/09/2017 - ERILIA

05/09/2017 - ERILIA

07/09/2017 - ERILIA

07/09/2017 - ERILIA

07/09/2017 - ERILIA

07/09/2017 - ERILIA

24/10/2017 - LOGIREM

24/10/2017 - LOGIREM

24/10/2017 - LOGIREM

24/10/2017 - LOGIREM

27/11/2017 - IN'LI PACA

27/11/2017 - IN'LI PACA

27/11/2017 - IN'LI PACA

06/12/2017 - HABITAT 06

06/12/2017 - HABITAT 06

06/12/2017 - HABITAT 06

06/12/2017 - HABITAT 06

27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

27/12/2017 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

15/01/2018 - LOGIREM

15/01/2018 - LOGIREM

15/01/2018 - LOGIREM

15/01/2018 - LOGIREM

16/03/2018 - IN'LI PACA

16/03/2018 - IN'LI PACA

16/03/2018 - IN'LI PACA

22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

22/03/2018 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

S.A Participation Logement, NICEAM

FONCIERE D'HABITAT ET
HUMANISME

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

L'ARCHE A GRASSE

ERILIA

ERILIA

ERILIA

ERILIA

ERILIA

ERILIA

ERILIA

ERILIA

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

IN'LI PACA

IN'LI PACA

IN'LI PACA

HABITAT 06

HABITAT 06

HABITAT 06

HABITAT 06

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

LOGIREM

IN'LI PACA

IN'LI PACA

IN'LI PACA

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Accusé de réception en préfecture 1 695 451,00
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024 571 192,00

606 130,00

233 491,00

173 200,00

187 271,00

212 788,00

134 435,00

164 665,00

217 731,00

166 283,00

349 012,00

266 543,00

200 641,00

35 000,00

423 848,00

406 636,00

194 247,00

186 359,00

1 184 671,71

543 407,00

1 661 781,00

659 886,00

215 785,00

614 830,00

902 420,00

205 465,00

301 572,00

266 522,00

312 997,00

160 413,00

188 385,00

506 850,00

575 200,00

1 070 950,00

71 976,00

311 675,00

463 090,00

97 592,00

2 028 306,00

928 063,00

1 094 369,00

403 675,00

1 403 596,00

568 156,00

851 940,00

976 013,00

342 708,00

392 618,00

1 206 800,00

689 600,00

511 600,00

119 743,00

61 102,00

210 629,00

145 651,00

85 817,00

69 348,00

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	LOGIREM
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	LOGIREM
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	LOGIREM

Accusé de réception en préfecture	519 519,00	
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE		
Date de télétransmission : 11/12/2024	427 294,00	
Date de réception préfecture : 11/12/2024	1 027 503,00	

30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM	863 265,00	
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM	398 398,00	
30/04/2018 - LOGIREM	LOGIREM	304 683,00	
01/05/2018 - LE REFUGE DES CHEMINOTS	LE REFUGE DES CHEMINOTS	2 054 154,11	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	186 449,00	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	497 129,00	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	703 581,00	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	554 826,00	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	843 004,00	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	1 226 699,00	
04/06/2018 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	793 395,00	
01/07/2018 - Financement d'un programme immobilier - Chemin du Flaquier sud	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM	1 950 000,00	
01/07/2018 - CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1 149 509,56	
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	70 045,00	
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	343 929,00	
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	421 467,00	
09/08/2018 - UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	57 159,00	
06/11/2018 - Acquisition de 1 logements - Ilots Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	514 726,00	
06/11/2018 - Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	461 934,00	
06/11/2018 - Acquisition de 10 logements - Ilot Sainte Marthe	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	211 170,00	
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	2 906 869,00	
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	1 033 036,00	
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	1 131 486,00	
22/01/2019 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	428 039,00	
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	372 086,00	
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	258 113,00	
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	744 170,00	
15/02/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	653 427,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	497 917,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1 383 814,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	356 193,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	437 954,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	649 756,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	2 860 956,00	
19/03/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1 165 710,00	
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	744 577,00	
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	332 987,00	
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	302 262,00	
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	156 407,00	
22/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	70 000,00	
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	193 021,00	
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	42 316,00	
27/03/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	93 760,00	

AR - Préfecture

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

VILOGIA SOCIETE ANONYME

D'HLM

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

56 000,00

1 931 541,00

01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06	3 536 452,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06	1 370 690,00
01/04/2019 - HABITAT 06	HABITAT 06	2 621 689,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	310 921,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	125 729,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	414 561,00
05/04/2019 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	199 372,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA	112 000,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA	524 062,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA	255 442,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA	373 229,00
30/04/2019 - ERILIA	ERILIA	181 922,00
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	133 210,28
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	640 173,35
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	426 520,11
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	103 810,08
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1 273 998,68
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	570 202,88
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	403 186,20
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	683 968,54
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	767 613,45
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	486 686,25
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1 749 373,36
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	386 402,84
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	308 253,50
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	193 258,41
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	433 854,04
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	245 383,98
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	146 741,00
01/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	50 499,56
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	346 719,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	158 121,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	746 423,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	401 781,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	1 390 031,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	748 219,00
13/05/2019 - GRAND DELTA HABITAT	GRAND DELTA HABITAT	227 101,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	764 223,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	1 136 945,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	397 847,00
27/05/2019 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	742 542,00
04/10/2019 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	214 937,00
01/11/2019 - LOGIREM	LOGIREM	1 170 655,85
01/01/2020 - ERILIA	ERILIA	205 203,55
01/01/2020 - ERILIA	ERILIA	143 655,06

CA DU PAYS DE GRASSE - Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu de 01/02/2024 - 15/04/2024 ANONYME

Publication 16/04/2024

14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME

3F SUD SOCIETE ANONYME

D'HABITATIONS A LOYER MODERE

3F SUD SOCIETE ANONYME

Accusé de réception en préfecture	1 264 727,78	
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE		
Date de télétransmission : 11/12/2024		
Date de réception préfecture : 11/12/2024	223 727,00	

D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		235 640,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		722 560,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		537 109,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		1 646 979,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		354 051,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
14/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		52 727,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		1 938 503,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		2 891 470,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		824 268,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
18/02/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		1 229 477,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		599 324,36
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		661 437,28
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		833 847,15
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		876 542,96
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		341 554,83
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		546 679,28
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		583 706,69
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
02/03/2020 - OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT	OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT		297 000,00
HABITAT CANNES PAYS DE LERINS	CANNES PAYS DE LERINS		
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		603 967,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		243 133,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		1 698 367,00
09/04/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM		683 697,00
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		20 901,00
D'HLM	D'HLM		
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		214 193,00
D'HLM	D'HLM		
23/04/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		149 606,00
D'HLM	D'HLM		
05/06/2020 - Opération 17 logements	VILOGIA SOCIETE ANONYME		1 353 639,00
	D'HLM		
05/06/2020 - PLS bâti opération	VILOGIA SOCIETE ANONYME		1 616 287,00
	D'HLM		
05/06/2020 - PLS foncier opération	VILOGIA SOCIETE ANONYME		153 858,00
	D'HLM		
23/06/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		244 997,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
23/06/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME		248 718,00
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		151 829,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		91 159,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		111 533,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		21 000,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		223 177,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		185 722,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		301 201,00
D'HLM	D'HLM		
27/08/2020 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME		223 483,00
D'HLM	D'HLM		

AR - Préfecture

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

02/10/2020 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM

LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

49 000,00

3 819 303,00

16/10/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				299 181,00
16/10/2020 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				161 097,00
01/01/2021 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM				1 099 785,76
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				234 229,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				227 939,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				163 157,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				134 975,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				127 829,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				62 174,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				51 135,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				150 000,00
28/01/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				90 000,00
10/02/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				165 526,00
10/02/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				307 406,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL		397 000,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL		397 000,00
11/02/2021 - Création et exploitation d'un centre d'enfouissement des déchets - Vallon des Pins	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SOICIETE PUBLIQUE LOCALE LE VALLON PINS	SPL		2 500 000,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				542 047,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				954 810,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				940 152,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				900 000,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				1 581 435,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				1 330 238,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				416 530,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				857 191,00
11/03/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				540 000,00
12/04/2021 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM				350 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				211 806,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				121 033,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				36 000,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				466 386,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				672 726,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				434 635,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				694 598,00
13/04/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE				144 000,00

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF	
Reçu de 15/04/2024	3F SUD SOCIETE ANONYME
PUBLICATION 16/04/2024	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
29/04/2021 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
12/07/2021 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE
22/09/2021 - BATIGERE	BATIGERE
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM
10/01/2022 - LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM	LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
30/03/2022 - UNICIL SA HABITATION	UNICIL SA HABITATION LOYER
LOYER MODERE	MODERE
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE HABITAT	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE
27/04/2022 - BATIGERE	BATIGERE
02/06/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
02/06/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
04/07/2022 - 3F SUD SOCIETE ANONYME	3F SUD SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE	D'HABITATIONS A LOYER MODERE
01/09/2022 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A
LOYER MODERE	LOYER MODERE
04/10/2022 - VILOGIA SOCIETE ANONYME	VILOGIA SOCIETE ANONYME
D'HLM	D'HLM

Accusé de réception en préfecture	155 322,00	
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE		
Date de télétransmission : 11/12/2024		
Date de réception préfecture : 11/12/2024	888 618,00	

751 949,00	
294 615,00	
3 551,00	
270 000,00	
162 000,00	
213 799,00	
510 001,00	
296 624,00	
2 055 000,00	
994 000,00	
2 949 000,00	
1 708 000,00	
1 365 000,00	
325 863,58	
621 244,09	
125 355,56	
203 440,90	
553 014,00	
262 982,00	
206 242,00	
210 000,00	
133 717,00	
126 000,00	
201 857,00	
104 973,00	
109 879,00	
60 000,00	
36 000,00	
232 000,00	
330 000,00	
98 000,00	
179 000,00	
321 000,00	
68 000,00	
40 000,00	
180 000,00	
306 000,00	
81 000,00	
611 276,00	
1 352 021,00	
273 154,00	
757 266,00	
1 386 695,04	
72 000,00	

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023				
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF				
Reçu de 1600€		LOGIREM		
Publié le 04/2024		LOGIREM		
21/10/2022 - LOGIREM		LOGIREM		
21/10/2022 - LOGIREM	LOGIREM			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			532 479,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			388 056,00
LOYER MODERE	LOYER MODERE			237 309,00
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			176 786,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			573 260,00
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			700 294,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			153 661,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			86 062,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			283 650,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			261 415,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
08/03/2023 - CDC HABITAT SOCIAL	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE			122 967,00
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	ANONYME D'HABITATIONS A			
LOYER MODERE	LOYER MODERE			
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou</u> <u>représentant plus de 50 % du produit</u> <u>figurant au compte de résultat de</u> <u>l'organisme</u>				
Autres				

- (1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
- (2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
- (3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

CA DU PAYS DE GRASSE

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Préfecture

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			
SMGA			82 600,00
SCOT			102 000,00
SDIS			75 842,07
PNR VERDON			1 000,00
PNR VERDON COMPETENCE GEMAPI			22 039,00
SICTIAM	01/01/2003		74 090,91
SMIAGE	01/01/2004		1 900 101,00
PNR PREALPES D'AZUR	01/01/2005		65 451,10
SMED	01/02/2014		12 392 701,01
UNIVALOM	01/08/2014		726 492,61
ACEC	04/11/2021		3 275,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_037-BF			
Reçu le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture	
Publié le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	
IV - ANNEXES		IV	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS		Date de réélégation : 11/12/2024	
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE		C3.2	

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

CA DU PAYS DE GRASSE

AP - Préfecture

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
SPIC	REGIE AUTONOME DE TRANSPORT SILLAGES	01/01/2014	-	20003985100020	transports urbains	Oui
SPIC	EAU	01/01/2020	DL2019_0133 - 04/10/2019	20003985700053	service public de distribution d'eau potable	Oui
SPIC	ASSAINISSEMENT	01/01/2020	DL2019_0133 - 04/10/2019	20003985700046	service public assainissement	Oui
SPIC	REGIE AUTONOME D' ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	10/06/2020	DP2020_047 -	20003985700061	service public d'assainissement non collectif	Oui

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Prefecture

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

Autres éléments d'informations

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
MUSEES	Musée International de la Parfumerie (MIP) et Jardins du MIP		-	entrées, locations, boutique des musées
PEPINIERE ENTREPRISES	Pépinière d entreprises ESPACE JACQUES LOUIS LIONS		-	locations d espaces et coworking
Hotel d'entreprises	Hotel d'enreprises - BIOTECH	01/01/2018	-	Location d'espaces
BORNES ELECTRIQUES	BORNES ELECTRIQUES	01/01/2019	-	Recharge des véhicules électriques

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	34 701 850,84	19 802 849,17	5 490 670,89	9 408 330,78
RECETTES	34 701 850,84	17 619 903,17	6 976 154,72	10 105 792,95
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	114 471 175,42	103 789 783,53	0,00	10 681 391,89
RECETTES	114 471 175,42	108 978 693,91	0,00	5 492 481,51

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : Budget Annexe Sainte Marguerite 2 / N°SIRET : 20003985700038				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

BUDGET : SILLAGES / N°SIRET : 20003985700020				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	522 761,87	217 647,95	78 570,52	226 543,40
RECETTES	522 761,87	170 750,41	0,00	352 011,46
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	14 538 544,08	13 764 234,97	0,00	774 309,11
RECETTES	14 538 544,08	13 765 689,57	0,00	772 854,51

BUDGET : BUDGET ANNEXE EAU / N°SIRET : 20003985700053				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 081 601,46	287 477,57	232 493,46	561 630,43
RECETTES	1 081 601,46	483 844,07	116 097,00	481 660,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	6 184 307,20	6 036 364,29	0,00	147 942,91
RECETTES	6 184 307,20	7 198 648,96	0,00	-1 014 341,76

BUDGET : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT / N°SIRET : 20003985700046				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	5 005 619,10	1 225 977,10	514 694,64	3 264 947,36
RECETTES	5 005 619,10	1 375 211,84	838 200,02	2 792 207,24
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	5 699 532,54	1 793 849,54	0,00	3 905 683,00
RECETTES	5 699 532,54	2 783 151,60	0,00	2 916 380,94

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023		BUDGET : SPANC / N°SIRET : 20003985700061		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date d'accusé de réception en préfecture : 11/12/2024	
006-200039857-20240404-DI 2024 037-BF		Reçu le 16/04/2024		Publié le 16/04/2024	
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	
INVESTISSEMENT					
DEPENSES	13 981,68	681,60	0,00	13 300,08	
RECETTES	13 981,68	568,32	0,00	13 413,36	
FONCTIONNEMENT					
DEPENSES	130 500,00	118 228,62	0,00	12 271,38	
RECETTES	130 500,00	80 586,68	0,00	49 913,32	

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	41 325 814,95	21 534 633,39	6 316 429,51	13 474 752,05
RECETTES	41 325 814,95	19 650 277,81	7 930 451,74	13 745 085,40
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	141 024 059,24	125 502 460,95	0,00	15 521 598,29
RECETTES	141 024 059,24	132 806 770,72	0,00	8 217 288,52
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	182 349 874,19	147 037 094,34	6 316 429,51	28 996 350,34
TOTAL GENERAL DES RECETTES	182 349 874,19	152 457 048,53	7 930 451,74	21 962 373,92

(1) Y compris les rattachements.

CA DU PAYS DE GRASSE

AP - Préfecture

Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Recu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210000096-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	41 325 814,95	21 534 633,39	6 316 429,51	13 474 752,05
RECETTES	41 325 814,95	19 650 277,81	7 930 451,74	13 745 085,40
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	141 024 059,24	125 502 460,95	0,00	15 521 598,29
RECETTES	141 024 059,24	132 806 770,72	0,00	8 217 288,52
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	182 349 874,19	147 037 094,34	6 316 429,51	28 996 350,34
TOTAL GENERAL DES RECETTES	182 349 874,19	152 457 048,53	7 930 451,74	21 962 373,92

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

CA DU PAYS DE GRASSE Budget Principal - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR - Préfecture

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV - Annexe « Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain »

Nature de l'opération (selon la nomenclature)	Dépenses / Recettes	Chapitre	Article	Maîtrise d'œuvre assurée par la collectivité	Financeurs (Etat, Collectivités, Caisse des dépôts,...)	Total des engagements juridiques année N	Total des Crédits de paiement année N
14	D	12				0,00	25 080,51
14	R	12				0,00	26 600,00
14	D	12				0,00	68 665,17
14	R	12				0,00	20 125,00
23	D	204				0,00	50 000,00
23	D	204				0,00	50 000,00
23	D	204				0,00	60 000,00
Total Recettes						0,00	46 725,00
Total Dépenses						0,00	253 745,68

NOMENCLATURE :

- 14-Etudes et conduite de projet

15-Relogement des ménages avec minoration de loyer

21-Démolition de logements locatifs sociaux

22-Recyclage de copropriétés dégradées

23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé

24-Aménagement d'ensemble

31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux

32-Production d'une offre de relogement temporaire

33-Requalification de logements locatifs sociaux
- 34-Résidentialisation de logements

35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées

36-Accession à la propriété

37-Equipement public de proximité

38-Immobilier à vocation économique

39-Autres investissements

41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel

42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

D1

DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	170 750 000,00	3,86	0,10	0,00	177 580,00	3,86
TFPNB	1 596 000,00	3,75	2,60	0,00	41 496,00	3,75
CFE	34 486 000,00	4,65	29,22	0,00	10 077 408,00	4,65
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00

006-200039857-20240404-DL2024_037-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1 DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
20003985700020**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**
CAPG - REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS
SILLAGES SILLAGES

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE GRASSE MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Compte administratif

BUDGET : SILLAGES (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

I - Informations générales

Modalités de vote du budget

4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser

5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses

9

B2 - Balance générale du budget - Recettes

10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses

11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes

13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

16

IV - Annexes**A - Eléments du bilan**

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement

Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N

Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes

Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements

17

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations

Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions

Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

18

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

19

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)

Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)

Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)

Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)

Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement

Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement

Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées

Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers

Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées

20

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties

22

A8.3 - Opérations liées aux cessions

Sans Objet

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées

Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties

Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie

Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie

Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget

23

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail

Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé

Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés

Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus

Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

24

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie

27

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)

Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

Sans Objet

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu - Arrêté et signatures

Publié le 16/04/2024

D - Arrêté et signatures

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

28

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de rééltransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II/ PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

VUE D'ENSEMBLE

II

A1

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
		A		G		
	Section d'exploitation	A	13 764 234,97	G	13 765 689,57	G-A 1 454,60
	Section d'investissement	B	217 647,95	H	170 750,41	H-B -46 897,54

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 080 987,08 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	236 404,79 (si excédent)

	DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
	P=		Q=		
TOTAL (réalisations + reports)	A+B+C+D	13 981 882,92	G+H+I+J	15 253 831,85	=Q-P 1 271 948,93

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	78 570,52	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	78 570,52	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
	Section d'exploitation	= A+C+E	= G+H+K		
	Section d'investissement	= B+D+F	= H+J+L		
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	= G+H+I+J+K+L		

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 78 570,52	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

006-200030857-20240401-DL 2024_038-BE

Chap	16/04/2024	Libellé
Publie	le 16/04/2024	

Dépenses engagées non mandatées

Accusé de réception en préfecture à 000-210600698-20241210-2024-205-1-DE	Titres restant à émettre
Date de télétransmission : 11/12/2024	

20	Immobilisations incorporelles	46 286,06	0,00
21	Immobilisations corporelles	32 284,46	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 507 242,00	1 877 071,06	1 944,40	0,00	628 226,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	800 000,00	776 047,86	2 042,70	0,00	21 909,44
014	Atténuations de produits	4 000,00	2 290,00	0,00	0,00	1 710,00
65	Autres charges de gestion courante	10 937 945,00	10 932 529,45	0,00	0,00	5 415,55
Total des dépenses de gestion courante		14 249 187,00	13 587 938,37	3 987,10	0,00	657 261,53
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	1 559,09	0,00	0,00	1 440,91
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		14 252 187,00	13 589 497,46	3 987,10	0,00	658 702,44
023	Virement à la section d'investissement (4)	86 357,08				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	200 000,00	170 750,41			29 249,59
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		286 357,08	170 750,41			115 606,67
TOTAL		14 538 544,08	13 760 247,87	3 987,10	0,00	774 309,11
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	2 028,24	0,00	0,00	-2 028,24
70	Ventes produits fabriqués, prestations	20 000,00	8 709,19	0,00	0,00	11 290,81
73	Produits issus de la fiscalité(5)	8 600 000,00	8 857 834,86	0,00	0,00	-257 834,86
74	Subventions d'exploitation	4 400 157,00	4 257 628,69	0,00	0,00	142 528,31
75	Autres produits de gestion courante	12 000,00	12 603,79	0,00	0,00	-603,79
Total des recettes de gestion courante		13 032 157,00	13 138 804,77	0,00	0,00	-106 647,77
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	424 200,00	625 684,80	0,00	0,00	-201 484,80
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		13 456 357,00	13 764 489,57	0,00	0,00	-308 132,57
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	1 200,00	1 200,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		1 200,00	1 200,00			0,00
TOTAL		13 457 557,00	13 765 689,57	0,00	0,00	-308 132,57
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		1 080 987,08				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

2024165010E-20241210-2024-105-1-DE

Date de transmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	83 974,00	33 960,81	46 286,06	3 727,13
21	Immobilisations corporelles	437 587,87	182 487,14	32 284,46	222 816,27
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	521 561,87	216 447,95	78 570,52	226 543,40
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	521 561,87	216 447,95	78 570,52	226 543,40
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	1 200,00	1 200,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 200,00	1 200,00		0,00
	TOTAL	522 761,87	217 647,95	78 570,52	226 543,40
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	86 357,08			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	200 000,00	170 750,41		29 249,59
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	286 357,08	170 750,41		115 606,67
	TOTAL	286 357,08	170 750,41	0,00	115 606,67
	Pour information	236 404,79			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 879 015,46		1 879 015,46
012	Charges de personnel, frais assimilés	778 090,56		778 090,56
014	Atténuations de produits	2 290,00		2 290,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 932 529,45		10 932 529,45
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 559,09	0,00	1 559,09
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	170 750,41	170 750,41
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		13 593 484,56	170 750,41	13 764 234,97

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	13 764 234,97
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 200,00	1 200,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	33 960,81	0,00	33 960,81
21	Immobilisations corporelles (6)	182 487,14	0,00	182 487,14
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		216 447,95	1 200,00	217 647,95

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	217 647,95
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	2 028,24		2 028,24
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	8 709,19		8 709,19
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	8 857 834,86		8 857 834,86
74	Subventions d'exploitation	4 257 628,69		4 257 628,69
75	Autres produits de gestion courante	12 603,79		12 603,79
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	625 684,80	1 200,00	626 884,80
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		13 764 489,57	1 200,00	13 765 689,57

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	1 080 987,08
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	14 846 676,65
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		170 750,41	170 750,41
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	170 750,41	170 750,41

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	236 404,79
---	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	407 155,20
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	2 507 242,00	1 877 071,06	1 944,40	0,00	628 226,54
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	1 000,00	509,76	0,00	0,00	490,24
6063	Fournitures entretien et petit équipt	14 000,00	8 091,23	0,00	0,00	5 908,77
6064	Fournitures administratives	1 000,00	388,76	0,00	0,00	611,24
6066	Carburants	25 474,00	19 282,65	0,00	0,00	6 191,35
6068	Autres matières et fournitures	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
611	Sous-traitance générale	2 128 988,00	1 605 471,30	160,30	0,00	523 356,40
6135	Locations mobilières	13 200,00	5 886,91	0,00	0,00	7 313,09
61551	Entretien matériel roulant	30 000,00	15 250,03	464,10	0,00	14 285,87
61558	Entretien autres biens mobiliers	38 100,00	13 530,00	0,00	0,00	24 570,00
6156	Maintenance	171 440,00	137 512,77	0,00	0,00	33 927,23
6168	Autres	6 000,00	5 947,79	0,00	0,00	52,21
618	Divers	27 700,00	26 601,87	0,00	0,00	1 098,13
6222	Commissions et courtages sur ventes	0,00	27,14	0,00	0,00	-27,14
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	640,00	520,44	0,00	0,00	119,56
6226	Honoraires	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6231	Annonces et insertions	4 200,00	4 199,50	0,00	0,00	0,50
6236	Catalogues et imprimés	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6238	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	268,53	0,00	0,00	1 731,47
6257	Réceptions	500,00	37,82	0,00	0,00	462,18
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	3 589,29	0,00	0,00	1 410,71
6262	Frais de télécommunications	9 000,00	9 538,54	0,00	0,00	-538,54
627	Services bancaires et assimilés	500,00	48,80	0,00	0,00	451,20
6283	Frais de nettoyage des locaux	16 000,00	14 520,00	1 320,00	0,00	160,00
62878	Remb. frais à des tiers	6 000,00	5 350,29	0,00	0,00	649,71
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	497,64	0,00	0,00	2,36
012	Charges de personnel, frais assimilés	800 000,00	776 047,86	2 042,70	0,00	21 909,44
6331	Versement de mobilité	8 000,00	7 520,00	0,00	0,00	480,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 000,00	2 147,00	0,00	0,00	3 853,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	14 000,00	10 312,42	0,00	0,00	3 687,58
6411	Salaires, appointements, commissions	411 800,00	411 774,59	0,00	0,00	25,41
6414	Indemnités et avantages divers	126 000,00	125 931,18	0,00	0,00	68,82
6415	Supplément familial	6 000,00	4 201,51	0,00	0,00	1 798,49
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	90 000,00	85 269,00	0,00	0,00	4 731,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	100 200,00	99 153,70	0,00	0,00	1 046,30
6454	Cotisations au Pôle emploi	7 000,00	5 720,00	0,00	0,00	1 280,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 000,00	-6,00	72,00	0,00	934,00
6476	Vêtements de travail	5 500,00	0,00	1 970,70	0,00	3 529,30
6478	Autres charges sociales diverses	24 500,00	24 024,46	0,00	0,00	475,54
014	Atténuations de produits (4)	4 000,00	2 290,00	0,00	0,00	1 710,00
739	Restitut° taxe Versement mobilité	4 000,00	2 290,00	0,00	0,00	1 710,00
65	Autres charges de gestion courante	10 937 945,00	10 932 529,45	0,00	0,00	5 415,55
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	10 937 945,00	10 932 527,66	0,00	0,00	5 417,34
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	1,79	0,00	0,00	-1,79
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		14 249 187,00	13 587 938,37	3 987,10	0,00	657 261,53
66	Charges financières (b) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	3 000,00	1 559,09	0,00	0,00	1 440,91
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500,00	59,09	0,00	0,00	440,91
678	Autres charges exceptionnelles	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		14 252 187,00	13 589 497,46	3 987,10	0,00	658 702,44
023	Virement à la section d'investissement	86 357,08				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	200 000,00	170 750,41			29 249,59
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	200 000,00	170 750,41			29 249,59
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		286 357,08	170 750,41			115 606,67
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00

006-200030857-20240401-DI-2024_038-BE

Chap. 16/04/2024 Libellé (1)
Publié le 16/04/2024

Crédits
ouverts

(BP+DM+RAR N-1)

Crédits employés (ou restant à employer)

Mandats émis

Charges
rattachéesrestes à
réaliser au

31/12

Crédits
annulés

TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE

286 357,08

170 750,41

115 606,67

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE
L'EXERCICE
(= Total des opérations réelles et d'ordre)

14 538 544,08

13 760 247,87

3 987,10

0,00

774 309,11

Pour information
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1

0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	2 028,24	0,00	0,00	-2 028,24
64198	Autres remboursements	0,00	2 028,24	0,00	0,00	-2 028,24
70	Ventes produits fabriqués, prestations	20 000,00	8 709,19	0,00	0,00	11 290,81
7061	Transport de voyageur	20 000,00	7 173,19	0,00	0,00	12 826,81
7088	Autres produits activités annexes	0,00	1 536,00	0,00	0,00	-1 536,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	8 600 000,00	8 857 834,86	0,00	0,00	-257 834,86
734	Versement de mobilité	8 600 000,00	8 857 834,86	0,00	0,00	-257 834,86
74	Subventions d'exploitation	4 400 157,00	4 257 628,69	0,00	0,00	142 528,31
7475	Subv. exploitat° Groupements	4 400 157,00	4 257 628,69	0,00	0,00	142 528,31
75	Autres produits de gestion courante	12 000,00	12 603,79	0,00	0,00	-603,79
7588	Autres	12 000,00	12 603,79	0,00	0,00	-603,79
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		13 032 157,00	13 138 804,77	0,00	0,00	-106 647,77
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	424 200,00	625 684,80	0,00	0,00	-201 484,80
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	2 306,38	0,00	0,00	-2 306,38
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	652,86	0,00	0,00	-652,86
778	Autres produits exceptionnels	424 200,00	622 725,56	0,00	0,00	-198 525,56
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		13 456 357,00	13 764 489,57	0,00	0,00	-308 132,57
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	1 200,00	1 200,00			0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	1 200,00	1 200,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 200,00	1 200,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		13 457 557,00	13 765 689,57	0,00	0,00	-308 132,57
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		1 080 987,08				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	83 974,00	33 960,81	46 286,06	3 727,13
2051	Concessions et droits assimilés	83 974,00	33 960,81	46 286,06	3 727,13
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	437 587,87	182 487,14	32 284,46	222 816,27
2135	Installations générales, agencements	8 000,00	7 325,14	0,00	674,86
2156	Matériel de transport d'exploitation	241 533,87	136 718,88	6 974,53	97 840,46
2181	Installat° générales, agencements	133 012,00	12 250,00	7 867,62	112 894,38
2183	Matériel de bureau et informatique	34 042,00	13 295,46	9 902,81	10 843,73
2184	Mobilier	21 000,00	12 897,66	7 539,50	562,84
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		521 561,87	216 447,95	78 570,52	226 543,40
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		521 561,87	216 447,95	78 570,52	226 543,40
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	1 200,00	1 200,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	1 200,00	1 200,00		0,00
13911	Sub. équipt cpte résult. Etat	1 200,00	1 200,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		1 200,00	1 200,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		522 761,87	217 647,95	78 570,52	226 543,40
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	86 357,08			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	200 000,00	170 750,41		29 249,59
28031	Frais d'études	0,00	2 616,00		-2 616,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	12 100,00	24 000,00		-11 900,00
28141	Bâtiments sur sol d'autrui	300,00	279,00		21,00
28153	Installations à caractère spécifique	8 000,00	5 901,00		2 099,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	66 000,00	63 223,08		2 776,92
28157	Aménagements des matériels industriels	100,00	92,00		8,00
28181	Installations générales, agencements	13 100,00	13 601,00		-501,00
28182	Matériel de transport	90 000,00	53 376,49		36 623,51
28183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	4 423,31		576,69
28184	Mobilier	2 900,00	938,53		1 961,47
28188	Autres	2 500,00	2 300,00		200,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		286 357,08	170 750,41		115 606,67
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		286 357,08	170 750,41		115 606,67
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		286 357,08	170 750,41	0,00	115 606,67
Pour information		236 404,79			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

AR Prefecture		SILLAGES - SILLAGES - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_038-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-105-1-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de réélégation : 11/12/2024	
III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF		III	
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
		B3	

Cet état ne contient pas d'information.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 760.00 €	2018-12-14

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	SILLAGES/CONSTRUCTIONS SUR SOL D AUTRUI	25	19/12/2014
L	SILLAGES/FRAIS D ETUDES	5	14/12/2018
L	SILLAGES/LOGICIELS ET DROITS D'AUTEUR	5	14/12/2018
L	SILLAGES/INSTALLATION A CARACTERE SPECIFIQUE	15	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE TRANSPORT D EXPLOITATION	10	14/12/2018
L	SILLAGES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	15	14/12/2018
L	SILLAGES/COLLECTIONS OEUVRES D ART	0	14/12/2018
L	SILLAGES/VEHICULE LEGERS ET DEUX ROUE	5	14/12/2018
L	SILLAGES/AMENAGEMENTS DIVERS	25	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE TRANSPORT	10	14/12/2018
L	SILLAGES/MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	5	14/12/2018
L	SILLAGES/MOBILIER	10	14/12/2018
L	SILLAGES/AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25	14/12/2018

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		1 200,00	I 1 200,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 200,00	1 200,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	1 200,00	1 200,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 200,00	78 570,52	0,00	79 770,52

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

RESSOURCES PROPRES			
Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		286 357,08	III 170 750,41
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		286 357,08	170 750,41
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	0,00	2 616,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	12 100,00	24 000,00
28141	Bâtiments sur sol d'autrui	300,00	279,00
28153	Installations à caractère spécifique	8 000,00	5 901,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	66 000,00	63 223,08
28157	Aménagements des matériels industriels	100,00	92,00
28181	Installations générales, agencements	13 100,00	13 601,00
28182	Matériel de transport	90 000,00	53 376,49
28183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	4 423,31
28184	Mobilier	2 900,00	938,53
28188	Autres	2 500,00	2 300,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	86 357,08	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	170 750,41	0,00	236 404,79	0,00	407 155,20

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 79 770,52
Ressources propres disponibles	IV 407 155,20
Solde	V = IV – II (3) 327 384,68

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
02/01/2023	FAC. FC01-2665-2022 DU 22/12/2022 TABLETTE TACTILE	76 713,92	0,00	10
02/01/2023	TOPOSTUDIO	550,00	0,00	5
09/01/2023	FAC. 20000964171222 DU 20/12/2022 ACHAT TELEPHONE	3 308,00	0,00	5
16/03/2023	TABLETTE TACTILE DURCIE	610,00	0,00	1
16/03/2023	FAC. FC01-253-2023 DU 13/03/2023 TABLETTE TACTILE	1 902,06	0,00	10
16/03/2023	DROIT D'ACCÈS AU SERVICE U-BIV	1 946,61	0,00	5
16/03/2023	FC01-249-2023 DU 13/03/2023 DROIT D'ACCÈS AU SERVI	1 857,60	0,00	5
16/03/2023	FAC. FC01-251-2023 DU 13/03/2023 DROIT D'ACCÈS AU	497,97	0,00	5
24/04/2023	DROIT D'ACCÈS AU SERVICE U-BIV	1 946,61	0,00	5
24/04/2023	TABLETTE TACTILE DURCIE	1 902,06	0,00	10
24/04/2023	DROIT D'ACCÈS AU SERVICE TOPOSTUDIO	497,97	0,00	5
07/06/2023	FAC. FC01-1200-2023 DU 29/05/2023 - TABLETTES TACT	31 127,00	0,00	10
13/06/2023	TABLETTES TACTILES DURCIES ET ACCESSOIRES	819,62	0,00	10
14/06/2023	FAC. 6689 DU 25/04/2023 REMPLACEMENT POSTE TELEPHO	647,00	0,00	5
18/07/2023	TABLETTE TACTILE DURCIE	1 902,03	0,00	10
18/07/2023	MATERIEL DEVIS D-63867 - QH55B	1 343,99	0,00	5
18/07/2023	DROIT D'ACCÈS AU SERVICE TOPOSTUDIO	159,35	0,00	5
18/07/2023	TABLETTES TACTILES DURCIES ET ACCESSOIRES	1 219,69	0,00	10
18/07/2023	DROIT D'ACCÈS AU SERVICE U-BIV	1 557,30	0,00	5
18/07/2023	MATERIEL DEVIS D-63822 - FLIP	2 249,59	0,00	5
18/07/2023	MATERIEL DEVIS D-63823 - UVC40 + MICRO SANS FIL	1 013,69	0,00	5
04/08/2023	FAC. FC01-1906-2023 DU 02/08/2023 30 VALIDEURS HY	16 724,70	0,00	10
10/08/2023	30 VALIDEURS HYBRIDE - DEVIS Q-01852	329,73	0,00	10
13/09/2023	PRESENTOIRS MURAUX	1 357,31	0,00	5
24/10/2023	JOURNEES DE COMPLEXITE EN DEPLOIEMENT DEVIS Q-0178	4 451,55	0,00	5
24/10/2023	TABLETTES TACTILES DURCIES ET ACCESSOIRES	1 219,69	0,00	10
24/10/2023	TABLETTE TACTILE DURCIE	1 597,70	0,00	10
24/10/2023	LECTURE ET ECRITURE PASS TOURISTIQUEDEVIS 1	17 323,32	0,00	5
24/10/2023	30 VALIDEURS HYBRIDE - DEVIS Q-01852	346,35	0,00	10
31/10/2023	MATERIEL INFORMATIQUE	2 556,00	0,00	5
09/11/2023	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE MAINTENANCE POUR LA	2 335,94	0,00	5
09/11/2023	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET MAINTENANCE DU 01/08/20	836,59	0,00	5
09/11/2023	TABLETTE TACTILE DURCIE DU 19122023 AU 31122023	304,33	0,00	10
04/12/2023	ALARME INTRUSION - VIDEOSURVEILLANCE	7 325,14	0,00	15
05/12/2023	COMMANDE DE MOBILIER DEVIS ACCEPTE LE 11112023 RE	10 871,66	0,00	10
12/12/2023	FOURNITURE POTEAU TEMPORAIRE POTEAU SCOLAIRE	12 250,00	0,00	25
15/12/2023	FAC. FA0001350571 DU 14/12/2023 - ECRAN	819,88	0,00	5
15/12/2023	FAC. 23-042 DU 14/12/2023 - BANCS EN CORTEN	2 026,00	0,00	10
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
01/01/2023	ACQUIS 24 VAE AVEC ACCESOIRES (2023SILLAG00015)	51 263,98	10 252,00	5
Mises en concession ou affermage				

SILLAGES - SILLAGES - CA 2023				
006-200039857-20240401-DL2024_038-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024 AR Prefecture		006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de réception : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024 Accusé de réception en préfecture		
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
Divers				
TOTAL GENERAL		267 711,93	10 252,00	

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

SILLAGES - SILLAGES - CA 2023

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR Prefecture

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6574			COS CAPGENIAUX	Association	220,62
6574			MARFINA PAYS DE GRASSE	Entreprises	10 932 343,81

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		6,00	0,00	6,00	5,00	1,00	6,00
Adjoint administratif pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif pal 2 cl	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 1 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		10,00	0,00	10,00	7,00	3,00	10,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique territorial	C	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	4,00
Agent de maîtrise principal	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,34	0,34	0,00	0,34	0,34
Adjoint territorial animation	C	0,00	0,34	0,34	0,00	0,34	0,34
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		16,00	0,34	16,34	12,00	4,34	16,34

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

SILLAGES - SILLAGES - CA - 2023

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ($0,8 * 6 / 12$).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Page de récépissé : 01/12/2024
Date de réception : 11/12/2024

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-2	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	3-2	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	946	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT
EMPLOYE PAR LA REGIE

C1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

006-200039857-20240404-DL2024_038-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
20003985700053**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants
et plus CA DU PAYS DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : BUDGET ANNEXE EAU (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF
 Reçu le 16/04/2024
 Publié le 16/04/2024

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2024
 Date de réception préfecture : 11/12/2024

I - Informations générales

Modalités de vote du budget

4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser

5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses

9

B2 - Balance générale du budget - Recettes

10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses

11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes

12

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

13

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

14

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

16

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

17

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

20

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

21

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

22

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement

24

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N

25

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes

26

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements

27

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations

28

A3.2 - Etalement des provisions

29

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

30

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

31

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)

32

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)

33

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)

34

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)

35

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement

36

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement

37

A6 - Etat des charges transférées

38

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers

39

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées

40

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties

41

A8.3 - Opérations liées aux cessions

42

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées

43

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties

44

A10 - Etat des travaux en régie

Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie

45

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

46

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget

47

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail

48

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé

49

B1.6 - Etat des autres engagements donnés

50

B1.7 - Etat des engagements reçus

51

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

52

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

53

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

54

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie

56

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)

57

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

Sans Objet

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF
Reçu - Présentation du budget principal et des budgets annexes
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Sans Objet
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

58

D - Arrête et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de rééltransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 10/04/2024

Publié le 10/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-200039857-20241210-2024-205-1-DE

Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

VUE D'ENSEMBLE

II

A1

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
		A	G	G-A
	Section d'exploitation	6 036 364,29	7 198 648,96	1 162 284,67
	Section d'investissement	287 477,57	483 844,07	196 366,50

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 76 807,20 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 566 601,46 (si excédent)

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	P= A+B+C+D	Q= G+H+I+J	=Q-P
TOTAL (réalisations + reports)	6 323 841,86	8 325 901,69	2 002 059,83

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 232 493,46	L 116 097,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 232 493,46	= K+L 116 097,00

RESULTAT CUMULE	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	= A+C+E	= G+H+K	
	= B+D+F	= H+J+L	
	6 036 364,29	7 275 456,16	1 239 091,87
	519 971,03	1 166 542,53	646 571,50
TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 6 556 335,32	= G+H+I+J+K+L 8 441 998,69	1 885 663,37

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 232 493,46	L 116 097,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	116 097,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

006-200030857-20240401-DL 2024_030-BE

Chapitre 16/04/2024 Libellé
Publié le 16/04/2024

Dépenses engagées non
mandatées

Accusé de réception en préfecture à
000-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Chapitre	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Restes à réaliser à émettre
20	Immobilisations incorporelles	24 315,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	208 178,46	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	5 129 303,20	5 087 092,23	0,00	0,00	42 210,97
012	Charges de personnel, frais assimilés	485 100,00	399 253,24	0,00	0,00	85 846,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Total des dépenses de gestion courante		5 619 403,20	5 486 345,47	0,00	0,00	133 057,73
66	Charges financières	29 904,00	16 073,99	3 880,76	0,00	9 949,25
67	Charges exceptionnelles	50 000,00	37 750,00	8 470,00	0,00	3 780,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		5 699 307,20	5 540 169,46	12 350,76	0,00	146 786,98
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	485 000,00	483 844,07			1 155,93
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		485 000,00	483 844,07			1 155,93
TOTAL		6 184 307,20	6 024 013,53	12 350,76	0,00	147 942,91
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 104 200,00	5 249 381,32	1 877 747,64	0,00	-1 022 928,96
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	28 220,00	0,00	0,00	-28 220,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	40 000,00	0,00	0,00	-40 000,00
Total des recettes de gestion courante		6 104 200,00	5 317 601,32	1 877 747,64	0,00	-1 091 148,96
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		6 104 200,00	5 317 601,32	1 877 747,64	0,00	-1 091 148,96
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	3 300,00	3 300,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		3 300,00	3 300,00			0,00
TOTAL		6 107 500,00	5 320 901,32	1 877 747,64	0,00	-1 091 148,96
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		76 807,20				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

202416501E-20241210-2024-105-1-DE

Date de transmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	272 000,00	64 173,33	24 315,00	183 511,67
21	Immobilisations corporelles	1 000,46	0,00	0,00	1 000,46
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	759 301,00	182 649,73	208 178,46	368 472,81
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	1 032 301,46	246 823,06	232 493,46	552 984,94
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	46 000,00	37 354,51	0,00	8 645,49
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	46 000,00	37 354,51	0,00	8 645,49
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 078 301,46	284 177,57	232 493,46	561 630,43
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	3 300,00	3 300,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	3 300,00	3 300,00		0,00
	TOTAL	1 081 601,46	287 477,57	232 493,46	561 630,43
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	30 000,00	0,00	116 097,00	-86 097,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	30 000,00	0,00	116 097,00	-86 097,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	30 000,00	0,00	116 097,00	-86 097,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	485 000,00	483 844,07		1 155,93
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	485 000,00	483 844,07		1 155,93
	TOTAL	515 000,00	483 844,07	116 097,00	-84 941,07
	Pour information	566 601,46			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

I - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF II

BALANCE GENERALE DU BUDGET

B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	5 087 092,23		5 087 092,23
012	Charges de personnel, frais assimilés	399 253,24		399 253,24
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	19 954,75	0,00	19 954,75
67	Charges exceptionnelles	46 220,00	0,00	46 220,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	483 844,07	483 844,07
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		5 552 520,22	483 844,07	6 036 364,29

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 036 364,29
--	--------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	3 300,00	3 300,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	37 354,51	0,00	37 354,51
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	64 173,33	0,00	64 173,33
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	182 649,73	0,00	182 649,73
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		284 177,57	3 300,00	287 477,57

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	287 477,57
---	------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	7 127 128,96		7 127 128,96
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	28 220,00		28 220,00
75	Autres produits de gestion courante	40 000,00		40 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	3 300,00	3 300,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		7 195 348,96	3 300,00	7 198 648,96

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	76 807,20
---	------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 275 456,16
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		483 844,07	483 844,07
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	483 844,07	483 844,07

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	566 601,46
---	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 050 445,53
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-05-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	5 129 303,20	5 087 092,23	0,00	0,00	42 210,97
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	5 092 500,00	5 055 314,45	0,00	0,00	37 185,55
611	Sous-traitance générale	25 308,00	21 090,00	0,00	0,00	4 218,00
6135	Locations mobilières	1 003,20	907,50	0,00	0,00	95,70
61551	Entretien matériel roulant	269,00	128,50	0,00	0,00	140,50
6168	Autres	6 900,00	6 756,38	0,00	0,00	143,62
618	Divers	892,00	891,94	0,00	0,00	0,06
6226	Honoraires	1 000,00	607,67	0,00	0,00	392,33
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	1 431,00	1 395,79	0,00	0,00	35,21
012	Charges de personnel, frais assimilés	485 100,00	399 253,24	0,00	0,00	85 846,76
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	485 100,00	399 253,24	0,00	0,00	85 846,76
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		5 619 403,20	5 486 345,47	0,00	0,00	133 057,73
66	Charges financières (b) (5)	29 904,00	16 073,99	3 880,76	0,00	9 949,25
66111	Intérêts réglés à l'échéance	27 000,00	18 890,51	0,00	0,00	8 109,49
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	2 904,00	-2 816,52	3 880,76	0,00	1 839,76
67	Charges exceptionnelles (c)	50 000,00	37 750,00	8 470,00	0,00	3 780,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	50 000,00	37 750,00	8 470,00	0,00	3 780,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		5 699 307,20	5 540 169,46	12 350,76	0,00	146 786,98
023	Virement à la section d'investissement	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	485 000,00	483 844,07			1 155,93
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	485 000,00	483 844,07			1 155,93
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		485 000,00	483 844,07			1 155,93
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		485 000,00	483 844,07			1 155,93
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		6 184 307,20	6 024 013,53	12 350,76	0,00	147 942,91
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	2 815,04
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 064,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 104 200,00	5 249 381,32	1 877 747,64	0,00	-1 022 928,96
70118	Autres ventes d'eau	2 320 000,00	2 918 408,24	0,00	0,00	-598 408,24
70128	Autres taxes et redevances	3 400 000,00	1 930 416,39	1 877 747,64	0,00	-408 164,03
7084	Mise à disposition de personnel facturée	384 200,00	400 556,69	0,00	0,00	-16 356,69
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	28 220,00	0,00	0,00	-28 220,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	28 220,00	0,00	0,00	-28 220,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	40 000,00	0,00	0,00	-40 000,00
7588	Autres	0,00	40 000,00	0,00	0,00	-40 000,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		6 104 200,00	5 317 601,32	1 877 747,64	0,00	-1 091 148,96
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		6 104 200,00	5 317 601,32	1 877 747,64	0,00	-1 091 148,96
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	3 300,00	3 300,00			0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	3 300,00	3 300,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		3 300,00	3 300,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		6 107 500,00	5 320 901,32	1 877 747,64	0,00	-1 091 148,96
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		76 807,20				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	272 000,00	64 173,33	24 315,00	183 511,67
2031	Frais d'études	269 000,00	63 813,33	24 315,00	180 871,67
2033	Frais d'insertion	3 000,00	360,00	0,00	2 640,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	1 000,46	0,00	0,00	1 000,46
2183	Matériel de bureau et informatique	1 000,46	0,00	0,00	1 000,46
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	759 301,00	182 649,73	208 178,46	368 472,81
2315	Installat°, matériel et outillage techni	601 001,00	182 649,73	77 178,46	341 172,81
238	Avances commandes immo. incorp.	158 300,00	0,00	131 000,00	27 300,00
Total des dépenses d'équipement		1 032 301,46	246 823,06	232 493,46	552 984,94
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	46 000,00	37 354,51	0,00	8 645,49
1641	Emprunts en euros	46 000,00	37 354,51	0,00	8 645,49
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		46 000,00	37 354,51	0,00	8 645,49
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 078 301,46	284 177,57	232 493,46	561 630,43
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	3 300,00	3 300,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	3 300,00	3 300,00		0,00
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	2 549,00	2 549,00		0,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	751,00	751,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		3 300,00	3 300,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 081 601,46	287 477,57	232 493,46	561 630,43
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

B2

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	30 000,00	0,00	116 097,00	-86 097,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	116 097,00	-116 097,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		30 000,00	0,00	116 097,00	-86 097,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		30 000,00	0,00	116 097,00	-86 097,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	485 000,00	483 844,07		1 155,93
28173	Constructions (mise à disposition)	33 764,00	33 763,62		0,38
28175	Matériel et outillage technique (mad)	443 129,00	441 974,61		1 154,39
28178	Autres immos corporelles (mad)	6 880,00	6 879,01		0,99
28183	Matériel de bureau et informatique	936,00	936,00		0,00
28188	Autres	291,00	290,83		0,17
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		485 000,00	483 844,07		1 155,93
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		485 000,00	483 844,07		1 155,93
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		515 000,00	483 844,07	116 097,00	-84 941,07
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		566 601,46			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

AR Prefecture		CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_039-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-105-1-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de réélégation : 11/12/2024	
III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF		III	
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
		B3	

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV
A1.1

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)						
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					686 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					686 000,00									
00603523619 (CA2022-01)	CREDIT AGRICOLE	28/07/2022	28/07/2022	18/11/2022	686 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,857	3,717		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					686 000,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		640 435,73					35 032,57	24 737,49	0,00	3 880,76
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		640 435,73					35 032,57	24 737,49	0,00	3 880,76
00603523619 (CA2022-01)	N	0,00	A-1	640 435,73	13,63	V	MOYEURIBOR03M	3,751	35 032,57	24 737,49	0,00	3 880,76
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		640 435,73					35 032,57	24 737,49	0,00	3 880,76

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	640 435,73	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV
A1.5

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

- (1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
- (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
- (3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).
- (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES													
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT													A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

- (1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
- (2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
- (3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
- (4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
- (5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
- (7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
- (10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
- (11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
- (12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
- (13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES																
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N																
A1.7																

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégocia- tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat renégoc- ié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

- (1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.
- (2) Taux à la date de renégociation.
- (3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).
- (5) Nominal à la date de renégociation.
- (6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE

AUTRES DETTES

A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
----------	-----------------------------	------------------------	----------------

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 600.00 €	2019-12-13

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21783-MAT BUREAU ELEC ELECTRONIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	217311-(M49) STEP OUVRAGES LEGERS RECUS MAD	60	13/12/2019
L	217531 - RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU RECU MAD	35	13/12/2019
L	21751-RESEAUX DE VOIRIE RECUS MAD	35	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	8	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	21784-MOBILIER RECUS MAD	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	35	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	35	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	35	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	21782-VEHICULES RECUS MAD	8	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Prefecture

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
--------	-------	-------------------------------	------------------	--	--	--------------------------------------

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		49 300,00	40 654,51
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		46 000,00	37 354,51
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	46 000,00	37 354,51
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		3 300,00	3 300,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	3 300,00	3 300,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	40 654,51	232 493,46	0,00	273 147,97

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

RESSOURCES PROPRES					
Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		485 000,00		III	483 844,07
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00			0,00
10222	FCTVA	0,00			0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00			0,00
26...	Participations et créances rattachées				
27...	Autres immobilisations financières				
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		485 000,00			483 844,07
15...	Provisions pour risques et charges				
169	Primes de remboursement des obligations	0,00			0,00
26...	Participations et créances rattachées				
27...	Autres immobilisations financières				
28...	Amortissement des immobilisations				
28173	Constructions (mise à disposition)	33 764,00			33 763,62
28175	Matériel et outillage technique (mad)	443 129,00			441 974,61
28178	Autres immos corporelles (mad)	6 880,00			6 879,01
28183	Matériel de bureau et informatique	936,00			936,00
28188	Autres	291,00			290,83
29...	Dépréciation des immobilisations				
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours				
481...	Charges à répartir plusieurs exercices				
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	483 844,07	116 097,00	566 601,46	0,00	1 166 542,53

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 273 147,97
Ressources propres disponibles	IV 1 166 542,53
Solde	V = IV – II (3) 893 394,56

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

AR - Préfecture CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_039-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN			
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION			A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_039-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024	IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

Cet état ne contient pas d'information.

AR - Préfecture	
CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_039-BF	
Reçu le 16/04/2024	
Publié le 16/04/2024	
IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

AR - Préfecture

CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR - Préfecture

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	IV A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
02/05/2023	ANNONCE MARCHE - TRAVAUX AMELIORATION RESEAUX EAU	360,00	0,00	0
06/06/2023	AMO TRAITEMENT SOURCE DE LA FOUX - GRASSE	12 530,00	0,00	0
06/06/2023	AMO SCHEMA DIRECTEUR ALIMENTATION EAU POTABLE	1 950,00	0,00	0
12/06/2023	AMO RÉALISATION MARCHE TRAVAUX	3 900,00	0,00	0
03/08/2023	SOURCE DE LA FOUX - SUIVI DE DEBIT DE LA SOURCE	2 100,00	0,00	0
09/08/2023	RENOUV RESEAU EAU - AV BON MARCHÉ	13 517,41	0,00	0
29/09/2023	RENOUV RESEAU AEP - CH DES VACANCES GRASSE	19 259,38	0,00	0
03/10/2023	INDEMNITÉ DE CONCOURS -UNITÉ TRAITEMENT DE LA FOUX	33 333,33	0,00	0
08/11/2023	RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU AEP - CH DES VACANCES À G	34 273,52	0,00	0
14/11/2023	CONCEPTION RÉALISATION UNITÉ DE TRAITEMENT D'EAU D	55 849,60	0,00	0
14/11/2023	CONCEPT RÉALIST UNITÉ TRAITEMENT EAU DE LA FOUX	3 000,00	0,00	0
14/11/2023	CONCEPT UNITÉ DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE LA FOUX	30 588,00	0,00	0
14/11/2023	CONCEPT RÉALISATION UNITÉ TRAITEMENT EAU LA FOUX	13 370,00	0,00	0
24/11/2023	CONSEIL EN STRATÉGIE DE STRUCTURATION DES RÉSEAUX	10 000,00	0,00	0
24/11/2023	RACCORDEMENT AEP GRASSE AV BON MARCHE	252,00	0,00	0
06/12/2023	- EXTENSION DU RÉSEAU AEP - CH DE CLAVARY À GRASS	12 435,06	0,00	0
06/12/2023	RACCORDEMENT AEP CH DES VACANCES	104,76	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		246 823,06	0,00	

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/11/2024

IV

IV – ANNEXES															
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS															
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE															
B1.1															

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

IV

B1.2

ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX

GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00
---	---------------	-------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR - Préfecture

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6742			RENCONTRES AFRICAINES	Association	19 750,00
6742			LES AMIS DU DOCTEUR BELLETRUD	Association	18 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP
--------------------	--------------------------------------	---------------------------	--	--	---	-----------------------------------	-------------------------------

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017	Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

- (1) CATEGORIES: A, B et C.
- (2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.
- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT
EMPLOYE PAR LA REGIE

C1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE EAU - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP - Préfecture

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de réélégation : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C2

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

006-200039857-20240404-DL2024_039-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
20003985700046**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants
et plus CA DU PAYS DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF
 Reçu le 16/04/2024
 Publié le 16/04/2024

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2024
 Date de réception préfecture : 11/12/2024

I - Informations générales

Modalités de vote du budget

4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser

5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses

9

B2 - Balance générale du budget - Recettes

10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses

11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes

13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

17

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

18

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

22

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

24

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

25

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement

27

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N

28

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes

29

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements

30

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations

31

A3.2 - Etalement des provisions

32

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

33

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

34

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)

35

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)

36

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)

37

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)

38

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement

39

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement

40

A6 - Etat des charges transférées

41

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers

42

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées

43

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties

45

A8.3 - Opérations liées aux cessions

46

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées

47

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties

48

A10 - Etat des travaux en régie

49

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie

51

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

52

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget

53

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail

54

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé

55

B1.6 - Etat des autres engagements donnés

56

B1.7 - Etat des engagements reçus

57

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

58

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

59

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

60

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie

62

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)

63

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

Sans Objet

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF
Reçu - Présentation du budget principal et des budgets annexes
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture Sans Objet
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

64

D - Arrête et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 10/04/2024

Publié le 10/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-200039857-20241210-2024-205-1-DE

Mission - 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

VUE D'ENSEMBLE

II

A1

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
		A	G	G-A
	Section d'exploitation	1 793 849,54	2 783 151,60	989 302,06
	Section d'investissement	1 225 977,10	1 375 211,84	149 234,74

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 3 127 171,54 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 208 362,77 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	P= A+B+C+D	Q= G+H+I+J	=Q-P
TOTAL (réalisations + reports)	3 228 189,41	7 285 534,98	4 057 345,57

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 514 694,64	L 838 200,02
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 514 694,64	= K+L 838 200,02

RESULTAT CUMULE	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	= A+C+E	= G+H+K	
	= B+D+F	= H+J+L	
	1 793 849,54	5 910 323,14	4 116 473,60
	1 949 034,51	2 213 411,86	264 377,35
TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 3 742 884,05	= G+H+I+J+K+L 8 123 735,00	4 380 850,95

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 514 694,64	L 838 200,02
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	838 200,02
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

AR Prefecture

CAUDU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200030857-20240401-DI-2024_040-BE

Chapitre 16/04/2024 Libellé
Publié le 16/04/2024

Dépenses engagées non
mandatées

Accusé de réception en préfecture à
000-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Chapitre	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Restes à réaliser à émettre
20	Immobilisations incorporelles	143 972,64	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	370 722,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

DEPENSES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	279 521,54	85 158,46	495,00	0,00	193 868,08
012	Charges de personnel, frais assimilés	440 000,00	399 163,47	0,00	0,00	40 836,53
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	222 581,93	0,00	0,00	77 418,07
Total des dépenses de gestion courante		1 019 521,54	706 903,86	495,00	0,00	312 122,68
66	Charges financières	59 000,00	23 229,45	25 847,47	0,00	9 923,08
67	Charges exceptionnelles	40 000,00	2 925,00	0,00	0,00	37 075,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 118 521,54	733 058,31	26 342,47	0,00	359 120,76
023	Virement à la section d'investissement (4)	3 546 560,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	1 034 451,00	1 034 448,76			2,24
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		4 581 011,00	1 034 448,76			3 546 562,24
TOTAL		5 699 532,54	1 767 507,07	26 342,47	0,00	3 905 683,00
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 080 000,00	1 877 432,56	467 651,10	0,00	-265 083,66
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	300 000,00	222 581,93	0,00	0,00	77 418,07
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		2 380 000,00	2 100 014,49	467 651,10	0,00	-187 665,59
76	Produits financiers	0,00	23 375,00	0,00	0,00	-23 375,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		2 380 000,00	2 123 389,49	467 651,10	0,00	-211 040,59
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	192 361,00	192 111,01			249,99
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		192 361,00	192 111,01			249,99
TOTAL		2 572 361,00	2 315 500,50	467 651,10	0,00	-210 790,60
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		3 127 171,54				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

2024165010E-20241210-2024-105-1-DE

Date de rétrotransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

A3

SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	695 226,78	72 502,81	143 972,64	478 751,33
21	Immobilisations corporelles	51 378,70	17 169,56	0,00	34 209,14
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 697 289,85	797 658,26	370 722,00	2 528 909,59
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	4 443 895,33	887 330,63	514 694,64	3 041 870,06
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	161 000,00	146 535,46	0,00	14 464,54
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	161 000,00	146 535,46	0,00	14 464,54
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	4 604 895,33	1 033 866,09	514 694,64	3 056 334,60
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	192 361,00	192 111,01		249,99
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	192 361,00	192 111,01		249,99
	TOTAL	4 797 256,33	1 225 977,10	514 694,64	3 056 584,59
	Pour information	208 362,77			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	223 212,00	139 366,98	838 200,02	-754 355,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	223 212,00	139 366,98	838 200,02	-754 355,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	201 396,10	201 396,10	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	201 396,10	201 396,10	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	424 608,10	340 763,08	838 200,02	-754 355,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	3 546 560,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	1 034 451,00	1 034 448,76		2,24
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	4 581 011,00	1 034 448,76		3 546 562,24
	TOTAL	5 005 619,10	1 375 211,84	838 200,02	2 792 207,24
	Pour information	0,00			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

Préfecture de la Corse - 20241210-2024-105-1-DE

Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF II

BALANCE GENERALE DU BUDGET

B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	85 653,46		85 653,46
012	Charges de personnel, frais assimilés	399 163,47		399 163,47
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	222 581,93		222 581,93
66	Charges financières	49 076,92	0,00	49 076,92
67	Charges exceptionnelles	2 925,00	0,00	2 925,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	1 034 448,76	1 034 448,76
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		759 400,78	1 034 448,76	1 793 849,54

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 793 849,54
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	192 111,01	192 111,01
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	146 535,46	0,00	146 535,46
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	72 502,81	0,00	72 502,81
21	Immobilisations corporelles (6)	17 169,56	0,00	17 169,56
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	797 658,26	0,00	797 658,26
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		1 033 866,09	192 111,01	1 225 977,10

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	208 362,77
--	-------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	1 434 339,87
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 345 083,66		2 345 083,66
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	222 581,93		222 581,93
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	23 375,00	0,00	23 375,00
77	Produits exceptionnels	0,00	192 111,01	192 111,01
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		2 591 040,59	192 111,01	2 783 151,60

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	3 127 171,54
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 910 323,14
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	139 366,98	0,00	139 366,98
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		1 034 448,76	1 034 448,76
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		139 366,98	1 034 448,76	1 173 815,74

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	0,00
---	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	201 396,10
------------------------------------	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 375 211,84
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-05-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	279 521,54	85 158,46	495,00	0,00	193 868,08
6062	Produits de traitement	500,54	0,00	0,00	0,00	500,54
6063	Fournitures entretien et petit équi	1 500,00	405,13	0,00	0,00	1 094,87
6064	Fournitures administratives	1 000,00	755,38	0,00	0,00	244,62
611	Sous-traitance générale	5 500,00	3 422,51	0,00	0,00	2 077,49
6135	Locations mobilières	2 500,00	577,50	495,00	0,00	1 427,50
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	6 000,00	2 900,00	0,00	0,00	3 100,00
61551	Entretien matériel roulant	129,00	128,50	0,00	0,00	0,50
6156	Maintenance	1 000,00	894,06	0,00	0,00	105,94
6168	Autres	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
617	Etudes et recherches	70 000,00	19 971,00	0,00	0,00	50 029,00
618	Divers	10 000,00	5 424,10	0,00	0,00	4 575,90
6226	Honoraires	32 200,00	12 565,01	0,00	0,00	19 634,99
6231	Annonces et insertions	8 000,00	2 415,54	0,00	0,00	5 584,46
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	460,00	0,00	0,00	540,00
6262	Frais de télécommunications	4 000,00	4 938,60	0,00	0,00	-938,60
627	Services bancaires et assimilés	0,00	22,40	0,00	0,00	-22,40
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	30 871,00	29 757,67	0,00	0,00	1 113,33
62878	Remb. frais à des tiers	100 000,00	200,30	0,00	0,00	99 799,70
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	321,00	320,76	0,00	0,00	0,24
012	Charges de personnel, frais assimilés	440 000,00	399 163,47	0,00	0,00	40 836,53
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	440 000,00	399 163,47	0,00	0,00	40 836,53
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	222 581,93	0,00	0,00	77 418,07
658	Charges diverses de gestion courante	300 000,00	222 581,93	0,00	0,00	77 418,07
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		1 019 521,54	706 903,86	495,00	0,00	312 122,68
66	Charges financières (b) (5)	59 000,00	23 229,45	25 847,47	0,00	9 923,08
66111	Intérêts réglés à l'échéance	59 000,00	50 158,09	0,00	0,00	8 841,91
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-26 928,64	25 847,47	0,00	1 081,17
67	Charges exceptionnelles (c)	40 000,00	2 925,00	0,00	0,00	37 075,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	35 000,00	2 925,00	0,00	0,00	32 075,00
678	Autres charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		1 118 521,54	733 058,31	26 342,47	0,00	359 120,76
023	Virement à la section d'investissement	3 546 560,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	1 034 451,00	1 034 448,76			2,24
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	1 034 451,00	1 034 448,76			2,24
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		4 581 011,00	1 034 448,76			3 546 562,24
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		4 581 011,00	1 034 448,76			3 546 562,24
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		5 699 532,54	1 767 507,07	26 342,47	0,00	3 905 683,00
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	26 928,64
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	29 169,57
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 081,17

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

(5) Si le montant des CNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la Régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre : DF 042 - BI 040

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
006-200039857-20241218-2024-061-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 080 000,00	1 877 432,56	467 651,10	0,00	-265 083,66
70611	Redevance d'assainissement collectif	1 400 000,00	950 068,19	467 651,10	0,00	-17 719,29
70613	Participations assainissement collectif	440 000,00	697 726,88	0,00	0,00	-257 726,88
7084	Mise à disposition de personnel facturée	240 000,00	229 637,49	0,00	0,00	10 362,51
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	300 000,00	222 581,93	0,00	0,00	77 418,07
741	Primes d'épuration	300 000,00	222 581,93	0,00	0,00	77 418,07
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		2 380 000,00	2 100 014,49	467 651,10	0,00	-187 665,59
76	Produits financiers (b)	0,00	23 375,00	0,00	0,00	-23 375,00
761	Produits de participations	0,00	23 375,00	0,00	0,00	-23 375,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		2 380 000,00	2 123 389,49	467 651,10	0,00	-211 040,59
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	192 361,00	192 111,01			249,99
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	192 361,00	192 111,01			249,99
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		192 361,00	192 111,01			249,99
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		2 572 361,00	2 315 500,50	467 651,10	0,00	-210 790,60
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		3 127 171,54				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	695 226,78	72 502,81	143 972,64	478 751,33
2031	Frais d'études	690 826,78	70 561,30	143 972,64	476 292,84
2033	Frais d'insertion	4 400,00	1 941,51	0,00	2 458,49
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	51 378,70	17 169,56	0,00	34 209,14
21532	Réseaux d'assainissement	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
2182	Matériel de transport	14 328,34	14 328,00	0,00	0,34
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
2184	Mobilier	2 080,36	1 080,36	0,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 970,00	1 761,20	0,00	208,80
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	3 697 289,85	797 658,26	370 722,00	2 528 909,59
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 695 280,85	797 658,26	216 713,00	2 680 909,59
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	2 009,00	0,00	2 009,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	152 000,00	-152 000,00
Total des dépenses d'équipement		4 443 895,33	887 330,63	514 694,64	3 041 870,06
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	161 000,00	146 535,46	0,00	14 464,54
1641	Emprunts en euros	161 000,00	146 535,46	0,00	14 464,54
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		161 000,00	146 535,46	0,00	14 464,54
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		4 604 895,33	1 033 866,09	514 694,64	3 056 334,60
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	192 361,00	192 111,01		249,99
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	192 361,00	192 111,01		249,99
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	102 040,00	102 039,65		0,35
139118	Sub. équipt cpte résult. Autres	171,00	171,00		0,00
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	54 545,00	54 544,91		0,09
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	35 204,00	34 954,45		249,55
13918	Autres subventions d'équipement	401,00	401,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		192 361,00	192 111,01		249,99
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		4 797 256,33	1 225 977,10	514 694,64	3 056 584,59
Pour information		208 362,77			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	223 212,00	139 366,98	838 200,02	-754 355,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	223 212,00	109 813,00	101 625,00	11 774,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	29 553,98	736 575,02	-766 129,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		223 212,00	139 366,98	838 200,02	-754 355,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	201 396,10	201 396,10	0,00	0,00
1068	Autres réserves	201 396,10	201 396,10	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		201 396,10	201 396,10	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		424 608,10	340 763,08	838 200,02	-754 355,00
021	Virement de la section d'exploitation	3 546 560,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	1 034 451,00	1 034 448,76		2,24
28031	Frais d'études	900,00	900,00		0,00
28153	Installations à caractère spécifique	141,00	141,00		0,00
28172	Aménagements de terrains (mise à dispo)	7 843,00	7 842,68		0,32
28173	Constructions (mise à disposition)	368 887,00	368 886,77		0,23
28175	Matériel et outillage technique (mad)	652 941,00	652 940,04		0,96
28178	Autres immos corporelles (mad)	2 325,00	2 324,71		0,29
28183	Matériel de bureau et informatique	1 143,00	1 143,00		0,00
28184	Mobilier	271,00	270,56		0,44
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		4 581 011,00	1 034 448,76		3 546 562,24
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		4 581 011,00	1 034 448,76		3 546 562,24
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		5 005 619,10	1 375 211,84	838 200,02	2 792 207,24
Pour information		0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

AR Prefecture		CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_040-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-105-1-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de réélégation : 11/12/2024	
III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF		III	
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
		B3	

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV
A1.1

IV – ANNEXES						
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE						A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					1 918 642,81									
1641 Emprunts en euros (total)					1 918 642,81									
00603523619 (CA2022-01)	CREDIT AGRICOLE	28/07/2022	28/07/2022	18/11/2022	314 000,00	V	MOYEURIBOR03M	0,857	3,717		T	P	O	A-1
1340121-1352436 (CDC2019-06)	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	7 610,59	V	LIVRETA	1,750	3,105		T	P	O	A-1
1340122-1352440 (CDC2019-02)	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	591,51	V	LIVRETA	1,750	3,197		T	P	O	A-1
1340124-1352437 (CDC2019-05)	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	38 053,93	V	LIVRETA	1,750	3,121		T	C	O	A-1
1340125-1352441 (CDC2019-01)	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	9 758,35	V	LIVRETA	1,750	3,216		T	C	O	A-1
1340127-1352438 (CDC2019-04)	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	58 285,81	V	LIVRETA	1,500	2,636		T	C	O	A-1
1340128-1352442 (CDC2019-03)	CAISSE DEPOT & CON.	31/12/2018	01/01/2020	01/01/2020	13 494,37	V	LIVRETA	1,500	2,973		T	C	O	A-1
85300148976 (CE2005-1)	CREDIT FONCIER	24/03/2005	01/01/2020	25/12/2020	173 704,31	C	TAUX STRUCTURES	3,740	3,821		A	P	O	B-4
CP0353 (CA2019-01)	CREDIT AGRICOLE	01/01/2019	01/01/2020	10/03/2020	131 366,75	F	FIXE	4,643	4,877		T	C	O	A-1
CP0354 (CA2019-02)	CREDIT AGRICOLE	01/01/2019	01/01/2020	10/03/2020	129 412,99	F	FIXE	4,643	4,875		T	C	O	A-1
MIS205881EUR (SFIL2002-1)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	07/12/2002	01/01/2020	01/01/2020	82 870,09	F	FIXE	4,920	5,084		T	P	O	A-1
MON529822EUR (SFIL2005-1)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	19/12/2005	01/01/2020	01/03/2020	959 494,11	F	FIXE	3,550	3,990		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
000-210000098-20241210-2024-203-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										000-210000098-20241210-2024-2031-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024			
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					1 918 642,81									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		1 325 460,75					150 293,26	53 708,50	0,00	25 847,48
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 325 460,75					150 293,26	53 708,50	0,00	25 847,48
00603523619 (CA2022-01)	N	0,00	A-1	293 144,05	13,63	V	MOYEURIBOR03M	3,751	16 035,33	11 322,98	0,00	1 776,33
1340121-1352436 (CDC2019-06)	N	0,00	A-1	5 839,44	11,00	V	LIVRETA	3,500	417,99	210,13	0,00	57,54
1340122-1352440 (CDC2019-02)	N	0,00	A-1	453,84	11,00	V	LIVRETA	3,500	32,46	16,34	0,00	4,47
1340124-1352437 (CDC2019-05)	N	0,00	A-1	28 686,73	12,00	V	LIVRETA	3,500	2 341,80	1 038,57	0,00	282,66
1340125-1352441 (CDC2019-01)	N	0,00	A-1	7 356,27	12,00	V	LIVRETA	3,500	600,52	266,32	0,00	72,48
1340127-1352438 (CDC2019-04)	N	0,00	A-1	43 938,52	12,00	V	LIVRETA	3,250	3 586,80	1 478,13	0,00	406,26
1340128-1352442 (CDC2019-03)	N	0,00	A-1	10 172,61	12,00	V	LIVRETA	3,250	830,44	342,22	0,00	94,06
85300148976 (CE2005-1)	N	0,00	B-4	38 210,90	0,99	C	TAUX STRUCTURES	3,740	36 391,19	2 828,87	0,00	27,79
CP0353 (CA2019-01)	N	0,00	A-1	65 683,37	3,94	F	FIXE	4,643	16 420,85	3 573,98	0,00	177,88
CP0354 (CA2019-02)	N	0,00	A-1	64 706,49	3,94	F	FIXE	4,643	16 176,63	3 510,40	0,00	175,23
MIS205881EUR (SFIL2002-1)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	4,920	6 859,76	86,25	0,00	0,00
MON529822EUR (SFIL2005-1)	N	0,00	A-1	767 268,53	11,17	F	FIXE	3,550	50 599,49	29 034,31	0,00	22 772,78
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		1 325 460,75					150 293,26	53 708,50	0,00	25 847,48

Accusé de réception en préfecture
000 210000000 20241216 2024 200 1 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
85300148976 (CE2005-1)	CREDIT FONCIER	173 704,31	38 210,90	4	5,00		3.74	LIBORUSD12M	0,00		3,740	2 828,87	0,00	2,88
TOTAL (B)		173 704,31	38 210,90						0,00			2 828,87	0,00	2,88
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		173 704,31	38 210,90						0,00			2 828,87	0,00	2,88

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS		A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	11	0	0	0	0	
	% de l'encours	97,11	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 287 249,85	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	1	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	2,88	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	38 210,90	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES												
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE												
A1.5												

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

- (1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
- (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
- (3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).
- (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES													
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT													A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

- (1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
- (2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
- (3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
- (4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
- (5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
- (7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
- (10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
- (11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
- (12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
- (13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N
A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégocia- tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

IV

Date de réception préfecture : 11/12/2024

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

AUTRES DETTES

A1.8

A1.8 - AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
----------	-----------------------------	------------------------	----------------

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 600.00 €	2019-12-13

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERES, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	15	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	0	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	60	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	60	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	60	13/12/2019
L	13118-SUBV RECU TRANSFERABLE (ETAT)	60	13/12/2019
L	1318-SUBV RECU TRANSFERABLE AUTRES	60	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	5	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERES	5	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Prefecture

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
--------	-------	-------------------------------	------------------	--	--	--------------------------------------

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		353 361,00	I 338 646,47
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		161 000,00	146 535,46
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	161 000,00	146 535,46
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		192 361,00	192 111,01
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	192 361,00	192 111,01
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	338 646,47	514 694,64	208 362,77	1 061 703,88

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

RESSOURCES PROPRES					
Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalizations	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		4 581 011,00		III	1 034 448,76
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00			0,00
10222	FCTVA	0,00			0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00			0,00
26...	Participations et créances rattachées				
27...	Autres immobilisations financières				
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		4 581 011,00			1 034 448,76
15...	Provisions pour risques et charges				
169	Primes de remboursement des obligations	0,00			0,00
26...	Participations et créances rattachées				
27...	Autres immobilisations financières				
28...	Amortissement des immobilisations				
28031	Frais d'études	900,00			900,00
28153	Installations à caractère spécifique	141,00			141,00
28172	Aménagements de terrains (mise à dispo)	7 843,00			7 842,68
28173	Constructions (mise à disposition)	368 887,00			368 886,77
28175	Matériel et outillage technique (mad)	652 941,00			652 940,04
28178	Autres immos corporelles (mad)	2 325,00			2 324,71
28183	Matériel de bureau et informatique	1 143,00			1 143,00
28184	Mobilier	271,00			270,56
29...	Dépréciation des immobilisations				
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours				
481...	Charges à répartir plusieurs exercices				
021	Virement de la section d'exploitation	3 546 560,00			0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 034 448,76	838 200,02	0,00	201 396,10	2 074 044,88

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 1 061 703,88
Ressources propres disponibles	IV 2 074 044,88
Solde	V = IV – II (3) 1 012 341,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

AP - Préfecture CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_040-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN			
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT			A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_040-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024	IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

Cet état ne contient pas d'information.

AR - Préfecture

CA DU PAYS DE GRASSE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU
COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	IV A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
24/01/2023	RENOUV RESEAU EAU - CH DES CANEBIERES GRASSE	20 160,20	0,00	0
24/01/2023	PHASE 4 STEPS DE GRASSE - AMOPROPOSITION	2 940,00	0,00	0
24/01/2023	RACCORDEMENTS RESEAU GENS DU VOYAGE - RT DE LA PAO	6 343,88	0,00	0
08/02/2023	ANNONCE : TRAVAUX RÉSEAUX EAUX USÉES	720,00	0,00	0
08/02/2023	FAUTEUIL - ARMOIRE - BUREAU - CAISSON SERVICE ASS	1 080,36	0,00	10
08/02/2023	REPARATION RESEAU EUD - 25 BD COMMANDANT AUTRAN À	2 349,61	0,00	0
13/02/2023	RENOUVELLEMENT RÉSEAU EUD VENELLE TRACASTEL GRASSE	27 549,25	0,00	0
13/02/2023	RENOUVELLEMENT RESEAU - TRAVERSE DU COTEAU GRASSE	26 983,13	0,00	0
09/03/2023	COMMUNE AURIBEAU - AMO REDEVANCE ASSAINISSEMENT	916,78	0,00	0
17/03/2023	BL KENNEDY / BELLEVUE A GRASSE - CONTRÔLE RÉCEPTION	9 990,00	0,00	0
17/03/2023	CONTROLE RECEPTION RESEAU - CH DES ALOUETTES	5 809,00	0,00	0
27/03/2023	CONTROLE DE RECEPTION DU RESEAU EU GIRATOIRE PETIT	3 040,00	0,00	0
27/03/2023	CONTROLE DE RECEPTION DU RESEAU EUD BD ROUQUIER	2 843,00	0,00	0
29/03/2023	ITV + TEST ETANCHEÏTE AVANT TRAVX -CH DU SOUVENIR	1 975,00	0,00	0
17/04/2023	VEHICULE DACIA DUSTER VEHICULE FA-185-SF	14 328,00	0,00	8
18/04/2023	PEGOMAS - AMO REDEVANCE ASSAINISSEMENT	2 096,15	0,00	0
18/04/2023	LA ROQUETTE - AMO REDEVANCE ASSAINISSEMENT	1 683,07	0,00	0
02/05/2023	ANNONCE MARCHÉ - TRAVAUX AMELIORATION RESEAUX EUD	360,00	0,00	0
02/05/2023	ANNONCE MARCHÉ - TRAVAUX AMELIORATION RESEAUX EUD	270,00	0,00	0
02/05/2023	ANNONCE MARCHÉ - TRAVX RESEAU EUD PEGOMAS	250,00	0,00	0
02/05/2023	ANNONCE MARCHÉ TRAVX RENOUVELLT RESEAU EUD PEGOMAS	341,51	0,00	0
15/05/2023	AIMANT BANANE AVEC POIGNÉE	578,20	0,00	1
22/05/2023	MOA REDEVANCE ASSAINISSEMENT - AURIBEAU	741,00	0,00	0
22/05/2023	MOA REDEVANCE ASSAINISSEMENT - PEGOMAS	743,00	0,00	0
22/05/2023	MOA REDEVANCE ASSAINISSEMENT - LA ROQUETTE	741,00	0,00	0
02/06/2023	MISE EN PLACE VITESSE MESURE DEBIT SORTIE PR GABRE	9 235,00	0,00	0
02/06/2023	MISE EN PLACE D'UN SITE DE MESURE DE PLUVIOMÉTRIE	5 438,50	0,00	0
06/06/2023	2 SOULEVEURS MAGNETIQUES AVEC MARTEAU	649,00	0,00	5
06/06/2023	AMO RÉALISATION MARCHÉ	7 800,00	0,00	0
30/06/2023	CONFORTEMENT POSTE RELEVAGE EUD -IMP DE LA RIVOLE	5 690,00	0,00	0
30/06/2023	RENOUV RESEAU EUD - RUE TRACASTEL GRASSE	11 330,00	0,00	0
12/07/2023	STEPS GRASSE - ETUDE PRÉ-FAISABILITÉ DEVIATION EUD	1 967,55	0,00	0
12/07/2023	ANALYSE FONCIERE STEP PLASCASIER	620,54	0,00	0
12/07/2023	ETUDE PRÉ-FAISABILITÉ DEVIATION EU - STEPS GRASSE	3 405,38	0,00	0
12/07/2023	MOE TRAVAUX - ANALYSE REGLEMENTAIRE STEP GRASSE	4 389,15	0,00	0
12/07/2023	ANALYSE FONCIEREMOE TRAVAUX STEPS GRASSE	1 242,08	0,00	0
12/07/2023	CH DES MOULIERES PEGOMAS - CONTROLE RECEPTION	2 928,00	0,00	0

CA DU PAYS DE GRASSE BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023				
006-200039857-20240404-DL2024_040-BF				
Reçu le 16/04/2024				
Publié le 16/04/2024				
Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de amortissement
12/07/2023	RENOUVLLT RESEAU EUD BD DE LA MOURACHONNE PEGOMAS	87 980,00	0,00	0
01/08/2023	GRASSE AV BON MARCHÉ -RENOUV RESEAU EAU	19 970,37	0,00	0
01/08/2023	GRASSE AV MCHL LECLERC - RENOUVELMENT RESEAU	33 734,54	0,00	0
01/08/2023	GRASSE AV COPERNIC - REMISE A COTE TAMPON	4 595,00	0,00	0
01/08/2023	GRASSE AV BON MARCHÉ - ITV+TEST+CURAGE	1 595,00	0,00	0
01/08/2023	TRVX RENOUVLLT RESEAU EUD AV DE GRASSE PEGOMAS	18 576,90	0,00	0
01/08/2023	TRVX RENOUVLLT RESEAU EUD AV DE GRASSE PEGOMAS	51 591,35	0,00	0
09/08/2023	RENOUVELLEMENT RESEAU AV MCHL LECLERC	27 219,57	0,00	0
07/09/2023	EXTENSION RESEAU - IMPASSE DES VAYOUX AURIBEAU	62 720,53	0,00	0
25/09/2023	RENOUVLLT RESEAU EUD AV DE GRASSE PEGOMAS	29 500,00	0,00	0
02/10/2023	AURIBEAU IMPASSE DES VAYOUX - REFECTION ENROBE	16 381,61	0,00	0
02/10/2023	AUDIT STEPS GRASSE	6 350,00	0,00	0
10/10/2023	ETUDE FAISABILITE REUSE - STEP PAOUTE GRASSE	26 824,00	0,00	0
10/10/2023	RENOUV RESEAU EUD AV MCHL LECLERC GRASSE	22 334,00	0,00	0
10/10/2023	BRANCHEMENT EUD - 135 BD KENNEDY GRASSE	13 113,56	0,00	0
10/10/2023	LEVE REGARD AVEC POIGNET	534,00	0,00	1
10/10/2023	TRVX RENOUVLT RESEAU EUD BD DE LA MOURACHONNE PEGO	44 204,00	0,00	0
10/10/2023	RENOUVLT RESEAU EUD AV DE GRASSE PEGOMAS	34 611,92	0,00	0
08/11/2023	ITV+CURAGE+TESTS AVANT TRAVAUX ROUTE DE CANNES	2 610,00	0,00	0
08/11/2023	AMO STEPS GRASSE	1 500,00	0,00	0
08/11/2023	AMO STEPS GRASSE	940,00	0,00	0
08/11/2023	EXTENSION RESEAU - CH DU SOUVENIR	3 881,57	0,00	0
08/11/2023	BRANCHEMENT EUD 135 BD KENNEDY GRASSE	2 033,48	0,00	0
14/11/2023	RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU EUD - AV MARÉCHAL LECLERC	27 702,25	0,00	0
28/11/2023	SONDAGES - BD E. ROQUIER GRASSE	4 969,21	0,00	0
28/11/2023	RENOUV RESEAU EUD - BD DU FOUON GRASSE	17 748,05	0,00	0
28/11/2023	RENOUV RESEAU EUD - AV MCHL LECLERC GRASSE	12 665,96	0,00	0
28/11/2023	TRAVAUX SUR RESEAU - IMP DE LA RIVOLTE GRASSE	2 082,50	0,00	0
06/12/2023	POSE CLAPET ANTI RETOUR - CH DES MAS GRASSE	2 188,22	0,00	0
06/12/2023	MOE STEPS GRASSE	3 240,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		772 924,93	0,00	

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

SECTION D'EXPLOITATION			
Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

AR-Préfecture

CA DU PAYS DE GRASSE BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF
Reçu le 16/04/2024
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE		A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de transmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES															
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS															
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE															
B1.1															

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

IV

B1.2

ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00
---	---------------	-------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP-Préfecture

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
-------------	-----------------	-----------	--------------------	---------------------------------	--------------------------

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

B1.4

B1.4 - 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP
--------------------	--------------------------------------	---------------------------	--	--	---	-----------------------------------	-------------------------------

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.6

B1.6 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017	Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

- (1) CATEGORIES: A, B et C.
- (2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.
- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT
EMPLOYE PAR LA REGIE

C1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

CA DU PAYS DE GRASSE

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP - Préfecture

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de réélégation : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C2

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

006-200039857-20240404-DL2024_040-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
20003985700061**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants
et plus CA DU PAYS DE GRASSE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE GRASSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : SPANC (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024**I - Informations générales**

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

IV - Annexes**A - Eléments du bilan**

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 16

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 20

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 21

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 22

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 24

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 25

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 26

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28

A3.2 - Etalement des provisions 29

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 32

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 33

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 34

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 35

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 36

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 37

A6 - Etat des charges transférées 38

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 39

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 40

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 41

A8.3 - Opérations liées aux cessions 42

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 43

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 44

A10 - Etat des travaux en régie 45

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 47

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 48

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 49

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 50

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 51

B1.6 - Etat des autres engagements donnés 52

B1.7 - Etat des engagements reçus 53

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 54

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 55

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 56

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 58

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 59

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF
 Reçu - Présentation du budget principal et des budgets annexes
 Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Sans Objet
 Date de télétransmission : 11/12/2024
 Date de réception préfecture : 11/12/2024

60

D - Arrête et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-L-DE

Date de réitértransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II/ PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

VUE D'ENSEMBLE

EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
		A	G	G-A
	Section d'exploitation	118 228,62	80 586,68	-37 641,94
	Section d'investissement	681,60	568,32	-113,28

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	I
	Report en section d'investissement (001)	D	J
		0,00 (si déficit)	26 895,16 (si excédent)
		0,00 (si déficit)	13 381,68 (si excédent)

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	P= A+B+C+D	Q= G+H+I+J	=Q-P
TOTAL (réalisations + reports)	118 910,22	121 431,84	2 521,62

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	K
	Section d'investissement	F	L
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	= K+L
		0,00	0,00
		0,00	0,00
		0,00	0,00

RESULTAT CUMULE	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
	= A+C+E	= G+H+K	
	= B+D+F	= H+J+L	
Section d'exploitation	118 228,62	107 481,84	-10 746,78
Section d'investissement	681,60	13 950,00	13 268,40
TOTAL CUMULE	118 910,22	121 431,84	2 521,62

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	K
011	Charges à caractère général	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	L
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

006-200039857-20240401-DL 2024_041-RE

Chapre	16/04/2024	Libellé
Publie	e 16/04/2024	

Dépenses engagées non mandatées

Accusé de réception en préfecture à 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	Titres restant à émettre
Date de télétransmission : 11/12/2024	

Date de réception préfecture : 11/12/2024

20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	11 500,00	4 772,93	0,00	0,00	6 727,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	112 900,00	112 887,37	0,00	0,00	12,63
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		124 400,00	117 660,30	0,00	0,00	6 739,70
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		129 900,00	117 660,30	0,00	0,00	12 239,70
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	600,00	568,32			31,68
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		600,00	568,32			31,68
TOTAL		130 500,00	118 228,62	0,00	0,00	12 271,38
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00	0,00			0,00
TOTAL		103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		26 895,16				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture

202416501R : 20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00		0,00
	TOTAL	13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	600,00	568,32		31,68
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	600,00	568,32		31,68
	TOTAL	600,00	568,32	0,00	31,68
	Pour information	13 381,68			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	4 772,93		4 772,93
012	Charges de personnel, frais assimilés	112 887,37		112 887,37
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	568,32	568,32
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		117 660,30	568,32	118 228,62

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	118 228,62
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	681,60	0,00	681,60
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		681,60	0,00	681,60

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	681,60
--	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	80 586,68		80 586,68
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		80 586,68	0,00	80 586,68

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	26 895,16
---	------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	107 481,84
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		568,32	568,32
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	568,32	568,32

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	13 381,68
---	------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 950,00
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	11 500,00	4 772,93	0,00	0,00	6 727,07
6063	Fournitures entretien et petit équipement	4 108,00	119,80	0,00	0,00	3 988,20
6064	Fournitures administratives	1 000,00	543,73	0,00	0,00	456,27
6156	Maintenance	5 000,00	3 190,33	0,00	0,00	1 809,67
618	Divers	892,00	891,94	0,00	0,00	0,06
627	Services bancaires et assimilés	500,00	27,13	0,00	0,00	472,87
012	Charges de personnel, frais assimilés	112 900,00	112 887,37	0,00	0,00	12,63
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	112 900,00	112 887,37	0,00	0,00	12,63
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		124 400,00	117 660,30	0,00	0,00	6 739,70
66	Charges financières (b) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		129 900,00	117 660,30	0,00	0,00	12 239,70
023	Virement à la section d'investissement	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	600,00	568,32			31,68
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	600,00	568,32			31,68
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		600,00	568,32			31,68
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		600,00	568,32			31,68
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		130 500,00	118 228,62	0,00	0,00	12 271,38
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
70128	Autres taxes et redevances	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
7062	Redevances assainissement non collectif	83 604,84	80 586,68	0,00	0,00	3 018,16
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		103 604,84	80 586,68	0,00	0,00	23 018,16
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		26 895,16				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
2184	Mobilier	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 981,68	681,60	0,00	8 300,08
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		13 981,68	681,60	0,00	13 300,08
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de réélaboration : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III

B2

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	600,00	568,32		31,68
28183	Matériel de bureau et informatique	300,00	272,50		27,50
28184	Mobilier	300,00	295,82		4,18
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		600,00	568,32		31,68
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		600,00	568,32		31,68
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		600,00	568,32	0,00	31,68
Pour information		13 381,68			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

AR Prefecture		CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - CA - 2023	
006-200039857-20240404-DL2024_041-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-105-1-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de réélégation : 11/12/2024	
III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF		III	
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
		B3	

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV
A1.1

IV – ANNEXES						
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE						A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES												
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE												
A1.5												

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

- (1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
- (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
- (3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).
- (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES													
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT													A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

- (1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
- (2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
- (3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
- (4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
- (5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
- (7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
- (10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
- (11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
- (12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
- (13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES																
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N																A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégocia- tion	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

- (1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.
- (2) Taux à la date de renégociation.
- (3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).
- (5) Nominal à la date de renégociation.
- (6) Faire figurer 2 lettres :

- Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

IV

Date de réception préfecture : 11/12/2024

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE

AUTRES DETTES

A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
----------	-----------------------------	------------------------	----------------

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 600.00 €	2019-12-13

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2128-AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	15	13/12/2019
L	21311 (M49) BATIMENTS DURABLES	50	13/12/2019
L	2138 (M49) OUVRAGES GENIE CIVIL TRPORT EAU POTABLE	35	13/12/2019
L	21318-2138-BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	13/12/2019
L	2188-COFFRE FORT (20 ANS)	20	13/12/2019
L	2031-FRAIS D ETUDES	5	13/12/2019
L	2158-EQUIPEMENTS DE GARAGES ET ATELIERS	10	13/12/2019
L	2033-FRAIS D'INSERTION	5	13/12/2019
L	2051-LOGICIELS ET DROITS D'AUTEURS	2	13/12/2019
L	21783-MAT BUREAU ELEC ELECTRONIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	217311-(M49) STEP OUVRAGES LEGERS RECUS MAD	60	13/12/2019
L	217531 - RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU RECU MAD	35	13/12/2019
L	21751-RESEAUX DE VOIRIE RECUS MAD	35	13/12/2019
L	21788-MATERIEL CLASSIQUE RECUS MAD	5	13/12/2019
L	21562 (M49) MAT SPEC SCE ASSAINISSEMENT	5	13/12/2019
L	2183-MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	13/12/2019
L	2188-MATERIEL CLASSIQUE	5	13/12/2019
L	21561 (M49) MAT SPEC SCE DISTRIBUTION EAU	5	13/12/2019
L	2154 (M49) POMPES APPAREILS ELEC INSTAL CHAUF VENT	8	13/12/2019
L	2154 (M49) ORGANES DE REGULATION	8	13/12/2019
L	2183-MATERIEL INFORMATIQUE	5	13/12/2019
L	2184-MOBILIER	10	13/12/2019
L	21784-MOBILIER RECUS MAD	10	13/12/2019
L	2032-FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	13/12/2019
L	21532- (M49) RESEAU ASSAINISSEMENT	50	13/12/2019
L	21531 (M49) RESEAU EAU POTABLE	15	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES LOURDS	60	13/12/2019
L	21311 (M49) STATIONS EPURATION OUVRAGES COURANTS	30	13/12/2019
L	13111-SUB RECU TRANSFERABLE (AGENCE DE L'EAU)	35	13/12/2019
L	1313-SUB RECU TRANSFERABLE (DEPARTEMENT)	35	13/12/2019
L	1312-SUB RECU TRANSFERABLE (REGION)	35	13/12/2019
L	202-FRAIS DE DOCUMENTS D URBANISME	10	13/12/2019
L	2182-VEHICULES LEGERS	5	13/12/2019
L	21782-VEHICULES RECUS MAD	8	13/12/2019
L	2182 - VEHICULES LOURDS	8	13/12/2019
L	2151-RESEAU DE VOIRIE	25	13/12/2019

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
--------	-------	-------------------------------	------------------	--	--	--------------------------------------

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

RESSOURCES PROPRES					
Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		600,00		III	568,32
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00			0,00
10222	FCTVA	0,00			0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00			0,00
26...	Participations et créances rattachées				
27...	Autres immobilisations financières				
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		600,00			568,32
15...	Provisions pour risques et charges				
169	Primes de remboursement des obligations	0,00			0,00
26...	Participations et créances rattachées				
27...	Autres immobilisations financières				
28...	Amortissement des immobilisations				
28183	Matériel de bureau et informatique	300,00			272,50
28184	Mobilier	300,00			295,82
29...	Dépréciation des immobilisations				
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours				
481...	Charges à répartir plusieurs exercices				
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	568,32	0,00	13 381,68	0,00	13 950,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 0,00
Ressources propres disponibles	IV 13 950,00
Solde	V = IV – II (3) 13 950,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

AR - Prefecture CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023			
006-200039857-20240404-DL2024_041-BF Reçu le 16/04/2024 Publié le 16/04/2024		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN			
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION			A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023		AP - Prefecture	
006-200039857-20240404-DL2024_041-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-2051-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de télétransmission : 11/12/2024	
IV - ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - SECTION D'INVESTISSEMENT		A5.1.2	

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023		AP - Prefecture	
006-200039857-20240404-DL2024_041-BF		Accusé de réception en préfecture	
Reçu le 16/04/2024		006-210600698-20241210-2024-2051-DE	
Publié le 16/04/2024		Date de télétransmission : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION		A5.2.1	

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023		Accusé de réception en préfecture	
006-200039857-20240404-DL2024_041-BF		006-210600698-20241210-2024-2051-DE	
Reçu le 16/04/2024		Date de télétransmission : 11/12/2024	
Publié le 16/04/2024		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
IV – ANNEXES		IV	
ELEMENTS DU BILAN			
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT		A5.2.2	

Cet état ne contient pas d'information.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AR - Préfecture

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A6

IV

A6

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE	
Date de transmission : 11/12/2024	IV
Date de réception préfecture : 11/12/2024	

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

A8.1 – ETAT DES ENTREES D’IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
23/10/2023	LÈVE PLAQUE MAGNÉTIQUE	681,60	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		681,60	0,00	

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

SECTION D'EXPLOITATION			
Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

CA DU PAYS DE GRASSE - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF
Reçu le 16/04/2024
Publié le 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO	
	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	80 586,68
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de transmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES															
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS															
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE															
B1.1															

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

IV

B1.2

ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00
---	---------------	-------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP - Préfecture

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

AR Prefecture

CA DU PAYS DE GRASSE - SPANC - CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP
--------------------	--------------------------------------	---------------------------	--	--	---	-----------------------------------	-------------------------------

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017	Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES						IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N						C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT
EMPLOYE PAR LA REGIE

C1.2

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

CA DU PAYS DE GRASSE SPANC CA - 2023

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

AP - Préfecture

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de réélégation : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

006-200039857-20240404-DL2024_041-BF

Reçu le 16/04/2024

Publié le 16/04/2024

IV - ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Monsieur Jérôme VIAUD
Maire de Grasse

Mairie
Place du Petit Puy – BP 12069
06131 GRASSE

Fait le 23 septembre 2024
A Grasse

Réf. : 30742

Dossier suivi par : Audrey ROLLAND –
Iris KRAJEWSKI

Contact : arolland@paysdegrasse.fr –
ikrajewski@paysdegrasse.fr - 04 97 01 12 82

**Objet : Notification du rapport d'activités et du compte administratif 2023 de la
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**

**PJ : Rapport d'activités CAPG 2023
Compte administratif CAPG 2023**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le rapport retraçant l'activité en 2023 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse accompagné du compte administratif arrêté par délibérations du conseil communautaire du 04 avril 2024, conformément à l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales.

Selon les dispositions de ce même article, il vous appartient de procéder à une communication de ce rapport à votre conseil municipal en séance publique.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

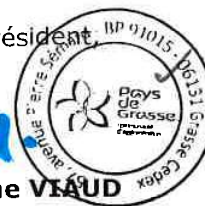
Le Président



Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE

Amirat
Andon
Auribeau-sur-Siagne
Briançonnet
Cabris
Caille
Collongues
Escragnolles
Gars
Grasse
La Roquette-sur-Siagne
Le Mas
Le Tignet
Les Mujouls
Mouans-Sartoux
Pégomas
Peymeinade
Saint-Auban
Saint-Cézaire-sur-Siagne
Saint-Vallier-de-Thiery
Séranon
Spéracèdes
Valderoure



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

00

Le mot du Président	03
Les membres du Bureau	06
Les commissions	10
Les membres du Conseil	11
Les compétences	12

LES MOYENS GÉNÉRAUX 16

01

RH	18	SI	26
Juridique	22	Finances	28
Communication	23	Commande publique	30
SIG	24	Financements extérieurs	31

UNE AGGLO SOLIDAIRE 32

02

Petite enfance	34	Jeunesse	46
Maintien à domicile	36	Habitat - Logement	48
Emploi & ESS	38	Pôle Assistance aux communes	52
CTG	44	Développement social des territoires	56

UNE AGGLO ENGAGÉE ET DURABLE 58

03

Environnement - Risques majeurs	60	Mobilité – Transports	71
Energie	64	Agriculture - PAT	74
Collecte	66	Eaux et assainissement	76
Aménagement	68		

UNE AGGLO CULTURELLE ET SPORTIVE 78

04

Affaires culturelles	80
MIP - JMIP	83
Sports - Piscines	86

UNE AGGLO DE DÉVELOPPEMENT 88

05

Economie	90
Tourisme	94
Enseignement supérieur	96
Les services techniques	98

LE MOT DU PRÉSIDENT

Avis de réception en préfecture
COP-210-00698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



L'année 2023 a été riche en réalisations pour renforcer la dynamique du Pays de Grasse. Notre engagement collectif n'a jamais été aussi fort, aligné avec nos valeurs et notre vision d'un territoire toujours plus attractif, solidaire et innovant.

La CAPG a su répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux, tout en plaçant la qualité de vie de nos concitoyens au centre de ses priorités. Du soutien à la petite enfance à l'aide à domicile pour les seniors, en passant par l'emploi, le logement et la jeunesse, nous avons œuvré pour garantir à tous un accès équitable aux services publics. La signature de la Charte Territoriale Globale (CTG) pour la période 2020-2023 témoigne de notre volonté de

mieux coordonner les actions locales, et nous sommes fiers des résultats obtenus.

La transition écologique a également été au cœur de nos préoccupations. L'obtention de deux étoiles dans le cadre du label Climat-Air-Énergie souligne l'engagement de la CAPG en faveur de la transition énergétique. Des projets comme le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) et la gestion des biodéchets, associés à notre stratégie de mobilité durable, montrent notre détermination à être à la pointe de ces enjeux.

Sur le plan économique, 2023 a été une année charnière pour favoriser l'attractivité des entreprises et l'innovation. La labellisation «Territoire d'Industrie» témoigne de la volonté de notre territoire de renforcer son tissu industriel tout en répondant aux défis de la réindustrialisation et de la décarbonation. Par ailleurs, nous continuons de former les talents de demain grâce à notre pôle de Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Grasse Campus.

Enfin, le Projet Alimentaire Territorial (PAT) a pris une nouvelle ampleur, structurant un écosystème local autour d'une agriculture durable, de la production locale et d'une alimentation de qualité. Notre engagement culturel, quant à lui, s'est intensifié avec la labellisation

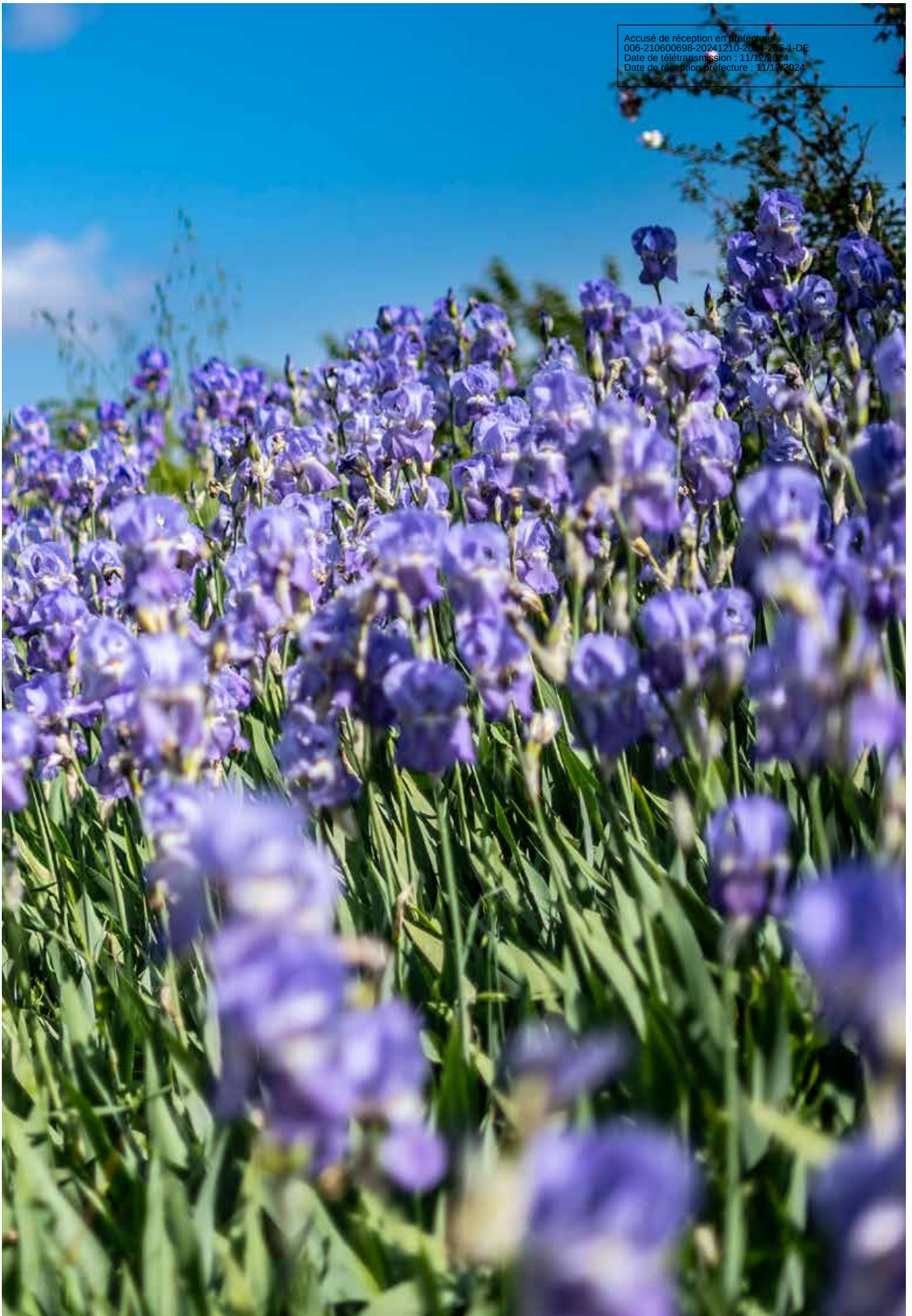
«100% Territoire EAC», favorisant un accès élargi à la culture et renforçant ainsi la cohésion sociale.

C'est donc avec enthousiasme que je vous invite à découvrir, à travers ce rapport d'activités, les initiatives qui ont marqué 2023 et celles qui poseront les bases d'un avenir prospère et durable pour le Pays de Grasse.

Merci à toutes celles et ceux qui, par leur engagement, font vivre et évoluer notre belle communauté.

Jérôme VIAUD

Président de la Communauté
d'Agglomération du Pays de Grasse
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil
départemental des
Alpes-Maritimes



LES MEMBRES DU BUREAU

Élu par le conseil communautaire, le bureau de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse se compose du Président, de 15 Vice-présidents ainsi que de 10 membres disposant de délégations spécifiques. Tous les maires y sont représentés.

Le Bureau débat sur les dossiers majeurs et prépare les délibérations du conseil communautaire. Il prend également des décisions par délégation de ce conseil communautaire.



**70 CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ET 26
ÉLUS MEMBRES DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
(23 MAIRES + 3 ÉLUS COMMUNAUTAIRES)**



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-202411210-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Jérôme VIAUD

Président
Maire de Grasse



Jean-Marc DELIA

1^{er} Vice-président en charge
des finances, de la gestion des
déchets et de la jeunesse
Maire de St-Vallier-de-Thiey



Pierre ASCHIERI

Vice-président en charge de la
commission locale d'évalua-
tion des charges transférées
Maire de Mouans-Sartoux



Claude BOMPAR

Vice-président en charge du
développement numérique
Maire de Séranon



Pierre BORNET

Vice-président en charge de la
santé, du maintien à domicile
et des personnes âgées
Maire de Cabris



Dominique BOURRET

Vice-présidente en charge de la
politique de la ville et de la culture
Conseillère municipale Ville de Grasse



Marino CASSEZ

Vice-président en charge de
l'environnement
Maire de Gars



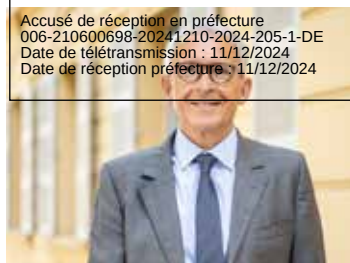
Marie-Louise GOURDON

Vice-présidente en charge de
l'habitat, du logement et de
l'égalité femmes-hommes
Adjointe à Mouans-Sartoux



Jean-Marc MACARIO

Vice-président en charge de la
petite enfance
Maire de Spéracèdes



Christian ORTEGA

Vice-président en charge
du développement économique
Maire de La Roquette-sur-Siagne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Michèle PAGANIN

Vice-présidente en charge de
l'aménagement du territoire
Maire d'Auribeau-sur-Siagne



Gilles RONDONI

Vice-président en charge des
sports
Adjoint à la Ville de Grasse



**Philippe SAINTE ROSE
FANCHINE**

Vice-président en charge des
travaux et délégation de maî-
trise d'ouvrage
Maire de Peymeinade



Claude SERRA

Vice-président en charge de la
mobilité et des transports
Maire du Tignet



Florence SIMON

Vice-présidente en charge des
milieux aquatiques et préven-
tion des inondations (GEMAPI)
et risques majeurs
Maire de Pégomas



Christian ZEDET

Vice-président en charge du
juridique, de l'éthique et de
l'aide aux victimes
Maire de Saint-Cézaire-sur-
Siagne



Gérard BOUCHARD

Membre du Bureau en charge
de l'hébergement et gîtes de
montagne
Maire des Mijoux



Raoul CASTEL

Membre du Bureau en charge
de l'agriculture
Maire de Collongues



Claude CEPPI

Membre du Bureau en charge
des activités de pleine nature
et de montagne
Maire de Saint-Auban



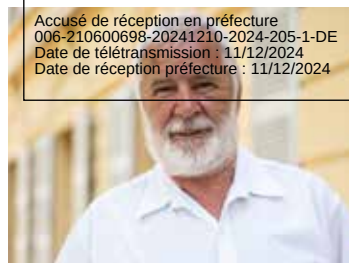
Henri CHIRIS

Membre du Bureau en charge
de l'agro-pastoralisme
Maire d'Escagnolles



Jean-Louis CONIL

Membre du Bureau en charge
de la protection des forêts et
filères bois
Maire d'Amirat



Yves FUNEL

Membre du Bureau en charge
du développement des
stations
Maire de Caille

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Ismaël OGEZ

Membre du Bureau en charge
de l'écotourisme
Maire de Briançonnet



Bernard ROUX

Membre du bureau en charge
des énergies renouvelables
Maire de Valderoure



Ludovic SANCHEZ

Membre du Bureau en charge
de l'artisanat
Maire du Mas



David VARONNE

Membre du Bureau
Maire d'Andon



COMMISSIONS THÉMATIQUES

► 13 Commissions Thématiques

- Jeunesse, Petite Enfance, Maintien à domicile
- Aménagement
- Habitat Logement
- Mobilités et transports
- Gestion des déchets et énergie
- Développement économique, enseignement supérieur, agriculture, tourisme
- Finances et Performance publique
- Développement numérique
- Environnement
- Emploi, Economie sociale et solidaire, solidarités, politique de la ville et santé
- Culture
- Sports
- GEMAPI et Prévention des Risques

LES MEMBRES DU CONSEIL

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

TITULAIRES

Amirat • Monsieur Jean-Louis CONIL
Andon • Monsieur David VARRONE
Auribeau-sur-Siagne • Madame Michèle PAGANIN
Auribeau-sur-Siagne • Monsieur Gilbert EININGER
Briançonnet • Monsieur Ismaël OGEZ
Cabris • Monsieur Pierre BORNET
Caille • Monsieur Yves FUNEL
Collongues • Monsieur Raoul CASTEL
Escragnolles • Monsieur Henri CHIRIS
Gars • Monsieur Marino CASSEZ
Grasse • Monsieur Jérôme VIAUD
Grasse • Monsieur Ali AMRANE
Grasse • Monsieur Philippe BONELLI
Grasse • Madame Aline BOURDAIRE
Grasse • Madame Dominique BOURRET
Grasse • Madame Catherine BUTTY
Grasse • Monsieur Stéphane CASSARINI
Grasse • Madame Marie CHABAUD
Grasse • Madame Muriel CHABERT
Grasse • Madame Magali CONESA
Grasse • Madame Valérie COPIN
Grasse • Madame Laurence COSTE
Grasse • Monsieur Cyril DAUPHOUD
Grasse • Monsieur Nicolas DOYEN
Grasse • Madame Anne-Marie DUVAL
Grasse • Monsieur Paul EUZIERE
Grasse • Monsieur Jean-Marc GARNIER
Grasse • Madame Karine GIGODOT
Grasse • Monsieur Patrick ISNARD
Grasse • Madame Claude MASCARELLI
Grasse • Monsieur Roger MISSENTI
Grasse • Monsieur Christophe MOREL
Grasse • Madame Nicole NUTINI
Grasse • Madame Annie OGGERO-MAIRE
Grasse • Monsieur Pascal PELLEGRINO
Grasse • Monsieur Serge PERCHERON
Grasse • Monsieur Gilles RONDONI
Grasse • Monsieur François ROUSTAN
La Roquette-sur-Siagne • Monsieur Christian ORTEGA
La Roquette-sur-Siagne • Madame Sylvie MORLIERE
La Roquette-sur-Siagne • Monsieur Robert NOVELLI
Le Mas • Monsieur Ludovic SANCHEZ
Le Tignet • Monsieur Claude SERRA
Le Tignet • Madame Brigitte LUCAS

Les Muijous • Monsieur Gérard BOUCHARD
Mouans-Sartoux • Monsieur Pierre ASCHIERI
Mouans-Sartoux • Madame Annie FRECHE
Mouans-Sartoux • Madame Marie-Louise GOURDON
Mouans-Sartoux • Monsieur Christophe MARTELLO
Mouans-Sartoux • Monsieur Roland RAIBAUDI
Mouans-Sartoux • Madame Christiane REQUISTON
Pégomas • Madame Florence SIMON
Pégomas • Monsieur Marc COMBE
Pégomas • Madame Julie CREACH
Pégomas • Madame Martine UBALDI
Pégomas • Monsieur Alain YBERT
Peymeinade • Monsieur Philippe SAINTE-ROSE FANCHINE
Peymeinade • Monsieur Marc BAZALGETTE
Peymeinade • Monsieur Gérard DELHOMEZ
Peymeinade • Madame Odile DESPLANQUES
Peymeinade • Madame Catherine SEGUIN
Saint-Auban • Monsieur Claude CEPPI
Saint-Cézaire-sur-Siagne • Monsieur Christian ZEDET
Saint-Cézaire-sur-Siagne • Madame Marie AMMIRATI
Saint-Cézaire-sur-Siagne • Monsieur Jean-Pierre FRANCHI
Saint-Vallier-de-Thiery • Monsieur Jean-Marc DELIA
Saint-Vallier-de-Thiery • Madame Pauline LAUNAY
Séranon • Monsieur Claude BOMPAR
Spéracèdes • Monsieur Jean-Marc MACARIO
Valderoure • Monsieur Bernard ROUX

SUPPLÉANTS

Amirat • Monsieur Patrick TOSELLO
Andon • Madame Marie-Hélène CABRI-CLOUET
Briançonnet • Monsieur Raymond CARLIN
Cabris • Madame Caroline COLLET
Caille • Madame Marie-Christine PEYROUTOU
Collongues • Monsieur Joseph GARELLO
Escragnolles • Madame Geneviève PISCITELLI
Gars • Madame Myriam NOCERA
Le Mas • Monsieur Fabrice RUF
Les Muijous • Madame Germaine GERMAIN
Saint-Auban • Madame Françoise PASCAL
Séranon • Madame Nadine TENSIC
Spéracèdes • Madame Martine MAUBERT-REY
Valderoure • Madame Sandrine VEYAN

NOS COMPÉTENCES

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- › Études, création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires ou artisanales ;
- › Création, aménagement, gestion et entretien de locaux destinés à accueillir des entreprises (pépinières, hôtels d'entreprises...) ;
- › Actions de développement économique (aides à l'implantation, à la création et/ou au développement d'activités économiques) ;
- › Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme ;
- › Promotion de l'agriculture.

AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE - MOBILITÉ ET TRANSPORTS URBAINS

- › Schéma de Cohérence Territoriale et Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- › Études d'urbanisme et d'aménagement (Plans Locaux d'Urbanisme...) ;
- › Étude, création et réalisation de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- › Organisation des grands principes de déplacements, de circulation et de stationnement sur le territoire (Plan de Déplacements Urbains, Plan de Déplacements Administrations, Plan de Mobilités Employeur) ;
- › Déplacements modes actifs (service de location de VAE "La Bicyclette") ;
- › Amélioration de l'accessibilité des transports publics pour tous les publics (Service MobiPlus, Service SàD – Sillages à la Demande ;
- › Installation et entretien des abribus destinés aux usagers du réseau de transports ;
- › Organisation et exploitation du réseau de transports en commun ;
- › Réalisation d'infrastructures de transports en commun en site propre sur des secteurs prioritaires ;
- › Création et gestion des pôles d'échanges multimodaux (gare SNCF de Grasse et de Mouans-Sartoux) ;
- › Implantation de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

LOGEMENT, HABITAT ET RENOUVELLEMENT URBAIN

- › Planification de la construction de logements sur le territoire (Programme Local de l'Habitat) ;
- › Actions et aides financières en faveur du logement social ;
- › Cofinancement des Programmes de Renouvellement Urbain ;
- › Suivi et gestion des demandes de logement social ;
- › Aide à l'amélioration des logements privés : rénovation énergétique, adaptation à la perte d'autonomie et lutte contre l'habitat indigne.

SOLIDARITÉ ET COHÉSION SOCIALE

- › Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- › Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- › Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;
- › Accompagnement des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- › Maisons France Services.

ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

- › Création et gestion des terrains d'accueil pour les gens du voyage.

DÉCHETS

- › Collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers / recyclables ;
- › Actions en faveur de la réduction des déchets.

PETITE ENFANCE - JEUNESSE

›Gestion des crèches du secteur de Peymeinade, Le Tignet, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiery et Séranon ;

›Gestion du réseau d'assistants maternels via le relais d'assistants itinérants « Am Stram Ram » ;

›Gestion et animation de centres de loisirs périscolaires et extrascolaires sur certains secteurs du territoire.

EAU - ASSAINISSEMENT - EAUX PLUVIALES URBAINES

›Production, acheminement et distribution d'eau potable ;

›Collecte et Traitement des eaux usées ;

›Gestion des eaux pluviales urbaines.

GEMAPI

›Entretien et aménagement des cours d'eau ;

›Défense contre les inondations ;

›Protection des écosystèmes aquatiques, des zones humides.

ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE ET SECURITE

›Lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ;

›Sensibilisation et éducation au développement durable ;

›Prévention des risques : études et documents réglementaires ;

›Création d'une réserve intercommunale de sécurité civile ;

›Accompagnement technique aux communes ;

›Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

›Production d'énergie sur les sites de la CAPG ;

›Financement du SDIS.

SERVICE À LA POPULATION

›Maintien à domicile ;

›Maintien de l'offre médicale via la maison de santé intercommunale à Valderoure.

AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

›Aménagement numérique du territoire et déploiement de la fibre optique ;

›Accès aux Technologies de l'Information et de la Communication pour tous avec les Espaces Numériques Citoyens.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

›Développer l'offre de programme du supérieur ;

›Favoriser le développement et le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

›Créer et gérer les dispositifs du campus territorial multisite ;

›Mettre à disposition des locaux et moyens dédiés aux établissements partenaires ;

Soutenir la vie étudiante.

SPORTS ET CULTURE

›Équipements culturels et sportifs : MIP-JMIP, Théâtre de Grasse, ECS Val de Siagne et ECS Valderoure, équipements nautiques et salle d'escrime ;

›Actions en faveur des disciplines uniques sur le territoire : escrime, natation et école de rugby ;

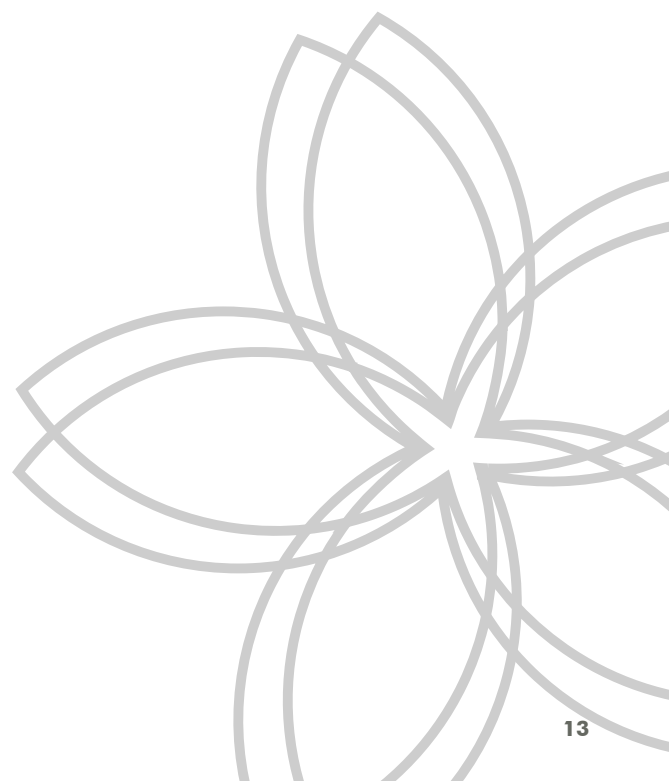
›Soutien à la station de ski de l'Audibergue ;

›Actions autour de l'Éducation Artistique et Culturelle, la lecture publique, le spectacle vivant et soutien aux artistes en résidence.

EMPLOI - ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

›Coordination et animation des dispositifs locaux pour l'emploi et l'insertion professionnelle ;

›Actions en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire.





23 COMMUNES

Amirat	► 51 habitants
Andon	► 640 habitants
Auribeau-sur-Siagne	► 3 251 habitants
Briançonnet	► 184 habitants
Cabris	► 1 393 habitants
Caille	► 403 habitants
Collongues	► 76 habitants
Escragnolles	► 615 habitants
Gars	► 76 habitants
Grasse	► 48 323 habitants
La Roquette-sur-Siagne	► 5 436 habitants
Le Mas	► 99 habitants
Le Tignet	► 3 105 habitants
Les Mujouls	► 40 habitants
Mouans-Sartoux	► 10 531 habitants
Pégomas	► 8 045 habitants
Peymeinade	► 8 256 habitants
Saint-Auban	► 213 habitants
Saint-Cézaire-sur-Siagne	► 3 924 habitants
Saint-Vallier-de-Thiey	► 3 667 habitants
Séranon	► 535 habitants
Spéracèdes	► 1 176 habitants
Valderoure	► 495 habitants
CAPG	► 100 534 habitants

Source : Insee, Recensement de la population
légal 2021, en vigueur au 1er janvier 2024
(population municipale)

EN BREF

Date de création : 1^{er} janvier 2014 / Population : 100 534 habitants

Superficie : 490 km²

Onze parcs d'activités : Pilon à Saint-Vallier-de-Thiey, Picourenc à Peymeinade, la Festre à Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Marc, Bois de Grasse, Carré-Marigarde et Sainte-Marguerite à Grasse, Tiragon et Argile à Mouans-Sartoux, la Plaine à La Roquette-sur-Siagne et la Fènerie à Pégomas

LES MOYENS GÉNÉRAUX

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

► Ressources Humaines
Qualité de vie au travail
Égalité femmes/hommes

► Affaires juridiques

► Communication

► Système d'Information Géographique

► Systèmes d'information

► Finances

► Commande publique

► Financements extérieurs

C'est une direction ressource "au service" des services de la CAPG.

Elle assure les missions nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation en matière de finances, ressources humaines, mutualisation, affaires juridiques & marchés publics, SIG, service d'informations et communication.

Des ressources au service des compétences

01



LES RESSOURCES HUMAINES

La Direction des Ressources Humaines a pour mission de s'assurer que l'organisation dispose du personnel nécessaire à son bon fonctionnement. Pour garantir l'efficacité de la CAPG, son personnel doit être performant. La formation joue un rôle essentiel dans l'adéquation optimale entre les compétences et les postes. La DRH veille également au respect des obligations légales en matière d'emploi et s'efforce de faciliter la vie et l'épanouissement des agents.

Transfert et création de 101 postes en 2023

- 51 agents transférés de la ville de Grasse et renforts à la DGST.
- 16 agents pour la jeunesse : réorganisation du temps de travail et remplacements d'agents absents.
- 6 agents pour la petite enfance : nouvelles obligations réglementaires et remplacements d'agents absents.
- 3 agents pour la collecte : recrutements en souffrance en 2022.
- 2 agents pour le développement économique.
- 2 agents pour le Pôle Intermodal de Grasse : recrutements en souffrance en 2022.
- 2 agents à la direction générale pour des renforts.
- 1 agent pour les assemblées.
- 1 agent pour la commande publique.
- 1 agent pour la direction des systèmes d'information.
- 1 agent pour l'eau et l'assainissement.
- 1 agent pour la direction générale adjointe (poste vacant en novembre 2022).
- 14 agents dans plusieurs services de la CAPG : remplacements d'agents absents ou en disponibilité.

726

agents au
31/12/2023
(625 au 31/12/2022)

515

titulaires (71%)

211

contractuels
(29%)

60%

de femmes

40%

d'hommes

437

cat. C (70%)

116

cat. B (18.5%)

72

cat. A (11.5%)

43.7 ans

moyenne d'âge

2.6%

travailleurs handicapés

78.5%

(tps complet)

10.3%

(tps partiel)

11.2%

(détachement,
dispo, congé parental)

Filière technique

34.5 %

Filière culturelle

8.1 %

Filière administrative

26.1 %

Filière sanitaire

6.4 %

Filière animation

23 %

Filière sportive

1.9 %

La mobilité interne

La politique de mobilité interne lancée en 2017 a été développée au sein de la collectivité. Cette démarche permet d'optimiser la répartition des effectifs et compétences dans les différents services en fonction de l'évolution des besoins, d'éviter les recrutements externes et de répondre aux aspirations professionnelles des agents. En 2023, 17 agents ont bénéficié d'une mobilité interne.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

17
mobilités
internes

59 396€

budget formation CNFPT

1 165

jours de formation
réalisés

La formation

Le budget 2023 de formation (hors cotisation CNFPT) s'est élevé à 59 396 € (dont 2 470 € pour le CPF).

1 165 jours de formation ont été réalisés en 2023. Le nombre de jours de formation est légèrement supérieur à celui de l'année 2022.

LA QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

La CAPG est impliquée dans une démarche visant à améliorer la qualité de vie et des conditions de travail : organisation, réalisation du travail, compétences et parcours professionnels, égalité au travail, projet d'entreprise et management, dialogue professionnel et social, santé et prévention. Cette démarche a pour objectif de coordonner ces différents aspects afin de préserver la santé des agents tout en améliorant la performance de la collectivité.

Organisation

Notre capacité à échanger et à collaborer sur la prévention des risques professionnels nous permet d'analyser le travail réel avec les agents, et, de mettre en œuvre l'ensemble des opérations à même de répondre à la demande (travail prescrit). On identifie ainsi l'ensemble des facteurs de risques professionnels, dont ceux pouvant être générés par l'organisation mise en place. Toutefois, les modifications organisationnelles répondent aussi à l'amélioration de la Qualité de Vie au Travail. Aussi, l'équipe carrière/paie, qui reçoit habituellement les collègues au siège, s'est déplacée à la rencontre des agents du Haut-Pays. deux nouvelles rencontres sur le site de France Services de Saint-Auban ont permis de répondre aux attentes des agents, facilitant ainsi des échanges en face-à-face et une meilleure qualité relationnelle avec ceux éloignés du siège.

Le contenu et la réalisation du travail

Cette année, deux membres de l'équipe des assistants de prévention ont été formés à la Prévention des Risques liés à l'Activité Physique. Cette formation doit permettre de nous appuyer sur des compétences internes pour prévenir l'usure professionnelle, mais également améliorer nos conditions d'exercice. Aussi, une première analyse du contenu et de la réalisation du travail de menuiserie, effectuée par les acteurs PRAP et les agents, a permis d'élaborer des propositions visant à l'amélioration de la performance et des conditions de travail.

Compétences et parcours professionnels

La Direction des Ressources Humaines reçoit les agents afin de les accompagner dans leur trajectoire professionnelle, la demande de mobilité au reclassement et pour la fin de carrière. Aussi, avons-nous complété nos entretiens individuels avec des outils comme le "MOTIVA" qui permet d'identifier les leviers de motivation qui nous mobilisent sur le plan professionnel. De plus, notre partenariat avec le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) de Paris nous permet de compléter cette réflexion autour des motivations avec l'identification de nos ressources personnelles, grâce au « bilan existentiel ». Enfin, cette démarche sur le parcours professionnel représente une opportunité de déroulement de carrière, mais aussi une possibilité d'anticiper l'usure professionnelle. La mobilité interne a ainsi permis 17 changements de poste en 2023.

Projet d'entreprise et management

Cette année a vu l'aboutissement d'une réflexion entre les agents et la direction en vue de dégager 5 valeurs qui font sens collectivement :

► **la cohésion** : encourager l'entraide, la solidarité et la reconnaissance ;

► **le sens du service** : choisir de s'engager au service des citoyens ;

► **l'efficacité** : développer son expertise et se former tout au long de la vie ;

► **l'adaptabilité** : être confronté au défi du travail, de l'environnement et de la société ;

► **la contribution** : être utile au développement du territoire.

Par ailleurs, le Club Manager a maintenu ses rencontres, favorisant ainsi le soutien et les échanges de pratiques entre cadres grâce à la formation et aux temps d'échanges dédiés. 18 managers sont engagés sur une démarche de réflexion continue depuis 4 ans.

Dialogue professionnel et dialogue social

L'instance de la Formation spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions du Travail s'est réunie trois fois au cours de l'année 2023. Elle a donné lieu à de nombreux échanges entre le collège des élus et celui des Représentants du Personnel (RP). C'est grâce au dialogue social qu'a émergé la mise en place du télétravail dont ont bénéficié 70 agents en 2023. Toujours dans cette dynamique de dialogue social, les Représentants du Personnel ont ouvert la négociation pour l'augmentation du montant des Titres restaurants.

Santé et prévention

Grâce à l'investissement en formation, les assistants de prévention ont effectué l'analyse d'accidents de travail afin de réduire les risques accidentogènes.

Enfin, nous avons poursuivi notre collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire du CDG06, notamment en accompagnant le retour des agents après une longue absence sur des postes et des temps de travail adaptés. Les préconisations médicales ont permis d'équiper nos agents de matériel ergonomique et de leur offrir des conditions de travail optimales.



L'ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Le principe d'égalité Femmes - Hommes inscrit dans le préambule de la constitution de 1946 est érigé aujourd'hui « grande cause nationale ». L'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur républicaine qui nécessite un engagement quotidien fort et durable de tous, femmes et hommes, responsables politiques, citoyens, collectivités locales et entreprises.

« Le Mars de l'Égalité »

En 2023, dans le cadre du « Grand pari de l'égalité en Pays de Grasse », la CAPG porte la 1^{re} édition du « Mars de l'égalité ».

À l'occasion du 8 mars, Journée Internationale des droits des femmes, la CAPG a sensibilisé à la mixité des métiers les jeunes de 4^e et 3^e de sept collèges. Plus de 60 bénévoles ont ainsi présenté leur parcours pour faciliter et inspirer le choix d'orientation des jeunes.

Ce projet a été réalisé en partenariat avec le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, le Rectorat de l'académie de Nice, l'Université Côte d'Azur, les communes de Mouans-Sartoux et de Grasse, l'association Femmes Cheffes d'entreprises...

L'occasion d'affirmer qu'il n'est plus de métiers qui ne soient accessibles qu'aux femmes et/ou aux hommes.

Une mobilisation exemplaire de : l'Université Côte d'Azur - CNRS - Association femmes cheffes d'entreprises - Les Premières Sud - Les entreprises pour la Cité - Nouv'Elles, La Maison de l'intelligence artificielle - Initiative terres d'Azur - Fleurs d'exception - What06 - French Tech Côte d'Azur - Festival du livre et le service culturel de la ville de Mouans-Sartoux - Ville de Grasse.

Le 4 avril 2023, grande soirée de clôture du « Mars de l'égalité »

La soirée organisée sur le site de Grasse Campus a réuni près de 80 personnes pour témoigner de l'engagement exemplaire d'un territoire en faveur de l'égalité pour tous. L'occasion de mettre en lumière des actions et initiatives portées par plus de 20 partenaires issus du monde associatif.

Le 23 novembre, sensibilisation des jeunes à l'occasion de la Journée Internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Près de 150 élèves, professeur(e)s, enseignant(e)s et acteurs du territoire étaient réunis à l'Espace Culturel et Sportif du Val de Siagne pour assister à la représentation de la Compagnie « A corps d'âmes ».

La formation aux enjeux de l'égalité

Les formations visent à renforcer la connaissance et la compréhension du sujet tout en répondant aux enjeux définis dans le cadre de la politique publique d'égalité professionnelle pour tous.

En 2023, les personnes en situation d'encadrement ont été conviées à une formation sur le recrutement inclusif. Une formation participative coanimée par deux expertes du cabinet « So inclusive » a posé les bases :

- des enjeux de l'inclusivité ;
- des principes de l'inclusion, du recrutement à l'intégration du nouveau personnel.

Un travail pour prendre conscience de l'intérêt d'une politique RH inclusive au sein des équipes et de la collectivité.

Favoriser la mixité, la parité, l'égalité et soutenir l'entrepreneuriat au féminin

Pour proposer une offre de services respectueuse des principes de l'égalité femmes - hommes aux habitant(e)s du territoire, la CAPG est présente et activement engagée au sein de plusieurs collectifs : Femmes Elues du 06, Dirigeantes et territoires, Club Egalité 06, FCE Femmes chefs d'entreprises, Nouv'Elles et Bouge ta boîte.

On en parle

L'engagement politique exemplaire ainsi que le déploiement systémique d'une politique publique en matière d'égalité femmes-hommes qui imprègne l'ensemble des services de la CAPG ont été présentés lors des journées d'actualités du CNFPT et aux Femmes Élues du 06.

La communication, interne et externe, joue un rôle essentiel pour souligner la volonté d'agir concrètement et l'importance de collaborer avec les forces vives de l'ensemble d'un territoire.

1500 jeunes
7 collèges
40 intervenants
intervenantes
25 métiers
représentés
28 organismes,
entreprises et asso

Depuis le 1er janvier 2023, la direction est rattachée à la Direction Générale des Services et s'organise autour de plusieurs secteurs d'activités : les affaires juridiques, les affaires institutionnelles et les assemblées.

Le rôle du service

Pivot réglementaire de l'administration, ses principaux objectifs sont, sur l'ensemble des compétences de la collectivité, d'accompagner les services dans leurs activités quotidiennes, leurs interrogations ou problématiques réglementaires, dans la réalisation des projets structurants de l'établissement, mais également d'assurer la préparation et le fonctionnement des assemblées délibérantes.

Les missions

- Conseils juridiques.
- Analyses et production de notes internes ou externalisées.
- Vérifications et modifications des actes réalisés par les services.
- Rédaction d'actes spécifiques.
- Accompagnement juridique des projets des services.
- Gestion des projets institutionnels divers.
- Gestion des précontentieux et contentieux de la collectivité territoriale (en lien avec les avocats).
- Gestion des assemblées communautaires / métropolitaines et leurs formalités.
- Gestion des actes administratifs.

Les temps forts de 2023

L'année 2023 a été marquée par plusieurs sujets ajoutés à l'activité courante :

- la gestion de la présidence du Pôle métropolitain CAP AZUR assurée

par les services de la CAPG : 4 conseils sur l'année.

- la mise en place du référent déontologue pour les élus, dispositif leur permettant de les conseiller sur toutes les questions d'ordre déontologique en lien avec l'exercice de leurs fonctions et la charte de l' élu local. Dans un souci de solidarité et de facilitation, le portage administratif de ce dispositif est mutualisé pour les communes qui l'ont souhaité.

- L'accompagnement des réflexions réglementaires autour du projet de la mutualisation du Parc

automobile et dans la production des actes.

- L'assistance à la direction générale sur des affaires réservées.

- Plus de 50 dossiers supplémentaires (par rapport à 2022) en gestion sur la partie juridique/ institutionnelle.

- Plus de 40 actes supplémentaires (par rapport à 2022) traités aux assemblées.

Les affaires juridiques / institutionnelles

318

dossiers en gestion dont 208 actes travaillés et/ ou sécurisés. 104 analyses juridiques réalisées. 6 nouveaux précontentieux / contentieux (hors commande publique).

Les assemblées

7

conseils communautaires. 18 Bureaux communautaires. 508 actes traités : 220 délibérations + 1 motion / 101 décisions du Bureau / 175 décisions du Président / 8 arrêtés du Président / 3 certificats administratifs.

Le Pôle métropolitain Cap Azur

4

conseils métropolitains (au siège de la CAPG). 3 Comités de Direction (au siège de la CAPG). 18 actes traités : 18 délibérations.

LA COMMUNICATION

La communication joue un rôle clé en informant les habitants des initiatives intercommunales, en facilitant la concertation publique et en renforçant le sentiment d'appartenance à un territoire commun.

Notre stratégie d'information a été déployée en utilisant et combinant tous les canaux de communication pour toucher un public le plus large possible. La communication digitale (réseaux sociaux, site web, newsletter) a été privilégiée pour faciliter la diffusion rapide d'informations.

Une approche qui renforce notre engagement envers le développement durable et répond aux attentes en matière de responsabilité environnementale. Le service communication a pour mission de

promouvoir les actions auprès des agents et agentes (interne) et auprès des habitants et habitantes (externe) :

- Animation du site internet de la CAPG et diffusion des informations sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram, You Tube,...) ;

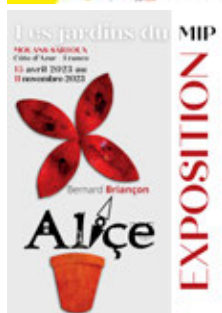
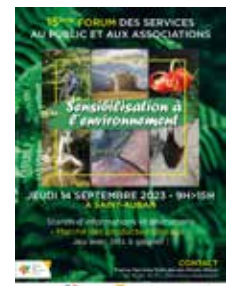
- Conception des campagnes de communication (affichage public, diffusion presse et radio, panneaux, invitations, flyers, e-mailings, brochures diverses...) ;

- Relations presse ;

- Mise en oeuvre de la communication interne : Lettre interne, Efferve' sens. Réflexion sur l'accueil des nouveaux agents, sur la valorisation des métiers.

- Gestion, coordination et suivi des événements en lien avec les services de la CAPG et des partenaires ;

- Conception, production et suivi de tous les supports de communication.



SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

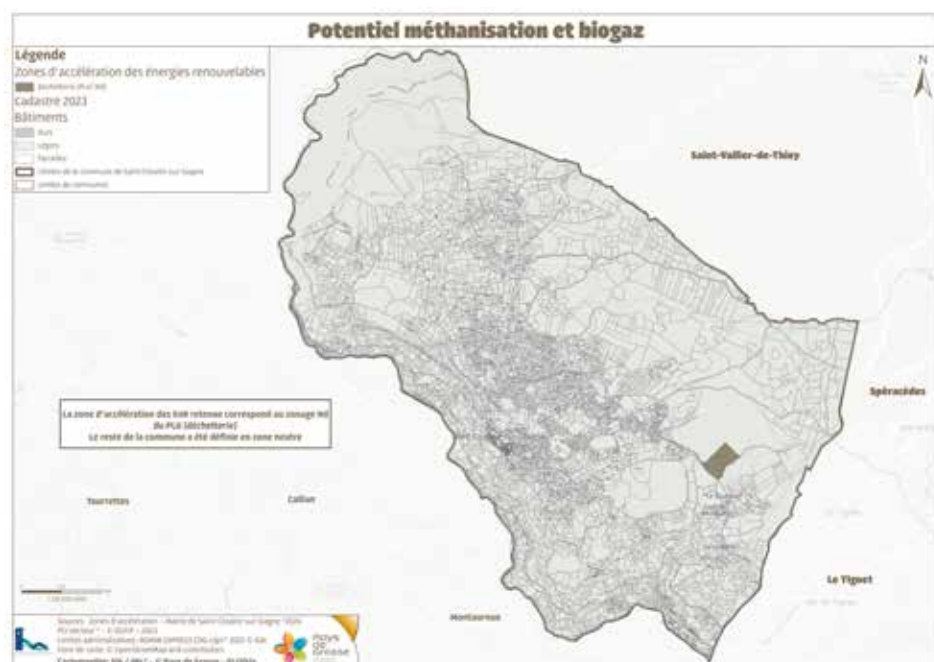
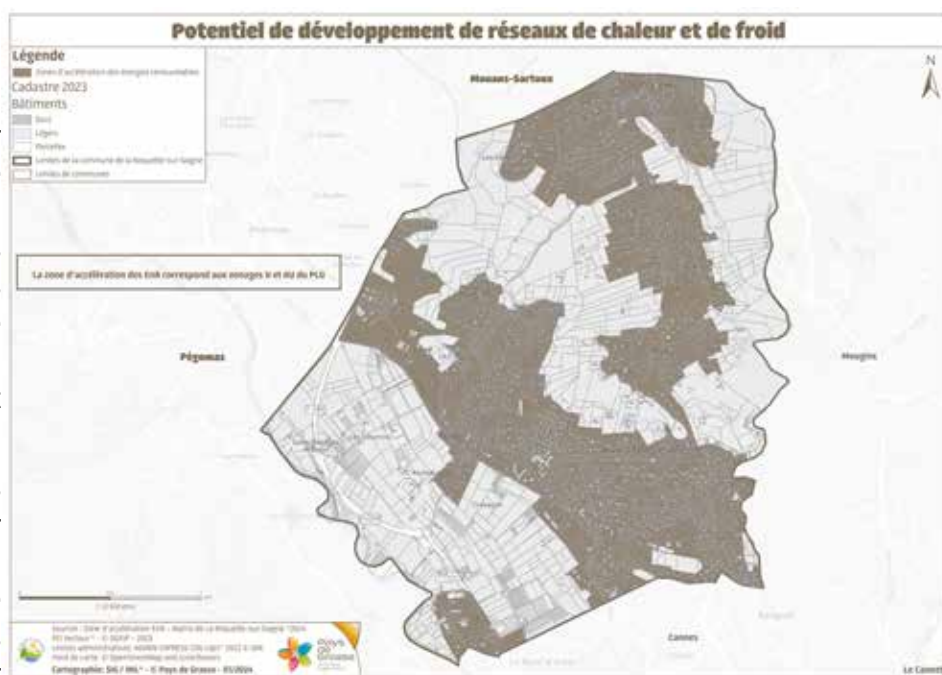
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Le service SIG accompagne l'ensemble des élus et agents dans une grande variété de projets. Les types de demandes vont de la simple carte de localisation (de parcelles communales, de caméras de vidéosurveillance et autres) aux traitements plus complexes de mise à jour (notamment PLU) ou de création (Observatoire foncier, PDM...) en passant par la réalisation d'applications Web publiques, privées, nomades, 2D ou 3D (Atlas agricole, l'ESS, Tourisme ski...). Le SIG est un outil d'aide à la décision qui permet de mieux représenter notre territoire, le comprendre et l'analyser.

Élaboration des Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables (APER) : 147 cartographies

La loi APER du 10 mars 2023 a pour objectif national d'atteindre la neutralité carbone en 2050. C'est pourquoi les 23 communes membres ont été invitées à définir des zones d'accélération des énergies renouvelables : Éolien, Solaire (au sol et en toiture), Géothermie, Méthanisation, Réseaux de chaleur et Hydroélectricité.

La quasi-totalité des communes a souhaité être accompagnée par la CAPG sur cette problématique. Cet accompagnement technique et administratif mobilise 3 services (l'Énergie, l'Aménagement et le SIG) pour l'animation de réunions techniques, la mise à disposition de boîtes à outils et la réalisation de cartes. Cet appui se traduit notamment par la compilation de données SIG, l'élaboration de 7 cartes EnR, la réalisation et transmission de guides, la structuration de la donnée et aide à son dépôt sur le portail cartographique EnR mis en place par l'Etat. Ce projet a été lancé en 2023 et se poursuivra en 2024. Pour mener à bien ce volet SIG, 3 à 4 jours de travail par commune sont nécessaires. 21 communes de la CAPG sur 23 ont accepté d'être accompagnées par les services Énergie et SIG de la CAPG. Ce sont donc plus de 147 cartes EnR qui ont et seront réalisées par notre service en 2023 et 2024.



Site @ du portail national : <https://macarte.ign.fr/carte/1X3jxe/Carte-EnR-Grand-public>

Planification : Évolutions du PLU de Grasse

La modification de droit commun n°1 du PLU de Grasse a été prescrite en mars 2021, complétée en août 2022, lancée en septembre 2022 et s'est poursuivie tout au long de l'année en 2023.

Le service SIG a pris en charge les nombreuses modifications du plan de zonages.

Cette modification a nécessité la réalisation de 3 autres procédures en simultané. En effet, la cartographie de la mise en compatibilité n°1 approuvée le 12/12/2019, la révision allégée n°2 qui sera approuvée en 2024 ainsi que la mise à jour n°5 des SUP approuvée le 08/08/2023 ont dû être également cartographiées. Ce sont donc 4 documents qui ont été mis à jour en 2023.

De plus, un bilan de compatibilité SCOT a été réalisé à la demande de la DDTM06, avec de nombreuses analyses, cartes et recherches de données auprès de partenaires ou bureaux d'études extérieurs.

Enfin, la mise à disposition du public de cette modification n°1 a été réalisée le 26 septembre 2023. Ce travail en interne permet des échanges et des réalisations cartographiques optimisés entre le service Planification et le SIG.

L'approbation ainsi que le dépôt sur le Géoportail de l'Urbanisme seront réalisés en 2024.

Dépôt sur le Géoportail de l'Urbanisme (GPU) des documents d'urbanisme (DU)

Le service SIG a déposé, sur le GPU, les DU de 8 communes de la CAPG en 2023. Ils sont disponibles sur le GPU

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>.

Base Adresse Locale (BAL) des 23 communes et la BAN (Base Adresse Nationale)

Le décret n°2023-767 du 11 août 2023 est relatif à la mise à disposition, par les communes, des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions. Les 23 communes de la CAPG sont concernées.

Ce décret entre en vigueur :

►le 1er janvier 2024 : à cette date, les 9 communes (+2 000 hbts) doivent avoir réalisé la première mise à disposition de leurs données d'adressage sur le site internet www.adresse.data.gouv.fr.

►Une application différée est prévue pour les 14 communes de 2 000 habitants et moins, pour lesquelles la première mise à disposition doit intervenir au plus tard le 1er juin 2024.

Le service SIG a proposé un accompagnement technique le déploiement des BAL auprès des communes intéressées. Cela s'est traduit par une présentation de la BAN, de la plateforme Open-data, une aide à l'ouverture des accès à leurs BAL respectives, la transmission de manuels de saisie, une aide à la consultation de prestataires extérieurs et la comparaison de devis reçus.

3 Communes ont certifié leurs adresses à 100%, 14 communes sont en cours de certification et 6 doivent encore ouvrir leurs accès.

Toutes ces données traitées par le service SIG (ZaEnR, GPU et BAN) sont des données Open-Data accessibles à tous les administrés.

124

cartes produites
en 2023

138

participations à
des projets

310

utilisateurs
des outils web
cartographiques

28

applications
cartographiques
dynamiques

LES SYSTÈMES D'INFORMATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Les systèmes d'information sont des ensembles organisés de ressources technologiques, de données et de processus qui collectent, traitent, stockent et diffusent des informations pour soutenir la prise de décision, la coordination et le contrôle au sein des organisations.

La Direction des Systèmes d'Information est au cœur des métiers de la Communauté d'Agglomération, un véritable pilier du bon fonctionnement des infrastructures techniques (réseau, téléphonie, stockage) et des applicatifs métiers dédiés aux ressources liées au digital. Elle a pour vocation d'assister l'ensemble des services et directions dans l'usage des outils informatiques au quotidien et de mettre en œuvre des solutions numériques innovantes adaptées aux enjeux de la performance publique.

La DSI, composée de 9 agents, gère les systèmes et applicatifs informatiques d'une multitude de sites de la Communauté d'Agglomération, répartis sur le territoire, comme le Musée International de la Parfumerie, les Jardins du MIP, l'hôtel d'entreprise Grasse Biotech, la pépinière InnovaGrasse, les sites à Saint-Cézaire-sur-Siagne et Saint-Auban, la maison médicale de Valderoure, mais aussi, depuis fin 2022, le bâtiment Grasse Campus.

Concrètement, un schéma directeur a été élaboré afin de planifier la remise à niveau des infrastructures, la revue des processus internes de support et de pilotage de projets et la mise en service de solutions collaboratives de dernière génération.

Faits marquants

- Mise en service du site Grasse Campus pour les 400 étudiants de la rentrée 2023 (Accès Internet WIFI dernière génération, 6 écrans interactifs tactiles, 50 PC à disposition dans les salles informatiques...).
- Renouvellement des ressources PC des bureaux France Service.
- Renouvellement des équipements de sécurité (pare-feu) et de sauvegarde.
- Mise en service des outils de messagerie et collaboratif O365.
- Raccordement progressif des sites éligibles à la fibre sur le territoire (5 sites).
- Plan de renouvellement du Parc informatique (25 PC en 2023).

► Activation d'un nouvel outil de gestion interne du support technique (GLPI). +- 3200 tickets d'incidents et de demandes traités en 2023.

2023 aura été marquée par une réorganisation forte de la Direction avec l'ambition de préparer la transformation numérique des outils et des usages.



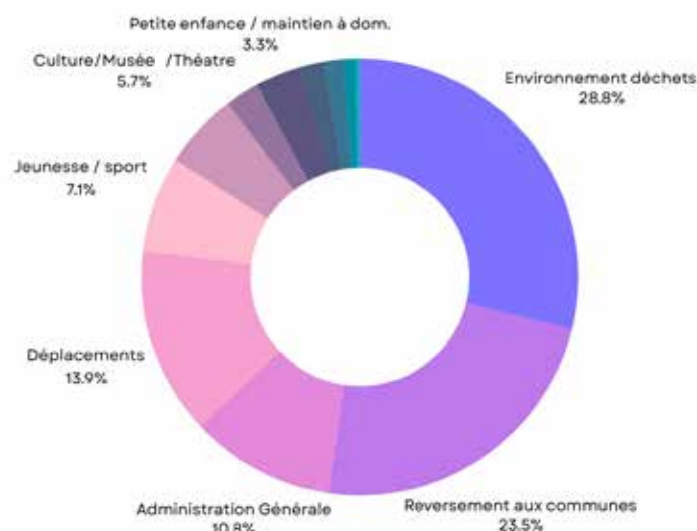
LES FINANCES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Les finances englobent la gestion des ressources budgétaires et fiscales, permettant de financer les projets et les services intercommunaux tout en assurant une répartition équitable des contributions et des bénéfices entre les communes membres.

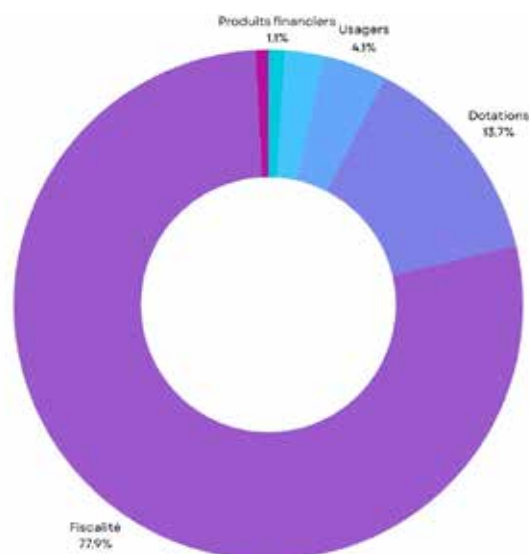
Dépenses de fonctionnement par politique publique

Politique publique	Montant TTC
Environnement déchets et GEMAPI	28 630 847,64 €
Reversement aux communes et FPIC/ FNGIR	23 340 732,01 €
Administration Générale	10 698 604,92 €
Déplacements	13 804 679,53 €
Jeunesse et sport	7 043 729,61 €
Culture/Musée/Théâtre	5 626 411,74 €
Développement économique et Tourisme	2 513 219,15 €
Petite enfance et maintien à domicile	3 329 076,00 €
Emploi et solidarités	1 845 946,62 €
Charge de la dette	1 390 724,72 €
Habitat, Logement	895 254,82 €
Enseignement supérieur	309 198,14 €
	99 428 424,90 €



Ressources

	Montant TTC
Revenus locatifs	525 784,75 €
Produits financiers	1 150 546,67 €
Remboursement des frais de personnel	2 634 773,75 €
Usagers	4 394 606,08 €
Dotations	14 879 886,91 €
Fiscalité	84 495 084,04 €
Produits exceptionnels	870 655,32 €



Dépenses de fonctionnement

	Montant TTC
Charges à caractère général	15,3M€
Frais de personnel	26,5M€
Reversement de fiscalité	32,9M€
Autres charges de gestion courante	23,2M€
Intérêts de la dette	1,4M€
Charges exceptionnelles	0,2M€
Dotations aux amortissements	4,4M€

Recettes de fonctionnement

	Montant TTC
Produits de services	7,6M€
Fiscalité	84,5M€
Dotations	14,9M€
Autres produits de gestion courante	0,5M€
Produits financiers	1,2M€
Produits exceptionnels	0,8M€
Recettes de personnel	0,6M€

Dépenses d'investissement

	Montant TTC
Remboursement emprunt	4,7M€
Etudes	1,3M€
Subvention investissement	1,9M€
Matériel	1,6M€
Travaux	3,8M€
Immobilisations financières	0,2M€
Opérations sous délégations	1,6M€
Opérations d'intégration	4,2M€

Recettes d'investissement

	Montant TTC
Dotations et FCTVA	1,2M€
Excédent capitalisé	2,8M€
Subventions	2,8M€
Dotations aux amortissements	4,4M€
Opérations sous délégations	2,3M€
Opérations d'intégration	4,2M€

LA COMMANDE PUBLIQUE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

La commande publique désigne l'ensemble des achats de biens, de services et de travaux effectués par les administrations et les collectivités publiques, visant à satisfaire les besoins d'intérêt général tout en respectant les principes de transparence, d'égalité et de concurrence.

Le rôle du service

La direction de la commande publique conseille et assiste les directions opérationnelles de la Communauté d'Agglomération pour les marchés publics et délégation de services publics nécessaires à la mise en œuvre des projets ainsi qu'à la satisfaction de l'intérêt général.

Le service contribue également au renforcement de la politique d'achats durables, mise en œuvre en incitant les entreprises à proposer des fournitures et des services écoresponsables ou socialement responsables.

Assistances et délégations

Cette année 2023 a vu une assistance et les délégations de maîtrise d'ouvrage aux communes d'Auribeau-sur-Siagne, de Briançonnet, de Cabris, d'Escagnolles, et de St-Vallier-de-Thiery pour la passation et l'exécution de marchés de travaux. Ces conventions assurent aux communes un appui technique, administratif et juridique dans la mise en œuvre de leurs projets jusqu'à leur réalisation.

Groupement de commandes

Des groupements de commandes ont également été constitués avec :

►La Ville de Grasse, le Conseil départemental 06 pour la réalisation d'une étude de Trafic Poids Lourds sur le secteur de Grasse.

►La Ville de Grasse, les communes d'Auribeau-sur-Siagne, de Cabris, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiery, Saint-Cézaire-sur-Siagne, du CCAS de Grasse, du SIEF, de la Régie des Eaux du Canal Belletrud ainsi que la Régie des Parkings Grassois pour la fourniture d'électricité et de gaz.

►La Ville de Grasse et le CCAS de Grasse pour une mission d'évaluation annuelle des moyens d'aération, de prélèvements et d'analyses de la qualité de l'air intérieur dans les crèches, les écoles primaires, les maternelles et divers bâtiments accueillant les enfants.

►Les communes de Briançonnet, Cabris, Pégomas, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Séranon, Spéracèdes, du Tignet et de Valderoure pour la fourniture et la livraison de repas et de goûters en liaison froide pour la restauration scolaire, les centres de loisirs, les crèches et le portage de repas à domicile.

Assistance technique

Fortes de leur expérience quotidienne, la direction de la commande publique et les directions opérationnelles mettent à disposition des communes membres qui en font la demande, une assistance technique, juridique et

financière.

Ces services ponctuels d'ingénierie locale permettent aux communes de s'assurer d'un savoir-faire technique et d'une sécurité juridique dans le montage et la mise en œuvre de leurs projets.

55

marchés attribués
en procédure
adaptée

13

marchés attribués
sur appels d'offres
ouverts

46

marchés
reconduits

1

marché
réservé

FINANCEMENTS EXTERIEURS

Les financements extérieurs sont des ressources financières obtenues de sources non locales, telles que les subventions nationales ou européennes, et sont essentiels pour soutenir des projets de développement, d'infrastructure et d'innovation.

Le rôle du service

Dans un contexte budgétaire contraint, les collectivités territoriales sont obligées de s'ouvrir à une démarche intégrant dynamique stratégique et gestion rigoureuse des moyens. En effet, face, d'une part, à une baisse des recettes et, d'autre part, à des sollicitations de plus en plus fortes, il est indispensable de mettre en place des techniques et des outils spécifiques favorisant un pilotage optimisé des actions et visant l'efficacité de l'action publique.

Cette direction a pour objectif d'accompagner les différentes directions, les services et agents dans leurs projets et la recherche de financements associés dans un objectif d'optimisation des recettes. Cela concerne aussi bien les financements auprès des financeurs nationaux qu'europeens.

Les Contractualisations

L'année 2023 a été marquée par les éléments suivants :

►La nouvelle politique territoriale régionale « Nos territoires d'abord » apporte des évolutions significatives à la contractualisation régionale. Il s'agit d'abord de proposer une politique plus ambitieuse pour porter les objectifs du Plan climat régional « Une COP d'avance » et ceux du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité territoriale, et de répondre aux enjeux identifiés des territoires dans ce cadre. L'objectif est également

de mieux articuler la politique contractuelle d'aménagement du territoire de la Région avec le Contrat d'avenir et, de manière plus ponctuelle, avec les dispositifs nationaux tels que « Petites villes de demain ». Le contrat du Pays de Grasse a été approuvé par délibération du Conseil Régional du 23 juin 2023. L'enveloppe contractualisée sur 5 ans est de 18 641 430 €.

►Le Contrat de Relance et de Transition Écologique qui regroupe l'ensemble des interventions de l'État sur le territoire (opérations relevant du contrat de ville, du FIDPR, de l'Action Cœur de Ville, de petites villes de demain, de la DETR, de la DSIL...), s'est inscrit dans la continuité du Contrat de Transition Écologique qui a pris fin en juillet 2022.

►La convention Horizon 2026 a été signée le 7 janvier 2022 (contrat de territoire - dispositif contractuel avec le Département) et contient des opérations CAPG, Ville de Grasse, RECB, SIEB, SI3V et SIEF. Sont inscrites plusieurs opérations thématiques :

- opérations relevant du service déplacement.
- opérations relevant du service culture.
- opérations relevant de plusieurs autres thématiques.

Les fonds européens

Dans le cadre de la prochaine programmation des fonds européens, pour la période 2021-2027, une démarche de concertation est lancée sur la base de diagnostics thématiques et territoriaux. Les propositions réglementaires de la Commission européenne, définissant les objectifs stratégiques, viennent d'être publiées.

De facto, dans chaque État membre, les autorités de gestion des fonds européens doivent s'atteler à l'élaboration de nouveaux programmes opérationnels.

Le programme opérationnel 2021-2027 FEDER-FSE+-FTJ a été validé en novembre 2022. Après une première vague d'appels à projets courant d'année 2023, une deuxième vague plus efficiente est attendue pour 2024.

18 641 430€

.....
enveloppe du
Conseil Régional
contractualisée sur
5 ans

UNE AGGLO SOLIDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- ▶ Petite enfance
- ▶ Maintien à domicile
- ▶ Emploi - ESS
- ▶ CTG
- ▶ Jeunesse
- ▶ Habitat - Logement
- ▶ Pôle d'assistance aux communes
- ▶ Développement social des territoires

De l'accueil des jeunes enfants à l'aide à domicile des personnes âgées, en passant par l'emploi, la jeunesse, le logement, les maisons France Services, la politique de la ville et bien d'autres sujets, la solidarité se retrouve au coeur de l'action de la communauté d'agglomération.

Un lien fort et solidaire avec les habitants

02



Les intercommunalités disposent d'une responsabilité centrale en matière de petite enfance. L'offre d'accueil de l'enfant est au coeur des politiques publiques menées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Un des objectifs phares : proposer une égalité d'accès et un mode de garde qualitatif.

Projet 100% Éducation Artistique et Culturelle (EAC)

7 intervenants culturels et artistiques et 3 compagnies d'artistes en résidence sont intervenus dans les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) et le Relais Petite Enfance (RPE).

62 spectacles de marionnettes/contes, 30 ateliers lectures de contes, 34 ateliers d'expression corporelle sur ballon, 11 séances de baby gym, 50 ateliers d'éveil musical ou encore 42 séances de Yoga ont eu lieu.

L'objectif de ces interventions est de sensibiliser tous les jeunes enfants aux pratiques artistiques et culturelles dès le plus jeune âge.

Semaine nationale de la petite enfance du 18 au 25 mars : EXPLORER L'EXTRAORDINAIRE DANS LE QUOTIDIEN

La crèche de la Poussinière a ouvert ses portes aux familles le 23 mars 2023.

Elles ont apporté différents objets insolites, matière à explorer, cartons pour « créer » de nouvelles choses. Au cours de la journée, les parents ont participé à des activités originales et variées. Les familles se sont laissé transporter



dans l'univers POP (Populaire, Ouvert, Pétillant) à travers les différents espaces délimités (sous-marin, musical, fluo...). L'intervenante musicale, Anne-Solenn, a présenté un atelier parents-enfants d'exploration des instruments, du chant et de la musique.

Égalité filles/garçons : Chaque crèche a proposé son projet d'activités non stéréotypées.

► **Lou Galoupin** : Sensibilisation des parents à l'importance du choix de port de vêtements et accessoires favorisant ou empêchant la mobilité et la motricité des enfants.

► **Daudet** : Activité vélo/moto alternativement filles/garçons et pratique mixte de l'activité.

► **Enfantoun** : Favoriser la motricité dans les espaces

extérieurs pour les filles et proposer des activités pour développer la motricité fine des garçons.

► **La Voie Lactée** : Organisation du carnaval des animaux 2023.

► **L'étoile des Pioupious** : Stimuler le langage durant les repas et les interactions enfants/adultes et enfants/enfants (filles – garçons).

► **La Poussinière** : Écrire et conceptualiser les personnages d'une histoire en inversant les rôles communément attribués aux filles et aux garçons.

Le service petite enfance a également participé en mars au mois de l'égalité : un agent est intervenu auprès de collégiens de 3e afin de témoigner de son parcours professionnel au sein de la CAPG et du service petite enfance.



Nous développons et gérons des structures d'accueil afin de répondre aux besoins des familles et de favoriser l'épanouissement des jeunes enfants.



En collaboration avec Sabine BÈGUE, nous avons établi le plan d'actions de la « petite enfance 2024-2027 toutes et tous ÉGAUX ».

LE RELAIS PETITE ENFANCE

Guichet unique d'information et d'orientation des familles

► Renseigne les familles sur l'ensemble des modes d'accueil présents sur le territoire, les accompagne dans la définition de leurs besoins et dans le choix d'un mode de garde correspondant à leurs attentes.

► Assure la centralisation des demandes d'accueil et la préinscription en accueil régulier pour tous les établissements CAPG.

► Met en relation l'offre publique et privée et la demande d'accueil individuel ou collectif.

► Met en lien les familles en recherche d'un ou d'une assistante maternelle avec celles et ceux ayant des disponibilités d'accueil.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

149

.....
familles reçues par
le guichet unique
en 2023

Résultats de la commission du 14 mars 2023

Demandes	Admissions	Liste d'attente	Demandes	Admissions	Liste d'attente	Demandes	Admissions	Liste d'attente
Section bébés			Section moyens			Section grands		
44	33	11	45	32	13	24	19	5

L'OFFRE D'ACCUEIL

MOYEN PAYS

6 communes
21 303 habitants

57 agents petite enfance
84 assistants maternels agréés indépendants

4 établissements multi-accueil collectif

- La Poussinière (Peymeinade) : 40 places
- Villa Daudet (Peymeinade) : 18 places
- La Voie Lactée (Le Tignet) : 36 places
- L'Enfantoun (St-Vallier-de-Thiery) : 15 places

1 établissement multi-accueil collectif et familial

• Étoile des Pioupious (St-Cézaire/Siagne)
Accueil collectif : 12 places
Accueil familial : 3 places

HAUT PAYS

12 communes
3 506 habitants

5 agents petite enfance

1 micro crèche :

- Lou Galoupin (Seranon) : 12 places

Nombre de places :

- Dans le public : 136
- Dans le privé : 285

Activité

- 285 enfants inscrits pour 206 118 heures d'accueil

Accompagnement et professionnalisation des professionnels de l'accueil individuel

► 216 temps collectifs et ateliers d'éveil organisés sur différentes communes.

► 52 assistants maternels / 2 assistants familiaux / 185 enfants.

► 11 séances de formation / 40 participants.

► 7 assistants maternels accueillis pour un soutien professionnel et un accompagnement à la parentalité.

► 3 réunions d'information sur le métier d'assistant maternel.

Actions nouvelles 2023

► Ateliers d'éveil dans le Haut-Pays pour accompagner 3 nouveaux assistants maternels.

► Matinée découverte sur les métiers de la petite enfance en partenariat avec Pôle Emploi.

► Réunion "devenir parents" en partenariat avec la CAF.

LE MAINTIEN À DOMICILE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Présent sur six communes du moyen pays : Cabris, Le Tignet, Peymeinade, Spéracèdes, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, le service maintien à domicile comprend un service d'aide à domicile (SAD) mis directement en œuvre par des agents de la CAPG et un service de portage de repas organisé par la CAPG qui fait appel à un prestataire pour la confection et la livraison des repas.



Portage de repas

Dans le cadre du renouvellement du marché de restauration hors domicile en septembre 2023, les modalités de livraison des repas à domicile ont évolué.

►Le service est accessible aux personnes de plus de 65 ans ou, pour les moins de 65 ans, aux personnes porteuses de handicap ou justifiant leur demande par un certificat médical.

►La remise directe aux bénéficiaires est garantie et une veille sociale effectuée par les livreurs.

À partir du 1^{er} janvier 2024 une tarification progressive en

fonction du revenu fiscal de référence par personne est mise en place.

La confection des repas et leur livraison ont été confiées à la société ELIOR qui a missionné la Poste pour les livraisons.

La Communauté d'Agglomération organise l'enregistrement des inscriptions et des commandes, la transmission à Elior et à La Poste, le suivi des relations avec les bénéficiaires et la facturation.

Les problèmes ponctuels de livraison sont traités en temps réel avec les prestataires. Le suivi qualité a lieu dans le cadre de rencontres périodiques.

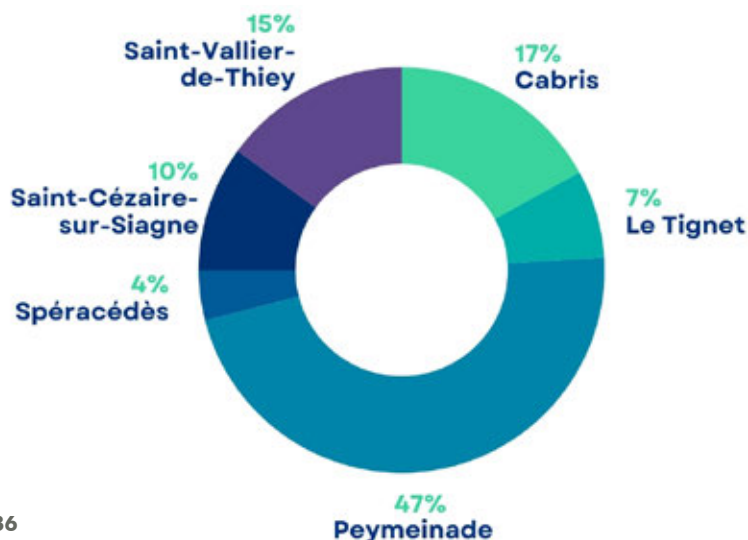
Le service a enregistré de bons

retours sur la qualité des repas et les conditions de livraison. La remise en main propre par les livreurs de la poste, lesquels sont très appréciés des bénéficiaires, et l'enregistrement des livraisons sur une plate-forme client permettent un suivi régulier de la prestation. Les livreurs assurent la veille sociale souhaitée par la CAPG.

En 2023, 52 nouveaux bénéficiaires ont été enregistrés pour 57 arrêts, dont 23 qui étaient inscrits la même année. Les départs sont dus à des décès, changements de situations (entrée en EHPAD, déménagement...), des essais jugés non concluants.

La journée alimentaire comprend un déjeuner complet et un potage, un laitage et un dessert le soir. En 2023, le tarif unique par journée est de 7.90 €.

Répartition des repas livrés par communes en 2023



21 148

repas

137

bénéficiaires

SAD : Service d'Aide à Domicile

En 2023, l'activité du SAD a été réduite et recentrée sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Deux aides à domicile effectuent les interventions et les remplacements sont assurés par l'adjointe administrative du service, également aide à domicile.

30 bénéficiaires, dont 9 prises en charge ponctuelles (mutuelles).

En décembre 2023, le service comptait 18 bénéficiaires permanents, dont 14 bénéficiaires de l'aide sociale pour des prestations d'aide-ménagère (13 bénéficiaires au titre de l'âge et 1 au titre du handicap), 2 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APA) et 2 bénéficiaires en plein tarif.

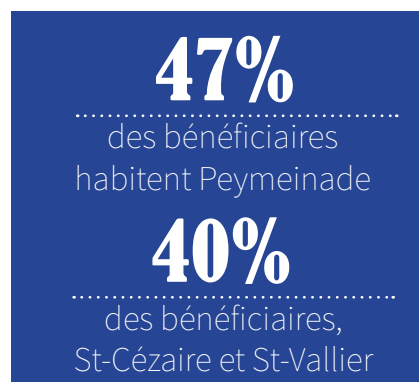
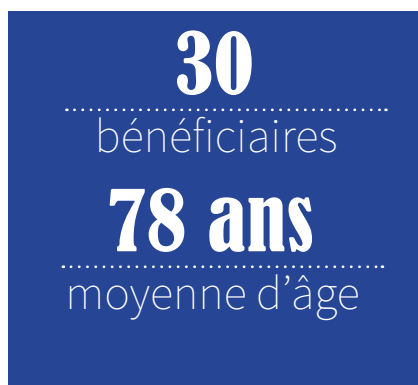
La réduction d'activité et la solution apportée aux remplacements ont diminué la charge de travail et la pression liées à la gestion des plannings et permis de dégager du temps pour le suivi des bénéficiaires et la qualité des prestations.

L'analyse des questionnaires de satisfaction envoyés aux bénéficiaires en décembre 2023 confirme que les destinataires du service en sont très satisfaits.

Toutes les personnes ayant répondu sont globalement très satisfaites (69%) ou satisfaites (31%).

60% des prestations indispensables 40% utiles.

Toutes les personnes trouvent la prestation adaptée à leurs besoins.



SAAD			Portage de repas	
2023	Heures	Nbe bénéficiaires dans l'année	Nombre	Nbe bénéficiaires dans l'année
CABRIS	16	1	3656	23
LE TIGNET	12	1	1535	13
PEYMEINADE	1370	14	9893	59
SPERACEDES	446.5	2	768	4
ST-CEZAIRE	69	6	2118	17
ST-VALLIER	949	6	3178	21
	2863	30	21148	137

Le maintien à domicile des personnes âgées permet de préserver leur autonomie et leur qualité de vie en les entourant d'un environnement sécurisant. Cela nécessite une coordination efficace des services d'accompagnement à domicile pour répondre à leurs besoins spécifiques.

La CAPG est compétente pour accompagner les individus vers l'emploi. Elle organise des manifestations en collaboration avec ses partenaires pour répondre aux besoins des entreprises et offrir des opportunités aux demandeurs d'emploi. Ainsi, pour soutenir cet objectif, des actions, rendez-vous et visites entreprises sont proposés tout au long de l'année.



LA RELATION AVEC LES ENTREPRISES

Collecte des offres d'emploi

Le lien étroit entretenu avec les entreprises du territoire permet de répondre de façon précise aux problématiques de certains employeurs. Les entreprises contactent la CAPG pour diffusion de leurs offres d'emploi à travers le réseau : PLIE, Espaces Activités Emploi, Mission Locale du Pays de Grasse et structures intervenant dans les champs de l'emploi et de l'insertion.

Mise en relation et suivi des candidats

Une première sélection est réalisée pour répondre avec pertinence aux besoins de chaque entreprise. La CAPG effectue la mise en relation entre le candidat et l'entreprise en tant qu'interlocuteur unique local.

Organisation de visites d'entreprises

La semaine de l'Industrie a été l'occasion d'organiser une action pour les bénéficiaires du PLIE et les demandeurs d'emploi seniors.

3 visites d'entreprises :

►ELECTRONIE à Mouans-Sartoux, spécialisée dans la fabrication de cartes et systèmes électroniques.

►MOD VERRE à Grasse, spécialiste du matériel de laboratoire et de la verrerie pour parfumerie, cosmétiques, arômes, produits pharmaceutiques.

►TOURNAIRE à Grasse, expert de la protection des matières sensibles et dangereuses avec des conditionnements sur mesure.

28 personnes ont découvert les métiers proposés par ces industries.

Information

Le « flash éco recrutement » est une newsletter qui relate l'actualité emploi de notre territoire, présente les acteurs du bassin (entreprises et partenaires), les événements thématiques à venir, et diffuse des offres d'emploi et des candidatures.

LES ACTIONS EMPLOI

Les ateliers

De nombreux ateliers destinés à lever des freins périphériques :

►Hygiène et conseils vestimentaires, coiffure et esthétique.

►Préparation à l'entretien d'embauche.

►Visite d'entreprises du territoire du Pays de Grasse.

►Lecture d'offres aux bénéficiaires du dispositif Senior Réussite, dans le Centre-Ville de Grasse.



Grâce à des dispositifs adaptés aux besoins locaux, nous tentons de développer des stratégies concertées pour améliorer l'accès à l'emploi, en facilitant la formation, l'insertion et la reconversion des travailleurs.



Des matinées de recrutement lors desquelles les demandeurs d'emploi peuvent rencontrer, suivant l'actualité, une entreprise ou une agence d'intérim sur rendez-vous.

Les permanences pour les agences intérimaires de 2023 :

- Advance Emploi
- Intérima
- Manpower

Les actions recrutement spécifiques pour les entreprises

- Recrutement "Action".
- Café recrutement à Saint-Auban.

193 personnes.

LES FORUMS

Les 10 jours pour l'emploi en Pays de Grasse

Cette édition se déroule sur l'année complète et propose plusieurs rendez-vous avec les partenaires de l'emploi local.

L'ensemble des acteurs s'est mobilisé pour proposer une offre de services qualitative, un accueil et un accompagnement personnalisés.

Forum emploi le 2 février

Près de 800 candidats sont venus rencontrer plus de 50 entreprises, divers secteurs d'activités.

Au-delà des conseils CV, de la préparation aux entretiens, un volet supplémentaire a été proposé pour aborder les besoins « périphériques » susceptibles de faciliter la reprise d'emploi, comme la garde d'enfant ou la mobilité.

Au programme, une aire numérique animée par un conseiller pour modifier et/ou imprimer un curriculum vitae, un atelier découverte des métiers avec un casque de réalité virtuelle, un stand « entretiens minute » pour une meilleure préparation face aux recruteurs ou encore un espace de rencontres avec des acteurs institutionnels tels que Pôle Emploi, la Mission Locale, le PLIE...

Les autres actions des 10 jours pour l'emploi

- Forum Jobs d'été le 15 mars à Mouans-Sartoux.
- Forum de l'économie sociale et solidaire le 17 mars à Mouans-Sartoux.
- Forum formation et alternance le 5 avril à Grasse.
- Café Créateur le 13 avril à Grasse
- Forum emploi le 4 mai à Pégomas.
- Place de l'emploi et de la formation le 15 juin à Saint-Vallier-de-Thiery.
- Place de l'emploi et de la formation le 21 septembre à Pégomas.
- Le jeudi de l'emploi se met au sport le 5 octobre à Grasse.
- Matinée de l'intérim le 14 novembre à Grasse.
- Jeudi de l'emploi le 7 décembre à Grasse.

LE PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI (PLIE)

le PLIE est un dispositif renforcé d'accompagnement des demandeurs d'emploi résidant en Pays de Grasse. Son objectif est de lever les obstacles à l'emploi et de faciliter l'accès et le maintien dans un emploi durable pour les personnes en insertion

769
demandeurs d'emploi

455
accompagnements renforcés

106
sorties positives



PROGRAMME COMPLET SUR [PAYSDEGRASSE.FR](https://paysdegrasse.fr)

sociale et professionnelle. Le PLIE propose des parcours personnalisés et adaptés aux besoins de chaque bénéficiaire, visant à maximiser ses chances de réussite. En 2023, le PLIE a soutenu 769 demandeurs d'emploi, dont 455 ont bénéficié d'un accompagnement renforcé. Parmi eux, 106 ont réussi à trouver un emploi, à suivre une formation qualifiante ou ont créé leur propre entreprise.

Depuis deux ans, le dispositif s'appuie également sur un accompagnement social personnalisé. Le Pôle social du PLIE contribue activement à tisser des liens avec les partenaires du territoire et met en œuvre des actions sur le plan de la santé, du logement et du surendettement.

1re soirée des Réussites

L'objectif était la mise en lumière des parcours de retour à l'emploi de 10 participants. Plus de 80 personnes étaient présentes, dont des élus locaux, des représentants d'institution, de la Région, du Département, et des partenaires de l'emploi et de l'insertion. Cette soirée a été l'occasion de célébrer les réussites individuelles et collectives, de favoriser les échanges et de remercier ceux qui, tout au long de l'année, contribuent au succès du dispositif. Cet événement démontre l'importance du soutien et de l'accompagnement dans le parcours vers l'emploi, ainsi que l'impact positif du PLIE sur la vie quotidienne des personnes en insertion.

L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'ESS se présente comme :

- Une économie de proximité
- Un mode d'entreprendre en collectif qui contribue à apporter des réponses d'utilité sociale (lutte contre l'exclusion sociale et territoriale).
- Une économie des solutions et des innovations pour un développement local plus soutenable.

Mobilités douces, énergies renouvelables, numérique utile, bien vieillir, économie circulaire, alimentation durable pour tous, coopérations, insertion professionnelle, mutualisations, tiers-lieux, pouvoir d'agir des citoyens, diversités culturelles... autant de sujets dont s'empare efficacement l'ESS sur notre territoire.

L'ESS en lumière

Pas moins de 20 événements pendant le *Mois de l'ESS*, plus d'une centaine d'acteurs mobilisés et 1500 personnes sensibilisées, une dizaine de nouveaux projets à accompagner et le lancement d'un cycle « Ciné-débat citoyen » sur l'ESS comme activateur du pouvoir d'agir des citoyens.

Une reconnaissance institutionnelle de l'implication du territoire dans le soutien à l'ESS, avec l'inauguration de l'antenne départementale de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS06) à la Maison du Commerce à Grasse.

Sur le Haut-Pays de Grasse, des collectifs de consommateurs, agriculteurs, citoyens, acteurs publics et privés, s'organisent pour mettre en place d'autres

modèles permettant de relocaliser une alimentation saine. Foncière solidaire, supermarché coopératif, jardin partagé, tiers-lieu nourricier... autant d'initiatives d'ESS qui participent à notre Projet d'Alimentation Territoriale -PAT- et que nous avons valorisé lors des secondes Rencontr'ESS du Haut-Pays de Grasse, le dimanche 9 juillet 2023 à l'espace culturel et sportif « Jean-Paul Henry » à Valderoure.

2 482

salariés sur la CAPG

11%

de l'emploi privé sur la CAPG

274

associations, coopératives, mutuelles, fondations

25%

de l'emploi privé en zone rurale

10 à 15%

d'habitants sous le seuil de pauvreté

1%

de production agricole pour nos besoins alimentaires

ESPACE NUMÉRIQUE CITOYEN - SUDLABS DES MONTS D'AZUR

Action régionale 2023- 2024 d'accompagnement numérique

Objectif de l'action : Impliquer et motiver les citoyens (professionnels et grand public) à travers des animations numériques thématiques visant à stimuler les échanges, à remettre en question et à encourager les changements. Les personnes bénéficiant d'une formation gratuite sur un logiciel de diaporama doivent en contrepartie partager leurs réflexions sur des questions sociétales devant le public de l'ENC. Le but est de sensibiliser aux enjeux tels que l'impact des déchets, la protection de la biodiversité, les modes de production et de consommation et les pratiques à adopter pour promouvoir des initiatives d'éco-conception, tant au niveau individuel qu'industriel.

Animations numériques 2023

► 2 animations (avec *International Air Photo & la Grotte de la Baume Obscure* et le CDD du PNR des Préalpes d'Azur) : Préservation de la richesse naturelle, l'eau.

40 participants – 4 intervenants

► 1 animation : pollution engendrée par nos déchets.

9 participants – 2 intervenants

► 2 journées consacrées à la distribution de composteurs.

27 bénéficiaires – 3 intervenants

► 11 animations sur le "vivant, le respect de l'environnement et sa protection".

101 participants dont 19 enfants – 3 intervenants

► 4 animations : protection de nos forêts contre les processionnaires et augmentation des effectifs de mésanges ; ateliers suivi de

construction de nichoirs.

44 participants - 11 intervenants

► 5 prestations gratuites de formation réalisées par l'ENC pour 4 personnes qui sont, en contrepartie, intervenues sur une des thématiques.

► 2 forums emploi sur l'éco-citoyenneté mis en place par l'ENC et ses partenaires à l'emploi : valorisation des métiers agricoles, de l'arboriculture, du circuit-court et des produits bios locaux en présence du marché d'agriculteurs et du pressoir – valorisation du reconditionnement d'outils numériques. Atelier animé par le Conseiller Numérique itinérant du Département 06. Valorisation du covoiturage à travers la présence du service Transport.

62 participants en recherche d'emploi – 7 intervenants

► le 15ème Forum des Services au Public, en partenariat avec la France Services des Monts d'Azur sur la thématique « Sensibilisation à l'environnement ». Le SudLabs des Monts d'Azur a regroupé de nombreux acteurs sur des questions sociétales : La Maison de l'intelligence artificielle au

service de l'environnement, la
banque de matériel favorisant
le réemploi de matériels

informatiques, des photographes amateurs et professionnels valorisant la biodiversité sur notre territoire, un artiste-peintre avec ses œuvres sur la nature... Un jeu numérique participatif a été mis en place par le SubLabs des Monts d'Azur et le Conseiller Numérique itinérant du département 06.

300 personnes, 66 stands.

Mise à disposition de la salle de l'ENC auprès d'organismes de formation extérieurs

Formation par le Sictiam de 6 secrétaires de mairie sur cimetière et cartographie le 26 juin 2023, 7 secrétaires sur XMAP le 20 juin 2023, 9 secrétaires sur la sensibilisation au RGPD le 12 juin 2023, 6 secrétaires sur les marchés sécurisés le 14 avril 2023, 7 secrétaires sur le budget le 7 mars 2023, 12 secrétaires sur la gestion de l'inventaire le 2 mars 2023 et 7 secrétaires sur les opérations de fin d'exercice le 10 janvier 2023 et le 21 juin 2023.

8 ateliers de formation SICTIAM - 47 personnes.



Une pré-enquête auprès du public souhaitant prendre sa retraite a été menée

La MSA, la CARSAT et l'ARGIC-ARRCO étaient présents le 9 mai 2023. Afin de répondre aux demandes, 2 autres dates ont été programmées le 27 juin et le 18 juillet 2023.

80 personnes reçues.

Mise à disposition de la salle de l'ENC auprès de la DDTM.

Le 20 avril 2023, 40 agriculteurs ont été accompagnés sur leur télédéclaration en lien avec leurs aides surfaces (TELEPAC) et 18 agriculteurs le 19 janvier 2023 pour leurs demandes de protection et d'aides animalières.

58 agriculteurs reçus.

LE CENTRE DE FORMATION DU PAYS DE GRASSE (CFPG)

Le Centre de Formation Jean Brandy est renommé Centre de Formation du Pays de Grasse (CFPG). Cet organisme labellisé Qualiopi est porté par le Service Emploi, Insertion & ESS et met en place des formations pour répondre aux besoins du territoire.

ACTIONS 2023

Senior.es Réussite

Le CFPG fut lauréat de cet appel à projet en 2022, en consortium avec l'association 1Pacte Emploi du territoire Cannes Pays de Lérins pour couvrir tout l'ouest du département. Ce dispositif a débuté en mai 2022 et s'est terminé le 16 juin 2023.

Les deux dernières sessions de 10 semaines ont eu lieu du

►16 janvier au 24 mars 2023.

►10 avril au 16 juin 2023.

Quelques chiffres :

►19 participants.

►4 visites d'entreprise.

►62 actions collectives, dont certaines avec les services de la CAPG, telles que CARSAT, lecture d'offres, simulations d'entretien, etc.

Présence sur nos forums de l'emploi

►3 immersions en entreprise grasseise.

►1 personne recrutée à la CAPG.

Clap de fin : soirée de la Réussite le 20 juin 2023 à la Bastide Rouge.

APPELS À PROJETS 2023

Appels à projets subventionnés par la DREETS et France Travail.

Le CFPG a répondu à 4 appels à projet en consortium :

►3 appels à projet CAP TRANSEA.

►1 appel à projet Sénior.

Demande auprès de la DRAJES

►Le CFPG a déposé un dossier pour obtenir l'habilitation BAFA.

APPELS À PROJETS LAURÉATS

CAP 50+

Le CFPG est en consortium avec l'association 1Pacte Emploi (mandataire) et les entreprises suivantes : ORPEA, HOME & CARE, ELIOR (territoire du Pays de Grasse) et Flagship, Saperlipopette, NEC+, Hôtel Juliana (territoire Pays de Lérins).

►7 entreprises dans le consortium.

►50 postes ouverts aux actifs seniors de 50 ans et + sur la durée

du projet.

►Objectif de 100% des postes pourvus.

CAP Réconciliation

CAP RECONCILIATION a pour objectif de rapprocher les entreprises en recherche de candidats des publics PIC élargis en recherche d'emploi.

L'entrepreneur recherche la personne qui possède les compétences requises pour le poste, avec une expérience avérée dans le domaine et qui pourras'intégrer immédiatement dans l'équipe grâce à son savoir-être et sa motivation

Le consortium, dont le CFPG est le mandataire, est composé de ITEC, FLC formation, AKSIS et deux entreprises du territoire, STME et BLH.

CAP Animation

Les métiers de l'animation sont en tension. Le CFPG est mandataire du consortium avec les structures employeuses : la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la ville de Mouans-Sartoux, l'association « Art et Education ».

Nous nous appuyons sur une entreprise partenaire « la Fondation des Apprentis d'Auteuil ».

Actions mise en place

2 semaines « Vis ma vie dans l'animation » du 26 février 2024 au 1er mars 2024 et du 1er avril au 5 avril 2024.

PROJET SENIOR PRIC

Dans le cadre de la semaine de l'industrie, le groupe Senior réussite 6 a visité 3 entreprises :

TOURNAIRE, MOD'VERRE et

ECTRONIE à Grasse.

10 Personnes de Sénior réussite

CLASSE TRANSPLANTÉE SUR LA COMMUNE DE LE MAS

Le CFPG a facilité la collaboration entre le Lycée professionnel Francis de Croisset et la commune de LE MAS. Les étudiants de ce lycée ont eu l'opportunité de découvrir une autre approche des métiers de l'hôtellerie et de la restauration. Contrairement aux établissements urbains, ceux du Haut-Pays, tels que l'Auberge communale du Mas, se doivent de satisfaire les clients pour qu'ils reviennent et qu'ils recommandent l'adresse.

Grâce à un programme spécifique, les étudiants ont pu vivre une expérience pratique complète au sein de cet établissement, incluant la découverte des métiers de la restauration (cuisine, salle, bar) et de l'hébergement (Hôtel, chambres d'hôtes).

LA MAISON DE SANTÉ PLURIPROFESSIONNELLE À VALDEROURE

L'organisation du système de santé reste largement centralisée et la CAPG n'exerce pas de compétence obligatoire dans ce domaine.

Néanmoins, elle a, comme beaucoup de collectivités, dû faire face à la crise du COVID et s'engager pour offrir des solutions locales. Elle intervient notamment dans le domaine de l'action sociale à travers des programmes de santé spécifiques tels que la lutte contre les maladies transmissibles, la lutte contre les addictions...

Plus directement, la CAPG agit contre la désertification

médicale dans le Haut-Pays de Grasse en facilitant l'installation ou le maintien de professionnels de santé au sein de la Maison de santé pluriprofessionnelle (article L. 1511-8 du Code général des collectivités territoriales).

Un outil de territoire pour un Haut-Pays étendu

Le territoire d'intervention de la Maison Médicale située à Valderoure est plus vaste que les limites administratives du Pays de Grasse et s'étend sur un rayon de 30 km. Trois départements sont concernés : Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence et le Var. Ce territoire comprend 21 communes, toutes rurales.

La population de ce territoire est en croissance constante avec une proportion élevée de personnes âgées de plus de 75 ans vivant seules : 59% contre une moyenne régionale de 42,3%.

Une équipe pluridisciplinaire de professionnels

L'offre de soins proposée à la Maison Médicale est pluriprofessionnelle. En 2023, le plateau médical se composait de deux cabinets de médecins généralistes, deux cabinets infirmiers, un cabinet de kinésithérapie et ostéopathie,

un cabinet dentaire, un cabinet de podologie, un cabinet d'orthophonie, ainsi qu'un service de pro-pharmacie pour les communes et les patients les plus isolés.

Une offre médicale permanente complétée tous les mois par des spécialités complémentaires : sages-femmes, psychologue adulte et enfant, gastro-entérologue et endocrinologue.

Malgré cette offre médicale de proximité, les besoins du territoire restent importants et l'accueil de nouveaux professionnels, notamment médecins généralistes, est une priorité.

En 2023, la CAPG a octroyé plus de 18 700€ d'aides financières pour accueillir et installer de nouveaux praticiens.



La première CTG/Charte 2020-2023 a été signée par les 23 communes, la CAF06 et la MSA et démontre son efficacité en termes de cohérence dans les actions menées, dans le travail en transversalité et le partage de connaissances. Elle est venue remplacer dès 2020 les contrats "enfance jeunesse" afin de prendre une dimension davantage familiale.



La CTG/Charte : Un projet social de territoire

Les champs d'intervention suivants ont été choisis dès la première CTG : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, accès aux droits, logement, inclusion numérique, prévention, handicap.

Les 10 thématiques CTG ont été réparties sur 7 groupes de travail réunis toutes les 6 semaines.

Le rythme soutenu des groupes de travail leur permet d'avancer en même temps sur la démarche et d'atteindre les objectifs liés à la convention.

Les 25 chargés de coopération répartis sur tout le territoire CAPG, la pilote, la collaboratrice CTG et les partenaires CAF et MSA œuvrent ensemble à la bonne marche du projet.

La CTG s'inscrit ainsi dans une démarche complémentaire, partenariale et innovante en corrélation avec les politiques publiques et les perspectives de la COG (convention d'objectifs et de gestion de la CNAF).

D'autres notions telles que l'égalité pour toutes et tous, la

charte handicap, le 100% EAC en lien avec la culture... viendront compléter notre prochaine convention territoriale globale 2024-2028.

Un dispositif au service des Services

Petite-enfance : 10 actions

- 124 Places sur l'EPCI (exclusivement des porteurs privés).
- Déploiement géographique du Relais Petite Enfance de la CAPG.
- Expérimentation d'un projet auprès des demandeurs d'emploi et des modes de garde et Avip (crèches à vocation d'insertion professionnelle) à Grasse.
- Création d'un réseau petite enfance.

Jeunesse : 7 actions

- Réorganisation du travail des équipes CAPG.
- Temps d'immersion entre les services jeunesse du territoire.
- Signature d'un PEDT (projet éducatif territorial) pour chaque commune.
- Organisation de colonies apprenantes CAPG.

Autonomie des Jeunes : 8 actions

- Solidarité inter-accueil de loisirs.
- Passeport citoyen sur la commune de Grasse.
- Création d'un espace jeune citoyen à Grasse.
- Rencontre de tous les CMJ de la CAPG.

Parentalité : 12 actions

- Information collective devenir parents.
- Requalification du réseau local ouest.
- Définition des périmètres de la CTG et REAAP. (réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents).
- Journée de la parentalité à l'échelle de l'EPCI.
- Création d'un LAEP (lieu d'accueil enfants-parents) sur Grasse.

Animation de la vie sociale : 6 actions

- Création d'un réseau des acteurs dans le Haut-Pays.
- Diagnostic des besoins pour la création d'un EVS (Espace de Vie Sociale) sur la commune de Mouans-Sartoux.

►Création d'une structure ouverte et participative sur Peymeinade.

Accès aux droits et numérique : 11 actions

►Expérimentation de l'action solvabilisation des équipes d'animation.

►Développement et promotion de l'outil Soliguide.

►Action accès aux droits auprès des étudiants de Grasse Campus.

►Recensement des besoins auprès des partenaires conventionnés.

Handicap : 6 actions

►Signature de la charte.

►Développement des FPT et coordination handicap.

►Déploiement de la communication.

►Forum handicap à Pégomas.

COPIL et orientation de la nouvelle COG (Convention d'objectifs et de gestion) CAF

Le 29 Novembre 2023 a été organisé le 3e COPIL de la CTG/ Charte Territoriale avec les familles en présence du président de la CAPG, de la CAF des Alpes-Maritimes, de la MSA Provence Azur, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Alpes-Maritimes et de nombreux élus de la CAPG.

Ce COPIL avait pour objectif de proposer un temps d'échanges entre élus et techniciens afin d'aborder le nouveau cadre d'application de la prochaine CTG.

Le renouvellement de la CTG pour 2024-2028 ouvrira de nouvelles opportunités pour une approche plus globale en faveur des familles du territoire.

La Caisse Primaire d'Assurance

Maladie 06 souhaite intégrer la démarche de la future CTG au bénéfice des habitants du territoire, sur les champs de l'accès aux soins et de la prévention santé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

actions

6

chargés de
coopération

FINANCEMENTS DE LA CTG

Les actions CTG représentent 20% du coût de fonctionnement Petite-enfance/Jeunesse qui s'élève au global à 715 835 €

Le coût des actions CTG : 143 438€

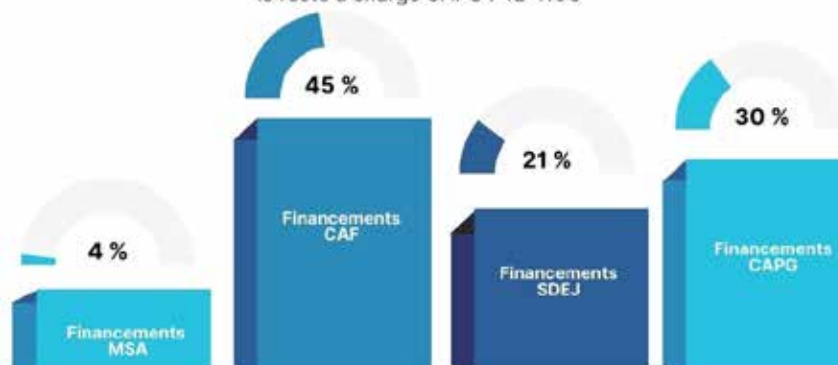
les financements :

CAF : 64 650€

SDEJ : 30 378€

MSA : 6 000€

le reste à charge CAPG : 42 410€



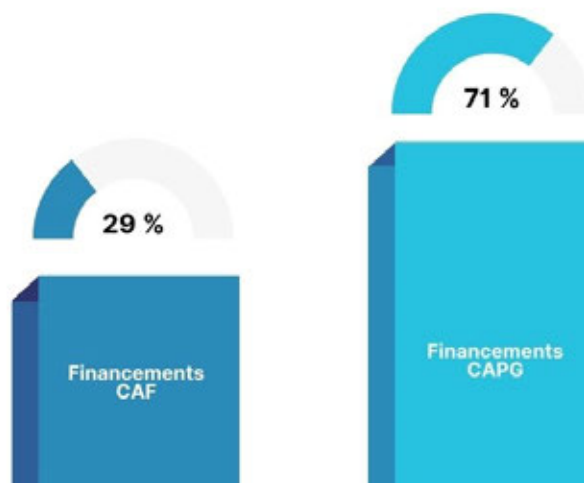
FINANCEMENTS DE LA CTG

Le coût RH de la CTG représente 3,68% du coût salarial global pour la Petite-enfance/Jeunesse qui s'élève à 6 197 662€

Le coût des RH chargés de coopération et pilote : 227 862€

co-financement CAF : 65 065€

le reste à charge CAPG : 162 797€



La compétence JEUNESSE s'exerce sur 19 des 23 communes du territoire de la Communauté d'Agglomération (Grasse, la Roquette-sur-Siagne, Pégomas et Mouans-Sartoux n'ayant pas transféré cette compétence). Le service Jeunesse et Sports encadre les enfants sur les différents temps, péri et extrascolaires.



PÉRISCOLAIRE

Les accueils périscolaires sont des lieux où se mêlent le plaisir, le jeu et le partage dans le respect des valeurs démocratiques.

Les taux d'encadrement

Par décret n° 2016-1051 du 1^{er} août 2016 le taux d'encadrement pendant ces temps est de :

- Un animateur pour 14 enfants de moins de 6 ans.
- Un animateur pour 18 enfants de plus de 6 ans.

L'accueil du matin

Les objectifs sont d'accueillir les enfants avant le temps scolaire en permettant une transition en douceur entre la famille et la collectivité autour d'activités calmes.

Accueil échelonné sur chaque groupe scolaire de 7h30 à 8h30.

- 7h00 pour Saint-Vallier-de-Thiey et Saint-Cézaire-sur-Siagne.
- 7h15 pour le Tignet.

La pause méridienne

Le taux moyen de fréquentation est de 90% sur toutes les écoles du territoire.

► 11h30 – 13h30 Auribeau-sur-Siagne, Cabris, Peymeinade, Le Tignet, Saint-Vallier-de-Thiey, Spéracèdes.

► 12h00 – 14h00 Saint-Cézaire-sur-Siagne et Le Tignet.

Pour les communes EX-CCMA, ce temps est géré par la commune.

La pause méridienne est structurée autour d'un temps de repas et d'un temps d'animation. Des temps de calme sont proposés avant le retour en classe.

À Saint-Vallier-de-Thiey, un travail d'accompagnement en cantine est en place depuis deux ans, visant une meilleure qualité du temps de repas pour les enfants, (certification ECOCERT de niveau III).

L'accueil du soir

Des activités « ouvertes » sportives, culturelles et artistiques sont proposées sur la base du volontariat, après le goûter.

EXTRASCOLAIRE & PÉRISCOLAIRE DU MERCREDI

L'action éducative se déroule lors des temps extrascolaires, ainsi que les mercredis, sur 8 sites.

Les enfants de 3 ans à 17 ans sont accueillis de 7h30 à 18h00, par groupes et par tranche d'âge.

Tous les enfants résidant sur le territoire de la CAPG peuvent bénéficier des Accueils de Loisirs Sans Hébergement. Les enfants hors du territoire peuvent être accueillis sous réserve de place disponible.

Nos accueils de loisirs sont des entités éducatives habilitées par la SDJES. Ils offrent des activités de loisirs diversifiées permettant un apprentissage ludique des choses ou de la vie en communauté, le tout



Nous visons à offrir aux jeunes des services et des activités adaptés, tels que des centres de loisirs, des programmes éducatifs en périscolaires et des activités ados. En investissant dans le développement des jeunes, l'objectif est de bâtir une société plus dynamique, inclusive et équitable.



s'articulant autour d'un projet pédagogique et de deux temps :

- Le temps d'animation.
- Le temps de vie quotidienne.

Par l'arrêté modifié du 31/07/2008 – le taux d'encadrement pendant ces temps est de :

- Un animateur pour 8 enfants âgés de moins de 6 ans.
- Un animateur pour 12 enfants âgés de plus de 6 ans.

Projets phares en 2023

►**Jeux d'enfants** : récolte de jouets au sein des accueils de loisirs et vente lors des marchés de Noël du territoire. Les bénéfices sont reversés à l'IME Val Fleur et à l'association « Source d'espoir ».

►**100% mixité** : thématique transversale mise en place autour d'activités de sensibilisation.

►**Les « chantiers jeunes » au sein du local ados** : débroussaillage des abords de nos ERP, travaux de peinture et de réfection de salles pour des écoles, la piscine, etc. en échange d'activités ou de projets construits par les jeunes. Les ados deviennent acteurs de leurs loisirs.

►**Dispositif « 100% EAC »** : 5 artistes sur 7 accueils de loisirs et sur la base du volontariat. Ce dispositif est proposé par la DRAC PACA en partenariat avec le service Culture.

►**Les Conseils municipaux des jeunes et l'organisation de différentes rencontres inter-CMJ des communes du territoire.** Plus de 100 jeunes, issus de chaque CMJ, se rencontrent et participent à une journée commune autour d'activités liées à la citoyenneté.

►**Nouvelle organisation du temps de travail pour les équipes.** Fin des horaires

entrecoupés et fonctionnement par équipes du matin et du soir. Cette organisation vise à l'amélioration du temps de travail des agents et à la réduction de la pénibilité du travail spécifique au métier d'animateur.

LE LOCAL ADOS

Sur notre territoire, un local ados avec deux antennes est présent :

- Saint-Vallier-de-Thiery.
- Peymeinade.

Les activités :

►En périscolaire les lundis, mardis, jeudis, vendredis à partir de 16h00 et les mercredis après-midi en période scolaire : dessin, escalade, initiation danse, parkour ainsi que différents sports.

►Des temps d'intervention du local ados ont lieu de 11h30 à 13h30 sur les deux collèges du territoire, ainsi qu'à partir de 15h30 sur le collège de Saint-Vallier-de-Thiery.

►Le local est ouvert les samedis ponctuellement et pendant toutes les vacances scolaires.

Ces locaux permettent aux jeunes de se retrouver et de participer à des activités culturelles, sportives et de détente diverses et variées, de réaliser de nombreuses sorties en extérieur pour découvrir plusieurs pratiques (catamaran, rafting, via-ferrata, plongée sous-marine, visite de musées...).

Des « nocturnes » sont également organisées en fonction des envies des jeunes avec un repas à l'extérieur au restaurant (bowling, billard...).

En 2023, nous avons proposé un nouveau format en parallèle de l'accueil classique pour nos ados, les « chantiers de jeunes ». Chaque collectivité peut solliciter

les ados pour la réalisation de divers chantiers d'intérêts collectifs. Ce travail effectué par les jeunes leur permet en échange de monter des projets d'activité à moindres coûts.

LES SÉJOURS

Les séjours organisés « Séjours de Vacances » présentent une dominante physique et sportive tout en veillant à ce que l'épanouissement de chacun soit respecté.

►Les séjours Neige en février : une semaine à la montagne avec au programme ski, neige, patinoire, construction d'igloo...

►Les séjours multiactivités en été : 12 jours à la montagne avec VTT, escalade, randonnées pédestres, courses d'orientations, via ferrata.

►Des séjours VTT itinérants en avril.

►Des mini-séjours ados sous tente en auto-gestion, ainsi qu'un séjour surf en avril à Capbreton.

►Des séjours sous tipis à Saint-Vallier-de-Thiery (5 séjours d'une semaine entre juillet et août).

2800

enfants

18

écoles maternelles
& élémentaires

8

accueils de loisirs

1

local ados avec 2
antennes

La reconquête urbaine a pour objectif de revitaliser les centres-villes et de protéger le patrimoine historique. Il est important d'associer les propriétaires et les bailleurs afin de faciliter des opérations qui amélioreront l'habitat sur notre territoire, qu'il soit privé ou social.



DÉLÉGATION DES AIDES À LA PIERRE, C'EST QUOI ?

Une compétence, confiée par l'Etat et l'Anah à la CAPG qui, depuis le 1er janvier 2021, attribue les aides financières pour la construction et la réhabilitation du parc social ainsi que la rénovation du parc privé.

LE PARC PUBLIC : ralentissement de la programmation du logement social

►11 programmes agréés en 2023 : 126 logements sociaux.

Soit 1/3 de l'objectif quantitatif fixé dans la convention établie avec l'État. Ce résultat pour l'année 2023 correspond à un net ralentissement de la production de logements sociaux, constaté sur l'ensemble du territoire national. Pour autant, au regard des objectifs qualitatifs, la production de logements locatifs sociaux en 2023 est apparue plus conforme à l'objectif de diversification que l'année précédente, avec une part moins importante de PLS et PLAI en faveur du PLUS.

PLS : logement financé par le Prêt Locatif Social, destinés aux locataires ne disposant pas des ressources suffisantes pour se loger dans le privé (revenus intermédiaires) ;

PLUS : logement financé par le Prêt Locatif à Usage Social, correspondant aux locations HLM (revenus modestes).

PLAI : logement financé par le prêt Locatif Aidé d'Intégration, dédié aux locataires en situation de grande précarité.

►1 105 420 € de subventions de l'État accordées aux bailleurs sociaux

Les contributions financières de la CAPG :

►608 500 € de subventions accordées aux bailleurs sociaux (moyenne de 4 829 €/logement).

►Une évolution des règles d'intervention en faveur du logement social afin de mieux accompagner les projets, et approbation de la charte partenariale de l'habitat au conseil communautaire du 1er avril 2023

LE PARC PRIVE : des résultats qui dépassent les objectifs

Des subventions pour 162 logements à améliorer dont 69 logements en copropriété, soit **1.5 fois l'objectif** quantitatif fixé dans la convention établie avec l'Anah.

►1 434 584 € accordés aux propriétaires de logements privés et à la CAPG pour soutenir l'ingénierie mobilisée

La poursuite des dispositifs d'amélioration du parc privé (2022-2027)

Une OPAH à l'échelle intercommunale, et une OPAH-RU spécifique au centre historique de Grasse.

Pour un accompagnement dynamique et massifier la rénovation du parc privé, la CAPG conduit des **dispositifs programmés d'amélioration de l'habitat**, OPAH et OPAH-RU, mobilisant une ingénierie renforcée et les subventions cumulatives de ses partenaires.

L'OPAH du Pays de Grasse

►Contribuer à la résorption de l'habitat indigne.

►Massifier la rénovation énergétique des logements du territoire.

►Accompagner les ménages en situation de perte d'autonomie vers l'adaptation de leur logement.

►Développer une offre locative à loyer maîtrisé dans les centralités.

85 dossiers agréés

38 travaux d'autonomie
43 rénovations énergétiques
4 réhabilitations complètes

1 683 061 € HT

de travaux réalisés

Subventions

ANAH : 761 180 €

CAPG : 156 797 €

Région : 81 828 €

Soit 60% d'aides publiques

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH RU) "Cœur Historique de Grasse" spécifique pour :

- Mettre en œuvre les opérations de mise en sécurité des immeubles et des actions d'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.
- Favoriser l'accession à la propriété en centre ancien.
- Pré-programmer la restructuration de jusqu'à 4 îlots stratégiques et prioritaires.
- Soutenir la rénovation globale d'immeubles.

4 dossiers agréés

1 rénovation énergétique
3 réhabilitations complètes

154 076 € HT

de travaux réalisés

Subventions

ANAH : 49 862 €

CAPG : 18 957 €

Région : 7 500 €

Soit 50% d'aides publiques

► **DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE (DALO)** 15 familles reconnues DALO, dont 6 ont été relogées.

► **SERVICE INTÉGRÉ D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION (SIAO)**, dispositif de veille sociale et d'orientation des personnes défavorisées :

> 5 ménages ont intégré un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

> 30 ménages sont sortis de structures d'hébergement et ont été relogés.

► **COMMISSION TERRITORIALE** : 112 ménages ont été orientés, dont 37 ont bénéficié d'une solution d'hébergement ou de logement.

L'élaboration des documents-socles de la réforme de la demande et des attributions des logements sociaux

► Améliorer la mixité sociale et territoriale au sein du parc social.

► Développer l'approche partenariale des attributions.

► Informer et simplifier les

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Demande de logement social
Date de réception préfecture : 11/12/2024

En 2023, la mise en œuvre de la réforme est concrétisée par :

► L'adoption de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des demandeurs (PPGDID) du Pays de Grasse.

► L'élaboration des conventions de gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

► Phase expérimentale de la grille de cotation de la demande de logements sociaux.

La cotation de la demande de logement social

Le système de la cotation consiste à attribuer des points au dossier du demandeur de logement social, en fonction de sa situation et de critères définis.

17 critères obligatoires (public prioritaire DALO, 1er quartile), 14 critères facultatifs et locaux (en fonction du territoire), 3 critères malus (fausses déclarations, refus non justifié de logements, comportements inappropriés).

LA GESTION DES LOGEMENTS SOCIAUX

Le service d'information et d'accueil du Pays de Grasse, c'est 13 guichets d'accueil pour conseiller, orienter, le cas échéant, enregistrer la demande.

► 2976 demandes actives, dont 732 nouvelles demandes en 2023.

► 347 attributions.

Prise en charge des situations prioritaires

► **DISPOSITIF HANDICAP LOGEMENT** - convention MDA 06 : 8 familles relogées.



NPNRU- NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN

La CAPG accompagne le renouveau du centre historique de Grasse

Une gouvernance renforcée, les
temps forts de 2023 :

►L'organisation de la revue de
projet coprésidée par le Sous-
Préfet de Grasse et le Président
de la CAPG.

►L'installation du 1^{er} comité de
pilotage conduit par le Président
de la CAPG.

Les opérations en phase chantier

**Le recyclage de l'îlot dégradé
Sainte Marthe 2**, travaux de
gros-œuvre.

►Maîtrise d'ouvrage : SPL Pays
de Grasse Développement.

►Autorisation d'urbanisme : PC
délivré le 20 octobre 2021.

►Qualité environnementale :
Obtention du niveau BDM Argent.

►Programmation : 6 logements
en accession portés par le bailleur
social UNICIL.

37,7 millions d'€ (TTC)

12 opérations physiques		4 opérations d'ingénierie
Opération d'aménagement 31.6M€ TTC	Programmes immobiliers 5.04 M€ TTC	Ingénierie 1.1 M€ TTC
Recyclage de 4 îlots anciens dégradés	Diversification de l'habitat : reconstitution de l'offre LLS et Accession	Etude et conduite de projet
3 opérations d'aménagement	Mixité fonctionnelle : équipe- ment public et immobilier à vocation commerciale	Moyens internes + missions d'OPCU d'OPCU (hors convention cofinancée par la Ban- que des Territoires)t

RESTRUCTURATION DE L'ÎLOT SAINTE MARTHE II

RESTRUCTURATION D'UN CLOS ET COUVERT EN VUE DE LA RÉHABILITATION DE 6 LOGEMENTS ET D'UN COMMERCE

Il, rue Victor Bouchevin - 06130 Grasse



LE CENTRE-VILLE DE GRASSE PROTÉGÉ PAR SON PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR



Nous planifions et gérons l'offre de logements pour répondre aux besoins diversifiés des habitants. En coordonnant les politiques de logement, l'objectif est d'encourager la mixité sociale et contribuer à un aménagement équilibré du territoire.



Le recyclage de l'îlot ancien dégradé Médiathèque Sud, démarrage des travaux de gros-œuvre.

►Maîtrise d'ouvrage SPL Pays de Grasse Développement.

►Autorisation d'urbanisme PC délivré le 22 mars 2022.

►Qualité environnementale, obtention du niveau BDM Bronze.

►Programmation Création de 10 logements étudiants + 7 logements locatifs sociaux familiaux portés par le bailleur CDC Habitat.

Lancement des travaux marqué par une pose de la première pierre et un café chantier.

Le parcours commercial : une 1^{ère} tranche de travaux sur 10 cellules commerciales.

►Maîtrise d'ouvrage SPL Pays de Grasse Développement.

►Programmation Acquisition et aménagement de 20 cellules commerciales le long d'un parcours identifié.



ASSISTANCE AUX COMMUNES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Le rôle d'une Communauté d'Agglomération est d'accompagner et de servir de ressource à ses communes membres.

En délégation de maîtrise d'ouvrage ou en simple appui technique, le pôle d'assistance aux communes travaille aux côtés des équipes municipales pour mener à bien les projets de travaux communaux.

COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Briançonnet	Rénovation de l'auberge communale « Le Chanan »	1 374 641.60 €	80 %



Alors que le chantier était presque achevé et l'appel à candidature lancé pour la future gestion, le site a connu un dégât des eaux important. Une procédure d'assurance est en cours pour déterminer la cause du sinistre, définir les responsabilités et obtenir réparation. L'ouverture de l'auberge est suspendue en attendant la résolution du litige.

COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Cabris	Rénovation de la salle polyvalente « Mistral »	876 000 €	51% (Région FRAT 200 000 €, CD06 171 588 €)



En janvier 2023, le Maire a exprimé ses vœux à la population dans une salle transformée, où le bois, la pierre et le tissu se côtoient. La régie technique a également été rénovée, ainsi que les sanitaires et l'office de réchauffage. Une salle de réunion a été aménagée dans l'espace mitoyen. Cette date a marqué la reprise des activités : cinéma, gym, kick-boxing, ...

Prestations intellectuelles : ONARCHITECTURE, ICCEAL, BE NICE STRUCTURES, DEKRA, QUALICONSULT.

Entreprises de travaux : ACE, METAFER, SCRT, STME, EQUIP'ELEC, ERMHES.

Nous offrons un soutien technique et administratif aux municipalités, facilitant la gestion de projets locaux et l'accès aux financements publics. En mutualisant les ressources et les expertises, ce service renforce la capacité des petites communes à répondre aux besoins de leurs habitants.

COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Cabris	Rénovation de l'école communale	841 200 €	68% (DSIL 96 000 €, Région FRAT 176 105 €, CD06 204 050 €)

Création d'un préau dans la cour et d'une plateforme d'accès PMR. Pour le plaisir des enfants, une cabane a été aménagée sous la plateforme, ainsi que des casiers de rangement pour les jeux extérieurs.

Architecte : SNDA

Entreprises de travaux : SRC BAT, FINOCCHIARO, MENUISERIE DU CANAL, MONTELEC.



COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Cabris	Rénovation de l'éclairage public	264 000 €	80% DREAL, CD06, Fonds vert

La commune de Cabris a souhaité remplacer son parc d'éclairage public vétuste par des systèmes plus économiques et conformes aux recommandations techniques liées au label « Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE) » du PNR.

Objet des travaux :

- . La vérification et le remplacement d'armoires de commande (20).
- . La réfection de l'éclairage (village / routier) sur le territoire communal (400).
- . La modification de certains points lumineux et suppression d'autres.
- . La maintenance annuelle de l'ensemble du parc.
- . L'assistance à l'exploitation et à la gestion du parc.

Entreprises de travaux : EIFFAGE ENERGIE

Les travaux doivent se dérouler en plusieurs phases, sur 4 ans.



COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Caille	Rénovation de l'éclairage public	55 200 €	80% DREAL, CD06

La commune de Caille s'est lancée dans un programme de rénovation de son éclairage public vers une solution plus efficace, économique et adaptée. Le dossier a été élaboré en collaboration avec le PNR.

En tant qu'adhérente du Parc Naturel Régional (PNR) des Préalpes d'Azur, la commune de Caille a souhaité intégrer dans sa démarche les prescriptions nécessaires à la préservation du ciel nocturne. En effet, en plus d'être énergivores, des luminaires obsolètes, excessifs ou mal orientés irradient le ciel nocturne de lumière, induisant des conséquences multiples sur la santé humaine, la biodiversité ...

Les travaux ont porté sur :

- . La vérification et la rénovation d'armoires de commande.
- . La réfection de l'éclairage (village/routier) sur le territoire communal (132 points).
- . La suppression de certains points lumineux.

Entreprises de travaux : EIFFAGE ENERGIE



COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
St-Vallier-de-Thiey	Chapelle Ste Luce	à définir	à définir

La chapelle Sainte-Luce fait partie du patrimoine ancien de la commune de Saint-Vallier-de-Thiey (entre le XII^e et le XVII^e siècle).

Il s'agit d'un édifice religieux, cher au cœur des Valléroises et Vallérois.

La chapelle fait partie de l'itinéraire européen Romanica +.

Depuis 2022, des désordres ont été relevés. Des fissures importantes et évolutives ont amené la commune à prendre un arrêté pour interdire l'accès à l'édifice.

En 2023, différentes investigations ont été menées, afin de déterminer la nature et l'origine des désordres.

La commune a délégué la maîtrise d'ouvrage du projet à la Communauté d'Agglomération.



COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
St-Vallier-de-Thiey	MADD	610 454,47€	74 % (DREAL / CD06 / FONDS VERT)

La commune de Saint-Vallier-de-Thiey a lancé en 2021 un programme de réhabilitation de l'ancienne bergerie située chemin de la Siagne afin d'y créer la maison de l'alimentation et du développement durable (MADD). Le projet prévoit la création d'un espace de vente en RDC (marché paysan), et d'une bistroterie (cuisine ouverte et salle de restauration). En R+1, il est prévu une zone administration, avec bureaux, vestiaires, sanitaires, salle de réunion. Une terrasse complète le tout.

Pour ce faire, une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à un cabinet d'architecture en 2021. Le permis de construire a été déposé et obtenu en 2022.

En 2023, la Commune a décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la CAPG. Les travaux se dérouleront en 2024.

Prestations intellectuelles : ONARCHITECTURE, DIMA

COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
St-Vallier-de-Thiey	Rénovation de plusieurs logements	42 000€ / logement	80% (DSIL, CD06, PALULOS, CAPG)

La commune, propriétaire de plusieurs appartements en centre-ville, a décidé de rénover ceux-ci afin de les mettre en location. Ces logements seront intégrés au parc social. Un appartement a été rénové en 2023. D'autres chantiers suivront.

Entreprises : SRC BAT, LEFORT, EQUIP'ELEC, PAMTHER, APAVE...

COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Mujouls	Rénovation de la Mairie	76 000€ /an	dotation cantonale

La commune de Les Mujouls a décidé de rénover le bâtiment de la Mairie sur plusieurs années. Après la rénovation de la toiture, l'installation et la mise en service de panneaux photovoltaïques, ainsi qu'un diagnostic structurel du bâtiment, ont été réalisés en 2023. Les travaux se poursuivront en 2024.

Entreprises : AZUR SYSTEME SOLAIRE, APAVE



COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
Valderoure	Réfection de chemins	70 176 €	80% Dotation cantonale
	Réfection des WC publics	44 888€	80 % DETR

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Réfection des chemins du Reyat et de la Ferrière par EIFFAGE TP.

Création de sanitaires publics au hameau de la Ferrière par ACE, DENIS PLOMBERIE, MARTINA ELEC, GIORDANO TP, FERRONNERIE PANTEL

COMMUNE	OPERATION	MONTANT GLOBAL PROJET TTC	TAUX DE FINANCEMENT PAR SUBVENTIONS
St-Auban	Étude pour rénovation du gîte tonic	30 000 €	80% (Espace valléen FNADT/Région)

La commune est propriétaire du « Gîte Tonic » et souhaite procéder à sa rénovation en réalisant les travaux suivants :

- . Modification du système de chauffage : le gîte est actuellement chauffé au fuel, un nouveau mode de chauffage plus vertueux (par exemple au bois) ;
- . Amélioration de l'isolation thermique du bâtiment ;
- . Augmentation de la capacité d'accueil avec l'aménagement du bâtiment secondaire en chambres (anciennes écuries) ;
- . Mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Ces travaux ont pour but :

- . De réaliser une économie du coût de fonctionnement et de maintenance des chaudières par mutualisation ;
- . D'augmenter la période d'accueil du public en dehors de la belle saison ;
- . D'augmenter la capacité d'accueil du gîte.

Un audit énergétique réalisé en 2023 par le cabinet GC3E, a permis de préciser la nature des travaux à envisager.

Une phase opérationnelle doit suivre en 2024, avec le recrutement d'un maître d'œuvre.

APPUI TECHNIQUE AUX COMMUNES

Spéracèdes : Aide à la consultation des entreprises pour le réaménagement de l'arrêt des cars scolaires devant la mairie.

Cabris : Préparation des déclarations préalables pour la rénovation des WC publics et l'installation d'un DAB.

Saint-Vallier-de-Thiery : Préparation de la déclaration préalable pour la rénovation des WC publics.

Valderoure : Régularisation et sécurisation de la bibliothèque et devant l'école.

Saint-Cézaire-sur-Siagne : Préparation du marché pour la rénovation de la façade de l'hôtel de ville.

Auribeau-sur-Siagne : Assistance technique pour aider à l'ouverture de l'école maternelle.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES ET PRÉVENTION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Le développement social des territoires vise à améliorer la qualité de vie des habitants en renforçant la cohésion sociale, l'accès aux services et l'inclusion de tous. En investissant dans des initiatives communautaires et des infrastructures sociales, les territoires peuvent créer des environnements plus équitables et dynamiques pour leurs populations.



PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

- 4 actions en prévention de la délinquance.
- 9 actions en prévention de la récidive.
- 17 actions en prévention de la délinquance et de la récidive uniquement financées par l'État.

En investissant 14,4 % du montant des subventions, la CAPG bénéficie de 219 550 € de subventions dédiées à son territoire, bénéficiant à 13.683 pers. (environ 14% de la population de la CAPG).

POLITIQUE DE LA VILLE

La politique de la ville est une stratégie publique française visant à réduire les inégalités socio-économiques et à améliorer les conditions de vie dans les quartiers urbains défavorisés. Elle englobe

diverses actions, telles que le développement économique, l'amélioration de l'habitat, l'accès à l'éducation, la sécurité, et la cohésion sociale, la jeunesse, le sport, la tranquillité publique, l'accès au droit. Cette politique mobilise différents acteurs publics et privés pour mener des projets de rénovation urbaine, de soutien aux associations locales, et de renforcement des services publics, afin de créer des environnements plus inclusifs et dynamiques pour les habitants de ces quartiers.

Cohésion sociale

- 13 actions financées.
- 11 associations.
- 3 633 bénéficiaires.

Cadre de vie & RU

- 2 actions financées.
- 2 associations.
- 183 bénéficiaires.

Développement économique et emploi

- 5 actions financées.
- 5 associations.
- 117 bénéficiaires.

3 933 bénéficiaires
pour 440 754€
engagés en Conseil
Communautaire



Le développement social intègre des stratégies de prévention pour anticiper et réduire les inégalités, en promouvant des actions communautaires et éducatives visant à renforcer la cohésion et le bien-être des populations.



COHÉSION SOCIALE SUR LE MOYEN ET HAUT PAYS

► **Inauguration de l'Espace Part'âge à Peymeinade** : véritable lieu de vie et d'activités pour les personnes du Moyen Pays. 539 personnes accueillies lors d'ateliers (couture, cuisine, écriture, seniors isolés, commerce...).



► Espace de vie sociale itinérant (EVSI)

Promouvoir un mieux vivre ensemble, actions de soutien à la parentalité, éducation, scolarité. Lieu d'accueil, d'écoute et d'orientation : 1000 personnes accueillies par l'EVSI dont 750 hommes et 250 femmes.

► La ludomobile

Sur le Moyen et Haut Pays Grassois, c'est la réalisation de 50 interventions : 1600 personnes accueillies sur les animations + 4000 personnes sur des évènements.

ACCÈS AU DROIT ET AU NUMÉRIQUE

En septembre 2023, recrutement d'un conseiller numérique itinérant qui accompagne le public dans les démarches dématérialisées et anime des ateliers numériques.

Lieux	Nouvelles personnes accompagnées	Accompagnements totaux enregistrés (dont récurrent)	Ateliers collectifs réalisés
CAPG	156	285	12
CCAS Grasse	119	130	2
La Roquette	23	55	4
Peymeinade	12	33	0
Pégomas	13	47	6
Auribeau	6	20	0

LES FRANCE SERVICES : ÊTRE PROCHE DU QUOTIDIEN DES CITOYENS ET CITOYENNES

France Services des Aspres à Grasse

► Nombre d'accompagnements : 12 013.

► Nombre d'ateliers : 410.

France Services des Monts d'Azur à St-Auban

► Nombre de demandes : 3707.

► Nombre d'accompagnements : 4876.

► Accès internet dans l'espace SUDLABS : 170 personnes.

15e Forum des services au public et aux associations (cf. p41)

► Plus de 66 stands – 300 personnes.

137 personnes
accompagnées par les
agents de convivialité



UNE AGGLO ENGAGÉE ET DURABLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- Environnement - EDD
- Energie - Climat
- Collecte
- Aménagement
- Transports et mobilités durables
- Agriculture - PAT
- Eau - Assainissement

Pour de nombreux citoyens, le respect de l'environnement est devenu une priorité ! Soucieuse de la qualité de la vie et convaincue de la nécessaire rupture avec une économie du gaspillage, la Communauté d'Agglomération applique sur son territoire les principes du développement durable.

La CAPG a ainsi décidé de mener de front des actions pour favoriser le développement durable, l'écologie, la collecte des déchets, l'agriculture, la mobilité et les transports, la gestion de l'eau, les économies d'énergie sur le territoire. Elle s'engage aussi dans la protection contre les risques majeurs et le changement climatique.

Au coeur de notre qualité de vie !

03



L'environnement englobe de nombreuses thématiques : Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD), protection de la biodiversité, lutte contre le gaspillage alimentaire, compostage, pollution lumineuse, gestion des milieux aquatiques, réserve de sécurité civile... L'objectif est de promouvoir une société plus respectueuse de son environnement et des ressources de la planète.

Mon école est un « Refuge LPO »

La mise en place d'un Refuge LPO© a concerné, cette année, les écoles primaires du Village à la Roquette-sur-Siagne et de St-Jacques à Grasse.

Les 2 classes ont bénéficié de 3 demi-journées avec un animateur environnement de la LPO. Un kit de communication leur a été remis comprenant 1 nichoir, des fiches pédagogiques, l'abonnement de 3 ans à la newsletter et un panneau « mon école est un refuge LPO ».

Etude nichoirs

La CAPG a porté en 2022-2023 une étude pour favoriser la nidification des oiseaux en milieux urbains et péri-urbains. L'objectif était de recréer des sites favorables pour la nidification des oiseaux cavernicoles (Mésanges, Troglodyte mignon, Huppe fasciée, Grimpereau des jardins, Chouette hulotte...).

Cette étude a été confiée au Conservatoire d'Espaces Naturels – PACA qui a défini les

espèces d'oiseaux à privilégier au regard des inventaires de terrain (mars 2023) et de l'analyse des bases de données naturalistes ainsi que les lieux propices à l'installation des nichoirs.

11 communes concernées par cette étude : La-Roquette-sur-Siagne, Pégomas, Mouans-Sartoux, Auribeau-sur-Siagne, Peymeinade, Grasse, Cabris, Le Tignet, Spéracèdes, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiery

► **40 nichoirs installés.**

Pollution Lumineuse

Dans le cadre du programme Réserve Internationale de Ciel Etoilé et avec l'appui de fonds générés par le CTE, la CAPG a participé à l'organisation d'une nocturne au Tignet. Cette soirée était animée de conférences, de balades nocturnes, de représentations théâtrales, de séances de planétarium et d'observations du ciel.

4 balades nocturnes ont été réalisées par l'association Planète Sciences Méditerranée.



► **Nocturnes du pays de Grasse : 1 séance et 120 participants**

► **Balades nocturnes : 4 séances et 70 participants**

ACTIONS BIODIVERSITÉ

Inventaires participatifs

Le Pays de Grasse a organisé, avec la LPO, deux inventaires naturalistes à la rencontre des rapaces nocturnes.

Encadré par les animateurs naturalistes de la LPO PACA, le public inscrit a pu se familiariser avec les rapaces nocturnes : Hibou Moyen Duc, Chouette hulotte, Petit-duc scops, Chouette Effraie...

► **Auribeau-sur-Siagne : 25 personnes.**

► **Spéracèdes : 15 participants.**

Dorlotoirs à abeilles

Dans le cadre de ses actions en faveur des pollinisateurs, la CAPG a accompagné le dispositif des dorlotoirs d'abeilles pour aider les abeilles solitaires.



L'environnement concerne chacun de nous, il évolue constamment, c'est à nous d'adapter nos comportements. En coordonnant les actions locales, nous pouvons promouvoir le développement durable et améliorer la qualité de vie des habitants en préservant leur cadre de vie.



► **6 jardins collectifs ont été accompagnés en 2023 sur Saint-Vallier-de-Thiery, Grasse, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Peymeinade et Mouans-Sartoux.**

Territoire engagé pour la nature (cf. page 65)

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE JEUNE PUBLIC

Les parcours thématiques

► Parcours « **école de l'eau et de la biodiversité** » : 15 classes, soit 359 élèves.

3 séances d'une demi-journée en classe avec un animateur environnement de l'association Méditerranée 2000.

► Parcours « **les jeunes sentinelles de l'air** » : 5 classes de CM2, soit 140 élèves.

2 séances d'une demi-journée en classe avec un animateur environnement du service EDD de la CAPG.

► Parcours « **risque majeur inondation** » : 15 classes de CM2 ont bénéficié du parcours, soit 377 élèves.

3 séances d'une demi-journée en classe avec un animateur environnement de l'association Méditerranée 2000.

► Parcours « **Watty à l'école** » : 38 classes inscrites, soit 928 élèves sensibilisés aux thématiques des économies d'énergie et d'eau.

3 séances d'1h30 en classe avec un animateur environnement de l'association Méditerranée 2000.

Les outils pédagogiques

► « **Mallette pédagogique zones humides** » : 11 classes ont bénéficié de la mallette et d'une intervention en classe par une animatrice environnement du CEN PACA, 330 élèves.

► « **In Ruche** » : ruche pédagogique interactive, 10 écoles, soit 40 classes et 1 040 élèves.

Les animations pédagogiques

► « **Animation ricochet** » sur le cycle de l'eau et la confection d'une maquette d'un bassin versant en amont et en aval. Du CE2 à la 6^{ème}, animation par un agent de la CAPG, 8 classes, soit 175 élèves.

► « **Animation sur les gestes écocitoyens** » : de la maternelle au lycée, animation par un agent de la CAPG, 22 classes, soit 538 élèves.

► « **Animation apiculture** » : pour les classes de collège, 4 classes de 6^{ème}/5^{ème}, soit 120 élèves sensibilisés avec l'association AGRIBIO 06.

► 1 séance d'une demi-journée en classe avec un animateur environnement de AGRIBIO 06.

Une Aire Terrestre Éducative au Tignet

La CAPG accompagne depuis septembre 2023 une classe de l'école élémentaire Marius Campagno au Tignet dans le cadre de la mise en place d'une Aire Terrestre Educative.

Cette démarche confie la gestion

d'une parcelle communale à des élèves et leur enseignant pour sensibiliser le jeune public à la protection du territoire. Les élèves réfléchissent et prennent toutes les décisions concernant leur aire dans le cadre d'un « conseil des enfants ».

À travers ce projet pédagogique, les élèves découvrent la faune et la flore environnantes et la gestion participative d'une parcelle, ici une pinède.

La commune du Tignet met le terrain à disposition de l'école. Grâce au soutien de la CAPG, la classe bénéficie de 10 animations d'une demi-journée par la LPO.

LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN MILIEU SCOLAIRE

Depuis 2017, la CAPG a accompagné neuf communes volontaires dans la lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des cantines scolaires. Par ailleurs, le Projet Alimentaire Territorial a acté la création d'un réseau de lieux de restauration collective « vers le 100% durable, local et biologique ». À cette occasion, le Pays de Grasse a convié les élus/élues et techniciens/techniciennes communaux, les équipes éducatives scolaires (directeurs/directrices d'école ou du périscolaire), les équipes des cantines scolaires, les prestataires et les parents d'élèves à une table ronde le 29/11/2023.

203

classes ont bénéficié
d'actions EED



Les communes de St-Vallier-de-Thiery et Peymeinade ont fait part de leurs retours d'expériences.

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE GRAND PUBLIC

Jardins collectifs

La CAPG soutient et propose une aide au démarrage aux associations souhaitant mettre en place un jardin partagé. Le service accompagne les associations, d'un point de vue technique et logistique, pour la mise en œuvre de ce projet.

Une charte « **Jardinons ensemble** » est également signée entre les 2 parties, permettant la mise à disposition des jardins dans le cadre de l'organisation d'animations ou de formations.

1 nouveau jardin partagé / thérapeutique a vu le jour en 2023 au Mas, nommé « Senteurs Sauvages ».

► **14 jardins collectifs depuis 2012.**

Formations au jardinage « Jardinons ensemble »

8 formations « **Jardinons Ensemble** » ont été dispensées. Nos associations partenaires, telles que les *Jardins du Loup*, *La LPO*, *Planète Sciences Méditerranée*, *Naturabelha*, *l'Atelier du 06* ou *Nicolas Prin*, ont formé 96 participants sur des thématiques aussi variées que la permaculture, les traitements naturels, l'utilisation de l'eau au jardin, l'apiculture, les oliviers ou les vertus des plantes sauvages.

► **15 classes, soit 405 élèves**

Sorties nature

7 sorties encadrées par la LPO, sur la découverte des rapaces nocturnes, des Préalpes, du brame du cerf, de la chauve-souris, des oiseaux et des papillons du jardin, ainsi que des oiseaux migrateurs.

► **117 participants**

Initiation à la restauration d'édifices en pierres sèches

► **4 chantiers au Tignet : 40 participants**

Compostage (en lien avec le service collecte)

Formations au compostage

La CAPG a distribué des composteurs gratuitement avec formation à l'appui.

► **149 composteurs distribués sur 2 sessions.**

Lombricompostage

La CAPG, en lien avec l'association des « Jardins du Loup », a réalisé 1 session de distribution de lombricomposteurs, avec formation et distribution d'un essaim de vers pour le démarrage. L'association des *Jardins du loup* effectue un suivi afin de s'assurer de la réussite du projet.

► **9 familles bénéficiaires**

Plateforme de compostage partagé

La Loi dite Grenelle 2, du 12 juillet 2010, prévoit que tous les particuliers disposent d'une solution pratique de tri à la source de leurs biodéchets dès 2024.

Une première solution est de proposer un site de compostage partagé (de proximité), utilisé principalement par les résidents du village n'ayant pas de jardin.



3 sites

de compostage
partagé

À l'école Frédéric Mistral de Peymeinade, dans la ZI des Bois de Grasse et à Saint-Cézaire-sur-Siagne.

FÊTE DE LA NATURE

De nombreuses animations autour de la pollution lumineuse et de la biodiversité nocturnes ont été proposées le 26 mai aux Jardins du MIP : des balades commentées dans les jardins, la découverte des beautés et mystères du ciel étoilé vus du Planétarium...

► **818 entrées aux Jardins du MIP**

GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES, PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) ET RISQUES MAJEURS

La CAPG a transféré sa compétence GEMAPI au Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau Maralpin (SMIAGE).

Un système de surveillance météo et d'appels en nombre à destination des riverains complète le dispositif d'alerte des inondations. Les études du PAPI Siagne sont en cours en vue d'un programme de travaux prévu en 2025, et d'études pour le classement des 3 systèmes d'endiguement existants sur le territoire. Parallèlement, des études préalables aux travaux de lutte contre les inondations (Auribeau-sur-Siagne, Grasse, Mouans-Sartoux, La Roquette-sur-Siagne) se sont poursuivies.

L'entretien de la végétation des cours d'eau et des bassins GEMAPI a été réalisé pendant la période estivale. Des diagnostics de vulnérabilité ont été proposés gratuitement aux particuliers et entreprises régulièrement inondés.

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite du Schéma

d'Aménagement et de Gestion de la Siagne : porté depuis 2019 par le SMIAGE Maralpin et piloté par la Commission Locale de l'Eau (CLE).

Enfin, la démarche Natura 2000 des Gorges de la Siagne s'est poursuivie. Le SMIAGE, animateur du site, procède à sa surveillance, à des comptages d'espèces fragiles, des suivis naturalistes ou encore des contrats de protection de site.

► **La Taxe GEMAPI a été levée, permettant de disposer d'un budget de 1 923 139 € afin de réaliser l'ensemble des travaux et études propres à la compétence GEMAPI via le SMIAGE et le PNR Verdon.**

« Escape Game inond'agir »

Un Escape Game sur la thématique des inondations propose au jeune public du CM2, au collège, lycée du Pays de Grasse, de plonger en immersion totale dans 3 salles (1 stade avec un cours d'eau, 1 chambre, 1 poste de commandement de crise) afin d'adopter les bons gestes en cas de catastrophes naturelles.

► **11 journées de sensibilisation, 1300 élèves**

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CYPRES

Le CYPRES (centre d'information pour la prévention des risques majeurs) nous accompagne pour la réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) et des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs (DICRIM) des communes en demande. Toutes les communes de la CAPG

disposent d'un DICRIM, dont 5 sont à mettre à jour, et 19 communes disposent d'un PCS dont certains sont en cours de mise à jour.

ANIMATION DE LA RÉSERVE INTERCOMMUNALE DE SÉCURITÉ CIVILE (RISC)

Basée sur la mutualisation des moyens, cette réserve de bénévoles placée sous la direction administrative du Président de la CAPG sera mise à disposition du Maire ou du Préfet, de par son pouvoir de Police, pour l'aider à organiser la réponse de sécurité civile adaptée à une gestion de crise.

► **27 bénévoles ont été formés tout au long de l'année afin de renforcer leur opérationnalité. 1 nouveau réserviste est venu renforcer les rangs cette année.**



En novembre 2023, la Communauté d'Agglomération s'est vu décerner 2 étoiles dans le cadre du label « Climat-Air-Energie », récompensant son engagement dans la transition écologique selon plusieurs critères.

PCAET ET LABELLISATION TERRITOIRE ENGAGÉ POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE – CLIMAT AIR ÉNERGIE

La CAPG a élaboré son Plan Climat Air Énergie Territorial conjointement avec la mise en place de la démarche « Territoires Engagés pour la Transition Écologique – Climat Air Énergie » (ex Cit'Ergie) porté par l'ADEME qui vise à récompenser l'engagement des collectivités en faveur de la transition écologique. Il s'appuie pour cela sur un référentiel composé de 61 critères d'évaluation.

Après étude approfondie du dossier d'évaluation et un audit sur site, la Commission Nationale du Label (CNL) a délivré avec succès les 2 étoiles du label à la CAPG le 14 novembre 2023.

En 2023, la CAPG a également arrêté son projet de PCAET et l'a soumis aux avis des services de l'État et du public.

Les premières actions de cette politique climat ont été lancées fin 2023 avec, notamment, la sensibilisation de la Direction

Générale à la Fresque du Climat. Cet atelier permet de comprendre les causes et les conséquences du réchauffement climatique et d'alimenter la réflexion sur la finalité de la stratégie climat visée au sein de l'agglomération. Cet atelier sera déployé auprès des chefs de service et des élus courant 2024.

Perspective 2024 :

En partenariat avec les Communautés d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins et de Sophia-Antipolis, la CAPG travaille également à l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Territorial Ouest 06.

LE MARCHÉ GLOBAL DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (MGPE)

La CAPG a lancé en 2021 un MGPE pour 24 bâtiments communautaires. Outre un investissement de 500 000€ pour des travaux de maîtrise de l'énergie, la CAPG vise 12,5% d'économie d'énergie supplémentaire (24,5% d'économies d'énergie réalisées

41.3%

de critères du label
TETE Climat-Air-
Énergie atteints

500 K€

d'investissements en
travaux

au cours du premier Contrat de Performance Énergétique entre 2013 et 2020) ainsi qu'une diminution de 70 tonnes de CO₂ par an. Isolation, récupération de chaleur sur les eaux grises, production d'énergies renouvelables font partie des travaux permettant de réduire les consommations d'énergie.

Dans le cadre de ce marché, la CAPG a inauguré, le 12 septembre 2023, l'installation de 70 panneaux photovoltaïques en toiture de l'Espace Culturel et

La question sur les conséquences du changement climatique ne se pose plus : nous devons atténuer notre impact mais également adapter notre territoire pour le rendre plus résilient à ces changements.

Sportif de la Vallée de la Siagne, situé à La Roquette-sur-Siagne. Cette installation permettra d'autoconsommer près de 30% de la consommation totale du site.

ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES DU PAYS DE GRASSE SUR LA PLANIFICATION DES ZONES D'ACCÉLÉRATION DE PRODUCTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Dans le cadre de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables, les communes sont dans l'obligation de cartographier les zones d'accélération pour chaque type d'énergies renouvelables : solaire, éolien, terrestre, géothermie, méthanisation et réseaux de chaleur. Les services de la CAPG accompagnent les 23 communes du territoire dans cette planification afin de s'assurer de sa cohérence avec le projet de territoire et sa politique climat air énergie.

LE CONTRAT DE RÉUSSITE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le Contrat de Relance et de Transition Écologique devient le Contrat de Réussite de la Transition Écologique. Il regroupe l'ensemble des interventions de l'État sur le territoire (opérations relevant du contrat de ville, du FIDPR, de l'Action Cœur de Ville, de petites villes de demain, de la DETR, de la DSIL...), s'inscrit dans la continuité du Contrat de Transition Écologique qui a pris fin en juillet 2022.

TERRITOIRE ENGAGÉ POUR LA NATURE

La CAPG a préparé son dossier de candidature à la reconnaissance territoire engagé pour la nature, un dispositif national, animé au niveau régional par l'ARBE et piloté par l'Office Français de la Biodiversité, la DREAL, la DRAAF et la Région Sud. Le montage du dossier de candidature a permis :

► De faire l'état des lieux de nos pratiques et de nos actions réalisées en faveur de la biodiversité.

► De planifier un programme d'actions pour les trois ans à venir (2024-2027) en matière de préservation, restauration et reconquête de la biodiversité.

► De valoriser 5 nouvelles actions, adaptées aux enjeux de notre territoire, qui seront mises en œuvre dans le cadre de ce programme (restructuration d'un parking en jardin de pluie, définition d'un parcours pédagogique "Biodiversité" à destination des scolaires, création d'une agence du foncier agricole, développement d'actions pour la transition agroécologique, le développement des écosystèmes locaux et de la biodiversité, définition et mise en œuvre de la stratégie biodiversité de la CAPG.

La reconnaissance Territoire engagé pour la nature offre différents avantages :

► Obtenir une reconnaissance nationale, régionale et profiter d'une meilleure visibilité des projets.

► Bénéficier d'un accompagnement de l'ARBE et de ses partenaires pour le montage de projets et développer de nouvelles connaissances et compétences en matière de biodiversité.

► Intégrer le "club des engagés" en Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de bénéficier de ressources, d'outils mutualisés et de partage d'expériences.

► Bénéficier de prérequis facilitant certains financements publics.

Les nouveaux lauréats seront connus courant 2024.



Pour l'année 2023, après l'adoption de son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) et en prévision de la loi AGECE imposant le tri à la source des biodéchets, le service collecte prévoit la dotation de composteurs individuels et collectifs. Le service renforce son équipe avec 2 ambassadeurs du tri et un coordinateur chargé de missions afin de poursuivre la sensibilisation des administrés.



Évolution des tonnages collectés en kg/an/habitant

	OMr (en kg/an/hab)	Tri (en kg/an/hab)	Verre (en kg/an/hab)	Papier (en kg/an/hab)
2022	357.98	46.85	30.62	8.37
2023	335.52	44.24	29.87	5.76

Le numéro vert a reçu 11 912 appels en 2023 contre 12 948 appels en 2022.

Cette baisse des appels s'explique par l'amélioration de la gestion et de la reprise en régie de la collecte sur la Vallée de la Siagne (comparativement avec la mise en place courant 2022).

RETOUR SUR LES CHALLENGES INTER COLLÈGES

La CAPG, en partenariat avec Terradona, a récompensé les 4 collèges participant au challenge inter-collèges.

1^{er} prix : collège des Jasmins,

2^{ème} prix : collège Fénelon,

3^{ème} prix : collège Beltrame de Pégomas,

4^{ème} prix : collège Canteperdrix.

Installation de 20 dispositifs CLIIINK supplémentaires pour un total de 150 bornes connectées

sur le territoire.

À ce jour, 8709 comptes utilisateurs avec 12 465 749 dépôts validés. Cela représente pas moins de 2 130 000 dépôts en 1 an.

LIGUE CONTRE LE CANCER

En décembre 2023, la CAPG a remis au Comité départemental de la Ligue contre le cancer une contribution de 9 355€ au titre des 3 067 tonnes de verre collectées en 2022. La CAPG participe ainsi au financement de la recherche contre la maladie, des activités physiques adaptées, des soins socio-esthétiques, des activités culturelles et de l'accompagnement professionnel et de retour à l'emploi.

8 709

comptes utilisateurs
CLIIK pour 150
bornes connectées

9 355 €

versés à la ligue
contre le cancer

659

composteurs
distribués

11 912

appels au numéro vert

7 000

familles équipées
d'un moyen de tri de
biodéchets

VALIDATION DU PLPDMA

Avec la validation du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) et de ses actions phares, le service a pu lancer la dotation de composteurs individuels pour répondre à l'obligation « Loi AGECE » du tri et valorisation des biodéchets. L'objectif est la réduction de la production des déchets ménagers et assimilés.

AMBASSADEURS DU TRI

Un agent supplémentaire a été mis à disposition de la CAPG par le SMED 06 pour accompagner les administrés dans les évolutions réglementaires de la loi AGECE, le déploiement des dispositifs Cliiink et l'amélioration des quantités et de la qualité du tri sélectif.

ACTION « VIDE TON PLACARD »

Dans le cadre de ses politiques de réduction des déchets et d'éducation des jeunes générations aux enjeux du recyclage sur son territoire, le Pays de Grasse a organisé sa première opération « Vide Ton Placard » du 20 au 24 novembre, en collaboration avec l'association Montagn'habits, l'éco-organisme Re-Fashion et les communes d'Auribeau-sur-Siagne, Pégomas, La Roquette-sur-Siagne. Les six écoles ont réuni 1096 élèves permettant de collecter 1 050 Kg de

TLC (Textile, Linge, Chaussures), soit une économie de 57 tonnes de CO2.

COMPOSTAGE (EN LIEN AVEC LE SERVICE ENVIRONNEMENT)

Composteurs collectifs

11 sites sont équipés de composteurs collectifs sur la CAPG, dont 3 nouveaux sites installés en 2023 à Peymeinade, Saint-Cézaire-sur-Siagne et sur la zone industrielle des Bois de Grasse.

Lombricompostage

► 9 familles ont bénéficié de lombricomposteurs.

Formation Compostage

2 formations ont eu lieu avec la distribution de 149 composteurs sous l'ancien format de dotation.

Pour répondre à l'obligation du tri à la source des biodéchets « Loi AGECE », le service collecte adopte une nouvelle stratégie de distribution.

La CAPG a choisi de dématérialiser la formation pour optimiser les dotations.

► 510 composteurs distribués, soit un total de 659 sur l'année 2023.

Depuis 2018, 7000 foyers sont équipés d'un dispositif de tri pour les biodéchets.

MISE EN PLACE DE BENNES À SAPIN

3 bennes ont été mises à disposition des administrés sur Grasse, Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne, pour la collecte des sapins du 8 au 12 janvier 2024. En partenariat avec l'association Soli-Cité, les sapins collectés ont été broyés en vue de leur transformation en compost.

FAMILLE ZÉRO DÉCHETS

En partenariat avec le SMED 06 et pour la 4^{ème} année consécutive, cette action a sensibilisé 97 familles à la réduction de la production de déchets à la source sur les communes de Grasse, Cabris/Spéracèdes et Pégomas. Au cours de l'année 2023, un nouveau format de sensibilisation a été proposé au travers d'événements destinés au grand public, tels que le carnaval, la gratifieria et des visites guidées du centre de Tri.

La collecte assure une gestion efficace et harmonisée des déchets ménagers et recyclables, en optimisant les circuits de ramassage et en sensibilisant les habitants au tri. Nous aspirons à améliorer la propreté urbaine, à optimiser les coûts de traitements, et à réduire l'impact environnemental des déchets.

L'aménagement est une compétence clé qui permet de penser et de maîtriser l'évolution de notre territoire. L'objectif est de créer les conditions d'un développement harmonieux dans le respect de notre patrimoine naturel et architectural et d'assurer un juste équilibre entre les fonctions urbaines et naturelles.

Notre politique d'aménagement s'engage dans une démarche de développement durable à l'échelle des 23 communes et au-delà, grâce au Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes.

Le service aménagement du Pays de Grasse est mutualisé avec celui de la ville de Grasse depuis 2010.

DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ ET LA SOBRIÉTÉ FONCIÈRE

Des initiatives pour renforcer la sobriété foncière : une convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier PACA sur 2 secteurs à enjeux de renouvellement urbain du grand-centre de Grasse (secteurs de la gare et des casernes) a été signée le 20 octobre 2022. Dans le prolongement opérationnel du programme de renouvellement

urbain sur le secteur du grand-centre de Grasse, cette convention doit permettre :

- D'objectiver la faisabilité et le calendrier d'opérations d'aménagement en application des dispositions introduites par la loi « climat et résilience ».
- De préciser et de valider les périmètres d'intervention à l'intérieur des espaces à enjeux.
- De définir le schéma d'organisation de ces périmètres conformément aux orientations du SCOT'Ouest et du PLU.
- De mettre en œuvre les outils nécessaires aux actions de protection, d'anticipation foncière et de régulation des prix.

La convention permettra de mobiliser jusqu'au 31 décembre 2028 une enveloppe financière de 6 millions de l'EPF PACA, afin de contribuer au financement des études de perspectives/faisabilité pour les futures opérations d'aménagement et de réaliser les démarches



d'acquisitions foncières par anticipation.

En 2023, des ilots opérationnels ont été étudiés et identifiés afin de lancer les études pré-opérationnelles dans le courant de l'année 2024.



La réussite d'une politique d'aménagement participe à la réussite d'un territoire. Nous planifions et coordonnons le développement urbain de manière cohérente en tenant compte des besoins économiques, sociaux et environnementaux.



L'aménagement « est une stratégie volontaire pour développer et/ou transformer un territoire pour le bien-vivre de ses habitants et de ses entreprises ».

Un concours de maîtrise d'œuvre pour **la restructuration du parking de la Gare de Grasse** en espace vert aménagé a été lancé fin 2023. L'objectif de ce projet est de lutter contre les îlots de chaleur urbains, proposer un espace de convivialité et un cadre de vie plus végétalisé aux habitants du quartier, désimperméabiliser pour favoriser l'infiltration naturelle des eaux pluviales dans la nappe phréatique, encourager le stockage de carbone dans les sols naturels, améliorer la qualité de l'air et favoriser la biodiversité urbaine.

Le partenariat engagé avec le CNRS, l'ADEME, l'Université Côte d'Azur et l'Université des sciences appliquées du Valais (Suisse) pour un projet de recherche-action « **Trajectoires Adapter Anticiper, Articuler, Ajuster** » s'est poursuivi. Les objectifs sont :

► D'aider les collectivités à intégrer la dimension dynamique des phénomènes - tant globaux que locaux - dans leur politique locale, et à articuler les urgences à court terme, les plans à moyen terme et les actions à très long terme dans leur stratégie d'adaptation au changement climatique.

► De guider les collectivités dans les ajustements de leur stratégie de transition écologique grâce à des outils d'aide à la décision novateurs.

En 2023, 2 ateliers de travail réunissant les élus ont permis de définir les enjeux et les freins pour la prise en compte, en approche prospective, de la transition écologique et territoriale dans les documents de planification.

UNE PLANIFICATION URBAINE PLUS DURABLE

La modification n°1 du PLU de Grasse, dont l'approbation est prévue en 2024, prévoit notamment un volet « protection de la nature en ville ». Ainsi, plus de 82 hectares supplémentaires seront protégés (arbres remarquables isolés, espaces verts à protéger, paysages agrestes à protéger).

DES ACTIONS VISANT À DÉVELOPPER LA QUALITÉ DE SERVICES AUX HABITANTS ET AUX ENTREPRISES AINSI QUE L'OFFRE FONCIÈRE ÉCONOMIQUE

Les parcs d'activités communautaires

La politique de développement et de requalification des parcs d'activités est menée dans le cadre de la stratégie d'aménagement du Pays de Grasse afin de développer l'offre foncière à destination des filières

industrielles et artisanales. Celle-ci vise à contribuer et à améliorer l'attractivité des parcs existants afin de favoriser l'accueil de nouvelles activités et d'optimiser la qualité de services pour les entreprises déjà implantées.

Restructuration de la friche industrielle BIOLANDES

En janvier 2020, une convention a été signée avec l'EPF PACA pour assurer le portage foncier de ce site, en vue de le requalifier. Cette convention a été concrétisée en 2021 par la phase de négociation foncière avec le propriétaire de cette friche industrielle, suivie de l'acquisition du site par l'EPF PACA en décembre 2021. En 2022, des démarches ont été entreprises pour la commercialisation du site afin de proposer une offre foncière et immobilière aux entreprises de la filière arômes et parfums. En 2023, la signature d'une promesse de vente du site avec un acteur majeur de la filière arômes et parfums



devrait permettre de concrétiser la restructuration du site par l'installation de nouvelles unités de production industrielle.

Les travaux d'amélioration des parcs d'activités existants

Parmi les 11 zones d'activités économiques qui relèvent de la compétence du Pays de Grasse, les parcs d'activités de Sainte-Marguerite, des Bois de Grasse à Grasse et de l'Argile à Mouans-Sartoux ont fait l'objet, en 2023, de travaux de requalification concernant la sécurisation de la voirie et l'aménagement de stationnements (études et réalisations).

LA CAPG AU SERVICE DE SES COMMUNES MEMBRES PAR UN APPUI TECHNIQUE A LEURS

PROJETS D'AMÉNAGEMENT

► **Carte communale de la commune de Le Mas.** La CAPG a accompagné la commune de Le Mas pour le lancement des études préalables à la révision de sa carte communale (document d'urbanisme de type PLU adapté aux communes de petite taille). Ce travail se poursuivra en 2024.

► **Assistance technique à la commune de St-Auban** pour la réalisation d'une étude en vue de la création d'un parking perméable et paysagé pour les usagers de son pôle nature.

► **Réalisation des études de préfiguration** d'un projet d'aménagement du village de Valderoure en vue de l'agrandissement de l'école et de la création de logements inclusifs et de services associés à proximité de la maison de la santé.

► **Des études foncières et d'aménagement** ont été

réalisées, dans le cadre de la mutualisation du service aménagement entre la CAPG et la Ville de Grasse, afin de valoriser leur patrimoine foncier. Ces études permettent de définir des objectifs de développement urbain maîtrisé en tenant compte des objectifs de développement durable (efficacité énergétique, gestion des eaux pluviales, végétalisation...) ou de valorisation agricole des terrains. La CAPG a ainsi accompagné la Ville de Grasse pour le suivi des études préalables de restructuration du quartier des *Fleurs de Grasse*, la réalisation d'un nuancier pour la réhabilitation des façades et la réalisation d'un observatoire de l'immobilier par quartier.

URBANISME

524 PC / PD / PA
permis de construire /
permis de démolir / permis
d'aménager

1 138 DP
déclarations préalables

718 CUA / CUB
certificats informatifs /
certificats opérationnels

88 AT
Autorisations de Travaux



Acteur clé en termes d'aménagement du territoire, la CAPG a défini une stratégie de mobilité durable au sein de son Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2017-2027, dont l'objectif principal est la promotion des actions valorisant l'intermodalité et les modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle.

Le Bus à Haut Niveau de Service du Pays de Grasse

La CAPG a été retenue en 2021 dans le cadre de l'appel à projets relatif aux transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux de l'État, pour un montant de 4,9 millions d'euros, et en 2022 à l'appel à projets « Écosystème des Véhicules Lourds Électriques » d'un montant de 1,7 million d'€ pour l'acquisition de 9 bus électriques et des bornes pantographes.

En 2021, une étude dans le cadre de la réalisation d'un Bus à Haut Niveau de Service entre la Gare SNCF de Grasse et les Jardins du Musée International de la Parfumerie à Mouans-Sartoux a été lancée.

Une première phase d'études (études de faisabilité) s'est conclue en 2023, validant le tracé par la variante Route de Cannes et définissant des emprises types du projet. Cette première étape a permis à la CAPG de lancer les études de maîtrise d'œuvre qui se dérouleront de 2024 à fin 2025.

La Bicyclette

Actuellement, 75 Vélos à Assistance Electrique sont disponibles à la location pour un montant de 32€ / mois. Ce service est réservé aux habitants du territoire et toute personne y travaillant.

Au 31/12/2023 :

- 555 VAE loués en 2023.
- 51.5% d'hommes et 48.5% de femmes.
- Âge moyen 50 ans.

En parallèle, entre janvier 2023 et novembre 2023, 7 ateliers « apéros brico-vélo » ont été organisés en partenariat avec l'association « Choisir le Vélo ».

Il s'agit d'ateliers participatifs avec une thématique dédiée, ayant lieu 1 mardi par mois, de 17h à 19h, dans les locaux de La Bicyclette.

Le but de ces ateliers est de gagner en autonomie et en confiance en apprenant à entretenir et à réparer votre vélo.

www.labicyclette.paysdegrasse.fr



75 VAE
.....
13 boxyclettes

Les Boxyclettes

Depuis 2019, la Communauté d'agglomération a développé une offre de stationnement « Boxyclettes ». Ce service propose des aménagements sécurisés et accessibles en libre-service gratuitement.

Aujourd'hui, le territoire compte 13 Boxyclettes réparties sur les communes de Grasse, La Roquette-sur-Siagne, Mouans-Sartoux, Pégomas, Peymeinade et Saint-Vallier-de-Thiery.

En 2024, il est prévu qu'une dizaine de nouvelles Boxyclettes soit implantée sur les communes de Grasse, La Roquette-sur-Siagne, Le Tignet, Saint-Cézaire-sur-Siagne et Saint-Vallier-de-Thiery.



Dans un contexte de transition énergétique urgente, il est impératif de réfléchir aux mobilités de demain et d'engager des démarches efficaces pour faciliter les déplacements des habitants et des travailleurs, tout en réduisant l'empreinte carbone.

L'application « Klaxit »

Depuis 2020, la CAPG s'est engagée à promouvoir la pratique du covoiturage, en signant un partenariat avec Klaxit.

Pour rappel, tous les trajets en covoiturage réalisés via l'application Klaxit, ayant pour origine ou destination l'une des 23 communes de la CAPG, sont financés par la collectivité. Ainsi, les passagers voyagent gratuitement et les conducteurs sont rémunérés pour chaque passager transporté.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

- Plus de 2000 inscrits supplémentaires (170 inscrits par mois en moyenne).
- 59 000 trajets en covoiturage.
- 983 000 kms parcourus.
- 110 tonnes de CO₂ économisées.
- 30% des trajets font moins de 10 kms et 75% moins de 25 kms.

Les Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE)

Le service WiiiZ compte plus de 250 bornes de recharge pour véhicules électriques réparties dans l'Ouest des Alpes-Maritimes et l'Est du Var, dont 71 bornes sur les 23 communes du territoire de la CAPG.

En 2023, 14 nouvelles bornes ont été installées :

- 1 à Auribeau-sur-Siagne.



- 1 à Briançonnet.
- 1 à Grasse.
- 2 à La Roquette-sur-Siagne.
- 1 au Tignet.
- 1 aux Mujouls.
- 1 à Pégomas.
- 1 à Peymeinade.
- 3 à Saint-Cézaire-sur-Siagne.
- 1 à Saint-Vallier-de-Thiery.
- 1 à Valderoure.

Avec ces nouvelles installations, toutes les communes de la CAPG sont désormais équipées d'au moins 1 station de recharge pour véhicule électrique.

+68%

de charges

19 101 charges réussies sur l'année 2023 contre 11 406 en 2022.

L'abonnement mensuel au service est de 6€ et offre les avantages suivants : tarifs préférentiels sur le réseau WiiiZ, recharge du véhicule en France et en Europe sur près de 94 réseaux partenaires et réservation d'une borne jusqu'à 30min avant l'arrivée pour garantir sa disponibilité.

<https://wiiiz.fr>

Plans de mobilités des entreprises et des administrations

Un plan de mobilité est un ensemble de mesures qui vise à optimiser l'efficacité des déplacements des salariés d'une entreprise.

En janvier 2023, une convention Plan de Mobilité a été établie



avec l'entreprise Super U de Plascassier. Ce partenariat s'ajoute aux conventions de partenariat préexistantes avec Centipharm, ACRI-ST, la Régie des Eaux du Canal Belletud, la Mairie de Peymeinade et les entreprises des Bois de Grasse.

Ateliers mobilités à la Mission Locale du Pays de Grasse

Des ateliers à la Mission Locale du Pays de Grasse ont permis de former des jeunes dans le cadre de la « Garantie Jeunes ».

Ateliers mobilités lors de manifestations publiques et entreprises

En 2023, la CAPG a participé à des manifestations publiques telles que la « Fête du deux-roues » à Grasse, la « Fête du vélo » à Mouans-Sartoux, le « Forum Emploi » de Saint-Auban ou la « Journée des nouvelles mobilités » à Grasse.

La CAPG a également animé un atelier de sensibilisation et d'information sur les solutions de déplacement en tenant un « stand d'information sur la mobilité active » le 20 septembre 2023 chez « Expressions Parfumées » lors de la Semaine Européenne de la Mobilité.

Le réseau de transports en commun Sillages

Réseau urbain et scolaire

Le 1^{er} janvier 2023, le Pays de Grasse a opté pour le changement en passant à une délégation de service public avec l'entreprise MOVENTIS.

Un choix défini par deux objectifs principaux : redonner confiance aux utilisateurs et gagner en efficacité, notamment avec un réseau mieux structuré, une mobilité cohérente avec

toutes les offres de transport existant sur le territoire, un dialogue social apaisé et des investissements qualitatifs pour répondre aux nouvelles normes environnementales.

Ce contrat de concession 2023-2032 s'élève à 92,656 millions d'euros sur 10 ans, soit 9,265 millions d'euros par an.

En réponse aux défis rencontrés lors du lancement du nouveau réseau Sillages, la CAPG a conclu 2 avenants portant le montant

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024
total du contrat à 113 millions d'euros sur 10 ans.

Ces avenants ont permis :

► d'ajouter des services urbains et scolaires, notamment à la fin de la desserte du centre-ville de Grasse par le réseau régional Zou !

► d'étendre les services tôt le matin, plus tard le soir et les weekends pour mieux répondre aux besoins des usagers.

Lignes urbaines 2023		Lignes scolaires 2023	
nb lignes	nb véhicules	nb lignes	nb véhicules
15	24	36	56

Suivi de l'offre kilométrique du réseau urbain (kms commerciaux) 2023						
Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
61 940,47	92 599,80	101 658,60	81 167,24	82 091,68	92 203,45	123 814,97
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
124 587,63	139 908,76	139 732,71	138 074,07	127 492,57	1 305 271,95	

Compte Administratif M43 - Montants en € H.T.

DÉPENSES D'EXPLOITATION	2023
011 Charges à caractère général (hors Transp.)	273 383,86
611 Transport	1 605 631,60
012 Charges de personnel	778 090,56
014 Atténuation de produit	2 290,00
65 Autres charges gestion courante	10 932 529,45
67 Charges exceptionnelles	1 559,09
042 Amortissements des immobilisations	170 750,41
TOTAL DEPENSES EXPLOITATION	13 764 234,97 €

RECETTES EXPLOITATION	2023
70 Recettes voyageurs	8 709,19
73 Versement transport	8 857 834,86
74 Subvention d'exploitation	4 257 628,69
75 Produits divers de gestion	12 603,79
77 Autres produits exceptionnels	625 684,80
013 Atténuations de charges	2 028,24
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200,00
TOTAL RECETTES EXPLOITATION	13 765 689,57 €

DÉPENSES INVESTISSEMENT	2023	Reste à réaliser
20 Frais études	33 960,81	46 286,06
21 Immobilisations corporelles	182 487,14	32 284,46
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200,00	
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	217 647,95 €	78 570,52 €

RECETTES INVESTISSEMENT	2023
001 Excédent antérieur reporté	
040 Amortissements	170 750,41
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	170 750,41 €

L'agriculture joue un rôle essentiel dans la mise en place d'un Plan Alimentaire Territorial (PAT) en favorisant une production locale et durable. Le PAT vise à promouvoir une alimentation saine et de qualité tout en soutenant les producteurs locaux.

Le Projet Alimentaire Territorial du Pays de Grasse

Fin 2023, la CAPG est arrivée au terme de sa labellisation « PAT en émergence ». Ces 2 années ont réaffirmé collectivement un destin nourricier pour le Pays de Grasse. Le plan d'actions est structuré autour de 5 grands axes pour répondre aux 4 grandes ambitions du PAT. Il se décline en 70 actions.

Par délibération en date du 21 septembre 2023, les élus ont adopté à l'unanimité la stratégie et le plan d'actions du PAT. Cette stratégie s'inscrit dans le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération.

- Plus de 200 participants.
- 12 groupes de travail.
- 3 Copil et Cotech.
- 4 réunions de groupes projet.

NB : Cette phase d'émergence a été cofinancée par la DRAAF PACA.

Précarité Alimentaire

Territoire agricole historique, la CAPG s'est engagée dans le portage d'une action forte de justice sociale pour l'accès à l'alimentation et lier cette problématique à d'autres axes du Projet Alimentaire Territorial tels que la santé par l'alimentation et



l'activité physique, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'appui aux initiatives citoyennes en matière d'autoproduction et d'appropriation des savoir-faire liés à l'agriculture et à l'alimentation.

Par Décision du Bureau communautaire du 7 septembre, la Communauté d'Agglomération sollicitait la DREETS dans le cadre du PAT, afin de bénéficier d'un cofinancement pour animer une étude et un plan d'actions de lutte contre la précarité alimentaire.

Fonds de concours

Dans le cadre du PAT, au registre de l'Axe II, Action n° 13 « Création et animation d'une politique de préservation, de mobilisation et de reconquête du foncier agricole », la Communauté d'Agglomération a adopté un règlement de Fonds de concours consacré aux acquisitions foncières agricoles des communes membres. Adoptée le 9 novembre 2023 à l'unanimité, cette délibération permet désormais à la CAPG de cofinancer les acquisitions foncières agricoles des communes qui s'engagent dans notre politique alimentaire pour créer de nouveaux lieux de production, qu'ils soient concédés ou en régie directe.

Le règlement prévoit de fixer le niveau de participation de la CAPG à 50% maximum

100%
financés sur 3 ans
par la DREETS
10 000€ Etude/diagnostic
117 000€ Animation

Grâce à une agriculture respectueuse de l'environnement et des circuits courts, le PAT encourage la diversité des productions et contribue à dynamiser l'économie locale. Le PAT renforce les liens au sein de la communauté et permet à chacun de s'impliquer dans une démarche alimentaire.

du coût global d'acquisition (frais annexes inclus) et plafonné à 80 000 € par an pour l'ensemble des communes membres. Si nécessaire, les élus communautaires ont convenu de réviser ce montant en fonction des opportunités d'acquisitions qui se présenteraient.

Étude du système alimentaire de Cap Azur, de sa durabilité et de sa résilience

Le PAT du Pays de Grasse s'inscrit dans un système bien plus large que la Communauté d'Agglomération. Il est à l'échelle régionale, départementale et métropolitaine, au sein de Cap Azur. Ainsi, avec l'aide du programme TETRAA, une étude a été sollicitée afin de confronter nos visions prospectives et d'en vérifier la pertinence. À la suite de 4 ateliers réunissant des élus et techniciens des 4 EPCIS, il est ressorti que nos choix nous permettront d'être plus résilients face aux aléas.

- 3 projections ont été produites : Actuelle / Tendancielle / Idéale.
- Coût total : 35 700 € TTC.
- Cofinancement TETRAA : 20 400 € TTC.

Mise à disposition du foncier agricole propriété de la CAPG

Conformément au plan d'actions du PAT, la CAPG a poursuivi en 2023 sa politique d'installation de nouveaux agriculteurs en production biologique sur les sites dont elle est gestionnaire.

Ainsi, par délibération en date du 6 avril 2023, les élus ont autorisé la mise à bail dit « de petite parcelle », de plus d'1 ha au hameau de Fontagne à Collongues, au profit de M. Jean-

François Moréno éleveur de porc en plein air souhaitant pouvoir produire les plantes fourragères indispensables au nourrissage. Cette mise à disposition a fait l'objet d'une clause environnementale exigeant la certification Bio de ces terres.

Par ailleurs et, bien que le projet soit contrarié par la présence d'une plante protégée sur le site, nos élus communautaires ont souhaité délibérer le 9 novembre 2023 pour l'installation d'une nouvelle jeune agricultrice à la Roquette-sur-Siagne sur le site de l'Archidiaque. Le site sera dès que possible mis en production maraîchère certifiée Bio.

Rencontres, manifestations, Assises de l'Agriculture et de l'Alimentation

Le 27 mars 2023, au Théâtre de Grasse, les EPCI membres du Pôle Métropolitain Cap Azur organisaient avec le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes une conférence inspirante « Nourrir les citoyens de Cap Azur en 2050 : Quels défis à relever ? ». Cette conférence animée par Messieurs François Gémenne, politologue et Philippe Pointereau, co-fondateur de SOLAGRO, a réuni plus de **400 personnes**.

En partenariat avec la Coalim, le réseau régional des PAT s'est réuni le 14 mars 2023 au Tiers Lieu Sainte-Marthe pour évoquer le rôle des Tiers lieux nourriciers et leur apport dans les politiques alimentaires locales. **70 participants**.

Le 9 juillet 2023, c'est dans le Haut-Pays, à Valderoure, que le service agriculture se joignait à ceux de l'Emploi, l'Insertion et l'Economie Sociale et Solidaire, pour parler d'alimentation dans le cadre d'une journée festive.

Exceptionnellement en 2023, deux éditions des Assises de l'Agriculture et de l'Alimentation ont été organisées afin de maintenir la dynamique autour de notre Projet Alimentaire Territorial, le 24 février et le 18 décembre 2023.

Ces journées ont permis la rencontre entre nos partenaires et de favoriser les échanges dans le cadre des différents ateliers proposés. À cette occasion, le Comité Technique a validé et soumis au Comité de Pilotage le résultat de ses travaux. Près d'une trentaine de partenaires poursuivent les travaux du PAT à nos côtés.

La CAPG apporte son soutien financier à Agribio 06 pour l'organisation des manifestations « De Fermes en Fermes » le dernier week-end du mois d'Avril ainsi que pour « L'été Bio c'est là-haut », le premier dimanche de Juillet à Collongues.

Mesures de sauvegarde UNESCO « des savoir-faire liés au parfum en Pays de Grasse »

Une subvention de 13 000 € a été attribuée à l'association « Les Fleurs d'exception du Pays de Grasse ».

Par ailleurs, un rapprochement des savoir-faire « Parfum » et « Pierres sèches », tous deux reconnus lors du même Comité Intergouvernemental, s'est concrétisé lors d'une première journée de rencontre le 4 octobre 2023 à Grasse sur l'exploitation de Charles Lefebvre, producteur de Rose centifolia.

L'eau est une ressource vitale, essentielle pour la santé humaine, l'agriculture et l'industrie. L'assainissement, qui englobe la gestion des eaux usées, est crucial pour maintenir des conditions de vie salubres. Des infrastructures appropriées sont indispensables pour protéger les sources d'eau potable. Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement nécessitent des investissements dans les infrastructures et une gestion durable des ressources en eau.

Afin de répondre aux besoins et aux spécificités de son territoire, le Pays de Grasse exerce la compétence "Eau potable" à travers un service communautaire, une régie des eaux, une Société d'Economie Mixte (SME) et 3 syndicats :

> Service de l'Eau et de l'Assainissement de la CAPG : Grasse (production source de la Foux et distribution).

> Régie des Eaux du Canal Belletrud (RECB) : Amirat, Briançonnet, Cabris, Collongues, Gars, Escragnolles, Le Mas, Le Tignet, Les Mujouls, Peymeinade, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiery, Spéracèdes.

> SEML Eaux de Mouans : Mouans-Sartoux,

> Syndicat Intercommunal des trois Vallées (SI3V) : Séranon, Caille, Valderoure, Saint-Auban, Andon.

> Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) : Grasse, Mouans-Sartoux (production seule sources du Foulon et des

Fontaniers).

> SICASIL : Auribeau-sur-Siagne, La Roquette-sur-Siagne et Pégomas.

Qu'est-ce que la compétence GEPU ?

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est compétente en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) depuis le 1^{er} janvier 2020.

Cette compétence s'exerce sur les communes définies comme urbaines (plus de 33 habitants / km²) et dans les zones identifiées dans les documents de planification urbaine comme relevant des zones U et AU.

L'entretien des grilles de collecte de voirie, des caniveaux et des fossés de bords de routes restent de compétence communale.

Ainsi, la GEPU consiste à veiller au bon fonctionnement des canalisations de collecte et de transport des eaux de pluie, à programmer d'éventuels travaux

de création ou de renforcement de ces canalisations, à instaurer des mesures visant à compenser l'impact de l'imperméabilisation générée par des aménagements urbains.

Le drainage des sources et les vallons ne relèvent pas de la GEPU.

Comment organiser cette compétence ?

Les communes incluses dans le périmètre d'exercice de cette compétence ne présentant pas le même niveau de connaissance des équipements transférés, la CAPG a décidé de se munir d'un outil d'exploitation et de gestion patrimoniale, consistant à repérer les réseaux d'eaux pluviales existants et en y associant un diagnostic rapide.

Les linéaires de réseaux dont la gestion a été transférée étaient estimés à environ 108 km sur les communes suivantes, concernées par la GEPU :



En mutualisant les efforts et les infrastructures, ce service permet une meilleure protection de la ressource en eau potable, une amélioration de la qualité de l'eau et une réponse aux besoins croissants de notre population.



- AURIBEAU-SUR-SIAGNE.
- CABRIS.
- LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE.
- LE TIGNET.
- MOUANS-SARTOUX.
- PEGOMAS.
- PEYMEINADE.
- SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE.
- SAINT-VALLIER-DE-THIEY.
- SPERACEDES.

L'objectif de la CAPG était de quantifier le patrimoine à gérer, qui s'élève finalement à 120 km, de préciser le tracé des réseaux d'eaux pluviales, pour les intégrer dans un SIG et évaluer l'état des réseaux existants dans chaque commune concernée.

La mission de levé et de diagnostic du patrimoine pluvial a été confiée à la société CEREG Ingénierie Alpes Côte d'Azur et s'est déroulée tout au long de l'année 2023.

Le repérage réalisé complètera le Système d'Information Géographique (SIG) de la CAPG et permettra au Service de l'Eau et de l'Assainissement (SEA) de profiter d'un formidable outil de gestion quotidienne.

Le SEA dispose pour chaque commune des informations suivantes :

- Une cartographie des réseaux pluviaux,
- Des fiches d'identification de chaque tronçon de réseau comprenant les données sur le matériau, le diamètre des tuyaux, des photos, l'état de la canalisation, etc.,
- Des fiches d'identification de chaque regard de visite avec la cote fil d'eau, une photo et un descriptif de l'état du regard,

- Des fichiers pour la mise à jour du SIG,
- Une présentation powerpoint qui synthétise et localise les dysfonctionnements identifiés.

Chaque commune a été ou sera associée pour valider le tracé des réseaux relevés.

En 2024, une présentation du travail effectué sera proposée aux élus des communes, intégrant un rapide examen des anomalies identifiées sur les réseaux pluviaux (obstruction, casses, etc).

Fort de ce diagnostic, le SEA va organiser l'exercice de la compétence GEPU, en planifiant l'entretien des réseaux d'eaux

pluviales et en élaborant un plan communal de travaux de renouvellement.

Un règlement communautaire de gestion des eaux pluviales sera rédigé pour définir les conditions de mise en œuvre de branchements et des solutions de compensation des surfaces imperméabilisées, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme.

Commune de :	Pégomas	Exutoire :	La Mourachonne	8
Lieu-dit :	SAINT-PIERRE			
Type de réseau :	Pluvial			

Défaut(s)	
Amont canalisation - Type défaut	
Amont canalisation - Gravité défaut	
Aval canalisation - Type défaut	Raccordement défectueux
Aval canalisation - Gravité défaut	Gravé

Caractéristiques du tronçon	
Fonction :	Collecte
géométrie :	Circulaire
Dimension :	300 mm
Matériau :	Béton
Type :	Canalisation

Localisation	

UNE AGGLO CULTURELLE ET SPORTIVE

Accusé de réception en préfecture
006-210610698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- Affaires culturelles & équipements culturels
- Le Musée International de la Parfumerie et ses jardins
- Sport - Piscines

L'accès à la culture, aux pratiques artistiques et au sport est essentielle pour améliorer, dans un souci d'équité, la qualité de vie des habitants de la Communauté d'Agglomération.

La culture et le sport pour toutes et tous

04



La direction des affaires culturelles participe au développement culturel du Pays de Grasse en développant les équipements reconnus d'intérêt communautaire, en fédérant les acteurs du territoire autour de politiques culturelles structurantes et en réalisant des actions opérationnelles.

« AGGLOMÉRATION 100% EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE »

Le « 100% EAC » en Pays de Grasse a la particularité de porter le développement d'une offre culturelle à destination de tous les habitants, dès leur plus jeune âge et sur tous les temps de vie (scolaire, extrascolaire, petite enfance, famille...).

L'année 2023 est marquée par des comités techniques et séminaires à destination des acteurs de la jeunesse et de la petite enfance pour renforcer les collaborations avec les acteurs culturels du territoire et favoriser le développement de projets EAC.

BROCHURE « 100% CULTURE »

Fruit d'une collaboration entre l'office du tourisme du Pays de Grasse, les 23 communes du territoire et la CAPG, une brochure « 100% culture » a été éditée pour la 1^{ère} fois pour la saison estivale 2023.

Cette brochure permet de mettre en avant toute la richesse patrimoniale du Pays de Grasse et de promouvoir son identité culturelle.



PROJET CULTUREL DE TERRITOIRE

Un projet culturel de territoire implique la mise en œuvre d'une dynamique territoriale à l'échelle d'un bassin de vie tel que l'intercommunalité, centré sur des enjeux culturels.

En cohérence avec le projet de territoire, les 3 axes de réflexion sont : culture et attractivité, culture et cohésion, interaction entre la CAPG et les communes. Sur l'année 2023, près de 100 personnes (élus, acteurs culturels, éducatifs et sociaux, artistes et compagnies) ont participé à des ateliers de concertation pour définir les enjeux culturels du Pays de Grasse.

ACTIONS CULTURELLES SUR LE HAUT-PAYS

Les actions culturelles proposées aux habitants du Haut-Pays de Grasse se sont diversifiées : rencontres littéraires, projets d'éducation artistique et culturelle autour de la poésie, ateliers avec des artistes en résidence, découverte de villages, ateliers culinaires...

Cette offre culturelle a bénéficié aux adultes, familles et enfants (sur le temps scolaire, extrascolaire et dans les crèches) des communes rurales.

De plus, la fête de l'Avent s'est organisée pour la 1^{ère} fois dans la vallée du Chanan, à Gars. Près de 450 personnes ont profité de cette belle journée.

► **91% des crèches du territoire** ont participé à des projets culturels, dont 100% des crèches CAPG.

► **75% des jeunes scolarisés** sur le territoire ont bénéficié d'actions d'éducation artistique et culturelle.



Le développement culturel enrichit le territoire en valorisant et en préservant les expressions artistiques, les traditions et les patrimoines divers. Nous multiplions les actions dans ce sens.



ESPACE CULTUREL ET SPORTIF DU VAL DE SIAGNE

Le taux d'occupation annuel de la salle de spectacle est aujourd'hui de 67% contre 17% en 2022 (faible taux pour cause de travaux de janvier à septembre 2022).

Recettes de la location de la salle de spectacle	
2015	4 580 €
2016	7 816 €
2017	11 333 €
2018	16 866 €
2019	28 700 €
2020	7 850 €
2021	6 580 €
2022	9 990 €
2023	36 580 €

La salle est occupée à 80% du temps gratuitement par :

► **les activités reconnues d'intérêt communautaire** : la programmation de Piste d'Azur, Association Culturelle du Val de Siagne, Théâtre de Grasse.

► **Les manifestations organisées par la CAPG** : réunions sur les déchets, forum de l'emploi, etc.

► **Les demandes des établissements scolaires**, de l'éducation nationale.

► **Les résidences d'artistes**, en contrepartie d'une sortie de résidence ouverte au public ou aux scolaires.

Salle de sports / danse / Dojo

67%

Taux d'occupation
de l'ECSVS

Plus de 200 personnes / jour pour des cours de danse (Salsa, Zumba, Jazz, gym, classiques, Hip hop, éveil, baby gym...) et des cours de judo, Karaté, Aïkido, yoga...

Fluides

La CAPG refacture à hauteur de 20 % les fluides à la mairie de La Roquette-sur-Siagne : eau, gaz, électricité et maintenance ainsi que le nettoyage des salles de sports (dojo + danse) à hauteur de 20 € de l'heure.

En 2023, la CAPG a récupéré 19 477 €.

ESPACE CULTUREL ET SPORTIF JEAN-PAUL HENRY

Après une ouverture au mois d'août 2021 en pleine crise sanitaire, les années 2022 et 2023 ont permis à L'Espace Culturel et Sportif Jean-Paul Henry de se faire connaître auprès des différentes associations et partenaires du territoire.

Ont été accueillies différentes

compagnies d'artistes en résidence, soirées estivales organisées par le département, mais aussi le Théâtre de Grasse dans le cadre de sa programmation hors les murs.

La salle est fréquentée du lundi au samedi midi par différentes associations sportives du Haut-Pays : Gym, Ping/Pong, Badminton, Yoga, Fitness....

Recettes de la location	
2021	270€
2022	1088€
2023	1656€



THÉÂTRE DE GRASSE

Le Théâtre de Grasse s'engage à promouvoir le spectacle vivant dans toutes ses formes et sa diversité. Ses missions incluent la diffusion de spectacles, le soutien à la création et l'éducation artistique et culturelle.

La diffusion de spectacles

En 2023, 37 spectacles pluridisciplinaires : théâtre, danse, cirque, musique/concert, humour, ont été joués pour 72 représentations (51 Tout Public et 21 Jeune Public).

Le soutien à la création

5 coproductions TDG (hors coproductions via réseaux professionnels) et 4 accueils en résidence pour 41 jours/artistes.

L'Éducation Artistique et Culturelle

Depuis l'origine, le Théâtre de Grasse a placé l'Éducation Artistique et Culturelle au cœur de son activité. De nombreux projets ont été lancés en milieu scolaire et également pour le tout public avec un temps fort autour des cultures urbaines.

► 37 spectacles joués pour 72 représentations.

► Dont 19 spectacles / 30 représentations Hors les Murs.

► Jauge Globale : 15 172 places.

► 14 171 Spectateurs en 2023.

PISTE D'AZUR

Piste d'Azur – Centre Régional des Arts du Cirque est le résultat de près de 40 ans d'expérience dans le domaine de la pédagogie, de la formation et de la professionnalisation des Arts du Cirque et représente un outil d'animation du territoire.

Éducation Artistique et Culturelle

Diversification des bénéficiaires, notamment en situation de vulnérabilité (handicap mental ou physique, personnes âgées, petite enfance, difficulté d'accès à la culture...). Offre d'activités plus inclusives pour favoriser la mixité et renforcer le vivre ensemble.

Développement du cursus perfectionnement amateurs

3 niveaux de pratique, de 7 ans à 18 ans, pour encourager les pratiques circassiennes de haut niveau et préparer une possible admission en formation préparatoire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Développement de la formation professionnelle continue pour les artistes professionnels, notamment via le projet transcènes, en partenariat avec le Théâtre de Grasse et la Villa Arson.

Ouverture d'une section Arts du Cirque au Collège A. Beltrame de Pégomas.

450 élèves

3 000 h

d'enseignement artistique

1 500 h

d'EAC et de cirque adapté

2 500 h

de formation professionnelle



Le Musée International de la Parfumerie (MIP) est à la fois un musée des techniques, d'art décoratif et de société. Il aborde particulièrement l'histoire de la parfumerie dans le pays grasseois dont le savoir-faire a été reconnu en 2018 "patrimoine culturel immatériel de l'humanité" par l'Unesco. Les jardins du MIP dévoilent, quant à eux, sur plus de trois hectares, un conservatoire de plantes à parfum et aromatiques avec une partie plein champ de fleurs emblématiques du Pays de Grasse. Ces deux équipements sont labellisés musée de France.

Les équipes de conservation et d'expositions, du service des publics, en charge des privatisations, de l'accueil, de la surveillance et administratives de ces musées sont mutualisées avec la ville de Grasse et sont aussi responsables du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et de la Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard à Grasse.

COMPARATIF DE FREQUENTATION 2022 / 2023 - MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE & SES JARDINS

	2022	2023	Dont scolaires 2022	Dont scolaires 2023
JANVIER	2 105	3 582	622	1 112
FEVRIER	3 560	4 381	258	460
MARS	5 542	5 883	1 470	1 891
AVRIL	12 274	14 912	1 008	1 042
MAI	16 940	16 607	1 975	2 130
JUIN	15 701	17 146	2 133	2 753
JUILLET	16 200	15 342	282	331
AOÛT	21 870	22 853	66	61
SEPTEMBRE	11 337	12 039	415	320
OCTOBRE	8 298	9 625	775	708
NOVEMBRE	4 622	4 206	775	778
DECEMBRE	3 596	3 811	802	577
TOTAL	122 045	130 387	10 581	12 163

	MIP	JMIP
ENTREES	312 875 €	43 280,00 €
MEDIATIONS	25 885 €	6 790,00 €
PRIVAT.	7 954 €	16 880,00 €
BOUTIQUE	320 809 €	26 660,00 €
SUBVENT.	15 000 €	
TOTAL	682 280 €	93 611,00 €
	775 891 €	

BUDGET ET RECETTES

Le budget du musée et des jardins représente un total de 723 835 € HT, avec 581 193 € pour les dépenses de fonctionnement et 143 642 € pour les dépenses d'investissement.



Avec le MIP et les JMIP, nous mettons en valeur le patrimoine culturel immatériel du Pays de Grasse tout en offrant un espace éducatif et sensoriel pour tous les publics.



LES EXPOSITIONS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Musée International de la Parfumerie



Le Parfum s'affiche. Quand les artistes réinventent la publicité

16 juin – 1^{er} octobre 2023

Budget : 175 000 €

Fréquentation : 52 604 visiteurs

Présentation de 174 objets, dont 58 prêts. Publication d'un catalogue aux éditions In Fine Editions d'art.



Ce que le parfum doit à la terre.

Une création photographique de Célia Pernot.

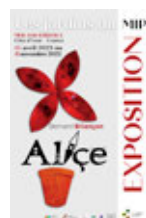
16 décembre 2023 – 10 mars 2024

Budget : 27 050 €

Fréquentation au 31 décembre 2023 : 3 811

Présentation de 47 tirages photographiques de Célia Pernot.

Jardins du Musée International de la Parfumerie



Alicé, Bernard Briançon

15 avril 2023 – 11 novembre 2023

Budget : 2000 €

Fréquentation : 30 964 visiteurs

Présentation de 24 œuvres de Bernard Briançon, artiste plasticien.

PRÊTS SORTANTS POUR LES EXPOSITIONS HORS-LES-MURS

Musée International de la Parfumerie

Musée de l'air et de l'espace, Le Bourget (93) ; exposition « Les années folles de l'aviation. L'aéronautique au cœur de la modernité (1919-1939) », 4 octobre 2023 – 11 mars 2024 : 1 flacon et sa boîte.

Villa-musée Jean-Honoré Fragonard

Musée Fragonard, Grasse (06) ; exposition « Je déclare vivre de mon art, 1789. Dans l'atelier des sœurs Lemoine et Chaudet », 10 juin – 8 octobre 2023 : tableau « Le déjeuner du chat » de Marguerite Gérard.

Musée d'Art et d'Histoire de Provence

Château de Compiègne (60) ; exposition « Prosper Mérimée (1803-1870) », 15 décembre 2023 – 18 mars 2024 : Dessin « Vue de Cannes » de Prosper Mérimée.

SERVICE DES PUBLICS

En 2022-2023, l'équipe a mené 1.592 actions et 35 projets, ce qui représente 26.448 personnes sur les 4 sites muséaux. Environ 70% sont des jeunes de 3 à 18 ans en temps scolaire ou hors temps scolaire.

13 écoles de la CAPG ont été accueillies au MIP et aux JMIP, soit 406 enfants.

Types de privatisations	Nombre	Nombre de visiteurs
Evénements	56	5225
Privatisations gratuites	64	2872
Privatisations payantes	34	1297
Mécènes	19	450
TOTAL	173	9 844

EACS TEMPS SCOLAIRE

Les interventions menées avec les artistes ont été coordonnées et exécutées avec un médiateur ou une médiatrice des musées.

La classe, L'œuvre ! au MIP - Bouquets

Objectifs :

- S'initier aux arts de la scène par la pratique et la rencontre avec des comédiens de la Cie BAL.
- Apprendre à s'exprimer en public, renforcer l'estime de soi.
- Investir les collections du MIP, découvrir les odeurs utilisées en parfumerie ainsi que les mythes antiques.

Publics ciblés :

Classe de 6^e du collège St-Hilaire de Grasse. Projet transversal avec les professeurs d'Histoire et d'EPS.

Conte-moi le jardin au JMIP

Objectifs :

- Travailler sur la narration et l'oralité en s'inspirant de la nature.
- Acquérir une culture botanique / ouverture à la biodiversité.
- Enrichir son imaginaire en s'appuyant sur la littérature jeunesse et la rencontre avec une conteuse professionnelle : Sandrine Marneux.
- Développer sa confiance en soi par la théâtralisation du conte.

Publics ciblés :

1 classe de CM1, école Orée du Bois et 1 classe de 6^e, collège la Chenaie de Mouans-Sartoux.

MUSEUM TOUR 2023

Projet développé en partenariat avec la Direction culture de la CAPG à destination des jeunes de Mouans-Sartoux, Peymeinade, Thorenc, Séranon, Escagnolles (27 classes et 8 groupes en accueil de loisirs).

Du 25 au 29 septembre 2023, l'équipe des médiateurs et médiatrices culturels des musées de Grasse ont rencontré les jeunes des 1^{er} et second degré du territoire. Echanges et débats avec eux sur les portraits du XVII^e et XVIII^e exposés au MAHP ainsi que sur les publicités de parfumerie exposées au MIP.

Ils et elles ont participé à des ateliers olfactifs, décodé les images publicitaires et créé collectivement leur publicité.

EACS HORS TEMPS SCOLAIRE

Programme Pilote

Objectifs :

Le programme-pilote, dans le cadre du PREAC Culture olfactive, a pour objectif le soutien à la création émergente, en donnant la possibilité aux néo-diplômés de la Villa Arson (du DNSEP, Master Art) d'expérimenter de manière innovante les relations entre création artistique et dimension sensorielle.

Publics ciblés :

En 2023, « le programme-pilote » a évolué et se destine désormais aux alumni de la Villa Arson et associe un laboratoire de recherche avec la collaboration de l'Université Côte d'Azur.

Les partenaires du MIP cette année sont :

- La Villa Arson.
- Christian Vialard, artiste et professeur à la Villa Arson et Vitorio Parisi, responsable des études et de la recherche.

- **Artiste en résidence :** Liv Jourdan.
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception : 11/12/2024
- **Directrice de recherche :** Michèle STUDER, Directrice de recherche de l'équipe « Développement et Fonctions des Circuits Cérébraux » à l'Institut de Biologie Valrose (iBV), Univ. Côte d'Azur (UCA), Parc Valrose.

Déroulé

Durant les mois de septembre et octobre 2023, Liv Jourdan était en résidence à l'Institut de Biologie Valrose. Elle a présenté son travail en cours lors de la Nuit Européenne des Chercheurs et a exposé ensuite au MIP, à partir de fin novembre 2023. Des rencontres avec l'artiste ont été proposées aux habitants de Grasse le 12 octobre au MIP dans le cadre de la Fête de la science, aux jeunes du lycée Amiral de Grasse en décembre 2023 et aux élèves du 1^{er} degré à partir de janvier 2024.

C'est mon patrimoine : la publicité

Objectifs :

- Appréhender la publicité parfumée dans les collections du MIP sous ses différentes formes : étiquettes, affiches, slogans, vidéos, réseaux sociaux.
- Acquérir des compétences de narration, rédaction, mise en scène, organisation et répartition du travail, concertation, négociation.
- Appréhender la publicité sous un angle critique.

Publics ciblés :

Enfants et préadolescents en centre d'accueil de loisirs de l'association HARPEGE – Quartier QPV

Actions :

Deux semaines d'action prévues : semaines du 17 au 21 juillet et du 23 au 27 octobre 2023.

173

privatisations pour
9 844 visiteurs

La compétence sport permet de développer et de gérer des infrastructures sportives de qualité, favorisant l'accès à diverses activités physiques pour tous les habitants. En organisant des événements sportifs et en soutenant les clubs locaux, la CAPG encourage la pratique sportive, renforce la cohésion sociale et contribue au bien-être de la population.



LES SPORTS TERRESTRES

Le service des sports terrestres de la CAPG intervient dans le cadre :

Du sport scolaire

►1 créneau d'une heure et demie par classe et par semaine, du CP au CM2.

►Écoles concernées : Saint-Cézaire-sur-Siagne, Émile Félix et Le Collet de Gasq de Saint-Vallier-de-Thiery, Spéracèdes, Cabris, Le Tignet, Mistral, Saint-Exupéry, Mirabeau Fragonard de Peymeinade, Auribeau-sur-Siagne, les écoles du Haut-Pays (Séranon, Caille, Valderoure, Escagnolles, Briançonnet).

►60 créneaux par semaine pour 8 éducateurs.

Activités proposées : balle ovale, handball, tchouckball, orientation, VTT, athlétisme, jeux d'opposition, accrosport, cirque, natation, basket, hockey, ultimate, handball, balle au pied, escrime, escalade, mise en place de cross, sorties ski, olympiades, tournois....

Des accueils de loisirs y compris pour les ados

►Interventions sur les périscolaires du soir et/ou mercredis ;

►Interventions sur chaque période de vacances sur l'extra-scolaire d'activités sportives ;

►Organisation de stages sportifs d'une semaine, sur chaque centre, à chaque période de vacances.

Activités proposées : balle ovale, handball, tchouckball, orientation, VTT, athlétisme, jeux d'opposition, accrosport, cirque, natation, basket, hockey, ultimate, handball, balle au pied, escrime, escalade, sorties ski, olympiades, tournois, golf, kayak, voile, préparation du bigreen, tir à l'arc...

Des séjours

Une équipe d'éducateurs sportifs accompagne les séjours organisés par la direction Jeunesse & Sports avec, en hiver, une dominante ski et en été VTT, escalade, via ferrata...

La compétence sport concerne également :

►La gestion, l'entretien, la création d'équipements culturels et sportifs tels que la piscine Harjès, Altitude 500, Peymeinade et la salle d'escrime ;

►L'intervention des agents du service des sports ;

►Le soutien aux associations d'intérêt communautaire.

>L'école de rugby du Pays de Grasse.

>Le cercle d'escrime du Pays de Grasse.

>Les Dauphins du Pays de Grasse.



Les piscines intercommunales sont essentielles pour favoriser l'apprentissage de la natation et contribuer au bien-être, en garantissant aux habitants un accès égal aux installations nautiques.



PISCINE ALTITUDE 500

Fermée depuis l'été 2023 pour reconstruction, la piscine Altitude 500 nécessitait une réhabilitation complète en raison de l'état de vétusté des équipements existants et du manque d'installations nautiques adaptées aux besoins de la population, des clubs et des visiteurs.

Le projet de réhabilitation participe à la valorisation du territoire, et répond à l'obligation de l'apprentissage de la natation, « le savoir nager », pour les scolaires.

Objectifs

- Ouverture à l'année,
- Performance environnementale et énergétique,
- Optimisation organisationnelle,
- Offre scolaire maximisée (jusqu'à 8 classes en simultané),
- Offre classe bleue pour les écoles du Haut-Pays en lien avec l'espace culturel Altitude 500 voisin (ECA 500),
- Développement des activités aqua sport / aqua détente, de l'offre au public et aux clubs (natation, water-polo, natation synchronisée ...), accueil de compétitions (FFN C50.3.6).

Le projet

- Bassin nordique de 50m x 15m (6 couloirs), chenal d'accès depuis le hall bassins couverts. Profondeur entre 130cm et 250cm.
- Bassin multifonction couvert de 25m x 16m. Profondeur entre 40cm et 180cm sur 3 couloirs / entre 120cm et 180cm sur 3 couloirs.
- Pataugeoire < 30cm de profondeur.
- 733 m2 de plages extérieures et gradins.
- 6 vestiaires collectifs. Vestiaires individuels avec 34 cabines, dont 6 familiales / PMR / 360 casiers, espace bébés.
- Espace restauration / terrasse panoramique.

PISCINE DE PEYMEINADE

La fréquentation

- 450 heures scolaires qui correspondent à plus de 6 000 élèves primaires et collèges.
- 700 heures publiques.

Les usagers sont satisfaits de l'équipement (+20% de recettes - propreté des locaux, personnel accueillant).

La piscine accueille les scolaires les mois de juin et septembre pour les écoles de 5 communes (Peymeinade, Le Tignet,

Spéracèdes, Cabris, Saint-Vallier-de-Thiery) qui ont bénéficié de cycles du 16 mai au 6 juillet et du 5 au 30 septembre 2023 les lundis, mardis, mercredis matin, jeudis et vendredis de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00.

La piscine propose également des animations telles que l'aquagym, tests de natation, cours de natation collectifs et individuels, etc.

PISCINE HARJÈS

Elle est ouverte toute l'année et également en période estivale durant les travaux d'Altitude 500.

Elle fonctionne de 7h00 à 22h30 du lundi au vendredi, de 7h00 à 20h30 le samedi et de 8h30 à 13h00 le dimanche.

La fréquentation

Elle accueille gracieusement de nombreux clubs et scolaires tout au long de l'année.

- Scolaires (primaires et secondaires) : 19 250 entrées.
- Clubs sportifs (club de natation compris) : 20 700 entrées.
- UNSS : 850 entrées.
- 3ème âge : 1150 entrées.
- IME : 350 entrées.
- AVF : 470 entrées.
- COS 100 entrées.



UNE AGGLO DE DÉVELOPPEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- Développement économique
- Enseignement supérieur
- Développement touristique
- Services techniques

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'inscrit dans un équilibre stratégique entre dynamisme du territoire et respect de l'environnement.

Que ce soit en matière de développement économique, de formations supérieures ou de valorisation touristique, le Pays de Grasse s'engage dans des stratégies de programmes et de partenariats visant à favoriser le développement des entreprises, attirer les investissements et renforcer l'attractivité de notre territoire.



Etre attractif pour les jeunes et les entreprises

05



En mutualisant les ressources et les initiatives, la Communauté d'Agglomération cherche à créer un environnement propice à la création d'emplois et à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et des entreprises.

GRASSE ENTREPRISES

Grasse Entreprises se positionne comme un facilitateur à disposition des entreprises installées dans les parcs d'activités du Pays de Grasse. L'objectif de ce guichet unique est de simplifier et centraliser leurs démarches et besoins, articulé autour de 3 piliers :

- Informer.
- Animer.
- Accompagner.

INFORMER

► **ÉCONEWS** : Newsletter à destination des entreprises du Pays de Grasse pour valoriser les entreprises et partenaires du territoire. 9 éditions envoyées (taux d'ouverture : 27,17% / taux de clics : 6,5 %). Fréquence 1/ mois ou tous les 2 mois.

► **FLASHÉCO Développement** : News à destination des entreprises 1/mois ou 2/ mois selon les actualités afin d'informer sur les dernières mesures, aides ou dispositifs. 8 éditions envoyées (taux d'ouverture : 19,73% / taux de clics : 5.63%)

► **FLASHÉCO Recrutement** : News à destination des entreprises 1/

mois ou 2/ mois pour proposer des candidatures spontanées à notre réseau. 10 éditions envoyées (taux d'ouverture : 28,95% / taux de clics : 6,62%)

Page linkedin

- 193 posts.
- 5869 réactions.
- 4324 abonnés.

ANIMER

Les Café éco du Président
Visite d'entreprises pour aller à la rencontre des dirigeants. L'occasion de valoriser leurs activités, leurs produits, leurs savoir-faire et leur expertise.

- Fab Riviera.
- STPF.
- Super U Pégomas.
- ZIP Exhibits.
- France Schisha.
- Inspirations cosmétiques.
- ITBRM.



- PCW.
- Emerging IT.
- Traiteur d'Azur.
- Azur Linge service.
- Expressions aromatiques.
- TNM.

Les Ateliers éco

Réunion d'information sur un format court de 1 heure animée par des partenaires experts sur un sujet précis en lien avec les problématiques identifiées auprès des entreprises.

- Passeport transition 06.
- Conjoncture internationale, nationale et régionale de la Banque de France.
- Le Data management.
- Lean management.
- Matinée Eco : Recrutement, LinkedIn, Fracture électronique.
- L'Open innovation : une opportunité pour tous.
- L'Industrie 4.0 et ses enjeux.
- Comment attirer les jeunes vers l'industrie via les réseaux sociaux.
- Quels indicateurs air climat énergie pour suivre votre performance environnementale ?



Nous coordonnons les efforts locaux pour attirer les investissements, soutenir les entreprises et stimuler l'innovation, favorisant ainsi la croissance économique locale.



Les Salons et Rencontres professionnelles

Participation au Salon des ENTREPRENARIALES, le rendez-vous des dirigeants d'entreprises organisé par l'UPE 06 à l'Allianz Riviera de Nice, le 07 décembre 2023. Plus de 50 rendez-vous avec des partenaires économiques.

Les Rencontres éco

Réunion d'information réunissant plusieurs partenaires experts sur un sujet très dense en lien avec les problématiques identifiées auprès des entreprises.

- La Marque employeur.
- La Transition écologique.
- Les acteurs de la construction en Pays de Grasse – Les Coulisses du BTP.



- Cyber Sécurité.
- Communication digitale : tendances et nouveautés 2023.
- Dispositifs de financement pour les entreprises.

La Semaine Nationale de l'industrie

- 36 actions.
- 680 participants sensibilisés en Pays de Grasse (Enseignants, Demandeurs d'emploi, Étudiants,

lycéens et collégiens).

- 43 entreprises et partenaires économiques mobilisés.

ACCOMPAGNER

Parc d'activités

Travaux d'aménagement réalisés sur les parcs d'activités :

Grasse - Bois de Grasse

- Sécurisation des sorties PL des entreprises Le Cube Business et IFF.
- Mise en sécurité de la sortie A avec l'installation de bornes en plastiques.
- Remise en sécurité de l'aire de repos.
- Remise en l'état d'une borne en plastique devant L'Atelier du Parfumeur.
- Pose d'un panneau de signalisation "danger sortie de camions" devant OREDUI - Entrée B.

Grasse - Carré

- Mise en place de deux ralentisseurs.
- Réfection de la voirie devant l'entreprise STPF.

Mouans-Sartoux - L'Argile

- Création de places de stationnement VL sur le parking PL.
- Mise en place de plusieurs ralentisseurs sur la voie C.

Saint-Vallier-de-Thiey

- Réfection trottoirs au Pilon.

Travaux de signalétique réalisés sur les parcs d'activités :

Mouans-Sartoux

- Mise à jour signalétique à l'Argile.
- Pose de deux totems entrée/sortie au Tiragon.
- Mise à jour signalétique au Tiragon.

Grasse réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024
► Mise à jour signalétique à Sainte-Marguerite.

Saint-Vallier-de-Thiey

- Pose d'un totem d'entrée au Pilon.

La Roquette-sur-Siagne

- Pose de deux totems entrée/sortie à la Plaine.

Pégomas

- Mise à jour signalétique à la Fénerie.

Mais aussi :

- Mise en place d'un « **Comité Technique de suivi de l'entretien et de l'aménagement des parcs d'activités du territoire** » : Argile, Hauts de Grasse, Sainte-Marguerite et Saint-Marc.

- **Rencontres sur les parcs d'activités** avec les entreprises, les élus, les partenaires économiques et les techniciens : Argile, Sainte-Marguerite et Hauts de Grasse.

Inventaire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) 2023

Promulguée en 2021, la loi climat et résilience a pour objectif d'accélérer la transition vers un modèle plus écologique et durable. Elle fixe notamment un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers : le Zéro Artificialisation Nette.

Une des nombreuses mesures décidées consiste en la réalisation d'un inventaire ZAN des Zones d'Activités Economiques (ZAE) par l'autorité compétente. Pour notre territoire, c'est la Communauté d'Agglomération qui exerce cette compétence.

En 2023, la CAPG a donc réalisé cet inventaire sur les 11 parcs

13 cafés Eco
9 ateliers Eco
6 rencontres Eco
27 Newsletters et News envoyées

d'activités dont elle a la charge. Pour ce faire, les propriétaires et les occupants ont été consultés. Cet inventaire a permis de définir un taux de vacance pour chaque ZAE et d'acter plus précisément la très faible disponibilité immobilière à destination des entreprises. Il devra faire l'objet d'une mise à jour au moins tous les 6 ans.

French Fab

La candidature **Territoire d'industrie** pour la phase 2 du programme 2023-2027, portée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG), la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL) et la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA), a été labellisée par l'État et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires en novembre 2023.

Cette candidature témoigne de la volonté de maintenir et de renforcer la dynamique industrielle des territoires afin de mieux répondre aux enjeux des filières stratégiques locales. La labellisation **Territoires d'industrie** contribue au développement d'initiatives propices à renforcer les secteurs industriels, leurs savoir-faire et les acteurs économiques qui les perpétuent. Cette démarche représente un enjeu clé pour notre économie régionale et constitue un levier de croissance de la France de demain.

Les actions envisagées dans le cadre de la nouvelle programmation s'alignent avec la feuille de route du gouvernement en faveur de la réindustrialisation. Elles portent sur le développement

industriel intégré et la notion d'écosystème ; les transitions et la décarbonation ; l'innovation et les partenariats ; l'emploi et les compétences ; la promotion de l'attractivité territoriale et le foncier économique.

Le projet ambitieux, déroulé sur la durée du programme 2023-2027, est construit en partenariat avec les entreprises et les partenaires économiques du Pays de Grasse.

INNOVAGRASSE / GRASSE BIOTECH

En 2023, InnovaGrasse et Grasse BIOTECH ont consolidé leur programme d'animation et de formation mutualisé afin de renforcer les synergies entre les entrepreneurs des deux structures.

Les Rencontres Entrepreneurs Community (REC)

En 2023, deux Rencontres Entrepreneurs Community (REC) ont été organisées. Ces rendez-vous biannuels ont pour objectif de réunir les dirigeants des entreprises de la Pépinière d'entreprises InnovaGrasse et de l'Hôtel d'entreprises scientifiques Grasse BIOTECH. Le but est d'échanger sur leurs bonnes pratiques, mais également de réaliser du partage de réseau ou de se réunir autour de moments conviviaux dans des lieux atypiques ou originaux.

Cette année, les entrepreneurs se sont rencontrés une première fois en juin au Musée International de la Parfumerie autour du thème de l'intelligence émotionnelle du dirigeant (intervention de Bernard Flavien). La seconde rencontre a eu lieu en décembre au sein de l'entreprise ACRI-ST

pour un temps de bilan et de partage d'expériences entre dirigeants.

Un programme de formation mutualisé

Trois parcours de formation, intégralement pris en charge par la CAPG, ont été offerts aux entrepreneurs :

► Le premier parcours, **Business Pays de Grasse**, a renforcé les compétences des entrepreneurs sur le développement commercial de leur activité.

► Le second parcours, **Leadership**, a permis aux entrepreneurs d'étudier les clés d'une posture de leader.

► Le troisième parcours, composé de quatre modules, était dédié au **développement de compétences RH et management**.

28 entrepreneurs ont bénéficié de ces trois parcours de formation.

En parallèle, de nombreux ateliers et permanences ponctuels organisés en lien avec les partenaires (Ex. : Innov'Alliance, Eurobiomed, Incubateur Provence Côte d'Azur, etc.) ont été proposés aux entrepreneurs ainsi que des événements conviviaux (Ex. : galette des rois, petits-déjeuners, repas de Noël, apéro culturel en partenariat avec le service culture de la CAPG, etc.). Par ailleurs, l'ensemble des hébergés d'InnovaGrasse et de Grasse BIOTECH ont accès à la programmation d'Initiative Terres d'Azur et de Grasse Entreprises (plus d'une centaine d'événements en 2023).

Au-delà des connaissances acquises lors de ces rendez-

vous, ces moments permettent aux entrepreneurs de renforcer leurs liens, de développer une communauté d'entraide entre les deux structures, tout en créant des opportunités business.

Une fréquentation du coworking en forte hausse (InnovaGrasse)

Dans la continuité de l'année 2022, le coworking a enregistré une forte hausse en 2023. Depuis 2022, la fréquentation du coworking a augmenté de 94%, portant à 37 le nombre de coworkers à la fin de l'année 2023.

2 nouvelles entreprises (InnovaGrasse)

Frozmetics a pour ambition de révolutionner le monde de la cosmétique par l'utilisation de la congélation. Leur promesse : restaurer la jeunesse de la peau.

Tokimo est une plateforme de financement participatif spécialisée dans la mise en relation des investisseurs prêtant de l'argent avec intérêts aux porteurs de projets cherchant à financer leurs opérations. Leur objectif : démocratiser l'investissement immobilier au plus grand nombre et devenir l'une des Fintech majeures de la Côte d'Azur.

17 entreprises hébergées et accompagnées
4 865K€ de CA cumulé des entreprises
+150 événements proposés aux entreprises

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



La Direction du développement économique et touristique assure la gestion de la politique touristique déployée sur les 23 communes, dont la mise en œuvre opérationnelle est exercée par l'Office de tourisme communautaire unique « Pays de Grasse tourisme » en lien avec le Comité Régional du Tourisme Côte d'Azur France (CRT).

NOUVEAUTÉ

Un nouveau bureau d'accueil pour recevoir les touristes depuis fin 2023 : un lieu accueillant, spacieux et aéré, idéal pour accueillir les partenaires et prestataires.

FRÉQUENTATION

- 18 886 visiteurs.
- 64% Français / 36% étrangers.

Conciergerie

- 3 208 demandes.

Tourism'n Truck

- 1 808 visiteurs.
- 7 opérations sur l'année 2023 : Fête des Violettes à Tourrettes-sur-Loup, Festival Envie d'Ailleurs à Mouans-Sartoux, Soirée Blanche Ville de Grasse à Cagnes-Sur-Mer, Soirée Côte d'Azur France, Fête du PNR à Saint-Vallier-de-Thiey, Fête de l'Avent à Gars, Marché de Noël du Roubert.

PROMOTION RÉGIONALE

Un partenariat avec Vinci Autoroutes et Avia Station-service, halte autoroutière tous les samedis de l'été à Vidauban

Sud.

- 306 visiteurs renseignés.
- 6 opérations sur l'été.

Permanences dans les campings et Résidences de Tourisme du territoire

- 910 visiteurs renseignés.
- 32 opérations sur l'été.

Camping de la Paoute, Camping des Mimosas, VV Les Cèdres, Parc des Monges, Camping Saint-Louis.

COMMUNICATION ET PROMOTION

RÉSEAUX SOCIAUX

- Facebook : 19 635 abonnés (+17%).
- Instagram : 9 218 followers (+10.7%).

LES ÉDITIONS « 100% »

Toutes les brochures sont réalisées en interne (conception). Au total, 12 versions 100% ont été déclinées en fonction des thématiques (100% dépaysement, 100% nature, 100% Baroudeur, 100% papilles, 100% Jardins...).

SALONS / WORKSHOPS

- 8 actions sur l'année.
- > 16-17 janvier - Workshop Presse « Partir en France » (Paris).
- > 14 mars - Workshop Presse Belgique.
- > 21-22 mars - Rendez-vous France (Paris).
- > 31 mars - 02 avril - ID Week-end (Nice).
- > 01-02 avril - Festival Envie d'Ailleurs (Mouans-Sartoux).
- > 10-11 juin - Rencontres des sites historiques Grimaldi.
- > 05-08 octobre - Roc d'Azur (Fréjus).
- > 16-19 novembre - La Montagne ça vous gagne.

ÉDUCTOURS

- 10 éducteurs.
- > Partenariat avec le Lycée Paul Augier (Tourisme).
- > Partenariat avec Grasse Campus.
- > Partenariat avec l'IUT Cannes la Bocca.
- > Accueil de délégations (Thaïlande, Chine, Etats-Unis).



Le Pays de Grasse est réputé pour ses parfumeries historiques, ses paysages pittoresques et son patrimoine culturel, attirant des visiteurs du monde entier à la découverte de l'art de la parfumerie et de la beauté de la Côte d'Azur entre mer et montagne.



PRESSE & MÉDIAS – ACTIONS SUR LE TERRAIN

- 38 actions de terrain.
- 41 aides techniques.
- workshops Presse à Paris et Bruxelles.
- éductours CRT Digital contents marketing & Influenceurs.

ANIMATION DE RÉSEAUX

- 12 opérations sur l'année :
 - >6 formations Ambassadeurs (66 personnes).
 - >2 petits déjeuners (50 à 70 personnes sur chaque événement).
 - >4 apéritifs rencontres (70 à 100 personnes sur chaque événement).

18 886

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

1 808

visiteurs Tourism'n Truck

8

salons / workshops

10

éductours

38

actions presse sur le terrain

12

opérations d'animation réseaux

19 635

abonnés facebook

9 218

followers Instagram



Grasse Campus est un pôle d'enseignement supérieur et de recherche. Les formations proposées touchent de nombreux domaines (informatique, communication, commerce...), ainsi que les métiers du parfum, des arômes et des cosmétiques. Grasse Campus offre des formations spécialisées et innovantes au cœur de la capitale mondiale du parfum.

INAUGURATION DU PALAIS GRASSE CAMPUS

Le Palais Grasse Campus a été inauguré le 6 février 2023. Avec ses laboratoires d'énergétique, son FabLab, ses laboratoires multimédias et ses deux amphithéâtres, le Palais Grasse Campus se situe à l'épicentre de l'écosystème éducatif du Pays de Grasse.

Dès son ouverture, il a accueilli les étudiants de l'IDRAC Business School et de l'ECAM-EPMI Graduate School of Engineering. La première rentrée de 2023 a permis à 350 étudiants d'évoluer dans un environnement éducatif exceptionnel.

L'OUVERTURE DU WELCOME CENTER

Avec l'ouverture du site du Palais Grasse campus, le Welcome Center a pu être inauguré. Accueillant les acteurs associatifs du territoire, sa mission consiste à orienter et accompagner les étudiants dans leurs démarches.

Le CROUS, la CPAM et la CAF ont pris place au Welcome Center chaque vendredi du 1^{er} trimestre de l'année universitaire 2023-24 dans le cadre du dispositif « Allez Vers ». Leurs missions :



accompagner les étudiants dans leurs démarches administratives au moment de la rentrée universitaire, effectuer un point sur leurs besoins en matière de santé physique et mentale, les orienter vers l'assistante sociale de la résidence du CROUS ou du campus universitaire si d'autres besoins sont exprimés.

LES PARTENAIRES ACADÉMIQUES

Avec 24 partenaires académiques dont 19 adhérents aux services de Grasse Campus, la 4^e édition

de « GRASSE CAMPUS Mode d'Emploi » a eu lieu le 12 février 2023. L'ensemble des chefs d'établissement et directeurs de programmes présents sur le territoire se sont réunis au cours des assises de l'enseignement supérieur du Pays de Grasse.

En 2023, la stratégie de déploiement a été poursuivie avec l'intégration de deux nouveaux établissements au sein de GRASSE CAMPUS : le CNAM, le 5 avril et SUP de COM, le 2 mai 2023.



L'enseignement supérieur est essentiel pour former les futurs professionnels, encourager la recherche scientifique et stimuler l'innovation, contribuant ainsi au développement économique et social du territoire. Avec Grasse Campus, le Pays de Grasse devient une terre de savoir et de transmission.



L'arrivée du CNAM, acteur majeur de l'enseignement supérieur, a d'ores et déjà abouti à l'ouverture à la rentrée 2023 d'une nouvelle licence Commerce, Vente et Marketing Digital proposée par l'ISM Fénelon.

L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL ET L'ESR

Deux conventions tripartites ont été signées au bénéfice d'ECAM-EPMI Graduate School of Engineering et de ses étudiants. Les conventions engagent la grande école d'ingénieurs et GRASSE CAMPUS, avec SUEZ d'une part et EDF de l'autre. Grâce à ce rapprochement acté le 7 juillet 2023, les étudiants ingénieurs auront accès aux installations des deux industriels. Ces grandes entreprises, engagées sur les questions environnementales de la transition énergétique et du développement durable, répondent aux besoins de l'ECAM EPMI qui propose à Grasse un titre d'ingénieur spécialisé en génie énergétique et climatique.

LES ÉVÈNEMENTS ÉTUDIANTS

La 3^e édition de la Spring Party Grasse Campus le 1^{er} avril, la 4^e édition des Grasse Campus Games le 18 octobre et le bal de Noël du 14 décembre 2023 ont permis de réunir les étudiants.

La soirée de clôture du «Mars de l'Égalité Femmes/Hommes en Pays de Grasse», le 3 avril 2023, s'est déroulée à Grasse Campus sur le site du Palais et

a proposé le visionnage d'un film et des échanges avec les partenaires de l'événement : le CNRS, l'Université Côte d'Azur, DEFIE, Une voix pour Elles, tandis qu'une exposition sur la mixité des métiers était proposée aux étudiants du campus.

De nouvelles rencontres ont vu le jour en 2023 : «la Culture s'invite à Grasse Campus» les 10 et 12 octobre, «le Café de l'Engagement étudiant» le 21 novembre et seront maintenues en 2024.

Le site du Palais Grasse Campus accueille les colloques et séminaires organisés par le Cycle de Conférences de Grasse Campus. Les étudiants ont pu assister à la table ronde du 13 septembre sur «Les enjeux de la décarbonation de l'industrie du parfum et des arômes» en présence du PDG d'EDF, Luc REMONT, du président de PRODAROM, Philippe MASSE et du Président de la CAPG, Jérôme VIAUD.

LE LOGEMENT ÉTUDIANT

L'inauguration de la résidence étudiante de l'Îlot Nègre à Grasse, le 8 novembre 2023, réhabilitée par Vilogia en collaboration avec MAES Architectes, ajoute 20 logements dont 8T1, 11T2 et 1 T3 à l'offre existante du parc diffus et aux 8 logements de la résidence Porte-Neuve de Grasse. La ville-centre compte aujourd'hui 28 logements dédiés en sus des offres présentées sur le site web de Grasse Campus.

Le projet Neocampus lancé à l'été 2023 promet l'ouverture de 77 logements supplémentaires sur le site de l'ancienne prison de Grasse, mitoyen du Palais Grasse Campus.

L'INFORMATION

La 3^e édition du livret «Étudier en Pays de Grasse» a été distribuée.

addusé de réception en préfecture
604510600698-2024-10-2024-0594-LE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024
Intégralité des
proposées. Le livret
est actualisé à chaque rentrée
et téléchargeable sur le site du
campus.

Deux Journées portes ouvertes ont permis aux établissements hôtes de faire découvrir leurs formations et leurs diplômes. L'équipe a participé aux salons étudiants de Studyrama et de L'étudiant à Nice.

Pour aider les étudiants à organiser leur soirée, le site internet de Grasse Campus met à la disposition des étudiants, depuis 2023, un « Livret des manifestations étudiantes » détaillant les règles à respecter et les précautions à prendre pour organiser sereinement une manifestation étudiante dans le respect des textes en vigueur.



5 sites
40 formations
24 établissements
19 conventions
1000 étudiants

La Direction Générale des Services Techniques assure l'entretien, la maintenance et les travaux sur l'ensemble du patrimoine communautaire. La direction s'occupe également du suivi des nouveaux projets de construction ou de réhabilitation sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

La direction des services techniques de la CAPG a été mutualisée avec la direction générale des services techniques de la ville de Grasse au 1^{er} Juillet 2022.

LES CHANTIERS

Siège de la CAPG

Les bâtiments du siège ont subi une redistribution des espaces. Le Développement économique ayant été transféré au bâtiment 24 dans des bureaux refaits à neuf, les services informatique, DRH, culture, sport, CTG ont bénéficié d'espaces supplémentaires.

Une partie des archives a été déplacée dans un espace normé aménagé à la place de l'ancienne bibliothèque du bâtiment 24 bis.

►Montant : 15 000 €TTC.



Sécurisation des bâtiments : 24-24bis-ECSVS-BIOTECH-42

►Montant : 105 000 €TTC.

Théâtre de Grasse

Remplacement du système de ventilation LENOX.

►Montant : 42 000 €TTC.

Remplacement d'une partie du parquet de la scène.

►Montant : 8 500 €TTC.

Mise en peinture des loges.

►Montant : 10 000 €TTC.

Office du Tourisme de Grasse

Nouvel Office du Tourisme.

►Montant : 96 000 €TTC.



►Musée International de la Parfumerie à Grasse

Des ouvrants ont été aménagés au niveau de la verrière afin

d'évacuer l'air chaud en période estivale.

►Montant : 19 500 €TTC.



Petite Enfance

Remplacement des revêtements caoutchouteux des espaces extérieurs des crèches Poussinière, Voix Lactée, Lou Galoupin.

►Montant : 43 000 € TTC.



Nous gérons et coordonnons des chantiers d'infrastructures publiques intercommunales. En assurant une planification efficace, l'objectif est de maintenir le patrimoine bâti et les infrastructures essentielles au bon fonctionnement du territoire.



Modification de la cuisine de production en office de réchauffage de la crèche de la Poussinière.

►Montant : 34 000 €TTC.

►Collecte des déchets

Construction de 3 Points d'apport volontaire :

►Grasse Caserne pour un montant de 22 000 € TTC.

►Séranon 12 000€ TTC.

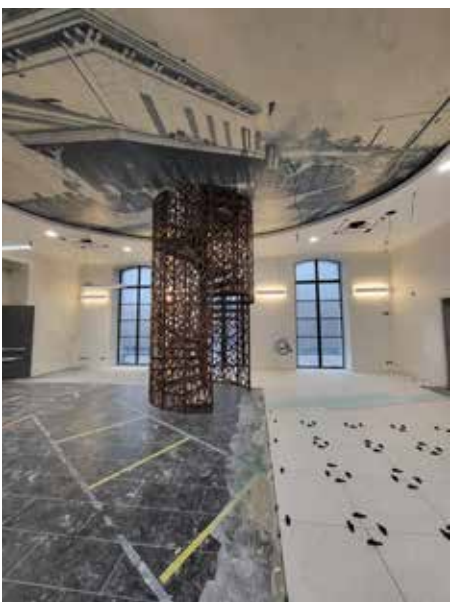
►Collongues 6 700 € TTC.



Maison de la mobilité bâtiment Sillages

La Communauté d'Agglomération a créé sa maison de la mobilité afin de centraliser l'information pour mieux la diffuser et la promouvoir. La maison de la mobilité sera également un point de départ pour aller à la rencontre du public (Mission locale, CCAS, Pôle emploi, associations et entreprises).

►Montant : 506 000 € TTC.



Grasse Campus 1

Depuis la création du service du Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (DESR), le campus territorial développe ses sites sur l'ensemble du territoire.

En février 2023, le cinquième site de GRASSE CAMPUS a été mis en service. Cet ancien palais de justice a fait l'objet d'une réhabilitation complète ayant permis de conserver les spécificités patrimoniales du bâtiment tout en autorisant l'équipement moderne d'installations numériques indispensables à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Le site du Palais comporte à ce jour :



►14 salles d'enseignement.

►2 amphithéâtres.

►2 laboratoires multimédias.

►2 laboratoires d'énergétique.

►1 fablab.

►1 espace de restauration.

►1 Welcome Center.

►2 BDE.

►2 salles des professeurs.

►3 bureaux service DESR.

►3 bureaux mutualisés Etablissements-Hôtes.

►Montant : 7 800 000 € TTC.

Sp

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Rénovation intégrale du stade de rugby de la Bastide

Dépose de l'ancien gazon synthétique. Reprofilage de la plateforme, renforcement du drainage, mise en place d'une sous-couche de souplesse, mise en place d'un gazon synthétique haute performance, garnissage en rafle de maïs, reprise de l'arrosage, des circulations périphériques.

►Montant : 880 000 € TTC.



Voirie

Travaux en lien avec le service collecte

►Renforcement de la chaussée et reprise du tapis de la voirie d'accès au CTI de Valderoure : 53 000 € TTC co-financement 40% CAPG / 40% SMED / 20% Commune de Valderoure.

Travaux en lien avec le service déplacement : Arrêts de bus

►Construction du double arrêt de bus du 11 novembre à Grasse : 128 00 € TTC.

►Mise aux normes du quai bus de l'avenue de Thiers à Grasse : 10 360 € TTC.

►Mise aux normes quai bus à Pégomas : 9991 €.

►Déplacement et mise aux normes et sécurisation de deux arrêts de bus à Mouans-Sartoux.

Travaux dans les Zones d'Activités en lien avec le service développement économique.

►Réfection partielle du dallage ZA Roure à Grasse : 23 100 € TTC.

►Fin de travaux de requalification de la voie B de l'Argile à Mouans-Sartoux : 11 918 € TTC.

►Mise en place de 8 coussins berlinois pour sécurisation vitesse voie B de l'Argile à Mouans-Sartoux : 11 959 €.

►Création d'un plateau ralentisseur aux Bois de Grasse : 8 300 € TTC.

►Sécurisation de l'entrée A de la ZA aux Bois de Grasse par la mise en place d'une signalisation spécifique 10 340 €.

►Sécurisation vitesse à la Marigarde à Grasse. Mise en place de ralentisseurs et coussins berlinois : 17 712 € TTC.

►Renforcement de chaussée à la Marigarde : 16 900 € TTC.

►Diverses études en sous-traitance BE extérieur pour opération de travaux 2024 sur l'ensemble des ZA : 22 440 €.



LIAISON URBAINE PONTET - LA ROQUE

Sollicitée par la régie des Parkings Grassois, la DGST a pris en charge la maîtrise d'ouvrage

délégée d'un projet s'inscrivant dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain de Grasse. Il comprend la mise en accessibilité PMR de différents niveaux du parking **la Roque**, via la réalisation d'un ascenseur urbain qui sera également destiné à fluidifier la circulation des usagers entre la traverse Font Laugière et le Boulevard Gambetta, aujourd'hui séparés par 30m de dénivelé. L'ajout d'une passerelle enjambant le boulevard Gambetta et connectée à l'ascenseur urbain, vitré en partie haute, permettra de rallier directement la place du Pontet, soit un franchissement de 40m de dénivelé.

Cette opération globale de revalorisation de l'Entrée « Pontet – La Roque » est soumise aux règles d'urbanisme édictées par le PSMV (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur) de la ville de Grasse et, à ce titre, doit recevoir l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Cette entrée Est du cœur de ville de Grasse nécessite en effet une requalification pour améliorer sa fonctionnalité, sa sécurité, son esthétisme et contribuer à rendre plus accessible et plus attractif le centre de la cité.

En mars 2023, l'équipe de Maîtrise d'œuvre a donc été recrutée par le biais d'un appel d'offres. En complément, ce projet qui bénéficie de soutiens financiers



départementaux et régionaux s'inscrit également dans la démarche vertueuse des Quartiers Durables Méditerranéens. La présentation à la commission QDM a eu lieu le 29 novembre 2023 : le projet a reçu un accueil favorable et une reconnaissance niveau bronze pour la phase « conception ». Le lancement des marchés de travaux est prévu en 2024 et la durée estimée des travaux est de 12 mois sous réserve d'investigations complémentaires concernant l'amiante et la nature du sol, pour un budget estimatif de 2 millions d'euros.

CIAPH

Issue de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la CIAPH a pour ambition de promouvoir un changement de regard et de comportement de la société pour favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap. La Commission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées de la CAPG a été créée par délibération du 11 février 2021 et détient les attributions suivantes :

►Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant et des transports ;

►Établir un rapport annuel présenté en conseil de communauté ;

►Faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;

►Instruire les projets d'agendas d'accessibilité programmée ainsi

que les documents de suivi et les attestations d'achèvement de travaux concernant les ERP situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

►Organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles.

Dans un souci de représentativité, mais également dans le but de garantir une efficacité de fonctionnement de la commission, la CIAPH est composée de 3 collèges listés ci-après :

►Représentants élus de la Communauté d'Agglomération.

►Représentants des associations de personnes handicapées pour tous les types de handicaps ou des personnes âgées.

►Représentants d'usagers de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Cette commission s'est réunie le 31 octobre 2023 au siège de la CAPG afin de faire un point sur l'état d'avancement de l'ADAP (Agenda d'Accessibilité Programmée) de la CAPG et travailler sur des cas concrets de mise en accessibilité des 3 bâtiments du siège accueillant du public (bandes podotactiles, contremarches, toilettes PMR, places de parking, etc.), et définir les grandes orientations des travaux à mener.

Pour mémoire, l'ADAP de la CAPG, qui concerne 24 sites distincts, a été déposé le 27 décembre 2018 pour une durée de 9 ans et un total de 197 actions à réaliser pour environ 1.125 million d'€ de travaux d'aménagement. À ce jour, 66 d'entre elles ont été réalisées, dont par exemple la création sur mesure de plus de 40 mètres linéaires de garde-



corps sur les cheminements et de franchissement des fossés et escaliers aux Jardins du Musée International de la Parfumerie, ou encore la mise en œuvre de près de 300 mètres linéaires de bandes podotactiles et bandes de guidage.

Par ailleurs, dans la mesure où la CAPG s'est engagée sur une rénovation totale du site de la Piscine Altitude 500 d'ici 2026, laquelle comprendra une « Mise aux normes actuelles de l'équipement (accessibilité PMR notamment) », les 31 actions de mise en accessibilité concernant ce site ont été retirées de l'ADAP.

LE BUDGET DU SERVICE

En 2023, la Direction Générale des Services Techniques mutualisée a disposé d'un budget de 6 547 858 € répartis comme suit. Ce budget aura été consommé à près de 90%, en nette augmentation par rapport aux exercices précédents.

Budget voté 2023	
Fonctionnement	645 465 €
Investissement	5 902 393.38€
Total voté	6 547 858.38€



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Syndicat mixte - S.M. PNR Préalpes d'Azur (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20001480100035

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : Budget Principal (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	19
A4 - Etat des provisions	20
A5 - Etalement des provisions	21
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	22
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	23
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	25
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	26
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	28
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	29
A10.3 - Opérations liées aux cessions	30
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	31
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	32
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	33

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	34
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	35
B1.6 - Etat des engagements reçus	36
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	37

Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	Sans Objet Sans Objet 38
---	--------------------------------

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	39
C1.2 - Actions de formation des élus	43
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	44
C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	45

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-21060068-20241210-2024-051-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024
CA
2023

Code INSEE 06130	S.M. PNR Préalpes d'Azur Budget Principal
---------------------	--

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	0
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0,00	0,00	0,00	0,00

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement	100,00 %	0,00 %
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement	0,07 %	0,00 %
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement	96,83 %	0,00 %
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut	0,00 %	0,00 %
5	Encours de la dette	0,00	0

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****I****B****POUR MEMOIRE⁽¹⁾**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-205-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**VUE D'ENSEMBLE****II****A1****EXECUTION DU BUDGET**

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A 1 743 676,44	G 1 751 157,03
	Section d'investissement	B 60 761,83	H 70 276,89
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 469 158,38 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 37 684,89 (si excédent)
		=	=
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D 1 804 438,27	= G+H+I+J 2 328 277,19
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 59 784,79	L 54 332,29
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 59 784,79	= K+L 54 332,29
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 1 743 676,44	= G+I+K 2 220 315,41
	Section d'investissement	= B+D+F 120 546,62	= H+J+L 162 294,07
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 864 223,06	= G+H+I+J+K+L 2 382 609,48

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 59 784,79	L 54 332,29
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	43 572,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	49 024,50	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Restes à émettre	
			non mandatées	mandatées
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
4581105	Opération pour compte de tiers n° 105 - PATRIMOINE ROMAN SIGALE (2)	4 326,37	0,00	0,00
4581106	Opération pour compte de tiers n° 106 - PATRIMOINE ROMAN LA PENNE (2)	6 433,92	0,00	0,00
4582105	Opération pour compte de tiers n° 105 - PATRIMOINE ROMAN SIGALE (2)	0,00	4 326,37	0,00
4582106	Opération pour compte de tiers n° 106 - PATRIMOINE ROMAN LA PENNE (2)	0,00	6 433,92	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES****II****A2****DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	924 614,08	390 419,62	10 277,11	0,00	523 917,35
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 246 450,00	1 154 893,18	0,00	0,00	91 556,82
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	61 675,00	58 664,17	0,00	0,00	3 010,83
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		2 232 739,08	1 603 976,97	10 277,11	0,00	618 485,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	98 152,07	31 961,40	43 318,57	0,00	22 872,10
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	50 000,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		2 380 891,15	1 635 938,37	53 595,68	0,00	691 357,10
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	54 143,39	54 142,39			1,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		54 143,39	54 142,39			1,00
TOTAL		2 435 034,54	1 690 080,76	53 595,68	0,00	691 358,10
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	12 768,00	31 455,89	0,00	0,00	-18 687,89
70	Produits services, domaine et ventes div	1 000,00	1 223,20	0,00	0,00	-223,20
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 852 806,31	1 349 991,50	325 749,84	0,00	177 064,97
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1,74	0,00	0,00	-1,74
Total des recettes de gestion courante		1 866 574,31	1 382 672,33	325 749,84	0,00	158 152,14
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	78 724,61	22 157,62	0,00	0,00	56 566,99
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		1 945 298,92	1 404 829,95	325 749,84	0,00	214 719,13
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	20 577,24	20 577,24			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		20 577,24	20 577,24			0,00
TOTAL		1 965 876,16	1 425 407,19	325 749,84	0,00	214 719,13
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 469 158,38				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****A3****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	207 409,16	21 500,50	49 024,50	136 884,16
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	65 389,48	18 684,09	0,00	46 705,39
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		272 798,64	40 184,59	49 024,50	183 589,55
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	19 000,00			
Total des dépenses financières		19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	15 085,60	0,00	10 760,29	4 325,31
Total des dépenses réelles d'investissement		306 884,24	40 184,59	59 784,79	206 914,86
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	20 577,24	20 577,24		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		20 577,24	20 577,24		0,00
TOTAL		327 461,48	60 761,83	59 784,79	206 914,86
Pour information		(2) 0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	217 583,10	13 170,00	43 572,00	160 841,10
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		217 583,10	13 170,00	43 572,00	160 841,10
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 964,50	2 964,50	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		2 964,50	2 964,50	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	15 085,60	0,00	10 760,29	4 325,31
Total des recettes réelles d'investissement		235 633,20	16 134,50	54 332,29	165 166,41
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	54 143,39	54 142,39		1,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		54 143,39	54 142,39		1,00
TOTAL		289 776,59	70 276,89	54 332,29	165 167,41

S.M. PNR Préalpes d'Azur - Budget Principal - CA - 2023

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Accusé de réception en préfecture 000-210000998-20241210/2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information	(2) 37 684,89				
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****BALANCE GENERALE DU BUDGET****B1****1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	400 696,73		400 696,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 154 893,18		1 154 893,18
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	58 664,17		58 664,17
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	75 279,97	0,00	75 279,97
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	54 142,39	54 142,39
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		1 689 534,05	54 142,39	1 743 676,44
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	20 577,24	20 577,24
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	21 500,50	0,00	21 500,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	18 684,09	0,00	18 684,09
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		40 184,59	20 577,24	60 761,83
Pour information				0,00
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**II****BALANCE GENERALE DU BUDGET****B2****2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	31 455,89		31 455,89
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 223,20		1 223,20
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	1 675 741,34		1 675 741,34
75	Autres produits de gestion courante	1,74	0,00	1,74
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	22 157,62	20 577,24	42 734,86
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		1 730 579,79	20 577,24	1 751 157,03
Pour information				469 158,38
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 964,50	0,00	2 964,50
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	13 170,00	0,00	13 170,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		54 142,39	54 142,39
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		16 134,50	54 142,39	70 276,89
Pour information				37 684,89
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET**III****SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES****A1**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	924 614,08	390 419,62	10 277,11	0,00	523 917,35
60612	Energie - Electricité	5 100,00	4 601,21	0,00	0,00	498,79
60622	Carburants	8 000,00	7 278,18	270,33	0,00	451,49
60623	Alimentation	900,00	910,77	0,00	0,00	-10,77
60631	Fournitures d'entretien	300,00	525,00	0,00	0,00	-225,00
60632	Fournitures de petit équipement	7 601,73	12 710,66	0,00	0,00	-5 108,93
60636	Vêtements de travail	1 783,00	1 506,83	0,00	0,00	276,17
6064	Fournitures administratives	1 400,00	1 241,05	0,00	0,00	158,95
6068	Autres matières et fournitures	0,00	66,00	0,00	0,00	-66,00
6132	Locations immobilières	30 600,00	31 675,31	0,00	0,00	-1 075,31
6135	Locations mobilières	16 303,46	17 167,59	0,00	0,00	-864,13
614	Charges locatives et de copropriété	698,33	698,33	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	5 000,00	5 017,87	0,00	0,00	-17,87
61558	Entretien autres biens mobiliers	700,00	571,76	0,00	0,00	128,24
6156	Maintenance	6 352,00	3 968,63	1 352,00	0,00	1 031,37
6161	Multirisques	700,00	683,80	0,00	0,00	16,20
6168	Autres primes d'assurance	6 700,00	6 028,74	0,00	0,00	671,26
617	Etudes et recherches	482 201,18	52 490,00	400,00	0,00	429 311,18
6182	Documentation générale et technique	740,00	833,16	183,78	0,00	-276,94
6184	Versements à des organismes de formation	30 125,42	20 463,93	0,00	0,00	9 661,49
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 600,00	396,00	50,00	0,00	1 154,00
6228	Divers	128 793,00	81 233,63	1 000,00	0,00	46 559,37
6231	Annonces et insertions	864,00	864,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	25 000,00	13 395,71	600,00	0,00	11 004,29
6236	Catalogues et imprimés	30 693,60	12 026,22	102,00	0,00	18 565,38
6237	Publications	0,00	98,40	0,00	0,00	-98,40
6238	Divers	8 280,00	35 413,48	64,00	0,00	-27 197,48
6241	Transports de biens	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
6247	Transports collectifs	10 500,00	8 888,18	0,00	0,00	1 611,82
6251	Voyages et déplacements	14 020,00	10 879,25	0,00	0,00	3 140,75
6256	Missions	19 475,00	16 269,54	0,00	0,00	3 205,46
6257	Réceptions	10 423,80	5 811,69	255,00	0,00	4 357,11
6261	Frais d'affranchissement	2 500,00	2 874,36	0,00	0,00	-374,36
6262	Frais de télécommunications	4 704,56	3 727,16	0,00	0,00	977,40
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,18	0,00	0,00	-0,18
6281	Concours divers (cotisations)	23 890,00	24 343,00	1 000,00	0,00	-1 453,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 760,00	5 760,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	12 905,00	0,00	5 000,00	0,00	7 905,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 246 450,00	1 154 893,18	0,00	0,00	91 556,82
6218	Autre personnel extérieur	18 000,00	10 764,70	0,00	0,00	7 235,30
6331	Versement mobilité	13 100,00	12 375,39	0,00	0,00	724,61
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 120,00	699,98	0,00	0,00	1 420,02
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	17 470,00	16 971,85	0,00	0,00	498,15
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 260,00	2 121,42	0,00	0,00	138,58
64111	Rémunération principale titulaires	243 940,00	132 918,71	0,00	0,00	111 021,29
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	4 666,32	0,00	0,00	-4 666,32
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	36 894,46	0,00	0,00	-36 894,46
64131	Rémunérations non tit.	563 530,00	577 739,76	0,00	0,00	-14 209,76
64138	Autres indemnités non tit.	9 980,00	14 193,87	0,00	0,00	-4 213,87
6417	Rémunérations des apprentis	23 320,00	16 207,16	0,00	0,00	7 112,84
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	195 220,00	195 522,90	0,00	0,00	-302,90
6453	Cotisations aux caisses de retraites	85 750,00	66 319,10	0,00	0,00	19 430,90
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	22 240,00	23 427,21	0,00	0,00	-1 187,21
6455	Cotisations pour assurance du personnel	14 200,00	14 924,24	0,00	0,00	-724,24
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	320,00	293,71	0,00	0,00	26,29
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	800,00	516,00	0,00	0,00	284,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 280,00	160,40	0,00	0,00	2 119,60
6478	Autres charges sociales diverses	31 920,00	28 176,00	0,00	0,00	3 744,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	61 675,00	58 664,17	0,00	0,00	3 010,83
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	6 200,00	5 059,40	0,00	0,00	1 140,60
6531	Indemnités	23 660,00	23 878,74	0,00	0,00	-218,74
6532	Frais de mission	2 000,00	242,28	0,00	0,00	1 757,72
6533	Cotisations de retraite	1 390,00	1 244,14	0,00	0,00	145,86
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	125,00	0,00	0,00	0,00	125,00
65548	Autres contributions	3 300,00	3 238,73	0,00	0,00	61,27
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	25 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			
			Mandats émis	Charges rattachées	Charges à réaliser au 31/12	Crédits annulés
65888	Autres	0,00	0,88	0,00	0,00	-0,88
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		2 232 739,08	1 603 976,97	10 277,11	0,00	618 485,00
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	98 152,07	31 961,40	43 318,57	0,00	22 872,10
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 265,28	0,00	3 265,28	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	94 886,79	31 961,40	40 053,29	0,00	22 872,10
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	50 000,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		2 380 891,15	1 635 938,37	53 595,68	0,00	691 357,10
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	54 143,39	54 142,39			1,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	54 143,39	54 142,39			1,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		54 143,39	54 142,39			1,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		54 143,39	54 142,39			1,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 435 034,54	1 690 080,76	53 595,68	0,00	691 358,10
Pour information		0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET**III****SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES****A2**

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	12 768,00	31 455,89	0,00	0,00	-18 687,89
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	15 574,49	0,00	0,00	-15 574,49
6479	Remboursé sur autres charges sociales	12 768,00	15 881,40	0,00	0,00	-3 113,40
70	Produits services, domaine et ventes div	1 000,00	1 223,20	0,00	0,00	-223,20
70688	Autres prestations de services	1 000,00	1 100,00	0,00	0,00	-100,00
7078	Autres marchandises	0,00	123,20	0,00	0,00	-123,20
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 852 806,31	1 349 991,50	325 749,84	0,00	177 064,97
74718	Autres participations Etat	207 714,53	247 650,00	0,00	0,00	-39 935,47
7472	Participat° Régions	671 900,84	558 504,60	126 092,76	0,00	-12 696,52
7473	Participat° Départements	225 000,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	63 000,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	162 000,00	162 000,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	523 190,94	93 836,90	195 657,08	0,00	233 696,96
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	4 000,00	0,00	-4 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1,74	0,00	0,00	-1,74
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,74	0,00	0,00	-1,74
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		1 866 574,31	1 382 672,33	325 749,84	0,00	158 152,14
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	78 724,61	22 157,62	0,00	0,00	56 566,99
7713	Libéralités reçues	54 118,00	5 950,00	0,00	0,00	48 168,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	4 084,50	0,00	0,00	-4 084,50
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 121,07	0,00	0,00	-1 121,07
7788	Produits exceptionnels divers	24 606,61	11 002,05	0,00	0,00	13 604,56
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		1 945 298,92	1 404 829,95	325 749,84	0,00	214 719,13
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	20 577,24	20 577,24			0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	20 577,24	20 577,24			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		20 577,24	20 577,24			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		1 965 876,16	1 425 407,19	325 749,84	0,00	214 719,13
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		469 158,38				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET**III****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES****B1**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	207 409,16	21 500,50	49 024,50	136 884,16
2031	Frais d'études	207 409,16	21 500,50	49 024,50	136 884,16
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	65 389,48	18 684,09	0,00	46 705,39
2152	Installations de voirie	39 600,00	12 319,94	0,00	27 280,06
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 289,48	2 289,48	0,00	1 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	8 000,00	3 670,37	0,00	4 329,63
2184	Mobilier	3 500,00	227,90	0,00	3 272,10
2188	Autres immobilisations corporelles	11 000,00	176,40	0,00	10 823,60
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		272 798,64	40 184,59	49 024,50	183 589,55
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	19 000,00			
Total des dépenses financières		19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
4581105	PATRIMOINE ROMAN SIGALE (3)	8 238,60	0,00	4 326,37	3 912,23
4581106	PATRIMOINE ROMAN LA PENNE (3)	6 847,00	0,00	6 433,92	413,08
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		15 085,60	0,00	10 760,29	4 325,31
TOTAL DEPENSES REELLES		306 884,24	40 184,59	59 784,79	206 914,86
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	20 577,24	20 577,24		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	20 577,24	20 577,24		0,00
13911	Etat et établissements nationaux	5 444,00	5 444,00		0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	8 703,00	8 703,00		0,00
13917	Sub. transf cpte résult. Budget communaut	1 080,00	1 080,00		0,00
13918	Autres subventions d'équipement	5 350,24	5 350,24		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		20 577,24	20 577,24		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		327 461,48	60 761,83	59 784,79	206 914,86
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-105-1-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET**III****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES****B2**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	217 583,10	13 170,00	43 572,00	160 841,10
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	57 200,00	9 600,00	9 664,00	37 936,00
1312	Subv. transf. Régions	156 813,10	0,00	33 908,00	122 905,10
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	3 570,00	3 570,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		217 583,10	13 170,00	43 572,00	160 841,10
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 964,50	2 964,50	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 964,50	2 964,50	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		2 964,50	2 964,50	0,00	0,00
4582105	PATRIMOINE ROMAN SIGALE (2)	8 238,60	0,00	4 326,37	3 912,23
4582106	PATRIMOINE ROMAN LA PENNE (2)	6 847,00	0,00	6 433,92	413,08
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		15 085,60	0,00	10 760,29	4 325,31
TOTAL DES RECETTES REELLES		235 633,20	16 134,50	54 332,29	165 166,41
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	54 143,39	54 142,39		1,00
28031	Frais d'études	10 702,00	10 702,00		0,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	23,00	23,00		0,00
28051	Concessions et droits similaires	6 483,00	6 483,00		0,00
28152	Installations de voirie	3 475,00	4 437,00		-962,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	2 923,93	1 961,93		962,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	306,00	305,00		1,00
28182	Matériel de transport	6 272,00	6 272,00		0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	15 767,53	15 767,53		0,00
28184	Mobilier	4 346,56	4 346,56		0,00
28188	Autres immo. corporelles	3 844,37	3 844,37		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		54 143,39	54 142,39		1,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		54 143,39	54 142,39		1,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		289 776,59	70 276,89	54 332,29	165 167,41
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		37 684,89			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-105-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		Date de réception préfecture : 11/12/2024	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-105-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
ELEMENTS DU BILAN		IV
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS		A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 150.00 €			01-10-2010
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres immobilisations incorporelles	2	06/07/2023
L	Bornes de charge véhicules électriques	7	06/07/2023
L	Concessions et droits similaires (hors logiciels)	5	06/07/2023
L	Frais d'élaboration et révision documents d'urbanisme	10	06/07/2023
L	Frais d'études	5	06/07/2023
L	Installations de voirie 2152	25	06/07/2023
L	Logiciels et licences	2	06/07/2023
L	Matériel informatique	3	06/07/2023
L	Matériels classiques	5	06/07/2023
L	Mobilier	10	06/07/2023
L	Subventions d'équipements en nature	1	06/07/2023
L	Vélos électriques	3	06/07/2023
L	Voitures	7	06/07/2023

IV – ANNEXES ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS		Accusé de réception en préfecture	
		006-210600698-20241210-2024-105-1-DE	
		Date de télétransmission : 11/12/2024	
		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
		A4	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-105-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
Révision de la Charte du PNR 2027	0,00	14/06/2018	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES			Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-105-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024		IV
ELEMENTS DU BILAN					
ETALEMENT DES PROVISIONS					A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au cours de l'exercice	Montant restant à provisionner
Autres provisions pour risques	Révision de la Charte du PNR 2027	150 000,00	5	150 000,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		39 577,24	I 20 577,24
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		39 577,24	20 577,24
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	20 577,24	20 577,24
020	Dépenses imprévues	19 000,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	20 577,24	59 784,79	0,00	80 362,03

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		57 107,89	III 57 106,89
Ressources propres externes de l'année (a)		2 964,50	2 964,50
10222	FCTVA	2 964,50	2 964,50
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		54 143,39	54 142,39
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	10 702,00	10 702,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	23,00	23,00
28051	Concessions et droits similaires	6 483,00	6 483,00
28152	Installations de voirie	3 475,00	4 437,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	2 923,93	1 961,93
28158	Autres installat°, matériel et outillage	306,00	305,00
28182	Matériel de transport	6 272,00	6 272,00
28183	Matériel de bureau et informatique	15 767,53	15 767,53
28184	Mobilier	4 346,56	4 346,56
28188	Autres immo. corporelles	3 844,37	3 844,37
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	57 106,89	54 332,29	37 684,89	0,00	149 124,07

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 80 362,03
Ressources propres disponibles	IV 149 124,07
Solde	V = IV – II (3) 68 762,04

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES				Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ELEMENTS DU BILAN				IV	
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES				A8	

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- le- ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- le- ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES**ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS****A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

N° opération : 458105		Intitulé de l'opération : PATRIMOINE ROMAN SIGALE				Date de la délibération : 09/02/2023	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler		
DEPENSES (a)	0,00	8 238,60	0,00	4 326,37	3 912,23	0,00	
4581105 Dépenses nouvelles (2)	0,00	8 238,60	0,00	0,00	8 238,60	0,00	
4581105 Restes à réaliser (2)	0,00	0,00	0,00	4 326,37	-4 326,37	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a – c)	0,00	8 238,60	0,00	4 326,37	3 912,23	0,00	
RECETTES (b)	0,00	8 238,60	0,00	0,00	8 238,60	0,00	
4582105 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	8 238,60	0,00	0,00	8 238,60	0,00	
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	8 238,60	0,00	0,00	8 238,60	0,00	

N° opération : 458106		Intitulé de l'opération : PATRIMOINE ROMAN LA PENNE				Date de la délibération : 09/02/2023
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	6 847,00	0,00	6 433,92	413,08	0,00
4581106 Dépenses nouvelles (2)	0,00	6 847,00	0,00	6 433,92	413,08	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	6 847,00	0,00	6 433,92	413,08	0,00
RECETTES (b)	0,00	6 847,00	0,00	0,00	6 847,00	0,00
4582106 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	6 847,00	0,00	0,00	6 847,00	0,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006 210600658 20241210 2024 205 1 DE
Date de récépissé : 10/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Date de délibération : 09/02/2023

N° opération : 458106		Intitulé de l'opération : PATRIMOINE ROMAN LA PENNE				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	6 847,00	0,00	0,00	6 847,00	0,00

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
05/01/2023	ENSEMBLE DE MATERIELS POUR INVENTAIRE FORESTIER	2 289,48	0,00	7
02/03/2023	1 SMARTPHONE REDMI NOTE 11 DIRECTION	58,80	0,00	1
08/03/2023	1 FAUTEUIL DE BUREAU	205,00	0,00	10
08/03/2023	5 TAPIS DE SOURIS	44,95	0,00	1
08/03/2023	5 LAMPES DE BUREAU	165,00	0,00	2
08/03/2023	8 CASQUES AUDIO AVEC MICRO	319,92	0,00	2
08/03/2023	1 REPOSE-PIEDS	22,90	0,00	1
16/03/2023	13 BARRETTES MEMOIRE POUR ORDINATEURS PORTABLES	719,16	0,00	2
21/03/2023	1 DISQUE DUR EXTERNE USB 4TO PUR SAUVEGARDE	109,99	0,00	1
27/03/2023	7 ENSEMBLES CLAVIER ET SOURIS	44,06	0,00	1
03/04/2023	ETUDE FAISABILITE TOILETTES SECHES	10 825,00	0,00	5
04/04/2023	3 ECRANS POUR ORDINATEURS	150,00	0,00	1
12/04/2023	1 MALLETTE TRANSPORT EQUIPEMENT VISIOCONFERENCE	88,11	0,00	1
12/04/2023	1 MALLETTE TRANSPORT EQUIPEMENT VISIOCONFERENCE	88,11	0,00	1
28/04/2023	1 SMARTPHONE XIAOMI REDMI NOTE 12	58,80	0,00	1
28/04/2023	1 SMARTPHONE XIAOMI REDMI NOTE 12	58,80	0,00	1
03/05/2023	1 BATTERIE DE REMPLACEMENT POUR ORDINATEUR PORTABLE AM	99,43	0,00	1
05/05/2023	1 ORDINATEUR FIXE	250,00	0,00	2
05/05/2023	1 ORDINATEUR FIXE	250,00	0,00	2
05/05/2023	1 ORDINATEUR FIXE	250,00	0,00	2
05/05/2023	1 ORDINATEUR FIXE	250,00	0,00	2
05/05/2023	1 ORDINATEUR FIXE	250,00	0,00	2
05/05/2023	1 ORDINATEUR PORTABLE	498,98	0,00	2
12/05/2023	1 BATTERIE DE REMPLACEMENT POUR ORDINATEUR JB	92,66	0,00	1
09/11/2023	ETUDE SCHEMA D'ACCUEIL GORGES DU LOUP TRANCHE FERME ACOMPTE 1	10 675,50	0,00	5
28/11/2023	PANNEAU TOURISTIQUE METROPOLE RM6202BIS ET RM 901	7 999,22	0,00	25
28/11/2023	PANNEAU ITINERAIRE METROPOLE RM 6202 BIS LA GAUDE	4 320,72	0,00	25
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		40 184,59	0,00	

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024	IV
ELEMENTS DU BILAN		Date de réception préfecture : 11/12/2024	
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES			A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024		IV
ELEMENTS DU BILAN				
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS				A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ELEMENTS DU BILAN		IV	
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES		A10.4	

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
		0,00	0,00	0
Mise à disposition				
		0,00	0,00	0
Affectation				
		0,00	0,00	0
Mises en concession ou affermage				
		0,00	0,00	0
Divers				
		0,00	0,00	0
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20241210-2024-2051-DE

Date de télétransmission : 11/12/2024

Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES

A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Affectation							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mises en concession ou affermage							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à la réforme							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							
		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ELEMENTS DU BILAN		IV	
EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE		A12	

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES															
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT															
B1.1															

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)																		
Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée rési- duelle	Périodi- cité des rem- bour- sements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actua- riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS			
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES			
			B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS			
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS			
			B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	IV
	B1.7

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé <u>Associations</u> <u>Entreprises</u> <u>Personnes physiques</u> <u>Autres</u>		
Personnes de droit public <u>Etat</u> SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE <u>Régions</u> <u>Départements</u> <u>Communes</u> <u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u> <u>Autres</u>	-33 184,69	
TOTAL GENERAL	-33 184,69	

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-2051-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
ENGAGEMENTS HORS BILAN		IV	
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE		B3	

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses	0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif (responsable financier)	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint administratif principal 2ème classe (dispo d'office)	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur principal 1ère classe (responsable administratif)	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur territorial (responsable financier en disponibilité)	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Directrice	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Ingenieur territorial principal (directrice)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur territorial (directeur adjoint)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alternant (apprenti administratif RH)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chargé de Projet biodiversité (alternant)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		6,00	0,00	6,00	3,00	1,00	4,00

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %)

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Alternant (apprenti administratif RH)		OTR		0,00	A A	A apprentissage
Chargé de Projet biodiversité (alternant)		OTR		0,00	A A	A apprentissage
Directrice	A	TECH		0,00	A	A
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Ambassadeur 2	C	TECH		0,00	A 332-24	CDD Contrat de projet
Assistante Finances	C	ADM		0,00	A 332-23	CDD Accroissement temporaire d'activité
Assistante administrative remplacement	C	ADM		0,00	A 332-23	CDD Accroissement temporaire d'activité
Assistante gestionnaire LEADER	B	ADM		0,00	A 332-24	CDD Contrat de projet
Attaché territorial (CP Education culture)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Attaché territorial (CP Tourisme)	A	ADM		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Attaché territorial (CP communication Evenementiel)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Attaché territorial (gestionnaire Leader)	A	ADM		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Chargée de projet révision de la Charte	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD Contrat de projet
Ingénieur territorial (CM agriculture)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Ingénieur territorial (CP Energie)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Ingénieur territorial (CP Forêt)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Ingénieur territorial (CP Paysage aménagement))	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Ingénieur territorial (CP Valorisation filière laine)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Ingénieur territorial (CP accompagn. acteurs ecotouristiques)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Ingénieur territorial (CP patrimoine bâti)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Renfort agriculture	A	TECH		0,00	A 332-23	CDD Accroissement temporaire d'activité
Rédacteur territorial (CM Espace Valléen)	B	ADM		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Rédacteur territorial (CP assistant comm évènementiel)	B	ADM		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
Technicien territorial (Ambassadeur coordinateur)	B	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
ingénieur territorial (Animateur Leader)	A	TECH		0,00	A 332-24	CDD contrat de projet
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel.

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION			IV
ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N			C1.2

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-205-1 DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION		IV
IDENTIFICATION DES FLUX CROISES		C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES		Accusé de réception en préfecture	
		006-210600698-20241210-2024-205-1	DE
		Date de télétransmission : 11/12/2024	IV
		Date de réception préfecture : 11/12/2024	D2

Nombre de membres en exercice : 63
 Nombre de membres présents : 36
 Nombre de suffrages exprimés : 72
 VOTES :
 Pour : 71
 Contre : 0
 Abstentions : 1

Date de convocation : 02/02/2024

Présenté par (1) Le Monsieur le Président.
 A Bar-sur-Loup, le 15/02/2024
 Le Monsieur le Président

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
 A Bar-sur-Loup, le 15/02/2024
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

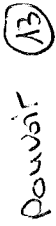
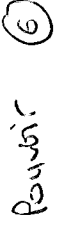
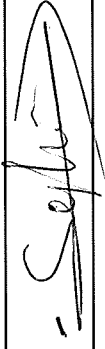
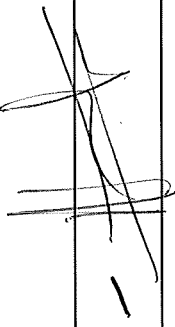
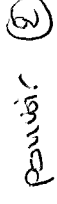
--	--

Certifié exécutoire par (1) Le Monsieur le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

- (1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
 (2) L'assemblée délibérante étant : le Comité syndical.
 (3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

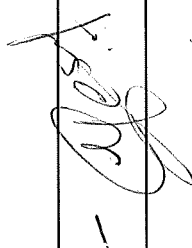
collectivités	Délégués Titulaires	Signature	Délégués suppléants	Signature
REGION SUD - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	Georges BOTELLA	Pouvoir (5)	Sandra PAIRE	
	Jean-Marc DELIA	Pouvoir (7)	Laurence BOETTI-FORESTIER	
	Colette FABRON		Noëlle PALAZETTI	
	Jean-Paul DAVID	Visio (1)	Roger ROUX	
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES	Délégués Titulaires	Signature	Délégués	Signature
	Charles-Ange GINESY		Yannick BERNARD	
	Gérald LOMBARDO		Anne SATTONNET	
	Jérôme VIAUD		Michèle OLIVIER	Visio (8)
collectivités	Délégués Titulaires	Signature	Délégués suppléants	Signature
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS DE GRASSE (CAPG)	Claude CEPPI	Pouvoir (1)	Christian ZEDET	
	Ludovic SANCHEZ		Jean-Marc MACARIO	
CASA	Jean-Bernard MION		Gilbert TAULANE	Visio (2)
	Marc Malfatto		Gilbert HUGUES	
COMMUNAUTE COMMUNES ALPES D'AZUR (CCAA)	Vincent GIOBERGIA + pouvoir c/c délib coll (12)		Anthony SALOMONE	
	Arnaud PRIGENT		Gilbert MARTINELLI	
METROPOLE NICE COTE D'AZUR	Dominique ESTROSI-SASSONE		Jean-Claude MARTIN	
	Philippe HEURA		Anna GUAY	

COMMUNES	Délégués Titulaires	Signature	Délégués suppléants	Signature
AIGLUN	Anthony SALOMONE		Irène MONTIGLIO	
AMIRAT	Alain BARBAGLI	 Vigio (7)	Patrick TOSELLO	
ANDON	Caroline CAPE		Caroline SCHEMBRI-CINTRE	
ASCROS	Nicole HAMÈS	 Pouvoir (13)	Henri DILMI	
BEAUDUN LES ALPES	Joëlle CECCARINI		Virginie LEWICKI	
BONSON	Sandrine GAIDON	 Pouvoir (6)		
BOUYON	Renée-Paule GACHET		Anne-Marie HOURCADE	
BRIANCONNET	Martine SEGHI		Delphine SAINT-MARTIN	
CABRIS	Bénédicte BEDEL	 Vigio (4)	Gérard DEVAUX	
CAILLE	Marie-Christine PEYROUTOU-BAGNIS		Marie AZIHARI	
CARROS	Alain SERVELLA		Paul MITZNER	
CAUSSOLS	Gilbert HUGUES	 Pouvoir (2)	Jean-Luc ARMANDI	
CIPIERES	Monique CURE		Christian PICQ	
COLLONGUES	Nicole CIMBE			
2				

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-2024-1210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

COMMUNES	Délégués Titulaires	Signature	Délégués suppléants	Signature
COURMES	Bruno ROUGANNE		Barbara EUZIERE	
COURSEGOULES	Serge MAUREL		Alain BEGNA	
CUEBRIS	Michèle BELLERY	visio (3)	Brigitte AGOSTI	
ESCRAGNOLLES	Martine SILVANO		Damien PALTRINIERI	
GARS	Myriam NOCERA	pouvoir (3)	Sébastien DUVAL	
GATTIERES	Anne GIUJUZZA		Alain DERENNE	
GILETTE	Sandrine MOSCONI		Mélanie THEUNIS	
GOURDON	Eric MELE		Julien NEGRO	
GRASSE	Annie DUVAL		Murièle CHABERT	
GREOLIERES	Marc Malfatto		Alain CHIN MEUN	
LA PENNE	Liliane CASTAGNOLI	pouvoir (10)	Marjorie BREMOND	
LA ROQUE EN PROVENCE	Joël BARRIERE	visio (5)	Scyllia NEDELEC-CORSO	
LE MAS	Julien DO SOUTO	visio + pouvoir n°6 à 17. Sanchez a partir d'libération 2024. (pouvoir (M))	Joëlle GHIBAUT	
LE BAR SUR LOUP	Maxime FERRERO		Georges CAUVIN	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-05-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

COMMUNES	Délégués Titulaires	Signature	Délégués suppléants	Signature
LE BROC	Brigitte SION		Michèle BERNARD	
LES FERRES	Serge BERENGER	pouvoir (9)	Guy PAPETTI	
LES MUJOULS	Joëlle BOLOT		Gérard BOUCHARD	
PIERREFEU	Christian ZAETTA		Christine FONTAINE	
REVEST LES ROCHES	Denis FISSORE		Laurie COURIERE	
ROQUESTERON	Patrick CALEGARI	pouvoir (8)	Hélène REGNIER	
SAINT ANTONIN	Didier GASTAUD		Laurent GUSTALONA	
SAINT AUBAN	Yves PASCAL		Jean-Pierre PASCAL	
SAINT CEZAIRE SUR SIAGN	Christian ZEDET		Michèle OTTOMBRE-BORSONI	
SAINT JEANNET	Céline LEGAL-ROUGER		François RANDAZZO	
SAINT VALLIER DE THIEY	Jean-Marc DELIA	pouvoir (4)	Pierre COURRON	
SALLAGRIFFON	Florence BONNARD			
SERANON	Florence DALMASSO		Sarah SPATARO-GHIGLIONE	
SIGALE	Arnaud PRIGENT		Patricia MALQUARTI	
Accusé de réception 006-210-600698-2024-1210-2024-205-1-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024				
				4

COMMUNES	Délégués Titulaires	Signature	Délégués suppléants	Signature
SPERACEDES	Jean-Marc MACARIO		Serge COMPIANI	
TOUDON	Jean-Pierre LAUGIER		Pascal GIAVINA	
TOURETTE DU CHÂTEAU			Sonia SARTORI	
TOURRETTES SUR LOUP	Geneviève PIERRAT		Géraldine SKRABO	
VALDEROURE	Stéphane MAILLARD		Alain MARINO	
VENCE	Claudia WOLFF		Michel MAQUESTIAUX	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

RE: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

DAVID Jean-Paul <jpdavid@maregionsud.fr>

Lun 19/02/2024 17:50

À :Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

📎 5 pièces jointes (25 Ko)
Outlook-bjqf0eu; Outlook-rpsjotd0; Outlook-eclz1lpg; Outlook-yxh4asti; Outlook-0ciavz2w;

Je soussigné **DAVID Jean-Paul**, délégué au PNR pour la collectivité suivante : **Région Sud atteste avoir participé au Comité syndical** du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement.

Jean-Paul DAVID
Conseiller Régional
Président de la Commission Agriculture
Ruralité, Élevage et Forêts
Maire de GUILLAUMES

De : Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>
Envoyé : lundi 19 février 2024 10:16
Objet : Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

ATTENTION: Cet e-mail provient de l'extérieur de la Région. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes sauf si vous connaissez l'expéditeur et savez que le contenu est sûr. Si le message vous semble être malveillant veuillez le signaler avec le bouton "Alerte phishing"

Madame, Monsieur,

Vous avez participé, le **15 février 2024**, au Comité Syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur en **visio-conférence**.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir nous adresser, en faisant « répondre à ce mail », le document ci-dessous complété qui nous permettra de prendre en compte votre présence à cette séance.

Ce retour nous est indispensable afin de pouvoir valider les délibérations prises en séance.

Je soussigné (e) (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante : **atteste avoir participé au Comité syndical** du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Re: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Gilbert Taulane <gtaulane@gmail.com>

Lun 19/02/2024 18:24

À : Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

②

5 pièces jointes (25 Ko)

Outlook-rpsjotd0; Outlook-0ciavz2w; Outlook-bjfq0eu; Outlook-eclz1lpg; Outlook-yxh4asti;

Le lun. 19 févr. 2024 à 10:16, Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr> a écrit :

Madame, Monsieur,

Vous avez participé, le **15 février 2024**, au Comité Syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur en **visio-conférence**.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir nous adresser, en faisant « répondre à ce mail », le document ci-dessous complété qui nous permettra de prendre en compte votre présence à cette séance.

Ce retour nous est **indispensable** afin de pouvoir valider les délibérations prises en séance.

Je soussigné (e) **...Taulane Gilbert** (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante : **.....Cipieres 06 620.....** **atteste avoir participé au Comité syndical** du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement,



Eric MÈLE,
Maire de Gourdon (06)
Président du Parc

1, avenue François Goby - 06460 Saint Vallier-de-Thiery

Tél : 04 92 42 39 36

Rejoignez-nous sur :



Soutenez le Parc
Pour inventer une autre vie ici

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de rétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Re: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

mbellery <mbellery@numericable.fr>

Lun 19/02/2024 16:57

À : Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

3

5 pièces jointes (25 Ko)

Outlook-bjfu0eu; Outlook-rpsjotd0; Outlook-eclz1lpg; Outlook-yxh4asti; Outlook-0ciavz2w;

De : Contact - PNR des Préalpes d'Azur

Date : lundi 19 février 2024 à 10:16

À :

Cc :

Objet : Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

Madame, Monsieur,

Vous avez participé, le **15 février 2024**, au Comité Syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur en **visio-conférence**.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir nous adresser, en faisant « répondre à ce mail », le document ci-dessous complété qui nous permettra de prendre en compte votre présence à cette séance.

Ce retour nous est indispensable afin de pouvoir valider les délibérations prises en séance.

Je soussigné (e)**mbellery Michele** déléguée commune de
cuebris..... (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante :
..... **atteste avoir participé au Comité syndical** du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement
Michele Bellery



Eric MÈLE,
Maire de Gourdon (06)
Président du Parc
1, avenue François Goby - 06460 Saint Vallier-de-Thiery
Tél : 04 92 42 39 36
Rejoignez-nous sur :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

41

RE: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

bénédicte <benedicte-bedel@wanadoo.fr>

Lun 19/02/2024 16:22

À : Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

Je soussignée **BEDEL Bénédicte** délégué au PNR pour la collectivité suivante : commune de **Cabris** atteste avoir participé au Comité syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le 15 février 2024 à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai participé à cette séance à distance en visio-conférence, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bénédicte BEDEL

Envoyé depuis l'application Mail Orange

De: "Contact - PNR des Préalpes d'Azur" <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

Envoyé: lundi, 19 février 2024, 10:16

À:

Objet: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

Madame, Monsieur,

Vous avez participé, le **15 février 2024**, au Comité Syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur en **visio-conférence**.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir nous adresser, en faisant « répondre à ce mail », le document ci-dessous complété qui nous permettra de prendre en compte votre présence à cette séance.

Ce retour nous est indispensable afin de pouvoir valider les délibérations prises en séance.

Je soussigné (e) (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante : atteste avoir participé au Comité syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement,

Eric MÈLE,
Maire de Gourdon (06)
Président du Parc

1, avenue François Goby - 06460 Saint Vallier-de-Thiery

Re: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Joël BARRIERE <joel.barriere@orange.fr>

Lun 19/02/2024 10:39

À :Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

5

Le 19 févr. 2024 à 10:16, Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr> a écrit :

Madame, Monsieur,

Vous avez participé, le **15 février 2024**, au Comité Syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur en **visio-conférence**.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir nous adresser, en faisant « répondre à ce mail », le document ci-dessous complété qui nous permettra de prendre en compte votre présence à cette séance.

Ce retour nous est indispensable afin de pouvoir valider les délibérations prises en séance.

Je soussigné (e) **BARRIERE Joël**, délégué au PNR pour la collectivité suivante : **LA ROQUE EN PROVENCE** atteste avoir participé au Comité syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le 15 février **2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement,

<Outlook-bjfqu0eu>

Eric MÈLE,
Maire de Gourdon (06)
Président du Parc

1, avenue François Goby - 06460 Saint Vallier-de-Thiery

Tél : 04 92 42 39 36

Rejoignez-nous sur :

<Outlook-rpsjotd0> <Outlook-eclz1lpg> <Outlook-yxh4asti>

<Outlook-0ciavz2w>

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Re: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

Julien Do Souto <juliendosouto@gmail.com>

Jeu 22/02/2024 18:49

À : Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>

5 pièces jointes (25 Ko)

Outlook-bjfq0eu; Outlook-rpsjotd0; Outlook-eclz1lpg; Outlook-yxh4astj; Outlook-0ciavz2w;

[+ visio 23 délib 004
pouvoir a/c délib 005]

Je soussigné (e) **Monsieur DO SOUTO Julien** (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante : **LE MAS** atteste avoir participé au Comité syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai participé à cette séance à distance en visio-conférence, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement.

Le lun. 19 févr. 2024 à 10:16, Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr> a écrit :

Madame, Monsieur,

Vous avez participé, le **15 février 2024**, au Comité Syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur en **visio-conférence**.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir nous adresser, en faisant « répondre à ce mail », le document ci-dessous complété qui nous permettra de prendre en compte votre présence à cette séance.

Ce retour nous est indispensable afin de pouvoir valider les délibérations prises en séance.

Je soussigné (e) (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante : atteste avoir participé au Comité syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai participé à cette séance à distance en visio-conférence, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement,



Eric MÈLE,
Maire de Gourdon (06)
Président du Parc

1, avenue François Goby - 06460 Saint Vallier-de-Thiery

Tél : 04 92 42 39 36

Rejoignez-nous sur :



Estelle AMAVET - PNR des Préalpes d'Azur

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

De: Alain Barbagli <lafermadaqui@aol.com>
Envoyé: vendredi 23 février 2024 18:01
À: Contact - PNR des Préalpes d'Azur
Objet: Re: TR: Comité syndical du 15 février 2024 - validation présence visio-conférence

Madame, Monsieur,

Je soussigné **BARBAGLI ALAIN**, délégué au PNR pour la collectivité suivante : **AMIRAT** atteste avoir participé au Comité syndical du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement,

ALAIN BARBAGLI

Validation présence visio-conférence

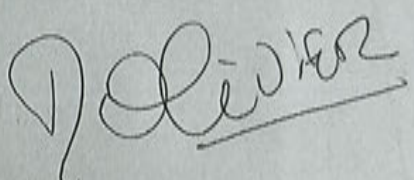
Envoyé

Je soussigné (e) OLIVIER MICHELE (nom-prénom), délégué au PNR pour la collectivité suivante : Département atteste avoir participé au **Comité syndical** du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur qui s'est tenu le **15 février 2024** à 14h à Le Bar sur Loup.

Je confirme que j'ai **participé à cette séance à distance en visio-conférence**, conformément aux statuts du PNR.

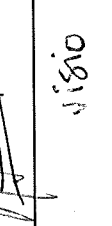
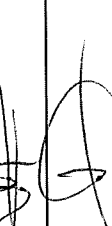
Je confirme, par ailleurs, que j'ai participé aux votes des délibérations à l'aide des outils mis en place à cet effet.

Bien cordialement,



Eric MÈLE,
Maire de Gourdon (06)
Président du Parc

POUVOIRS COMITE SYNDICAL DU 15 FEVRIER 2024

Nom du Délégué	Collectivité	pouvoir transmis à	Signature
1) Etienne CEPI	CAPC	YVES PASCAL	
2) Gilbert HUGUES	Commune de Courssols	Marc Malfatto	
3) Myriam NOCERA	Commune de Gars	Denis FISSERE	
4) Jean-Marc DELIA	Commune de St Vallier	Alain SERVUELVA	
5) Georges BOTELLA	Région Sud	Jean-Paul DAVID	visio
6) Sandrine GAIDON	Commune de Bonson	Anthony SALOMONÉ	
7) Jean-Marc DELIA	Région Sud	Jean-Paul DAVID	visio
8) Patrick CALEGARI	Raquestéron	Anthony SALOMONÉ	
9) Serge BERENGER	Commune les Ferres	Marc Malfatto	
10) Liliane CASTAGNOLI	Commune La Penne	Denis FISSERE	
11) Julia DO SOUTO	Commune Le Nas	Ludovic SANCHEZ	
12) Vincent GIOBERGIA	C.C.A.A.	Arnaud PRIGENT	
13) Nicole HAMES	Commune Agros	Arnaud PRIGENT	

Accusé de réception en date du 11/12/2024
 006-2024-00000-20241211-2024-205-1-DE
 Date de transmission : 11/12/2024
 Date de réception : 11/12/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

1



Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur

POUVOIR

Je soussigné(e) CEPPI Claude

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité St Auban

Donne pouvoir à M PASCAL Yves

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité St Auban

Sera présent à partir de 14h peut être
avant. merci

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à St Auban

Le : 19.02.2024

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

②



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

POUVOIR

Je soussigné(e) *Hugues Gilbert*
Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité *Courmouls*
Donne pouvoir à *M. Malfatto Marc*
Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité *CASA*

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à *Courmouls*

Le : *12/2/24*

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

[Signature]
[Stamp: Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur]

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional
des Préalpes d'Azur

3

POUVOIR

Je soussigné(e) Myriam NOCERA
Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité Commune de Gars
Donne pouvoir à Denis FISSORE
Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité de Revet - les Roches

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :
Comité Syndical du 15/02/24

Fait à Cannes
Le : 13/02/24

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :
" Bon pour pouvoir "
M. Nocera

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :
Dans le cas, où le délégué titulaire d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son délégué suppléant pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.
Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, seul le délégué titulaire pourra donner un pouvoir à un délégué.
Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.



Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur

POUVOIR

(4)

Je soussigné(e) Jean-Jac Délé

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité SAINT-VALLEUR-DE-THIEY

Donne pouvoir à Alain BERVELET

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité CARROS

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à Saint-Valleur-de-Thiey

Le : 5 février 2024

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

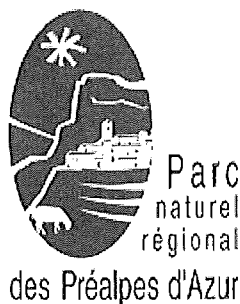
Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur

POUVOIR

(5)

Je soussigné(e) BOTELLA georges
Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité.....region sud.....
Donne pouvoir àjean.paul.DAVID.....
Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité.....region sud.....

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait àtheoule.....

Le :9 fev. 2024.....

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

POUVOIR

(6)

Je soussigné(e) Sandrine GARDON

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité Bonsen

Donne pouvoir à Anthony SALOMONE

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité Aigle

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures .

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à Bonsen

Le : 13/02/2024

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

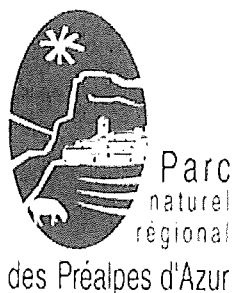
Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



*Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur*

POUVOIR

7

Je soussigné(e) Jean-Jac DOLIN, Conseiller Régional

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité Région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Donne pouvoir à Jean-Paul DAVID

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à St Vallier de Thiey

Le : 8 février 2024

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

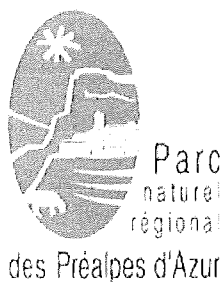
Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiey
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

POUVOIR

8

Je soussigné(e) Monsieur Colegari Patrick
Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité Roquesteron
Donne pouvoir à Anthony SALOMONE
Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité Aigles

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à Roquesteron

Le : 08 février 2024

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

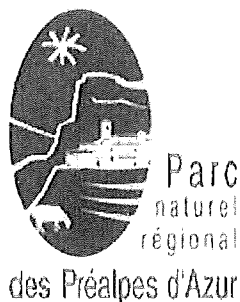
Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

POUVOIR

9

Je soussigné(e) BERENGER Serge

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité COMMUNE DE LES FERRES

Donne pouvoir à MARC MALFATTO

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité CASA

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à NICE

Le : 09/02/2024

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon Pour Pouvoir 

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

POUVOIR

10

Je soussigné(e) ...CASTAGNOLI Liliane.....

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité.....de Penne.....

Donne pouvoir àDenis FISSORE.....

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité.....Revest les Roches.....

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait àde Penne.....

Le :9.02.2024.....

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

(11)

POUVOIR

[A partir de la
délibération 004]

Je soussigné(e) Monsieur DO SOUTO Julien

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité de Le Mas.

Donne pouvoir à Monsieur Ludovic SANCHEZ...

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité de Le Mas.

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à Le Mas.

Le : 15/02/2024.

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir

Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur
1 av. François Goby - 06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél. 04 92 42 08 63 - Fax. 04 92 42 39 29
contact@pnr-prealpesdazur.fr
Site Internet : www.pnr-prealpesdazur.fr



**Syndicat Mixte du Parc naturel régional
des Préalpes d'Azur**

POUVOIR

Je soussigné(e) M. GIOBERGIA Vincent - Maire d'ASCRS

Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité CCAA

Donne pouvoir à M. PRIGENT Armand

Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,

Représentant la collectivité

à partir de 15h30

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à ASCRS

Le : 23/02/24

Le Maire,
Vincent GIOBERGIA

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir



Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.



Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur

POUVOIR

Je soussigné(e) PO/HAMES NIOLE
Délégué(e) titulaire du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité de ASURS
Donne pouvoir à M. Prigent Armand
Délégué(e) du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
Représentant la collectivité.....

Pour me représenter et voter en mon nom lors du :

Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14 heures

Salle du Conseil Municipal – Le Bar sur Loup

Fait à ASURS

Le : 24/02/24

Signature précédée de « Bon pour pouvoir » :

Bon pour pouvoir

F/o

Vincent G. OBERGIA



Rappel du fonctionnement de la représentation et des pouvoirs :

Dans le cas, où le **délégué titulaire** d'une commune ou d'un EPCI n'est pas disponible pour assister au Comité syndical, il doit contacter son **délégué suppléant** pour que celui-ci assure la représentation de leur collectivité. Il est alors inutile d'utiliser un pouvoir.

Dans le cas où le suppléant serait également indisponible, **seul le délégué titulaire** pourra donner un pouvoir à un délégué.

Chaque délégué peut disposer de 2 pouvoirs au maximum.

De: Nicole Hames <nicole.hames@hotmail.fr>
Envoyé: mercredi 28 février 2024 13:29
À: Contact - PNR des Préalpes d'Azur
Cc: Estelle AMAVET - PNR des Préalpes d'Azur
Objet: Re: COMITE SYNDICAL 15 février 2024 - Mme HAMES

Bonjour Madame,

Suite à notre discussion ce mercredi 28 février, veuillez trouver mon pouvoir.

Je, soussignée, Madame Nicole Hames 3ème adjointe de la mairie d'ASCROS, Déléguée titulaire du Syndicat Mixte du Parc Régional des Préalpes d'Azur, représentant la Collectivité d'ASCROS.

Donne pouvoir à Monsieur PRIGENT pour me représenter et voter en mon nom lors du Comité Syndical du jeudi 15 février 2024 à 14h :
Salle du Conseil Municipal : Le Bar/Loup.

Fait à Ascros le 15 février 2024

Bon pour pouvoir.

Nicole HAMES 3ème adjointe de la mairie d'ASCROS.

Envoyé de mon Galaxy A40 Orange
Télécharger [Outlook pour Android](#)

From: Contact - PNR des Préalpes d'Azur <contact@pnr-prealpesdazur.fr>
Sent: Wednesday, February 28, 2024 11:25:35 AM
To: nicole.hames@hotmail.fr <nicole.hames@hotmail.fr>
Cc: Estelle AMAVET - PNR des Préalpes d'Azur <eamavet@pnr-prealpesdazur.fr>
Subject: TR: COMITE SYNDICAL 15 février 2024 - Mme HAMES

Bonjour Madame,

Comme convenu je vous fais suivre le mail pour confirmer le pouvoir transmis à M PRIGENT.

Bonne réception,



Estelle AMAVET
Responsable finances
1, avenue François Goby
06460 Saint-Vallier-de-Thiery
Tél : 04 92 42 08 63
Rejoignez-nous sur :



Bilan d'activité 2023 – PNR Préalpes d'Azur – 6 pages

Actions phares par thématiques/missions... Incluant postes permanents ou non Cf Organigramme - Non exhaustif – En mauve les nouvelles actions par rapport à 2022. NB : Chaque mission intervient aussi dans le cadre de l'Education au Territoire sur ses thèmes		Subventions Cadre Contractuel*
Patrimoine naturel/Eau/biodiversité (1 ETP + 1 apprenti) 2 mois de vacance de poste suite à mobilité		
Avis sur projets et documents d'urbanisme, et appui conseil aux collectivités (circulation motorisée, portés à connaissance, retours d'expériences...) ; contributions « biodiversité et milieux naturels » auprès de la commission « avis -cadre de vie ». Point particulier pour anticiper les enjeux du Plan National d'Action Vipère d'Orsini (une réunion multipartenariale + 1 document de synthèse).		
Accompagnement des manifestations sportives éco-responsables : 41 avis – Ralentissement avec la vacance de poste fin d'année et la montée en puissance de la Révision. Temps dédié à cette action à réévaluer.		
3e Journée de science participative Plaine de Caille – Préparation de la journée 2024 (Oliveraie Métropole)		Région (EET)
Encadrement d'un apprenti jusque sept 2023 sur 3 thématiques issues du plan d'action biodiversité 21-27 : consolidation de la réflexion sur les observatoires et indicateurs pour la biodiversité + état des lieux des 3 sites naturels remarquables de la Charte du Parc qui ne font pas l'objet de mesures de gestion + Recollement de la Trame Verte et Bleue détaillée par les documents intercommunaux (+ appui science participative).		
Liaisons entre acteurs du bassin versant de l'Estéron et suivi des 6 bassins versants (SMIAGE, SAGE) + liens au SDAGE – Accompagnement du plan d'action d'adaptation au risque de sécheresse ; suivi des études ressources (Cheiron, Vegay) – En lien avec le SMIAGE, actualisation du diagnostic Estéron pour renouvellement du label en 2024 . Le COPIL annuel n'a pu se tenir en fin d'année pour des raisons d'agenda politique.		
Dans le cadre de la révision de la Charte de Parc, concertation sur les besoins d'études complémentaires > consultation lancée en Novembre pour une approche des causes d'érosion de la biodiversité (autres que les ruptures de continuité écologiques), et des enjeux de gestion différenciée selon les enjeux par sous secteurs . La mission doit également proposer, dans le cadre de la Charte actuelle, l'articulation des trames vertes et bleues des intercommunalités pour compléter les trames écologiques à l'échelle du Parc (inscrites dans la charte actuelle). Mise en œuvre en 2024		
Paysage Aménagement Urbanisme (1ETP)		
Suivi et pilotage des avis pluri-thématiques sur documents de planification de portée régionale à locale (SRADDET > SCOT > PLU), et appui conseils aux collectivités et porteurs de projets ; consolidation et animation de la commission « avis - cadre de vie » (une trentaine d'avis) A noter : Tournage d'une vidéo sur le rôle de la commission avis (avec l'ARBE, à paraître en 2024) et la boîte à outils. 1ers échanges avec DDTM autour des solutions pour développer l'agritourisme sans risquer le changement de destination des bâtis à la cessation d'activité, y compris en site classé (piste de l'outil stecal en lien avec activité dans les PLU + équipements réversibles de type habitat insolite a proximité des fermes).		
Concertation intercommunale/définition d'un schéma d'accueil des Gorges du Loup – Maîtrise d'œuvre attribuée à ALTEA – 3 COPIL et 3 COTEC – A suivre		80 % DREAL / FNADT / Région
Aménagement et Signalétique : appui aux communes (rappel cadre réglementaire, transfert d'expérience entre les communes) : Schéma directeur Séranon, Règlement Local de Publicité St Vallier de Thiey		
Encadrement stagiaires architecture (2*1 mois) : travail sur les clôtures et les abreuvoirs sur le site classé en lien avec POPI Baous – proposition d'intégration		
Dans le cadre de la révision de la Charte de Parc, constitution d'un cahier des charges pour une mission d'évaluation des engagements pris pour la lisière sud et de concertation sur les freins et les leviers pour orienter les futures préconisations de la Charte Mise en œuvre en 2024		

Actions phares par thématiques/missions... Incluant postes permanents ou non Cf Organigramme - Non exhaustif – En mauve les nouvelles actions par rapport à 2022. NB : Chaque mission intervient aussi dans le cadre de l'Education au Territoire sur ses thèmes		Subventions Cadre Contractuel*
Patrimoine Bâti (1ETP)		
Itinéraires du Patrimoine Roman : Diffusion des livrables de l'Itinéraire du patrimoine Roman dans les Préalpes d'Azur – Journées internationales du Roman en lien avec SIVOM de Vence du 1 au 3 Juin 2023 + évènements EET pour améliorer l'information accessibilité + appui aux communes (contrat de Parc pour armoire à reliques à Sigale et Caméra de surveillance à La Penne, suite pour la rénovation Chapelle à Gourdon avec l'appui du Département)		
Programme opérationnel Pierre Seche : subventions mobilisables à partir d'Octobre 2023 - Point sur les inventaires en lien avec les autres territoires impliqués, participation aux rencontres internationales de la pierre sèche (Luberon), suivi dossier et démarrage d'un plan d'actions inter espaces valléens sur 3 ans avec la CA Riviera Française et la participation technique de la Métropole, et des PNR Verdon, Luberon, Ventoux Ste Baumes – 3 Axes = connaissance, valorisation, professionnalisation		FEDER / Région – Inter Espace Valléen
Programme LEADER (2,5 ETP dont 0,75 pour le compte la nouvelle programmation, transition vers chef de file CCAA)		
Programme 14-22 : 6 projets retenus au dernier appel à projet de la programmation en janvier 2023, dont 3 sur le territoire du Parc > conventionnement + 13 demandes de paiements instruites pour la programmation 2014-2022 Programme 23-27 conjoint à PNR Préalpes d'Azur, CC Alpes d'Azur – Vallée Ubaye Serre Ponçon (04) – Serre Ponçon (05) sélectionné > Animation et organisation/préparation du conventionnement - Enveloppe d'Aide Europe = 2 695 433 € (FEADER = Fonds européen agricole pour le développement rural) pour une nouvelle stratégie avec 3 axes de soutiens aux projets : Bien vivre ensemble sur le territoire, Entreprendre de manière écoresponsable pour et sur le territoire, Concevoir durablement les ressources du territoire		100% Région FEADER
Mission Agriculture (0,8 ETP + renfort pendant la mission subventionnée Etat)		
Avis sur projets et documents d'urbanisme, et appui conseils aux collectivités		
Programme agro-environnemental et climatique : contractualisation suite à la sélection du programme agro-environnemental 2013-2027 (= aides aux agriculteurs) - 15 agriculteurs engagés sur un total de 1315 ha (589 972,5 €)		Subv Etat pour animation PNR et diags agriculture
Marque Valeur Parc naturel régional – Agriculture : Renfort d'animation pour les socio-professionnels a démarré au 14 novembre – +1 éleveur (total 4) et + 1 apiculteur (tot 2) labellisés		Voir volet Tourisme Espace Valléen
Animation de la démarche foncière : implication dans les travaux des EPCI et du Département concernant les Plans Alimentaires Territoriaux.		
Accompagnement « de l'idée aux projet » pour l'association des agriculteurs du Parc + enquête auprès des producteurs pour la mise à jour du guide des producteurs.		
Co-animation du Plan d'Orientation Pastoral Intercommunal des Baous (plan d'actions multi-acteurs) dans le cadre de la convention public/public PNR-SIVOM du Pays de Vence :		
Mission Tourisme / Mise en œuvre du Programme Espace Valléen (1ETP + 0,5 ETP d'appui aux porteurs de projets)		
Pilotage du programme Espace Valléen		
Marque Valeur Parc naturel régional (volet Activités de Pleine Nature) : poursuivre les audits – Animation du réseau en lien avec Chargé d'accompagnement des socio-professionnels de l'éco-tourisme		
Exploration de l'opportunité de mettre en œuvre une démarche biodiv sport – Pas concluante.		
Accompagner la médiation en lien avec les activités de pleine nature, suivi des manifestations sportives sur route (quinzaine d'avis du Parc) – Accompagnement de 3 collectivités (Bonson, le Broc, SMGA) pour déposer une demande de subvention « contrat de Parc » pour l'investissement dans les « toilettes sèches » (Suite à étude de faisabilité).		
40 jours de travail relatif à l'animation du réseau inter-parcs – Stratégie Ecotouristique /Chemin des Parcs..		

Actions phares par thématiques/missions... Incluant postes permanents ou non Cf Organigramme - Non exhaustif – En mauve les nouvelles actions par rapport à 2022. NB : Chaque mission intervient aussi dans le cadre de l'Education au Territoire sur ses thèmes		Subventions Cadre Contractuel*
Accompagnement et mise en réseau des socio-professionnels écotourisme (1 ETP)		Espace Valléen 80% FNADT Région
Accompagnement aux démarches de progrès : Cartographie des dispositifs d'accompagnement, de leur pilote et champs d'intervention - Conseils et mise en réseau des acteurs en fonction des besoins avec les partenaires compétents (consolidation du réseau partenarial tout au long de la mission) – Concertation sur l'opportunité de développement du réseau marque Valeurs Parc au référentiel hébergement-restauration Animations de réseaux de professionnels : Organisation et coordination de formations (l'eau dans les structures touristiques, atelier numérique) ; relai de formation (monde nocturne, tourisme ornithologique, consommations énergétiques, communication marque Valeurs Parc...) - Organisation d'animations dans le cadre de la marque : comités marque, journée de réseau - Evenements : festival Envie d'Ailleurs, forums, fêtes du Parc, Rdv du Parc, rencontre du Grand Parcours des Baous. Valorisation des acteurs écotouristiques et développement d'outils : Actualisation du kit pédagogique écotourisme pour les bénéficiaires de la marque Valeurs Parc - Création et réédition d'outils de promotion et de communication (diplômes de valorisation, brochures Maralpine) - Reportages photographiques de mise en situation des bénéficiaires de la marque Valeurs Parc - Création d'une boîte à outil pro' avec l'ensemble des ressources issues des formations et dispositifs des partenaires		
Transition énergétique et croissance verte (déchets, mobilités...) (0,8 ETP + 1 stagiaire)		
Animation et suivi Réserve internationale de Ciel étoilé : suivi de la qualité du ciel et suivi d'indicateurs d'activités pour le maintien du label - accompagnement des communes à la rénovation de l'éclairage public - sensibilisation des élus et du grand public par le biais des « Nocturnes du Parc » - appui au programme scolaire - production d'outils de communication et de sensibilisation : guide, dépliant, expositions, jeux pédagogiques, stands - Formation des socioprofessionnels - Animation d'un réseau d'acteurs engagés, Journées de la RICE locales, participation à la dynamique nationale - Mise en tourisme de la RICE : élaboration concertée du cahier des chartes		80% Transition LEADER / INTER Espace Valléen
Plan d'action zéro déchets plastiques (stagiaire) : 3 Comités des fêtes 0 déchet, concertation itinérance et panier-repas 0 déchet, 2 épiceries 0 déchet, bases d'un guide pour la prévention et la gestion des déchets sauvages pour les élus.		
Stratégie énergétique : Participation aux PCAET des intercommunalités, relai de leurs offres (interco, Département, Agence 06, SICTIAM) - Accompagnement de 3 communes sur le diagnostic de leurs bâtiments communaux - Contributions et avis pour la prise en compte des enjeux de protection des patrimoines : biodiversité, paysages, maintien de l'agriculture, ... (lors de projets locaux, de nouvelles réglementations, des S3REnR...) dans le développement des énergies renouvelables - Promotion d'outils pour faciliter la prise en compte des enjeux patrimoniaux : outil cartographique de foncier dérisqué pour les centrales PV au sol, guide d'intégration architecturale des panneaux solaires (porter à connaissance mi 2023 suite au courrier de la préfecture aux communes concernant les attendus de la loi d'accélération qui assigne un rôle aux PNR.		
Forêt (1 ETP pour anima la Stratégie Forestière Territoriale + 0,1 ETP saisonnier)		FEADER/Région
Campagne de mesures sur placettes terrain pour caler l'interprétation de la campagne de télédétection LIDAR par inventaire de placettes > information sur l'ensemble du couvert forestier des Préalpes d'Azur.		
Approbation de la Charte Forestière de Territoire – Signature le 12 avril 2023 sur la commune de le Mas		
Début du programme d'action – mise en œuvre de la Charte Forestière – COPIL/COTEC		
Pilotage de l'action MAIF Vivre avec le Feu qui vise à Utiliser la psychologie sociale environnementale et le design pour créer de nouveaux outils de communication innovants, afin d'améliorer et alimenter la compréhension sur les différents emplois du feu pour amener vers l'adoption des bonnes pratiques – le programme comprend une synthèse pédagogique des connaissances et du cadre réglementaire (OLD, brûlage dirigé, déchets verts, cigarette, feux de camp...). Les productions seront financées MAIF, hors programme FEADER.		

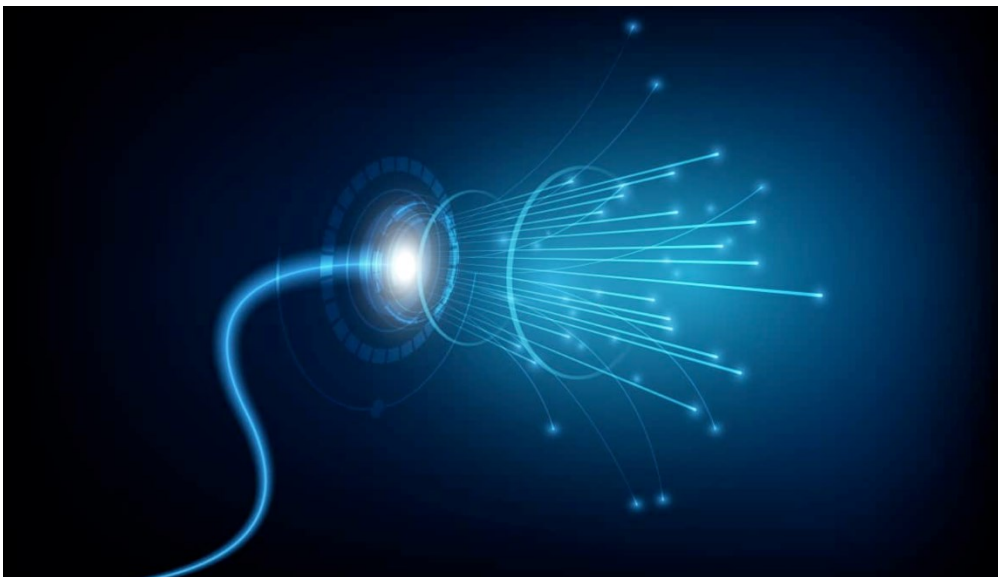
Actions phares par thématiques/missions... Incluant postes permanents ou non Cf Annexe 2b - Non exhaustif – En mauve les nouvelles actions par rapport à 2022. NB : Chaque mission intervient aussi dans le cadre de l'Education au Territoire sur ses thèmes		Subventions Cadre Contractuel*
Chargé de projet coopération laine (0,8 ETP>1ETP)		LEADER
Mobilisation des éleveurs autour des enjeux du tri en éclairant les différents circuits de valorisation (chaines de valeur pour différents circuits adaptés à la laine Préalpes et Mourerous) + mise à disposition de la coopérative lainière de curons produits par Résine Esterel Azur (à partir de sacs de jute recyclés)		
Mise en place d'essais de transformation : concertations et actualisation des choix en fonction des autres travaux en France, préparation de partenariats pour essais de paillage.		
Voyage d'étude en Lorraine (Filière isolants) et Pyrénées Ariègeoises (Valorisations artisanales et relocalisation des activités de tri, 1ere et seconde transformation)		
Ambassadeurs et Garde Régionale Forestière (2 à l'année et 2 saisonniers > 2,5 ETP + 1,2 ETP GRF)		
Sensibilisation des publics (consolidation et poursuite de la stratégie de communication engageante), rencontres acteurs du Parc, médiations 277 tournées, 9 229 personnes sensibilisées entre mai et octobre pour 25 767 personnes vues 3 journées de comptage dans les Gorges du Loup + questionnaire spécifique sur Gréolières les Neige 126 rencontres avec des socio-professionnels + 10 interventions qui ont permis de sensibiliser 190 personnes Amélioration et développement de la communication engageante sur le terrain (formation, outils sous forme de jeu de carte)		80% Région sur 0,25 ETP encadrement et 1,2 ETP sensibilis
A partir d'Octobre 2023, participation des ambassadeurs au programme « Vivre avec le Feu » : mise au point des enquêtes avec Warucene et l'université de Nîmes		Fondation MAIF 90% de 0,5 ETP sur 3 mois
Education au Territoire et à l'Environnement (1+0,25 renfort saisonnier + 0,25 assistant Comm/EET)		
Cycle scolaire 22-23 : thèmes : karst, Forêt, Monde de la nuit - 4 thèmes, 34 classes, 716 élèves + 1 classe de collège		Région Subv EET et Transports + DRAC + LEADER
Mise en œuvre du programme lycées - 4 thèmes, 15 classes, 450 élèves		
8 Rendez-Vous du Parc		
En lien avec le patrimoine bâti, poser les réflexions pour le renouvellement d'une convention DRAC/PNR PA		
Veiller à la valorisation du Schéma d'Interprétation du Patrimoine par les acteurs locaux et à travers les actions du Parc		
Communication (1 ETP +0,7 assistant+1 stagiaire)		
Dossiers récurrents : événementiel, réseaux sociaux, réédition de supports/organisation des réassorts de documentation, appuis aux travaux de communication des CM ou de l'inter parcs PACA		
Poursuite de l'inflexion de la communication vers la démonstration de « à quoi sert le Parc » : que font les élus, que fait l'équipe + développement des relations avec les médias et avec les personnes ressources sur le sujet dans les communes et les offices de tourisme. Sans perdre les efforts qui portent leur fruit en terme d'identité du territoire		
Commande d'article web et réseaux dans cet esprit pour une programmation au long cours		
Cadrer la communication interne et externe dans le cadre de la révision de la Charte du Parc		
Fête du Parc (chef de projet fête 0,3 ETP + renfort saisonnier 0,25 ETP) Saint Vallier de Thiey Septembre 2023		

Maison du Parc – étude pré-opérationnelle et programmatique – (Directeur Adjoint) Ateliers de concertation pour mutualiser les fonctions et optimiser le budget de fonctionnement	
Fabrication et pose des Relais d'Information : Finalisation des implantations sur la route Métropolitaine (pas d'accord trouvé sur l'A8 et ni la pénétrante)	80 % FNADT +région
Système d'Information Territorial du réseau des Parcs de PACA (0,25 ETP – Mise à disposition PNR Queyras/mutualisation)	
Appui au Conseil de Développement (13 000 € pour les actions - 12 000 € pour l'animation – Lien Directrice)	
Animation du Conseil Scientifique (Environ 0,1 ETP – Chef de projet Charte du Parc)	
2 réunions de reprise de contact en collectif pendant l'été - 1 réunion du conseil scientifique en septembre pour présenter la Révision et introduire de nouveaux membres potentiels - Une dizaine d'entretiens avec des chercheurs/experts pour leur présenter le Parc et le Conseil scientifique	
Révision de la Charte du Parc (0,9 ETP Chef de Projet + 1 stagiaire + temps agents équipe technique et administrative)	
Concertation pour la délimitation du périmètre d'études et rédaction de la note d'opportunité. Organisation de la démarche, définition des besoins d'expertise aux différentes étapes (Evaluation, Diagnostic, Enjeu), Coordination avec le Conseil de Développement pour l'implication société civile Forum de mobilisation : +2° et après	Région

**La dotation annuelle de l'Etat passe de 100 000 à 130 000 €. Elle n'est pas affichée ici comme subvention ; elle s'inscrit en face de temps agents ou de prestations dédiés à une liste de missions relevant de la Biodiversité, des Sites et Paysages, de l'Aménagement Urbanisme et/ou de l'évaluation/gouvernance de la Charte du Parc*



Note de présentation du Compte Administratif



**Budget Annexe
Aménagement Numérique
2023**

SOMMAIRE

I. BILAN FINANCIER 2023.....	3
II. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023	3
1. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	4
1.1. Les recettes de fonctionnement 2023.....	4
1.2. Les dépenses de fonctionnement 2023.....	5
2. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION D'INVESTISSEMENT	7
3. L'ENDETTEMENT DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT NUMERIQUE.....	11
4. LES PRINCIPAUX RATIOS.....	15
III. L'AUTORISATION DE PROGRAMME FTTH.....	15

I. BILAN FINANCIER 2023

Le projet de déploiement de l'aménagement numérique du territoire mobilise 165.3 M€.

L'exploitation, la commercialisation et la maintenance du réseau d'initiative publique La Fibre 06 ont été confiées à THD06 by Altitude Infra via une convention de délégation de service public. Dès lors qu'un certain nombre d'ouvrages a été réceptionné par le SICTIAM, THD06 les prend en affermage pour ensuite les louer auprès des opérateurs commerciaux. Dans ce cadre, THD06 garantit le bon état du réseau et intervient si une réparation est nécessaire.

Ainsi, au 29 décembre 2023, le statut du projet RIP 06 est le suivant :

- 28 NRO sont en service sur 29 avec une accélération en fin d'année.
- 51 871 prises ont été déployées, soit 65% du projet réalisé, soit une évolution du volume de prises du projet de +78% de production entre 2022 et 2023.
- Au total, 53 390 prises ont été construites. 67% du programme ont été réalisés.
- 13 383 prises ont été commercialisées, soit une progression de + 7209 abonnés (+85%) en 2023 par rapport à 2022.

Le budget « Aménagement Numérique » a fait l'objet d'ajustements au cours de l'exercice 2023 par le biais de 2 décisions modificatives.

II. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Le Compte Administratif 2023 clôture l'exercice avec un résultat excédentaire global de + 10 257 507,62 euros.

Résultats d'exécution du budget annexe AN

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des Sections
Recettes nettes	19 368 604,88 €	2 380 153,45 €	21 748 758,33 €
Résultats antérieurs reportés	17 124 166,11 €	3 712 454,99 €	20 836 621,10 €
Total des Recettes	36 492 770,99 €	6 092 608,44 €	42 585 379,43 €
Dépenses nettes	28 989 991,20 €	3 337 880,61 €	32 327 871,81 €
Résultats antérieurs reportés	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total des Dépenses	28 989 991,20 €	3 337 880,61 €	32 327 871,81 €
Résultat de l'exercice 2023	-9 621 386,32 €	-957 727,16 €	-10 579 113,48 €
Résultats cumulés	7 502 779,79 €	2 754 727,83 €	10 257 507,62 €
Restes à réaliser au 31/12/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultats cumulés avec RAR	7 502 779,79 €	2 754 727,83 €	10 257 507,62 €

1. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1. Les recettes de fonctionnement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022- 2023
Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Dotations et subventions	646 504,00	620 000,00	618 858,00	885 142,00	43,03%
Autres produits courants stricts	1 155 705,35	2 045 074,67	2 326 179,31	1 489 489,45	-35,97%
Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Total des recettes de gestion courante	1 802 209,35	2 665 074,67	2 945 037,31	2 374 631,45	-19,37%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations)	27 219,84	2 461 448,51	63 507,43	0,00	-100,00%
Total des recettes réelles de fonctionnement	1 829 429,19	5 126 523,18	3 008 544,74	2 374 631,45	-21,07%
Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre	0,00	2 172,00	0,00	5 522,00	-
Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Excédent de fonctionnement reporté	1 199 326,33	919 233,35	3 126 431,46	3 712 454,99	18,74%
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	3 028 755,52	6 047 928,53	6 134 976,20	6 092 608,44	-0,69%

Les recettes de fonctionnement s'élèvent en 2023, à près de 6 092 608.44 € ; elles demeurent relativement stables comparativement à 2022 (-0.7% soit – 42.4 k€).

Les postes en augmentation concernent :

- Les dotations et subventions dont le montant s'élève à 885 k€. Elles sont en augmentation de +266.3 k€. En effet, même si les contributions de fonctionnement restent inchangées, soit 620 k€ versés pour moitié à la charge du Conseil Départemental 06, le reste réparti entre les EPCI ayant délégué la compétence (L1425-1 CGCT), à ce montant, s'ajoute la contribution du Conseil Départemental 06 des relais TNT pour 2021 et 2022 (264 k€). La contribution de 2023 sera versée en 2024.
- L'excédent de fonctionnement reporté d'un montant de 3.7 M€. Il enregistre une augmentation de 586 k€ (+18.8 %) comparativement à 2022.

Les postes en diminution concernent :

- Les autres produits courants stricts, en baisse de -837 k€ en raison de la baisse des redevances Q2, P1 et P2 versées par THD06 (Chap 75). Elles totalisent 1.4 M€ en 2022 contre 122.5 k€ en 2023, en raison des retards de livraison. La redevance de contrôle de la DSP s'élève à 56.5 k€ (54.5 k€ en 2022).

Ces "Autres produits" comprennent par ailleurs :

- Les reprises sur provisions (Chap. 78) quasi nulles en 2023 (231€). En 2022, elles s'élevaient à 17.7 k€.
 - Les produits des services (Chap. 70), dont le montant s'élève à 1.3 M€ en 2023. Ils enregistrent, quant à eux, une augmentation de +482.3 k€, comparativement à 2022, en raison des refacturations nouvelles de génie civil des IBLO (selon DSP) pour un montant de 421 k€, auxquelles s'ajoutent les produits issus de la vidéoprotection (16 k€). Enfin, les locations des fourreaux mis à disposition par la Métropole Nice Côte d'Azur ainsi que le produit des locations des fourreaux du SICTIAM ont permis de dégager une recette de 888 k€ contre 847 k€ en 2022.
 - Enfin, 37.6 k€, initialement enregistrés en produits exceptionnels sont enregistrés au chapitre des « Autres produits de gestion courante », avec le passage du budget annexe à la nomenclature M57. Il s'agit d'indemnités perçues par les assurances concernant la tempête Alex (24.2 k€) ainsi que des annulations de contrepassations faisant suite à des rattachements de 2022, pour le solde.
- Il n'y a pas de produits exceptionnels en 2024 (63.5 k€ en 2022). En effet, contrairement à la nomenclature M14, certaines charges et produits exceptionnels sont dorénavant enregistrés au chapitre 65/75

Ceci conduit, en 2023, à une nette diminution des recettes réelles de fonctionnement (- 634 k€, soit - 21%), qui avoisinent 2.4 M€.

1.2. Les dépenses de fonctionnement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
Charges à caractère général	733 171,92	885 341,95	858 403,12	1 340 940,11	56,21%
Charges de personnel	760 210,14	899 991,34	828 410,94	848 581,58	2,43%
Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Autres charges de gestion courante	24 753,00	5 700,00	39 456,94	84 849,76	115,04%
Autres dépenses	0,00	517 669,29	50 231,49	0,00	-100,00%
Total des dépenses de gestion courante	1 518 135,06	2 308 702,58	1 776 502,49	2 274 371,45	28,03%
Charges financières	389 734,41	363 825,26	502 642,34	947 338,56	88,47%
Charges exceptionnelles	110 170,20	33 779,42	45 026,40	0,00	-100,00%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	2 018 039,67	2 706 307,26	2 324 171,23	3 221 710,01	38,62%
Dépenses de fonctionn., opé d'ordre	91 482,50	215 189,81	98 349,98	116 170,60	18,12%
Déficit de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	-
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	2 109 522,17	2 921 497,07	2 422 521,21	3 337 880,61	37,79%

Les dépenses de fonctionnement réalisées s'élèvent à plus de 3 337 880.61 € ; elles sont en hausse de +38% (915.3 k€) par rapport à l'exercice 2022, du fait :

- Des charges à caractère général (Chap. 011), en hausse (+56.2%, +482.5 k€). Elles sont composées d'une part, des dépenses relatives au loyer et charges de gestion courantes (loyer, carburant, entretien des locaux, frais de déplacement, etc. ...) supportées par le budget principal, et sont refacturées au budget annexe pour un montant de 166.2 k€, en 2023, selon

le taux prévu par délibération n° 92-2022 du Comité Syndical du 6 décembre 2022, et d'autre part des charges directement afférentes au budget annexe Aménagement Numérique (assurance, cotisations, honoraires, évènementiel ...) pour 110.4 k€.

De plus, 918 k€ ont été réalisés en vue des locations immobilières dont notamment le paiement des factures Orange du génie civil IBLO refacturés pour partie, ainsi que les locations NRA et liens pour NRAZO, ou encore l'hébergement des NRO, abonnements RTO...

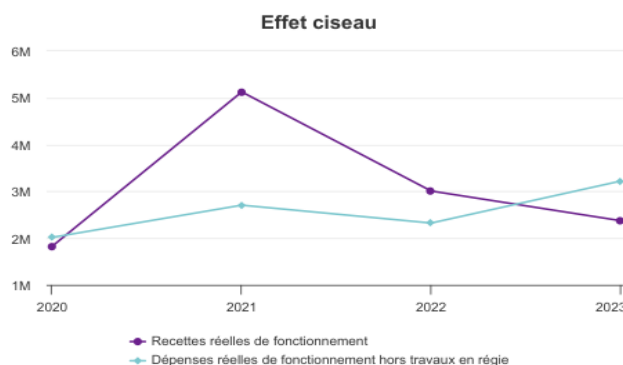
Les maintenances, pour 85 k€, concernent la maintenance des infrastructures RIP et hors RIP, la maintenance réseau de diffusion de la TNT...

- De la masse salariale (Chap. 012), affectée à l'activité « Aménagement Numérique ». Celle-ci est en légère augmentation de +2.5% (+20.2 k€). Cette progression s'explique par les recrutements de même que la mise en œuvre de différentes mesures réglementaires (augmentation du point d'indice, revalorisation des grilles indiciaires et du SMIC...).
- Des autres charges de gestion courante (Chap.65), pour un montant de 85 k€, correspondant aux redevances logiciels (49.3 k€), aux RODP (Redevance d'Occupation du Domaine Public) pour 15.5 k€, ainsi qu'aux pénalités Orange (20 k€).
- Des charges financières (Chap. 66), en nette augmentation (+88.5%, +444.7 k€) en raison du démarrage en 2023 de l'amortissement du contrat d'emprunt de 5M€, souscrit auprès de la Banque Postale, ainsi que de l'impact des hausses du taux du Livret A enregistrées ces dernières années répercutées sur les emprunts en cours.
- Des dépenses d'ordre de fonctionnement (Chap.042), pour lesquelles les dotations aux amortissements s'élèvent, en 2023, à 116.2 k€ (contre 98.3 k€ en 2022). Elles sont en augmentation de + 18.1% comparativement à 2022.

Les charges exceptionnelles (Chap. 67) sont nulles en 2023, essentiellement en raison de la nouvelle nomenclature M57 qui diffère de la M14 concernant l'imputation comptable de certaines « charges exceptionnelles ».

Il en est de même pour les « autres dépenses ». Les provisions constatées en 2023 présentant un risque d'irrécouvrabilité, sont nulles. Elles sont le résultat d'une gestion améliorée des restes à recouvrer. Aucune provision pour contentieux n'a été enregistrée en 2023.

Les recettes réelles de fonctionnement réalisées totalisent 2.3 M€ ; elles sont insuffisantes pour couvrir les dépenses réelles de fonctionnement réalisées s'élevant à 3.2 M€.



L'effet ciseau est observé en 2020 (crise sanitaire) ainsi qu'en 2023 et permet de constater la baisse des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles. En effet les redevances DSP 2023 n'ont pu être versées en raison du retard pris ces dernières années sur les livraisons de prises.

Le décalage entre les dépenses d'exploitation réalisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux et les recettes d'exploitation se fera ressentir (effet ciseau). La poursuite de l'avancement ainsi que la finalisation des travaux permettront de générer des recettes réelles de fonctionnement par l'exploitation progressive du réseau.

Globalement, les recettes de fonctionnement réalisées (6.1 M€) demeurent supérieures aux dépenses de fonctionnement réalisées (3.4 M€), permettant ainsi de dégager un excédent en fonctionnement.

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	2 109 522,17	2 921 497,07	2 422 521,21	3 337 880,61	37,79%
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	3 028 755,52	6 047 928,53	6 134 976,20	6 092 608,44	-0,69%
Résultat de l'exercice	-280 092,98	2 207 198,11	586 023,53	-957 727,16	-92,59%
Excédent de fonctionnement reporté	1 199 326,33	919 233,35	3 126 431,46	3 712 454,99	-77,69%
Résultat global de clôture en fonctionnement	919 233,35	3 126 431,46	3 712 454,99	2 754 727,83	-25,80%

Il en ressort un résultat 2023 de fonctionnement déficitaire de -957 727,16 €.

Toutefois, le résultat cumulé excédentaire de fonctionnement s'élève en 2023 à +2 754 727,83 €.

2. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1. Les dépenses d'investissement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
Dépenses d'équipement brut	6 585 768,19	11 540 764,06	16 184 516,51	26 630 024,46	64,54%
Dépenses financières d'investissement	18 100,00	234 100,00	0,00	602 700,00	-
Total des dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital)	6 603 868,19	11 774 864,06	16 184 516,51	27 232 724,46	68,26%
Remboursement de capital	288 116,03	900 718,16	1 265 662,29	1 524 832,17	20,48%
Dépenses d'investissement, opérations d'ordre	3 296 050,59	742 931,30	260 200,00	232 434,57	-10,67%
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	10 188 034,81	13 418 513,52	17 710 378,80	28 989 991,20	63,69%

Les dépenses totales d'investissement réalisées en 2023 s'élèvent à 28 989 991.20 €. 26.6 M€ de dépenses d'équipement ont été réalisées, représentant +10.5 M€ supplémentaires, comparativement à 2022, dont 26 M€ sont dédiés à la construction du RIP.

602.7 k€ de subventions de raccordement (« Dépenses financières d'investissement », Chap. 27) ont également été versées dans le cadre de ce projet.

La construction du RIP totalise, en 2023, 26.6 M€ (contre près de 9 M€ en 2022).

Un retraitement des écritures antérieures en investissement a été réalisé en 2023, pour un montant de 6.7 M€ en dépenses ainsi qu'en recettes.

Les dépenses d'investissement comprennent par ailleurs, 343.7 k€ de travaux hors RIP (La MESCLA, réseaux de liaison CADAM, ...), 6.3 k€ d'acquisition de matériel informatique et téléphonie (Chap. 21) ainsi que 313.6 k€ de travaux réalisés pour le compte de tiers (Chap. 458).

Le remboursement du capital (Chap. 16) affiche une hausse de +20.5% (+259 k€) en raison du démarrage en 2023 de l'amortissement du capital de l'emprunt contracté auprès de la Banque Postale souscrit en octobre 2022.

Les opérations d'ordre évaluées à 232.4 k€ sont, quant à elles, en baisse (-27.8 k€, -10.7%). Celles-ci concernent le remboursement des avances (227 k€, en dépenses et en recettes, Chap. 041) ainsi qu'une reprise sur amortissements de 5.5 k€ (Chap. 040).

Ainsi, les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à près de 29 M€ et enregistrent une hausse de +63.7%, représentant près de 11.3 M€, traduisant l'avancement significatif du projet.

2.2. Les recettes d'investissement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022- 2023
Dotations et subventions	9 108 217,00	8 587 203,86	12 347 937,86	11 976 218,32	-3,01%
Réduction réelle des dépenses d'investissement	261 838,93	106 649,00	371 063,30	6 735 721,63	1715,25%
Autres recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	113 990,34	313 581,76	175,10%
Total des recettes réelles d'investissement hors emprunt	9 370 055,93	8 693 852,86	12 832 991,50	19 025 521,71	48,25%
Recettes liées à l'emprunt	0,00	9 000 000,00	5 000 000,00	0,00	-100,00%
Recettes d'investissement, opérations d'ordre	3 387 533,09	955 949,11	358 549,98	343 083,17	-4,31%
Excédent d'investissement reporté	8 842 160,77	11 411 714,98	16 643 003,43	17 124 166,11	2,89%
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	21 599 749,79	30 061 516,95	34 834 544,91	36 492 770,99	4,76%

Les recettes d'investissement réalisées s'élèvent à près de 36 492 770.99 € et présentent une hausse de +4.8%, soit plus de 1.6 M€ comparativement à 2022. Il est à noter cependant qu'un retraitement a été opéré en 2023 sur des écritures antérieures pour 6.7 M€, en dépenses ainsi qu'en recettes.

Les recettes d'investissement sont constituées :

- Des subventions d'investissement (Chap. 13) : Elles s'élèvent à près de 12 M€. Elles sont en légère diminution (-3%, -371.7 k€). Il s'agit du versement de 5.3 M€ du Conseil Départemental, dont 360 k€ dans le cadre du projet TNT. Le FSN ainsi que la Région ont versé 2.5 M€. Enfin, 1.1 M€ ainsi que 475 k€ ont été respectivement versés par la Métropole et la CAPG, dans le cadre des conventions territoriales d'investissement.

- Des « réductions réelles des dépenses d'investissement » : Elles concernent des régularisations d'écriture antérieures (rattachement à l'AP). Leur montant s'élève à 6.7 M€ en recettes et en dépenses (Chap. 20 et 23).
- Des « autres recettes réelles d'investissement » (Chap. 458) : Elles concernent les travaux réalisés pour le compte de tiers (le SMIAGE et la RRT), pour un montant de 313.6 k€ (en recettes et en dépenses).
- Des opérations d'ordre d'investissement : d'un montant de 343.1 k€, dont la diminution avoisine -15.5 k€ (-4.3%) concernent, d'une part, le remboursement des avances (227 k€, Chap. 041) et, d'autre part, les dotations aux amortissements, pour un montant de 116.2 k€ (contre 98.3 k€ en 2022, Chap. 040).

L'excédent d'investissement reporté, d'un montant de 17.1 M€ enregistre une hausse de près de +3% représentant 481.1 k€.

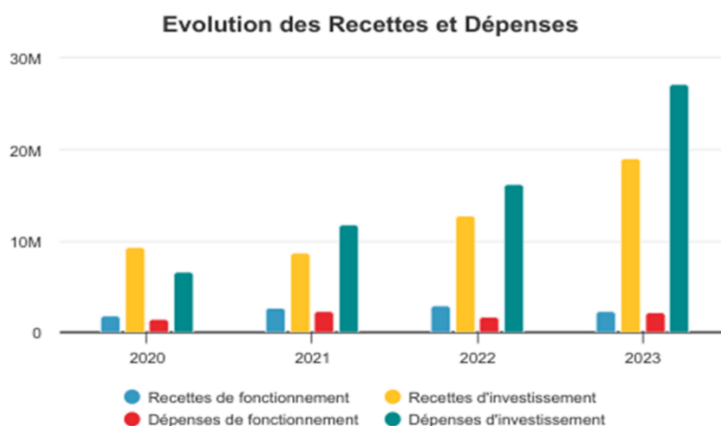
Le montant des recettes réelles d'investissement réalisées bien qu'en augmentation de +6.2 M€, ne suffira pas à couvrir les dépenses réelles d'investissement réalisées, en hausse de +11 M€ (27.2 M€). Aucun emprunt n'a été mobilisé en 2023.

RESULTAT D'INVESTISSEMENT

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	10 188 034,81	13 418 513,52	17 710 378,80	28 989 991,20	63,69%
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	21 599 749,79	30 061 516,95	34 834 544,91	36 492 770,99	4,76%
Résultat de l'exercice	2 569 554,21	5 231 288,45	481 162,68	-9 621 386,32	-2099,61%
Excédent d'investissement reporté	8 842 160,77	11 411 714,98	16 643 003,43	17 124 166,11	2,89%
Résultat global de clôture en investissement	11 411 714,98	16 643 003,43	17 124 166,11	7 502 779,79	-56,19%

Le résultat 2023 d'investissement est déficitaire ; il s'élève à - 9 621 386,32 €. Il n'y a pas de restes à réaliser en 2023 ; une autorisation de programme est dédiée au projet RIP.

Le résultat global cumulé permet d'atteindre en 2023 un excédent d'investissement de +7 502 779,79 euros. Ce montant permettra d'autofinancer une partie des investissements en 2024.



Le graphique ci-dessus présente l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement courant ainsi

que des recettes et dépenses réelles d'investissement.

2.3 Les outils d'analyse de gestion

L'évolution du besoin de financement annuel se mesure en section d'investissement. Il est égal à l'excédent des dépenses "définitives" sur les recettes "définitives" réalisées au cours de l'exercice. Le calcul intègre la capacité d'autofinancement parmi les ressources d'investissement.

Les opérations définitives sont celles qui ne feront pas l'objet d'un remboursement ultérieur ou qui ne sont pas elles-mêmes le remboursement d'un versement antérieur. Elles excluent tous les flux qui font varier la dette : remboursements en capital, versements correspondant à des engagements inscrits au passif de l'organisme.

Le besoin de financement est couvert par la variation de la dette (les emprunts nouveaux étant d'un montant supérieur aux remboursements d'emprunts) et/ou par les « réserves » internes à la collectivité que constitue le fonds de roulement.

Lorsque les ressources (hors emprunts) sont supérieures aux dépenses (hors remboursements d'emprunts), le besoin de financement est négatif. Il constitue alors une capacité de financement.

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie	6 603 868,19	11 774 864,06	16 184 516,51	27 232 724,46
Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	9 370 055,93	8 693 852,86	12 832 991,50	19 025 521,71
Besoin de financement	-2 766 187,74	3 081 011,20	3 351 525,01	8 207 202,75

Cet indicateur marque la difficulté du SICTIAM à financer ses investissements autrement que par l'emprunt (l'emprunt de 14 M€ sera mobilisé en 2024).

En effet, les subventions levées en 2023 avoisinent 12 M€ mais demeurent insuffisantes en comparaison à l'avancement actuel du projet. Bien que l'emprunt n'ait pas été mobilisé, le budget annexe dispose d'un autofinancement suffisant permettant de combler ce besoin.

CONCLUSION :

A la fin de l'exercice 2023, ce sont 50.000 prises déployées par le SICTIAM, représentant 63% de l'objectif fixé. Pour ce faire, le SICTIAM s'est réorganisé afin de mettre en place une production industrialisée des travaux menée par les entreprises titulaires. Ainsi 26.6 M€ d'investissement ont été réalisés pour la construction du RIP, représentant 97.5% des dépenses d'investissement, et 12 M€ de subventions ont été perçues dans le cadre de ce projet, permettant de couvrir 45% du projet. L'autofinancement a permis de couvrir le solde.

3. L'ENDETTEMENT DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT NUMERIQUE

• Historique de la dette

Un emprunt de 32 308 000 € a été contracté en 2017, auprès de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des Dépôts et Consignation dont 28 308 000 € ont été affectés au budget annexe en vue de financer la construction du réseau d'initiative publique.

En décembre 2021, le SICTIAM a signé un nouvel emprunt de 9 000 000 € auprès du Crédit Agricole. En 2022, 2 nouveaux emprunts de 5 000 000€ et 14 000 000 € ont été contractés respectivement auprès de la Banque Postale (CAFFIL) et de la Banque des Territoires. Ces 3 emprunts s'inscrivent dans la seconde phase de financement des travaux liés au RIP (Réseau d'initiative Publique) lié au budget annexe « Aménagement Numérique ».

L'emprunt de 5 000 000 € souscrit auprès de la Banque Postale a été mobilisé en octobre 2022 ; l'emprunt souscrit auprès de la Banque des Territoires dispose d'une phase de préfinancement de 60 mois ; sa mobilisation est envisagée en 2024.

• Synthèse de la dette du budget annexe

L'encours de la dette, arrêté au 31/12/2023, s'établit à 38 052 905,69€.

Ex.	Encours début	Annuité	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Amort.	Solde
2023	39 577 737,85	2 308 536,84	783 704,67	2,43%	2,97%	1 524 832,17	2 308 536,84
2024	38 052 905,69	2 588 408,45	1 054 131,32	2,63%	3,07%	1 534 277,13	2 588 408,45

Cet état ne tient pas compte de l'emprunt de 14 M€ sur le budget annexe « Aménagement Numérique » souscrit avec une phase de préfinancement de 5 ans à compter de décembre 2022, qui sera mobilisé au cours de l'exercice 2024.

Les caractéristiques générales de la dette du budget annexe Aménagement Numérique au 31 décembre 2023

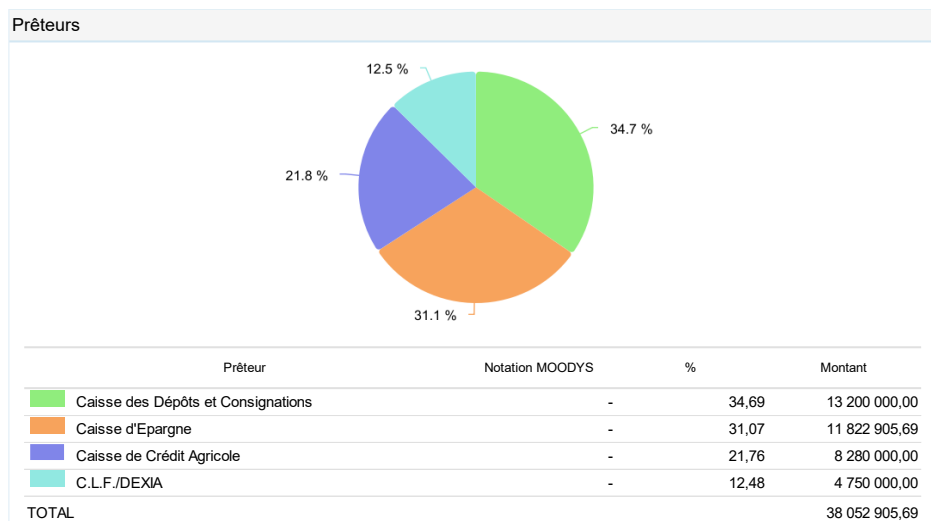
Caractéristiques de la dette au 31/12/2023	
Encours 38 052 905,69	Nombre d'emprunts * 4
Taux actuariel * 2,97%	Taux moyen de l'exercice 2,43%
* tirages futurs compris	
Charges financières en 2023	
Annuité 2 308 536,84	Amortissement 1 524 832,17
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 783 704,67	ICNE 353 527,53

Le SICTIAM travaille avec les principaux acteurs du secteur du financement local dans le cadre du projet de déploiement de la fibre optique :

- La Caisse des dépôts et Consignations à hauteur de 34.7% de l'encours au 31/12/2023
- La Caisse d'Epargne à hauteur de 31.1% de l'encours

- Le Crédit Agricole à hauteur de 21.7%
- La Banque Postale à hauteur de 12.5%

Répartition de l'encours de la dette par prêteur au 31/12/2023



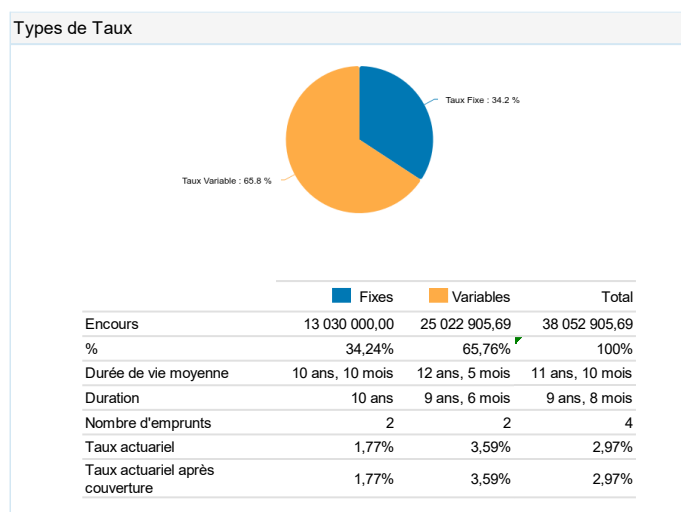
Synthèse de la dette (du 01/01/2023 au 31/12/2023)

DATE DE REALISATION	PRETEUR	DUREE INITIALE	INDEX DE TAUX	DATE 1ERE ECHEANCE INTERETS	DATE DERNIERE ECHEANCE	DUREE RESIDUELLE	MONTANT INITIAL	DETTE EN CAPITAL AU 31/12/N	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE
2021	Crédit Agricole	25 ans	FIXE	03/03/2022	03/12/2046	23 ans, 11 mois	9 000 000,00	8 280 000,00	113 116,50	360 000,00	473 116,50
2022	Caisse Française de Financement	20 ans	FIXE	01/05/2023	01/11/2042	19 ans, 10 mois	5 000 000,00	4 750 000,00	133 525,00	250 000,00	383 525,00
2017	Caisse d'Epargne	30 ans	LIVRETA	25/01/2019	25/01/2048	25 ans	13 308 000,00	11 822 905,69	123 063,17	314 832,17	437 895,34
2017	Caisse des Dépôts et Consignations	25 ans	LIVRETA	01/12/2021	01/12/2045	22 ans, 11 mois	15 000 000,00	13 200 000,00	414 000,00	600 000,00	1 014 000,00
TOTAL: Budget Annexe Aménagement Numérique							42 308 000,00	38 052 905,69	783 704,67	1 524 832,17	2 308 536,84

Structure de la dette

Nature	Emprunts et dettes à l'origine du contrat							
	Organisme prêteur ou chef de file	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Index (4)	Taux initial		Devise
						Niveau de Taux (5)	Taux actuariel	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				42 308 000				
1641 Emprunts en euros (total)				42 308 000				
00603216869 (00603216869)	Crédit Agricole	26/11/2021	03/03/2022	9 000 000	FIXE	1,330	1,343	EURO
MON544186EUR (0544592/001)	Caisse Française de Financement Local	05/10/2022	01/05/2023	5 000 000	FIXE	2,520	2,547	EURO
A1018000 (A1018000)	Caisse d'Epargne	24/10/2017	25/01/2019	13 308 000	LIVRETA	1,250	2,696	EURO
5195983 (CDC02)	Caisse des Dépôts et Consignations	01/12/2017	01/12/2021	15 000 000	LIVRETA	1,750	1,524	EURO
Total général				42 308 000				

Répartition de l'encours de dette au 31/12/2023 par index



65.8 % des encours sont en taux variable indexés sur le Livret A. 34.2 % des encours sont à taux fixe, taux sécurisé compte tenu du contexte actuel.

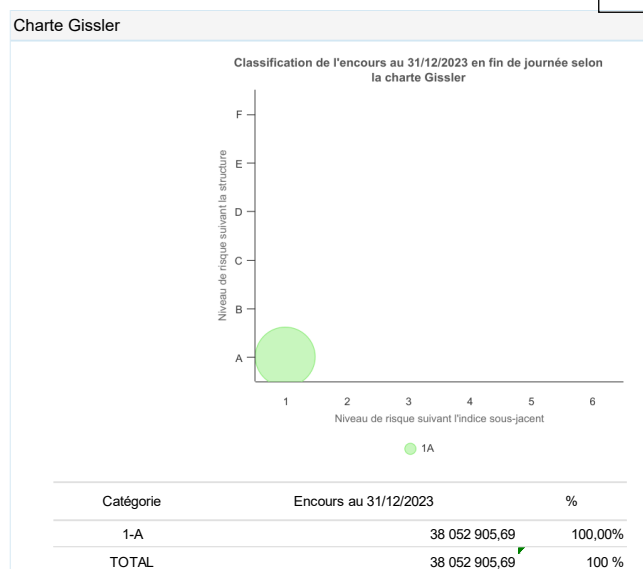
Taux de financement après couverture					
Famille d'indice	Encours avant couverture	Durée de vie moyenne	Taux actuariel après couverture	Durée de résiduelle moyenne	Taux actuariel après couverture (Index initial)
Fixe	13 030 000,00	10 ans, 10 mois	1,77	21 ans, 5 mois	1,77
Livret A	25 022 905,69	12 ans, 5 mois	3,59	22 ans, 11 mois	3,59
TOTAL	38 052 905,69	11 ans, 10 mois	2,97	22 ans, 5 mois	2,97

Le taux moyen de la dette au 31/12/2023 est de 2.43 % (1.37% en 2022), le taux actuariel est de 2.97 % (2.83% en 2022). Le taux moyen représente le coût de la dette sur une année alors que le taux actuariel représente le coût jusqu'à extinction des prêts.

La structure de la dette est constituée à 65.8% de taux variables (Livret A) à faible fluctuation et à 34.2% de taux fixes.

La dette du budget annexe « Aménagement Numérique » est classée pour 100% de son encours au stade le plus bas 1A de la charte Gissler (1), soit le degré le plus sécurisé. Il n'y a donc aucun produit à risque sur le budget annexe « Aménagement Numérique ». Cette gestion raisonnée a été menée tout en conservant une performance financière tout à fait acceptable, le taux d'intérêt moyen étant, à fin 2023, à 2.43 %.

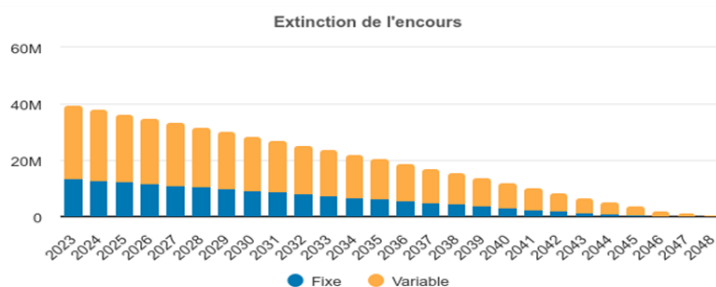
Néanmoins, le contexte économique actuel mouvant et incertain induit une envolée des taux fixes et variables, des charges financières... Les taux variables indexés sur le Livret A exposés à la hausse des taux suivent une formule de révision spécifique encadrée par les pouvoirs publics.



(1) La charte Gissler est une charte de bonne conduite signée fin 2009 et destinée à régir les rapports mutuels entre collectivités territoriales et établissements bancaires. Dans ce cadre, une classification des produits a été définie. La classification retient deux dimensions :

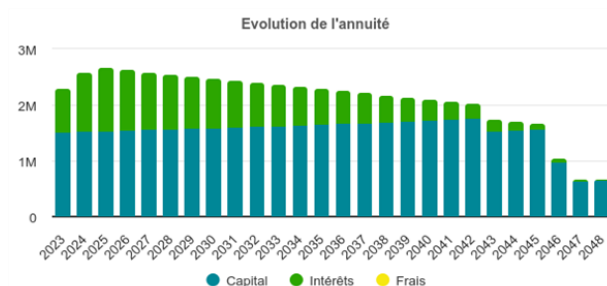
- Le risque associé à l'indice ou les indices sous-jacents (classement 1 à 5) : les indices de la zone euro comme l'Euribor sont considérés de risque minimum (risque 1) alors que les indices hors zone euro comme le Libor (taux du marché interbancaire de Londres) sont classés risque 4.
- Le risque de structure allant de A à E : les prêts à taux fixe ou à taux variables sont classés risque A. Les prêts structurés assortis d'une barrière sont classés B.

Extinction de la dette, établie au 31/12/2023, par année



L'emprunt ayant la maturité la plus longue est l'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne. La dette s'étend ainsi jusqu'en 2048.

En 2036, l'encours de la dette sera diminué de moitié ; il sera inférieur à 10 M€ en 2041.



S'agissant de l'évolution des annuités, 3 palliers se distinguent en 2025, puis en 2043 et 2046. En 2025, le niveau des intérêts atteindra son maximum en raison des contrats récemment souscrits, conduisant l'annuité au niveau le plus élevé. Dès lors, l'annuité débutera sa baisse progressive jusqu'à atteindre un nouveau pallier en 2043 (annuité inférieure 2 M€). En effet, à compter de 2043, l'annuité atteindra des niveaux nettement inférieurs aux précédents, en 2046; elle sera inférieure à 1 M€. Dès 2043, les intérêts dûs seront inférieurs à 220 k€ et diminueront jusqu'à l'extinction de la dette.

4. LES PRINCIPAUX RATIOS

Analyse	Ratio national	2020	2021	2022	2023
Autres charges de gestion courante / dépenses réelles de fonctionnement	,	1,23	,21	1,7	2,63
Charges de gestion générale / dépenses réelles de fonctionnement	,	36,33	32,71	36,93	41,62
Intérêts payés de la dette / dépenses réelles de fonctionnement	,	19,31	13,44	21,63	29,4
Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,9	37,67	33,26	35,64	26,34
Dotations, participations / recettes réelles de fonctionnement	,	35,34	12,09	20,57	37,27
Taux équipement brut : Dépenses équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26,8	359,99	224,62	313,95	838,04
Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement	,	48,55	13,46	28,15	55,97
Dotations et subventions d'investissement / dépenses d'équipement brut	,	138,3	74,57	130,73	60,18
Capacité de désendettement	,	-147,08	14,81	57,83	-44,92

III. L'AUTORISATION DE PROGRAMME FTTH

Le budget annexe Aménagement Numérique dispose d'une autorisation de programme dans le cadre du programme FTTH, créée en 2016, révisée et prolongée dans le cadre de la seconde phase du RIP par délibération n°32-2022 du Comité Syndical en date du 29 mars 2022, pour la période de 2016 à 2025, et un montant global de 165 300 000 €.

Les crédits de paiement réalisés en 2023 s'élèvent à 26 569 170,08 € et sont repartis entre les chapitres 20, 23 et 27.

Montants en euros					
Autorisation de Programme	Crédits de Paiement				
	CP antérieurs	2022	2023	2024	2025
165 300 000 €	69 401 952 €	8 962 311 €	26 569 170 €	33 850 000 €	26 516 567 €



Séance du Comité Syndical du 29 mars 2024

DEL_2024_025 : FINANCES –BUDGET ANNEXE « ENERGIES » – PRESENTATION ET VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

L'an deux mille vingt-quatre le 29 mars à 10h00, les membres du Syndicat mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes et de la Méditerranée (SICTIAM), créé par arrêtés inter-préfectoraux des 1^{er} septembre 1989, 11 septembre 1989 et 02 octobre 1989, se sont réunis en visioconférence et au Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, 147 boulevard du Mercantour, à NICE (06200), dûment convoqués le jeudi 14 mars 2024 sous la présidence de Monsieur Charles Ange GINESY, Président.

Séance du Comité Syndical du 29 mars 2024

Nombre de membres en exercice : 264 Date de la convocation : 14/03/2024
Nombre de membres comptabilisés pour le quorum : 44
Nombre de membres présents comptabilisés pour le quorum : 25
Nombre de voix ayant pris part au vote des délibérations tous collègues : 98
Nombre de voix ayant pris part au vote des délibérations Aménagement numérique : 349
Nombre de voix ayant pris part au vote des délibérations Electricité : 75
Nombre de voix ayant pris part au vote des délibérations Eclairage public : 48
Nombre de voix ayant pris part au vote des délibérations Gaz : 3
Nombre de voix ayant pris part au vote des délibérations Energies : 24



Étaient présents Mesdames et Messieurs les membres du Comité Syndical :

AU TITRE DU COLLEGE DES « MEMBRES DE DROIT » :

Délégué titulaire		Déléguée suppléante	
ROSSI	Michel	BENASSAYAG	Marie

AU TITRE DU COLLEGE DES « ADHERENTS » :

Délégués titulaires		Délégués suppléants	
BENASSAYAG	Marie	DEGUS	Patricia
BERNARD	Solange	ESPINASSE	Frédéric
BERNARD	Alexandre	LAURENT	Denise
BRIQUETTI	René	MASCARELLI	Jean-Pierre
BUSNEL	Jérôme	OCCELLI	Marc
COMBE	Marc	PIEFFORT	Nicole
DEMAS	Patricia	ROLAND-SOBRA	Danièle
FONTENY	André		
GINESY	Charles Ange		
LE COZ	Guillaume		
REJET-SERVETTAZ	Pierre		
ROMANO	Hervé		
RUSSO	Jean-Claude		
SERRA	Claude		
SIMPLLOT	David		
ZEDET	Christian		

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE » :

Délégués titulaires		Délégué suppléant	
DEMAS	Patricia	ROSSI	Michel
GINESY	Charles Ange		
KONOPNICKI	David		
MASCARELLI	Jean-Pierre		



AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE »:

Délégués titulaires		Délégués suppléants	
AMMIRATI	Guy	BRUSA	Daniel
ARSENTO	Adrien	DANY	Gilles
BONIFASSI	Bernard	DAVID	Jean-Pierre
BOUCHARD	Gérard	LUPOTTO	Gérard
BRIQUETTI	René	MARTIN	Christian
CASTIGLIA	Jean-Pierre	MEHR	Yves
CAVALLO	Marcel	OCCELLI	Marc
COMBE	Marc	ROMEO	René
CORVEC	Christophe	SPAENS	Francis
DOSOUTO	Julien		
FABRIZIO	André		
FREU	Alexandre		
GIOBERGIA	Vincent		
LAVIGNE	Patricia		
MASCARELLI	Jean-Pierre		
MILLO	Corinne		
RAIBAUDI	Roland		
ROMANO	Hervé		
ROPP	Jean-Marc		
THOMAS	Didier		
TOSELLO	Patrick		
TOSSAN	Georges		
TRASTOUR	René		
VAN BOXEM	Daniel		
VENNINK	Frederik		

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « ECLAIRAGE PUBLIC » :

Délégués titulaires		Délégués suppléants	
AMMIRATI	Guy	DAVID	Jean-Pierre
BONIFASSI	Bernard	LUPOTTO	Gérard
BOUCHARD	Gérard	MEHR	Yves
COMBE	Marc	ROMEO	René
CORVEC	Christophe	SPAENS	Francis



DOSOUTO	Julien		
FABRIZIO	André		
FREU	Alexandre		
GINESY	Charles Ange		
GIOBERGIA	Vincent		
MASCARELLI	Jean-Pierre		
MILLO	Corinne		
ROMANO	Hervé		
ROPP	Jean-Marc		
THOMAS	Didier		
TOSELLO	Patrick		
TOSSAN	Georges		
TRASTOUR	René		

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ NATUREL » :

Délégué suppléant	
LUPOTTO	Gérard

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « ENERGIES » :

Délégués titulaires		Délégués suppléants	
COMBE	Marc	FABRIZIO	André
FREU	Alexandre	SIMPLOT	David

Etaient représentés :

AU TITRE DU COLLEGE DES « ADHERENTS » :

Délégués titulaires
Martine DUPUY donne pouvoir à Jean-Claude RUSSO Guy HERMITTE donne pouvoir à Charles Ange GINESY

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE » :

Délégués titulaires
Roger CIAIS donne pouvoir à René BRIQUETTI



Yann DE MARIA donne pouvoir à Marc COMBE

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « ECLAIRAGE PUBLIC » :

Délégués titulaires
Jean-Marc DELIA donne pouvoir à Vincent GIOBERGIA Yann DE MARIA donne pouvoir à Marc COMBE Francis MOYA donne pouvoir à Charles Ange GINESY

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « ENERGIES » :

Délégués titulaires
Roger CIAIS donne pouvoir à René BRIQUETTI Gilles DUDOUIT donne pouvoir à David SIMPLOT Xavier WIIK donne pouvoir à David SIMPLOT

Etaient excusés :

AU TITRE DU COLLEGE DES « MEMBRES DE DROIT » :

Délégués titulaires	
QUILICI SARDELLA TENOUX	Laetitia Laurie Gérard

AU TITRE DU COLLEGE DES « ADHERENTS » :

Délégués titulaires	
AMAR AUBERT BARBEY BERTRAND BERVARD BOMPAR BONETTO CHIKLI CLUET COLSON	Serge Gérard Franck Huguette Eugénie Claude Grégori Franck Frédéric Richard



DESSUS	Michel
D'INTORNI	Christelle
JARDINET	Alain
LEIBOFF	Denise
LOTTIER	Michel
PIAZZA	Cyril
POMA	Frédéric
SALLE	Emeric
VALLON	Christiane
VEROLA	Auguste
WYSZKOWSKI	François

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE » :

Délégués titulaires	
BOMPAR	Claude
JACQUOT	Stéphanie

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE »:

Délégués titulaires			
AGNEL VARIN	Jean-François	OLHARAN	Sébastien
ARGENTI	Alexis	ORBAN	Patrice
ARSENTO-CURTI	Anne-Marie	ORTEGA	Christian
AUTHEMAN	Jean-Claude	PAGANIN	Michèle
BARUFFA	Jocelyne	PEIRETTI	Patrick
BAUDOIN	Laurent	PETIT	Gérard
BEILLE-TOURSCHER	Christine	PHILIP	Albert
BERTIN	Marc	PONS	Eric
BERTOLOTTI	Nicole	POU	Jean-Pierre
BIANCHERI	Pierre-Antoine	PRADIER	Christian
BODIN	Eric	ROSSO	Gérald
BOMPAR	Claude	ROUSTAN	Marcel
BONNET VAUCHEZ	Danielle	ROUX	Bernard
BONVALLET	Guy	SAINTE-ROSE FANCHINE	Philippe
BOTELLA	Georges	SALMON	Marie-Claude



BOUVARD	Fabrice	SPINELLI	Gérard
BRANCATO	Pierre	STOERKEL	Gérard
BRUNET	Philippe	TAGGIASCO	Gilles
CAMILLA	Jean-Pierre	THIERY	Richard
CASSEZ	Marino	TREAL	Edgar
CAUVIN	Georges	VERRECCHIA	Rafael
CESARO	Joseph		
CHANTREAU	Olivier		
CHIARAVIGLIO	André		
CHIRIS	Henri		
CIRIO	Patrice		
CORPORANDY	Pierre		
COSTE	Philippe		
COUFFET	Paul		
DALMASSO	Pierre-Dominique		
DA-ROIT	Marie-Thé		
DAVID	Jean-Paul		
DEDIEU	Jean-Louis		
DOMEREGO	Monique		
DONADEY	Pierre		
DONGE	David		
DROGOUL	Bernadette		
FILIPPI	Albert		
GASTAUD	Patrice		
GIRAUD	Roland		
HUGHES	Gilbert		
JERIBI	Slah		
JUHEL	Yves		
LAMBERT	Didier		
LEIBOFF	Denise		
LERDA	Jean-Claude		
LOMBARDO	Gérard		
LORENZI	Jean-Mario		
LUCIANO	Kévin		
MACIOTA	Eric		
MALFATTO	Marc		
MANFREDI	Gérard		
MANSON	Jérôme		

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « ECLAIRAGE PUBLIC » :

Page 8 sur 12



LERDA	Jean-Claude		
LORENZI	Jean-Mario		
MALFATTO	Marc		

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ NATUREL » :

Délégués titulaires	
BOUVARD	Fabrice
COUFFET	Paul
JERIBI	Slah
ORTEGA	Christian
PAGANIN	Michèle
SALMON	Marie-Claude
VALLAURI	Jean-Claude

AU TITRE DU COLLEGE DE LA COMPETENCE « ENERGIES » :

Délégués titulaires	
AGNEL VARIN	Jean-François
BEILLE-TOURSCHER	Christine
CASCIANI	Maurice
CHIRIS	Henri
CONTET	Michel
DALMASSO	Pierre-Dominique
LISNARD	David
NOVELLI	Robert
PIOVESANA	Jean-François
POMA	Frédéric
SAINTE-ROSE FANCHINE	Philippe
SALMON	Marie-Claude

Le quorum ayant été atteint, le Comité peut valablement délibérer.

M. Hervé ROMANO, délégué titulaire du Comité Syndical, est nommé secrétaire de séance. Pour cette délibération, M. Jean-Claude RUSSO, délégué titulaire du Comité Syndical, assure les fonctions de secrétaire de séance.



SICTIAM

COMITE SYNDICAL DU 29 MARS 2024

DEL_2024_025 : FINANCES –BUDGET ANNEXE « ENERGIES » – PRESENTATION ET VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

SYNTHESE

Le compte administratif clôture l'exercice 2023 avec un résultat excédentaire global de + 4 924 070,72 € (résultat cumulé comprenant les restes à réaliser).

Il est proposé au Comité Syndical de voter et d'arrêter les résultats définitifs de l'exercice 2023.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2023 dressé par le Monsieur le Comptable public,

Vu le compte administratif du budget annexe « Energies » de l'exercice 2023 annexé à la présente délibération,

Monsieur le Jean-Claude RUSSO expose au Comité Syndical :

Considérant que le compte administratif 2023 du budget annexe « Energies » présente :

- une exécution du budget de fonctionnement :
 - o de 37,75 % du budget en cours concernant les dépenses,
 - o de 95,04 % du budget en cours concernant les recettes,
- une exécution du budget d'investissement :
 - o de 48,12 % du budget en cours concernant les dépenses,
 - o de 24,69 % du budget en cours concernant les recettes,

Considérant que le compte administratif de l'exercice 2023 dressé par l'ordonnateur et annexé à la présente délibération peut se résumer en un tableau reprenant les totaux de chaque section en dépenses et en recettes ainsi que le solde qui en résulte,

Considérant que le compte administratif clôture l'exercice 2023 avec un résultat excédentaire global de + 4 924 070,72 € (résultat cumulé comprenant les RAR),

Considérant qu'il appartient au Comité Syndical de prendre acte de la présentation du compte administratif, de le voter et d'arrêter les résultats définitifs de l'exercice 2023 du budget annexe « Energies »,

C'est pourquoi, il est proposé au Comité Syndical de prendre acte de la présentation faite du compte administratif de l'exercice 2023, de reconnaître la sincérité des restes à réaliser au 31



décembre 2023, de voter le compte administratif et arrêter les résultats définitifs de l'exercice 2023 du budget annexe « Energies », tels que présentés dans les tableaux ci-dessous.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à l'unanimité de :

- **PRENDRE ACTE** de la présentation faite du compte administratif du budget annexe « Energies » de l'exercice 2023,
- **CONSTATER** les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives aux résultats de fonctionnement de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- **RECONNAITRE LA SINCERITE** des restes à réaliser au 31 décembre 2023,
- **VOTER LE COMPTE ADMINISTRATIF ET ARRETER** les résultats définitifs de l'exercice 2023 du budget annexe « Energies » tels que présentés ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES	RESULTAT DES SECTIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT	Résultat de l'exercice 2023	4 474 483,89 €	7 206 108,11 €	2 731 624,22 €
	Résultats antérieurs reportés	-	4 058 286,07 €	4 058 286,07 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT		4 474 483,89 €	11 264 394,18 €	6 789 910,29 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	Résultat de l'exercice 2023	6 432 377,69 €	4 306 949,89 €	-2 125 427,80 €
	Résultats antérieurs reportés	1 962 412,55 €	-	-1 962 412,55 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT		8 394 790,24 €	4 306 949,89 €	-4 087 840,35 €
RESULTAT CUMULE DE L'EXERCICE 2023		12 869 274,13 €	15 571 344,07 €	2 702 069,94 €
Restes à réaliser au 31/12/2023 (opération hors AP)	Investissement	201 567,32 €	2 423 568,10 €	2 222 000,78 €
Résultats cumulés 2023 avec RAR		13 070 841,45 €	17 994 912,17 €	4 924 070,72 €



Fait en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président,

Charles Ange GINESY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit dans le délai de deux mois devant le Tribunal administratif de Nice - 18 Avenue des Fleurs - CS 61039 - 06359 Nice Cedex 1 par voie postale ou par voie électronique via l'application « Télérecours » (<https://www.telerecours.fr>).

ANNEXE 1 DEL_2024_013



Note de présentation du Compte Administratif



Budget Principal 2023

SOMMAIRE

I. LE BILAN FINANCIER 2023	3
II. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023	3
1. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION DE FONCTIONNEMENT	4
1.1. <i>Les recettes de fonctionnement 2023</i>	4
1.2. <i>Les dépenses de fonctionnement 2023</i>	6
1.3. <i>Les niveaux d'épargne</i>	11
1. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION D'INVESTISSEMENT	13
2. L'ENDETTEMENT DU SICTIAM	17
3. LES PRINCIPAUX RATIOS	22
III. LE COMPTE ADMINISTRATIF CONSOLIDE : BUDGET PRINCIPAL - BUDGETS ANNEXES « AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE » ET « ENERGIES »	23
1. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	23
2. LA SECTION D'INVESTISSEMENT	24

I. LE BILAN FINANCIER 2023

Le SICTIAM, en dépit de l'impact fort lié à la crise économique et l'inflation qui s'est poursuivie en 2023, a maintenu sa volonté de poursuivre des efforts en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Les grandes orientations budgétaires du SICTIAM pour ses missions d'ingénieries numériques en 2023 portaient sur :

- Le renforcement de la proximité avec les Adhérents
- La poursuite de la démarche de qualité des services délivrés
- Le déploiement de la sécurité des systèmes d'information
- L'engagement du SICTIAM dans la sobriété numérique et énergétique

Le bilan de l'année 2023 reflète les efforts réalisés dans un contexte si particulier, par des résultats 2023 excédentaires en fonctionnement ainsi qu'en investissement.

La comparaison du bilan 2023 aux Comptes Administratifs des années précédentes donne les renseignements suivants.

II. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Le Compte Administratif 2023 clôture l'exercice avec un résultat excédentaire global de + 3 548 049.16 € (résultats cumulés et RAR en dépenses d'investissement inclus (727 697.11 €)).

Résultats d'exécution du budget principal

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des Sections
Recettes nettes	7 842 817,32 €	9 907 528,00 €	17 750 345,32 €
Résultats antérieurs reportés	2 025 208,68 €	563 623,51 €	2 588 832,19 €
Total des Recettes	9 868 026,00 €	10 471 151,51 €	20 339 177,51 €
Dépenses nettes	6 364 938,41 €	9 698 492,83 €	16 063 431,24 €
Résultats antérieurs reportés	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total des Dépenses	6 364 938,41 €	9 698 492,83 €	16 063 431,24 €
Résultat de l'exercice 2023	1 477 878,91 €	209 035,17 €	1 686 914,08 €
Résultats cumulés	3 503 087,59 €	772 658,68 €	4 275 746,27 €
Restes à réaliser au 31/12/2023	727 697,11 €	0,00 €	727 697,11 €
Résultats cumulés avec RAR	2 775 390,48 €	772 658,68 €	3 548 049,16 €

1. Le compte administratif 2023 : section de fonctionnement

1.1. Les recettes de fonctionnement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022- 2023
Impôts et taxes	1 584 123,00	1 568 755,00	1 574 135,00	1 547 885,00	-1,67%
Dotations et subventions	1 474 259,00	1 526 281,38	1 470 900,28	1 461 262,57	-0,66%
Autres produits courants stricts	3 534 643,23	4 298 633,81	5 083 428,30	5 614 297,93	10,44%
Atténuations de charges	9 503,54	17 118,15	46 320,60	12 294,33	-73,46%
Total des recettes de gestion courante	6 602 528,77	7 410 788,34	8 174 784,18	8 635 739,83	5,64%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations)	99 412,16	130 281,25	40 621,08	1 507,17	-96,29%
Total des recettes réelles de fonctionnement	6 701 940,93	7 541 069,59	8 215 405,26	8 637 247,00	5,13%
Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre	2 014 763,00	22 160,00	22 160,00	22 160,00	0%
Produits des cessions d'immobilisations	6 416,67	12 770,00	0,00	1 248 121,00	-
Excédent de fonctionnement reporté	0,00	260 368,17	496 559,59	563 623,51	13,51%
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	8 723 120,60	7 836 367,76	8 734 124,85	10 471 151,51	19,89%

Le total des recettes de fonctionnement s'élève à 10 471 151.51 €, et enregistre une augmentation de +20% (+1.7 M€) par rapport à l'exercice 2022 permettant au SICTIAM d'atteindre un niveau important de recettes.

L'analyse des recettes de fonctionnement nécessite la prise en compte des cessions en 2023. En effet, la vente des locaux de rue de Châteauneuf à Nice ainsi que celle de 6 véhicules du parc automobile du SICTIAM ont généré un produit des cessions d'immobilisations de plus de 1.2 M€.

Néanmoins, indépendamment des cessions réalisées (locaux, véhicules), le niveau des recettes de fonctionnement, , demeure plus important en 2023, leur total atteignant 9.2 M€ soit +5.6%, comparativement à 8.7 M€ en 2022.

L'analyse des recettes de fonctionnement sur 2023, fait apparaitre :

- Le maintien du montant des cotisations : elles comprennent les contributions fiscales (« Impôts et taxes », Chap. 73) et budgétaires (« Dotations », Chap. 74), et demeurent globalement stables entre 2022 et 2023 (+1%). Elles s'élèvent en 2023 à 3 M€.
- Des subventions de fonctionnement (Chap. 74) : elles totalisent 36 k€, 20.3 k€ ont été versés par l'Etat, à l'instar de 2022, en vue du versement de la dotation de compensation de l'Etat des taxes additionnelles de TFPB et de CFE 2023 ; 15 k€ ont été versés par le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes pour la Journée Utilisateurs 2023 organisée par le SICTIAM.
- Des "Autres produits courants stricts" regroupant les produits issus des services délivrés auprès des adhérents, ainsi que la refacturation aux budgets annexes. Ils s'élèvent à 5.6 M€ et enregistrent une hausse globale de +10.5% (soit +531 k€).

- ✓ La refacturation des budgets annexes concerne, d'une part, la refacturation de la masse salariale du budget principal vers les budget annexes respectifs telle qu'elle est réalisée au chapitre 012 du budget principal, d'autre part celle des loyers et charges supportés par le budget principal, refacturés selon le taux prévu par délibération n°092-2022 du Comité Syndical du 6 décembre 2022 aux budgets annexes Aménagement Numérique et Energies. En hausse de 17.6% en 2023, la refacturation globale s'élève à 2 M€ en 2023, dont 90% concernent la refacturation des charges de personnel (Chap. 70).
- ✓ Les produits des services fournis auprès des adhérents s'élèvent en 2023 à 3.6 M€ et enregistrent une hausse de +7.6% (soit +254 k€). Ce poste représente 34% des recettes de fonctionnement (Chap. 70 et 75).
- Des atténuations de charges (Chap. 013) en nette diminution. Elles s'élèvent en 2023 à 12.3 k€ (46.3 k€ en 2022) et concernent les versements perçus dans le cadre des contrats aidés, le remboursement des indemnités journalières, etc.
- Des recettes exceptionnelles (hors cessions d'immobilisations, Chap. 77) en diminution de -39.1 k€ du fait d'une nette baisse des régularisations comptables survenues sur 2023. Il s'agit essentiellement d'avoirs reçus sur des factures antérieures, des annulations de rattachements...
- Des produits des cessions d'immobilisations (Chap. 77) : Elles concernent la vente des locaux situés rue de Châteauneuf à Nice, les équipes de la Direction Energies ayant déménagé en 2023 afin de s'installer dans les locaux du Conseil Départemental 06 situés à Nice, Boulevard Paul Montel, ainsi que la vente de 6 véhicules du parc automobile du SICTIAM. Le montant global s'élève à 1.2 M€. Aucune cession n'avait été enregistrée en 2022.
- Des opérations d'ordre (Chap. 042) : Il s'agit des amortissements des subventions reçues (en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement) pour un montant de 22.1 k€.
- Un excédent de fonctionnement reporté en augmentation ; il correspond au cumul de 3 années consécutives de résultats excédentaires, permettant ainsi d'inscrire en 2023 une hausse de +13.5% (+67 k€).

Globalement, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 8.6 M€ et affichent une augmentation de +5 % représentant +422 k€ de recettes réalisées entre 2022 et 2023. Ces dernières permettent de couvrir des dépenses réelles de fonctionnement.

1.2. Les dépenses de fonctionnement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
Charges à caractère général	2 389 058,62	2 138 375,52	2 028 251,64	2 170 694,15	7,02%
Charges de personnel	3 759 117,76	4 124 104,00	4 884 698,15	5 037 332,76	3,12%
Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	1 093,17	-
Autres charges de gestion courante	32 556,10	205 602,91	259 772,60	293 940,08	13,15%
Autres dépenses	0,00	36 923,41	22 672,45	9 455,31	-58,30%
Total des dépenses de gestion courante	6 180 732,48	6 505 005,84	7 195 394,84	7 512 515,47	4,41%
Charges financières	52 185,12	44 728,20	43 582,00	134 668,71	209,00%
Charges exceptionnelles	40 095,24	34 863,30	105 456,22	6 982,33	-93,38%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	6 273 012,84	6 584 597,34	7 344 433,06	7 654 166,51	4,22%
Dépenses de fonctionnement, opérations d'ordre	1 125 684,80	755 210,83	826 068,28	2 044 326,32	147,48%
Déficit de fonctionnement reporté	1 064 054,79	0,00	0,00	0,00	-
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	8 462 752,43	7 339 808,17	8 170 501,34	9 698 492,83	18,70%

Le total des dépenses de fonctionnement réalisées s'élève à 9 698 492.83 €. Il présente une augmentation de près de +19 % (+1.5 M€) par rapport à 2023. Cette augmentation s'explique par la réalisation des cessions d'immobilisations d'un montant de 1.2 M€.

Ainsi, indépendamment des cessions réalisées en 2023 et après retraitement, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 8.4 M€, présentant une augmentation de +280 k€. Cette augmentation est le résultat de l'augmentation de la masse salariale (+153 k€, Chap. 012) ainsi que des charges à caractère général (+142 k€).

Analyse des dépenses de fonctionnement

L'analyse des dépenses de fonctionnement sur 2023, fait apparaître :

- Les postes en augmentation sont :
 - Des charges à caractère général (Chap. 011) : elles sont en hausse de +7%, (+142 k€), en raison de l'augmentation des prix, mais aussi des charges nouvelles liées à l'acquisition des nouveaux locaux (+41 k€). De plus, le SICTIAM a développé en 2023 des actions de communication et de promotion auprès des adhérents, dont le montant total en 2023 s'élève à 52.5 k€.
 - Des charges de personnel (Chap. 012) : elles ont progressé de +3% (153 k€) et atteignent 5 M€ en 2023, en raison des recrutements réalisés tout au long de l'année, permettant d'assurer un meilleur service aux Adhérents dans les trois domaines d'activités du SICTIAM, ainsi que la mise en œuvre de différentes mesures réglementaires (augmentation du point d'indice, revalorisation des grilles indiciaires et du SMIC...). La masse salariale représente 52% des dépenses de fonctionnement (contre près de 60% en 2022). Une partie dédiée à l'activité liée à l'aménagement numérique et aux énergies est refacturée sur les budgets annexes respectivement concernés.
- Les éléments complémentaires sont présentés ci-dessous.

- Des “Autres charges de gestion courantes” (+13% Chap. 65, +34 k€), en raison d’une augmentation des demandes issues des adhérents (redevances logiciels, noms de domaines, hébergement...) conjuguée à la hausse des prix des fournisseurs.
 - Des charges financières (Chap. 66) s’élevant à près de 135 k€ (soit +91 k€) en raison de l’impact de l’augmentation du Livret A (3% au 01/02/2023) ainsi que la comptabilisation des ICNEs relatifs au nouvel emprunt contracté à l’occasion de l’acquisition des nouveaux locaux et amortissable dès 2024.
 - Des dépenses d’ordre totalisant 2 M€ et dont la hausse de 1.2 M€ a pour origine la cession des locaux, rue de Châteauneuf à Nice, ainsi que 6 véhicules du parc automobile du SICTIAM. Ces dépenses comprennent par ailleurs les dotations aux amortissements, en baisse en 2023, et dont le montant s’élève à 796.2 k€ (826 k€ en 2022).
- Les postes en diminution sont :
- Des charges exceptionnelles (Chap. 67), pour un montant de 7 k€, et dont la baisse est essentiellement issue d’un apurement en 2022 des restes à recouvrer (7 k€ en 2023 contre 105.5 k€ en 2022).
 - Des “Autres dépenses” (Chap.68) : Il s’agit des provisions ; celles-ci enregistrent une diminution globale de -13.2 k€ en raison d’une baisse des provisions pour créances présentant un risque d’irrecouvrabilité, résultat d’une gestion améliorée des restes à recouvrer (9.5 k€ en 2023, 12.7 k€ en 2022). Aucune provision pour contentieux n’a été réalisée en 2023 (10 K€ en 2022).

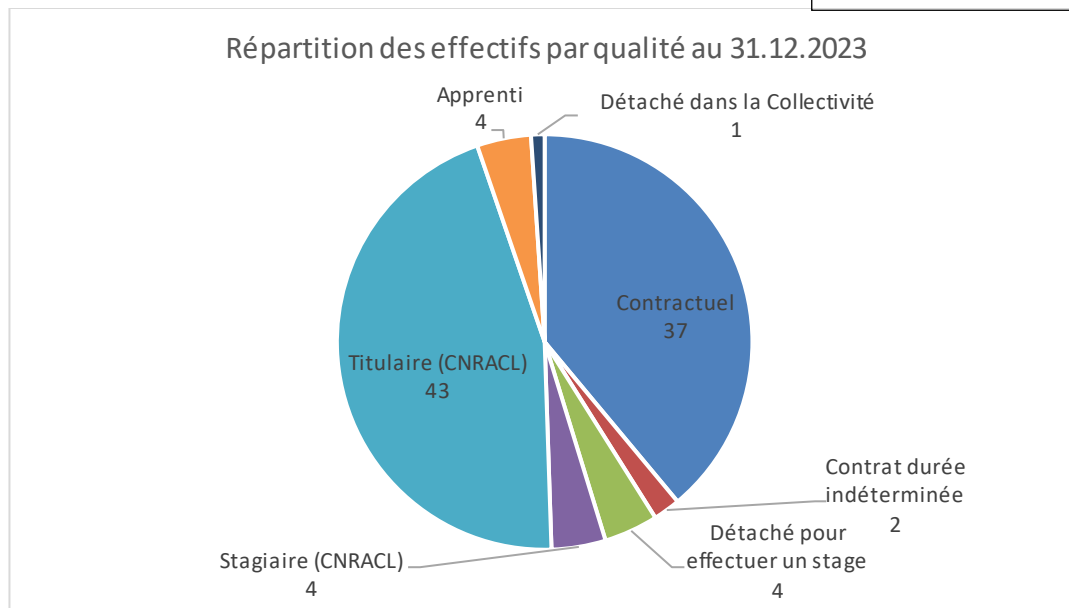
La structuration des effectifs du SICTIAM et dépenses de personnel

Les effectifs au 31 décembre 2023

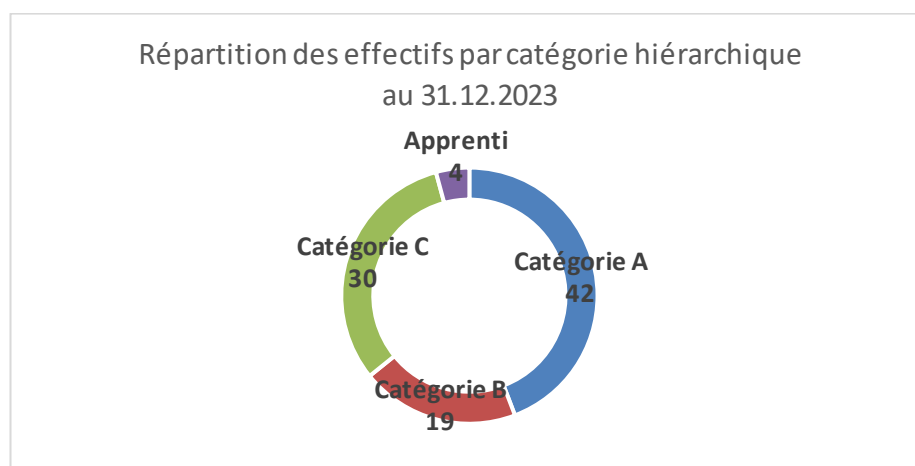
Postes permanents	Postes non permanents	Apprentis	TOTAL
87	4	4	95

Les effectifs sont répartis de manière assez équilibrée entre les statuts fonctionnaires (titulaires et stagiaires) et contractuels. Cet état se justifie par la spécificité technique des métiers exercés au SICTIAM (énergies, services numériques, aménagement numérique...) nécessitant le recrutement de ressources disposant des compétences souvent issues du secteur privé.

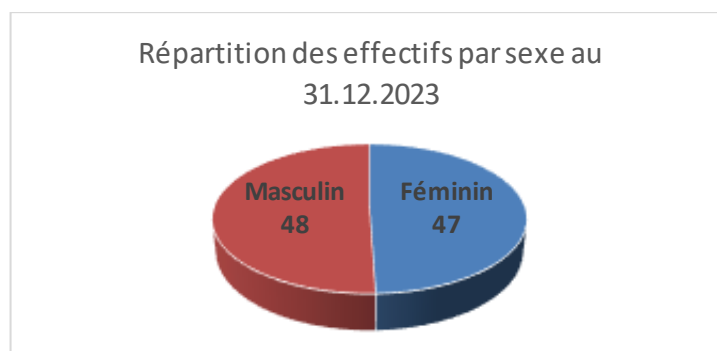
Une légère surreprésentation des fonctionnaires peut être constatée du fait des recrutements par voie de mutation et la nomination des agents ayant été lauréats de concours de la fonction publique territoriale.



La répartition des effectifs par catégorie se présente de la façon suivante :

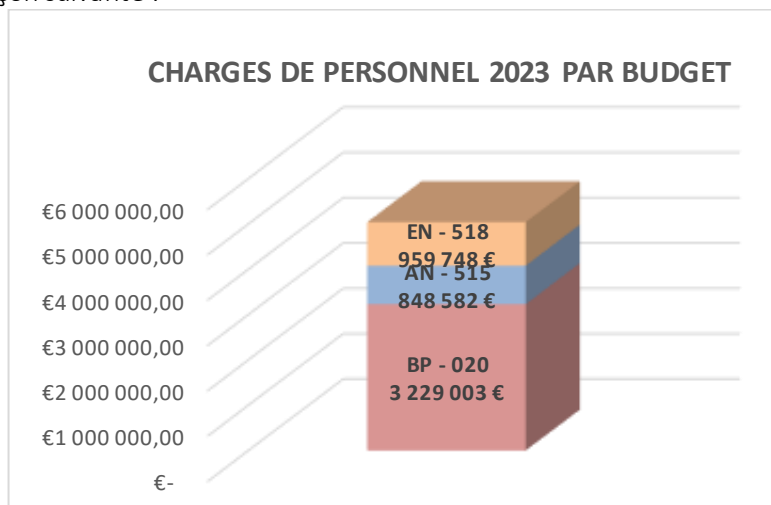


La répartition hommes / femmes se présente équitablement de la façon suivante :

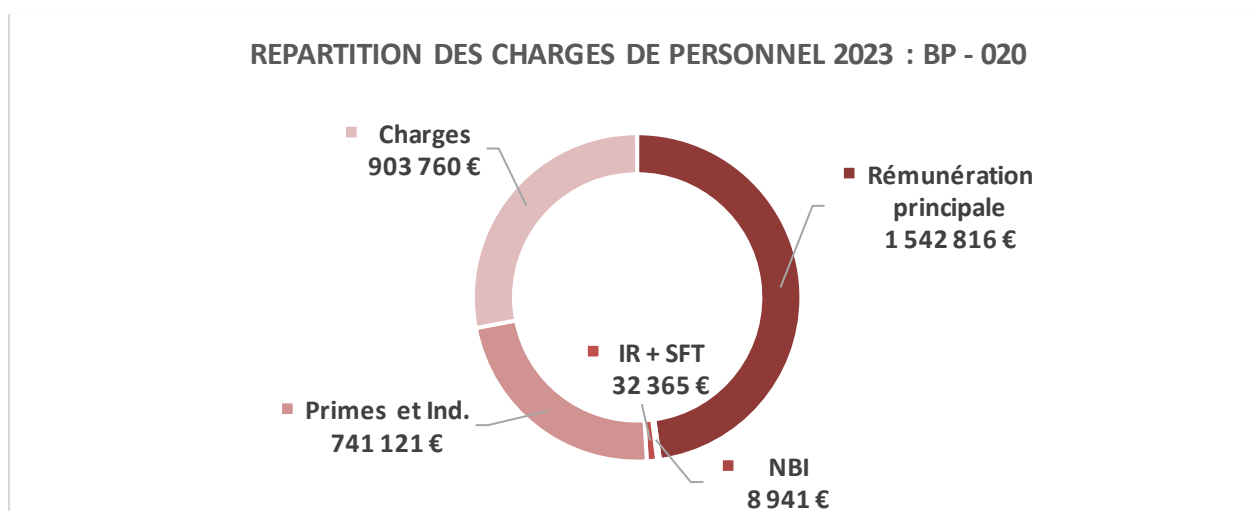


Les rémunérations et charges

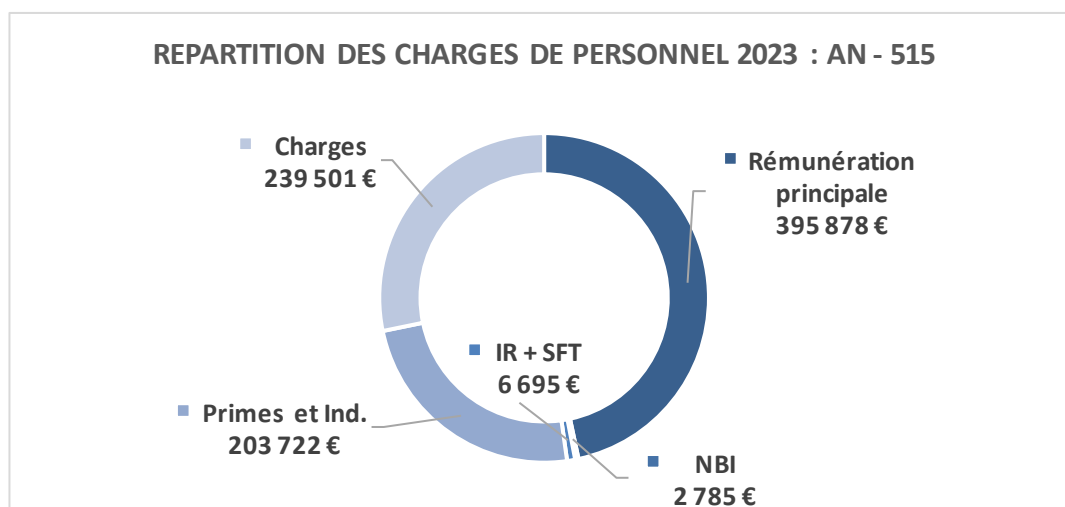
Les rémunérations et charges pour l'année 2023 représentent le montant de 5 037 333 euros réparties de la façon suivante :



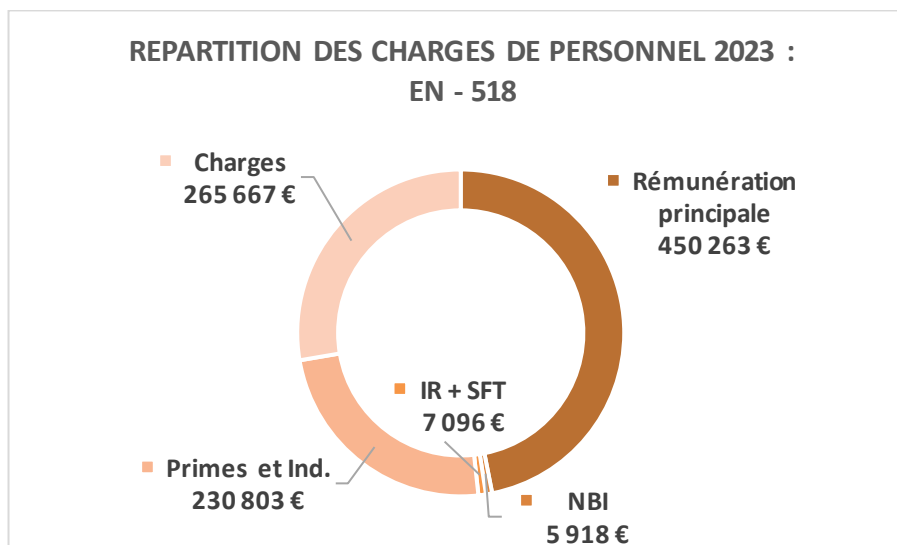
Pour le budget principal (020) : 3 229 003 euros



Pour le budget de l'aménagement numérique (515) : 848 582 euros



Pour le budget de l'énergie (518) : 959 748 euros



Le temps de travail

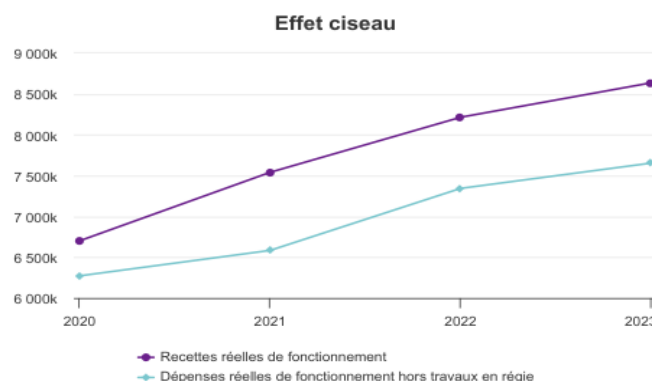
Le temps de travail au SICTIAM est fixé, pour un temps complet, à 37h30 par semaine avec l'attribution de 15 ARTT dont 1 réservé à la journée de solidarité.

Le temps de travail des 95 agents au 31 décembre 2023 :

	Temps non complet	Temps partiel 80 %	Temps partiel 90 %	Temps complet
Contractuel	1 (17h30/sem)	1	1	40
Titulaire	0	2	2	48
TOTAL	1	3	3	88

Effet ciseau

Les recettes réelles de fonctionnement réalisées en 2023 couvrent les dépenses réelles de fonctionnement réalisées s'élevant à 7.6 M€.



L'effet ciseau marque l'évolution de l'écart entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement (hors cessions d'immobilisations).

L'objectif du SICTIAM visant à maîtriser ses dépenses réelles de fonctionnement tout en répondant aux besoins des adhérents permet de conserver ces dernières en dessous du niveau des recettes réelles de fonctionnement, assurant ainsi la poursuite de la couverture des dépenses réelles par les recettes réelles réalisées.

En 2023, les recettes de fonctionnement demeurent supérieures aux dépenses de fonctionnement permettant ainsi de dégager un excédent de fonctionnement.

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	8 462 752,43	7 339 808,17	8 170 501,34	9 698 492,83	18,70%
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	8 723 120,60	7 836 367,76	8 734 124,85	10 471 151,51	19,89%
Résultat global de clôture en fonctionnement	260 368,17	496 559,59	563 623,51	772 658,68	37,09%

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il en ressort un résultat excédentaire de fonctionnement 2023 de 209 035,17 € témoignant de la volonté du SICTIAM de poursuivre la maîtrise des dépenses et du développement de ses activités dans un contexte actuel si particulier.

Le résultat cumulé s'élève à 772 658,68 €.

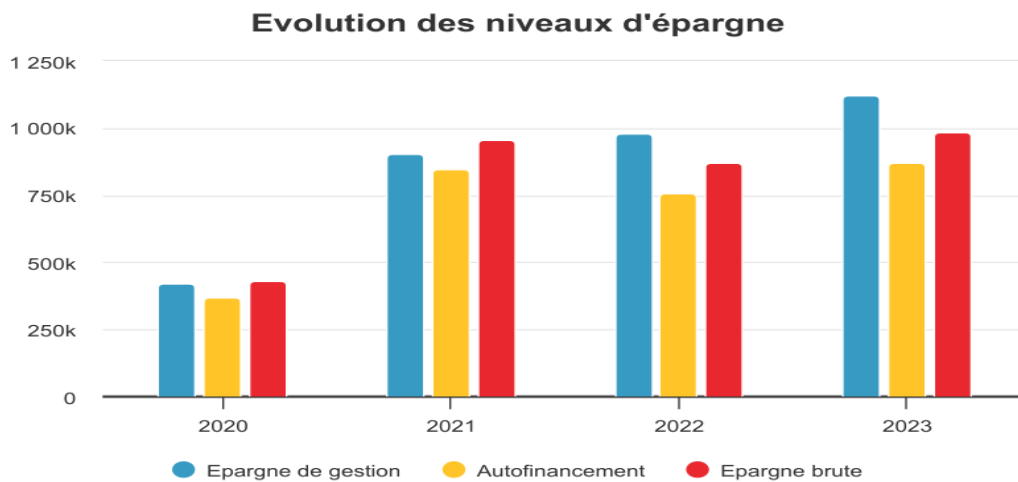
1.3. Les niveaux d'épargne

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Recettes de fonctionnement courant	6 602 528,77	7 410 788,34	8 174 784,18	8 635 739,83
Dépenses de fonctionnement courant (Hors travaux en régie)	6 180 732,48	6 505 005,84	7 195 394,84	7 512 515,47
Epargne de gestion	421 796,29	905 782,50	979 389,34	1 123 224,36
Résultats financiers	-52 185,12	-44 728,20	-43 582,00	-134 668,71
Résultats exceptionnels	59 316,92	95 417,95	-64 835,14	-5 475,16
Epargne brute	428 928,09	956 472,25	870 972,20	983 080,49
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	61 615,44	109 623,90	111 527,82	113 488,85
Créances sur des collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00
Epargne Disponible (Autofinancement net)	367 312,65	846 848,35	759 444,38	869 591,64

L'épargne brute représente le solde de la section de fonctionnement, autrement dit la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Il s'agit du reliquat de ressources qui permet de financer la dette et les nouveaux investissements. Ainsi, sur le principe, le montant de l'épargne brute doit toujours être supérieur au montant du capital de la dette à rembourser sur l'année car une collectivité ne peut s'endetter pour rembourser ses dettes.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute après remboursement de la dette : elle permet de financer de nouvelles dépenses d'équipement.

Ces deux soldes sont très importants : ils traduisent la bonne santé financière d'une collectivité, car plus leur montant progresse, plus la collectivité a la capacité de financer ses investissements sans recourir à l'emprunt.



En 2023, l'augmentation du niveau d'épargne de gestion a permis d'atteindre un niveau d'épargne brute supérieur à 2022 et ainsi augmenter l'épargne disponible (autofinancement net) en dépit de l'augmentation des annuités d'emprunt (due à la souscription d'un nouvel emprunt en 2023).

2. Le compte administratif 2023 : section d'investissement

2.1. Les dépenses d'investissement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022- 2023
Dépenses d'équipement brut	479 243,89	306 162,65	269 375,61	5 971 088,79	2116,64%
Dépenses financières d'investissement	20 683,74	1 101,40	0,00	258 200,77	-
Total des dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital)	499 927,63	307 264,05	269 375,61	6 229 289,56	2212,49%
Remboursement de capital	61 615,44	109 623,90	111 527,82	113 488,85	1,76%
Dépenses d'investissement, opérations d'ordre	2 014 763,00	22 160,00	62 145,10	22 160,00	-64,34%
Excédent capitalisé 1068	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Déficit d'investissement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	-
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	2 576 306,07	439 047,95	443 048,53	6 364 938,41	1336,62%

Les dépenses réalisées d'investissement s'élèvent en 2023 à 6 364 938.41€, et enregistrent une augmentation de +5.9 M€, comparativement à l'exercice 2022.

L'année 2023 marque en effet le démarrage de nouveaux investissements, pour près de 6 M€ :

- L'acquisition, pour 5.1 M€, et l'aménagement de nouveaux locaux dont près de 400 k€ de restes à réaliser (510 k€).
- L'acquisition de logiciels (Chap. 20) pour un montant de 289 k€ (131.5 k€ en 2022), dont des nouvelles licences Serveur CITRIX (185 k€), des logiciels métiers acquis pour le compte des adhérents, pour un montant de 88.2 k€ (contre 52.5 k€ en 2022), ainsi que divers logiciels (15.6 k€).
- Des acquisitions/renouvellements de matériel informatique (250 k€ en 2023, contre 137.8 k€ en 2022, Chap. 21) en vue de l'amélioration de l'infrastructure et de la sécurité des données.
- L'acquisition de 4 nouveaux véhicules électriques et hybrides, afin de poursuivre sa démarche écoresponsable, pour un montant de 144.3 k€, en vue du renouvellement de la flotte automobile du SICTIAM (Chap. 21).

Les dépenses d'investissement réalisées comprennent par ailleurs :

- Le remboursement du capital (Chap.16), qui s'élève à 113.5 k€ (111.5 k€ en 2022).
- Les dépenses financières (Chap. 27) dont le montant avoisine 260 k€, et qui sont composées de l'indemnité d'immobilisation versée à l'occasion de la promesse de vente des locaux pour 255 k€, en dépenses et recettes, ainsi que du dépôt de garantie versé au Syndic pour les anciens locaux (3.2 k€).
- Les opérations d'ordre (Chap. 040) qui concernent les amortissements des subventions reçues (en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement), pour un montant de 22.1 k€.

2.2. Les recettes d'investissement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
Dotations et subventions	377 467,40	78 615,00	0,00	3 043 491,00	-
Réduction réelle des dépenses d'investissement	0	0	0	0	-
Autres recettes réelles d'investissement	18 264,95	0	0	255 000,00	-
Total des recettes réelles d'investissement hors emprunt	395 732,35	78 615,00	0,00	3 298 491,00	-
Recettes liées à l'emprunt	0	0	0	2 500 000,00	-
Recettes d'investissement, opérations d'ordre	1 125 684,80	755 210,83	866 053,38	2 044 326,32	136,05%
Excédent d'investissement reporté	2 262 314,87	1 207 425,95	1 602 203,83	2 025 208,68	26,40%
Excédent capitalisé 1068	0	0	0	0	-
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	3 783 732,02	2 041 251,78	2 468 257,21	9 868 026,00	299,80%

Les recettes réalisées d'investissement sont en hausse de +7.4 M€ entre 2022 et 2023. Elles s'élèvent à 9 868 026 €.

Afin de financer ses investissements, le SICTIAM a enregistré au cours de l'exercice 2023 :

- Une subvention du Conseil Départemental 06 de 3M€ en vue de l'acquisition de nouveaux locaux ainsi que 43.5 k€ dans le cadre du projet portail adhérents (Smart Deal), (Chap. 13)
- Un emprunt de 2.5 M€, (Chap. 16)
- La cession des locaux rue de Châteauneuf à Nice ainsi que de 6 véhicules de son parc automobile (1.2 M€, Chap. 040).
- La reprise de l'indemnité d'immobilisation versée, à l'occasion de la promesse de vente des locaux des Oréades, pour un montant de 255 k€ (en dépenses et recettes, Chap. 27).

A cela s'ajoutent :

- Des dotations aux amortissements pour un montant de 796.2 k€ (826 k€ en 2022, Chap. 040).
- Un excédent d'investissement reporté de 2 M€ (soit +423 k€ entre 2022 et 2023).

RESULTAT D'INVESTISSEMENT

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	2 576 306,07	439 047,95	443 048,53	6 364 938,41	1336,62%
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	3 783 732,02	2 041 251,78	2 468 257,21	9 868 026,00	299,80%
Résultat global de clôture en investissement	1 207 425,95	1 602 203,83	2 025 208,68	3 503 087,59	72,97%

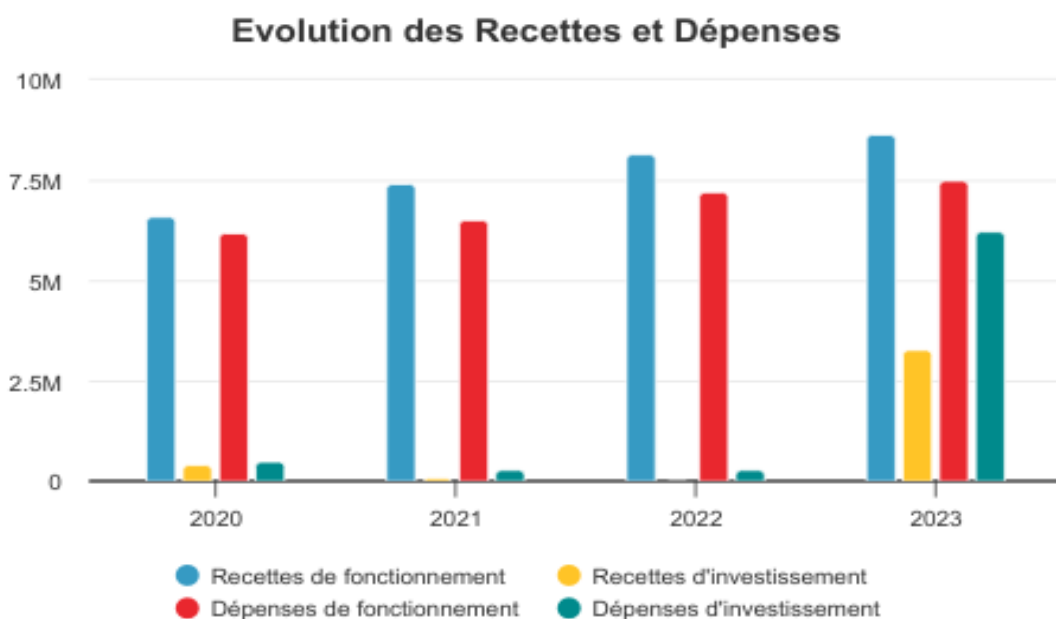
Le résultat 2023 d'investissement est excédentaire et s'élève à 1 477 878,91 €.

Ce résultat cumulé à l'excédent d'investissement reporté permet d'atteindre :

- Un excédent d'investissement cumulé de 3 503 087,59 €
- Les restes à réaliser s'élèvent à 727 697,11 k€ et concernent les dépenses.

Conduisant à un résultat d'investissement 2023 excédentaire de 2 775 390,48 € (avec RAR).

Ce montant permettra d'autofinancer de nouveaux investissements sur 2024 et éviter ainsi le recours à l'emprunt.



Le graphique ci-dessus présente l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement courant ainsi que des recettes et dépenses réelles d'investissement.

2.3. LES OUTILS D'ANALYSE DE GESTION

L'évolution du besoin de financement annuel se mesure en section d'investissement. Il est égal à l'excédent des dépenses "définitives" sur les recettes "définitives" réalisées au cours de l'exercice. Le calcul intègre la capacité d'autofinancement parmi les ressources d'investissement.

Les opérations définitives sont celles qui ne feront pas l'objet d'un remboursement ultérieur ou qui ne sont pas elles-mêmes le remboursement d'un versement antérieur. Elles excluent tous les flux qui font varier la dette : remboursements en capital, versements correspondant à des engagements inscrits au passif de l'organisme.

Le besoin de financement est couvert par la variation de la dette (les emprunts nouveaux étant d'un montant supérieur aux remboursements d'emprunts) et/ou par les « réserves » internes à la collectivité que constitue le fonds de roulement.

Analyse	2020	2021	2022	2023
Dépenses réelles d'investissement	499 927,63	307 264,05	269 375,61	6 229 289,56
Recettes réelles d'investissement	395 732,35	78 615,00	0,00	3 298 491,00
Besoin de financement	104 195,28	228 649,05	269 375,61	2 930 798,56

Lorsque les ressources (hors emprunts) sont supérieures aux dépenses (hors remboursements d'emprunts), le besoin de financement est négatif. Il constitue alors une capacité de financement.

L'année 2023 est marquée par les efforts d'investissement opérés sur le budget principal. Le besoin de financement est couvert par l'emprunt à hauteur de 2.5M€, le solde par l'autofinancement.

Cet indicateur marque globalement la difficulté du SICTIAM à financer ses investissements autrement que par l'emprunt. En effet, compte tenu des activités dévolues au budget principal, il est parfois difficile pour le SICTIAM de trouver des subventions permettant de financer ses investissements. En 2024, de nouvelles opportunités de financements seront recherchées notamment pour l'amélioration de la sécurité de son système d'information, l'acquisition de véhicules électriques, etc.

CONCLUSION :

Les efforts menés pour améliorer la maîtrise des dépenses de fonctionnement se sont poursuivis en 2023, tout en développant ses investissements, avec le souci permanent d'améliorer la qualité de services à ses adhérents.

C'est ainsi que le SICTIAM, dans un objectif de rationalisation, a acquis un bien immobilier, dénommé « Les Oréades », situé au cœur de Sophia-Antipolis, particulièrement adapté pour accueillir le nouveau siège du SICTIAM. Cette acquisition, grâce au soutien financier du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, permet ainsi d'enrichir le patrimoine du Syndicat et de dispenser à l'avenir du paiement d'un loyer onéreux et en constante augmentation.

Cependant, les recettes réelles d'investissement ne couvrent pas la totalité des dépenses réelles d'investissement, le SICTIAM devra poursuivre durablement ses recherches de subventions afin de financer ses dépenses d'équipements.

3. L'endettement du SICTIAM

Etat de la dette consolidée, tous budgets confondus

- Historique de la dette du SICTIAM consolidée

Après avoir remboursé par anticipation les emprunts en cours du budget principal, le SICTIAM a contracté un emprunt de 32 308 000 €, en 2017, auprès de la Caisse d'Épargne et de la Caisse des Dépôts et Consignation, dont 4 000 000 € ont été affectés au budget principal en vue de financer les différents projets de construction et déploiement de la Plateforme Pédagogique (Sainte Tulle), de développement de la plateforme numérique, de la GRC (gestion de la relation citoyen), de l'infrastructure... Le solde de 28 308 000€ a été affecté au financement du déploiement du Réseau d'Initiative Publique (RIP) et intégré dans le budget annexe « Aménagement Numérique » du SICTIAM.

En décembre 2021, le SICTIAM a signé un nouvel emprunt de 9 000 000 € auprès du Crédit Agricole. En 2022, 2 nouveaux emprunts de 5 000 000€ et 14 000 000 € ont été contractés respectivement auprès de la Banque Postale et de la Banque des Territoires. Ces 3 emprunts s'inscrivent dans la seconde phase de financement des travaux liés au RIP lié au budget annexe « Aménagement Numérique ».

Au 1^{er} janvier 2022, le transfert de compétences du SDEG au SICTIAM a conduit au transfert de l'ensemble des emprunts sur le budget annexe Energies, dont l'encours de la dette, à cette date, s'élevait à 9 552 986,31€ avec 37 contrats en cours.

Au cours de l'exercice 2023, un nouvel emprunt de 2.5 M€ a été contracté sur le budget principal afin de financer l'acquisition des nouveaux locaux et leur aménagement.

- Encours de la dette consolidée

L'encours total de la dette, arrêté au 31/12/2023, s'établit à 51 M€, tous budgets confondus.

Caractéristiques de la dette au 31/12/2023			
Encours	51 040 285,92	Nombre d'emprunts *	30
Taux actuariel *	2,93%	Taux moyen de l'exercice	2,43%
* tirages futurs compris			

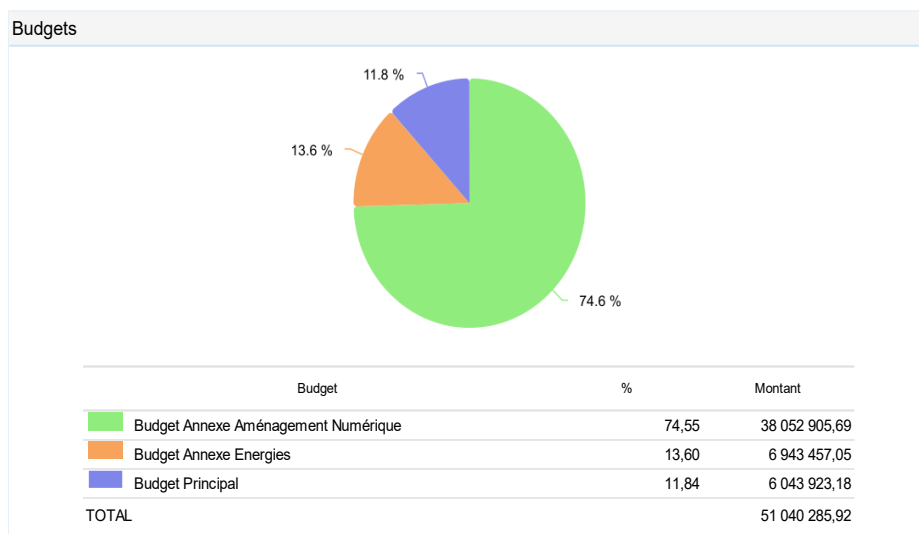
Charges financières en 2023			
Annuité	3 984 372,97	Amortissement	2 957 742,52
Remboursement anticipé avec flux	0,00	Remboursement anticipé sans flux	0,00
Intérêts emprunts	1 024 130,45	ICNE	507 072,50

Cet état ne tient pas compte de l'emprunt de 14 M€ sur le budget annexe «Aménagement Numérique» souscrit avec une phase de préfinancement de 5 ans, à compter de décembre 2022, qui sera mobilisé au cours de l'exercice 2024.

- Affectation de la dette consolidée par budget (au 31/12/2023)

L'encours de la dette se décompose sur 3 budgets :

- Le budget annexe « Aménagement Numérique » représente 74.6% de l'encours au 31/12/2023.
- Le budget annexe Energies représente 13.6%
- Le budget principal du SICTIAM représente 11.8%



Etat de la dette du budget principal

L'encours de la dette du budget principal s'établit, au 31/12/2023, à 6 043 923,18 €.

Ex.	Encours début	Tirage	Annuité	Frais	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Amort.	Solde
2023	3 657 412,04	2 500 000,00	174 157,09	2 500,00	58 168,24	2,91%	3,44%	113 488,85	174 157,09
2024	6 043 923,18	0,00	417 506,41	0,00	201 997,69	3,84%	3,77%	215 508,72	417 506,41

Un nouvel emprunt de 2.5 M€ a été contracté en 2023 ; l'amortissement débutera en 2024.

- Les caractéristiques générales de la dette du budget principal au 31 décembre 2023

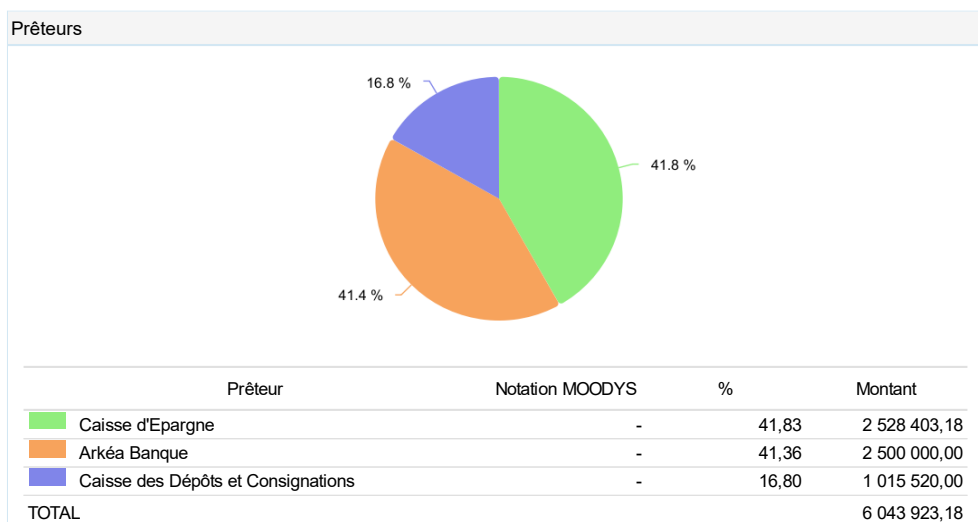
Caractéristiques de la dette au 31/12/2023	
Encours 6 043 923,18	Nombre d'emprunts * 3
Taux actuariel * 3,67%	Taux moyen de l'exercice 2,91%
* tirages futurs compris	
Charges financières en 2023	
Annuité 174 157,09	Amortissement 113 488,85
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 58 168,24	ICNE 103 102,16

Le SICTIAM, dans le cadre de son budget principal, dispose en 2023 de 3 emprunts souscrits auprès des organismes suivants :

- La Caisse d'Epargne à hauteur de 41.8% de l'encours de la dette,
- Arkéa Banque à hauteur de 41.4%,
- La Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 16.8%.

La totalité des emprunts souscrits auprès de la CDC ont été basculés sur le budget annexe «Aménagement Numérique», au 01/01/2024, en contrepartie d'une diminution de la part affectée au contrat souscrit auprès de la Caisse d'Epargne, afin de conserver le montant initial du capital emprunté en 2017.

Répartition de l'encours de la dette par prêteur au 31/12/2023



Synthèse de la dette (du 01/01/2023 au 31/12/2023)

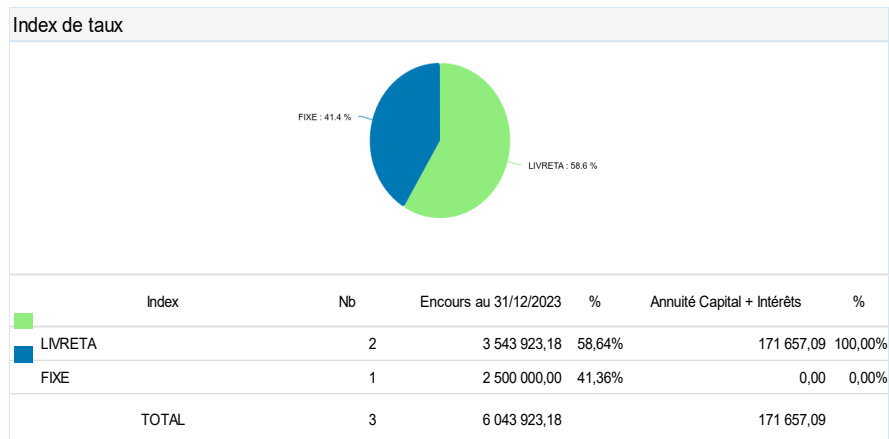
DATE DE REALISATION	PRETEUR	DUREE INITIALE	INDEX DE TAUX	DATE 1ERE ECHEANCE INTERETS	DATE DERNIERE ECHEANCE	DUREE RESIDUELLE	MONTANT INITIAL	DETTE EN CAPITAL AU 31/12/N	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE
2017	Caisse d'Epargne	30 ans	LIVRETA	25/01/2019	25/01/2048	24 ans	2 846 000,00	2 528 403,18	26 317,84	67 328,85	93 646,69
2017	Caisse des Dépôts et Consignation	25 ans	LIVRETA	01/12/2021	01/12/2045	21 ans, 11 mois	1 154 000,00	1 015 520,00	31 850,40	46 160,00	78 010,40
2023	Arkéa Banque	25 ans	FIXE	30/07/2024	30/07/2048	24 ans, 6 mois	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	0,00	2 500,00
TOTAL: Budget Principal							6 500 000,00	6 043 923,18	58 168,24	113 488,85	174 157,09

Structure de la dette

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat								
	Organisme prêteur ou chef de file	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)
						Niveau de Taux (5)	Taux actuariel		
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				6 500 000,00					
1641 Emprunts en euros (total)				6 500 000,00					
A1018000 (A1018000)	Caisse d'Epargne	24/10/2017	25/01/2019	2 846 000,00	LIVRETA	1,250	2,696	EURO	A
5195984 (CDC01)	Caisse des Dépôts et Consignation	01/12/2017	01/12/2021	1 154 000,00	LIVRETA	1,750	3,044	EURO	A
90438504 (EMPLOCAUX)	Arkéa Banque	08/08/2023	30/07/2024	2 500 000,00	FIXE	3,980	3,992	EURO	A
Total général				6 500 000,00					

2 contrats d'emprunts ont été souscrits et mobilisés sur le budget principal ; 41.4 % de l'encours de la dette est à taux fixe, 58.6 % est à taux variable.

Répartition de l'encours de dette au 31/12/2023 par index



Le budget principal dispose ainsi d'un contrat à taux fixe (3.98%) et de deux contrats à taux variable (Livret A, au taux de 3%, pour la Caisse d'Epargne, ainsi que pour la Caisse des Dépôts et Consignations, en 2023).

En 2022, le Livret A a connu une révision de son taux porté à 1 % en février 2022, puis, en raison d'une forte augmentation du taux de l'inflation, il a été porté à 2 % le 1er août 2022 puis à 3% le 01/02/2023.

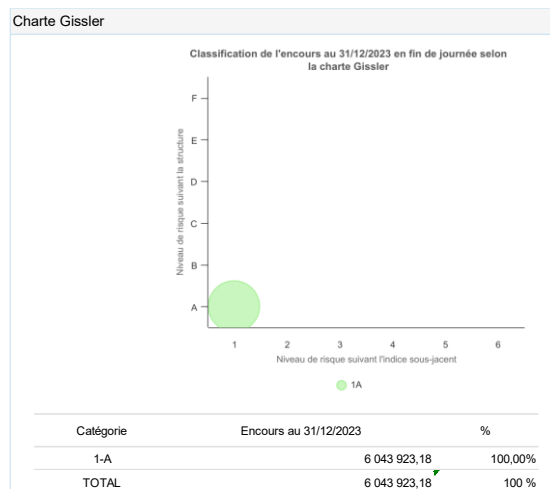
Dès lors, le taux du Livret A est maintenu à 3 % et fixé jusqu'en janvier 2025, conformément à l'arrêté du 28 juillet 2023 relatif aux taux d'intérêt des produits d'épargne réglementée

L'augmentation du livret A a pour conséquence une hausse du taux d'intérêts pour le contrat souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (+1.5% entre 2023 et 2024), impactant la charge d'intérêts en 2023.

Taux de financement après couverture					
Famille d'indice	Encours avant couverture	Durée de vie moyenne	Taux actuariel après couverture	Durée de résiduelle moyenne	Taux actuariel après couverture (Index initial)
Fixe	2 500 000,00	12 ans, 6 mois	3,99	24 ans, 6 mois	3,99
Livret A	3 543 923,18	12 ans, 11 mois	3,43	23 ans, 5 mois	3,43
TOTAL	6 043 923,18	12 ans, 9 mois	3,67	23 ans, 11 mois	3,67

Le contexte économique actuel mouvant et incertain induit une envolée des taux fixes et variables, des charges financières... Les taux variables indexés sur le Livret A exposés à la hausse des taux suivent une formule de révision spécifique, encadrée par les pouvoirs publics.

La totalité de l'encours de la dette du SICTIAM est classée 1A selon la charte de Gissler (1) soit le degré le plus sécurisé.



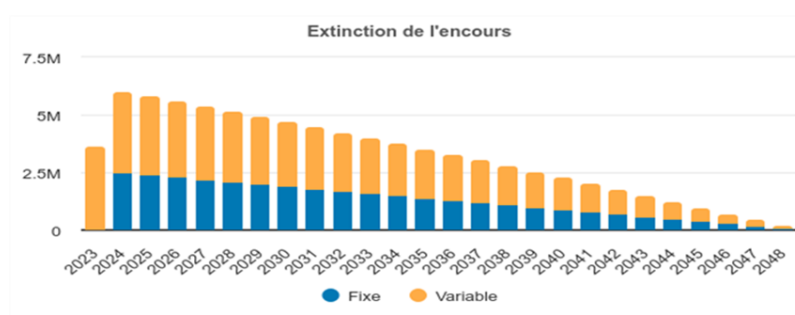
(1) La charte Gissler est une charte de bonne conduite signée fin 2009 et destinée à régir les rapports mutuels entre collectivités territoriales et établissements bancaires. Dans ce cadre, une classification des produits a été définie. La classification retient deux dimensions :

- Le risque associé à l'indice ou les indices sous-jacents (classement 1 à 5) : les indices de la zone euro comme l'Euribor sont considérés de risque minimum (risque 1) alors que les indices hors zone euro comme le Libor (taux du marché interbancaire de Londres) sont classés risque 4.
- Le risque de structure allant de A à E : les prêts à taux fixe ou à taux variables sont classés risque A. Les prêts structurés assortis d'une barrière sont classés B.

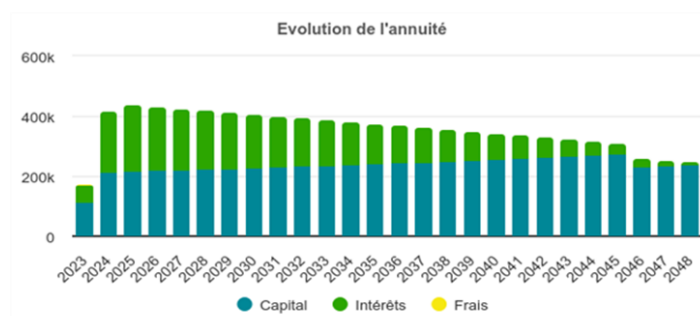
L'encours de la dette est relativement peu risqué. Autrement dit, le risque de variation de la charge d'intérêt de la dette directe est uniquement lié aux variations de marché des indices monétaires en France.

Il n'y a donc aucun produit à risque sur le budget principal du SICTIAM. Cette gestion raisonnée a été menée tout en conservant une performance financière tout à fait acceptable.

Extinction de la dette, établie au 31/12/2023, par année



La dette s'étend jusqu'en 2048. L'emprunt à taux fixe commencera son amortissement en 2024. La durée de vie résiduelle de la dette du budget principal s'élève à 24 ans et 6 mois, elle concerne le contrat à taux fixe Arkéa, contracté en 2023. En 2037, l'encours de la dette sera diminué de moitié par rapport à l'encours au 31/12/2023 (6 M€) ; il sera de l'ordre de 1.5 M€ en 2043 en atteignant 1/4 de l'encours actuel.



S'agissant de l'évolution des annuités d'emprunt, l'amortissement du contrat d'emprunt souscrit auprès d'Arkéa débutera, en 2024. Celles-ci atteindront leur pic en 2025 puis diminueront progressivement jusqu'à atteindre un palier en 2046 ; l'annuité sera alors inférieure à 260 k€. Les intérêts d'emprunt atteindront leur niveau maximum en 2025 pour ensuite diminuer jusqu'à l'extinction de la dette. En 2039, ils seront inférieurs à 100 k€.

- **La capacité de désendettement (encours de dette/épargne brute)**

Elle définit la capacité de la structure à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette. Cet indicateur compare le niveau de l'épargne brute – qui sert à couvrir en priorité les remboursements de dette – à celui de l'encours, qui mesure les futurs remboursements. Il permet de savoir en combien d'années une commune pourrait rembourser sa dette si elle y consacrait toute son épargne brute.

Exprimée en années, elle s'élève à fin 2023 à 6.1 ans (4.2 en 2022) en raison du nouvel emprunt contracté en 2023 dans le cadre de l'acquisition et l'aménagement des nouveaux locaux.

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Epargne brute	428 928,09	956 472,25	870 972,20	983 535,05
Dette au 31 12	3 878 563,75	3 768 938,85	3 657 412,04	6 043 923,19
Capacité de désendettement	9,04	3,94	4,20	6,15

Il est généralement admis que le seuil critique, révélateur de tensions futures, est entre 10 et 12 ans. Une capacité de désendettement inférieure à 7 ans est considérée comme raisonnable.

4. Les principaux ratios

Analyse	Ratio national	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Autres charges de gestion courante / dépenses réelles de fonctionnement	,	,52	3,12	3,54	3,84
Charges de gestion générale / dépenses réelles de fonctionnement	,	38,08	32,48	27,62	28,36
Intérêts payés de la dette / dépenses réelles de fonctionnement	,	,83	,68	,59	1,76
Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,9	59,93	62,63	66,51	65,81
Impôts et taxes / recettes réelles de fonctionnement	,	23,64	20,8	19,16	17,92
Dotations, participations / recettes réelles de fonctionnement	,	22,	20,24	17,9	16,92
Taux équipement brut : Dépenses équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26,8	7,15	4,06	3,28	69,13
Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement	,	47,87	50,93	55,46	58,19
Dotations et subventions d'investissement / dépenses d'équipement brut	,	78,76	25,68	,	50,97
Capacité de désendettement	,	9,04	3,94	4,2	6,15

III. LE COMPTE ADMINISTRATIF CONSOLIDE :

budget principal - budgets annexes « Aménagement numérique » et « Energies »

1. La section de fonctionnement

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Charges à caractère général	3 122 230,54	3 023 717,47	4 877 730,05	6 058 697,89
Charges de personnel	4 519 327,90	5 024 095,34	6 392 377,28	6 846 452,57
Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	1 093,17
Autres charges de gestion courante	57 309,10	211 302,91	312 035,53	384 623,98
Autres dépenses	0,00	554 592,70	229 677,19	67 497,51
Total des dépenses de gestion courante	7 698 867,54	8 813 708,42	11 811 820,05	13 358 365,12
Charges financières	441 919,53	408 553,46	861 789,21	1 242 049,04
Charges exceptionnelles	150 265,44	68 642,72	150 482,62	134 533,39
Total des dépenses réelles de fonctionnement	8 291 052,51	9 290 904,60	12 824 091,88	14 734 947,55
Dépenses de fonctionnement, opérations d'ordre	1 217 167,30	970 400,64	977 426,01	2 775 909,78
Déficit de fonctionnement reporté	1 064 054,79	0,00	0,00	0,00
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	10 572 274,60	10 261 305,24	13 801 517,89	17 510 857,33
Impôts et taxes	1 584 123,00	1 568 755,00	3 603 364,48	4 665 177,74
Dotations et subventions	2 120 763,00	2 146 281,38	4 205 273,06	4 856 332,43
Autres produits courants stricts	4 690 348,58	6 343 708,48	7 983 031,19	7 756 285,62
Atténuations de charges	9 503,54	17 118,15	46 320,60	12 294,33
Total des recettes de gestion courante	8 404 738,12	10 075 863,01	15 837 989,33	17 290 090,12
Produits financiers	0,00	0,00	52 689,15	24 455,84
Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations)	126 632,00	2 591 729,76	105 614,53	113 440,60
Total des recettes réelles de fonctionnement	8 531 370,12	12 667 592,77	15 996 293,01	17 427 986,56
Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre	2 014 763,00	24 332,00	22 160,00	27 682,00
Produits des cessions d'immobilisations	6 416,67	12 770,00	3 000,00	2 038 121,00
Excédent de fonctionnement reporté	1 199 326,33	1 179 601,52	7 671 608,59	8 334 364,57
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	11 751 876,12	13 884 296,29	23 693 061,60	27 828 154,13
Résultat global de clôture en fonctionnement	1 179 601,52	3 622 991,05	9 891 543,71	10 317 296,80

NB : Intégration du budget annexe Energies le 01/01/2022

Le montant des recettes réelles de fonctionnement réalisées en 2023 (17.4 M€) permet de couvrir les dépenses réelles de fonctionnement (14.7 M€)

Le résultat cumulé consolidé de fonctionnement est excédentaire ; il s'élève à **+10 317 296,80 €**.

2. La section d'investissement

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Dépenses d'équipement brut	7 065 012,08	11 846 926,71	19 947 506,61	37 327 498,94
Dépenses financières d'investissement	38 783,74	235 201,40	233 569,50	1 247 471,27
Total des dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital)	7 103 795,82	12 082 128,11	20 181 076,11	38 574 970,21
Remboursement de capital	349 731,47	1 010 342,06	2 740 630,43	2 957 742,52
Dépenses d'investissement, opérations d'ordre	5 310 813,59	765 091,30	322 345,10	254 594,57
Excédent capitalisé 1068	0,00	0,00	0,00	0,00
Déficit d'investissement reporté	0,00	0,00	13 161 942,94	1 962 412,55
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	12 764 340,88	13 857 561,47	36 405 994,58	43 749 719,85
Dotations et subventions	9 485 684,40	8 665 818,86	15 075 419,50	16 821 961,51
Réduction réelle des dépenses d'investissement	261 838,93	106 649,00	371 063,30	6 783 456,76
Autres recettes réelles d'investissement	18 264,95	0,00	461 712,71	852 952,33
Total des recettes réelles d'investissement hors emprunt	9 765 788,28	8 772 467,86	15 908 195,51	24 458 370,60
Recettes liées à l'emprunt	0,00	9 000 000,00	5 000 000,00	2 500 000,00
Recettes d'investissement, opérations d'ordre	4 513 217,89	1 711 159,94	1 277 611,11	3 002 822,35
Excédent d'investissement reporté	11 104 475,64	12 619 140,93	18 245 207,26	19 149 374,79
Excédent capitalisé 1068	0,00	0,00	13 161 942,94	1 557 179,14
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	25 383 481,81	32 102 768,73	53 592 956,82	50 667 746,88
Résultat global de clôture en investissement	12 619 140,93	18 245 207,26	17 186 962,24	6 918 027,03

NB : Intégration du budget annexe Energies le 01/01/2022

Le résultat cumulé consolidé d'investissement s'élève à + 6 918 027,03 €.

3. Le résultat consolidé 2023

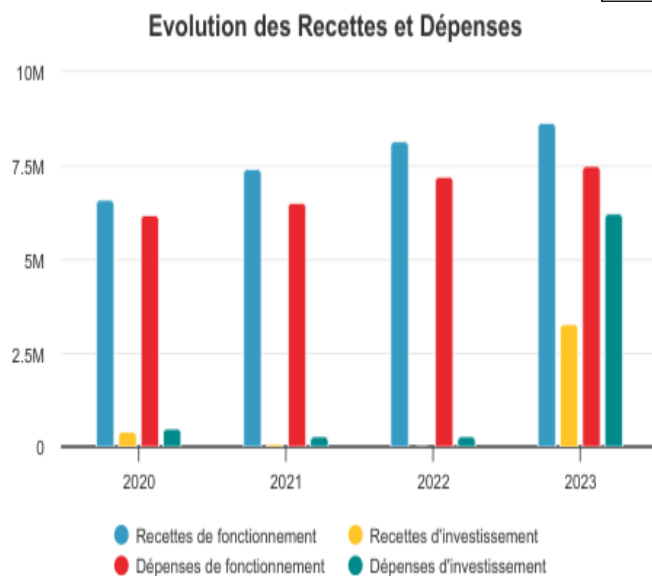
Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Résultat global de clôture	13 798 742,45	21 868 198,31	27 078 505,95	17 235 323,83

Le compte administratif 2023 consolidé présente :

- un résultat de fonctionnement cumulé de : + 10 317 926,80 €
- un résultat d'investissement cumulé de : + 6 918 027,03 €

Conduisant à un résultat global excédentaire de + 17 235 323,83 €

Le solde des restes à réaliser en 2023 s'élève à + 1 494 303,67 €, conduisant à un résultat de + 18 729 627,50€



Le graphique ci-dessus présente l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement consolidées courant ainsi que des recettes et dépenses réelles consolidées d'investissement.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

sictiam

Rapport d'activité

2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

ÉDITO DU PRÉSIDENT

05

LES MOMENTS FORTS

06

RESSOURCES ET MOYENS

09

RELATIONS ET
SERVICES AUX ADHERENTS

17

TRANSFORMATION
NUMÉRIQUE

23

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
INTELLIGENT ET DES ÉNERGIES

29

SOMMAIRE

Conception, rédaction, graphisme
DIRECTION GÉNÉRALE

SICTIAM
125 Rue des Amandiers
06410 Biot

Date de publication
SEPTEMBRE 2024

Le SICTIAM est le partenaire public pour répondre aux besoins de toutes les collectivités

Chers Adhérents,

L'année 2023 représente un tournant majeur pour le SICTIAM. Avec une ambition renouvelée et une vision collective, nous avons engagé une réorganisation interne en profondeur de nos équipes. Cette démarche a pour seul objectif de vous offrir un meilleur accompagnement, spécifiquement adapté à vos besoins, afin que chaque collectivité puisse pleinement tirer parti des outils numériques et des solutions énergétiques.

Conscients des défis posés par l'évolution constante des technologies et des attentes croissantes en matière de services numériques, nous avons fait de cette année une opportunité de repenser notre manière de fonctionner. Cela a impliqué une refonte de notre organisation interne, l'optimisation de nos ressources, et une réévaluation de nos processus pour gagner en agilité et en efficacité.

Ce changement structurel a aussi été pensé en lien étroit avec vous, nos adhérents. Vous êtes au cœur de notre réflexion, car c'est en prenant en compte vos attentes, vos contraintes, et vos réalités que nous pouvons bâtir des solutions sur mesure et offrir un accompagnement à la hauteur de vos enjeux. Cette démarche participative a déjà montré ses premiers résultats positifs, et je suis convaincu que les années à venir en seront le témoignage éclatant.

Par ailleurs, notre projet de déploiement de la fibre optique dans le département des Alpes-Maritimes progresse à grands pas. Ce chantier d'envergure nous permettra de connecter les territoires avec un accès très haut débit. Cela bénéficiera tant aux habitants qu'aux entreprises et aux infrastructures publiques, tout en favorisant le développement des territoires.



Nous continuerons, avec cette nouvelle dynamique, à renforcer notre rôle de facilitateur et d'accompagnateur des transitions numériques et énergétiques au service des collectivités. Le SICTIAM évolue, mais sa mission reste inchangée : être votre partenaire de confiance pour l'innovation et l'efficacité.

Charles Ange Ginésy
Président du Département des Alpes-Maritimes
Président du SICTIAM

LES MOMENTS FORTS EN 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



#JUS2023

FÉVRIER - Le SICTIAM a organisé avec succès sa 20^e Journée des Utilisateurs le jeudi 2 février 2023. Couplé à l'Assemblée Générale, cet événement a rassemblé plus de 400 collectivités, établissements publics, fournisseurs et experts pour discuter de l'avenir de l'écosystème numérique et énergétique des territoires.

École Numérique

MARS - Mise en service de 16 écrans numériques interactifs au collège Auguste-Blanqui. Du conseil à la gestion de projet, de la formation des équipes à l'achat du matériel, du déploiement à la maintenance, le SICTIAM offre un accompagnement global pour équiper les établissements scolaires.



World Artificial Intelligence Cannes Festival

FÉVRIER - Pendant trois jours, le SICTIAM a été aux côtés du Département des Alpes-Maritimes, de la Maison de l'Intelligence Artificielle, de nos startups locales et de plus de 230 exposants venus du monde entier pour présenter les dernières solutions en matière d'IA.

Réorganisation



MARS - Lancement des ateliers collectifs pour travailler sur la nouvelle organisation, tout en renforçant la place de l'adhérent au cœur de la stratégie. Les propositions d'actions seront approfondies dans une démarche de co-construction, afin de continuer à offrir un service performant aux territoires et de répondre à leurs besoins en constante évolution.

Rencontre Proximité

Entre avril et décembre, les Rencontres Proximité ont rassemblé plus de 100 adhérents. Leur objectif : aller à la rencontre des collectivités pour présenter nos services, accompagner vos projets ou répondre à vos problématiques liées au numérique, aux énergies et à la fibre optique. Ces rencontres ont également permis de sensibiliser les participants aux risques cyber.



Événements

Tout au long de l'année, le SICTIAM a organisé des petits-déjeuners, des webinaires et des matinées technologiques, offrant des occasions privilégiées de rencontre. Ces moments ont été essentiels pour mutualiser les connaissances et favoriser les échanges entre les équipes du SICTIAM, les collectivités et nos partenaires fournisseurs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

RESSOURCES ET MOYENS



LA GOUVERNANCE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Le SICTIAM est un syndicat mixte ouvert, régi par les articles L5721-2 et suivants du CGCT. Chaque adhérent y est représenté à l'Assemblée générale par un délégué titulaire et un suppléant, sauf pour les EPCI à fiscalité propre, qui doivent désigner trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.



5 COMITÉ SYNDICAUX



108 DÉLIBÉRATIONS

ont été approuvées par le Comité Syndical durant l'année 2023, soit un nombre constant par rapport à l'année précédente, ce qui conforte l'accroissement de l'activité du SICTIAM depuis 2022 par rapport aux années précédentes.

L'Assemblée Générale du SICTIAM s'est tenue le 2 février 2023, pour la première fois depuis 2020, et sera désormais reconduite annuellement, conformément aux statuts modifiés en 2022. Cette réunion a permis aux adhérents d'échanger sur les projets et l'avenir du SICTIAM. En 2023, elle a été couplée avec la Journée Utilisateur, rassemblant de nombreux adhérents et partenaires.

Le SICTIAM a fait l'objet en 2023 d'une modification de ses statuts et de son règlement des assemblées :



MODIFICATION DES STATUTS DU SICTIAM approuvée par délibération du comité syndical en date du 12 décembre 2023 et par arrêté préfectoral en date du 24 janvier 2024.



Le règlement intérieur des assemblées a été adopté par délibération du comité syndical le 12 décembre 2023. Les principales modifications sont :

- La formalisation de la nouvelle adresse du siège social à Sophia Antipolis (commune de Biot),
- L'élargissement de l'offre de services aux personnes morales de droit privé sous certaines conditions,
- L'ajustement de la compétence « éclairage public » avec trois modalités d'intervention,
- La clarification des conditions d'utilisation de la visioconférence pour les assemblées.



En 2023, les premiers projets d'énergies renouvelables de la SEM GREEN ENERGY 06 ont émergé. Le SICTIAM a approuvé la participation de la SEM dans des sociétés de projets visant la production d'hydrogène bas carbone et le développement de projets photovoltaïques.

LES EFFECTIFS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

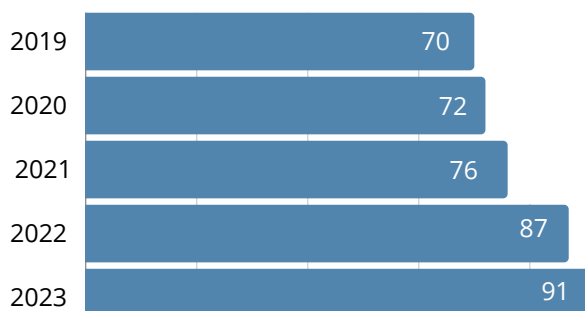
Depuis 2019, les effectifs du SICTIAM évoluent pour s'adapter aux besoins des adhérents et innover en matière de transformation numérique et énergies.

Les projets menés en 2023 :

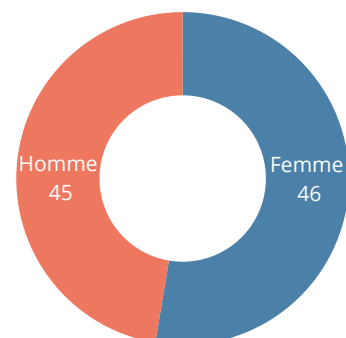
- Co-construction de la nouvelle organisation des services à travers des ateliers collaboratifs, la redéfinition des métiers et des séances de « skills dating »,
- Deuxième session d'intégration des nouveaux arrivants,
- Préparation du déménagement vers les nouveaux locaux,
- Vote du règlement relatif au temps de travail.



Évolution des effectifs

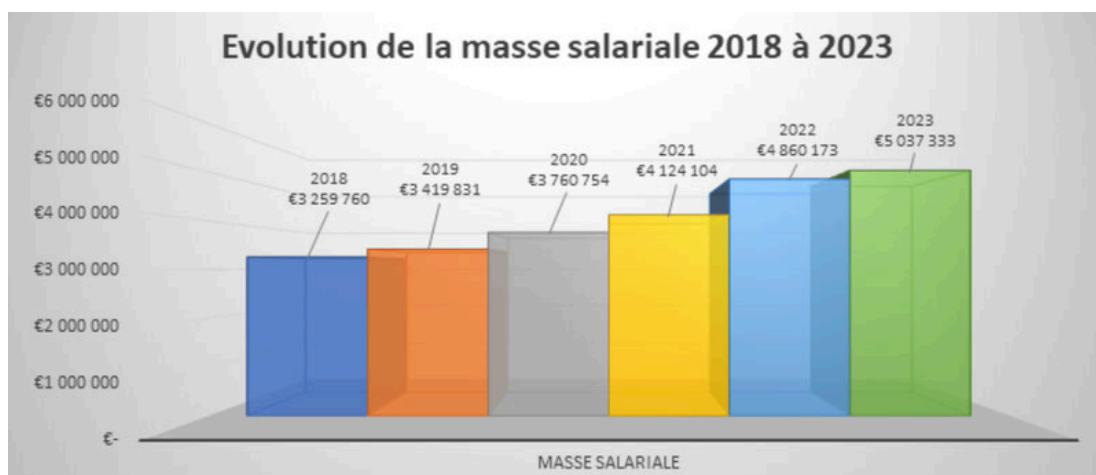


Répartition des effectifs par sexe au 31 décembre 2023



Évolution de la masse salariale

La masse salariale du SICTIAM évolue depuis 2018 du fait des embauches nécessaires au développement des services proposés aux adhérents ainsi qu'à la croissance de la Direction de l'aménagement du Territoire Intelligent et des Energies (ex SDEG 06 en 2022).



OPTIMISATION DU FONCTIONNEMENT

En 2023, le SICTIAM a mis en place diverses actions pour rationaliser et optimiser son fonctionnement interne, tout en réduisant les dépenses de fonctionnement. Ces démarches ont permis de réaliser des économies significatives.

-  En 2023, le SICTIAM a mené une politique de rationalisation de ses locaux, incluant la vente de ses locaux inadaptés à Nice, l'occupation de bureaux fournis par le Département des Alpes-Maritimes, la résiliation du bail de ses anciens locaux à Sophia-Antipolis, et l'acquisition de nouveaux locaux à Biot, au cœur de la technopole de Sophia-Antipolis, afin d'optimiser la gestion patrimoniale.
-  Le renouvellement de plusieurs marchés et contrats liés aux moyens généraux a permis au SICTIAM de mieux évaluer ses besoins, d'optimiser sa gestion interne et de rationaliser ses dépenses.
-  La mise en place d'une gestion centralisée des moyens généraux pour les sites de Sophia-Antipolis et Nice a permis d'assurer une plus grande homogénéité et un meilleur contrôle des dépenses de fonctionnement du Syndicat.
-  La résiliation ou la non-reconduction de certains marchés et contrats en cours a été effectuée en raison du déménagement du site de Nice et de la préparation de celui de Sophia-Antipolis.
-  L'acquisition de trois voitures électriques et de deux voitures hybrides rechargeables a été réalisée, accompagnée de la vente de six anciens véhicules thermiques jugés peu respectueux de l'environnement.
-  L'obtention de subventions pour l'acquisition de véhicules électriques et l'acquisition foncière des nouveaux locaux du SICTIAM.
-  La préparation du déménagement des anciens locaux vers les nouveaux locaux du SICTIAM à Sophia-Antipolis a impliqué la mise en œuvre de diverses démarches, notamment :
 - Organisation du déménagement et sélection du déménageur,
 - Gestion des archives,
 - Assurance des nouveaux locaux,
 - Changement de siège du Syndicat, modification des statuts et mise à jour du numéro SIRET
 - Gestion des fluides (électricité, eau),
 - Entretien des espaces intérieurs et extérieurs,
 - Suivi des aménagements pour accueillir les agents en février 2024.

LES ÉLÉMENTS FINANCIERS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Malgré l'impact significatif de la crise économique et de l'inflation, le SICTIAM a continué de s'engager à stabiliser et pérenniser sa section de fonctionnement tout en développant ses investissements, en veillant à adapter au mieux les services numériques offerts aux collectivités adhérentes.



L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2023 DU BUDGET PRINCIPAL

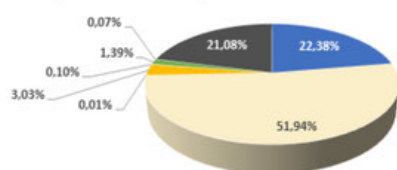
- Stabilité des cotisations,
- Maîtrise de la masse salariale en relation avec l'augmentation de l'activité et l'amélioration des services dans les trois domaines d'intervention du SICTIAM,
- Gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement, avec une couverture des dépenses réelles par les recettes réelles,
- Acquisition de nouveaux locaux au 125, rue des Amandiers à Sophia Antipolis, soutenue financièrement par le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, créant ainsi un espace dédié à la transformation numérique, à l'innovation et à la transition énergétique,
- Investissements dans des équipements informatiques, des systèmes de téléphonie et des logiciels, tant pour le bénéfice des adhérents que pour renforcer l'infrastructure et la sécurité des données.

Balance générale au 31/12/2023

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des Sections
Recettes nettes	7 842 817,32 €	9 907 528,00 €	17 750 345,32 €
Résultats antérieurs reportés	2 025 208,68 €	563 623,51 €	2 588 832,19 €
Total des Recettes	9 868 026,00 €	10 471 151,51 €	20 339 177,51 €
Dépenses nettes	6 364 938,41 €	9 698 492,83 €	16 063 431,24 €
Total des Dépenses	6 364 938,41 €	9 698 492,83 €	16 063 431,24 €
Résultat de l'exercice 2023	1 477 878,91 €	209 035,17 €	1 686 914,08 €
Résultats cumulés	3 503 087,59 €	772 658,68 €	4 275 746,27 €
Restes à réaliser au 31/12/2023	727 697,11 €	0,00 €	727 697,11 €
Résultats cumulés (avec RAR)	2 775 390,48 €	772 658,68 €	3 548 049,16 €

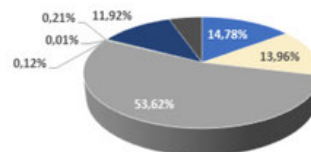
Le bilan de l'exercice 2023 conduit à un résultat excédentaire global de + 3 548 049.16€ (résultats cumulés et RAR en dépenses d'investissement inclus).

Répartition des dépenses de fonctionnement réalisées

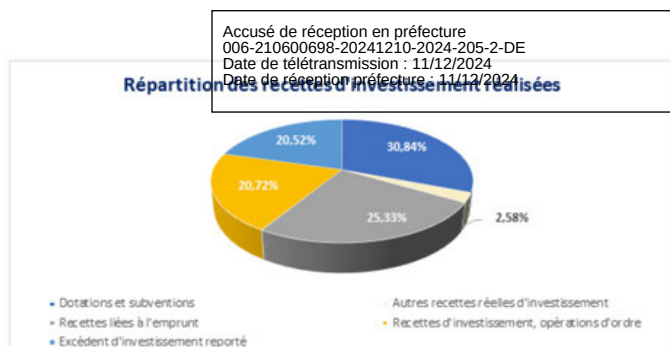
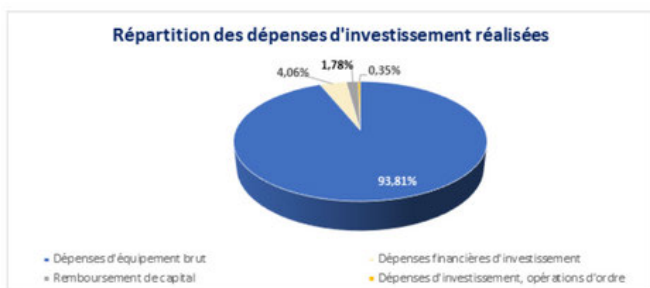


- Charges à caractère général
- Atténuations de produits
- Autres dépenses
- Charges exceptionnelles
- Charges de personnel
- Autres charges de gestion courante
- Charges financières
- Dépenses de fonctionnement, opérations d'ordre

Répartition des recettes de fonctionnement réalisées



- Impôts et taxes
- Autres produits courants stricts
- Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations)
- Produits des cessions d'immobilisations
- Dotations et subventions
- Atténuations de charges
- Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre
- Excédent de fonctionnement reporté



L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2023 DU BUDGET ANNEXE "AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE"

Le déploiement de la fibre optique dans les Alpes-Maritimes, lancé en 2015, vise à raccorder 80 000 prises au réseau d'initiative publique d'ici 2025. Malgré les défis rencontrés, l'année 2023 a permis de dépasser les 50 000 prises déployées, représentant plus de 60 % de l'objectif total.

Globalement, les investissements prévus jusqu'à l'achèvement total du plan s'élèvent à plus de 165,3 M€. 104 933 433 euros ont été réalisés dans le cadre de ce projet entre 2016 à 2023.

Autorisation de Programme	Montants en euros			
	Crédits de Paiement			
	CP antérieurs	2023	2024	2025
165 300 000 €	78 364 263 €	26 569 170 €	33 850 000 €	26 516 567 €

En 2023, un investissement de 26,6 M€ a été réalisé pour la construction du RIP, représentant 97,5 % des dépenses d'investissement. Parallèlement, 12 M€ de subventions ont été reçus pour ce projet, couvrant 45 % des investissements de l'année.

Balance générale au 31/12/2023

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des Sections
Recettes nettes	19 368 604,88 €	2 380 153,45 €	21 748 758,33 €
Résultats antérieurs reportés	17 124 166,11 €	3 712 454,99 €	20 836 621,10 €
Total des Recettes	36 492 770,99 €	6 092 608,44 €	42 585 379,43 €
Dépenses nettes	28 989 991,20 €	3 337 880,61 €	32 327 871,81 €
Total des Dépenses	28 989 991,20 €	3 337 880,61 €	32 327 871,81 €
Résultat de l'exercice 2023	-9 621 386,32 €	-957 727,16 €	-10 579 113,48 €
Résultats cumulés	7 502 779,79 €	2 754 727,83 €	10 257 507,62 €
Restes à réaliser au 31/12/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultats cumulés (avec RAR)	7 502 779,79 €	2 754 727,83 €	10 257 507,62 €

Le bilan de l'exercice 2023 conduit à un résultat excédentaire global de + 10 257 507,62€ (résultats cumulés).



L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2023 DU BUDGET ANNEXE "ÉNERGIES"

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Le SICTIAM a considérablement investi en 2023 dans ses missions liées aux énergies. Cette année a permis de poursuivre ses activités, notamment en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, avec 3,8 M€ de travaux réalisés. De plus, 816,6 k€ ont été consacrés à des travaux d'éclairage public pour les communes adhérentes, le SICTIAM agissant en tant que délégataire de maîtrise d'ouvrage. En tout, 1,2 M€ d'investissements supplémentaires ont été réalisés, financés par 4,2 M€ de subventions, dont 2,4 M€ en restes à réaliser.

Le bilan de l'exercice 2023 affiche un résultat excédentaire global de + 4 924 070,72€.

Balance générale au 31/12/2023

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des Sections
Recettes nettes	4 306 949,89 €	7 206 108,11 €	11 513 058,00 €
Résultats antérieurs reportés	0,00 €	4 058 286,07 €	4 058 286,07 €
Total des Recettes	4 306 949,89 €	11 264 394,18 €	15 571 344,07 €
Dépenses nettes	6 432 377,69 €	4 474 483,89 €	10 906 861,58 €
Résultats antérieurs reportés	1 962 412,55 €	0,00 €	1 962 412,55 €
Total des Dépenses	8 394 790,24 €	4 474 483,89 €	12 869 274,13 €
Résultat de l'exercice 2023	-2 125 427,80 €	2 731 624,22 €	606 196,42 €
Résultats cumulés	-4 087 840,35 €	6 789 910,29 €	2 702 069,94 €
Restes à réaliser au 31/12/2023	201 567,32 €	2 423 568,10 €	2 222 000,78 €
Résultats cumulés (y compris RAR)	-4 289 407,67 €	9 213 478,39 €	4 924 070,72 €

2023

LES MARCHÉS PUBLICS

Le Service de la Commande Publique gère le suivi des marchés pour le SICTIAM et ses adhérents, en conformité avec le Code de la Commande Publique et en respectant les principes d'accès libre, d'égalité de traitement et de transparence. Cette mission, principalement réglementaire, évolue constamment et intègre de plus en plus de pratiques numériques et d'échanges électroniques, nécessitant un suivi rigoureux tant de la consultation que de l'exécution des marchés.

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2023



L'adoption du guide interne des achats

En 2023, le SICTIAM a achevé la réorganisation de son processus d'achat public interne. Le guide interne des achats publics a été approuvé par la délibération n°DEL_2023_60 du comité syndical, en date du 29 juin 2023. Ce guide vise à répondre efficacement aux besoins des adhérents du SICTIAM ainsi qu'à ceux des autres bénéficiaires de la centrale d'achat.



La mise à jour du Règlement Intérieur des commissions relatives à la commande publique

Pour prendre en compte l'évolution biannuelle des seuils de procédure et garantir l'efficacité des achats de travaux de la Direction de l'Aménagement du Territoire Intelligent et des Énergies, le règlement intérieur des commissions de la commande publique a été mis à jour en 2023. Les compétences facultatives de la Commission d'Appels d'Offres ont été ajustées afin de favoriser une réactivité adéquate pour certains travaux urgents de la DATIE.



Le suivi des marchés ayant pour objet la bonne installation des agents dans les nouveaux locaux

Le SICTIAM a veillé à la mise en œuvre des procédures de passation de différents marchés visant à améliorer les conditions de travail de ses agents, tels que l'ameublement de la cuisine et l'acquisition d'équipements sportifs pour la salle de sport.

L'ANNÉE 2023 RÉSUMÉE EN CHIFFRES

Nombre de consultations publiées en 2023

145 offres reçues
 49 consultations
 7 CAO

Moyenne est de 2,96 offres
 par consultation en 2023.

Répartition par catégorie de titulaires

27 PME
 9 non PME
 36 au total

En 2023, 75% des marchés notifiés, l'ont
 été au profit de Petites et Moyennes
 Entreprises (PME).

RELATIONS ET SERVICES AUX **ADHÉRENTS**



LA RELATION ADHÉRENTS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

En 2023, le Service DRA a renforcé ses équipes avec l'ajout d'un nouvel agent, portant à trois le nombre de chargés de relations adhérents : deux dans les Alpes-Maritimes et un dans les Hautes-Alpes. L'arrivée d'un nouveau Directeur de la Relation Adhérents a également apporté une nouvelle vision et une dynamique accrue, favorisant une proximité renforcée avec les adhérents.

Les chargés de relations adhérents ont pour missions de :

- Réaliser des revues de site ou des points d'exploitation pour les collectivités et établissements adhérents du SICTIAM,
- Assurer le suivi des adhérents,
- Répondre à toutes les sollicitations,
- Servir de lien entre les collectivités adhérentes et les 90 agents du SICTIAM (direction incluse),
- Gérer la partie administrative de la relation avec les adhérents,
- Être les garants des valeurs du SICTIAM (promotion et garantie) : réactivité, proximité, disponibilité,
- Organiser des réunions de présentation du SICTIAM pour les collectivités non adhérentes.

456 ADHÉRENTS

collectivités, départements, établissements

27 NOUVEAUX ADHÉRENTS

pour un montant d'adhésions de 85 441 €.

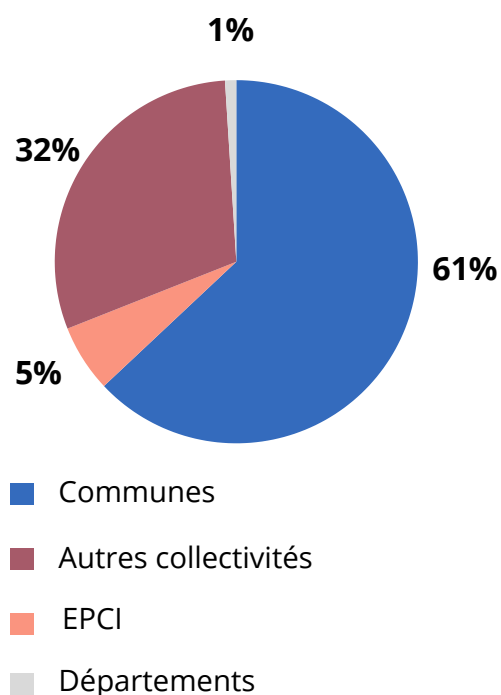
7 DÉPARTEMENTS

Les départements couverts sont au nombre de 7 principalement dans la région Sud (04, 05, 06, 13, 83, 84) et le département du Gard (30). Il existe également pour l'utilisation du tiers de télétransmission STELA (Système de TELétransmission Avancé : développé en interne au SICTIAM) un adhérent dans les départements suivants : 07, 09, 27, 38 et 87.

230 POINTS D'EXPLOITATION

ont été réalisés auprès des collectivités adhérentes SICTIAM, soit une augmentation de 177% par rapport à 2022.

Les Adhérents par typologie de structures :





Convention avec le Département des Hautes-Alpes

La mise en œuvre de services numériques dans le département des Hautes-Alpes a été renforcée par une nouvelle convention de partenariat entre le SICTIAM, le Département des Hautes-Alpes et l'Agence Technique Départementale IT05.

Signée le 13 décembre 2017, l'ancienne convention a été révisée après six ans d'application pour mieux répondre aux besoins des collectivités. Le Département a renouvelé sa confiance au SICTIAM pour offrir un catalogue de services commun, incluant des solutions de e-administration, de protection des données, de centrale d'achats, d'infogérance du parc informatique, de vidéo protection, ainsi que des logiciels de gestion des ressources humaines et financières.

LES RENCONTRES PROXIMITÉ

Dans la lignée des souhaits formulés en début d'année 2023 par notre Président, Charles Ange Ginésy, pour un SICTIAM plus proche et réactif, le SICTIAM a initié les Rencontres Proximité. Ces rencontres, destinées aux élus et aux agents administratifs des collectivités, ont offert l'occasion de présenter les divers services du SICTIAM tout en accompagnant les adhérents dans leurs projets et problématiques courantes liés au numérique, aux énergies, à l'éclairage public et à la fibre. Au total, 10 Rencontres Proximité ont été organisées dans les Alpes-Maritimes et le Var, rassemblant plus de 100 agents et élus.

LES MATINALES TECHNOLOGIQUES

En 2023, la DRA a lancé les Matinales Technologiques, qui visent à explorer des thèmes spécifiques tels que l'École Numérique ou la Cybersécurité lors de sessions d'une demi-journée dans les locaux du SICTIAM. Organisées en partenariat avec les titulaires de marché du SICTIAM, ces rencontres permettent de rassembler les adhérents autour d'un sujet commun, de les sensibiliser à des enjeux actuels liés aux Services Numériques, à l'Énergie ou à l'Aménagement du Territoire, tout en favorisant les échanges sur des problématiques partagées. Deux Matinales Technologiques ont eu lieu en 2023, et en raison de leur succès, ce format sera reconduit en 2024.

LANCEMENT DE CONSULTATIONS SUR DES NOUVEAUX SERVICES À VALEUR AJOUTÉE

Grâce à sa proximité avec les adhérents, la DRA a joué un rôle actif en 2023 en proposant le lancement de consultations sur de nouveaux services à valeur ajoutée. Cela a permis d'enrichir le catalogue de services du SICTIAM et de mieux répondre aux besoins en constante évolution de ses adhérents.

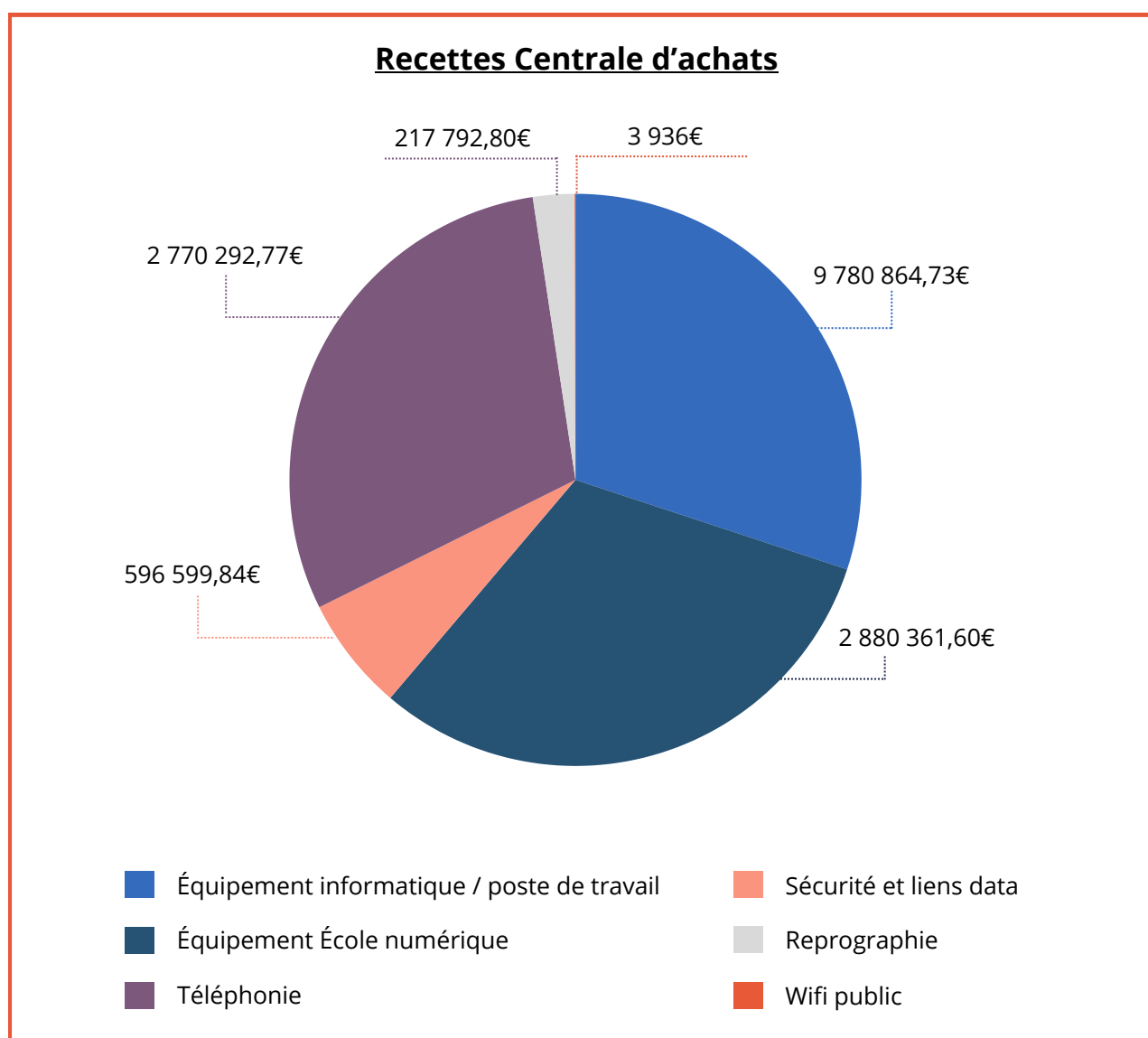


LA CENTRALE D'ACHATS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- ✓ En 2023, deux nouveaux agents ont rejoint l'équipe de la Centrale d'achats pour mieux répondre aux demandes des adhérents.
- ✓ Relance de marchés:
 - Une consultation a été lancée pour le renouvellement du marché des Télécommunications,
 - Avec l'aide d'un AMO, le SICTIAM a élaboré cette nouvelle consultation en collaboration avec ses adhérents, via des ateliers de travail, afin que l'offre soit parfaitement alignée avec leurs attentes en matière d'étendue technique et de performance financière,
 - Le marché Cloud a été attribué à FreePro, permettant ainsi aux adhérents d'accéder à de nouveaux services, notamment les sauvegardes externalisées.

Plus de 16 millions d'euros de chiffre d'affaires généré en 2023 pour près de 200 adhérents utilisant au moins un marché du SICTIAM.



CENTRE DE RELATION ADHÉRENTS & SUPPORT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

20 700 sollicitations

Téléphone 20% / Formulaire Internet 77 % / Courriels 3%

Le SICTIAM a établi des objectifs initiaux dans le cadre de sa restructuration en cours. Sa mission consiste à améliorer la communication et à favoriser une relation de proximité avec ses interlocuteurs. L'objectif principal est de pouvoir recevoir et traiter rapidement toutes les demandes dès leur formulation.

- Des sollicitations stables mais plus techniques
- Arrivée de l'espace adhérent en octobre 2023
- Baisse de sollicitations (Élections) due à l'absence de scrutin (-20%)

2023

70 % des sollicitations
Finances (exécution budgétaire)
Ressources humaines (dsn, paie)
Services à la population (Enfance, état-civil)
Urbanisme (Plateforme échange dossier instruction)



14274 appels

94 % aboutis
5 % d'abandons
1 % hors ouverture
ou rejetés



Recentrage du lien contact-utilisateur



Attente moyenne : 16 secondes

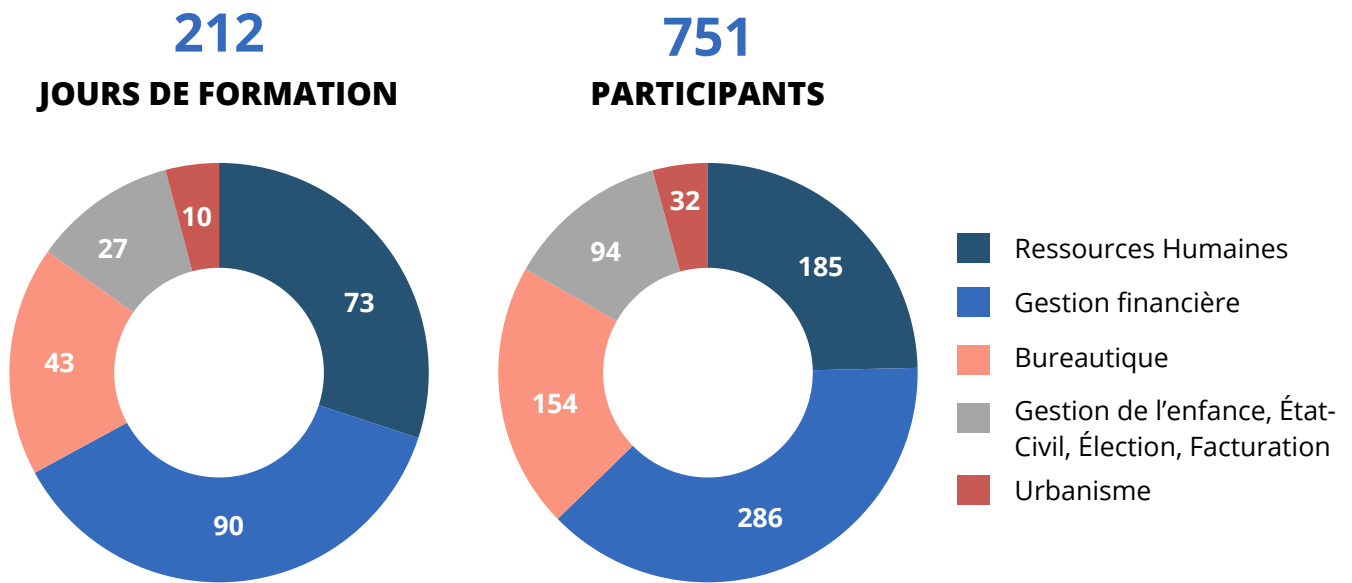


96 % des appels décrochés en moins de 4 sonneries

LE CENTRE DE FORMATION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

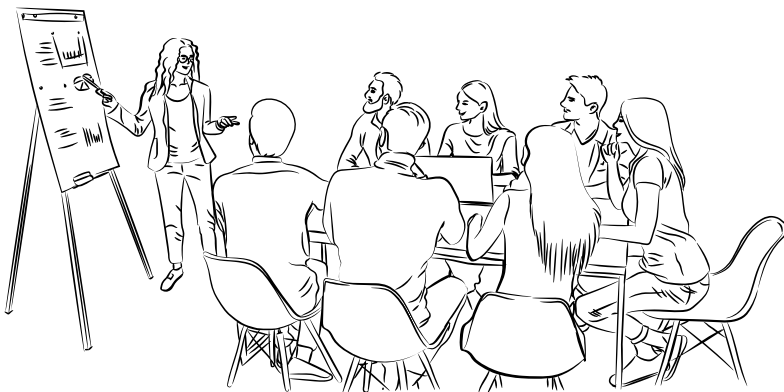
Le SICTIAM s'engage à dynamiser la formation des agents de toutes les collectivités adhérentes, en se concentrant sur les thématiques liées au numérique et à la maîtrise des applications métiers.



✓ Maintien de l'activité de formation (nombre d'apprenants)

FORMATIONS RECONNUES

70% des formations évaluées
653 retours d'expériences



AVIS DES STAGIAIRES

ORGANISATION
(heures / pauses)



RESPECT DU PROGRAMME



DIFFICULTÉS
(rythme et niveaux)



ANIMATION
(déroulé formation)



ÉCHANGES
(entre participants)



TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



LES SERVICES NUMÉRIQUES-MÉTIERS



GESTION FINANCIÈRE

+de **100**

collectivités accompagnées dans
le passage à la **M57**

+de **6500**

demandes d'**assistance**

286

utilisateurs **formés**

36

collectivités ont expérimenté le
Compte Financier Unique

2

webinaires sur le
passage en M57

11

audits pour la mise en
place des circuits de
validation dématérialisée



RESSOURCES HUMAINES

- **Renforcement** de l'équipe
- **181 agents** formés lors de 47 sessions
- Plus de **4 500 demandes** d'assistance
- Migration de **5 collectivités** vers CIVIL NET RH
- Accompagnement de 6 collectivités pour des "paies à façon", soit l'équivalent de **37 interventions**



POPULATION

94 adhérents bénéficient actuellement du service population

- **Quatre démarrages** sur le nouvel outil enfance de l'éditeur Mushroom
- **Déploiement de dix projets** cimetière
- **Trois prestations** pour réaliser les montées pédagogiques
- **Déploiement** de l'outil GREA pour la gestion de l'eau et de l'assainissement
- **Paramétrage** dans CIRIL ENFANCE du nouveau mode de paiement « En prélèvement »



SERVICES TECHNIQUES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

33 Adhérents aux services techniques

- 17 projets terminés
- 5 projets en cours
- 1 Projet SIG avec la mise à jour du PLU et du cadastre pour une collectivité en difficulté
- 1 Projet sur l'observatoire fiscale

Les différents types de projets :

Gestion de l'économat, gestion des stocks habillement, gestion de l'inventaire des biens meubles, gestion des locations/baux logements des collèges, gestion parc auto, gestion des ports, gestion des radios, gestion des petits matériels (tronçonneuse, mousqueton, cordes, etc.), gestion de projets transversaux « Tempête Alex » et Open Data.



INTERNET

- 20 projets terminés
- 10 projets en cours, dont : 3 offres « Sur-mesure », 5 offres « Confort », 8 offres « Essentiel »



2023



DÉMATÉRIALISATION

- Nouveau portail de commande et de suivi Chambersign VISEO 3 (processus 100% démat)
- Sourcing pour la GED permettant de préparer le marché prévu en 2024
- Finalisation des migrations Maarch

349
certificats délivrés

55 513

Actes déposés à l'attention des préfectures

143 165

Flux PES transmis sur HELIOS

508

Convocations envoyées

172 727

classeurs signés sous SESILE

GESTION DE L'INFORMATION & CYBERSÉCURITÉ

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

INFRASTRUCTURES

En 2023, le SICTIAM a poursuivi la sécurisation de ses infrastructures conformément aux recommandations de l'ANSSI. Des investissements significatifs ont été réalisés pour renforcer la sécurité des infrastructures SaaS hébergeant des applications pour les adhérents, notamment avec la mise en place d'une nouvelle plateforme Berger Levraut full flash et le déploiement de nouveaux pare-feux certifiés par l'ANSSI.

Le SICTIAM a également amélioré ses compétences en cybersécurité, notamment par le durcissement des postes de travail. En matière de R&D, des efforts ont été déployés pour simplifier la signature électronique dans SESILE et développer un connecteur pour signer des courriers issus de NEXTADS.

Par ailleurs, un Espace Adhérent a été mis en production, offrant divers services, tels que la déclaration d'incidents et le suivi de leur évolution, ainsi qu'une communication ciblée et une authentification unique des applications.

En 2023, le nombre total de tickets de maintenance de l'infrastructure s'est élevé à 1 940, soit une moyenne de 161 tickets par mois, incluant des résolutions à distance et des interventions physiques dans le cadre des contrats de maintenance.



Le top 5 des incidents :

Interventions poste de travail	524
Messagerie Office 365	264
Utilisation d'Office 365	237
Intervention serveur	184
Périphériques poste de travail	125

1940

**tickets MCO
Infrastructure**

73%

**des tickets sont
des assistances
techniques**

60%

**des tickets sont résolus
en niveau 1**

PROTECTION DES DONNÉES

Le service de Délégué à la Protection des Données (DPO) externalisé propose aux adhérents un accompagnement à la conformité RGPD à travers un processus structuré. Nos consultants interviennent au sein des collectivités pour réaliser des prestations de sensibilisation, d'audit et de conseil, afin de vous aider à répondre concrètement aux obligations du RGPD. À l'issue de la mission, le SICTIAM est désigné comme DPO de votre collectivité.

L'abonnement annuel inclut :

- Une assistance,
- Un accès à nos ressources,
- Un accès à notre MOOC de sensibilisation au RGPD,
- L'abonnement à la newsletter DPO,
- L'accès à la plateforme de pilotage du RGPD (Madis),
- La réalisation d'un point d'étape annuel pour suivre l'évolution de votre conformité.

Quelques chiffres :

195

collectivités ont fait appel aux
DPO externalisés du SICTIAM

570

personnes sensibilisées au RGPD

324

tickets traités

CYBERSÉCURITÉ

- ✓ La création d'une offre d'accompagnement en cybersécurité pour nos adhérents. Cette prestation propose un diagnostic cyber pour identifier les dangers cyber les plus importants pour la collectivité, analyser les mesures de sécurité existantes et définir un plan d'action pour améliorer le niveau de maturité cyber.
- ✓ Plus de 100 personnes ont été sensibilisées à la cybersécurité.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE **INTELLIGENT** ET DES **ÉNERGIES**

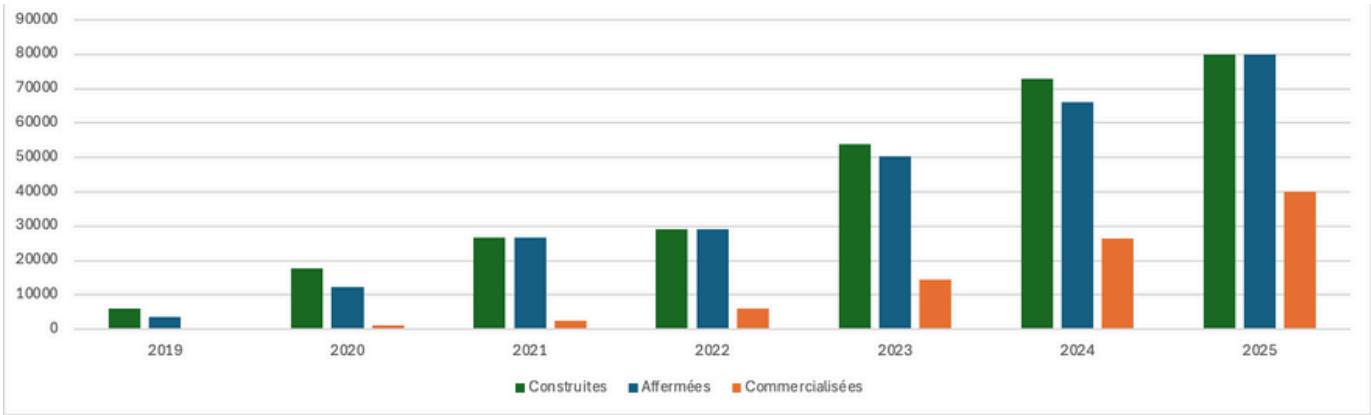


DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

AVANCEMENT CONSTRUCTION DU RIP

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Construites	6179	17845	26629	29190	53817	73000	80000
Affermées	3653	12349	26603	29176	50400	66000	80000
Commercialisées		1280	2512	6174	14393	26400	40000
	8%	22%	33%	36%	67%	91%	100%



**TAUX DE COUVERTURE ET COMMERCIALISATION
DE LA FIBRE AU 31/12/2023**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

EPCI	Total prises à déployer	Prises déployées	Taux de déploiement	Prises commercialisables	Taux d'accès à la fibre (RIP)	Prises commercialisées	Taux de pénétration commerciale
CCA ALPES D'AZUR	12886	8582	66,60%	7983	62%	1616	20%
CC PAYS DES PAILLONS	14024	7351	52,41%	7037	50%	3334	47%
CA RIVIERA FRANCAISE	6897	641	9,29%	637	9%	207	32%
CA PAYS DE GRASSE	18597	13009	69,95%	11511	62%	4602	40%
CA SOPHIA ANTIPOLIS	3057	1618	52,92%	1572	51%	552	35%
METROPOLE NICE CÔTE D'AZUR	25631	22617	88,24%	21660	85%	4083	19%
TOTAL GÉNÉRAL	81092	53817	66,37%	50400	62%	14393	29%



LA DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

Le SICTIAM est l'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité (AODE) sur le territoire de la concession, qui couvre 111 communes du Département des Alpes-Maritimes, dont 85 au régime rural d'électrification et 26 communes urbaines.

Le SICTIAM intervient, sous délégation de maîtrise d'ouvrage, sur le territoire des régies d'électricité de Gattières et de Roquebillière. Dans le cadre du contrat de concession pour le service public de développement et d'exploitation du réseau de distribution d'électricité, ainsi que pour la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente, signé avec ENEDIS et EDF, le SICTIAM exerce les missions suivantes :

- Contrôle de la bonne application du cahier des charges de concession,
- Contrôle des obligations de service public du concessionnaire,
- Suivi du dispositif réglementaire de la qualité de l'électricité fournie sur les réseaux publics de distribution,
- Maîtrise d'ouvrage de travaux sur les réseaux publics de distribution d'électricité.

Les faits marquants de 2023 :

➤➤➤ **La conférence annuelle Loi NOME** a réuni, le 10 novembre 2023, sous la présidence de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, les acteurs de la distribution publique d'électricité du Département des Alpes-Maritimes, dans un objectif commun visant à assurer la qualité du service public.

➤➤➤ **La Mission FACÉ** a conduit, du 5 au 7 décembre 2023, une opération de contrôle de l'utilisation des aides de l'Etat sur une sélection d'opérations soldées dans diverses communes du territoire de compétence du SICTIAM.

Les principaux investissements dédiés aux réseaux publics de distribution d'électricité, réalisés au bénéfice des communes adhérentes sur l'exercice 2023, ont permis la création de 16,5 kilomètres de réseaux dont 28 % en technique discrète et portent sur les secteurs suivants :

- L'intégration des réseaux dans l'environnement et les adaptations nécessaires à la transition énergétique,
- Les renforcements de réseaux en zones rurales pour assurer la sécurisation de ces réseaux et la continuité du service public de distribution,
- Les extensions de réseaux en zones rurales pour répondre aux besoins d'urbanisation des communes,
- Les extensions de réseaux dédiées aux raccordements en zones rurales, en réponse aux besoins des administrés,

Exercice 2023			
Type de travaux réceptionnés	Nb de chantiers	Investissements HT	Participation SICTIAM
Extension	1	41 545,50 €	20%
Extension pour raccordement	47	1 158 286,98 €	
Renforcement	35	2 228 347,80 €	20%
Enfouissement en zone rurale	1	195 931,22 €	20%
Enfouissement en zone urbaine	1	191 696,77 €	10%
Total	85	3 815 808,27 €	

Le financement de ces travaux s'établit comme suit :

- Versement par le concessionnaire ENEDIS de la part couverte par le tarif, représentant 40 % du coût hors taxes des travaux d'extension de réseaux pour raccordement,
- Versement par la collectivité en charge de l'urbanisme ou par le pétitionnaire des 60 % restants à financer sur les travaux d'extension de réseaux pour raccordement,
- Aides à l'électrification rurale allouées annuellement par l'État via le CAS FACE (80 % du coût hors taxes des travaux éligibles),
- Subventions du Département des Alpes-Maritimes pour l'enfouissement des réseaux,
- Participation du concessionnaire ENEDIS aux opérations d'esthétique des réseaux (40 % du coût hors taxes des travaux éligibles).

Les principales ressources liées à la mission d'AODE :

La redevance de fonctionnement R1, destinée à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux, versée par le concessionnaire ENEDIS au SICTIAM, s'élève à 372 808 euros pour l'exercice 2023.

La redevance d'investissement R2, destinée à financer certaines dépenses d'investissement effectuées par l'autorité concédante sur les réseaux électriques, versée par le concessionnaire ENEDIS au SICTIAM, s'élève à 177 001 euros pour l'exercice 2023.

La part communale de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) s'élève à 1,9 million d'euros en 2023, dont 47,06 % sont reversés aux communes au régime rural d'électrification.



LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

Le SICTIAM est l'autorité organisatrice de la distribution de gaz dans le cadre d'un contrat de concession signé avec GRDF, pour développer, exploiter et commercialiser la distribution de gaz sur le territoire de cette concession.

La concession pour le service public de distribution de gaz couvre le territoire de 6 communes :

- 18 125 habitants,
- 65 kilomètres de réseaux publics au 31/12/2023.

Actuellement, il n'y a pas de projets visant à faire évoluer le périmètre de la concession. À ce titre, seul un contrôle de la concession est effectué par le SICTIAM à travers le Compte Rendu d'Activité Annuel (CRAC).

La redevance de fonctionnement R1, destinée à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux, versée par le concessionnaire GRDF au SICTIAM, s'élève à 11 169 euros pour l'exercice 2023.



Le SICTIAM est porteur de la compétence « éclairage public » et intervient, directement ou indirectement, sous la maîtrise d'ouvrage de nombreuses communes, dans la modernisation des parcs d'éclairage public.

Exercice 2023		
Type de travaux réceptionnés	Nb de chantiers réceptionnés	Investissements
Eclairage public	3	816 602,15 €

En matière d'entretien et de réparation des installations d'éclairage public, le SICTIAM a mis en œuvre la nouvelle offre « éclairage public », adoptée par le Comité syndical le 23 février 2023, dans le cadre d'un nouvel accord-cadre alloti.

La principale nouveauté consiste à proposer une offre au forfait, correspondant à un montant par type de point lumineux, qui intègre la maintenance préventive et curative courante de l'ensemble des points lumineux, ainsi que les options suivantes :

- Une délégation de maîtrise d'ouvrage sur les travaux d'investissements,
- Un audit complet avec géoréférencement des points lumineux,
- Le géoréférencement réglementaire des réseaux,
- La mise à disposition d'un outil de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO),
- La gestion des réponses aux DT/DICT,
- La mise en place d'une astreinte dédiée à la maintenance.

Le programme de rénovation du parc d'éclairage public a également été lancé en 2023, avec pour objectif, à l'horizon 2028, le remplacement de 100 % des équipements par des LED.

Cette opération de renouvellement de 20000 points lumineux, sur le territoire des communes adhérentes, s'étendra sur une période de cinq ans, pour un montant global d'investissement de 20 M€ et bénéficiera du soutien financier du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes à hauteur de 12 M€.



LA MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-205-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

La compétence à la carte « Énergies » offre aux collectivités adhérentes l'opportunité de bénéficier de l'expertise du SICTIAM pour la coordination et le financement de projets opérationnels dédiés à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables.

En 2023, 13 nouvelles communes ont adhéré à cette compétence à la carte.

Pour répondre aux besoins des collectivités, le SICTIAM souhaite diversifier ses missions et élabore une offre de services détaillés, comprenant :

- Un accompagnement des services du SICTIAM pour la mise en œuvre effective de la sobriété énergétique et numérique,
- Une aide à la décision de premier niveau pour définir un plan d'action,
- Des visites d'inspection sur site en vue de fournir des préconisations énergétiques,
- La réalisation d'un diagnostic de performance énergétique, obligatoire notamment pour certains établissements recevant du public.



DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES

06

Le SICTIAM continue sa participation au capital de la SEM « GREEN ENERGY 06 » pour la réalisation de projets d'intérêt général visant à maîtriser la demande d'énergie, tout en bénéficiant de nouvelles opportunités de mutualisation en termes d'ingénierie, de subventions et de mise en œuvre des opérations.

La participation au capital s'élève à 373 711,20 € en 2023 et sera complétée par 326 997,30 € en 2024. Une synergie s'est établie avec l'Agence 06, qui porte certains projets, ainsi qu'avec la SEM Green Energy 06, la direction de la construction de l'immobilier et du patrimoine, et la mission innovation du Département. Cela se traduit par des échanges réguliers d'informations et une répartition privilégiée des domaines d'intervention, dans le but d'apporter le meilleur soutien aux collectivités locales du Département.



SICTIAM, 125 rue des Amandiers, 06410 Biot
04 92 96 92 92 - contact@sictiam.fr - www.sictiam.fr

RAPPORTS DE GESTION ET DES MANDATAIRES SOCIAUX EXERCICE 2023

SOMMAIRE

INTRODUCTION

A. LE RAPPORT DE GESTION :

I. Le bilan d'activités des réalisations en 2023

1.1. Restructuration Urbaine :

- A. Les îlots opérationnels du centre historique de Grasse dans le cadre du NPNRU
- B. Le suivi-animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur le périmètre du Centre Historique
- C. Une opération portant sur les travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée d'immeuble et de garage, d'amélioration devantures commerciales du centre historique
- D. Une opération portant sur les travaux de ravalement des façades sur le périmètre du boulevard Victor Hugo à Grasse

1.2. Aménagement Urbain et Économique :

- A. L'opération de pépinière commerciale du centre historique de Grasse :
 - a. La gestion des cellules commerciales du secteur « Pépinière commerciale », situées rues Marcel Journet/Oratoire
- B. L'extension de la boucle commerciale : Journet/Droite/Vielle Boucherie/ Place aux Herbes (NPNRU)
 - a. Tranche 1 de 10 cellules commerciales
 - b. Tranche 2 de 10 cellules commerciales
- C. L'opération d'aménagement du secteur Martelly à Grasse
- D. L'opération d'aménagement des terrains Feragnon-centre village nord à la Roquette sur Siagne

1.3. Animations et montages opérationnels :

- A. Le suivi-animation de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Intercommunale 2022-2027

II. Le bilan financier :

- 2.1. Rémunérations et avantages des mandataires sociaux
- 2.2. Résultat et affectation
- 2.3. Exercice – dividende net – avoir fiscal
- 2.4. Tableau des résultats des 5 derniers exercices
- 2.5. Montant global des dépenses de caractère somptuaire engagées au cours de l'exercice (CGI 223 quater et 39-4)
- 2.6. Actionnariat salarié

III. Le bilan social :

- 3.1. Conventions réglementées
- 3.2. Mode de direction de la société
- 3.3. Administration et contrôle de la société
- 3.4. Ressources humaines

IV. Rapport du Conseil sur le Gouvernement d'Entreprises :

- 4.1. Liste des mandats
- 4.2. Conventions conclues par une filiale de la société détenue à plus de 50%, directement ou indirectement, avec l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10% et qui sont intervenues au cours de l'exercice
- 4.3. Tableau des délégations
- 4.4. Modalités d'exercice de la direction générale (C.com. art. L 225-51-1)

V. Perspectives 2024

B. RAPPORT DES MANDATAIRES SOCIAUX :

I. Répartition du capital social

II. Les garanties d'emprunt :

- 2.1. Sur la concession d'aménagement du Centre Historique de Grasse
- 2.2. Sur la mission de M.O.D des terrains de padels du TC de Mouans-Sartoux
- 2.3. Sur la Concession d'aménagement des terrains Feragnon-Centre village Nord de la Roquette-sur-Siagne

III. Les conventions et missions :

- 3.1. La concession d'aménagement du centre historique de Grasse
- 3.2. La concession d'aménagement du Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain
- 3.3. La concession d'aménagement du terrain Feragnon pour La Roquette sur Siagne

IV. Acquisition et cessions immobilières :

- 4.1. Utilisation des prérogatives de puissances publiques
- 4.2. Liste des acquisitions foncières
- 4.3. Liste des cessions foncières

INTRODUCTION :

Les principaux évènements survenus au sein de Pays de Grasse Développement :

Le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises :

- Le 13 Avril 2023 ;
- Le 6 Juin 2023 ;
- Le 20 Octobre 2023 ;
- Le 13 Décembre 2023 ;

et l'Assemblée Générale le 10 Juillet 2023.

Le Conseil d'Administration du 6 juin 2023 et l'Assemblée Générale du 10 juillet 2023 ont principalement approuvé les résultats financiers et le bilan d'activités de l'année 2022.

Les Conseils d'Administration ont délibéré et approuvé différents points concernant les opérations et missions de la SPL Pays de Grasse Développement :

- La Concession d'aménagement du centre historique de Grasse, avec l'approbation de plusieurs actes fonciers, du CRAC au 31/12/2021 ainsi que la présentation de l'avancement de l'opération Martelly avec le lancement des jurys de concours de maîtrise d'œuvre et Appels à projet de promoteurs/investisseurs ;
- La Concession d'aménagement des terrains Feragnon-centre village Nord pour la commune de la Roquette sur Siagne, avec l'approbation du CRAC au 31/12/2021 et la restitution du boni partielle de la concession ;
- La Concession d'aménagement du Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain de Grasse, avec l'approbation de plusieurs actes fonciers, du CRAC au 31/12/2021, ainsi que la présentation de l'avancement des premiers îlots opérationnels en phase de travaux (Médiathèque Sud, Sainte-Marthe 2 et la Boucle commerciale) ;

A. LE RAPPORT DE GESTION :

I. Le bilan d'activités des réalisations en 2023 :

1.1. RESTRUCTURATION URBAINE :

A. Les îlots opérationnels du centre historique de Grasse dans le cadre du NPNRU

Pour poursuivre sa politique ambitieuse de renouvellement urbain, la Ville de Grasse et ses partenaires (ANRU, Conseil Régional, CAPG, Banque des Territoires...) ont signé une nouvelle convention en date du 28 avril 2020 reprenant les termes d'une réflexion novatrice autour de projets structurants concertés, à même d'initier la reconversion durable du centre-ville de Grasse. Tel est l'objet du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) à l'intérieur duquel l'habitat et son « attractivité en centre-ville » occupe une place privilégiée.

En effet, le renouvellement urbain du territoire passe par la production d'un habitat adapté qui renoue avec l'attractivité résidentielle et prend en compte les conditions de vie contemporaine. Le projet s'adresse en premier lieu aux habitants et aux familles, en privilégiant l'arrivée d'étudiants notamment. L'ouverture récente de nouvelles formations supérieures en centre-ville et l'installation attendue d'élèves-ingénieurs conduisent à réfléchir au concept d'un campus multi-site incluant équipements, logements et services. Proposer aux nouveaux arrivants un habitat collectif sous forme de résidences de petites unités, des équipements de qualité - espaces culturels, lieux de formation, tiers lieu - de même que des services qui leur seront dédiés, donnent toutes garanties pour une intégration réussie de cette nouvelle population et une réelle contribution de sa part à la dynamique d'ensemble.

Pour remplir ces objectifs, la SPL s'est vue confier l'étude et la réalisation de la requalification de quatre nouveaux îlots dégradés, à travers une nouvelle concession d'aménagement signée le 27 janvier 2020.

● L'îlot Médiathèque Sud :

Le traitement de l'îlot Médiathèque Sud se justifie par l'amélioration de l'environnement immédiat de la médiathèque en ce qu'il permet de finaliser les interventions du PNRU : le bâtiment de la médiathèque, la place du Rouachier et l'îlot Nègre sont dans un secteur très proche. L'intervention sur cet îlot se caractérise par une surface de curetage relativement importante. Car le bâti doit être « dé-densifié » pour purger les constructions de mauvaise facture, et rationaliser les constructions restantes en leur redonnant de la fonctionnalité : création d'espaces extérieurs en cœur d'îlot voire de terrasses en toiture ; modification des entrées d'immeubles ; création de circulations verticales adaptées.

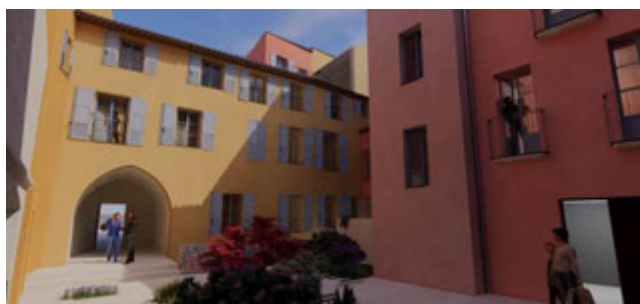
Plus précisément, la parcelle principale doit faire l'objet d'une démolition en partie arrière pour créer un cœur d'îlot généreux, prévu au PSMV. Les immeubles mitoyens vont bénéficier d'un apport de lumière et d'un environnement amélioré.

Sur la partie restructurée, le rez-de-chaussée et une partie du premier étage de l'îlot situé en contact avec la médiathèque rue de la Lauve ne seront pas suffisamment éclairés pour y accueillir du logement. Un tiers lieu destiné aux habitants et aux étudiants (par ailleurs logés dans les niveaux supérieurs), y prendra place, ce qui permettra également de rendre accessibles au public et d'utiliser les très belles caves moyenâgeuses présentes en dessous. Le rez-de-chaussée 45 rue Droite sera traité dans le cadre de la Boucle Commerciale Tranche II, en vue de redevenir un commerce. Le cœur d'îlot réaménagé, au rez-de-chaussée et premier étage sera occupé par les parties communes des logements, et un espace extérieur paysager ouvert au public en journée sera créé.

A terme, la destination de l'îlot est programmée sur la base d'une mixité, en locatif social et en logement étudiants avec la création de 17 logements dont 5 logements familiaux et 12 logements en PLS étudiants. Les 17 logements seront conventionnés par le bailleur CDC Habitat, auprès de la DDTM 06.



Etat actuel du cœur d'îlot.



Etat projeté du cœur d'îlot.



Sur cet îlot, le permis de construire a été déposé par l'agence d'architecture MAES puis obtenu le 22 mars 2022. Le Permis, déposé sur la grille du 45 rue Droite a été constaté par voie d'huissier, permettant de purger le délai de recours des tiers.

La CAO du 09 décembre 2022 ayant déclaré une partie des offres non recevables, une nouvelle consultation a été lancée pour une remise des offres fixée au 20 janvier 2023.

La CAO du 26 avril 2023 a permis de finaliser l'attribution des lots, et les O.S. ont été signés le 17 mai 2023.

Les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres de la SPL Pays de Grasse Développement sont les suivantes :

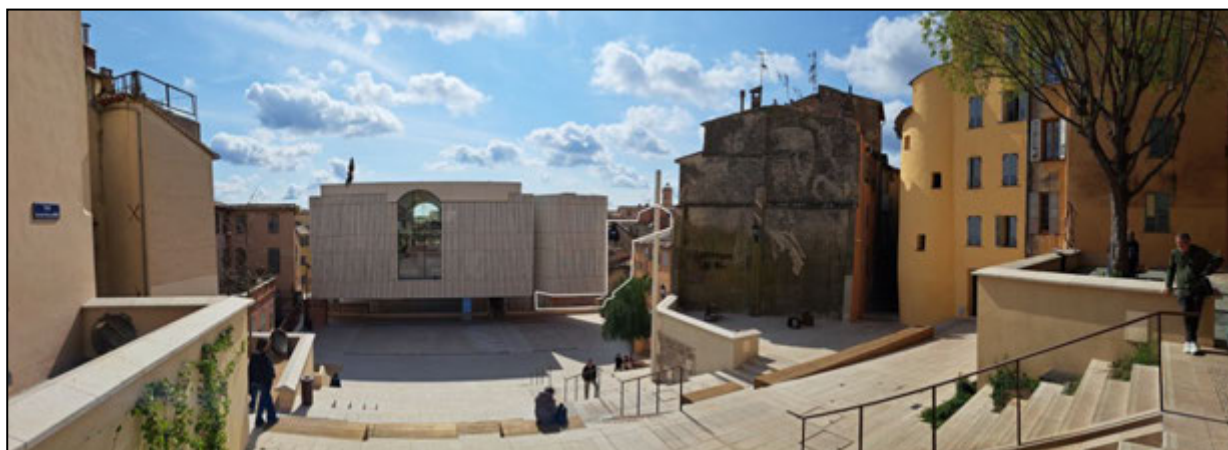
N° LOT et Intitulé	SOCIETE
00 - ARCHEOLOGUE	INRAP
01. DESAMIANTEGE	PREMYS Agence Genier-Deforge Méditerranée 20, rue de Copenhague BP2039 13845 Vitrolles Cédex 9
02. CURAGE – GROS-OEUVRE – MACONNERIE	SRC BAT Avenue Raphaël 06130 Grasse
03. VRD	SEETP 74 chemin du lac 006130 Grasse
04. FACADES-RAVALEMENT	EITB 7, Avenue des Eglantines 06300 NICE
05. ECHAFAUDAGE	EITB 7, Avenue des Eglantines 06300 NICE

06. CHARPENTE BOIS - COUVERTURE	SRC BAT Avenue Raphaël 06130 Grasse
07. MENUISERIE BOIS	MENUISERIE DU CANAL Z.I. du Carré 49, route de la Marigarde 06130 Grasse
08. MENUISERIE METALLIQUE	LC METALLERIE 20, Chemin de l'Ecole de Lingostière 06200 Nice

Prestataires	SOCIETE
MAITRE D'ŒUVRE	MAES SUD 121, bd Emmanuel Rouquier 06130 Grasse 42-44, rue des Serbes 06400 Cannes
BUREAU D'ETUDE STRUCTURE	B2c 20 Bd du Nord 06110 Le Cannet
BET THERMIQUE - FLUIDES	
BUREAU DE CONTROLE	APAVE 1240 Route des Dolines 06560 Valbonne
CSPS	APAVE 1240 Route des Dolines 06560 Valbonne
LABEL BDM	SOWATT 315 ch. de l'Houmé 06640 Saint Jeannet
OPC	CAOM 251, avenue de la Californie 06200 NICE

Le chantier a démarré le 02 juin 2023 via un OS de notification de démarrage des prestations, et une longue phase de consignation, de confortement, de déblaiement et nettoyage est en cours, période mise à profit pour réétudier en détail le mode opératoire des reprises structurelles en vue de minimiser les démolitions et de s'orienter sur des interventions plus patrimoniales.

Photo globale du site d'intervention (vue depuis la place Morel / Médiathèque Charles Nègre)



● L'îlot Sainte Marthe 2

L'îlot Sainte Marthe II se situe en entrée du centre historique, secteur stratégique de la Porte Pontet-La Roque, et à proximité des premières interventions du PNRU. Cette opération vient compléter le projet finalisé de l'îlot Sainte-Marthe I. Cet îlot fait également face à une opération en locatif libre du PNRU gérée par Foncière Logement (îlot Pontet Boucherie).

Le traitement permettra de parachever les opérations réalisées antérieurement et de modifier l'image du secteur grâce à une amélioration d'ensemble, désormais visible.

Les six logements prévus ont été soigneusement lotis afin de bénéficier pour chacun d'entre eux d'un éclairage optimisé et d'espaces extérieurs, loggia et terrasses. Les pièces sombres des rez-de-chaussée et premier étage sur la traverse Sainte Marthe sont attribuées aux parties communes et à des box individuels de rangement. De plus, une pièce et une terrasse seront également partie commune, offrant aux futurs copropriétaires des espaces modulables pour des activités en commun. Le rez-de-chaussée 9 rue de la Vieille Boucherie sera traité dans le cadre de la Boucle Commerciale Tranche II, en vue de redevenir un commerce.

Le Permis de construire a été déposé et obtenu le 20 octobre 2021. Par la suite il a été affiché sur site, et purgé du délai de recours des tiers.

Il s'agit du premier îlot qui est entré en phase opérationnelle.

La CAO du 09 juin 2022 a permis l'attribution des lots, et les O.S. ont été signés le 27 juin 2022. Les travaux ont démarré le 04 juillet 2022, et sont prévus terminés pour ce qui concerne la Tranche I Gros-œuvre-clos-couvert le 29 juillet 2024 en vue de la cession à UNICIL qui a initié une démarche d'habitat participatif auprès des futurs acquéreurs.

Les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres de la SPL Pays de Grasse Développement sont les suivantes :

N° LOT et Intitulé	SOCIETE
00 - ARCHEOLOGUE	INRAP
01. DESAMIANTEGE	PREMYS Agence Genier-Deforge Méditerranée 20, rue de Copenhague BP2039 13845 Vitrolles Cédex9
02. CURAGE – GROS-OEUVRE – MACONNERIE	SRC BAT Avenue Raphaël 06130 Grasse
03. ETANCHEITE	CCA Z.I de l'Argile Voie C - Lot 26 06370 Mouans-Sartoux
04. CHARPENTE BOIS COUVERTURE	CCA Z.I de l'Argile Voie C - Lot 26 06370 Mouans-Sartoux
05. FACADES-RAVALEMENT	EITB 7, Avenue des Eglantines 06300 NICE
06. ECHAFAUDAGE	EITB 7, Avenue des Eglantines 06300 NICE

07. MENUISERIE BOIS	MENUISERIE DU CANAL Z.I. du Carré 49, route de la Marigarde 06130 Grasse
08. MENUISERIE METALLIQUE	MD ALU 18 Boulevard de l'Oli 06340 La Trinité

Par ailleurs, il est à noter l'ensemble des partenaires et intervenants sur cet ilot :

Prestataires	SOCIETE
MAITRE D'ŒUVRE	MAES SUD 121, bd Emmanuel Rouquier 06130 Grasse 42-44, rue des Serbes 06400 Cannes
BUREAU D'ETUDE STRUCTURE	B2c 20 Bd du Nord 06110 Le Cannet
BET THERMIQUE - FLUIDES	
BUREAU DE CONTROLE	APAVE 1240 Route des Dolines 06560 Valbonne
CSPS	APAVE 1240 Route des Dolines 06560 Valbonne
LABEL BDM	SOWATT 315 ch. de l'Houmé 06640 Saint Jeannet
OPC	CAOM 251, avenue de la Californie 06200 NICE



Etat actuel



Etat projeté



Etalement avant démarrage des travaux.
2022 12 22.



Travaux de reprise structurale.
2023 12 21.

● L'îlot Placette

Très dégradé, l'îlot Placette bénéficie d'une localisation à la fois dégagée sur la place aux Herbes et contrainte le long de traverses très étroites (Traverse de la Placette et Traverse du Docteur Colombar). Des curetages et écrêtements seront nécessaires pour redonner de la fonctionnalité à cet îlot qui sont actuellement à l'étude.

L'épannelage des 2 immeubles arrière (14 et 16 Traverse de la Placette) pourrait être ramené au niveau du n°18 Traverse de la Placette. Cela reviendrait à écrêter fortement des édifices et constructions parasite en toiture et pourrait être l'occasion d'intégrer une terrasse à la « grasse ». L'apport de lumière sera indéniable dans les deux traverses qui longent l'îlot dont la restructuration est une amorce à la requalification de la Place aux Herbes sur laquelle s'ouvrira à terme l'entrée principale de l'immeuble.

Des échanges entre l'EPF, la SPL Pays de Grasse Développement, et les propriétaires restants sont en cours en 2023 et doivent se poursuivre en 2024.

Il est prévu de créer 10 logements.



Etat actuel.



Principe d'agencement.

● L'îlot Roustan

L'îlot bénéficie d'une localisation dégagée sur la place Etienne Roustan et contrainte le long de la traverse du même nom. Des curetages et écrêtements seront nécessaires pour redonner de la fonctionnalité à cet îlot. Or la localisation actuelle du curetage prévu au PSMV semble insuffisante pour éclairer l'ensemble des parties arrière des immeubles de l'îlot.

Il s'agira donc d'étudier plus précisément la localisation de la démolition afin qu'elle bénéficie à l'ensemble des immeubles de la Traverse Etienne Roustan. L'architecte des Bâtiments de France sera à ce titre sollicité pour faire évoluer le PSMV dans la perspective de faciliter la réalisation du projet.

Dans cette hypothèse, la restructuration se présentera sous la forme de deux blocs :

- Deux immeubles adossés dont l'un sera démoli pour aérer le tissu urbain, l'autre conservé et remanié pour accueillir des logements bien exposés et traversants du fait du curetage.
- Un autre bloc de deux immeubles restructurés donnant sur la Place Etienne Roustan composé d'appartements rayonnant autour d'une seule cage d'escaliers.

Il est prévu de créer 10 logements.

Sur le volet foncier, la SPL Pays de Grasse Développement est entrée en phase de négociation amiable avec Mme Tabelaide Djerfi Torche courant décembre 2023, afin de prévoir une acquisition amiable à survenir en été 2024.



Etat actuel



Etat projeté

Des échanges entre l'EPF, la SPL Pays de Grasse Développement, et les actuels propriétaires restants sont en cours en 2023 et un accord devrait être trouvé courant 2024.

Etat d'avancement des démarches :

	Equipes retenues	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Maître d'œuvre	Agence MAES	X	X	X	X
Géomètre	Cabinet Pierrot	X	X	X	partiel
Bureau de contrôle	APAVE (désormais AICF suivant avenant)	X	X	X	
CSPS	APAVE (désormais AICF suivant avenant)	X	X	X	

Accompagnateur BDM	SOWATT	X	X	X	X
Archéologie	INRAP	X	X	X	
Amiante	AEDEX	X	X	X	
Radon	APAVE	X	X	X	

Etat d'avancement des études	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Diagnostic	X	X	X	X
Avant-projet sommaire	X	X	X	X
Avant-projet définitif	X	X		
Permis de construire	Déposé le 20/12/2021 Obtenu le 22 03 2022	Obtenu le 20/10/2021		
Bdm	X	Niveau argent obtenu		
PRO-DCE	X	X		

B. Le suivi-animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur le périmètre du Centre Historique :

Depuis le 6 octobre 2022, cette mission de suivi-animation de l'OPAH-RU confiée par la CAPG porte sur le centre ancien de la Ville de Grasse. Afin d'articuler les dispositifs en œuvre sur le secteur, le périmètre opérationnel de l'OPAH-RU correspond à celui du permis de louer, tel qu'arrêté depuis le 18 avril 2021.

Au regard des conclusions de l'étude pré-opérationnelle, les enjeux de l'OPAH-RU sont multiples et les actions conduites par Pays de Grasse Développement dans ce cadre doivent y participer. Les actions communes aux deux OPAH seront développées dans le C – ANIMATIONS ET MONTAGES OPERATIONNELS.

Les actions spécifiques à l'OPAH-RU

- ❖ Mettre en œuvre, les opérations de mise en sécurité des immeubles, et des actions d'accompagnement des copropriétés fragiles ou en difficulté ;
- ❖ Venir en appui aux dispositifs et programmes en cours (ACV, NPNRU, Permis de Louer, opération façades, etc.) ;
- ❖ Favoriser l'accession à la propriété en centre ancien via des aides spécifiques de la Ville et en communiquant sur les mesures incitatives de requalification de l'habitat ;
- ❖ Préprogrammer la restructuration de jusqu'à 4 îlots stratégiques et prioritaires, et préparer les études et actions préalables aux potentielles Opérations de Restauration Immobilière (ORI) ou de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) ;
- ❖ Hors immeubles occupés et dangereux, envisager la rénovation globale d'immeubles, progressivement, au rythme de la livraison des opérations structurantes du centre ancien, susceptibles d'amplifier le changement d'image et, ce faisant, de motiver les investissements privés ;

D'une manière transversale, mettre en valeur la qualité urbaine et patrimoniale du centre historique, en encourageant l'entretien et les bonnes pratiques.

Outre les missions sur les thématiques communes aux deux opérations, Pays de Grasse Développement mettra en œuvre des actions spécifiques adaptées aux enjeux de l'opération

❖ **Volet habitat indigne et dégradé :**

- Participation et animation du volet habitat dégradé dans le centre ancien, en articulation étroite avec les acteurs de la LHI
- Repérage des situations,
- Participation dynamique aux cellules LHI "périls et insalubrité", aux côtés du SCHS, de la Ville de Grasse (juridique et technique), de la CA du Pays de Grasse (habitat et logement) pour le repérage des situations et la gestion des signalements, leur suivi ;
- Participation aux réunions du PDLHI
- Montage des demandes de subventions de travaux d'office et le cas échéant de subventions façades de l'Anah.

❖ **Volet copropriétés en difficulté : Volet primordial de l'OPAH-RU**

- Observation et connaissance précise des copropriétés, en s'appuyant sur un repérage fin, les données du registre national des copropriétés, de l'étude pré-opérationnelle, etc. ;
- La mise en place et l'animation du « label copropriété dégradée » avec le maître d'ouvrage ;
- La réalisation et la présentation des Diagnostics Multi-Critères (DMC) sur les copropriétés identifiées dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle (liste à actualiser au fur et à mesure de l'avancée de l'opération) ;
- L'accompagnement technique et juridique des copropriétés intégrant le label
- Animation d'ateliers thématiques et de formations auprès des copropriétaires, syndicats et syndics de copropriétés ; Montage des dossiers de demandes de subventions spécifiques aux syndicats des copropriétaires : MPR Copra, copropriétés dégradées.

❖ **Volet urbain**

Animation du volet Renouvellement Urbain de l'opération. Sur la base du travail réalisé dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle, la SPL mènera, dès le lancement de l'opération, un ensemble d'actions permettant d'asseoir la faisabilité ultérieure des opérations de renouvellement urbain

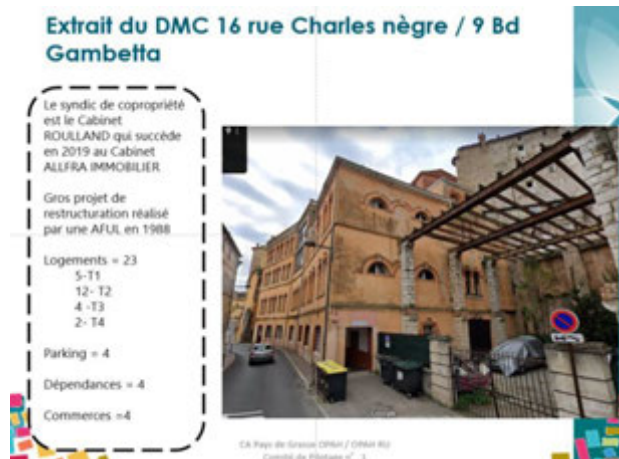
- Identifier, en articulation avec le maître d'ouvrage et la Ville de Grasse, les îlots/immeubles concernés, l'ambition et la temporalité prévisionnelles des interventions,
- Réaliser les études préalables et proposer des scénarios pour leur requalification, vérifier si le coût de la réhabilitation est supérieur au coût de la construction neuve+ démolition,
- Vérifier les potentiels de mobilisation de la police de l'habitat en matière de sécurité et de salubrité sur l'ensemble des immeubles composant les îlots prioritaires ;
- Pour les immeubles ne relevant pas de mesures de police, pré-évaluer la pertinence d'engager la collectivité vers des opérations complexes et coercitives (ORI/RHI), en tenant compte du contexte technique, juridique, et de gestion des ensembles immobiliers, et dans une plus large mesure de la dureté foncière.

❖ **Aides spécifiques de la Ville de Grasse**

- Dans le cadre de la Prime accession
 - Constitution du dossier,
 - Visite de préconisation travaux avant acquisition,
 - Visite de réception des travaux,
 - Transmission du dossier et des pièces nécessaires pour l'octroi et le paiement de la subvention à la Ville de Grasse.
- Dans le cadre des aides du permis de louer :
 - Information sur les aides de l'Anah / conventionnement,
 - Constitution du dossier,
 - Transmission du dossier et des pièces nécessaires pour l'octroi et le paiement de la subvention à la Ville de Grasse

Une étude spécifique a été menée sur la copropriété **16 rue Charles Nègre / 9 boulevard Gambetta** au 2^{ème} trimestre 2023. Cette dernière a été présentée au COPIL de l'OPAH-RU. Sur la base de cette dernière la CPAG a rédigé un CCTP afin de missionner un bureau d'étude spécialisé pour faire une étude opérationnelle.

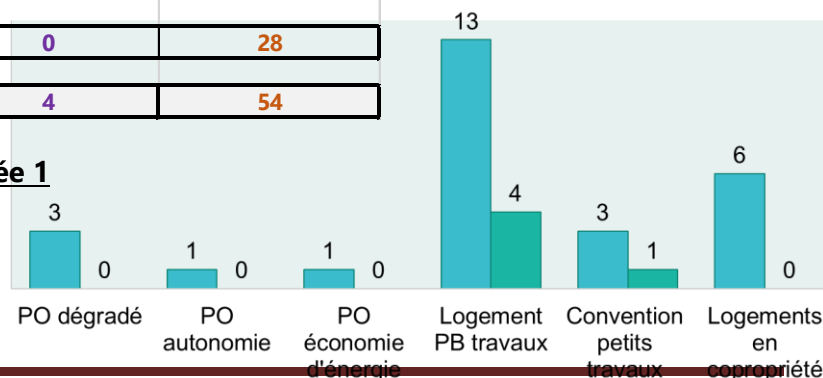
Accusé de réception en préfecture
N° 24560169-12-11-0-2023-281-C
Date de réimpression : 11/12/2024
Date de réimpression en préfecture : 11/12/2024



Les objectifs de l'OPAH-RU "Cœur historique de Grasse" 2022-2027 prévoit l'atteinte des objectifs quantitatifs ci-après. Les résultats de l'année 1 sont détaillés ci-dessous :

Année 1		
	Résultats année 1	Objectifs année 1
Nombre de logements PO	0	5
<i>Dont LHI et TD</i>	0	3
<i>Dont Ma Prime Rénov' Sérénité</i>	0	1
<i>dont autonomie</i>	0	1
Nombre de logements PB	4	13
Nombre de logements MaPrimeRénov' Copropriété	0	0
<i>Dont autres copropriétés</i>	0	0
<i>Dont copropriétés fragiles</i>	0	0
Nombre de logements en copropriété en difficulté	0	6
Répartition des logements PB par niveau de loyer (inclus prime PIL)	4	15
<i>Dont loyer intermédiaire Loc' 1</i>	0	8
<i>Dont loyer conventionné social Loc' 2</i>	4	7
<i>Dont loyer conventionné social Loc' 3</i>	0	0
TOTAL ANAH	4	26
Conventionnement avec petits travaux	0	3
Financement du permis de louer	0	23
Prime accession	0	2
TOTAL hors ANAH	0	28
TOTAL GLOBAL	4	54

Objectifs/résultats par thématique année 1



C. Une opération portant sur les travaux de ravalement des façades de restauration des portes d'entrée d'immeuble et de garage, d'amélioration de devantures commerciales du centre historique :

Accusé de réception en préfecture
005-11609618-202410-2034296-D5
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Suite à plusieurs délibérations du conseil municipal de Grasse depuis 2014, il a été octroyé des subventions aux copropriétaires désireux de réaliser des travaux de façades et de restauration de portes sur l'ensemble du secteur sauvegardé ainsi que pour les devantures commerciales sur la Place aux Aires et la rue Jean Ossola.

La délibération du conseil municipal du 7 décembre 2021 a étendu le périmètre pour les portes d'entrée d'immeuble à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon.

La délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2022 a approuvé le subventionnement des devantures commerciales dès lors qu'elles sont intégrées dans un projet de ravalement de façade, la modification de la liste des bénéficiaires des subventions municipales afin d'en exclure les bailleurs sociaux et enfin l'ajout des portes de garage au dispositif des portes d'entrée et d'augmenter la subvention maximale à 700 euros.

La délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2023 a approuvé d'une part l'ajout d'une subvention volets, dont les modalités du dispositif ont été modifiées par délibération du Conseil Municipal du 5 décembre 2023, et d'autre part la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des travaux d'office confiée à la SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT pour la durée de l'opération.

La délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2023 a approuvé l'extension du périmètre du dispositif d'aides à la rénovation des façades aux immeubles cadastrés BH3, BH4, BH5, BH6, BH7, BH8, BH9.

La délibération du Conseil Municipal du 7 novembre 2023 a approuvé l'extension du périmètre du dispositif de subventions aux devantures commerciales situées sur le côté pair entre la Porte Neuve et le secteur du Barri.

La SPL Pays de Grasse Développement est ainsi chargée de prendre contact avec les syndics, les copropriétaires et les commerçants afin de leur présenter les différents dispositifs existants puis de les accompagner sur le suivi technique (en lien avec l'ABF), administratif (montage du dossier) et financier (sollicitation de la subvention municipale).

Un arrêté du maire prescrivant les dispositions du CCH en matière de ravalement de façade a été pris le 26 octobre 2020 modifié par arrêté municipal du 12 novembre 2021 qui lance 6 campagnes géographiques de ravalement des façades (représentant 376 façades) jusqu'en 2025. La SPL Pays de Grasse Développement est également chargée de sa mise en œuvre.

Voici les résultats sur l'année 2023 :

➤ **Pour les façades du centre historique (dont campagnes de notification)**

- 392 contacts depuis le début de l'opération
- 41 façades réalisées en 2023, élevant à 90 le nombre de façades réalisées depuis 2016
- 23 façades en cours de travaux ou sous réserve ABF
- 85 dossiers déposés devant Conseil Municipal depuis le début de l'opération
- 50 dossiers étaient à l'étude au 31 décembre 2023
- 58 dossiers ont été classés sans suite depuis le début de l'opération

1 et 3 place aux Aires

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Place du Patti



Cette année a été marquée par la découverte sur l'immeuble en travaux du 2 rue des 4 Coins de vestiges tels qu'un chapiteau et des colonnes indiquant la présence d'anciennes baies géminées, datées par l'archéologue Fabien Blanc-Garidel du XII^{ème} ou XIII^{ème} siècle.

Cette copropriété fait l'objet d'un accompagnement spécifique au vu du montant des travaux engagé.



La fin d'année 2023 est aussi la préparation du lancement des travaux d'office. Nous avons affiné nos tableaux d'aide à la prise de décision afin de déterminer, en collaboration avec le service juridique, les copropriétés qui vont être assignées par la ville de Grasse.

➤ **Pour la restauration des portes d'entrée d'immeuble et de garage du centre historique**

- 11 nouveaux contacts en 2023
- 16 portes réalisées en 2023, soit un total de 70 restaurées depuis 2016
- 64 dossiers déposés aux Conseils Municipaux depuis 2016
- 5 dossiers sans suite en 2023 soit 52 depuis 2016

De plus en plus de portes d'entrée sont restaurées sans subvention lors des travaux de ravalement de la façade.

Porte 14 place aux Aires





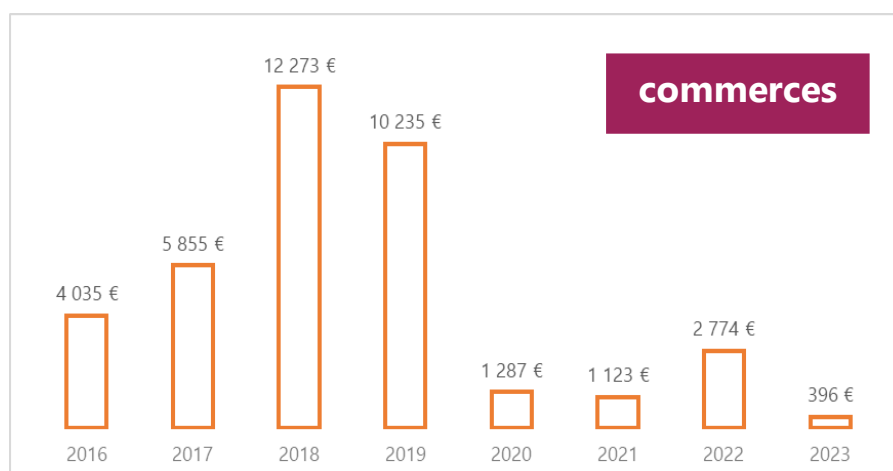
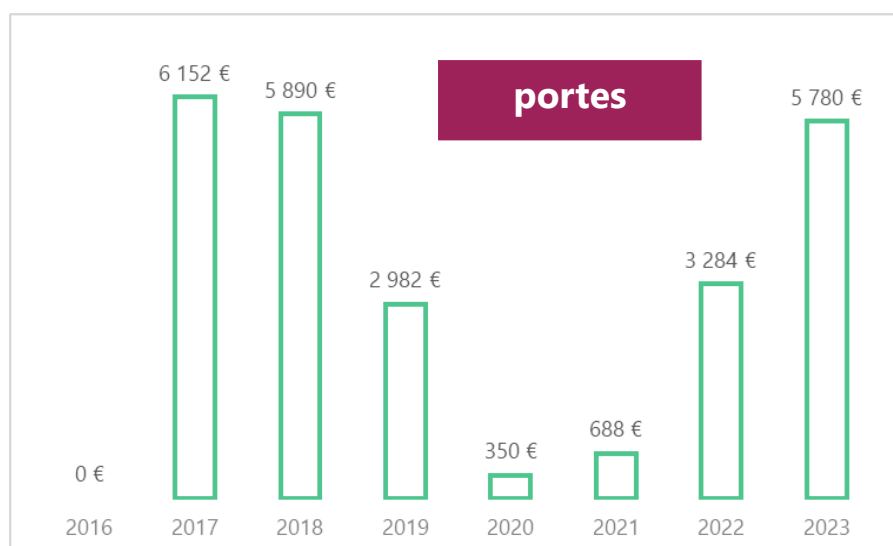
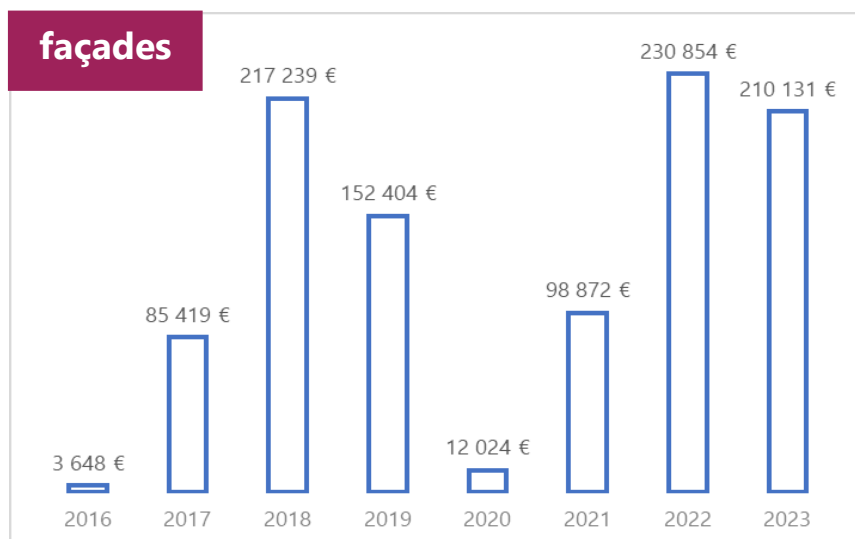
➤ **Pour les commerces**

- 7 nouveaux contacts en 2023
- 1 devanture commerciale réalisée en 2023 soit 16 réalisées depuis 2016 avec subvention
- 2 dossiers toujours à l'étude au 31 décembre 2023
- 1 dossier déposé au Conseil Municipal en 2023
- 32 dossiers sans suite depuis 2016 dont 3 en 2023

En 2023, notre équipe a participé à :

- 6 permanences commerces qui ont pour objectif de recevoir tous les porteurs de projets afin de les accompagner techniquement et administrativement ;
- 8 commissions enseignes/domaine public. Cette commission est composée de 2 élues, la directrice générale adjointe, l'agent dédié aux enseignes et les représentantes de la maison du commerce. Elle a pour mission de valider les demandes d'enseigne et d'occupation du domaine public (terrace) mais plus largement d'échanger les informations. La présence de Pays de Grasse Développement est notamment importante pour ses connaissances du terrain, de ses contacts avec les syndicats et propriétaires et aussi pour sa connaissance du PSMV.

➤ **Les votes d'attribution des subventions lors des Conseils Municipaux ont été les suivantes depuis 2016**



➤ **Les subventions ont été versées ou annulées, état depuis 2016**

Accusé de réception en préfecture
06-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Tableau 1 – Répartition des subventions payées par année et par poste

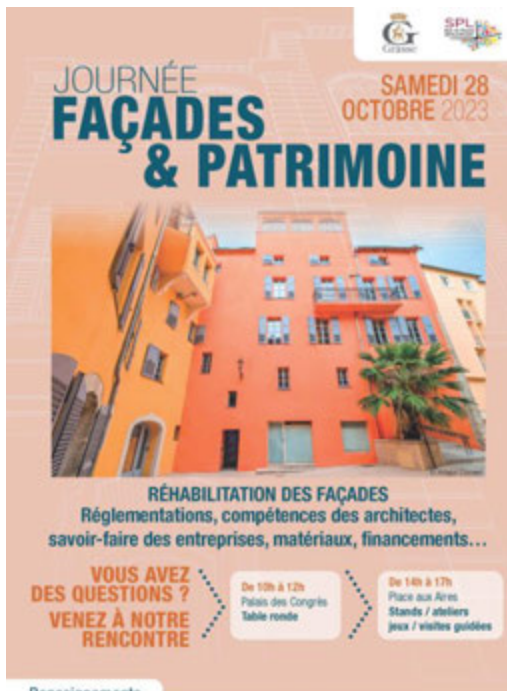
Année	Façades	Commerces	Portes	Total par année
2016	3 648 €	4 035 €	0 €	7 683 €
2017			350 €	350 €
2018	24 736 €	6 193 €	4 200 €	35 129 €
2019	70 678 €	1 278 €	1 952 €	73 908 €
2020	36 178 €	8 187 €	1 461 €	45 826 €
2021	90 160 €	1 123 €	1 400 €	92 683 €
2022	109 071 €	4 459 €	1 350 €	114 880 €
2023	176 217 €	344,5 €	2 390 €	178 952 €
Total par poste	510 688 €	25 619 €	13 103 €	549 411 €

Tableau 2 – Répartition des moins values et subventions annulées par année et par poste

Année	Façades	Commerces	Portes	Total par année
2021	29 162 €	8 021 €	780 €	37 963 €
2022	54 252 €	250 €	1 330 €	55 832 €
2023	10 990 €	52 €	1 300 €	12 342 €
Total par poste	94 404 €	8 323 €	3 410 €	106 137 €

➤ **La communication**

Nous avons organisé un évènement multi partenaires (ABF, service ville d'art et d'histoire, architectes, fabricants, entreprises) autour de la valorisation du patrimoine à destination du grand public et des professionnels qui a eu lieu le 28 octobre 2023 au palais des congrès et sur la place aux aires.



JOURNÉE FAÇADES & PATRIMOINE

Mesdames, Messieurs,

Pays de Grasse Développement et la Ville de Grasse dédient la journée du samedi 28 octobre 2023 aux travaux dans le centre historique.

De l'information à la pratique, nous avons imaginé pour vous 2 espaces complémentaires que nous vous invitons à rejoindre :

De 10h à 12h
Palais des Congrès de Grasse
(accueil à partir de 9h30)

Nous aborderons notamment les thèmes suivants mais venez avec vos questions !

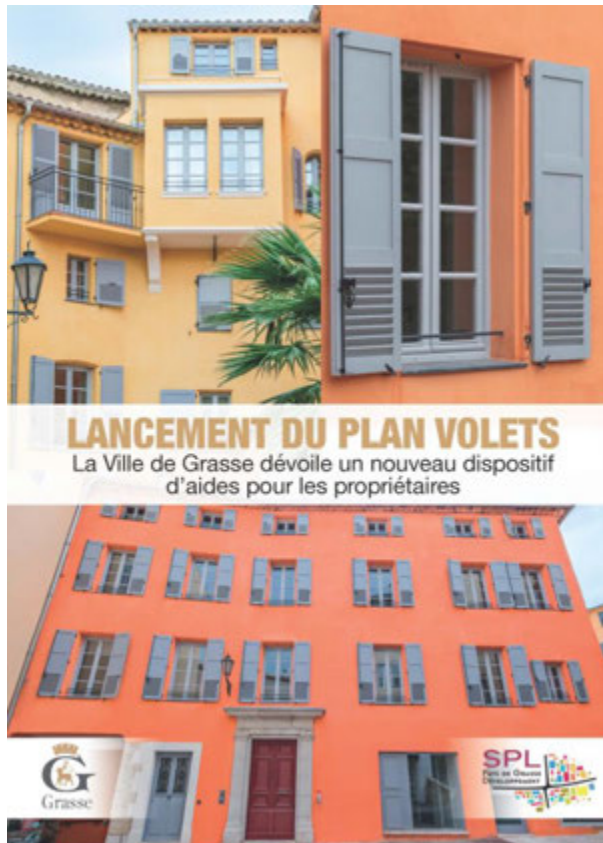
- Rappel du contexte des opérations « façades » en centre historique et boulevard Victor Hugo
- Site Patrimonial Remarquable (SPR) et Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)
- Les matériaux exigés par le PSMV... les fenêtres et le PVC...
- Le rôle de l'architecte : étude / faisabilité / traitement et suivi d'un chantier / articulation avec les entreprises / pourquoi un CSPS (Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé)
- Le financement des travaux (prêt copro / subventions)
- Le déroulement d'un chantier
- Contraintes d'hier et d'aujourd'hui
- Le diagnostic énergétique : comment répondre aux exigences de la loi Climat et Résilience et la perspective de 2025 : quels travaux de rénovation énergétique sont possibles en SPR ?
- Vers une évolution possible du PSMV
- L'amélioration de votre habitat (OPAH-RU)
- ...

De 14h à 17h
Place aux Aires

Petits et grands, architectes, fabricants, entreprises, ateliers municipaux vous attendent pour une mise en pratique. Amusez-vous !

Lire la ville en famille : Départ pour une visite conférence du centre historique organisée par le service Ville d'Art et d'Histoire (réservation obligatoire : reservations.vah@ville-grasse.fr Tél. 04 97 05 58 70).

Réponse souhaitée : aclamoureux@pgdeveloppement.fr - Informations : 04 97 05 57 56



Puis nous avons travaillé à créer un événement dédié au lancement du plan volets, prévu en janvier 2024.

En complément de ses missions d'accompagnement des copropriétés de l'équipe de travail de concert avec l'Architecte des Bâtiments de France et Murielle Roy, architecte missionnée pour réaliser une étude colorimétrique des façades du Barri et une étude architecturale des devantures commerciales du secteur Porte-Neuve-Barri. Le résultat de ces études seront présentées lors de la soirée événementielle « Barri 2024 ».

Cette soirée, a commencé à être organisée, en partenariat avec les services communication et protocole de la Ville de Grasse.

D. Une opération portant sur les travaux de ravalement des façades sur le périmètre du boulevard Victor Hugo à Grasse

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement urbain et du dispositif Action Cœur de Ville, la Ville de Grasse souhaite améliorer ses entrées de centre-ville, par d'importants travaux d'embellissement des voiries, du stationnement et trottoirs, et les accompagner par un programme ambitieux et incitatif (subvention municipale) au travers d'une opération de travaux de « ravalement des façades » pour les immeubles du boulevard Victor Hugo entre le rond-point du petit Paris et le boulevard Emile Zola.

Pour cela, la Ville de Grasse a missionné la SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT par Délibération en Conseil Municipal du 29/09/2020 afin qu'elle anime ce dispositif.

Cette opération devrait permettre de procéder au ravalement des façades des immeubles ainsi que de traiter les pieds d'immeubles car il existe une disparité importante sur les différents locaux ou portes de garage. Les travaux de ravalement total des façades devront ainsi comprendre, hormis la réalisation des enduits, le traitement des huisseries (volets et fenêtres), l'encastrement des réseaux (électricité, télécom, gaz, eau potable, eaux usées, climatisation...) et le traitement des eaux pluviales, ainsi que la requalification si nécessaire des pieds d'immeubles.

En 2021, à partir des contacts que nous avons eus avec des copropriétaires ou propriétaires uniques, nous faisons le constat général suivant :

- l'opération est plutôt bien accueillie,
- les façades arrières, souvent les plus dégradées, ne sont pas subventionnées,
- le montant des honoraires du maître d'œuvre imposé par le dispositif est un frein pour les copropriétaires au regard de la datation de l'immeuble qui ne présente pas un intérêt patrimonial.

Nous avons alors proposé de créer un nouveau critère : la datation de l'immeuble avec pour objectif de permettre à certaines copropriétés de sortir de l'obligation de maîtrise d'œuvre et donc de financer les autres façades (non subventionnées) de l'immeuble.

Cependant, une analyse plus poussée des constructions du boulevard Victor Hugo, effectuée sur site le 9 novembre 2021 avec la représentante de l'ABF, a confirmé la nécessité de missionner un maître d'œuvre afin d'encadrer les travaux pour les immeubles :

- présentant un intérêt patrimonial,
- situés dans le champ de vision d'un monument historique avec une co-visibilité validée ; à savoir les immeubles sis n° 40 à 44 pour le côté pair et n° 29 à 33 pour le côté impair du boulevard Victor Hugo,
- présentant de nombreux réseaux anarchiques en façades.

En 2023, nous faisons le constat suivant : la communication autour de cette opération plus confidentielle a touché les principaux interlocuteurs : syndicats, propriétaires et agences immobilières. Nous enregistrons 5 nouveaux contacts parmi lesquels 1 a missionné un maître d'œuvre. Les travaux sont prévus pour 2024.

Nous espérons que le lancement des premiers travaux en 2024 soit le déclencheur pour convaincre les autres copropriétés.

1.2. **AMÉNAGEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE :**

A. L'opération de pépinière commerciale du centre historique de Grasse :

a. **La gestion des cellules commerciales du secteur : Marcel Journet/Oratoire**

Au programme initial de 28 cellules se sont ajoutés les pieds d'immeubles des îlots dégradés/opérationnels liés au circuit commercial de la pépinière (Four Oratoire, Mougins-Roquefort, Moulinets et Ste Marthe), représentant 25 cellules supplémentaires.

⇒ L'opération telle que redéfinie permet ainsi au total, l'intervention sur 53 cellules¹ formant après restructuration et regroupement un total de **31 commerces**¹ créés représentant 2.383 m².

⇒ Fin 2021, 14 locaux sur 21 potentiels sont loués, soit un taux de location de 66.66 %.
⇒ Evolution entre fin 2021 et 2022 du taux d'occupation : au 31 décembre 2022, les 5 cellules suivantes sont libres d'occupation :

- 06 rue Oratoire
- 19 rue Oratoire
- 21 rue Oratoire
- 25 rue Journet
- 17 rue Fontette

Le taux d'occupation était donc de : 16 locaux sur 21 potentiels, soit 76.19 %

⇒ En 2023, l'actualité a été la suivante :

- Le 06 rue de l'Oratoire a été loué par l'agence PHI, missionnée pour, le 25 janvier 2023 pour 550 euros TTC mensuels charges comprises
- Le 19 rue de l'Oratoire a été loué le 28 mars 2023 pour 408 euros TTC mensuels charges comprises
- Le 21 rue de l'Oratoire a été loué par l'agence PHI, missionnée pour, le 25 janvier 2023 pour 265 euros TTC mensuels charges comprises
- Le 25 rue Marcel Journet a été loué le 12 mai 2023 à la Parfumotec pour 380 euros TTC mensuels charges comprises
- Le 27 rue Marcel Journet a été loué le 10 octobre 2023 pour 390 euros TTC mensuels charges comprises
- Le 17 rue Fontette a été loué le 01 oct. 2023 à des fins d'une conciergerie pour 329 euros TTC mensuels charges comprises

Suite à de nombreux impayés, le bail du musée de la curiosité, a été résilié le 21 juin 2023. Une reconnaissance de dettes a été cosignée par le propriétaire SPL et le locataire « L'art en mouvement ». Cette fin de bail a permis la mise en vente du local situé au 16/18 rue de l'Oratoire.

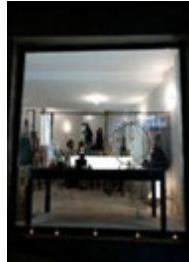
La SPL a récupéré le local situé au 4 Bis porte Neuve et a fait reconnaître une dette, accompagnée d'un plan d'apurement.

¹ Dont deux cellules conservées en l'état sans travaux d'aménagement commercial complémentaire

Concernant le 17 rue de la Fontette, une reconnaissance de dette a été notifiée par voie d'huissier de justice à la locataire en place entre le 01^{er} mars et le 07 août 2024 qui n'avait pas réglé sa dette locative malgré de multiples relances.

Accusé de réception en préfecture
006 23860508 20241210 2024-2011
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

A noter que fin 2023, la quasi-totalité des locaux est louée, le taux de remplissage avoisine les 95%.



B. L'extension de la boucle commerciale : Journet/Droite/Vieille Boucherie/Herbes (NPNRU)

Le projet est scindé en 2 tranches.

a) **Tranche 1 de 10 cellules commerciales**

L'extension du parcours commercial en rez-de-chaussée d'immeubles est une des cinq opérations confiées par la Ville de Grasse à la SPL par voie de concession.

L'opération consiste à prolonger la pépinière commerciale créée dans le cadre du PNRU (Rues Marcel Journet et Oratoire ainsi que les RdC des îlots réhabilités) en jalonnant les rues Droite, Vieille Boucherie, Pouost et en terminant sur la Place aux Herbes pour former une nouvelle boucle commerciale sur les secteurs à enjeux.

Ce projet s'inscrit dans la continuité des opérations précédentes menées par la SPL. Il permet d'investir le secteur de la Médiathèque, les îlots déjà requalifiés (Sainte Marthe et Pontet Boucherie) et ceux à recycler au titre du NPNRU (Sainte Marthe 2). Le parcours rejoint l'entrée Porte Est et le parking de la Roque dont l'aménagement est également programmé pour faciliter l'accès au centre historique et drainer les consommateurs.

L'opération consiste à acquérir des commerces le long d'un parcours identifié, d'étudier des regroupements de cellules à l'intérieur du même immeuble ou entre 2 immeubles contigus, d'y réaliser des travaux de gros œuvre, réseaux, devantures, de rechercher un locataire dont l'activité s'harmonise avec la thématique annoncée, d'accompagner la réalisation des travaux de corps d'état secondaires et de gérer le bien une fois en activité.

L'agence de Stéphane Le Goadec a été retenue pour mener à bien le projet sur une 1^{ère} tranche de 10 cellules :

- 23 Rue Marcel Journet
- 2 Rue Font Neuve
- 32, 34, 35, 38, 39 Rue Droite
- 5 place de la Vieille Boucherie
- 5 et 11 Place aux Herbes

La mission s'est accompagnée d'un relevé d'état des lieux avant l'engagement d'une phase de diagnostic. Seules 2 cellules pourront être regroupées (2 rue Font Neuve et 32 Rue Droite).

La devanture commerciale située 39 Rue Droite ménagera l'entrée de 2 commerces indépendants.

Accusé de réception en préfecture
005-340600609-2024-119-2024-200-D
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Les différents permis ont été déposés le 03 août 2022 puis obtenus le 03 février 2023. Le DCE a été transmis aux entreprises pour un rendu des offres fixé au 04 avril 2023. Une CAO s'est tenue le 16 mai 2023 qui a permis de déterminer les intervenants retenus.

Les lots ont été attribués de la sorte :

N° LOT et Intitulé	SOCIETE
01. CURAGE – GROS-OEUVRE – MACONNERIE	SRC BAT Avenue Raphaël 06130 Grasse
02. MENUISERIE BOIS	MENUISERIE DU CANAL Z.I. du Carré 49, route de la Marigarde 06130 Grasse
03. MENUISERIE METALLIQUE	Sarl FINOCCHIARO 52, chemin des clots 83440 Tourettes
04. PLOMBERIE / CVC	SEATECK SAS 133, Bd Emmanuel Rouquier 06130 Grasse
05. ELECTRICITE	D2E 31 ch. des Maures et des Adrets 06130 Grasse

Par ailleurs, il est à noter l'ensemble des partenaires et intervenants :

Prestataires	SOCIETE
MAITRE D'ŒUVRE	Stéphane Le Goadec architecte dplg. 3, place aux Aires 06130 Grasse
BUREAU D'ETUDE STRUCTURE	B2c 20 Bd du Nord 06110 Le Cannet
BET THERMIQUE - FLUIDES	ICCEAL Le broc center 1, 1 ^{ère} avenue 06510 Carros
BUREAU DE CONTROLE	SOCOTEC 5 place des frères Mongolfier 78280 Guyancourt.
CSPS	SOCOTEC 5 place des frères Mongolfier 78280 Guyancourt.

Les travaux ont débuté le 24 mai 2023. Une longue phase de curage et démolition a été faite, suivie du constat généralisé d'importantes reprises structurelles à entreprendre sur des éléments de parties communes (planchers hauts et bas, maçonneries, réseaux...) en lien avec les copropriétés, avant de pouvoir commencer strictement les travaux d'aménagement prévus.

Deux cellules, 5 et 11 place aux Herbes, ne pourront qu'être traitées en décalé. En effet, pour celle au n°5 il va être tenté l'acquisition du rez-de-chaussée voisin afin de l'agrandir et de régler un enchevêtrement de surfaces, et pour celle du n°11, l'impossibilité de constater les existants aux étages supérieurs a rendu impossible le démarrage des travaux.

Deux cellules, 39 rue Droite et 5 place de la Vieille Boucherie, ont intégré également les attentes réseaux des étages, actuellement vides, et qui seront l'objet d'une rénovation globale suite à la cession de la SPL à des investisseurs.

Le local 38 rue Droite sera traité en deux parties : en effet, les pièces situées à l'arrière nécessitent des travaux importants au niveau des planchers hauts et bas, si bien que seul l'avant pourra être livré en Tranche I.

Parallèlement, le travail de repérage et d'acquisition des cellules de la Tranche II a commencé, et pour éviter les problématiques de diagnostic incomplet, il sera procédé au fur et à mesure aux consignations et curetage, afin que les locaux soient livrés à la consultation de la maîtrise d'œuvre nus, étayés et sécurisés.

b) Tranche 2 de 10 cellules commerciales

L'année 2023 a permis de localiser définitivement avec la collectivité Ville de Grasse, la CAPG, les services de l'Etat DDTM 06 et la SPL les 10 adresses identifiées le 14 11 2023.

Adresse	Propriétaire	commentaire	Oui / Non
6 place de la vieille Boucherie	SPL Propriétaire	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale	1
9 rue de la Pouost	Propriétaire privé	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale (à rattacher au 6 pl Vieille Boucherie)	1
45 rue Droite	SPL Propriétaire	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale	1
28 rue Marcel Journet	SPL Propriétaire	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale	1
3 place aux Herbes	Propriétaire privé	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale / SPL contactera le propriétaire pour organiser une visite	1
11 bis place aux Herbes	Propriétaire privé	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale / SPL contactera le propriétaire pour organiser une visite	1
6 place aux Herbes	Propriétaire privé	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale / SPL contactera le propriétaire pour organiser une visite	1
9 rue de la Vieille Boucherie	SPL Propriétaire	Ilot Ste Marthe	1
4 place de la Poissonerie	Propriétaire privé (resto Alambic)	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale / SPL contactera le propriétaire pour organiser une visite	1
6 rue de la Pouost	Propriété Ville de Grasse	A comptabiliser dans la tranche 2 de la Bouche commerciale / SPL contactera le propriétaire pour organiser une visite	1
Total cellules identifiées en Tranche 2		10	

Les négociations foncières devront débuter au 2^e semestre 2024.

C. L'opération d'aménagement du secteur Martelly à Grasse

Accusé de réception en préfecture
096-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Pour mémoire, l'année 2022 avait été marquée par les événements suivants :

Opérationnel :

Lancement de l'Appel d'offres travaux de dévoiements de réseaux, le 11 juillet 2022 (parution sur la plateforme dématérialisée e-marchespublics.com mise en ligne du DCE), prestation suivie par le bureau d'études techniques TPFI.

Date limite de remise des offres des entreprises de travaux fixée au 12 septembre 2022.

Foncier :

Acquisition du commerce et de la cave située 1 Place du Patti – parcelle section BE 18 (lot 9) et des locaux d'activités situés 2 Rue André Kalin – parcelle section BE 267 pour 476.062,48 €, signature de l'acte au sein de l'office notarial Mistral 80 le 21 décembre 2022.

Cette cession a été approuvée par le Conseil d'Administration de la SPL du 02 décembre 2022.

Financier :

Obtention de la subvention au titre du Fonds Friche (signature convention entre M. Jérôme VIAUD, en sa qualité de Président de la SPL PGD et M. Christophe MIRMAND, Préfet de la Région PACA, le 08 juillet 2022 pour un montant de 5 650 000 €.

L'année 2023 a été marquée par :

Opérationnel :

Bouygues Immobilier et la SPL Pays de Grasse Développement ont convenu d'un commun accord, cesser le projet de développement du promoteur sur le périmètre de la ZAC MARTELLY en mars et avril 2023.

Cette base a permis d'entrer dans une nouvelle phase opérationnelle, non plus sur un programme d'envergure de Démolition Reconstruction, tel que proposé par BI, mais sur une dynamique de restructuration urbaine en réutilisant autant que possible le patrimoine existant dans ce périmètre d'opération. Ainsi cela a permis :

a) Lancement du concours de MOE du garage Rolland et du RDC de la surface commerciale Notre Dame des Fleurs

- Envoi de l'avis sur la plateforme e-marchés publics et le BOAMP : 21 juillet 2023
- Date limite de remise des candidatures : 22 septembre 2023 avant 16h00
- Visite de site avec les prestataires : 25 juillet 2023 et 29 août 2023
- Premier jury de concours de désignation des candidats (phase Candidature) : 12 octobre 2023

Le concours de MOE doit concourir à la réalisation du programme suivant :

Détail

a/ Garage Rolland (ancien parking Renault)

- 90 / 100 places de stationnement sur différents niveaux
- Un espace commercial (dont la fonction pourrait être des halles ou un espace de commerces)
- Un bassin de rétention des eaux pluviales pour crues centennales
- Bardage extérieur / façades / reprises des pignons / embellissement

b/ Rez-de-chaussée du Parking Notre Dame des Fleurs

- Restructuration de l'ancienne surface commerciale Mont-Laur (1600 m2) destiné à accueillir une nouvelle surface commerciale avec aire de livraison
- Bardage extérieur / façades / embellissement

c/ Ascenseurs urbains

- Garage Rolland (x1) depuis l'avenue Gambetta (point bas) jusqu'à l'allée du 8 mai (point haut)
- Notre Dame des Fleurs (x1) depuis la place Martelly et l'allée du 8 mai (point bas) jusqu'à la place de la buanderie (point haut)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Le jury de concours du 12 octobre 2023 a sélectionné les 4 candidatures suivantes :

- ATELIERPNG ARCHITECTURE
- LECLERCQ ASSOCIES
- HERAULT ARNOD
- KRISTELL FILOTICO

b) Lancement d'une procédure d'appel à projet Promoteur Investisseur

(sur le même calendrier que celui-ci-dessus détaillé).

Le programme est le suivant :

L'AAP doit concourir à la réalisation du programme suivant :

Détail
a/ Ilot Kalin: Parcelles BE 266/267/268/269 - Un cinéma ou un équipement culturel/loisirs rayonnant sur environ 1900m² - Une reconstitution de 80m² de stockage et 80m² de bureaux pour le Théâtre de Grasse - Des logements en toiture et sur l'emprise à déclasser du domaine public contiguë à la BE 270 pour environ 9/11 logements
b/ Place de la buanderie Parcelle BE 285 / ALT 346.7m-347.1m + BE 275 - Création de surface commerciales ou de loisirs et restauration sur environ 800m² dans les emprises de l'ancien Office du Tourisme, de l'ombrière élargie - Création de logements, commerces services en rdc lien à faire avec la place de la buanderie pour environ 500m²
c/ Parking Martelly Parcelle BE 285 Sud / ALT 338.1m - Logements libres et conventionnés pour environ 3000m²
d/ Monoprix parcelles BE 16/17 - Hotel pour environ 3000m² - Commerces pour environ 1700m² - Logistique du dernier km environ 150m² - Parking public de 110 places pour environ 3200m²
e/ Avenue Thiers parcelle AY 279 - Espace public/sportif de qualité ou Bureaux sur 3 niveaux et espace public au niveau de l'avenue Thiers d'environ 400m²

Liste des 3 promoteurs candidats.

n° pli	Nom mandataire	CP	Ville
grpt 1	Crédit Agricole Immobilier Promotion	92120	MONTRouGE
grpt 2	Primosud	13002	MARSEILLE
grpt 3	Woodeum	75002	PARIS

c) Travaux préparatoires

Curage de la surface commerciale anciennement Mont Laur (au rez de chaussée du parking Notre Dame des Fleurs en novembre 2023).

Foncier

Acquisitions suivantes :

- Acquisition de la parcelle BE 12 située 12 Rue Paul Goby auprès de l'EPF PACA pour 193.098,65€, signature de l'acte au sein de l'office notarial Mistral 80 le 22 novembre 2023.
Cette acquisition a été approuvée par le Conseil d'Administration de la SPL du 02 décembre 2022.
- Acquisition de la parcelle BE 266 située 1 Place des Fainéants auprès de l'EPF PACA pour 405.901,64€, signature de l'acte au sein de l'office notarial Mistral 80 le 15 Décembre 2023.
Cette acquisition a été approuvée par le Conseil d'Administration de la SPL du 02 décembre 2022.
- Acquisition de la parcelle BE 269 située 6 Rue André Kalin (ancien hôtel « OASIS » auprès de la SCI Myosotis (Mr MENDJEL) pour 500.000€, signature de l'acte au sein de l'office notarial Mistral 80 le 18 Décembre 2023.
Cette acquisition a été approuvée par le Conseil d'Administration de la SPL du 20 Octobre 2023.

Financier

Aucun prêt n'a été souscrit sur cet exercice comptable 2023.

En revanche la participation communale équipement liée à l'opération s'est élevée à 1 500 000 € sur 2023.

Enfin concernant l'acompte n°1 Fonds friche, il s'est élevé à hauteur de 130 717,30 euros ont été appelés le 20 décembre 2023 (à verser courant 2024).

1. La Phase administrative et règlementaire

(1) La procédure de ZAC

La Ville de Grasse a confié à Pays de Grasse Développement les études pré-opérationnelles et l'aménagement du secteur Martelly en octobre 2010 dans le cadre d'une procédure de ZAC incluant :

- b. La **concertation publique** et son bilan (DCM du 29/09/2011)
- c. Le **dossier de création** et son étude d'impact (DCM du 29/03/2012)
- d. Puis le **dossier de réalisation**, l'actualisation de l'étude d'impact et la détermination des équipements et espaces publics (DCM du 04/07/2013)

(2) La consultation et le choix du promoteur-concepteur

La consultation promoteur-concepteur de la ZAC a été lancée le 05 novembre 2013.

Après la sélection de plusieurs candidats, 3 équipes ont été auditionnées en 2014 et 2015 afin de proposer leur projet et échanger sur les attentes de la Ville de Grasse.

S'en est suivi une phase importante d'analyses et de propositions entre la Ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement sur la programmation, les constructions, les équipements et les espaces publics, le planning prévisionnel et le bilan financier prévisionnel aboutissant à la **sélection du « promoteur-concepteur »** Bouygues Immobilier en **janvier 2016**.

(3) Le processus de concertation

La **concertation** a été poursuivie pendant l'année 2016 avec l'organisation de :

- **27 comités techniques** sur 5 thématiques (circulation-stationnement-déplacements, Culture-Loisirs-Animations, Economie-Commerce-Tourisme, Réseaux-Environnement, Urbanisme et autorisations administratives) ;
- **9 ateliers publics** selon 3 thématiques (Architecture-Paysage-Environnement, Chantier-Technique-Circulation-Déplacement, Commerce-parcours client-Cinéma- Logement), regroupant entre 30 et 40 personnes à chaque atelier.

(4) La modification du PLU au regard de la zone UApM Martelly

Accusé de réception en préfecture
0042106001994 2024-206-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

La modification N° 12 du PLU a été approuvée par le Conseil Municipal le 17 janvier 2017.

La suppression de la servitude N°7 a été incluse à la révision du PLU approuvée par DCM du 06/12/2018 (actuellement Recours opposables).

(5) Déclassement des voiries concernées par la Zone d'Aménagement Concerté

L'**enquête publique** en vue du déclassement de l'Allée du 8 Mai 1945, d'une partie de la Traverse de Riou Blanquet et du parking Martelly qui s'est déroulée au mois d'octobre 2016 a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur.

Par délibération en date du 20/02/2018, le conseil municipal a approuvé le **déclassement par anticipation**.

Pour les besoins de l'évolution du projet, une enquête publique complémentaire a été organisée par arrêté municipal du 26/03/2018 afin d'adjoindre deux parcelles complémentaires de 47 m² et 75 m². L'enquête, qui s'est déroulée au mois d'avril 2018, a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur et le conseil municipal a approuvé le déclassement complémentaire par DCM du 26/06/2018.

⇒ Une nouvelle délibération municipale devra être prise en 2022/23 pour prolonger la durée de validité de ce déclassement.

(6) Constitution d'un état descriptif de division en volume et cession du volume1 créé à cet effet (Lots Ex Montlaur)

Par délibération du 25 septembre 2018, le conseil municipal a entériné la suppression de l'EDD existant sur la parcelle BE 285 et la création d'un EDD en volume permettant la cession des lots Ex Montlaur et du parking à la SPL Pays de Grasse Développement afin que cette dernière puisse procéder à la démolition du parking Martelly et céder le terrain à Bouygues Immobilier pour l'opération.

2. La maîtrise foncière

- La SPL Pays de Grasse Développement est propriétaire :
 - Des RdC à vocation commerciale de l'îlot Goby,
 - De la totalité des anciens locaux Montlaur représentant 1.230 m² commerciaux au RdC du Parking Notre Dame des Fleurs,
 - Du bâtiment de l'ancien « Garage Gambetta »
 - Du commerce et de la cave située 1 Place du Patti et des locaux d'activités situés 2 Rue André Kalin depuis le 21.12.2022
 - Du 1 place des Fainéants (immeuble entier)
 - Du 3 place des Fainéants (immeuble entier)
 - De l'Hotel Oasis situé rue André Kalin
- La Ville de Grasse cèdera à la SPL Pays de Grasse Développement :
 - La voirie nécessaire à l'opération
 - Le parking Martelly
 - Les locaux des bureaux du théâtre de Grasse (prévisionnellement suivant délibération à survenir du CM du 25 juin 2024)
- De son côté, l'EPF PACA, a cédé ses biens à la SPL Pays de Grasse Développement, en 2023 :
 - Des lots du 12, rue Paul Goby pour permettre le passage sous immeuble

3. Les cessions foncières au promoteur concepteur (historique et évolution)

Accusé de réception en préfecture
1036-10690698-10/12/2024 1206-E
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Les **promesses de ventes** ont été signées le 8 mars 2019.

Les terrains seront cédés au promoteur après l'obtention des autorisations administratives purgés de tous recours, mais il en aura la jouissance après la réalisation des travaux de démolition et dépollution (Parking Martelly et ancien garage Gambetta) par la SPL dans un délai de 17 mois.

- ⇒ En raison du recours persistant sur le Permis de Construire obtenu par Bouygues Immobilier, la durée des promesses de vente s'est terminée le 31 décembre 2020, sans avoir pu réaliser un avenant de prolongation dans l'attente de la position du Conseil d'Etat sur le pourvoi en cassation.
- ⇒ Depuis Décembre 2021, le travail de réécriture est cours, la SPL et la Ville se sont attachées des prestations de conseils juridiques et d'AMO.

4. La phase opérationnelle (historique et évolution)

La SPL Pays de Grasse Développement a notifié le marché de **maîtrise d'œuvre** pour les équipements et les espaces publics de la ZAC Martelly le 15 Février 2016, puis ceux aux **bureaux de contrôle et du CSPS** le 28/10/2016.

L'étude Air et Santé et acoustique demandée par la DREAL a été réalisée en 2016 et transmis à la DREAL en janvier 2017.

Des études de sol ont été réalisées à la demande de la SPL et du promoteur au cours du second semestre 2016.

Le **Permis de démolir** a été déposé le 19 Octobre 2016 et obtenu le 15 Décembre 2016, puis purgé de tout recours en juillet 2017.

La SPL a réalisé le **désamiantage** des bâtiments Garage Gambetta et Parking Martelly, ainsi que la dépollution de l'ancien garage Gambetta dans le courant du 1^{er} trimestre 2017.

La SPL a réalisé une auto-saisine de la DRAC au cours du 1er trimestre 2018. Le Service Régional d'Archéologie a confirmé l'absence de prescription archéologique en juillet 2018.

L'exploitant cinématographique, CGR Cinémas a obtenu le 20/09/2018 un Avis favorable d'exploitation par la Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique (CDACi). Un recours a été exercé par le cinéma de la Strada (Mouans-Sartoux), rejeté par la CNAC le 19 février 2019. La Strada a de nouveau déposé un dernier recours auprès de la Cour Administrative d'appel d'Aix-en-Provence en mai et un mémoire en réponse a été déposé par CGR Cinémas en juillet 2019. La Cour Administrative d'Appel de Marseille a rejeté le recours en date du 23 décembre 2020.

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial a rendu un avis favorable au projet en mai 2019.

Le promoteur a déposé son Permis de Construire en mars 2019, obtenu en août 2019. Un recours gracieux a été formé en octobre, rejeté par la ville en décembre 2019, mais il a été déposé un recours contentieux auprès du tribunal Administratif de Nice qui s'est jugé incompétent le 17 juin 2020 a renvoyé le recours auprès de la Cour Administrative de Marseille. Cette dernière a rejeté le recours lors de son jugement en date du 23 décembre 2020.

- ⇒ Le requérant, le 23/02/2021, a fait appel en pourvoi en cassation.
- ⇒ La fin du recours sur le permis de construire par décision du 18/06/2021

Parallèlement, la SPL et le Promoteur organisent les études nécessaires au démarrage des travaux de dévoiement des réseaux, de création des parois de confortement et de démolition.

La SPL avait lancé la **consultation d'entreprises au deuxième semestre 2020 pour le dévoiement des réseaux**, mais celui-ci n'a pas été attribué en raison d'un changement de planning convenu avec Bouygues Immobilier.

5. Financier : Obtention des financements du Fonds Friche

Les évolutions du projet ayant conduit à l'augmentation du budget d'aménagement, la SPL a déposé un dossier de demande de subvention auprès de l'Etat, via le fonds Friche.

En novembre 2021, dans le cadre du plan de relance, France Relance, le fonds friche a été déposé pour instruction auprès des services de l'Etat.

La convention « Fonds Friche » a été signée le 08 juillet 2022, pour un montant total de subvention de 5 650 000€

Le déficit restant dû sera compensé à hauteur de subventions de 450 000€ par l'EPF PACA, issu du Fonds SRU.

En 2022, le Fonds Friche a versé l'avance de 30% d'un montant de 1.695.000 €.

En 2023, la SPL a appelé le 1^{er} acompte à hauteur de 130 717.30 € le 20 déc. 2023

D. L'opération d'aménagement des terrains Feragnon - centre village nord à la Roquette sur Siagne :

Accusé de réception en préfecture
006-240600698-20241119-2024-206-PF
Date de l'accusé de réception : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

1. La phase administrative

Une concession d'aménagement entre la SPL Pays de Grasse Développement et la commune de la Roquette-sur Siagne, a été signée le 23 juin 2017 afin de confier à la SPL la mission d'aménager le terrain Feragnon et de le commercialiser, suivant les études de requalification et de restructuration du cœur de village et de ses abords, engagées par la commune.

Cette concession d'aménagement a fait l'objet de sept avenants :

- Un avenant n°1 en date du 15 décembre 2017, ayant pour objet :
 - o D'étendre le périmètre au centre village Nord d'une superficie de 17.200 m²
 - o D'augmenter le poste acquisitions foncières d'un montant de deux millions d'euros Hors Taxes
 - o De prolonger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2022
 - o De modifier le nom de la concession d'aménagement dit des terrains Feragnon – centre village nord
- Un avenant n°2 en date du 30 octobre 2018, ayant pour objet :
 - o D'étendre le périmètre en intégrant notamment une partie de la RD 409 et du chemin des cassiers
 - o D'arrêter le bilan prévisionnel de l'opération
 - o De modifier le montant de la rémunération de la société
- Un avenant n°3 en date du 03 décembre 2019, ayant pour objet l'approbation du CRAC comprenant les évolutions suivantes :
 - o Modification du bilan financier afin de prendre en compte les acquisitions, les cessions et les travaux réalisés
 - o Actualisation des travaux réalisés
 - o Mise à jour des honoraires de la SPL
 - o Modification des cessions foncières
 - o Actualisation des subventions publiques
 - o Mise à jour du montant de l'apport de la commune
- Un avenant n°4 en date du 18 juin 2020, ayant pour objet :
 - o Modification du bilan financier afin de prendre en compte le résultat de la consultation « opérateur »
 - o De prolonger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2025
- Un avenant n°5 en date du 9 Septembre 2021 ayant pour objet :
 - o Modification du bilan financier de l'opération conformément au CRAC délibéré
 - o Augmenter la rémunération de la société
 - o Augmenter la participation communale et son versement par anticipation
- Un avenant n°6 en date du 15 Décembre 2022 ayant pour objet :
 - o Diminuer la rémunération de la société
 - o Diminuer la participation communale
- Un avenant n°7 en date du 30 novembre 2023 ayant pour objet :
 - o Evolution du bilan global d'opération
 - o Augmentation des recettes permettant de générer un boni d'opération en fin de concession

2. Le programme

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Sur le terrain Feragnon, le projet se développe sur le programme suivant :

- 8.000 m² de surface de plancher de logements, soit environ 80 logements, se répartissant comme suit : 60 logements en petit collectif : 40% sociaux environ, 10% en accession environ et 25% en libres environ, puis 20 lots permettant la réalisation de 20 villas,
- 950 m² environ de surface de plancher de commerces et de services,
- Et la création de 300 places de stationnement, dont 70 à vocation publique environ.

La SPL Pays de Grasse Développement a réalisé les travaux de viabilisation des terrains ainsi que l'aménagement des futurs espaces publics et l'élargissement de la RD 409.

Sur les terrains centre village nord, le projet devrait permettre la réalisation :

- De 55 logements collectifs sociaux intergénérationnels, 44 logements et 11 maisons individuelles, de même qu'une maison médicale.

La SPL Pays de Grasse Développement réalisera les travaux de viabilisation.

En 2021, le chemin du Lac permettant la desserte du nouveau programme a été partiellement requalifié.

3. La maîtrise foncière

Le 19 décembre 2018, la SPL Pays de Grasse Développement a réitéré l'acte d'achat du terrain dit Féragnon avec l'EPF PACA sur les parcelles AH 559, 560 et 561 pour un montant de 3.135.295,71€.

L'EPF PACA est propriétaire de plusieurs terrains d'assiette de l'extension centre-village nord ; la SPL a procédé à l'acquisition des parcelles cadastrées AH 374/375 ET 376 pour procéder à l'aménagement d'un giratoire permettant l'accès aux programmes.

4. La commercialisation

- (1) Sur le terrain Feragnon, et après consultation des opérateurs (groupement promoteur, architecte, bailleur) pour réaliser l'opération immobilière, il a été sélectionné le promoteur SAGEC avec lequel, la SPL a signé la vente en date du 14 juin 2019 pour un montant de cession de 5.670.000€ HT, TVA en sus, se répartissant en paiement en numéraire (4.020.000€ HT) et en dation (1.650.000€ HT).



- (2) Sur les terrains centre village nord, et après consultation des opérateurs pour le choix d'une équipe « promoteur-concepteur », pour réaliser le programme immobilier, le groupement SAGEC (mandataire), Cabinet d'architecture Carta Associés, Office Public de l'Habitat Cannes de Lérins, BET VRD, ICA, CS Ingénierie et Marshall Day Acoustics, a été retenu pour un montant de vente en offre de base de 5.050.002€ H.T, TVA en sus, se répartissant en numéraire (4.300.000€ HT) et en dation (750.002€ HT).
Le marché correspondant a été signé le 20 décembre 2019 et la promesse de vente a été signée le 10 juin 2021.

Accusé de réception en préfecture
005 4106902699 2024-12-10 2024-12-06
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024



5. Les travaux d'aménagement

- (1) Sur le terrain Féragnon, et pour réaliser une première phase opérationnelle, et après consultation, la SPL a notifié le 08 janvier 2018, le marché de maîtrise d'œuvre au groupement TPF Ingénierie et l'architecte-paysagiste Fleuridas pour une mission complète, pour les travaux de viabilisation et de traitement des espaces publics. Le montant actualisé du marché de maîtrise d'œuvre est de 56.208,44€ HT.

Le bureau de contrôle APAVE et le coordonnateur SPS SOCOTEC ont également été missionné sur cette opération après mise en concurrence pour respectivement 5.120€ HT et 2.190€ HT.

Après consultation des entreprises un marché travaux a été notifié le 27 novembre 2018 au groupement d'entreprises Damiani/Brosio/SEETP pour réaliser cette opération. Une tranche ferme et 4 tranches optionnelles sont aujourd'hui prévues afin d'organiser les interventions de la SPL, avec la réalisation du programme Immobilier par SAGEC, pour un montant global de 1.157.593,06€ HT.

La tranche ferme concernant l'élargissement de la RD a été entièrement réalisée et réceptionnée à la fin du mois de juin 2019.

Depuis le démarrage des travaux de SAGEC fin 2019, des réunions régulières sont menées entre le promoteur et la SPL, accompagnés de leurs maîtres d'œuvre respectifs, afin d'organiser les travaux du programme immobilier et des espaces publics, dans le respect du cahier des limites de prestations.

En 2021, la SPL Pays de Grasse Développement a achevé l'aménagement des parvis constituant la 1^{ère} phase du programme.

Accusé de réception en préfecture
09521600698 20211218 2034 10005
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- (2) Sur les terrains centre village nord, et après consultation de maîtres d'œuvre, la SPL a notifié à TPF Ingénierie le 01 octobre 2019 une mission de maîtrise d'œuvre pour la viabilisation des terrains et la requalification du chemin du Lac pour un montant de 16.200€ HT.

Un Avant-Projet Définitif a été remis fin 2019 et la phase PRO a été initié le 22 octobre 2020 afin de prendre en compte le projet de construire élaboré par le promoteur SAGEC, dont les permis de construire ont été déposés le 15 juin 2020.

Les deux permis de construire pour les terrains dit Pascal et Taulane/Estable ont été obtenus par SAGEC le 02 octobre 2020 et des recours par des tiers ont été exercés.

Sur les espaces publics à traiter, un diagnostic amiante plomb avant travaux a été réalisé sur les parties construites en vue de la consultation des entreprises pour un montant de 4.340€ HT.

La consultation d'entreprise a permis de retenir le groupement d'entreprises SCTP/SEETP pour réaliser les travaux de démolition des maisons existantes ainsi que de la viabilisation du foncier avec la voie principale d'accès. Le marché signé le 10 mai 2021 a été notifié le 11 mai et l'OS n°1 délivré le 8 juin 2021.

Un 1^{er} avenant modifiant la répartition des travaux par tranche a été signé le 26/07/2021

Un avenant n° 2, signé le 22/11/2021 a reporté des travaux prévus en tranche ferme, dans la tranche conditionnelle 1 et a introduit des prix nouveaux.

Pour mémoire sur l'exercice 2022, les avancées significatives ont été les suivantes

Opérationnel

Les travaux réalisés par le promoteur SAGEC sont en cours de finition.

Foncier

Une acquisition a été réalisée par la SPL Pays de Grasse Développement (vendeur EPF)

- Date : 22.12.2022
- N° parcelle AH 28/29
- Montant HT : 932 885.15 €
- Vendeur : Etablissement Public Foncier PACA
- Acquéreur : SPL Pays de Grasse Développement

Parallèlement 3 ventes ont été signées entre la SPL Pays de Grasse Développement, la commune de la Roquette et des acquéreurs privés sur des terrains viabilisés dans le cadre de la ZAC Feragnon :

Vente n°1

- Date : 25.08.2022 : Rétrocession par la SPL à la commune de La Roquette sur Siagne à l'euro symbolique des équipements et biens (parvis et parkings) remis par la SAGEC sur le programme Cœur Saint Georges.

Vente n°2

- Date : 28.12.2022
- N° parcelle AH 560 (désormais dénommée AH731)
- Montant HT : 211 568 €
- Vendeur : SPL Pays de Grasse Développement
- Acquéreur : M. et Mme CREPET / ANDRE

Vente n°3

- Date : 28 12 2022
- N° parcelle AH 560 (désormais dénommée AH732)
- Montant HT : 244 432 €
- Vendeur : SPL Pays de Grasse Développement
- Acquéreur : M. et Mme MADALA / COLLIN

En 2023, les avancées significatives sont les suivantes :

Opérationnel

Les OPR ont été prononcées le 15 février 2023.

Levée des réserves le 27 septembre 2023 entre la SAGEC et la SPL qui concernaient notamment : L'ensemble des réserves a été levé (y compris barres d'appui / accessibilité PMR, nettoyage intégral, reprise de bordures, reprises d'enrobé, finitions des murets de soutènement...)

Une dernière réserve reste à lever qui concerne une zone dans le cheminement piéton où l'enrobé était mal refermé et de la végétation s'est développée (herbacée).

Foncier

Deux acquisitions ont été réalisées :

Une acquisition a été réalisée par la SPL Pays de Grasse Développement (vendeur EPF)

- Date : 30.05.2023
- N° parcelle AH 377 – Terrain dit « Pascal »
- Montant HT : 1.089.717,40 € TTC
- Vendeur : Etablissement Public Foncier PACA
- Acquéreur : SPL Pays de Grasse Développement

Une acquisition a été réalisée par la SPL Pays de Grasse Développement (vendeur Commune de la Roquette-sur-Siagne)

- Date : 30.05.2023
- N° parcelle AH 30 – Foncier communal dit « Taulanne »
- Montant HT : 650.000 € TTC
- Vendeur : Commune de la Roquette-sur-Siagne
- Acquéreur : SPL Pays de Grasse Développement

Parallèlement 1 vente a été signée entre la SPL Pays de Grasse Développement et la SCIV La Roquette 2 « SAGEC » dans le cadre de la ZAC Feragnon .

Vente :

- Date : 30/05/2023
- N° parcelles AH 28/29/30 et 377
- Montant HT : 6.060.002,40€ TTC (dont 900.002,40€ en dation – Locaux à usage professionnel/commercial + 30 places de parkings)
- Vendeur : SPL Pays de Grasse Développement
- Acquéreur : SCIV LA ROQUETTE 2 (SAGEC)

Pour information des pénalités de retard ont été appliquée à SAGEC à hauteur de : 156.487,23€ TTC.

1.3. ANIMATIONS ET MONTAGES D'OPÉRATIONS :

A. Le suivi-animation de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Intercommunale 2022-2027 :

La convention d'OPAH Pays de Grasse 2022-2027 sur les 23 communes de la CAPG a été signée le 6 octobre 2022. La CAPG a de ce fait missionné la Pays de Grasse Développement pour le suivi animation de cette opération jusqu'en 2027.

Durant l'année 2023, Pays de Grasse Développement a candidaté pour être agréé par l'ANAH « Mon Accompagnateur Rénov ». Cet agrément MAR a été rendu obligatoire pour que Pays de Grasse Développement continue à déposer des dossiers de demande de subventions pour les travaux d'économie d'énergie. L'agrément MAR a été obtenu le 26/12/2023.

1. Les principales missions communes aux deux OPAH

- ❖ Missions d'assistance financière, administrative et technique des propriétaires occupants, des bailleurs, locataires et syndicats de copropriétaires
 - L'accompagnement des propriétaires, le suivi administratif et financier de leurs dossiers de demande de subventions, ainsi que leur mise en paiement et la recherche de financement complémentaire. A ce titre, la SPL a signé une convention avec la CARSAT/RSI lui permettant de mobiliser des financements supplémentaires en 2019 ;
 - L'assistance technique des propriétaires occupants et bailleurs dans leur projet de réalisation de travaux ; montage des dossiers techniques et administratifs auprès des différents financeurs, y compris aide à la complétude des dossiers en ligne (inclusion numérique), en prenant également appui sur les autres dispositifs en vigueur ;
- ❖ Volet Energie
 - Repérage des "passoires thermiques" et des ménages en situation de précarité énergétique, via notamment un partenariat avec les CCAS, les communes, le SARE ;
 - Renforcement des échanges et de la collaboration avec le Département 06 (SARE et FSME) ;
 - Développement d'actions de sensibilisation des artisans, entreprises et propriétaires en matière d'amélioration énergétique du bâti ancien ;
 - Conseils avisés et pertinents sur les travaux à réaliser dans le cadre de travaux de rénovation énergétique et les usages du logement ;
- ❖ Volet Autonomie
 - Repérage des ménages en situation de perte d'autonomie ou de handicap, via un partenariat renforcé avec les travailleurs sociaux, les CCAS ;
 - Engager des actions de sensibilisation des artisans, entreprises en matière d'autonomie (entreprise Qualibat - autres labels) ;
 - Optimisation des plans de financement et mobilisation des aides complémentaires, notamment de la MDPH, des caisses de retraite, etc ...
- ❖ Volet conventionnement sans travaux
 - Communication et la valorisation du dispositif à l'attention des propriétaires bailleurs ;
 - L'accompagnement technique, administratif et fiscal des bailleurs pour constitution de dossiers à déposer auprès de l'Anah ;
 - L'articulation avec les organismes d'intermédiation locative ;
 - Promotion et mobilisation de l'aide aux "petits travaux" de la CA du Pays de Grasse, si pertinent (cf. ci-après) ;

- Une visite de décence du logement devra être réalisée par le SPI dans le cadre du montage des dossiers de conventionnement sans travaux. Le dossier devra comporter l'ensemble des pièces obligatoires à la mise en location du logement ;
- Dans le cas d'une intermédiation locative (IML) ou d'un mandat de gestion à vocation sociale, ces missions seront réalisées par l'association/AIVS gestionnaire de l'IML/mandat ;

❖ Volet conventionnement avec "petits travaux »

- La Communauté d'agglomération finance, sur ses fonds propres, les propriétaires de logements locatifs peu dégradés non éligibles aux aides aux travaux de l'Anah pour la réalisation de petits travaux d'amélioration de leur patrimoine. La subvention est conditionnée par la signature d'une convention dite sans travaux avec l'Anah. Dans ce cadre, Pays de Grasse Développement :
 - Réalisera un accompagnement technique, administratif et financier/fiscal des bailleurs pour constitution des dossiers à déposer auprès de la CA du Pays de Grasse ;
 - Articulera l'accompagnement avec les organismes d'intermédiation locative, le cas échéant.

2. Les principales missions spécifiques de l'OPAH

L'OPAH du Pays de Grasse 2022-2027, porte sur l'intégralité du territoire intercommunal, à l'exclusion du centre ancien de Grasse, qui, au regard de ses spécificités nécessitant la mise en œuvre d'outils adaptés, sera couverte par une OPAH-RU.

Les enjeux retenus dans l'OPAH-Pays de Grasse s'organisent autour d'axes prioritaires que sont la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique, l'autonomie des ménages dans leur logement, ainsi qu'un volet copropriété renforcé.

Il se traduit par la mise en œuvre d'actions visant à

- ❖ Contribuer à la résorption de l'habitat indigne, très dégradé et dégradé et traiter les situations comportant des risques en termes de sécurité et de santé pour les occupants, en générant une dynamique de repérage de ces situations et en utilisant et coordonnant l'ensemble des acteurs et des outils existants ;
- ❖ Lutter contre la précarité énergétique et installer un processus dynamique de rénovation énergétique des logements du territoire ;
- ❖ Accompagner les ménages en situation de perte d'autonomie vers l'adaptation de leur logement pour une meilleure prise en compte des besoins favorisant le maintien à domicile
- ❖ Développer une offre locative à loyer maîtrisé dans les centralités de manière à proposer aux ménages un parcours résidentiel complet sur le territoire, et de consolider et dynamiser les centres-villes et centres-villages ;
- ❖ Accompagner les copropriétés présentant des signes de fragilité dans leur structuration, leur gestion et, le cas échéant, définir et conduire un programme de réhabilitation ;
- ❖ Accompagner la rénovation énergétique globale des copropriétés.
- ❖ Contribuer à la structuration d'un réseau des artisans du bâtiment et au dynamisme économique du territoire en communiquant auprès des professionnels locaux du bâtiment et en les sensibilisant à la réhabilitation durable de l'habitat ainsi qu'aux normes AGE

3. La convention d'OPAH-Pays de Grasse fixe les objectifs quantitatifs suivants :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	TOTAL
Nombre de logements PO	61	61	62	63	63	310
<i>Dont LHI et TD - ID >0,55</i>	1	1	2	3	3	10
<i>dont Ma Prime Rénov' Sérénité</i>	30	30	30	30	30	150
<i>dont autonomie</i>	30	30	30	30	30	150

Nombre de logements PB	2	3	4	5	6	20
-------------------------------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------

Nombre de logements MaPrimeRénov' Copropriété	0	0	10	10	10	30
<i>Dont autres copropriétés</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Dont copropriétés fragiles</i>	0	0	10	10	10	30
Nombre de logements en copropriété en difficulté		10	10	10	0	30
Répartition des logements PB par niveau de loyer (inclus prime PIL)	4	5	7	9	10	35
<i>Dont loyer intermédiaire Loc' 1</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Dont loyer conventionné social Loc' 2</i>	4	5	6	8	9	32
<i>Dont loyer conventionné social Loc' 3</i>	0	0	1	1	1	3

TOTAL ANAH	65	76	89	92	83	405
-------------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	------------

Conventionnement avec petits travaux	5	5	5	5	5	25
---	---	---	---	---	---	----

TOTAL GLOBAL	70	81	94	97	88	430
---------------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	------------

Année 1

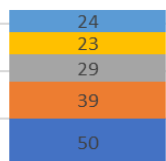
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

	Résultats année 1	Objectifs année 1
Nombre de logements PO	81	61
<i>Dont LHI et TD</i>	0	1
<i>Dont Ma Prime Rénov' Sérénité</i>	44	30
<i>dont autonomie</i>	37	30
Nombre de logements PB	4	2
Nombre de logements MaPrimeRénov' Copropriété		0
<i>Dont autres copropriétés</i>	0	0
<i>Dont copropriétés fragiles</i>	0	0
Nombre de logements en copropriété en difficulté	0	0
Répartition des logements PB par niveau de loyer (inclus prime PIL)	4	4
<i>Dont loyer intermédiaire Loc' 1</i>	0	0
<i>Dont loyer conventionné social Loc' 2</i>	4	2
<i>Dont loyer conventionné social Loc' 3</i>	0	2
TOTAL ANAH	85	65
Conventionnement avec petits travaux	0	5
TOTAL GLOBAL	85	70
MONTANT TRAVAUX SUBVENTIONNABLE ANAH	1 640 861 €	
SUBVENTION ANAH	746 105 €	
SUBVENTION CAPG/REGION	134 971 €	

4. Les résultats sur l'année 2023 de la mission

(1) Répartition géographique des 392 contacts sur les 23 communes du Pays de Grasse

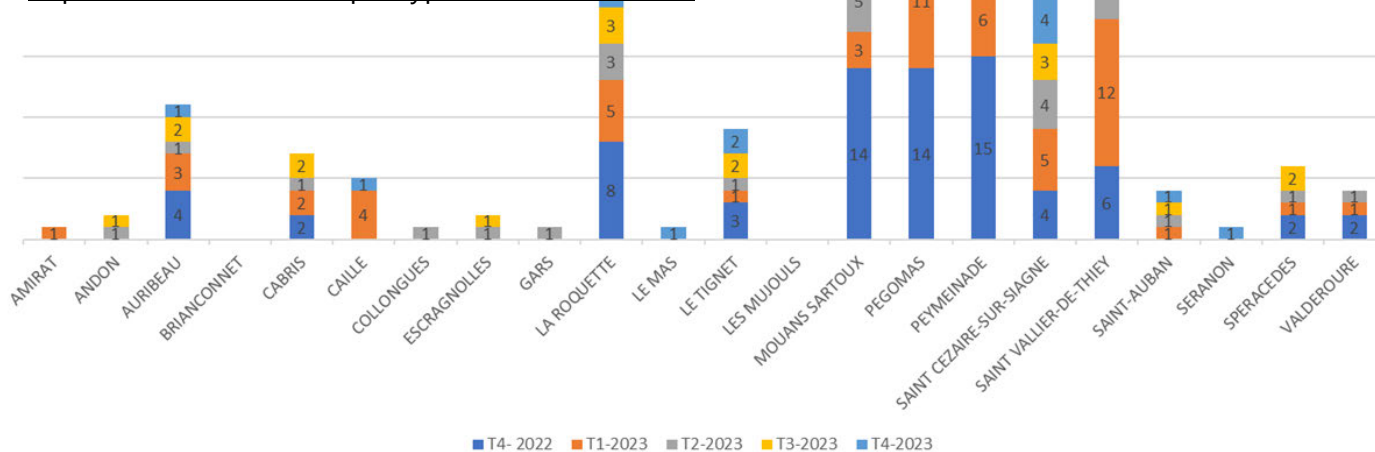
Focus sur la commune de GRASSE



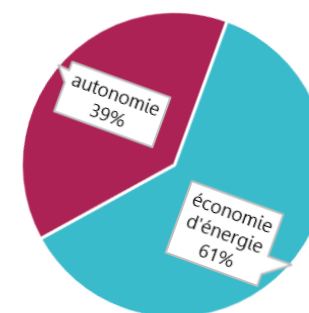
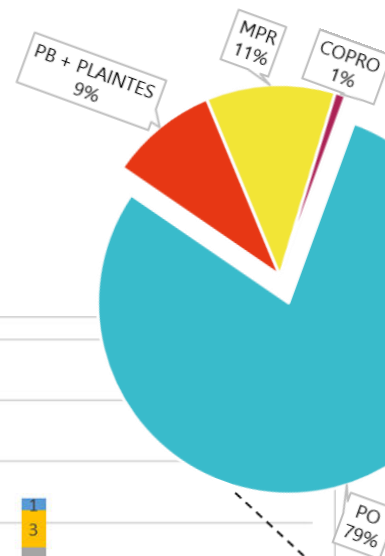
GRASSE

■ T4- 2022 ■ T1-2023 ■ T2-2023
■ T3-2023 ■ T4-2023

Répartition des contacts par type de de demandeur



■ T4- 2022 ■ T1-2023 ■ T2-2023 ■ T3-2023 ■ T4-2023



(2) Nombre de dossiers agréés par l'ANAH et la CAPG : 83 dossiers

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Nombre	Commune	PO	PB	COPRO	Priorité intervention						Montant trvx subventionnable	Sub ANAH	Prime ANAH
					Autonomie	Energie	travaux lourds	logement dégradé	parties communes	sortie de péril	1 676 159,47 €	754 559,76 €	50 000,24 €
6	AURIBEAU	6				6					180 319,13 €	70 087,89 €	3 000,11 €
2	CABRIS	2			2						28 438,82 €	14 219,00 €	- €
3	CAILLE	3			1	2					76 956,85 €	42 816,02 €	2 999,98 €
31	GRASSE	28	3		12	17	2				712 138,98 €	306 858,07 €	19 999,93 €
4	LA ROQUETTE	4			2	2					73 548,39 €	36 691,94 €	3 000,06 €
2	LE TIGNET	2			2						11 301,36 €	4 882,00 €	- €
7	MOUANS SARTOUX	7			4	3					92 344,88 €	47 327,87 €	6 000,13 €
5	PEGOMAS	5			5						60 102,57 €	26 442,00 €	- €
10	PEYMEINADE	10			4	6					178 432,92 €	79 629,87 €	6 000,13 €
1	ST AUBAN	1			1						8 005,21 €	4 003,00 €	- €
2	ST CEZAIRE	2				2					23 356,79 €	11 777,97 €	3 000,03 €
8	ST VALLIER	5	3		2	3	3				198 756,85 €	93 596,13 €	5 999,87 €
2	VALDEROURE	2			1	1					32 456,72 €	16 228,00 €	- €

Sur l'année 2023 :

- montant de travaux éligibles = **1 676 159,47 € HT**

- montant de subventions agréées par l'ANAH : **804 560 €**

(3) Nombre de visites réalisées dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité

Dans le cadre des missions confiées pour la lutte contre l'insalubrité, l'équipe de Pays de Grasse Développement intervient dans le traitement des plaintes de locataires en accompagnement les 22 communes non dotées d'un SCHS.

Durant l'année 2023, Pays de Grasse Développement a réalisé 12 visites, sur 7 communes, suite à des plaintes de locataires :

- ❖ 1 visite sur la commune de Auribeau sur Siagne,
- ❖ 4 visites sur la commune de La Roquette sur Siagne,
- ❖ 1 visite sur la commune de Mouans Sartoux,
- ❖ 1 visite sur la commune de Pegomas,
- ❖ 2 visites sur la commune de Peymeinade,
- ❖ 1 visite sur la commune de Saint Cézaire sur Siagne,
- ❖ 2 visites sur la commune de Saint Vallier de Thiey.

II. Le bilan financier :

2.1. REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX :

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte qu'aucune rémunération, aucun avantage en nature et jetons de présence n'ont été versés sur cet exercice.

2.2. RESULTAT ET AFFECTATION :

Au préalable, nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes méthodes que ceux des exercices antérieurs. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Nous vous présentons ci-après l'évolution des comptes de la structure :

- * Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les produits d'exploitation se sont élevés à 651.542,21 euros contre 488.902,80 euros sur l'exercice précédent ;
- * Les charges externes ont été de 109.789,22 euros, contre 89.630,12 euros sur l'exercice précédent ;
- * Les salaires et charges sociales représentent un total de 420.788,45 euros, contre 349.816,25 euros sur l'exercice précédent ;
- * Le compte de résultat fait apparaître un résultat d'exploitation bénéficiaire de 101.978,33 euros contre un résultat bénéficiaire de 30.903,42 euros sur l'exercice précédent, ainsi qu'un résultat financier excédentaire de 189,33 euros contre un résultat financier excédentaire de 225,75 euros sur l'exercice précédent ;
- * Le résultat courant avant impôt s'élève à 102.167,66 euros contre 31.129,17 euros sur l'exercice précédent ;
- * Après prise en compte de l'impôt sur les sociétés et du résultat exceptionnel, les comptes annuels font apparaître un bénéfice s'élevant à 102.167,66 euros contre un bénéfice s'élevant à 31.129,17 euros sur l'exercice précédent.

Nous vous présentons les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) ainsi que les affectations suivantes :

Accusé de réception en préfecture
00F249609998-20241210-2024-206-D5
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Signe	Eléments	Montant
	Les produits d'exploitation	7.620.843 €
-	Les charges d'exploitation	7.518.864 €
=	Résultat d'exploitation	101.978 €
	Les produits financiers	913 €
-	Les charges financières	723 €
=	Résultat financier	+ 190 €
=	Résultat courant avant impôt	102.168 €
	Les produits exceptionnels	0 €
-	Les charges exceptionnelles	0 €
=	Résultat exceptionnel	0 €
	Impôt sur les sociétés	0 €
	Total des produits	7.621.755 €
-	Total des charges	7.519.587 €
=	Résultat de l'exercice	102.168 €
	Solde	102.168 €
-	Dotations à la réserve légale	0 €
-	Dotations aux autres réserves	0 €
=	Affectation au Report à nouveau	102.168 €
=	Solde	0 €

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice au compte « report à nouveau » pour 102.167,66 €. Nous vous informons que cette affectation porterait les capitaux propres de la société à **391.410,13** euros.

La décomposition des capitaux propres de la société serait :

- Capital social	=	291.177,59 €
- Prime d'émission d'action	=	1.606,07 €
- Réserve légale	=	29.117,76 €
- Autres réserves	=	235.725,03 €
- Report à nouveau	=	- 166.216,32 €

2.3. EXERCICE – DIVIDENDE NET – AVOIR FISCAL :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été versé au cours des trois exercices précédents.

2.4. TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES :

Conformément à l'article R. 225-102 du Code de Commerce, veuillez trouver ci-dessous le tableau faisant apparaître les résultats des cinq derniers exercices :

NATURE DES INDICATIONS	2019	2020	2021	2022	2023
I. <u>Situation financière en fin d'exercice</u>					
a) Capital social	291.177,59	291.177,59	291.177,59	291.177,59	291.177,59
b) Nombre d'actions émises	19.100	19.100	19.100	19.100	19.100
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
II. <u>Résultat global des opérations effectives</u>					
a) Chiffres d'affaires Hors Taxes	6.206.406	973.082	694.191	2.326.285	12.577.941
b) Bénéfice/Déficit avant impôts, amortissements et provisions	371.594	41.501	- 436.330	35.014	898.196
c) Impôts sur les bénéfices (Crédit)	0	- 1.483	0	0	0
d) Bénéfice/Déficit après impôts, amortissements et provisions	-32.394	-50.858	48.718	31.129	102.168
e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
III. <u>Résultat des opérations réduit à une seule action</u>					
a) Bénéfice/Déficit avant impôts, amortissements et provisions	19,45	2,17	- 22,84	+ 1,83	47,02
b) Bénéfice/Déficit après impôts, amortissements et provisions	- 1,70	- 2,66	+ 2,55	+ 1,63	5,35
c) Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	0
IV. <u>Personnel</u>					
a) Nombre de salariés (en ETP)	6	6	6	5	6
b) Montant de la masse salariale	263.105	240.292	260.692	251.027	301.569
c) Montant des charges sociales	108.093	103.341	106.448	98.789	119.220

2.5. MONTANT GLOBAL DES DÉPENSES DE CARACTERE SOMPTUAIRE ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE (CGI 223 quater et 39-4) :

Néant

2.6. ACTIONNARIAT SALARIÉ :

Néant

III. Le bilan social :

3.1. CONVENTIONS REGLEMENTÉES :

Il n'y a pas eu de contractualisation de convention règlementée au cours de l'exercice 2023 selon les articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

3.2. MODE DE DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ :

Conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration du 25/09/2020, la direction de la société a été confiée à la Ville de Grasse, qui a pris de ce fait la qualité de Président Directeur Général.

La Ville de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Elle exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Enfin, elle représente la société dans ses rapports avec les tiers.

3.3. ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ :

- ***Séances du Conseil d'Administration***

Le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises :

- * **Le 13 Avril 2023** portant principalement sur les différentes opérations d'aménagement et missions de la SPL.
- * **Le 6 Juin 2023** portant principalement sur les résultats financiers et le bilan d'activités de l'année 2022, ainsi que sur les différentes opérations d'aménagement et missions.
- * **Le 20 Octobre 2023** portant principalement sur les différentes opérations d'aménagement et missions de la SPL.
- * **Le 13 Décembre 2023** portant principalement sur les différentes opérations d'aménagement et missions de la SPL.

3.4. RESSOURCES HUMAINES :

A la fin de l'exercice 2023, l'effectif de la SPL était de 6 personnes en contrat à durée indéterminée et 3 personnes en contrat à durée déterminée.

Il est composé de quatre Ingénieurs-Cadres et cinq ETAM.

IV. Le Rapport du Conseil sur le Gouvernement d'Entreprise :

4.1. LISTE DES MANDATS :

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, alinéa 1 du Code de commerce, outre d'être mandataire social de la SPL Pays de Grasse Développement, le Président, administrateur, détient, durant l'exercice écoulé, les mandats ou fonctions exercées dans les sociétés suivantes :

- SEM Pays de Grasse Dynamiques – Président
- SPLV – Société Publique Locale de Valberg – Administrateur

Les sociétés concernées par cette obligation

Il convient de préciser que cette obligation vise toutes les sociétés anonymes cotées ou non, qu'elles relèvent du secteur public ou du secteur privé ainsi que les sociétés en commandite par action ; les sociétés par actions simplifiées ne sont pas concernées car l'article L. 225-102-1 ne leur est pas applicable. Comme les sociétés d'économie mixte sont de forme anonyme ainsi que les sociétés publiques locales, elles sont soumises à cette obligation.

Les personnes visées par ces dispositions

Ces dispositions s'appliquent, par extension, aux représentants permanents des personnes morales mandataires sociales, ceux-ci étant soumis aux mêmes obligations que les mandataires sociaux en nom propre (articles L. 225-20 al. 1 et L. 225-76 al. 1). Les représentants des collectivités territoriales ou leurs groupements au sein du conseil d'administration sont ainsi soumis aux mêmes obligations que les représentants permanents des personnes morales.

En outre, les autres administrateurs de la SPL Pays de Grasse Développement, ne détiennent pas d'autres mandats connus à ce jour.

4.2. CONVENTIONS CONCLUES PAR UNE FILIALE DE LA SOCIETE DETENUE A PLUS DE 50%, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AVEC L'UN DES MANDATAIRES SOCIAUX OU L'UN DES ACTIONNAIRES DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPERIEURE A 10% ET QUI SONT INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant

4.3. TABLEAU DES DELEGATIONS :

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100, alinéa 7, doit être joint au présent rapport un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2.

- ⇒ Nous vous informons qu'il n'a été consenti aucune délégation de compétence et de pouvoirs par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital par application des dispositions des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 dudit Code, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et qu'aucune délégation n'est en cours de validité.

4.4. MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE (C.COM. ART. L 225-51-1) :

- ⇒ Ces informations sont reprises dans les rapports de gestion et des mandataires à l'emplacement §III-Bilan social – Articles 3.2 et 3.3.

V. Perspectives 2024 :

5.1. Dans le cadre des interventions de la SPL sur le secteur du Centre Ancien de Grasse :

- a) Sur la concession d'aménagement du centre historique (CA CH), engager les démarches dans la perspective de céder certains biens :
 - Suivant le montage opérationnel pour les 3 logements en accession de l'immeuble n°29 rue Paul Goby, un compromis de vente a été signé le 18 décembre 2023 au profit de la SCI THEACLEM. La réitération de l'acte est prévue pour juillet 2024.
 - Les lots acquis dans le cadre de la restructuration des îlots non valorisés ou en diffus : logement du 27 rue Marcel Journet ;
 - Un compromis de vente a également été signé le 18 décembre 2023 au profit de la SCI THEACLEM pour la vente des deux studios situés au 6 rue de l'Oratoire. La réitération de l'acte est prévue pour juillet 2024.
 - Signature de la vente de l'ensemble immobilier situé au 39 rue Droite.
- b) Sur la concession d'aménagement NPNRU :
 - Suivre les travaux pour l'îlot Médiathèque Sud (17 Logements conventionnés) et contractualiser les cessions avec la CDC Habitat.
 - Poursuivre les travaux en vue d'une réception pour le 29 juillet 2024 sur Sainte Marthe 2 (6 logements conventionnés) et contractualiser les cessions avec UNICIL
 - Suivre les procédures de DUP pour les îlots Placette et Roustan engagées par l'EPF PACA pour reprendre les études en temps masqué.
 - Signature du 5 place de la vieille Boucherie (immeuble entier hormis le RDC)

5.2. Concernant l'opération de pépinière commerciale et la boucle commerciale du centre historique de Grasse :

- a) Réaliser la cession de certains commerces de la pépinière :
 - Céder certains biens à l'opportunité (17 rue de l'Oratoire)
- b) Poursuivre la gestion locative des commerces :
 - Objectif : Mettre en location l'ensemble des cellules commerciales de la Pépinière (21 commerces concernés)
 - Lancer l'appel à Manifestation d'intérêt (AMI) sur les 10 cellules de la tranche 1 permettant une mise en location pour les premières cellules à l'été 2024. Seules les cellules de la place aux Herbes (5 et 11) seront terminées en fin d'année 2024
- c) Continuer à acquérir les locaux de la nouvelle boucle commerciale (correspondant aux 10 cellules de la tranche 2 non mise en programmation et non concernées par la première vague de réhabilitation)
- d) Finaliser les études portant sur la boucle commerciale et consulter les entreprises pour la réalisation des travaux, puis démarrer les travaux des 10 premières cellules de la Boucle Commerciale après lancement des appels d'offres et délibération par la CAO

5.3. Concernant l'opération Martelly à Grasse :

- a) Lancer la consultation et démarrer les travaux de dévoiements des réseaux sur Martelly en 2024 (notamment MONOPRIX et bureaux du Théâtre de Grasse situés rue André Kalin)
- b) Accompagner le démarrage des travaux par de la pédagogie et de la communication

- c) Engager toute démarche visant à débloquer les subventions au titre du fond-fiche en défaut, du nouveau Fond Vert.
- d) Engager des échanges avec Monoprix dans le but à l'enseigne de rester présente dans le périmètre de la ZAC Martelly
- e) Attribuer les marchés de MOE suite à la procédure de concours de MOE sur les sites suivants :
- Ancien garage Renault (Parking Rolland)
 - Ancien commerce Mont Laur situé au Rez-de-Chaussée du Parking Notre Dame des Fleurs
- f) Attribuer les marchés dans le cadre de l'AAP au promoteur retenu lors du jury sur les 4 ilots suivants :
- Parking Martelly
 - Parking Notre Dame des Fleurs / Esplanade (actuelle gare routière)
 - Site Monoprix
 - Reste de périmètre de ZAC (Kalin et autres...)
- g) Missionner un AMO architecte / urbaniste pour accompagner la collectivité et la SPL Pays de Grasse Développement en tant que coordinateur de ZAC
- h) Sécuriser le montage financier avec les différents partenaires (Etat / DDTM 06 / Région Sud / CAPG / ANRU / partenaires bancaires ...)
- Accuse de réception en préfecture
004210680698262114102024-205-D8
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

5.4. Les autres missions :

- a) Assister la Ville de Grasse sur les différentes actions au sein du Centre Historique :
 - Poursuivre l'animation de l'opération façades avec notification de l'obligation de réaliser les travaux par secteurs géographiques y compris nouveau dispositif du plan Volet
 - Poursuivre l'animation de l'opération devantures commerciales et portes en centre historique ; y intégrer les portes de garages après délibération du Conseil Municipal
 - Poursuivre l'animation de l'opération façades sur le boulevard Victor Hugo avec contact des syndic et copropriétaires
 - Accompagner la collectivité dans les travaux d'office faisant suite aux injonctions sur les animations façades et faire délibérer la ville de Grasse sur ce principe (avec rémunération forfaitaire pour la SPL). Substitution de la SPL sur le processus
- b) Poursuivre l'aménagement des différents terrains Féragnon-centre village nord sur La Roquette sur Siagne :
 - Acquérir le foncier auprès de la commune (vente Commune de la roquette (AH 30) au profit de la SPL)
 - Acquérir le foncier auprès de l'EPF sur l'extension centre-village Nord (vente EPF (AH 377) au profit de la SPL)
 - Signer l'acte de vente avec la SAGEC, opérateur retenu pour la réalisation du deuxième programme de construction,
 - Démarrer les travaux de viabilisation sur la phase Centre Village Nord.

- Rapports de gestion et des mandataires – Pays de Grasse Développement – Exercice 2023 Page 55

B. RAPPORT DES MANDATAIRES SOCIAUX :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

I. Répartition du capital social

Conformément à l'article L.233-13 du Code de Commerce, nous vous informons que le capital de notre société est détenu par les personnes morales ou physiques suivantes au 31/12/2023 :

ACTIONNAIRES	Montants	%	Actions
GRASSE	224 328,70 €	77,042%	14 715
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE	54 652,97 €	18,770%	3 585
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	1 524,49 €	0,5236%	100
LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE	1 524,49 €	0,5236%	100
LE TIGNET	1 524,49 €	0,5236%	100
MOUANS-SARTOUX	1 524,49 €	0,5236%	100
PEGOMAS	1 524,49 €	0,5236%	100
PEYMEINADE	1 524,49 €	0,5236%	100
SAINT-CÉZAIRE-SUR-SIAGNE	1 524,49 €	0,5236%	100
SAINT-VALLIER-DE-THIEY	1 524,49 €	0,5236%	100
	291 177,59 €	100,00%	19 100

II. Les garanties d'emprunt

2.1. Concession du Centre Historique avec la Ville de Grasse :

- Il a été contracté le 17/12/2019 un emprunt d'un montant de 5.000.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de six années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Montant** : 5.000.000€
- **Mode d'amortissement du capital** : Constant
- **Périodicité des échéances** : semestrielle
- **Conditions financières** :
 - Frais de dossier : 1.000 €
 - Taux : fixe de 0,46%
 - Différé d'amortissement du capital : 36 mois
- **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Par délibération du conseil municipal en date du 24 Septembre 2019, la Ville de Grasse s'est portée garante à hauteur de 80%.

La somme de 1.659.014,70 € en capital et 21.094,32 € intérêt a été réglée au cours de l'exercice 2023.

➤ Il reste donc au 31/12/2023 un montant de capital de 329.085,30 € et des intérêts pour 19.232,73 € à rembourser d'ici le 19/12/2025.

Accusé de réception en préfecture
06/10/2023-20120-2014-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- Il a été contracté le 16/07/2021 un emprunt d'un montant de 564.215 euros auprès d'Arkéa Banque, pour **une durée de six années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Montant** : 564.215€
- **Mode d'amortissement du capital** : constant
- **Périodicité des échéances** : trimestrielle
- **Conditions financières** :
 - Frais de dossier : 2.000 €
 - Taux fixe : 1,30%
- **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Par délibération du conseil municipal en date du 29 Juin 2021, la Ville de Grasse s'est portée garante à hauteur de 80%.

Les sommes d'un montant de 94.035,84 € en capital, et 5.042,67 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2023.

➤ Il reste donc au 31/12/2023 un montant de capital de 329.125,40 € et des intérêts pour 8.022,43 € à rembourser d'ici le 30/06/2027.

- Il a été contracté le 14/12/2021 un emprunt d'un montant de 1.500.000 euros auprès de la Caisse d'Epargne, pour **une durée de six années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Montant** : 1.500.000€
- **Durée** : 6 années
- **Mode d'amortissement du capital** : Echéances constantes
- **Périodicité des échéances** : annuelle
- **Conditions financières** :
 - Frais de dossier : 1 500 €
 - Taux fixe maximal : 1.18 %
- **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Par délibération du conseil municipal en date du 9 Novembre 2021, la Ville de Grasse s'est portée garante à hauteur de 80%.

Les sommes d'un montant de 242.725,93 € en capital, et 17.700 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2023.

➤ Il reste donc au 31/12/2023 un montant de capital de 1.257.274,07 € et des intérêts pour 44.855,58 € à rembourser d'ici le 25/09/2028.

2.2. Concession du NPNRU avec la Ville de Grasse :

- Il a été contracté le 15/10/2021 un emprunt d'un montant de 800.000 euros auprès de La Banque Postale, pour **une durée de Sept années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Montant du prêt** : 800 000 €
- **Durée** : sept années
- **Mode d'amortissement du capital** : constant
- **Taux d'intérêt annuel** : fixe de 0,98%
- **Périodicité des échéances** : annuelle
- **Commission d'engagement** : 0.2% du montant du prêt soit 1 600 €
- **Garantie d'emprunt** : 80% par la Ville de Grasse

Par délibération du conseil municipal en date du 28 Septembre 2021, la Ville de Grasse s'est portée garante à hauteur de 80%.

Le 30 Novembre 2021 la somme totale du prêt d'un montant de 800.000 € a été débloquée.

Les sommes d'un montant de 114.285,71 € en capital, et 6.720 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2023.

- ✎ Il reste donc au 31/12/2023 un montant de capital de 571.428,58 € et des intérêts pour 16.800 € à rembourser d'ici le 15/12/2028.

2.3. Sur la Concession d'aménagement des terrains Feragnon-Centre village Nord de la Roquette-sur-Siagne :

- Il a été contracté le 14/06/2022 un emprunt d'un montant de 1.000.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de trois années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Prêt d'un montant : 1.000.000€**
 - **Durée** : 36 mois
 - **Mode d'amortissement du capital** : différé total de 36 mois
 - **Périodicité des échéances** : différé total de 36 mois
 - **Conditions financières** :
 - Frais de dossier : 2.000€
 - Taux fixe : 1.50% (taux valable jusqu'au 11/06/2022 inclus)
 - Absence d'indemnités pour remboursement anticipé
 - **Garantie** : 80% de la Ville de la Roquette sur Siagne

Au cours de l'exercice 2022 la somme de 813.520,24 € a été débloquée, le solde du prêt d'un montant de 186.479,76 € a été débloquée le 13/04/2023.

Les sommes d'un montant de 1.000.000 € en capital, et 7.165,97 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2023.

↳ Ainsi le prêt a été soldé par anticipation le 29/06/2023.

- Il a été contracté le 14/12/2022 un emprunt d'un montant de 1.900.000 euros auprès de la Caisse d'Epargne, pour **une durée d'une année** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Prêt d'un montant : 1.900.000€**

- **Durée** : 12 mois
- **Mode d'amortissement du capital** : différé total de 12 mois avec possibilité de rembourser le capital à tout moment sans frais
- **Périodicité des échéances** : trimestrielle
- **Conditions financières** :
 - Frais de dossier : 0.10 % soit 1 900 €
 - Taux : Euribor 3 mois + marge maximale de 1.5%
 - Absence d'indemnités pour remboursement anticipé
- **Garantie** : 80% de la Ville de la Roquette sur Siagne

Au 28/12/2022, le prêt a été débloqué dans sa totalité à savoir la somme de 1.900.000 €.

Les sommes d'un montant de 1.900.000 € en capital, et 40.568,43- € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2023.

↳ Ainsi le prêt a été soldé par anticipation le 03/07/2023.

2.4. Sur la Mission de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée des terrains de padels du Tennis-Club de Mouans-Sartoux :

- Il a été contracté le 28/09/2016 un emprunt d'un montant de 150.000 euros auprès du Crédit Agricole, pour **une durée de sept années** selon les modalités indiquées ci-après :

- **Montant** : 150.000€
- **Mode d'amortissement du capital** : Constant
- **Périodicité des échéances** : Trimestrielle
- **Conditions financières** :
 - Frais de dossier : 150 €
 - Taux : fixe de 0,95%
- **Garantie d'emprunt** : 50% par la Ville de Mouans-Sartoux

Suite au sinistre intervenu le 3 janvier 2018, ne permettant plus au Tennis-Club de Mouans-Sartoux d'obtenir de recettes d'exploitation, le prêt bancaire a fait l'objet d'une renégociation par le report d'échéance d'une année supplémentaire qui a permis, en maintenant le même taux fixe de 0,95 %, de reporter la dernière échéance au 15/01/2025 et d'augmenter les intérêts d'emprunt de 1.132,64 €.

Au 16 avril 2020, le prêt a fait l'objet d'un report de deux échéances trimestrielles, à la demande du Tennis-club de Mouans-Sartoux qui a pris en charge le coût supplémentaire de

489,02€ d'intérêts financiers, entraînant la dernière échéance au 15/07/2025 et en maintenant le taux à 0,95%.

Accusé de réception en préfecture
15/07/2024 11:24:206 DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Les sommes d'un montant de 21.716,78 € en capital, et 457,62 € en intérêts ont été réglées au cours de l'exercice 2023.

- ↳ Il reste donc au 31/12/2023 un montant de capital de 34.581,75 et des intérêts pour 301,45 € à rembourser d'ici le 15/07/2025.

III. Les conventions et missions

3.1. La concession d'aménagement du centre historique de Grasse signée le 7 Novembre 1996 et ses avenants se terminant le 31 Décembre 2029 :

*** Des produits (hors subventions et participations) ont été constatés pour 950.606 Euros :**

- Des cessions foncières ont été réalisées, pour un montant de 843.319 euros,
- Des produits ont été constatés pour 107.287 euros, correspondant à des loyers et produits financiers.

*** Des subventions émanant des partenaires (ANRU-FONDS FRICHES) ont été constatées à hauteur de 801.322 Euros pour aucun encaissement au cours de l'exercice 2023.**

*** La participation communale versée en 2023 s'élève à 1.525.000 €.**

*** Des charges ont été constatées pour 1.726.996 Euros :**

- | | |
|--------------------------------------|------------------|
| • Acquisition foncière | 1.095.151 euros, |
| • Frais liés aux actes | 15.075 euros, |
| • Travaux | 118.061 euros, |
| • Honoraires techniques | 35.334 euros, |
| • Commissions | 4.167 euros, |
| • Etudes | 173.388 euros, |
| • Communication | 390 euros, |
| • Frais financiers | 45.008 euros, |
| • Frais divers | 100.915 euros, |
| • Charges Exceptionnelles | 2.126 euros, |
| • Rémunération de la structure | 136.587 euros, |
| • Pertes sur créances irrécouvrables | 0 euros, |
| • Prorata de TVA | 794 euros, |

- ↳ Les encours à fin 2023 s'élèvent à 10.714.340 euros, compte tenu d'une production stockée d'une valeur négative de 3.324.669 € en 2023.

Afin de neutraliser le résultat intermédiaire provisoire de l'exercice 2023 de la concession, une participation communale estimative a été constatée pour un montant de 1.773.897 €.

Selon le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité approuvé le 5 Décembre 2023 par la commune (avenant n°28), portant sur un cumul réalisé au 31/12/2022 :

- Une participation communale liée au fonctionnement et nécessaire à l'équilibre du bilan d'opération s'est élevé à 25.000 € au titre de l'exercice 2023 ;
- Une participation communale liée à l'équipement de l'opération Martelly s'est élevée à 1.500.000 € au titre de l'exercice 2023.
- Les montants totaux cumulés du CRAC au 31 Décembre 2022 s'élèvent ainsi à :
 - En recettes : 45.516 M€ T.T.C.
 - En dépenses : 51.235 M€ T.T.C.
- Le montant total prévisionnel en fin de concession s'élèverait à 80.347 M€ T.T.C.

3.2. La concession d'aménagement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour le centre historique de Grasse signée le 27 Janvier 2020 et son avenant n°1 se terminant le 31 Décembre 2029 :

*** Des produits (hors subventions et participations) ont été constatés pour 4.979 Euros correspondant à des loyers et produits financiers.**

*** Des subventions émanant des partenaires (ANRU-CAPG) ont été constatées à hauteur de 1.504.544 Euros pour un encaissement de 160.000 Euros au cours de l'exercice 2023.**

*** La participation communale versée en 2023 s'élève à 500.000 €.**

*** Des charges ont été constatées pour 1.954.200 euros :**

* Acquisitions foncières et frais	554.273 euros,
* Travaux	1.050.224 euros,
* Honoraires	129.913 euros,
* Analyse Site + Etudes	41.735 euros
* Rémunération de la structure	114.638 euros,
* Frais financiers	8.564 euros
* Frais divers	54.853 euros,

↳ Les encours à fin 2023 s'élèvent à 1.290.312 euros, compte tenu d'une production stockée d'une valeur négative de 178.505 € en 2023.

Afin de neutraliser le résultat intermédiaire provisoire de l'exercice 2023 de la concession, une participation communale estimative a été constatée pour un montant de 123.183 €.

Selon le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité approuvé le 5 Décembre 2023 par la commune (Avenant n°2), portant sur un cumul réalisé au 31/12/2022 :

↳ La participation communale au titre de l'exercice 2023 s'est élevé à 500.000 € permettant à la concession de couvrir en partie les besoins de financements.

↳ Les montants totaux cumulés du CRAC au 31 Décembre 2022 s'élèvent ainsi à :

- En recettes : 2.505.701 € H.T.
- En dépenses : 2.043.591 € H.T.

↳ Le montant total prévisionnel en fin de concession s'élèverait à 15.049.689 € H.T.

3.3. La concession d'aménagement des terrains Feragnon-centre village nord pour la Roquette sur Siagne signée le 23 Juin 2017 et ses avenants :

*** Des produits (hors subventions et participations) ont été constatés pour 5.050.003 Euros :**

- * Des cessions foncières ont été réalisées, pour un montant de 5.050.002 euros,
- * Des produits ont été constatés pour 1 euros, correspondant à des produits financiers.

*** Des subventions émanant des partenaires (CD 06 – CAPG) ont été constatées à hauteur de 422.959 Euros pour un encaissement de 212.108,26 Euros au cours de l'exercice 2022.**

*** Des charges ont été constatées pour 2.504.884 Euros :**

* Acquisitions foncières	2.308.100 euros,
* Frais/acquisitions	36.538 euros,
* Travaux	66.167 euros,
* Honoraires techniques	3.634 euros,
* Rémunération de la structure	35.000 euros,
* Frais financiers	54.405 euros,
* Frais divers	1.040 euros,

Afin de neutraliser le résultat intermédiaire provisoire de l'exercice 2023 de la concession, une participation communale estimative a été constatée pour un montant négatif de 478.383 €.

Selon le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité approuvé le 30 Novembre 2023 par la commune (Avenant n°7), portant sur un cumul réalisé au 31/12/2022 :

- ↳ La participation communale au titre de l'exercice 2023 s'est élevée à 35.000 €. Ce montant correspondant à un produit pour neutraliser la charge relative à la rémunération de la structure.
- ↳ Les montants totaux cumulés du CRAC au 31 Décembre 2022 s'élèvent ainsi à :
 - En recettes : 6.491.973 € H.T.
 - En dépenses : 7.845.317 € H.T.
- ↳ Le montant total prévisionnel en fin de concession s'élèverait à 11.243.604 € H.T en dépenses et de 12.123.973 € H.T. en recettes, avec un excédent de 880.369 € H.T. en fin d'opération à reverser à la commune.

IV. **Acquisitions et cessions immobilières :**

1.1. Utilisation des prérogatives de puissance publique :

La SPL Pays de Grasse Développement n'a pas eu recours au Droit de Prémption Urbain durant l'année 2023 ;

1.2. Listes des acquisitions foncières en 2023 :

*** 3 actes d'acquisition ont été signés durant l'année 2023 au sein de la concession d'aménagement du Centre historique :**

- Le 22/11/2023
Acquisition à l'EPF PACA, dans le cadre de l'opération Martelly, du commerce situé 12 rue Paul Goby – parcelle section BE 12 (Lot 21) pour 193.098,65 €.
- Le 15/12/2023
Acquisition à l'EPF PACA, dans le cadre de l'opération Martelly, de l'Immeuble situé 1 Place des Fainéants – parcelle section BE 266 pour 405.901,64 €.
- Le 18/12/2023
Acquisition à la SCI MYOSOTIS, dans le cadre de l'opération Martelly, de l'ancien Hôtel OASIS situé 6 rue André Kalin – parcelle section BE 269 pour 500.000 €.

*** 2 actes d'acquisition ont été signés durant l'année 2023 au sein de la concession d'aménagement du NPNRU :**

- Le 24/03/2023
Acquisition à Monsieur GHRIS d'un logement et d'une cave situé 10 rue de la Fontette (îlot Médiathèque Sud) – parcelle section BE 131 (Lots 3 et 5) pour 130.000 €.
- 15/12/2023
Acquisition à l'EPF PACA d'un immeuble situé 5 Place de la Vieille Boucherie – parcelle section BE 99 pour 404.934,46 €.

*** 2 actes d'acquisition ont été signés durant l'année 2023 au sein de la concession d'aménagement de La Roquette :**

- Le 30/05/2023 :
Acquisition à l'EPF PACA du terrain dit « PACAL », cadastré AH 377 pour 1.089.171,40 €
- Le 30/05/2023 :
Acquisition à la commune de la Roquette du Foncier communal dit « Taulane » cadastré AH 330 pour 650.000 €.

1.3. Listes des cessions foncières en 2021 :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-206-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

*** 5 actes de cession ont été signés durant l'année 2023 au sein de la concession d'aménagement du Centre historique :**

- Le 14/04/2023
Cession à la SCI Foncière Buchelay, du commerce situé 1 rue de l'Oratoire – parcelle section BH 107 (Lots 9 et 10) pour 80.000 €.
- Le 06/07/2023
Cession à la SEM Pays de Grasse Dynamique, du commerce situé 25/27 rue Paul Goby – parcelle section BE 32 à 35 (Lots 2, 3, 6 et 7) pour 396.000 €.
- Le 06/07/2023
Cession à la SEM Pays de Grasse Dynamique, du commerce situé 29 rue Paul Goby – parcelle section BE 31 (Lots 1, 2 et 3) pour 264.000 €.
- Le 08/09/2023
Cession à Monsieur BADIE, du commerce situé 24 rue de la Fontette – parcelle section BE 333 (Lots 2 et 5) pour 90.000 €.
- Le 28/12/2023
Cession à la SCI ACRI, du commerce situé 16/18 rue de l'Oratoire / 12 Four de l'Oratoire – parcelle section BE 201 (Lots 2 et 5) pour 145.124 €.

*** Pour information, 3 compromis de vente ont été signés durant l'année 2023 au sein de la concession d'aménagement du Centre historique, pour une signature des actes en 2024 :**

- Le 07/06/2023
Compromis de vente à la société ASTON, de l'immeuble situé 39 rue Droite – parcelle section BE 299 pour 300.000 €.
- Le 18/12/2023
Compromis de vente à Monsieur Gilles SALINX, des logements situés 29 rue Paul Goby – parcelle section BE 31 (Lots 19, 20 et 21) pour 105.000 €.
- Le 18/12/2023
Compromis de vente à Monsieur Gilles SALINX, de 2 logements situés 6 rue de l'Oratoire – parcelle section BE 339 (Lots 9 et 11) pour 40.000 €.

*** 1 acte de cession a été signé durant l'année 2023 au sein de la concession d'aménagement de La Roquette :**

- Le 30/05/2023
Vente à la SCIV LA ROQUETTE 2 (SAGEC) des parcelles cadastrées AH 28/29/30 et 377 pour un montant de 6.060.002,40€ (dont 900.002,40€ en dation – Locaux à usage professionnel/commercial + 30 places de parkings).



VILLE DE GRASSE



SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

AVENANT N° 29 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE DE GRASSE

DU 7 NOVEMBRE 1996

Entre :

La Ville de Grasse, sise Hôtel de Ville, place du Petit Puy – 06130 – GRASSE, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 10 décembre 2024.

Désignée ci-après par la Ville

Et :

La SPL Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291.177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance à Grasse, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Nicolas Tcherniatine, en sa qualité de Directeur de la société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du Conseil d'Administration en date du 02 décembre 2022.

Désignée ci-après par la Société

PREAMBULE

Par traité et convention en date du 7 novembre 1996, la Ville de Grasse a confié à la société Pays de Grasse Développement une opération de restauration immobilière sur un périmètre inclus dans le secteur sauvegardé.

L'avenant numéro 1 en date du 7 août 2000 a permis de globaliser les interventions de la Société sur l'ensemble du secteur sauvegardé et de compléter sa mission par la mise en place de diverses actions sur la réhabilitation de l'habitat et les activités commerciales hors périmètre de restauration.

Par avenant numéro 2 en date du 2 octobre 2003, la Ville a souhaité confier à la SPL, dans le cadre de la convention existante, des opérations d'aménagement et de restructuration urbaine, afin d'initier la mise en œuvre d'un projet urbain au sens de la loi SRU.

La signature d'une OPAH de renouvellement urbain en date du 4 avril 2004 pour 5 ans, a permis d'intégrer, sur la base de la circulaire du 8 novembre 2002, les missions de l'équipe d'animation et de proroger à fin 2008 la durée de la convention. Tel était l'objet de l'avenant n° 3, signé le 30 décembre 2003.

Enfin, les avenants 4 et 5, respectivement signés les 19 mai et 16 juillet 2004 intégraient les missions spécifiques liées à l'opération façade du Jeu de Ballon et à la promotion d'une pépinière commerciale en centre historique.

La constitution du dossier ANRU par la Ville de Grasse a impliqué que la SPL intègre de nouveaux périmètres, proroge ses délais d'intervention et sollicite une participation communale 2005 intégrant de nouvelles opérations. Tel était l'objet de l'avenant n° 6, signé le 11 juillet 2005.

L'assistance à la Ville pour la structuration du dossier ANRU a nécessité une mission spécifique de la SPL, dont le détail figurait dans l'avenant n° 7 en date du 21 novembre 2005.

Par ailleurs, et pour permettre à la SPL de rendre opérationnels les îlots dégradés tels qu'ils ont été identifiés dans le dossier ANRU, il est nécessaire de prévoir le versement de la participation communale 2006 arrêtée par délibération en date du 8 juillet 2004. Ces dernières dispositions font l'objet de l'avenant n° 8 signé le 16 mars 2006.

L'avenant n° 9, en date du 4 octobre 2006, a arrêté la participation communale totale et les modalités de son versement, compte tenu des nouvelles missions de la SPL et du lancement des opérations liées au dossier ANRU.

L'avenant n° 10, signé le 21 décembre 2006, a confirmé la SPL dans ses missions, tant en matière de maîtrise foncière que de travaux.

L'avenant n° 11, en date du 13 juillet 2007, a arrêté la participation communale totale et les modalités de son versement, compte tenu de l'opération façade liée au MIP, de l'achèvement de l'opération façade du Jeu de Ballon et du lancement des opérations liées au traitement des îlots dégradés inscrits au dossier ANRU.

L'avenant n° 12 a permis à la SPL de présenter à la collectivité son compte rendu annuel d'activités et de préciser ses modalités d'intervention pour la continuation des opérations lancées dans le cadre du dossier ANRU, dont la convention a été signée en date du 9 avril 2008.

L'avenant n° 13 a confié au concessionnaire, dans le cadre d'une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain, les missions correspondantes et a précisé les conditions dans lesquelles elles se dérouleront.

L'avenant n° 14 a arrêté la participation communale totale et les modalités de son versement, compte tenu de ces nouvelles missions et du nécessaire ajustement du coût des opérations, en fonction des études en cours et du lancement des marchés de travaux sur les îlots opérationnels.

Les avenants numéros 15, 16 et 17 ont permis de réajuster le bilan, le compte d'exploitation, la participation communale correspondante, de même que la durée de la convention.

L'avenant n° 18 a modifié la répartition entre les différentes participations communales du fait notamment de la signature en date du 2 mai 2013, de l'avenant n°1 à la convention ANRU du 9 avril 2008.

Par avenant n° 19, la durée de la convention a été modifiée pour intégrer le délai nécessaire à la réalisation de la ZAC Martelly et de l'avenant de sortie à la convention ANRU.

Les avenants n° 20 et 21 ont modifié le bilan global de l'opération et la participation communale correspondante, et il a été demandé à la SPL de poursuivre ses activités dans le centre historique.

L'avenant n° 22 a permis d'ajuster le bilan, la participation communale et la durée de la concession pour tenir compte du lancement de l'opération d'aménagement Martelly et du règlement du sinistre de l'îlot Mougins Roquefort.

L'avenant n° 23 a pris en compte l'augmentation de la rémunération forfaitaire de la société pour répondre à l'extension de certaines missions et l'ajustement du bilan et de la durée de la convention aux opérations en cours.

Les avenants n°24, 25 et 26 ont permis de modifier le bilan prévisionnel, la participation communale et la durée de la concession jusqu'au 31/12/2029.

L'avenant n°27 a permis de modifier le bilan global de l'opération d'aménagement de la ZAC Martelly notamment, mais aussi de modifier la participation communale d'équilibre.

L'avenant n°28 a permis de redéfinir le bilan global de l'opération d'aménagement tel que suit : compte tenu de la réorientation du projet global de l'opération de ZAC Martelly ainsi que de l'ajustement des différents postes en dépenses et recettes, de l'allongement du portage des commerces et de l'opération Martelly, le montant global du bilan d'aménagement a été porté de 86.981 millions € TTC à 80.347 millions € TTC. Dans ce cadre, le montant de la participation communale d'équilibre est passé de 9.722 millions d'euros à 8.921 millions d'euros.

Le présent avenant n°29 les ajuste également pour tenir compte de l'évolution de l'opération Martelly qui entre en phase pré-opérationnelle.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Bilan prévisionnel d'opération

La concession d'aménagement relève des dispositions des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme concernant des actions ou opérations d'aménagement qui ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

A ce titre, compte tenu de la réorientation du projet global de l'opération de ZAC Martelly ainsi que de l'ajustement des différents postes en dépenses et recettes, de l'allongement du portage des commerces et de l'opération Martelly, il y a lieu de modifier le montant global du bilan d'aménagement pour le porter de 80.347millions € TTC à 85.260 millions € TTC.

Article 2 : Participation communale d'équilibre

Compte tenu de l'évolution du bilan global d'aménagement, le montant de la participation communale d'équilibre passe de 8.921 millions d'euros à 8.354 millions d'euros, pour permettre l'équilibre global de la concession d'aménagement. En revanche la subvention d'équipement pour le programme Martelly passe elle de 3 789 M€ à 9 291 M€.

Article 3 : Durée de la convention

La durée de la concession d'aménagement du Centre Historique reste identique à l'avenant n°28, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

Article 4 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur après son approbation par le conseil municipal dès la notification qui sera faite par la Ville à la société, de l'exemplaire revêtu du visa du contrôle de légalité.

Article 5 : Maintien des autres dispositions de la concession d'aménagement

Les articles de la convention en date du 7 novembre 1996 et de l'ensemble des avenants 1 à 28, non modifiés par le présent avenant, sont inchangés.

Article 6 : Contrôle de la légalité

Le présent avenant sera transmis aux représentants de l'Etat conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse

Pour la SPL Pays de Grasse Développement

Monsieur Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Monsieur Nicolas Tcherniatine

Directeur

CRAC CA-CH au 31 12 2023 Délib CM 10 12 2024 (maj 09 12 2024)

MONTANT TTC	Taux TVA	Taux de rem SPL PGD	Cumul au 31/12/2022	2023	Cumul au 31/12/2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Acquisitions logements + frais		4%	12 173	-	12 173	-	-	-	-	-	-	12 173
Acquisition commerces + frais		4%	906	514	1 420	2 556	-	-	-	-	-	3 976
Acquisition aménagement (EPFR) + frais		4%	5 539	613	6 152	-	-	-	-	-	-	6 152
Etudes aménagement	0,2	4%	481	202	683	577	526	418		90	-	2 293
Travaux logements	0,2	5%	13 551	-	13 551	-					-	13 551
Travaux commerces	0,2	5%	2 075	-	2 075	-					-	2 075
Travaux d'aménagement + aléas	0,2	5%	259	138	398	1 290	6 886	6 013	4 800	1 800		21 187
Honoraires techniques logements	0,2	4%	3 446	-	3 446	-						3 446
Honoraires techniques commerces	0,2	4%	246	-	246	-					-	246
Honoraires techniques aménagement	0,2	4%	234	24	258	524	715	496		180		2 174
Autres honoraires	0,2	4%	1 281	19	1 300	16	-	-	-	-	-	1 316
Frais divers et d'entretien	0,2	4%	2 601	102	2 702	123	410	298		90		3 623
Rémunération proportionnelle logement			2 887	3	2 890	26	39	14	12	6	-	2 987
Rémunération proportionnelle commerces				18	18	109	20	17	11	11	6	192
Rémunération proportionnelle aménagement				40	40	130	428	337	240	101	-	1 277
Rémunérations forfaitaires			3 770	-	3 770					-	-	3 770
Frais financiers sur court terme		4%	50	2	52	9					-	61
Frais financiers sur emprunts		4%	1 283	44	1 327	32	56	199	121	61		1 796
Tva sur marge			453	112	565	21	26	7	1	0		620
Tva sur recettes prorata			-	-	-		144	1 376	450	378		2 348
Total des Dépenses			51 235	1 831	53 066	5 413	9 251	9 174	5 635	2 717	6	85 260
Cessions logements		4%	7 076	113	7 189	471	511	175				8 346
Cessions commerces		4%	759	830	1 589		232	200	154	170	60	2 405
Cessions aménagement		4%	322	-	322		864	8 256	2 700	2 266		14 408
Participations financières de ZAC		4%	-	-	-			1 450				1 450
MOU jusqu'à 2002 / Puis assurances + CD 06 MR			1 279	-	1 279							1 279
Divers et locations commerciales	0,2	5%	1 365	123	1 488	132	223	173	101	80	30	2 227
Participations (ANRU-CD-CR-CAPG-CDC)+FEDER+FONDS FRICHE	0,2	4%	15 760	200	15 960	4 036	500	981	901			22 378
Participations Ville liée à l'ANRU			5 993	-	5 993	*						5 993
Participations Ville (Equilibre opération en fonctionnement)			7 218	25	7 243				450	400	261	8 354
Participations Ville liée à Martelly(sur équipement public)			836	1 500	2 336	1 500	1 500	2 000		1 955		9 291
Participations Ville (sur équipement public ANRU 2007)	0,2		2 088		2 088							2 088
Tva sur dépenses			2 818	20	2 838	431	1 422	1 204	800	345		7 040
Total des Recettes			45 516	2 811	48 326	6 570	5 252	14 439	5 106	5 216	351	85 260
			Cumul au 31/12/2022	2023	Cumul au 31/12/2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Mouvements de Trésorerie avant financement			-5 719	979	-4 740	1 157	-3 999	5 265	-529	2 499	345	0
Trésorerie cumulée			-6 566	-4 740		-3 583	-7 582	-2 317	-2 847	-348	-2	
Ligne de trésorerie			2 595									2 595
Emprunts caisse d'épargne			7 000									7 000
Emprunts Crédit Coopératif			3 500									3 500
Emprunt Arkéa banque			2 064									2 064
Emprunt crédit agricole			5 000									5 000
Emprunts banque Postale						5 000						5 000
Emprunt à contracter							5 400					5 400
Total des Financements			20 159			5 000	5 400					30 559
Ligne de trésorerie à rembourser			2 595									2 595
Emprunt à contracter à rembourser								3 400		1 000	1 000	5 400
Emprunts caisse d'épargne à rembourser			5 500	243		246	248	251	254	257		7 000
Emprunts Crédit Coopératif à rembourser			3 500									3 500
Emprunt Arkéa banque à rembourser			1 406									1 406
Emprunt crédit agricole à rembourser				1 659		1 667	1 674					5 000
Emprunt Banque Postale à rembourser							3 800		600	600		5 000
Emprunt Arkéa banque à rembourser			235	94		94	94	94	47			658
Total des Amortissements			13 236	1 996		2 006	5 817	3 745	901	1 857	1 000	30 559
Mouvements de Trésorerie			1 204	-1 016		4 150	-4 415	1 519	-1 431	642	-653	0
Solde de Trésorerie			1 204	187		4 338	-78	1 442	11	653	0	

Concession d'aménagement du centre Historique Compte rendu d'activités à la collectivité au 31/12/2023 Note de conjoncture

Le cahier des charges relatif à la concession d'aménagement du Centre Historique en date du 7 novembre 1996 et de ses avenants prévoit l'établissement d'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé et pendant toute la durée de la convention. Ce bilan d'opération a été actualisé en ajustant les montants de l'opération de la ZAC Martelly, des chantiers de restructuration des îlots dégradés (clôturés), les derniers travaux sur les commerces des rez-de-chaussée des immeubles desdits îlots, et prend en compte les conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19. La concession devrait se terminer le 31 décembre 2029.

Suit la description des postes figurant au bilan, dont le montant actualisé est porté à hauteur de 85.260 millions d'euros.

I) Les dépenses au cours de l'exercice 2023 :

1. Acquisitions foncières

Les acquisitions foncières en 2023 :

22/11/2023	EPF PACA	12 rue Paul Goby	BE 12	193 098,65 €	Martelly CA CH	lot 21 = 138,17 m²
15/12/2023	EPF PACA	1 place des fainéants	BE 266	405 901,64 €	Martelly CA CH	250,12 m²
18/12/2023	SCI MYOSOTIS - M. MENDJEL	Hotel Oasis / 6 rue André Kalin	BE 269	500 000,00 €	Martelly CA CH	369 m²

LEGENDE COULEURS

CA CH	Pépinière commerciale
CA CH	Martelly

Le montant total des cessions est donc de **1 099 000,29 €**

Les frais liés aux actes s'élèvent à **27 536,03 €**

2. Etudes Aménagement

La totalité de ce poste a été utilisée puisqu'il concernait les études de programmation et celles liées à la ZAC de l'opération Martelly telles que : Etude urbaine, dossier de ZAC, étude de faisabilité d'un cinéma, étude commerciale, étude viaire, étude Natura 2000, étude d'impact, étude air/acoustique, ...

Seule une mission d'économiste de la construction et le diagnostic amiante des enrobés ont été réalisées pour un montant de 25 235 €.

Le total des dépenses liées aux études sur l'exercice 2023 s'élève à **202 386,00 €**

Laius sur le contexte de la ZAC MARTELLY : la reprise des études et engagements

Opérationnel :

Bouygues Immobilier et la SPL Pays de Grasse Développement ont convenu d'un commun accord, de cesser le projet de développement du promoteur sur le périmètre de la ZAC MARTELLY en mars et avril 2023.

Cette base a permis d'entrer dans une nouvelle phase opérationnelle, non plus sur un programme d'envergure de Démolition Reconstruction, tel que proposé par BI, mais sur une dynamique de restructuration urbaine en réutilisant autant que possible le patrimoine existant dans ce périmètre d'opération. Ainsi cela a permis :

a) Lancement du concours de MOE du garage Rolland et du RDC de la surface commerciale Notre Dame des Fleurs

- Envoi de l'avis sur la plateforme e-marchés publics et le BOAMP : 21 juillet 2023
- Date limite de remise des candidatures : 22 septembre 2023 avant 16h00
- Visite de site avec les prestataires : 25 juillet 2023 et 29 août 2023
- Premier jury de concours de désignation des candidats (phase Candidature) : 12 octobre 2023

Le concours de MOE doit concourir à la réalisation du programme suivant :

Détail
a/ Garage Rolland (ancien parking Renault) - 90 / 100 places de stationnement sur différents niveaux - Un espace commercial (dont la fonction pourrait être des halles ou un espace de commerces) - Un bassin de rétention des eaux pluviales pour crues centennales - Bardage extérieur / façades / reprises des pignons / embellissement
b/ Rez-de-chaussée du Parking Notre Dame des Fleurs - Restructuration de l'ancienne surface commerciale Mont-Laur (1600 m2) destiné à accueillir une nouvelle surface commerciale avec aire de livraison - Bardage extérieur / façades / embellissement
c/ Ascenseurs urbains - Garage Rolland (x1) depuis l'avenue Gambetta (point bas) jusqu'à l'allée du 8 mai (point haut) - Notre Dame des Fleurs (x1) depuis la place Martelly et l'allée du 8 mai (point bas) jusqu'à la place de la buanderie (point haut)

Le jury de concours du 12 octobre 2023 a sélectionné les 4 candidatures suivantes :

- ATELIERPNG ARCHITECTURE
- LECLERCQ ASSOCIES
- HERAULT ARNOD
- KRISTELL FILOTICO

b) Lancement d'une procédure d'appel à projet Promoteur Investisseur

(sur le même calendrier que celui-ci-dessus détaillé).

L'AAP doit concourir à la réalisation du programme suivant :

Détail
a/ Ilot Kalin: Parcelles BE 266/267/268/269 - Un cinéma ou un équipement culturel/loisirs rayonnant sur environ 1900m² - Une reconstitution de 80m² de stockage et 80m² de bureaux pour le Théâtre de Grasse - Des logements en toiture et sur l'emprise à déclasser du domaine public contiguë à la BE 270 pour environ 9/11 logements
b/ Place de la buanderie Parcelle BE 285 / ALT 346.7m-347.1m + BE 275 - Création de surface commerciales ou de loisirs et restauration sur environ 800m² dans les emprises de l'ancien Office du Tourisme, de l'ombrière élargie - Création de logements, commerces services en rdc lien à faire avec la place de la buanderie pour environ 500m²
c/ Parking Martelly Parcelle BE 285 Sud / ALT 338.1m - Logements libres et conventionnés pour environ 3000m²
d/ Monoprix parcelles BE 16/17 - Hotel pour environ 3000m² - Commerces pour environ 1700m² - Logistique du dernier km environ 150m² - Parking public de 110 places pour environ 3200m²
e/ Avenue Thiers parcelle AY 279 - Espace public/sportif de qualité ou Bureaux sur 3 niveaux et espace public au niveau de l'avenue Thiers d'environ 400m²

Liste des 3 promoteurs candidats.

n° pli	Nom mandataire	CP	Ville
grpt 1	Crédit Agricole Immobilier Promotion	92120	MONTRouGE
grpt 2	Primosud	13002	MARSEILLE
grpt 3	Woodeum	75002	PARIS

3. Les travaux

Concernant les îlots dégradés : Il n'y a pas eu de travaux en 2023.

Concernant les Commerces : La SPL a réalisé des travaux d'aménagement des locaux notamment celui situé au 25 rue Marcel Journet afin de pouvoir le remettre en location.

Concernant la ZAC Martelly : Il y a eu quelques dépenses de travaux d'aménagement sur la ZAC Martelly sur 2023, et notamment le curage du rez-de-chaussée du Parking Notre Dame des Fleurs : surface commerciale Mont Laur, par l'entreprise MAURO en novembre et décembre 2023, pour 85 200 euros HT, ainsi que 15 585 € pour la sécurisation du site par l'entreprise MAURO (mur en parpaing).

Le total des travaux sur l'exercice 2023 s'élève à **138 325,84 €**

4. Les honoraires techniques

Ils correspondent au coût de la maîtrise d'œuvre (architectes, bureau d'études et ingénieur structure), tant pour les îlots dégradés, que pour les locaux de la pépinière commerciale ou l'opération Martelly. Et notamment :

- CTH Ingénierie / Honoraires MOE Travaux préparatoires - Place de la Buanderie : 10393,20 €
- TPF Ingénierie / MOE Martelly / Situation N°11 et 12 / Phase PRO : 2730 € + 2880 €

Les honoraires techniques ont représenté **23 920,80 €** pour 2023.

5. Autres honoraires et études

Ils représentent les coûts des honoraires des coordonnateurs sécurité, bureau de contrôle, huissiers ou avocats. Ainsi que certaines dépenses liées à Martelly.

Et notamment pour les principaux :

- BETEX INGENIERIE / Etude de faisabilité-Allée du 8 Mai – Grasse
- APM & ASSOCIES
- Ainsi que les premiers règlements des frais de concours aux MOE sélectionnés.

Pour l'exercice 2023, le poste autres honoraires et études a représenté en raison du redémarrage du programme MARTELLY : **18 811,17 €.**

6. Frais divers et d'entretien

Ils correspondent à des dépenses de petit entretien, aux primes d'assurance, aux charges et travaux de copropriétés, au débarrasage des immeubles, mais également à l'ensemble des frais liés à la réalisation des travaux (annonces légales, référés préventifs,) ainsi que le paiement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties.

Pour l'exercice 2023, le poste frais divers et d'entretien a représenté **101 575.98 €.**

7. Les rémunérations

Les rémunérations proportionnelles liées aux opérations de production de logements, commerces et aménagement Martelly résultent de l'évolution des postes « dépenses-recettes » totaux et de l'application des taux de rémunération sur les postes précités. En 2023, la rémunération proportionnelle s'est élevée à **61 097,41 €.**

Les rémunérations forfaitaires sont directement facturées par la structure et ne sont plus comptabilisées dans le bilan de la concession.

8. Frais bancaires

Des provisions ont été constituées pour prendre en compte les frais mensuels prélevés automatiquement par les banques détentrices des comptes bancaires et frais de dossier liés à la contractualisation des emprunts.

Les frais bancaires sur court termes sont de **1 918,52 €** pour 2023.

Les frais financiers sur emprunts s'élèvent quant à eux à **44 232,00 €** sur l'année 2023

9. Prêts bancaires

La SPL peut contracter des emprunts bancaires afin de couvrir ses besoins en trésorerie en matière d'acquisitions foncières, travaux, honoraires et frais divers.

La SPL a contracté quatre emprunts auprès de plusieurs établissements bancaires, avec garantie de la commune de Grasse à hauteur de 80% :

- Sur le premier emprunt de 2.000.000 € auprès du Crédit Coopératif, en date du 18/09/2014, avec un taux fixe (1,95%) pour une durée d'amortissement de 48 mois (18/09/2018), porté par avenant à la date du 26/09/2021, puis du 26/03/2022 au même taux.
Le prêt a été soldé le 26/03/2022.

- Un emprunt de 564 215€ a été contracté auprès d'Arkéa Banque, en date du 16/07/2021, avec un taux fixe de 1.3% pour une durée d'amortissement de 6 années, garanti à hauteur de 80% par la ville de Grasse.
⇒ Les intérêts financiers de 5 042.67 € ont été réglés en 2023.
- Un emprunt d'1.500.000 €uros a été contracté auprès de la Caisse d'Epargne, en date du 14/12/2021, avec un taux fixe (1,18%) pour une durée d'amortissement de 6 ans, garanti à hauteur de 80% par la ville de Grasse.
⇒ Les d'intérêts financiers de 17 700 € ont été réglés en 2023.
- Un emprunt de 5.000.000 €uros auprès du Crédit Agricole, en date du 17/12/2019, avec un taux fixe (0,46 %) pour une durée d'amortissement de 6 ans (17/12/2025) avec un différé d'amortissement de 36 mois.
⇒ La somme de 21 094.32€ a été réglée en 2023 au titre d'intérêts financiers.

10. Le poste TVA :

Il n'y a pas eu de TVA à reverser en 2023.

II) Les recettes au cours de l'exercice 2023 :

1. Cessions et participations de ZAC :

Les cessions foncières en 2023 :

Date	Vendeur	Acquéreur	Adresse	Objet	Prix	Imputation
14/04/2023	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SCI FONCIERE BUCHELAY (représentée par M. Dumartin)	1 rue de l'Oratoire - 06130 Grasse (Bar le BALTO)	Lot 9 provenant de l'ancien lot n°1 et le lot 10 provenant de l'ancien lot n°2 BH 107	80 000,00 €	Commerce CA-CH Pépinière
06/07/2023	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SEM Pays de Grasse Dynamique	25/27 rue Paul Goby BE 32 à 35 lots 2, 3, 6, et 7	commerce la Tannerie / Place Georges Morel	396 000,00 €	Commerce CA - CH ilot Goby
06/07/2023	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SEM Pays de Grasse Dynamique	29 rue Paul Goby BE 31	commerce little Green Café / Place Georges Morel	264 000,00 €	Commerce CA - CH ilot Goby
08/09/2023	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	Monsieur Frédéric BADIE	24 Rue de la Fontette BE 333	Commerce	90 000,00 €	Commerce CA-CH
28/12/2023	SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	SCI ACRI (Mme Fanton d'Andon)	16 / 18 Oratoire 12 Rue du Four de l'Oratoire	Commerce	145 124,00 €	Commerce CA-CH Pépinière
TOTAL					975 124,00 €	

Le montant total des cessions est donc de 975 124 €

Il n'y a pas eu de cession foncière pour l'opération Martelly en 2023.

Les participations financières de ZAC pour l'opération Martelly seront perçues après obtention des Permis de construire purgés de tout recours selon les modalités applicables, elles sont désormais incluses dans le prix des cessions d'aménagement.

2. Assurances et CD 06 :

Ce poste a été créé pour prendre en compte les remboursements opérés par les assureurs suite au sinistre de l'îlot Mougins Roquefort afin de couvrir les travaux de mises en sécurité, déblaiement et

reconstruction des parties démolies ainsi qu'une subvention exceptionnelle du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

3. Produits divers et locations :

Il s'agit des loyers réglés par les commerçants pour les locaux commerciaux dont la SPL Pays de Grasse Développement est propriétaire. L'ensemble des recettes locatives s'élèvent pour l'année 2023 à 122 659.99 € (pour mémoire, pour l'année 2022 : 108 534 € (soit une progression de 13 % par rapport à 2022)).

4. Participations des partenaires de l'ANRU / Conseil Régional / Conseil Départemental / CAPG / CDC, du FEDER et CRET

La convention ANRU a été signée le 9 avril 2008, arrêtant les opérations, leurs maîtres d'ouvrages et leurs modalités de financement, notamment pour les opérations dont la SPL assure la maîtrise d'ouvrage.

Un avenant n°1 a été signé le 2 mai 2014 et un avenant de sortie a été signé par les différents partenaires au cours du premier trimestre 2014, dans le cadre duquel le Conseil Régional a revu à la hausse sa participation initiale sur les îlots restructurés destinés à produire des logements sociaux pour une participation augmentée de 143.875 €.

Un avenant technique émanant de l'ANRU en date du 22/09/2016 a approuvé le report des dates de clôtures des opérations afin de tenir compte de certains retards de planning.

Les opérations de recyclage d'îlots dégradées sont intégralement soldées.

Ci-dessous, le tableau financier des participations des différents partenaires de la convention ANRU au 31/12/2023.

Opérations au 31.12.2023	ANRU		Conseil régional		Conseil départemental		CA Pays de Grasse		CDC		TOTAL	
	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé	engagé	payé
Rêve Vieille	185 261	185 261			264 659	264 659					449 920	449 920
Moulinets	636 997	636 997			1 133 998	1 133 998					1 770 995	1 770 995
Mougins Roquefort	290 025	290 025	235 439	235 439	561 173	561 173	703 301	703 301			1 789 938	1 789 938
Goby	376 023	376 023	208 673	208 673	667 420	667 420	877 731	877 731			2 129 847	2 129 847
Sainte Marthe	620 565	620 565			1 085 776	1 085 776					1 706 341	1 706 341
Four Oratoire	641 860	641 860	173 589	173 589	1 041 532	1 041 532	1 290 380	1 290 380			3 147 361	3 147 361
Pépinière commerciale	94 875	58 750 + 18 977			160 935	160 935	330 544	330 544			586 354	569 206
Martelly	402 805	60 421 +80 561			1 064 217	649 806	1 611 219	1 611 219	120 000	120 000	3 198 241	2 522 007
TOTAL	3 248 412	2 869 902	617 701	617 701	5 979 710	5 565 299	4 813 175	4 813 175	120 000	120 000	14 778 998	14 085 615

La SPL, avec le soutien du service « cellule financements et projets européens » de la CAPG a déposé deux demandes de subventions complémentaires pour l'opération Martelly et obtenu 540.248€ du FEDER et 560.000 € du CRET1.

Le FEDER a été annulé, néanmoins le projet Martelly bénéficie désormais d'une subvention au titre du Fonds Friche à hauteur de 5 650 000 €.

Le CD06 ne versera pas le solde de sa subvention celle-ci étant caduque faute de d'avancement, en revanche aucune demande de remboursement ne nous a été faite.

5. Participations communales de la Ville de Grasse :

Ces participations communales se décomposent en quatre postes :

- Participations de la Ville liées aux opérations ANRU, en complément des subventions octroyées par les autres partenaires (ANRU, Conseils Départemental et Régional, CAPG et CDC) pour un montant total versé de 5.993 M€
- Participations de la Ville liées à l'équilibre général de l'opération concédée
La participation communale d'équilibre est portée à hauteur de 9 291 M€.
- Participation de la Ville liées aux équipements publics dans le cadre de l'opération Martelly, pour laquelle un versement a été effectué en 2023, à hauteur de 1 500 M€ (le 03 11 2023). Le montant global s'élève à 8 354 M€
- Participations de la Ville liées aux équipements publics dans le cadre des opérations ANRU (arrêtées en 2007) pour un montant total versé de 2 088 M€ ;

6. TVA sur dépenses :

Ce poste correspond à la TVA perçue lorsque l'opération est en crédit de TVA.
Ainsi en 2023, un montant de 20 k€ a été encaissé au titre d'un crédit de TVA.

7. Ligne de trésorerie :

Il n'y a pas eu de nouvelle avance de trésorerie sur l'exercice 2023. Pour rappel, le montant total des avances de trésorerie de la Ville s'élève à 2.595 M€ qui a totalement été remboursé.
En revanche pour 2024, est prévu une avance de trésorerie de la Ville pour 3,000 M€.
Cette dernière étant liée à des besoins ponctuels de trésorerie, elle sera entièrement remboursée par la suite par la SPL Pays de Grasse Développement.

8. Emprunts bancaires :

Lors de l'exercice 2023, la SPL a remboursé le montant en capital lié aux différents établissements bancaires conformément aux renégociations précédentes. Les différents emprunts bancaires ont été préalablement détaillés par établissement financier au sein de la présente note.

III) Justification des « écarts » entre le CRAC arrêté au 31/12/2022 (délibéré lors du Conseil Municipal du 05 décembre 2023) et le CRAC arrêté au 31/12/2023, présenté au Conseil Municipal du 10 décembre 2024

EN DEPENSES

1. Sur le poste acquisitions

L'écart concerne l'acquisition de la surface commerciale à survenir en octobre 2024 de l'ordre de 2 500 000 € dans le périmètre de la ZAC Martelly (place du Patti / rue Paul Goby) auquel s'ajoute l'achat de l'hôtel Oasis situé dans l'emprise de l'ilot Kalin voué à démolition.

2. Sur le poste études d'aménagement

Ecart non significatif. Néanmoins il est à noter une reprise des études en raison du lancement du programme Martelly, des phases de concours lancées et des premiers dépôts de Permis à survenir à compter de 2024.

3. Sur le poste Travaux

Le montant délibéré le 05 déc. 2023 portant sur le CRAC au 31 12 2022, faisait état d'un volume prévisionnel de dépenses de ce poste à hauteur de 32 800 M€.
Le montant de travaux réévalué est porté à 36 813 M€. L'écart s'explique par la connaissance des enjeux de restructuration urbaine du garage Rolland, et du volume bâtiminaire de la façade Notre Dame des Fleurs notamment.

De plus il est nécessaire de conforter les 2 parkings Martelly et Notre Dame des Fleurs situés dans le périmètre de la ZAC Martelly.

Ils s'expliquent donc par la reprise des travaux notamment sur la ZAC Martelly, avec le curage du rez-de-chaussée de l'ancienne surface commerciale Mont Laur (travaux effectués par l'entreprise Mauro), mais aussi quelques travaux dans les cellules commerciales, d'entretien et de plomberie (25 rue Journet et 6 rue Oratoire), ou encore des interventions au 16/18 Oratoire, qui a permis de vendre la cellule commerciale.
Le montant des travaux sur 2023 est de 138 k€.

4. Sur les honoraires techniques (logements, commerces et aménagement + autres honoraires)

Le montant délibéré le 05 déc. 2023 portant sur le CRAC au 31 12 2022, faisait état d'un volume prévisionnel de dépenses de ce poste à hauteur de 6,715 M €.

Le montant de ce poste réévalué est porté à 7,181 M €.

Cela prend en compte les attributions des marchés de prestations intellectuelles, levés de géomètres et études géotechniques entre autres, mais aussi ce poste est lié aux revalorisations des marchés de travaux.

5. Sur les frais divers et d'entretien

Le montant total délibéré dans le CRAC au 31 décembre 2022 s'élève à 4,150 M €.

Le montant actualisé dans le CRAC au 31 décembre 2023 s'élève à 3,623 M €.

Les principales dépenses concernent :

- L'évolution de la TFPB et diverses charges de copropriétés
- Les frais de publications des AO et concours de MOE nécessaires à la relance du programme Martelly

Le montant est revu à la baisse car certains ensembles bâtis et commerces sont progressivement vendus réduisant ainsi ce poste de dépenses.

6. Sur la rémunération

La rémunération globale reprend la rémunération proportionnelle logement, la rémunération proportionnelle commerce, rémunération proportionnelle aménagement et les rémunérations forfaitaires.

Le volume global de ce poste au 31 déc. 2022 (délibéré le 05 déc. 2023 en CM) faisait état d'un montant total de 6,718 M €.

Le poste rémunération est désormais porté à 8 226 M€ (2 987 M€ + 192 k€ + 1 277 M€ + 3 770 M€) notamment en raison de la prolongation de la concession d'aménagement au 31 12 2029 (confère avenant 28 et antérieurs) mais aussi du volume de travaux légèrement augmenté.

A noter que sur 2023, la rémunération était de 61 k€. Elle devrait être de l'ordre de 26 k€ + 109 k€ + 130 k€ (265 k€) sur 2024 : le projet Martelly entrant progressivement en phase travaux.

Enfin, les démarches sur les subventions ont été engagées par les services de la ville de Grasse, les rémunérations liées à ces subventions ont donc été supprimées à compter de 2024

7. Sur les frais financiers

Les frais financiers sur le fonctionnement des comptes bancaires et sur le court terme ont évolué à la marge.

Ceux liés aux emprunts ont sensiblement augmenté du fait du montage modifié de l'opération Martelly. Un prêt bancaire pour acquérir le foncier EPF a été souscrit.

Les frais financiers augmentent de + 394 k€, liés aux financements mobilisés en 2024, pour pallier le décalage du versement du fonds friche, ainsi qu'aux futurs financements à mobiliser eu égard au plan de trésorerie prévisionnel.

8. Sur la TVA

Selon les cas, c'est la TVA immobilière ou la TVA sur marge qui s'applique.

La TVA sur les dépenses se récupère selon un prorata entre les recettes soumises à la TVA rapportées à la totalité des recettes prévisionnelles. Elle varie donc d'une année sur l'autre, en fonction de la nature des recettes perçues (soumises ou non à la TVA), avec des variations pouvant être importantes d'une année sur l'autre, et difficiles à anticiper.

EN RECETTES

9. Sur les cessions

Un écart notable sur le poste commerce : Il s'agit des commerces Goby/Maurel rétrocédés à la SEM Foncière dont le prix de vente intègre le coût des travaux réalisés par la SPL, ils ont été signés en 2023.

Les cessions sur l'exercice 2023 ont été de 975 k€ détaillés tels que suit :

- Vente 1 Oratoire / Le Balto à la SCI Foncière BUCHELAY pour 80 k€
- Vente commerce 24 Fontette à Monsieur BADIE pour 90 k€
- Vente à la SEM Foncière - commerce 25/27 Paul Goby - BE 32/35 pour 396 k€
- Vente à la SEM Foncière - commerce 29 Paul Goby - BE 31 pour 264 k€
- Vente à la SCI ACRI – commerce du 16/18 Oratoire pour 145 k€

Ainsi que 2 transfères de la concession d'aménagement du Centre historique CA CH à une autre concession : celle du NPNRU :

- Transfère au NPNRU / 39 Droite Lots 2/3/4 pour 15 k€
- Transfère au NPNRU / 5 Rêve Vieille - Immeuble entier / 7 Rêve Vieille - Lot 27 pour 98 k€

10. Sur le poste « produits divers et locations »

En augmentation en passant de 97 k€ à 109 k€ soit une hausse de perception des loyers de +12 k€ entre 2021 et 2022, puis est passée de 109 k€ à 122 k€ entre 2022 et 2023 (soit + 13 k€ qui prend en compte un paiement plus régulier des loyers et la pérennisation des commerces de pied d'immeubles.

A noter qu'à compter du 4^e trimestre 2024, et sur 2025, puis les 2 premiers trimestres 2026, une recette complémentaire est prévue ; liée à la mise en location des locaux du Monoprix (recette de loyer).

11. Sur les participations et subventions liées à l'ANRU et aux différents partenaires

Le montant délibéré au CRAC du 31 décembre 2022 était de 22,297 M €

Le montant actualisé dans le CRAC au 31 décembre 2023 s'élève à 22,378 k€

L'écart est non significatif, montrant ainsi la stabilité de ce poste de recette. (écart non significatif)

Par ailleurs, 200 k€ ont été perçus sur l'exercice 2023 correspondant à la Participation Fond SRU en déduction de l'acquisition auprès de l'EPF PACA

12. Sur les participations communales (équipement + équilibre)

Malgré la subvention obtenue du Fonds Friche, la participation communale au sens large doit être majorée.

La réorientation du projet basée sur une réhabilitation et restructuration lourdes est désormais en partie réalisée par la SPL Pays Grasse Développement qui en assure la maîtrise d'ouvrage directe.

Le montant qui avait été actualisé dans le CRAC au 31 décembre 2022 s'élevait à 8 921 k€. ce montant doit être revu à la hausse.

Le montant actualisé au titre du présent CRAC (au 31 12 2023) est de 9 291 k€.

En revanche une participation complémentaire liée à la réalisation des équipements publics (réseaux, voirie, espaces verts, bassin de rétention, espaces publics, liaison verticale, stationnement public)

Cette subvention est lissée jusqu'en 2029, date de la fin de la concession.

IV) Les principaux risques et aléas de la concession d'aménagement :

Les opérations, dont la SPL est maître d'ouvrage dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain, ne sont réalisables qu'avec les financements publics octroyés par le FEDER (Europe), l'ANRU, les Conseils Régional PACA et Départemental des Alpes Maritimes, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Ville de Grasse.

En l'occurrence, la perte des subventions du FEDER et du CD 06 ont généré une diminution des participations sur recettes de 954 248 €, cette perte ayant été compensée par une demande de subvention complémentaire à la Région (contrat nos territoires d'abord) pour 1 500 000 €.

Les opérations de restructuration des îlots sont achevées et les coûts sont désormais maîtrisés.

A ce stade, la SPL détient encore un certain nombre de patrimoine diffus qu'elle s'attache à céder dans les meilleurs délais pour générer de la trésorerie, comme en témoignent les multiples cessions survenues sur l'exercice 2023.

Quant aux différents locaux commerciaux, ils sont proposés à la vente prioritairement aux occupants afin de pérenniser leur activité. La crise sanitaire a différé le positionnement des commerçants et reporté les engagements d'investisseurs. La valorisation des locaux commerciaux diffus et en Rez-de-chaussée des îlots opérationnels s'élève à 1,560 M€ (hors Goby/Maurel dont la rétrocession est survenue le 19 juillet 2023).

Pour l'opération Martelly, le projet est réorienté vers une opération de restructuration urbaine et conserve les objectifs programmatiques en terme de mixité et de redynamisation du centre-ville.

En effet, en raison du contexte lié à la crise sanitaire COVID, la guerre en Ukraine et les taux d'intérêts croissants, ont généré une augmentation substantielle du cout global de l'opération. Par ailleurs le projet a subi de multiples recours sur les permis de construire et autorisation d'exploitation cinématographique déposés par le promoteur lauréat de l'appel à projet.

Dans ce contexte le promoteur Bouygues Immobilier n'était plus en mesure de développer ce programme sous son approche initiale. Une réorientation a donc été nécessaire. Un accord entre la SPL Pays de Grasse Développement et le promoteur a été trouvé ; permettant ainsi à la SPL de relancer un avis d'appel à Promoteurs (AAP) en juillet 2023. Le choix définitif du promoteur devrait

survenir au cours du 1^{er} semestre 2024, qui interviendra sur différents ilots. A noter que la SPL interviendra en maîtrise d'ouvrage directe sur la restructuration du garage Rolland en un parking et sur la réalisation du rez-de-chaussée de l'ancienne surface commerciale Mont Laur, ainsi que son extension en étages, au droit du parking Notre Dame des Fleurs.

Concernant la maîtrise foncière, les biens actuellement portés par l'EPF PACA sont d'environ 1,100 M€. Ils sont rachetés progressivement par la SPL entre fin 2022 et fin 2023, la convention d'intervention foncière sur le site de Martelly arrivant à expiration. Ces acquisitions permettent de poursuivre la maîtrise foncière sur l'ensemble du projet et de mobiliser le Fond Friche. Dans les perspectives, il restera une acquisition à hauteur de 2.5 M € qui permettra à la SPL de détenir l'ensemble du foncier du périmètre de la ZAC Martelly.

Enfin toujours dans les perspectives, concernant les subventions, le solde du fonds friche (représentant 3 824 k€) doit être appelé avant le 30 oct. 2024. La SPL devra justifier d'un état de dépenses éligibles à hauteur de ce volume financier.

Ces différents paramètres peuvent constituer des aléas pour l'équilibre financier présenté, l'opération restant aux risques de la commune, conformément aux règles régissant la concession d'aménagement.



VILLE DE GRASSE



SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

**AVENANT N° 3 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME
DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

DU 27 JANVIER 2020

Entre :

La Ville de Grasse, sise Hôtel de Ville, place du Petit Puy – 06130 – GRASSE, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 10 décembre 2024.

Désignée ci-après par la Ville

Et :

La SPL Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291.177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance à Grasse, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Nicolas Tcherniatine, en sa qualité de Directeur de la société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du Conseil d'Administration en date du 2 décembre 2022.

Désignée ci-après par la Société

PREAMBULE

Par convention en date du 27 janvier 2020, la Ville de Grasse a confié à la société Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement consistant en la requalification de quatre îlots dégradés en Centre historique de Grasse (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes notamment).

Le bilan prévisionnel de l'opération a légèrement évolué pour prendre en compte de l'engagement opérationnel des projets parfois à l'intérieur même de chaque îlot. Tel est l'objet du présent avenant.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Bilan prévisionnel d'opération

La concession d'aménagement relève des dispositions des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme concernant des actions ou opérations d'aménagement qui ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

A ce titre, et compte tenu de l'ajustement des différents postes en dépenses et recettes, il y a eu lieu certaines lignes budgétaires sans avoir à modifier le montant global du bilan d'aménagement

- Dans le cadre de l'annexe n°1 pour le conserver à 15.049.689 € HT.

Puis

De modifier dans l'ilot Médiathèque sud ce qui suit

- Augmenter la ligne « *analyse du site* » en la portant à 269 500 € HT
 - Augmenter la ligne « acquisition » en la portant à 157 798 € HT
 - Diminuant la ligne « *Frais de transfert* » en la portant à 0 € HT
 - Diminuant la ligne « *Frais de portage* » en la portant à 136 018 € HT
- ⇒ **Le bilan global de cet ilot reste inchangé à 3 536 625 € HT**

De modifier dans l'ilot Sainte Marthe 2 ce qui suit

- Augmenter la ligne « *analyse du site* » en la portant à 176 462 € HT
 - Augmenter la ligne « acquisition » en la portant à 843 846 € HT
 - Augmenter la ligne « Honoraire de MOE » en la portant à 120 057 € HT
 - Diminuant la ligne « *Frais de portage* » en la portant à 126 267 € HT
- ⇒ **Le bilan global de cet ilot reste inchangé à 3 286 022 € HT**

Article 2 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur après son approbation par le conseil municipal dès la notification qui sera faite par la Ville à la société, de l'exemplaire revêtu du visa du contrôle de légalité.

Article 3 : Maintien des autres dispositions de la concession d'aménagement

Les articles de la convention en date du 27 janvier 2020, non modifiés par le présent avenant, sont inchangés.

Article 4 : Contrôle de la légalité

Le présent avenant sera transmis aux représentants de l'Etat conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse

Pour la SPL Pays de Grasse Développement

Monsieur Jérôme VIAUD

Maire de Grasse

Monsieur Nicolas Tcherniatine

Directeur

Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-208-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Tableau mis à jour suivant dépenses au 31 12 2023

DEPENSES SUBVENTIONNABLES	Cout HT	Cout TTC
Analyse du site / études	866 208	1 039 449
Acquisition des immeubles et frais notariés	2 892 050	2 892 050
Frais de transfert	144 603	144 603
Relogement	6 687	8 024
Coût des travaux	8 662 075	10 394 490
Honoraires de maîtrise d'œuvre	866 208	1 039 449
Rémunération conduite d'opération forfaitaire	1 080 188	1 080 188
Rémunération proportionnelle		
Frais de portage	649 656	649 656
Frais divers non affectés	0	0
TOTAL DEPENSES SUBVENTIONNABLES	15 167 673	17 247 908

2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT
31 259	199 185	240 614	124 019	595 077	710 122	59 216	141 047	87 842	0	0	0	883 181
84 300	859 947	258 359	166 252	1 368 858	1 373 833	0	1 268 271	156 566	0	0	0	2 793 694
0	0	0	0	0	0	0	73 330	10 617	5 656	0	0	89 603
0	0	0	0	0	0	0	6 687	0	0	0	0	6 687
0	2 008	186 904	947 602	1 136 514	1 364 036	1 536 378	2 132 981	2 774 032	1 224 263	0	0	8 804 167
0	0	14 051	115 788	129 839	155 807	111 783	86 096	170 454	152 498	25 000	0	675 670
15 000	37 500	32 500	35 000	120 000	120 000	58 090	239 116	239 825	162 675	86 225	97 757	1 028 168
												0
5 684	9 666	47 361	53 467	116 178	121 485	93 085	161 389	157 975	97 593	30 353	5 964	684 767
143	10 814	7 247	8 000	26 204		8 000	9 000	10 000	10 000	10 000	10 547	83 751
136 386	1 119 120	787 035	1 450 129			1 866 551	4 117 916	3 607 311	1 652 685	151 578	114 268	15 049 689

Achat 5 vieille Boucherie 0

Total sans immeuble 5 Vieille Boucherie 15 049 689

RECETTES	Cout HT	Cout TTC
Loyers	703 440	844 128
Vente des charges foncières	1 780 850	2 137 020
Ville	4 539 641	4 539 641
CAPG	970 161	970 161
Région	1 068 431	1 068 431
ANRU	6 407 207	6 407 207
TOTAL RECETTES	15 469 730	15 966 588

2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT
0	0	174	2 938	3 113		5 354	35 172	42 206	49 241	62 326	85 964	283 376
0	0	0	0	0		0	95 700	445 400	226 500	0	1 013 250	1 780 850
200 000	200 000	640 000	500 000	1 540 000		500 000	500 000	620 782	379 620	500 000	499 239	4 539 641
0	200 000	110 000	160 000	470 000		160 000	173 208	100 000	66 953	0	0	970 161
0	0	0	0	0		370 444	175 274	209 806	202 098	110 808	0	1 068 430
0	662 798	546 792	54 256	1 263 846		1 405 408	640 721	783 997	1 418 311	723 744	171 181	6 407 207
200 000	1 062 798	1 296 967	717 194	3 276 959	0	2 441 206	1 620 075	2 202 192	2 342 723	1 396 878	1 769 634	15 049 688

5%

Tableau mis à jour suivant dépenses au 31 12 2023

Previsionnel

RAPPEL

Concession Aménagement NPNRU	Coût HT	Coût TTC	2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT	Délib 31 12 2022	ECART
Ilot Médiathèque sud																	
Analyse du site / études	261 713	314 055	11 960	54 695	98 124	96 235	261 014	311 746	8 486	0	0	0	0	0	0	216 834	52 666
Acquisition des immeubles et frais notariés	200 000	200 000	0	0	15 273	142 525	157 798	160 687	0	0	0	0	0	0	0	130 000	27 798
Frais de transfert	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	-20 000
Relogement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coût des travaux	2 617 125	3 140 550	0	0	2 975	114 785	117 760	141 312	346 061	1 153 000	800 304	200 000	0	0	2 617 125	2 617 125	0
Honoraires de maîtrise d'œuvre	261 713	314 055	0	0	1 047	37 903	38 950	46 740	30 276	31 000	18 486	0	0	0	118 711	118 711	0
Rémunération conduite d'opération	251 478	251 478	7 500	7 500	7 500	1 500	24 000	24 000	6 000	117 038	64 356	17 371	8 341	368	237 474	237 474	-0
Frais de portage	196 284	196 284	0	0	350	18 551	18 901	23 221	6 214	34 273	20 000	34 273	22 356	0	136 018	196 481	-60 463
TOTAL DEPENSES SUBVENTIONNABLES	3 798 312	4 426 422	19 460	62 195	125 268	411 498	618 421	707 706	397 037	1 335 311	903 146	251 644	30 697	368	3 536 625	3 536 625	0
Vente des charges foncières	445 400	534 480	0	0	0	0	0	0	0	445 400	0	0	0	0	445 400	445 400	0
Ville	972 069	972 069	100 000	100 000	240 000	160 000	600 000	600 000	200 000	150 000	23 649	0	0	0	973 649	973 649	0
CAPG	373 208	373 208	0	120 000	60 000	60 000	240 000	240 000	60 000	73 208	0	0	0	0	373 208	373 208	0
Région	315 562	315 562	0	0	0	0	0	0	189 337	63 112	63 112	0	0	0	315 562	315 562	-0
ANRU	1 692 073	1 692 073	0	338 415	0	0	338 415	338 415	338 415	169 207	169 207	676 829	0	0	1 692 073	1 692 073	0
TOTAL RECETTES	3 798 312	3 887 392	100 000	558 415	300 000	220 000	1 178 415	1 178 415	787 751	455 528	701 369	676 829	0	0	3 799 892	3 799 892	0

Ilot Sainte Marthe 2			2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT	Délib 31 12 2022	ECART
Analyse du site / études	167 275	200 730	11 833	69 517	90 270	4 843	176 462	210 530	0	0	0	0	0	0	176 462	164 822	11 640
Acquisition des immeubles et frais notariés	900 000	900 000	0	843 486	361	0	843 846	843 846	0	0	0	0	0	0	843 846	843 486	360
Frais de transfert	45 000	45 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Relogement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coût des travaux	1 672 750	2 007 300	0	963	157 041	756 779	914 784	1 097 740	761 078	138 254	0	0	0	0	1 814 116	1 814 116	0
Honoraires de maîtrise d'œuvre	167 275	200 730	0	0	13 004	64 644	77 648	93 177	38 584	3 825	0	0	0	0	120 057	107 453	12 604
Rémunération conduite d'opération	208 339	208 339	7 500	7 500	5 000	4 000	24 000	24 000	6 000	28 414	28 414	28 414	28 414	28 414	172 069	172 069	0
Frais de portage	125 456	125 456	0	2 148	38 423	4 136	44 708	45 234	28 098	53 462	0	0	0	0	126 267	150 871	-24 604
TOTAL DEPENSES SUBVENTIONNABLES	3 286 095	3 687 555	19 333	923 614	304 099	834 403	2 081 447	2 314 528	833 760	223 955	28 414	28 414	28 414	28 414	3 252 817	3 252 817	0
Vente des charges foncières	95 700	114 840	0	0	0	0	0	0	0	95 700	0	0	0	0	95 700	95 700	0
Ville	1 320 855	1 320 855	100 000	100 000	200 000	200 000	600 000	600 000	200 000	200 000	320 782	0	0	0	1 320 782	1 320 782	-0
CAPG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Région	247 624	247 624	0	0	0	0	0	0	181 107	66 517	0	0	0	0	247 624	247 624	-0
ANRU	1 621 916	1 621 916	0	324 383	216 255	0	540 639	540 639	613 618	162 192	305 468	0	0	0	1 621 916	1 621 916	-0
TOTAL RECETTES	3 286 095	3 305 235	100 000	424 383	416 255	200 000	1 140 639	1 140 639	994 725	524 408	626 250	0	0	0	3 286 021	3 286 022	-1

Ilot Placette			2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT	Délib 31 12 2022	ECART
Analyse du site / études	150 450	180 540	8 067	55 068	29 267	4 843	97 245	115 468	0	53 205	0	0	0	0	150 450	150 450	-0
Acquisition des immeubles et frais notariés	792 750	792 750	0	0	0	0	0	0	0	792 750	0	0	0	0	792 750	792 750	0
Frais de transfert	39 638	39 638	0	0	0	0	0	0	0	39 638	0	0	0	0	39 638	39 638	0
Relogement	6 687	8 024	0	0	0	0	0	0	0	6 687	0	0	0	0	6 687	6 687	0
Coût des travaux	1 504 500	1 805 400	0	1 045	727	0	1 772	1 254	0	751 727	751 728	0	0	0	1 505 227	1 505 227	0
Honoraires de maîtrise d'œuvre	150 450	180 540	0	0	0	0	0	0	0	25 173	50 173	50 072	25 000	0	150 418	150 418	-1
Rémunération conduite d'opération	198 902	198 902	0	15 000	5 000	4 000	24 000	24 000	6 000	49 497	48 348	39 529	19 985	9 000	196 358	196 358	0
Frais de portage	112 838	112 838	0	371	0	0	371	349	0	57 539	56 325	0	0	0	114 235	114 235	-0
TOTAL DEPENSES SUBVENTIONNABLES	2 956 213	3 318 631	8 067	71 484	34 994	8 843	123 388	141 072	6 000	1 776 215	906 573	89 601	44 985	9 000	2 955 762	2 955 763	-1
Vente des charges foncières	226 500	271 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226 500	0	0	226 500	226 500	0
Ville	830 573	830 573	0	0	0	0	0	0	0	50 000	55 400	200 000	250 000	274 648	830 048	830 048	0
CAPG	289 508	289 508	0	40 000	0	50 000	90 000	90 000	50 000	50 000	50 000	49 508	0	0	289 508	289 508	0
Région	228 225	228 225	0	0	0	0	0	0	0	45 645	91 290	91 290	0	0	228 225	228 225	0
ANRU	1 381 407	1 381 407	0	0	276 281	0	276 281	276 281	138 141	138 141	138 141	138 141	552 563	0	1 381 407	1 381 407	-0
TOTAL RECETTES	2 956 213	3 001 513	0	40 000	276 281	50 000	366 281	366 281	188 141	283 786	334 831	705 439	802 563	274 648	2 955 688	2 955 688	0

Ilot Roustan			2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT	Délib 31 12 2022	ECART
Analyse du site / études	194 400	233 280	0	18 716	0	0	18 716	22 459	0	87 842	87 842	0	0	0	194 400	194 400	0
Acquisition des immeubles et frais notariés	423 000	423 000	0	0	98 000	317	98 317	98 342	0	224 683	100 000	0	0	0	423 000	423 000	0
Frais de transfert	21 150	21 150	0	0	0	0	0	0	0	21 150	0	0	0	0	21 150	21 150	0
Relogement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coût des travaux	1 944 000	2 332 800	0	0	2 854	0	2 854	3 139	0	10 000	972 000	959 146	0	0	1 944 000	1 944 000	-0
Honoraires de maîtrise d'œuvre	194 400	233 280	0	0	0	0	0	0	0	1 000	97 200	95 915	0	0	194 115	194 115	-0
Rémunération conduite d'opération	212 514	212 514	0	7 500	7 500	9 000	24 000	24 000	6 000	20 137	69 890	51 325	20 369	20 616	212 337	212 337	-0
Frais de portage	145 800	145 800	5 684	4 760	2 490	3 129	16 062	16 062	4 160	6 000	72 900	62 436	7 997	5 964	175 519	175 519	0
TOTAL DEPENSES SUBVENTIONNABLES	3 135 264	3 601 824	5 684	30 976	110 844	12 446	159 949	164 003	10 160	370 812	1 399 832	1 168 822	28 366	26 580	3 164 520	3 164 521	-1
Vente des charges foncières	280 500	336 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	280 500	280 500	280 500	0
Ville	829 767	829 767	0	0	0	0	0	0	0	50 000	170 951	134 627	250 000	224 591	830 169	830 169	0
CAPG	307 445	307 445	0	40 000	50 000	50 000	140 000	140 000	50 000	50 000	50 000	17 445	0	0	307 445	307 445	0
Région	277 020	277 020	0	0	0	0	0	0	0	55 404	110 808	110 808	0	0	277 020	277 020	0
ANRU	1 440 532	1 440 532	0	0	0	0	0	0	288 107	144 053	144 053	576 213	144 053	144 053	1 440 532	1 440 532	-0
TOTAL RECETTES	3 135 264	3 191 364	0	40 000	50 000	50 000	140 000	140 000	338 107	244 053	420 408	839 093	504 861	649 144	3 135 666	3 135 666	0

Parcours commercial			2020	2021	2022	2023	Total HT	Total TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT	Délib 31 12 2022	ECART
Analyse du site / études	92 370	110 844	-600	1 189	22 954	18 097	41 640	49 918	50 730	0	0	0	0	0	92 370	92 370	-0
Acquisition des immeubles et frais notariés	576 300	576 300	84 300	16 461	144 726	23 410	268 896	270 957	0	250 838	56 566	0	0	0	576 300	576 300	0
Frais de transfert	28 815	28 815	0	0	0	0	0	0	0	12 542	10 617	5 656	0	0	28 815	28 815	-0
Relogement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coût des travaux	923 700	1 108 440	0	0	23 307	76 038	99 345	120 590	429 238	80 000	250 000	65 117	0	0	923 700	923 700	-0
Honoraires de maîtrise d'œuvre	92 370	110 844	0	0	0	13 242	15 890	42 924	25 098	4 595	6 512	0	0	0	92 370	92 370	0
Rémunération conduite d'opération	208 956	208 956	0	0	7 500	16 500	24 000	24 000	34 090	24 030	28 818	26 036	9 116	39 359	185 450	185 450	-0
Frais de portage	69 278	69 278	0	2 387	6 098	27 652	36 136	36 618	54 613	10 115	8 750	884	0	0	110 498	110 498	0
TOTAL DEPENSES SUBVENTIONNABLES	1 991 789	2 213 477	83 700	20 037	204 584	174 939	483 260	517 974	611 594	402 623	359 346	104 205	9 116	39 359	2 009 503	2 009 503	0
Loyers	703 440	844 128	0	0	174	2 938	3 113	3 113	5 354	35 172	42 206	49 241	62 326	85 964	283 376	283 376	0
Vente des charges foncières	732 750	879 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	732 750	732 750	0	
Ville	586 377	586 377	0	0	200 000	140 000	340 000	340 000	100 000	50 000	50 000	44 993	0	0	584 993	584 993	0
CAPG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANRU	271 279	271 279	0	0	54 256	54 256	108 512	108 512	27 128	27 128	27 128	27 128	27 128	27 128	271 279	271 279	0
TOTAL RECETTES	2 293 846	2 581 084	0	0	254 430	197 194	451 624	451 624	132 482	112 300	119 334	121 362	89 454	845 482	1 872 398	1 872 398	0



CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN SIGNEE LE 27/01/2020

COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE AU 31/12/2023

NOTE DE CONJONCTURE

Par convention en date du 27 janvier 2020, la commune de Grasse a concédé à la SPL Pays de Grasse Développement, une opération d'aménagement portant sur la requalification de quatre îlots dégradés (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires en 2 tranches de 10 cellules le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes notamment).

En application des dispositions de cette convention ainsi que de l'article L-1523-3 du C.G.C.T. et de l'article L-300-5 du code de l'urbanisme, la SPL doit fournir un rapport annuel qu'elle transmet à la collectivité cocontractante, afin que celle-ci le soumette à son assemblée délibérante.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31/12/2023 comprend :

- Une note de conjoncture sur l'opération
- Un bilan prévisionnel actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en dépenses et recettes ainsi que les dépenses et recettes restant à réaliser.
- L'avenant n°2 qui modifie le sous détail de certains îlots sans modifier le montant total du bilan prévisionnel, sans impact sur le montant de la participation communale.

OBJECTIFS ET CADRE DE REALISATION DE L'OPERATION

• L'habitat et son attractivité en centre-ville

Le renouvellement urbain du territoire passe par la production d'un habitat adapté qui renoue avec l'attractivité résidentielle et prend en compte les conditions de vie contemporaine. Le projet s'adresse en premier lieu aux habitants et aux familles. Il parie également sur le renouvellement de la population du centre historique à travers l'arrivée d'étudiants. L'ouverture récente de nouvelles formations en centre-ville et l'installation attendue d'élèves-ingénieurs conduisent à réfléchir au concept d'un campus multi-sites incluant équipements, logements et services. Proposer aux nouveaux arrivants un habitat collectif sous forme de résidences de petites unités, des équipements de qualité - espaces culturels, lieux de formation, tiers lieu - de même que des services qui leur seront dédiés, donnent toutes garanties pour une intégration réussie de cette nouvelle population et une réelle contribution de sa part à la dynamique d'ensemble. C'est par l'introduction d'une mixité sociale et d'une diversité générationnelle que l'attractivité du centre historique se verra renforcée.

• Un développement économique et commercial équilibré, ancré sur le territoire

Fort de l'expérience acquise dans le PNRU, un nouveau parcours commercial est proposé en pied d'immeubles dans les secteurs investis par les nouveaux équipements : Martelly, locomotive commerciale, la médiathèque dont la mise en fonctionnement en décembre 2022 a su attirer une nouvelle clientèle, l'ensemble des rez-de-chaussée des îlots restructurés qui sont destinés à accueillir des commerces moteurs dans des locaux d'une superficie plus importante. Ce parcours vient prolonger la boucle commerciale d'origine (renforcée par la pépinière) et diversifier les activités dans un circuit cohérent qui prend en compte les nouveaux lieux de vie. L'apport des étudiants est là aussi attendu pour animer la nouvelle médiathèque Charles Nègre et faire vivre les commerces de détail qui adapteront leur activité à cette nouvelle clientèle.

LE PROGRAMME D'INTERVENTION

En matière d'habitat :

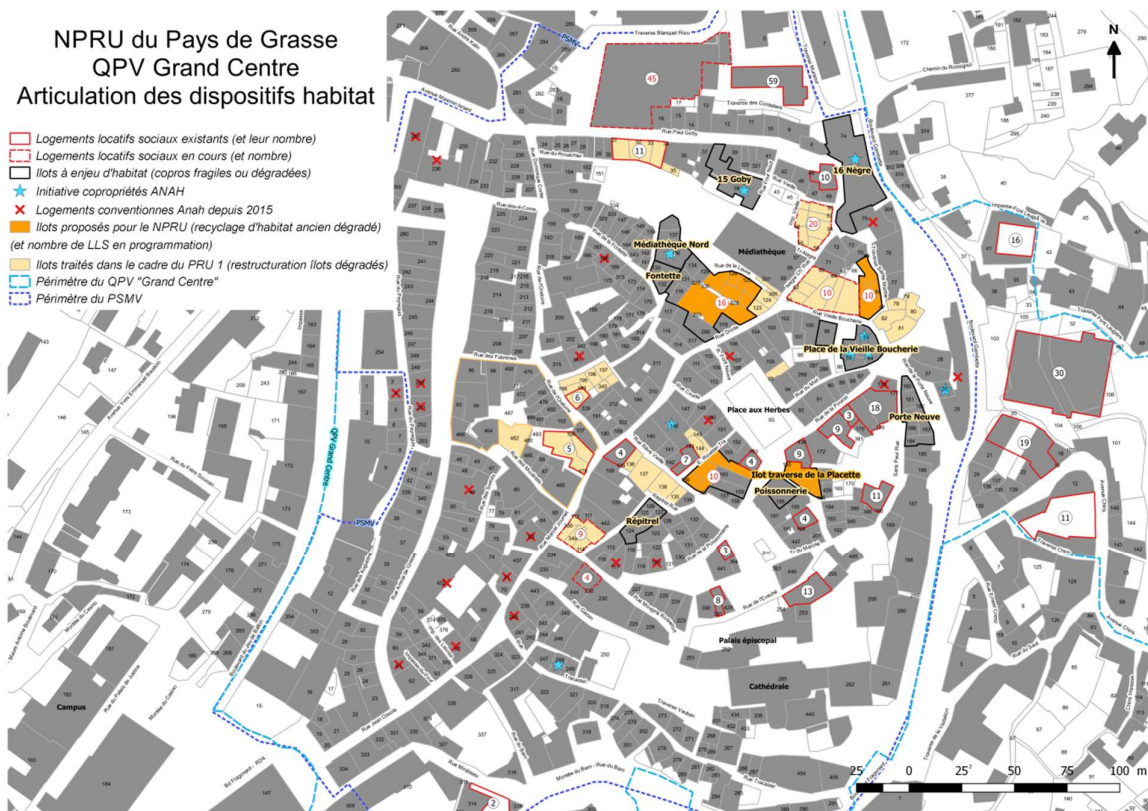
Restructuration de quatre îlots dégradés et production d'un habitat adapté aux conditions de vie contemporaine selon la répartition suivante :

	PLUS	PLS étudiants	Accession	Total
Médiathèque Sud	5	12		17
Sainte Marthe 2			6	6
Traverse de la Placette		10		10
Ilot Roustan	10	4		14
TOTAL	15	26	6	47

En matière de développement économique :

Acquisition-remembrement-gestion de 20 cellules marchandes situées le long du parcours commercial délimité par :

- La rue Marcel Jourmet (à partir du n°23),
- La Rue Droite (à partir du n° 35)
- La Rue Font Neuve
- La Rue et la Place Vieille Boucherie
- La Rue de la Pouost,
- La Place aux Herbes



LES REALISATIONS DURANT LES PRECEDENTS EXERCICES :

I - Les dépenses :

- Les études préalables :** Voici l'ensemble des équipes retenues pour mener à bien les études préalables sur les 4 îlots et la boucle commerciale en tranche 1 (10 cellules)

Choix des équipes	Equipes retenues	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Maître d'œuvre	Agence MAES	X	X	X	X
OPC	CAOM	X	X		
Géomètre	Cabinet Pierrot	X	X	X	partiel
Bureau de contrôle	APAVE	X	X	X	
CSPS	APAVE	X	X	X	
Accompagnateur BDM	SOWATT	X	X	X	X
Archéologie	INRAP	X	X	X	
Amiante	AEDEX	X	X	X	
Radon	APAVE	X	X	X	

Choix des équipes	Equipes retenues	Boucle commerciale tranche 1 (10 cellules)	Boucle commerciale tranche 2 (10 cellules)
Maître d'œuvre	Stéphane Legoadec	X	Consultation à lancer en 2025
Relevés	Stéphane Legoadec	X	Consultation à lancer en 2025
Bureau de contrôle	Veritas	X	Consultation à lancer en 2025
CSPS	Qualiconsult	X	Consultation à lancer en 2025
Amiante	AEDEX	X	Consultation à lancer en 2025

Et voici leur état d'avancement :

Etat d'avancement	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Ordre de service MOE	5/01/2021	7/9/2020		
Diagnostics	X	X	X	X
Avant-projet sommaire	X	X	X	X
Avant-projet définitif	X	X		
Permis de construire	Obtenu le 22/03/2022	Obtenu 20/10/2021	Non déposé	Non déposé
Maîtrise foncière Déclaration d'Utilité Publique (DUP)	Maîtrise foncière Ville Acte à venir	Acquis le 20/12/2021	Approbation par DCM 29/06/2021	Approbation par DCM du 28/06/2022
Etape à venir à fin 2021	Consultation entreprises (Démarrage prévisionnel chantier mai 2023)	Démarrage chantier en 27 juin 2022	Ouverture d'enquête	Instruction du dossier de DUP

Au 31/12/2023, le montant des dépenses constatées sur le poste « Analyse du site – Etudes » est de 595 077 € HT

2. Les acquisitions foncières

La maîtrise foncière de l'**îlot Médiathèque Sud** est assurée par la Ville de Grasse, à l'exception d'une terrasse et d'une partie de logement dépendant de l'immeuble situé 8 et 10 rue de la Fontette. L'îlot s'étend sur 11 parcelles cadastrales respectivement situées 45-47-49 rue Droite, et 1-3-5 rue de la Lauve.

- Une délibération prise par le conseil municipal en date du 9/11/2021 adopte les termes de la rétrocession à intervenir entre la Commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.
- Le Conseil d'Administration de la SPL s'est prononcé sur l'acquisition de l'emprise de l'îlot Médiathèque Sud dans sa séance du 7/10/2021.

Les négociations ont abouti pour acquérir le logement situé 8 et 10 rue de la Fontette dont une partie est vouée à démolition au plan de sauvegarde et de mise en valeur. La signature de l'acte authentique est survenu en 2023, avant le démarrage prévisionnel des travaux, à la condition que l'état descriptif de division de la copropriété soit modifié, sauf à ce que la SPL y renonce et acquiert le bien en l'état.

- Une offre d'achat en date du 25/07/2022 a été acceptée par le propriétaire
- Le Conseil d'Administration de la SPL s'est prononcé sur l'acquisition de ce logement dans sa séance du 30/05/2022

La maîtrise foncière de l'**îlot Sainte Marthe 2** a été conduite par EPF. L'îlot se compose de 3 immeubles respectivement situés 9 Rue de la vieille Boucherie, 1 et 3 Traverse Sainte Marthe.

A l'exception d'une terrasse empiétant sur l'emprise du projet, la maîtrise foncière de l'îlot est réalisée. L'acte EPF / SPL a été signé une fois le permis purgé, le 20/12/2022, pour un montant de 835 929,20 € TTC dont 7 488,20 € de TVA sur marge.

La partie d'immeuble surplombée par la terrasse doit également être acquise pas la SPL afin de procéder à sa démolition à terme, conformément au plan de sauvegarde et de mise en valeur :

- Une délibération de la copropriété du 5-7 rue de la Vieille Boucherie en date du 29/11/2021 acte de la rétrocession à l'euro symbolique, de cette partie d'immeuble cadastré BE 344 (obtenue par division de la parcelle cadastrée BE 66).
- Le Conseil d'administration de la SPL a validé cette acquisition dans sa séance du 7/10/2021

Enfin, EPF PACA est en charge de la maîtrise foncière **des îlots Placette et Roustan** aura recours à des procédures de DUP pour se titrer sur l'ensemble des tènements fonciers nécessaires à la réalisation des opérations.

L'enquête publique a démarré le 24/10/2022 pour l'**îlot Placette**.

Le dossier de DUP de l'**îlot Roustan** a été validé par le Conseil Municipal dans sa séance du 28/06/2022. Il ne sera transmis à la Préfecture pour instruction qu'une fois les périls portant sur les immeubles 7 rue Rêve Vieille, 2 traverse Etienne Roustan et 13 rue de la Poissonnerie auront été levés, soit par les copropriétaires, indivisaires ou propriétaire unique, soit par la Commune de Grasse, à ses frais avancés.

La maîtrise foncière des commerces de pied d'immeubles (**Boucle commerciale**) a été initiée en 2020 par l'acquisition de 3 commerces appartenant à des propriétaires privés, respectivement situés :

- 5 Place aux Herbes (BH 153 Lot 7) pour un montant de 20 000 € TTC
- 32 Rue Droite (BE 106 Lot 11) pour un montant de 23 000 € TTC
- 2 Rue Font Neuve (BE 107 Lots 3 et 4) pour un montant de 24 000 € TTC

Doivent suivre les 7 acquisitions suivantes :

- 34 rue Droite
- 35 rue Droite
- 38 rue Droite
- 39 rue Droite
- 5 place de la Vieille Boucherie
- 11 place aux Herbes
- 23 rue Marcel Journet

La SPL et la Ville ont acté la vente de 4 cellules commerciales situées 34/35 et 38 Rue Droite et 11 Place aux Herbes :

- Une délibération prise par le conseil municipal en date du 29/06/2021 a adopté les termes de la rétrocession à intervenir entre la Commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.
- Le Conseil d'administration de la SPL s'est prononcé sur l'acquisition à l'euro symbolique de ces quatre commerces dans sa séance du 27 mai 2021

Par ailleurs, un Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) a été rédigé et sera à lancer en avril/mai 2024 pour permettre d'identifier les futurs preneurs de commerces, en compatibilité avec la destination future des commerces de cette tranche 1.

Au 31/12/2023, le montant des dépenses constatées sur le poste « Acquisition foncières et Frais » est de 1 368 858 € HT

3. Les travaux

L'opération Sainte Marthe 2 est entrée en phase travaux suivant l'OS de notification de démarrage de chantier transmis aux entreprises le 27 juin 2022.

Le montant des couts travaux de cet ilot s'élève au 31 12 2023 à 914 784 € HT.

Concernant l'ilot Médiathèque Sud, un référé préventif nécessaire avant le démarrage des travaux a été réalisé entre fin déc. 2022 et début janvier 2023. Un premier appel d'offres a été lancé au 4^{ème} trimestre 2022. La CAO de décembre 2022 a déclaré infructueux et a autorisé la SPL Pays de Grasse Développement à relancer une nouvelle procédure de consultation, en conformité avec le code de la commande publique, les montants des réponses des entreprises étant largement supérieurs aux estimations établies par l'agence de MOE MAES. Les marchés de travaux dans leur globalité ont été validé par la CAO d'avril 2023.

Le montant global du poste « travaux » de l'ensemble du NPNRU s'élève au 31 12 2023 à 1 136 514 € HT

4. Honoraires de maîtrise d'œuvre

Dans la phase d'études, les honoraires de la maîtrise d'œuvre (DIAG ; APS ; APD ; PC ; PRO ; DCE) sont imputées dans le poste « Analyse du site/ études ».

Les honoraires de maîtrise d'œuvre incluent les honoraires techniques de l'ensemble des équipes (architectes ; bureau d'études structure ; thermicien ; OPC ; Contrôleur technique ; Coordinateur sécurité et protection de la santé) à partir de la phase ACT, soit ACT ; EXE ; VISA ; DET et AOR

Le montant global de la phase « analyse du site et études » l'ensemble du NPNRU s'élève au 31 12 2023 à 595 077 € HT

Le montant global des honoraires de maîtrise d'œuvre de l'ensemble du NPNRU s'élève au 31 12 2023 à 129 939 € HT

5. Rémunération de conduite d'opération

La SPL se rémunère de la façon suivante : Un forfait de 6 000 €/an/sous-opération (au nombre de 5, soit 4 îlots et 1 boucle commerciale) sur la durée de la concession ; un forfait de 3 000 € / sous-opération est allouée à la structure pour les opérations de clôture de la convention.

La SPL est également rémunérée proportionnellement aux dépenses et recettes engagées, à raison de :

- 5% sur les travaux et honoraires techniques
- 4% sur les autres postes en dépenses et recettes (à l'exception des subventions et participations)

Au 31/12/2023, le montant des dépenses constatées sur le poste « Rémunération de la conduite d'opération forfaitaire » est de 120 000 € HT

6. Frais de portage et frais divers

Cette rubrique correspond à l'ensemble des charges supportées par le maître d'ouvrage pour mener à bien les opérations : Assurances ; charges de copropriété ; taxes foncières ; honoraires divers (commissaire aux comptes ; expert-comptable ; expert judiciaire...)

Au 31/12/2023, le montant des dépenses constatées sur le poste « Frais de portage » est de 116 178 € HT

Au 31/12/2023, le montant des dépenses constatées sur le poste « Frais divers » est de 26 204 € HT

II – Les recettes

1. La revente des charges foncières.

Elle se fait selon les montants retenus par l'ANRU, soit :

- 500 €/m² habitables pour les logements financés en PLUS ou PLS
- 300 €/m² habitables pour les logements financés en accession

Une consultation pour retenir les bailleurs a été organisée en 2022. Futurs maîtres d'ouvrage après le recyclage opéré par la SPL, ils auront la charge de réaliser les travaux de corps d'état secondaire des îlots restructurés et de commercialiser les logements produits.

- UNICIL est retenu pour traiter l'îlot Sainte Marthe 2 et l'îlot Roustan

- CDC Habitat interviendra à terme sur l'îlot Médiathèque Sud et l'îlot Placette

Des conventions de contractualisation seront à rédiger pendant les différentes phases travaux (2023 et 2024) pour permettre de cadrer et contractualiser entre la SPL et les futurs bailleurs identifiés ci-dessus.

Les 2 opérateurs doivent se charger courant 2023 de procéder aux AO de maîtrise d'œuvre pour les suivis des corps d'état secondaires, des îlots Médiathèque Sud (CDC Habitat) et Sainte Marthe 2 (UNICIL). Des réunions de coordination seront à programmer entre les différentes maitrise d'œuvres (de la SPL concernant les restructurations urbaines des îlots) et des bailleurs (concernant le second œuvre).

2. Les subventions

Elles sont contractualisées dans la convention du NPNRU signée le 28 avril 2020 entre les différents partenaires de la Ville, et doivent faire l'objet de demandes spécifiques pour être allouées :

Pour l'ANRU, deux demandes ont été réalisées en 2021 pour les îlots Sainte Marthe 2 et Médiathèque Sud et deux versements sont intervenus pour un montant total de 662 798 €.

Le Conseil Régional s'est prononcé favorablement sur ces mêmes dossiers lors de sa séance en date du 28 octobre 2021. Un avenant en date du 29/04/2022 a permis de corriger une erreur matérielle sur l'îlot Sainte Marthe 2.

Enfin, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a engagé les trois subventions portant sur les îlots Médiathèque Sud, Placette et Roustan par convention signée le 4 octobre 2021.

Les participations communales sont versées annuellement après approbation du compte-rendu d'activités en conseil municipal et sur facturation de la SPL concessionnaire.

Voici un état des engagements et versements des subventions au 31/12/2023 :

RECETTES	2020	2021	2022	2023	Total HT
Loyers	0	0	174	2 938	3 113
Vente des charges foncières	0	0	0	0	0
Ville	200 000	200 000	640 000	500 000	1 540 000
CAPG	0	200 000	110 000	160 000	470 000
Région	0	0	0	0	0
ANRU	0	662 798	546 792	54 256	1 263 846
TOTAL RECETTES	200 000	1 062 798	1 296 967	717 194	3 276 959

3. Recours à l'emprunt

La SPL a obtenu un prêt d'un montant de 800 000 € auprès de la Banque Postale, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Durée : sept années

Mode d'amortissement du capital : constant

Taux d'intérêt annuel : fixe de 0,98%

Périodicité des échéances : annuelle

Commission d'engagement : 0.2% du montant du prêt soit 1 600 €

Ce prêt a été garanti à hauteur de 80% par décision du Conseil municipal en date du 28 septembre 2021 et présenté au Conseil d'Administration de la SPL réuni dans sa séance du 7 octobre 2021. Il est a permis de financer l'acquisition des immeubles d'emprise de l'îlot Sainte Marthe 2 auprès d'EPF PACA.

III – Les risques encourus par la collectivité

En l'état actuel d'avancement des études, les montants prévisionnels des acquisitions sont confortés par les estimations rendues par France Domaines, de même que les coûts des travaux estimés par la maîtrise d'œuvre restent dans des épures acceptables au regard des bilans prévisionnels des opérations.

Pour autant :

- Le poste désamiantage sur l'îlot Sainte Marthe 2 s'est avéré plus coûteux que prévu. Le pignon principal côté rue sainte Marthe a présenté des signes de faiblesse, nécessitant la mise en place de tirants, ralentissant de 6 mois l'opération de travaux (en contrepartie d'une sécurisation de site assurée grâce à ces solutions techniques de maintien)
- L'état du bâti sur l'îlot Médiathèque Sud s'est dégradé depuis le lancement des études : Deux immeubles (1 et 3 rue de la Lauve) en partie effondrés ont été déconstruits et nécessitent d'être rebâties de manière à conserver les formes urbaines d'origine (le tracé de la rue de la Lauve) et « renoyauter » l'îlot dans son entièreté pour le stabiliser.
- Le désamiantage des gravats issus de la partie effondrée au 1/3 rue de la Lauve a été partiellement réalisé au 2^{ème} semestre 2023, lors du démarrage des travaux (une dernière partie sur une toiture non accessible sans échafaudage sera à réaliser entre septembre et octobre 2024)
- Les contraintes techniques que le bâtiment de la médiathèque font peser sur les immeubles mitoyens ont nécessité de réviser le projet dans sa conception et de prévoir des protections coupe-feu sur certaines baies et sur la toiture. Ces postes, non prévus, constituent d'ores et déjà des travaux supplémentaires pour le bilan de l'opération.
- Les bâtiments de l'îlot Roustan continuent de se dégrader rapidement, malgré une mise en sécurité de certains ensembles bâtis.

La consultation des entreprises sera déterminante dans la gestion des budgets et l'attention sera portée sur la conduite de chantier pour éviter, si ce n'est limiter, les travaux supplémentaires.

Le fait que deux bailleurs sociaux se soient engagés sur la poursuite de nos opérations conforte la prévision des recettes au titre de la revente des charges foncières ; il conviendra de formaliser ce partenariat par une convention et une promesse de vente assortie d'un cahier des charges de limite de prestations. La convention entre la SPL et UNICIL sur l'îlot le plus avancé (SM2) sera à contractualiser courant 2024 après approbation par un Conseil d'administration de la SPL.

Dès lors, une co-construction et une adaptation des projets aux souhaits du bailleur et des futurs usagers (tout en restant dans les budgets prévisionnels) pourra valablement s'instaurer.

Ces différents paramètres ne constituent pas des aléas en tant que tels pour l'équilibre financier présenté, l'opération restant toutefois aux risques de la commune, conformément aux règles régissant la concession d'aménagement du NPNRU.

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957



GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir

(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE
Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet
ZAC MARTELLY

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

COUPE AA'

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

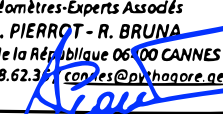
CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

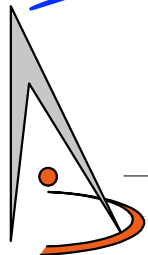
Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

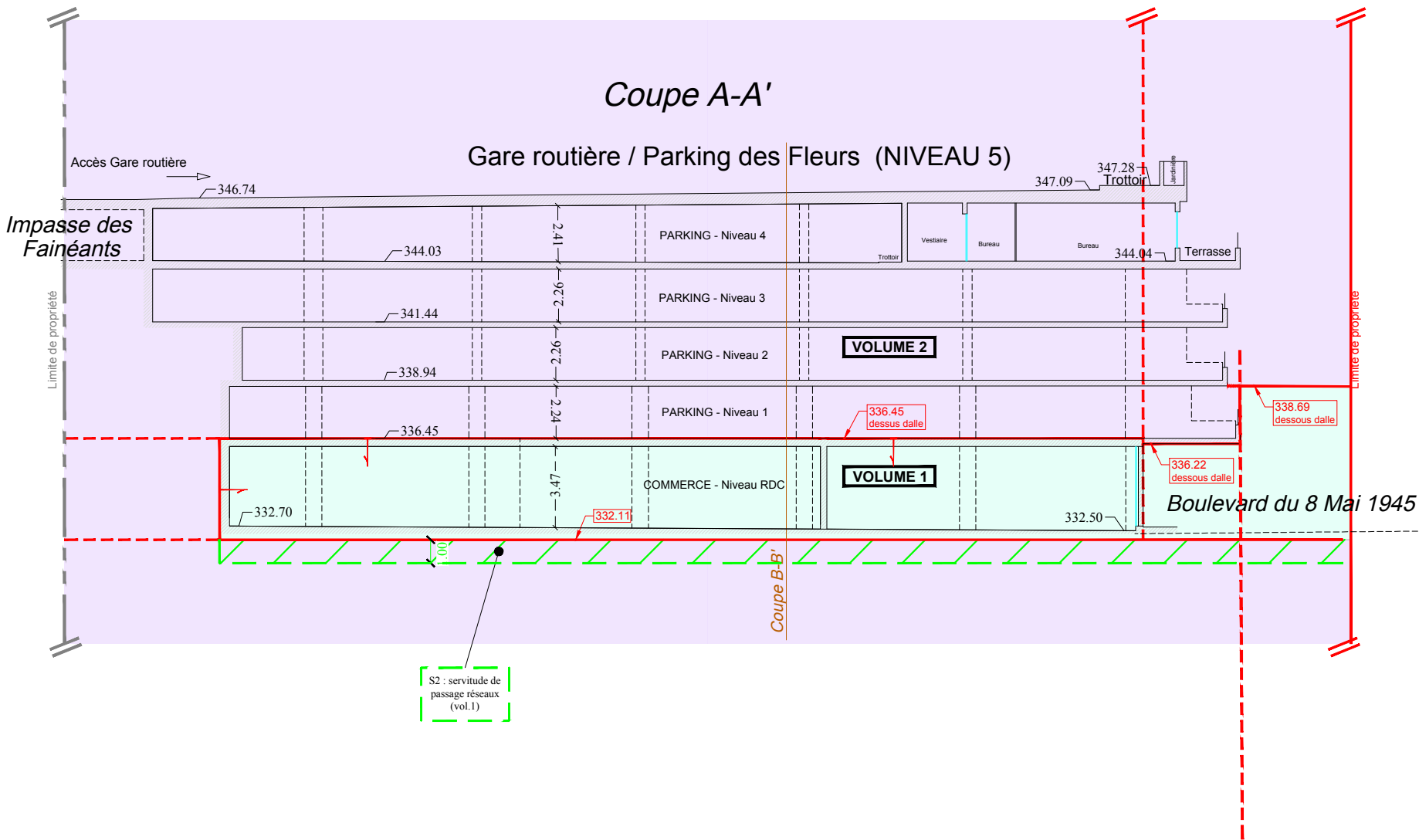
-  : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
-  : Propriété privative de l'ouvrage
-  : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
-  : Application cadastrale
-  : Limite des volumes
-  : Limite des fractions
-  : Emprise volume n°1 (Commerce)
-  : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE
Géomètres-Experts Associés
D. PIERROT - R. BRUNA
13 bd de la République 06100 CANNES
09.93.38.62.31 conduites@pythagore.ge





PYTHAGORE
—Géomètres-Experts Associés—



Date	Description	Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
06/12/2024	Division volumétrique	Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann
		Clé FDDY - Réseau - Div Vol
		Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM
		Date impression : 06/12/2024 5:29:52 PM
		Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

COUPE BB'

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

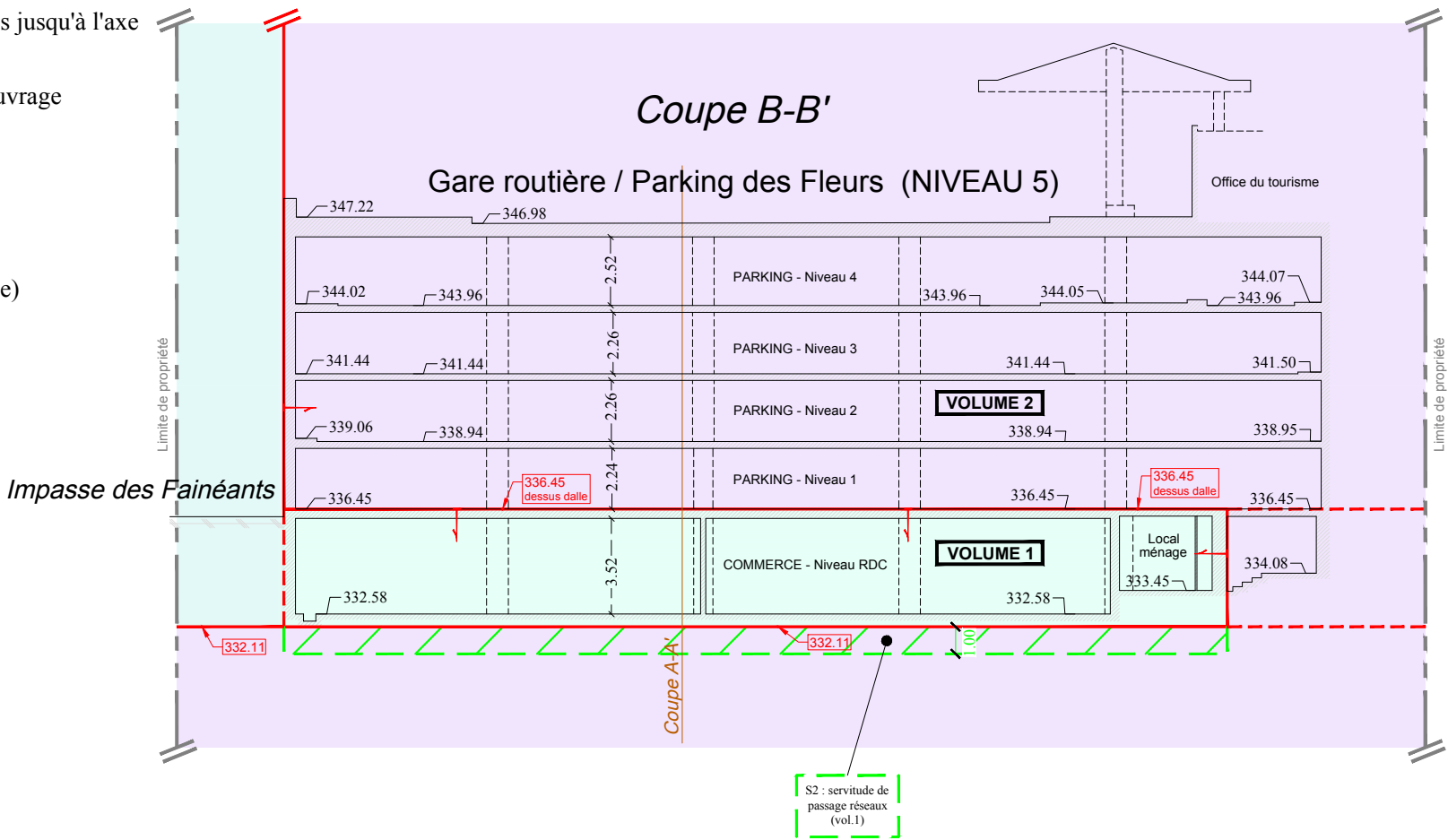
D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 contact@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés



Date	Description	Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
06/12/2024	Division volumétrique	Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann
		06/12/2024 15:54:00
		Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM
		Date impression : 06/12/2024 5:29:54 PM
		Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE
Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet
ZAC MARTELLY

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

COUPE CC'

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

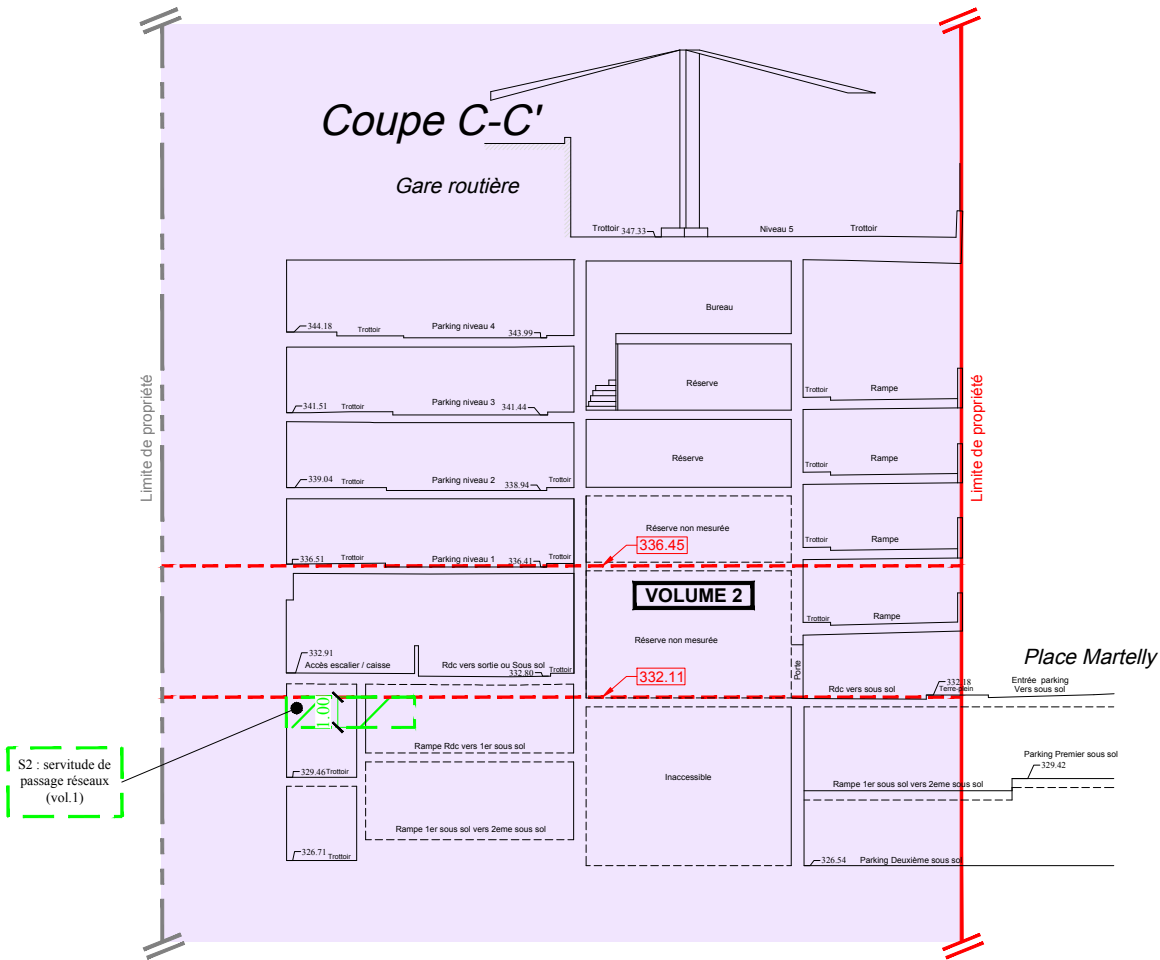
- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés
D. PIERROT - R. BRUNA
13 bd de la République 06100 CANNES
09.93.38.62.38 cannes@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés



Date	Description	Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
06/12/2024	Division volumétrique	Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann
		Cette FDDY est réservée à l'usage de l'architecte
		Date création fichier info : 06/12/2024
		Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM
		Date impression : 06/12/2024 5:29:56 PM
		Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.
REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)
PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

COUPE DD'

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

- LÉGENDE :
- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
 - : Propriété privative de l'ouvrage
 - : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
 - : Application cadastrale
 - : Limite des volumes
 - : Limite des fractions
 - : Emprise volume n°1 (Commerce)
 - : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

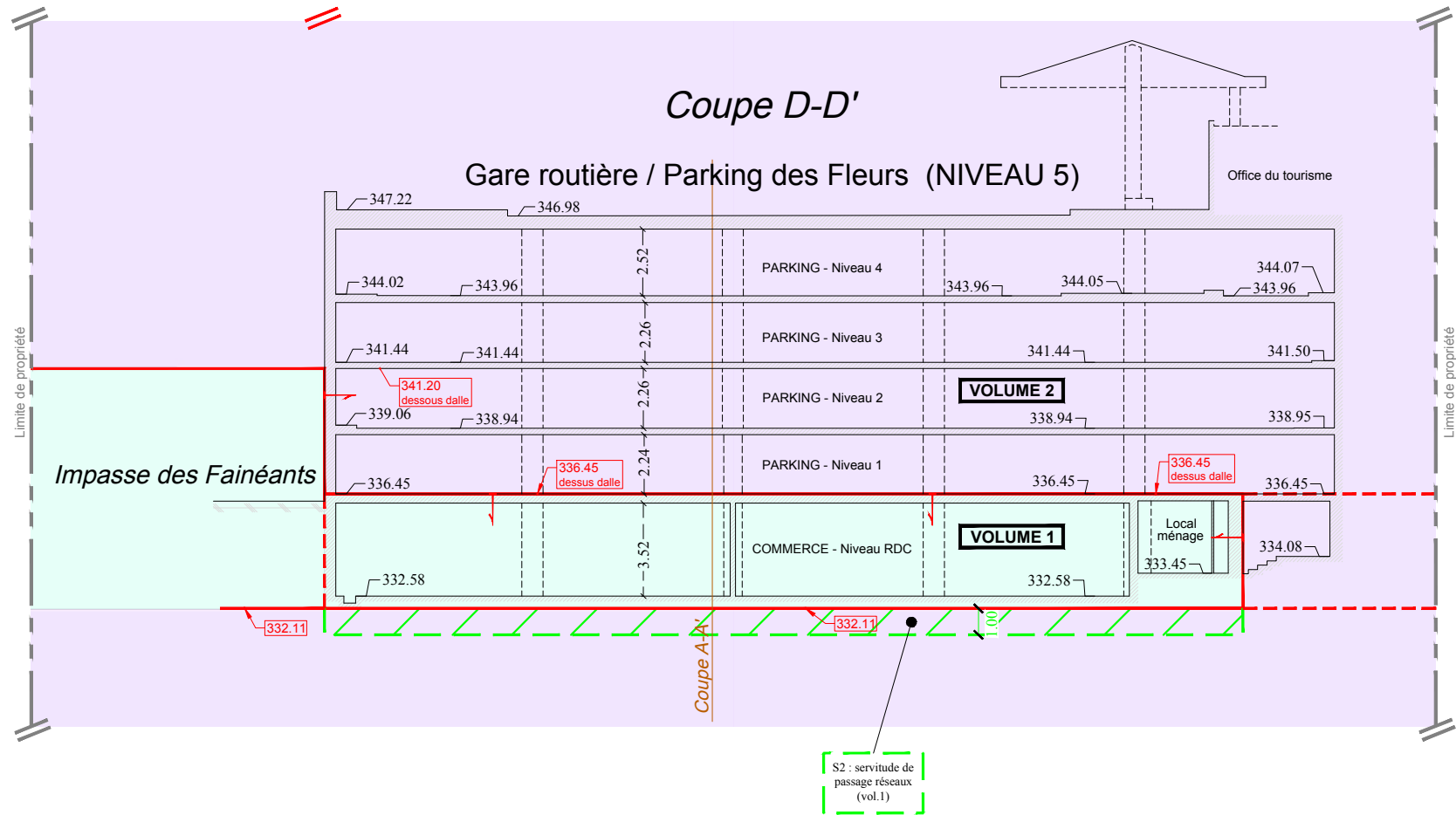
13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 contact@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

COUPE SUR L'EXTENSION AVEC ZONE TECHNIQUE DE MONOPRIX



Date	Description	Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
06/12/2024	Division volumétrique	Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs - Présent° : DIV VOL
		Date création Fichier info : 06/12/2024
		Date d'enregist. : 06/12/2024 5:36:03 PM
		Date impression : 06/12/2024 5:49:43 PM
		Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R+1

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE

Parcelles : 285p

Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif

: Application cadastrale

: Limite des volumes

: Limite des fractions

: Emprise volume n°1 (Commerce)

: Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES
09.93.38.62.30 cannes@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

Date	Description
06/12/2024	Division volumétrique

Nos références : 16-50-06 div vol.dwg

Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT
(admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann

CHENET - RICHARD - DUBOIS

Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM

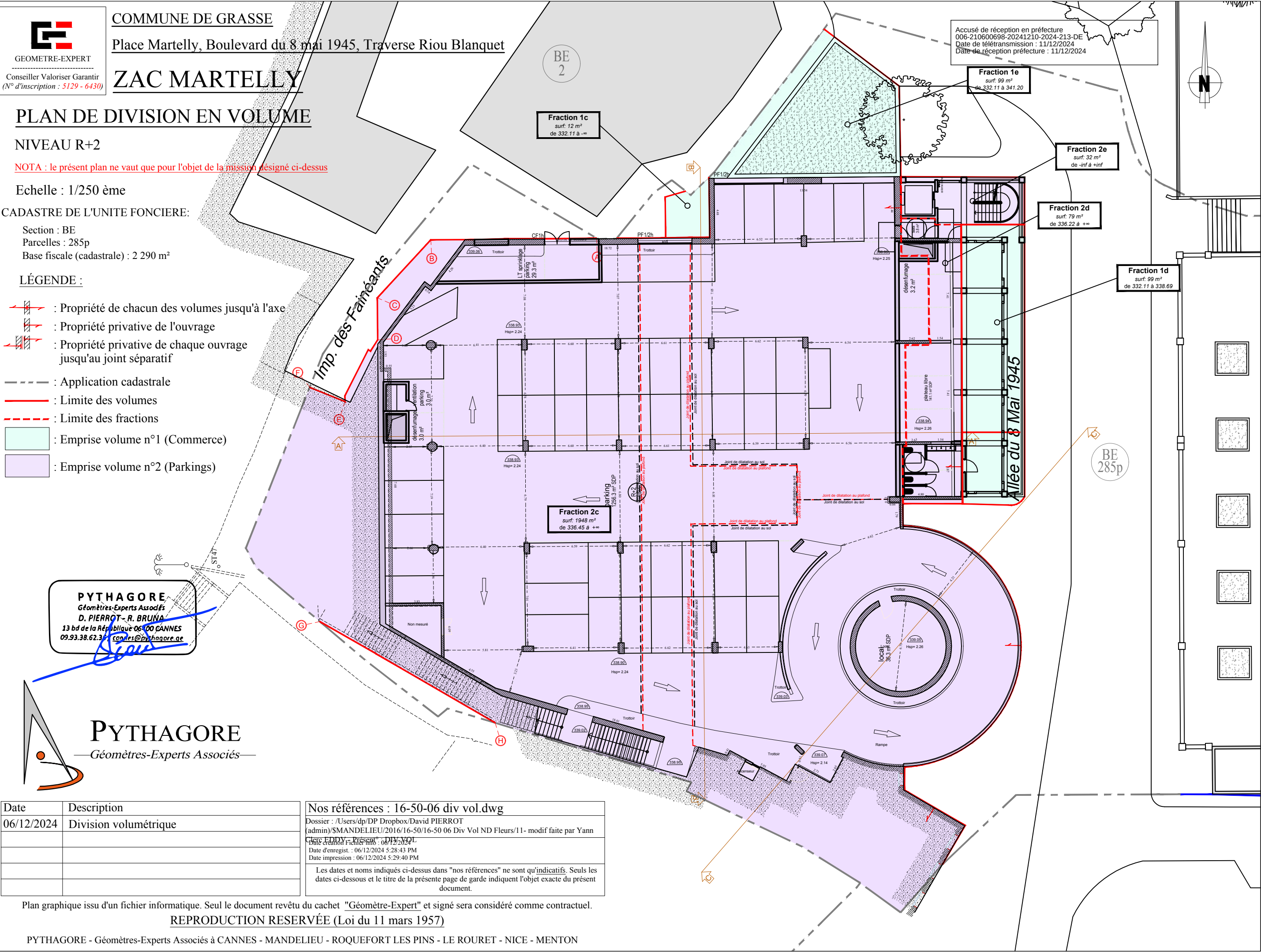
Date impression : 06/12/2024 5:29:38 PM

Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir

(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R+2

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE

Parcelles : 285p

Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 cannes@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

Date	Description
06/12/2024	Division volumétrique

Nos références : 16-50-06 div vol.dwg

Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT

(admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann

CHER FIDY - RÉSOLU - DIV VOL

Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM

Date impression : 06/12/2024 5:29:40 PM

Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



COMMUNE DE GRASSE
Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet
ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R+3

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- Propriété privative de l'ouvrage
- Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- Application cadastrale
- Limite des volumes
- Limite des fractions
- Emprise volume n°1 (Commerce)
- Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE
Géomètres-Experts Associés
D. PIERROT - R. BRUNA
13 bd de la République 06100 CANNES
09.93.38.62.31 cannes@pythagore.ge



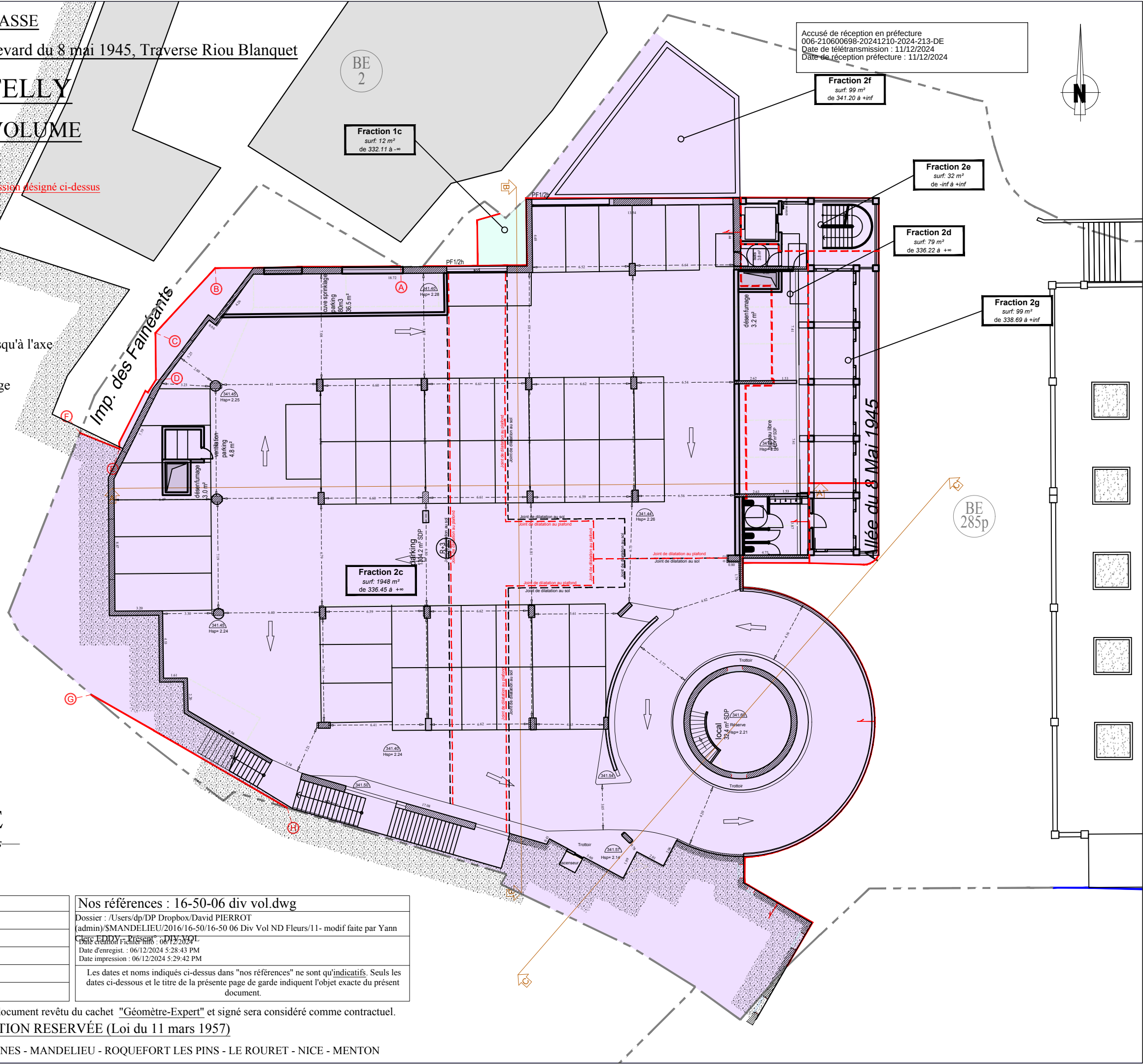
Date	Description
06/12/2024	Division volumétrique

Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann
Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM
Date impression : 06/12/2024 5:29:42 PM
Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Fraction 2f
surf: 99 m²
de 341.20 à +inf

Fraction 2e
surf: 32 m²
de -inf à +inf

Fraction 2d
surf: 79 m²
de 336.22 à +inf

Fraction 2g
surf: 99 m²
de 338.69 à +inf

Fraction 1c
surf: 12 m²
de 332.11 à -inf

Fraction 2c
surf: 1948 m²
de 336.45 à +inf

local
33.4 m² SDP
Hap= 2.21

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R+4

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 cannes@pythagore.ge

PYTHAGORE

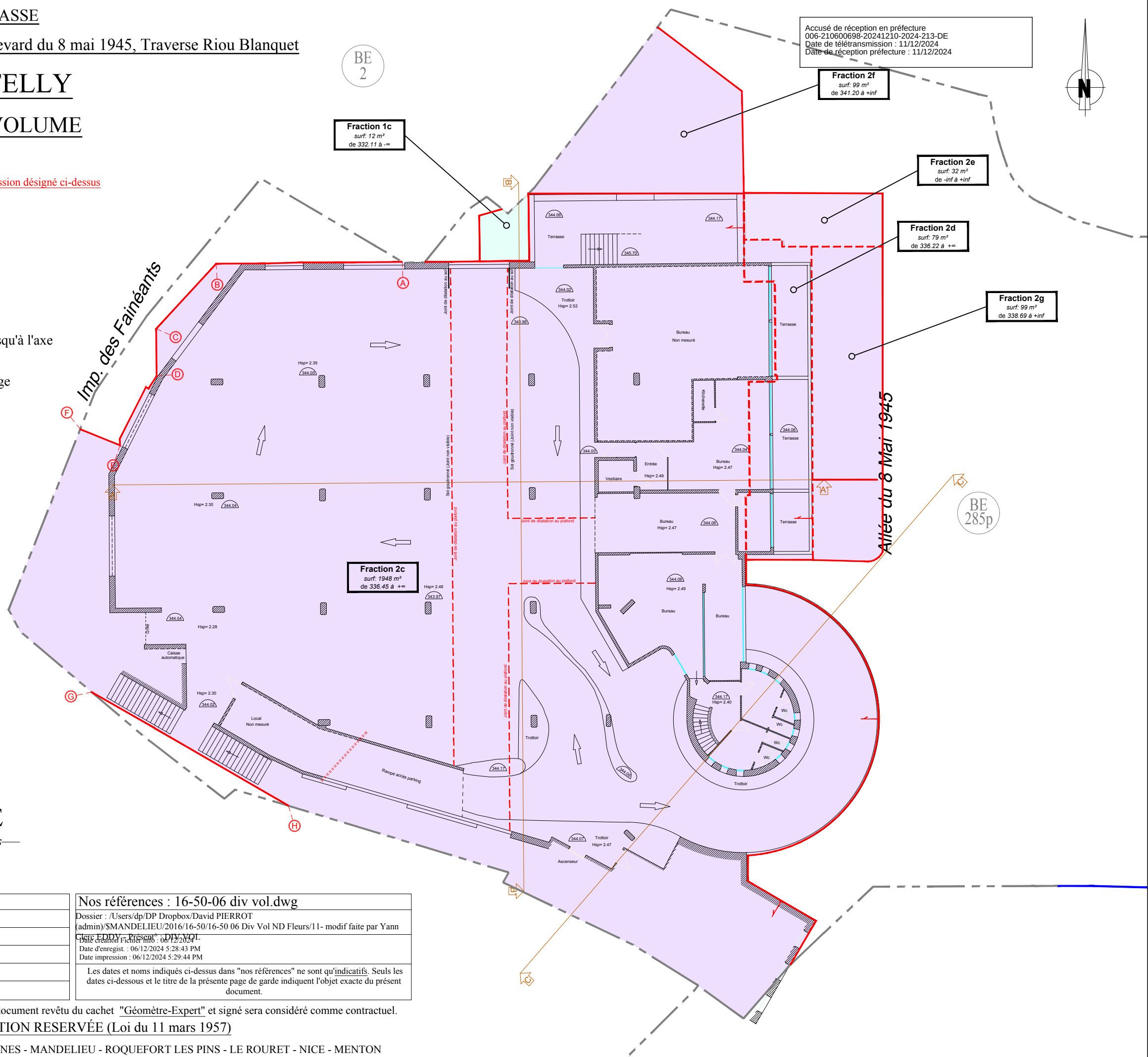
Géomètres-Experts Associés

Date	Description	Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
06/12/2024	Division volumétrique	Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann CHERET Date d'élaboration : 06/12/2024 Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM Date impression : 06/12/2024 5:29:44 PM
		Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE
Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet
ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R+5

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 cannes@pythagore.fr

PYTHAGORE

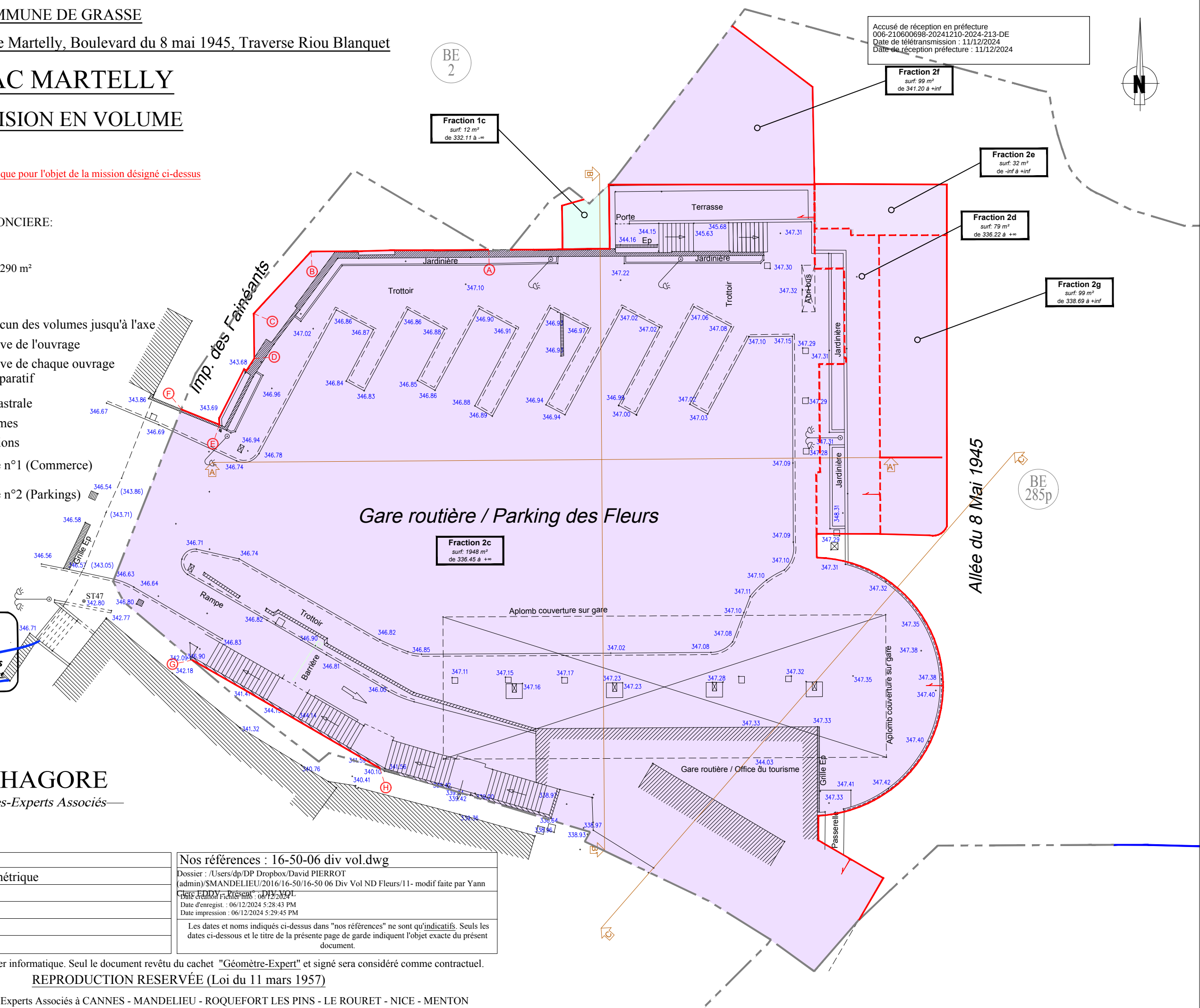
Géomètres-Experts Associés

Date	Description	Nos références : 16-50-06 div vol.dwg
06/12/2024	Division volumétrique	Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT (admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann
		Date d'élaboration : 06/12/2024
		Date d'enregistrement : 06/12/2024 5:28:43 PM
		Date d'impression : 06/12/2024 5:29:45 PM
		Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE
Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet
ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R-1

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 contact@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

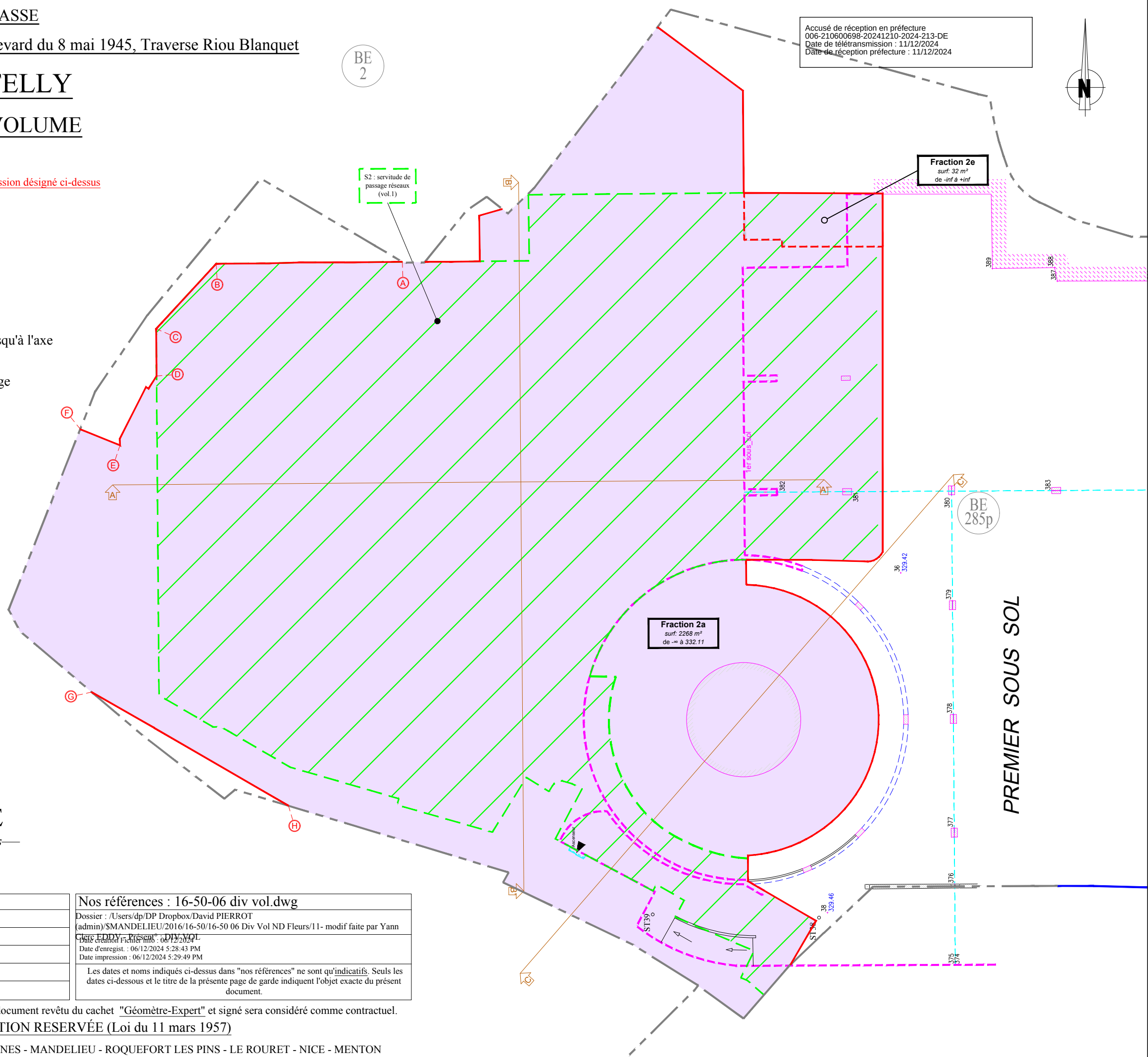
Date	Description
06/12/2024	Division volumétrique

Nos références : 16-50-06 div vol.dwg

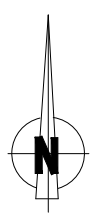
Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT
(admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann
Date d'édit : 06/12/2024 15:01
Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM
Date impression : 06/12/2024 5:29:49 PM

Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.
REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)
PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Fraction 2e
surf. 32 m²
de -inf à +inf

Fraction 2a
surf. 2268 m²
de -∞ à 332.11

BE
285p

PREMIER SOUS SOL

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957 reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU R-2

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE
Parcelles : 285p
Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif
- : Application cadastrale
- : Limite des volumes
- : Limite des fractions
- : Emprise volume n°1 (Commerce)
- : Emprise volume n°2 (Parkings)

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06100 CANNES

09.93.38.62.31 contact@pythagore.ge

PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

Date	Description
06/12/2024	Division volumétrique

Nos références : 16-50-06 div vol.dwg

Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT
(admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50 06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann

06100 CANNES - DIV VOL

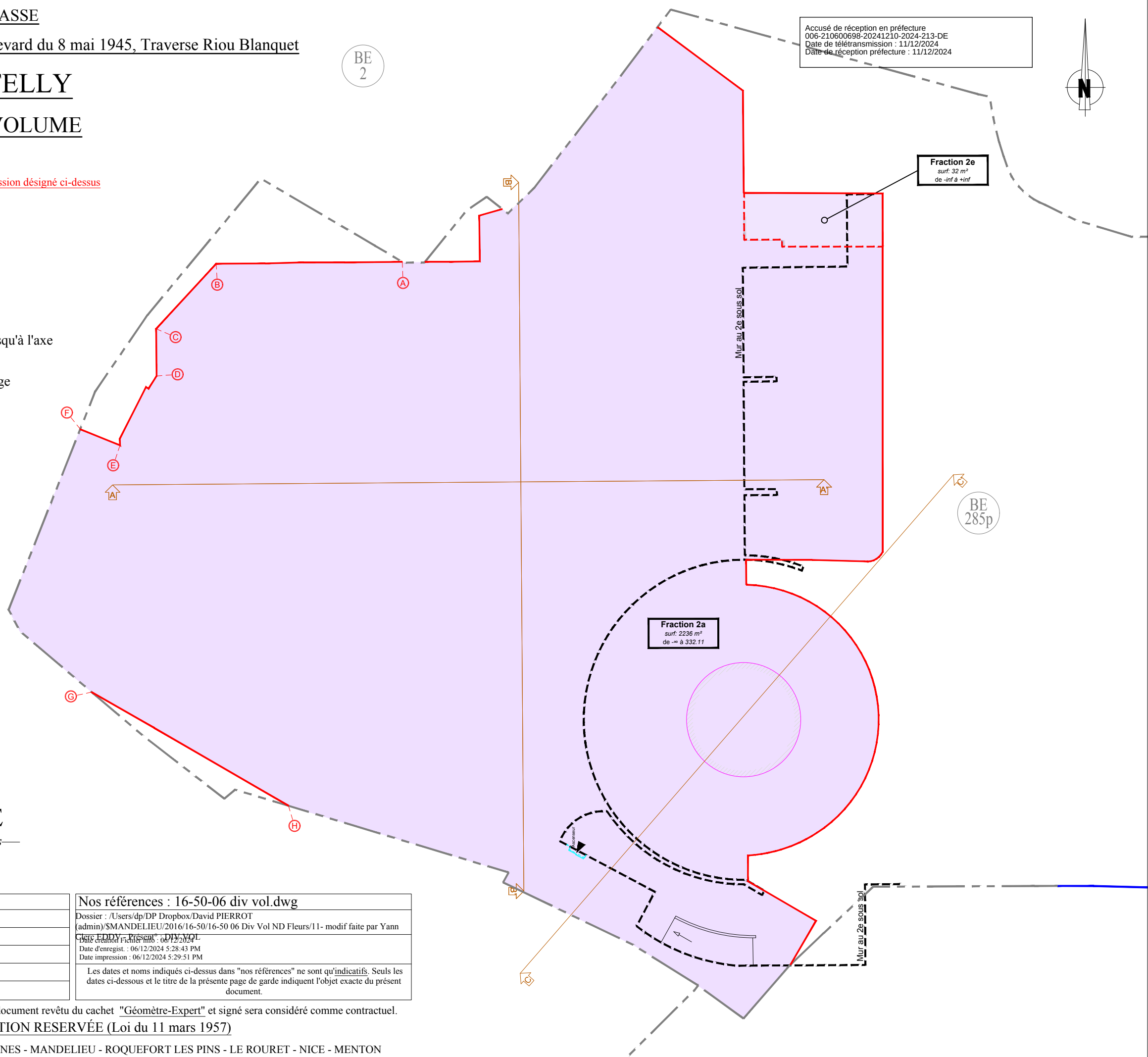
Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM
Date impression : 06/12/2024 5:29:51 PM

Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

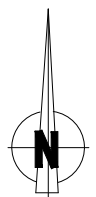
Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-213-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



Fraction 2e
surf: 32 m²
de -inf à +inf

Fraction 2a
surf: 2236 m²
de -∞ à 332.11

BE
285p

BE
2



GEOMETRE-EXPERT

Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

PLAN DE DIVISION EN VOLUME

NIVEAU REZ-DE-CHAUSSEE

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/250 ème

CADASTRE DE L'UNITE FONCIERE:

Section : BE

Parcelles : 285p

Base fiscale (cadastrale) : 2 290 m²

LÉGENDE :

- : Propriété de chacun des volumes jusqu'à l'axe
- : Propriété privative de l'ouvrage
- : Propriété privative de chaque ouvrage jusqu'au joint séparatif

: Application cadastrale

: Limite des volumes

: Limite des fractions

: Emprise volume n°1 (Commerce)

: Emprise volume n°2 (Parkings)

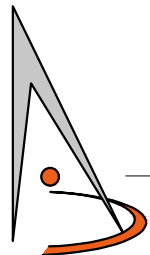
PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

D. PIERROT - R. BRUNA

13 bd de la République 06 100 CANNES

09.93.38.62.31 cannes@pythagore.g



PYTHAGORE

Géomètres-Experts Associés

Date	Description
06/12/2024	Division volumétrique

Nos références : 16-50-06 div vol.dwg

Dossier : /Users/dp/DP Dropbox/David PIERROT
(admin)/SMANDELIEU/2016/16-50/16-50-06 Div Vol ND Fleurs/11- modif faite par Yann

Date d'élaboration : 06/12/2024

Date d'enregist. : 06/12/2024 5:28:43 PM

Date impression : 06/12/2024 5:29:48 PM

Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET - NICE - MENTON

BE 285p hors EDDV (DA en cours)-
surface : 67 m²
Limite A-B-C-D = emprise commerce RDC
Limite D-E-F = emprise parking R+5

BE 285p hors EDDV (DA en cours)-
surface : 13 m²
Limite G-H = emprise escalier R+4 à R+5

BE 285p hors EDDV
(DA en cours)
surf: 9 m²

Fraction 1c
surf: 12 m²
de 332.11 à -

Fraction 1a
surf: 1377 m²
de 332.11 à 336.45

Fraction 2b
surf: 670 m²
de 332.11 à 336.45

Fraction 2e
surf: 32 m²
de -inf à +inf

Fraction 1d
surf: 99 m²
de 332.11 à 338.69

Fraction 1b
surf: 79 m²
de 332.11 à 336.22

BE 285p

Allée du 8 Mai 1945

S1 : servitude de
passage piétons et
éventuels véhicules
techniques (vol.1)

COMMUNE DE GRASSE
ENSEMBLE IMMOBILIER COMPLEXE
" ZAC MARTELLY "

Place Martelly, Boulevard du 8 mai 1945, Traverse Riou Blanquet

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE

◆	EXPOSE	II
I.	IDENTIFICATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER COMPLEXE	II
II.	ORIGINE DE PROPRIETE.....	III
III.	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES :	III
IV.	RAPPEL DE SERVITUDES.	III
◆	ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES (E.D.D.V.)	III
CHAPITRE 1	OBSERVATIONS PRELIMINAIRES D'ORDRE GENERAL	III
CHAPITRE 2	ETAT DESCRIPTIF DETAILLE	V
CHAPITRE 3	RESUME DE L'ETAT DESCRIPTIF VOLUMETRIQUE	VI
CHAPITRE 4	PLANS	VII
CHAPITRE 5	RECOLEMENT	VII
CHAPITRE 6	CAHIER DES CHARGES & SERVITUDES	VIII
I.	PREAMBULE	VIII
A.	OBJET DU CAHIER DES CHARGES	VIII
B.	CHAMP D'APPLICATION	VIII
C.	LES SERVITUDES	VIII
C-1.	SERVITUDES DE DROIT ADMINISTRATIF	VIII
C-2.	DROITS ET OBLIGATIONS RESULTANTS DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION	VIII
C-3.	SERVITUDES GÉNÉRALES	IX
C-4.	SERVITUDES COMPLEMENTAIRES	XIV
C-5.	SERVITUDES PARTICULIERES CONSTITUEES ENTRE DIFFERENTS LOTS DE VOLUME	XIV
C-6.	SERVITUDES DE DROIT PRIVE	XV
C-7.	AFFECTATION ET DESTINATION DES VOLUMES	XV
C-8.	CHANGEMENT DE DESTINATION	XVI
C-9.	CONSTRUCTIONS NOUVELLES	XVI
C-10.	DROITS A BATIR	XVI
CHAPITRE 7	COMMUNICATION DU CAHIER DES CHARGES	XVI
CHAPITRE 8	PUBLICITE FONCIERE	XVI

◆ EXPOSE

Le groupement de sociétés **PRIMOSUD-EIFFAGE-PROMOFAR** va entreprendre, au niveau RDC du parking public « Notre Dame des Fleurs », un commerce qui comprendra divers ouvrages, équipements et aménagements.

En raison de l'hétérogénéité de l'affectation de ce commerce avec le parking public qui le surplombe, et afin de conserver à chaque partie de l'ensemble immobilier la plus grande autonomie possible, l'ensemble immobilier a été conçu de façon à doter ses différents éléments d'une indépendance technique et fonctionnelle.

Aussi, la **ville de GRASSE** a décidé de ne pas soumettre l'ensemble immobilier au régime de la copropriété mais de le diviser en un certain nombre de lots de volume ne comprenant aucune quote part indivise de partie commune, mais seulement liés entre eux par des relations de servitudes créées, d'une part, pour tenir compte de l'imbrication et la superposition des lots de volume, d'autre part, pour permettre l'utilisation rationnelle de certains éléments présentant un intérêt collectif.

Ceci exposé, il est passé à l'établissement de la division en volume objet des présentes.

*Nota : Pour des raisons de simplification, l'Etat descriptif de Division volumétrique est abrégé **E.D.D.V.** et l'Ensemble Immobilier Complexe est abrégé **E.I.C.***

*Pour la clarté des présentes, que le terme **IMMEUBLE** et le terme **ENSEMBLE IMMOBILIER** sont employés indifféremment.*

I. IDENTIFICATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER COMPLEXE

Le présent descriptif concerne un ensemble immobilier complexe qui sera composé à son achèvement d'un bâtiment de stationnement et de commerces élevés de 5 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée, avec niveaux de parkings souterrains, le tout sis à GRASSE identifié au cadastre rénové de ladite ville :

Section	N°	Surface
BE	285p	00 ha 22 a 90 ca

Total surface : 00 ha 22 a 90 ca

Le tout confrontant :

- au Nord, les parcelles BE n°285p, l'impasse des Fainéants et la traverse Riou Blanquet
- à l'Est, la parcelle BE n°285p
- à l'Ouest, la parcelle BE n°285p et l'impasse des Fainéants
- au Sud, les parcelles BE n°284, 289, 285p, l'impasse des Fainéants, et la traverse Riou Blanquet

Tel que le bien existe, s'étend, se poursuit et comporte sans aucune exception ni réserve.

Un DMPC est en cours de réalisation sur la parcelle BE n°285.

Les désignations cadastrales ci-dessus résultent du document d'arpentage suivant : **DMPC n°**
du établi par M. PIERROT David, Géomètre-Expert à CANNES.

Pour les besoins de la publicité foncière et des services du cadastre les références cadastrales identifiant l'ensemble complexe objet du présent descriptif seront portées indivisément au nom des propriétaires de volumes ou au nom du propriétaire du volume numéro UN.

II. ORIGINE DE PROPRIETE

(Notaire)

III. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES :

Sans objet.

IV. RAPPEL DE SERVITUDES.

(Notaire)

◆ ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES (E.D.D.V.)

CHAPITRE 1 OBSERVATIONS PRELIMINAIRES D'ORDRE GENERAL.

Chacun des volumes lorsqu'il est nécessaire pour l'identifier est défini en altimétrie par sa cote minimum basse et sa cote maximum haute. À défaut, le volume comprend la fraction de sol (tréfonds et élévation) ou l'une des deux cotes uniquement.

La numérotation des fractions des volumes adoptée est la suivante :

- le chiffre correspond au numéro de volume auquel ladite fraction est attachée.
- la lettre suivant le chiffre sert à identifier ladite fraction à l'intérieur du volume.

Le bien immobilier ci-dessus est divisé en 2 volumes numérotés de 1 à 2.

Étant ici précisé que l'ensemble immobilier ne comporte pas de parties communes entre les volumes ci-après créés de sorte qu'il se trouve exclu du champ d'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété.

D'autre part, afin de créer une organisation différente, il sera créé une ASSOCIATION SYNDICAL LIBRE pour la gestion des éléments ou tènements d'intérêt commun de l'ensemble immobilier.

La désignation qui va être donnée aux lots de volume est purement indicative et n'a pour but que de faciliter leur identification par référence aux plans qui demeureront ci-annexés.

Les cotes indiquées dans la désignation des lots de volume ci-après sont celles du nivellement général de la France dites « cotes NGF ». Etant précisé pour l'ensemble des volumes que les côtes N.G.F indiquent la côte moyenne de l'ouvrage.

Ainsi les éléments constitutifs de la structure porteuse y compris l'étanchéité des dalles ou planchers compris dans un volume font partie intégrante dudit volume même en cas de débordement.

En outre, les murs séparant deux lots de volumes bâtis, appartiennent par moitié à chacun d'eux, les murs extérieurs d'un lot de volume font, quant à eux, partie intégrante de ce lot de volume, sauf ce qui pourra être précisé ci-après.

Par exception, la limite de deux lots de volumes séparés par un joint de dilatation sera constituée par ce joint, le mur séparatif appartenant au lot de volume dans le périmètre duquel il est situé.

En règle générale, et sauf indications contraires :

a) Chaque lot de volume comprendra l'ensemble des ouvrages compris verticalement entre d'une part les dalles formant le plancher bas, et d'autre part les dalles formant le plancher haut.

La dalle formant le plancher haut d'un volume construit ou assurant la couverture (hors d'eau) accessible ou non dudit volume seront la propriété de ce dernier, y compris son étanchéité et la protection immédiate de celle-ci, le propriétaire du volume supérieur ayant alors seulement la propriété de la superficie de la dalle.

Les dalles formant le plancher bas d'un volume construit en élévation au-dessus d'un autre volume non construit (balcon, bow windows etc...), seront la propriété du volume supérieur. Etant ici rappelé que **les éléments constitutifs de la structure porteuse des dalles ou planchers compris dans un volume font partie intégrante dudit volume même en cas de débordement.**

b) Chaque lot de volume comprendra l'ensemble des ouvrages compris horizontalement entre les murs, cloisons ou vitrines de toute nature les délimitant.

Les murs assurant la séparation verticale des constructions édifiées dans deux volumes distincts seront la propriété de chacun des propriétaires des volumes situés de part et d'autre jusqu'à l'axe médian desdits murs.

Lorsqu'un lot de volume est contigu d'un autre lot de volume dans lequel il n'est pas (et ne doit pas être) édifié de construction en élévation, la propriété du volume construit se prolongera jusqu'au nu ou au parement extérieur du mur situé en limite du lot non-construit.

La surface de chaque lot de volume à chacun des niveaux où il est situé est donnée à titre indicatif.

La surface de base de chaque lot de volume ou fraction est indiquée afin de permettre de déterminer les limites des lots de volume ou fractions, mais ne serviront pas au calcul de la répartition des différentes charges qui feront l'objet d'une répartition particulière, ci-après indiquée.

La surface hors œuvre sera déterminée par l'addition des différentes surfaces de planchers.

Il est encore précisé que, lorsqu'il est parlé de volume immobilier, il s'agit de la pleine propriété dudit volume.

CHAPITRE 2 ETAT DESCRIPTIF DETAILLE

VOLUME N°1 : Un volume en nature de bâti et à usage de commerce et rampe, de forme irrégulière, composé de plusieurs fractions communiquant entre elles et figurant sous teinte verte aux plans ci-annexés.

Ce volume comprend les fractions suivantes :

Fraction 1a d'une superficie de 1 378,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 332,11 et limitée en hauteur à la cote NGF 336,45.

Ladite fraction figurant sous teinte bleue au plan du (des) niveau(x) RDC

Fraction 1b d'une superficie de 79,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 332,11 et limitée en hauteur à la cote NGF 336,22.

Ladite fraction figurant sous teinte bleue au plan du (des) niveau(x) RDC

Fraction 1c d'une superficie de 12,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 332,11 et sans limitation en hauteur.

Ladite fraction figurant sous teinte bleue au plan du (des) niveau(x) RDC, R+1, R+2, R+3, R+4, R+5

Fraction 1d d'une superficie de 99,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 332,11 et limitée en hauteur à la cote NGF 338,69.

Ladite fraction figurant sous teinte bleue au plan du (des) niveau(x) RDC, R+1, R+2, R+3, R+4, R+5

Fraction 1e d'une superficie de 99,00 m², sans limitation en profondeur et limitée en hauteur à la cote NGF 332,11.

Ladite fraction figurant sous teinte bleue au plan du (des) niveau(x) R+1, R+2

Et le droit d'y réaliser toutes constructions et aménagements dans les conditions des règles et servitudes ci-après.

VOLUME N°2 : Un volume en nature de bâti et à usage de parkings, bureaux et locaux divers, de forme irrégulière, composé de plusieurs fractions communiquant entre elles et figurant sous teinte violette aux plans ci-annexés.

Ce volume comprend les fractions suivantes :

Fraction 2a d'une superficie de 2 236,00 m², sans limitation en profondeur et limitée en hauteur à la cote NGF 332,11.

Ladite fraction figurant sous teinte violette au plan du (des) niveau(x) R-2, R-1

Fraction 2b d'une superficie de 670,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 332,11 et limitée en hauteur à la cote NGF 336,45.

Ladite fraction figurant sous teinte violette au plan du (des) niveau(x) RDC

Fraction 2c d'une superficie de 1 948,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 336,45 et sans limitation en hauteur.

Ladite fraction figurant sous teinte violette au plan du (des) niveau(x) R+1, R+2, R+3, R+4, R+5

Fraction 2d d'une superficie de 79,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 336,22 et sans limitation en hauteur.

Ladite fraction figurant sous teinte violette au plan du (des) niveau(x) R+1, R+2, R+3, R+4, R+5

Fraction 2e d'une superficie de 32,00 m², sans limitation en profondeur et sans limitation en hauteur.

Ladite fraction figurant sous teinte violette au plan du (des) niveau(x) R-2 à R+5

Fraction 2f d'une superficie de 99,00 m², limitée en profondeur à la cote NGF 341,2 et sans limitation en hauteur.

Ladite fraction figurant sous teinte violette au plan du (des) niveau(x) R+3 à R+5

Et le droit d'y réaliser toutes constructions et aménagements dans les conditions des règles et servitudes ci-après.

CHAPITRE 3 RESUME DE L'ETAT DESCRIPTIF VOLUMETRIQUE

L'état descriptif qui précède est résumé dans le tableau récapitulatif établi ci-après conformément à l'article 71 du décret n° 55-1350 du 14 Octobre 1955, modifié par le décret n° 59-89 du 7 Janvier 1959, pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 Janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière.

N° de Volume	Fractio n	Niveau	Surface de base (m ²)	Cote inférieure	Cote supérieure	Nature
1	a	RDC	1378,00	332,11	336,45	bâti
	b	RDC	79,00	332,11	336,22	
	c	RDC, R+1, R+2, R+3, R+4, R+5	12,00	332,11	+inf	
	d	RDC, R+1, R+2, R+3, R+4, R+5	99,00	332,11	338,69	
	e	R+1,R+2	99,00	-inf	332,11	
2	a	R-2, R-1	2236,00	-inf	332,11	bâti
	b	RDC	670,00	332,11	336,45	
	c	R+1, R+2, R+3, R+4, R+5	1948,00	336,45	+inf	
	d	R+1, R+2, R+3, R+4, R+5	79,00	336,22	+inf	

N° de Volume	Fractio n	Niveau	Surface de base (m²)	Cote inférieure	Cote supérieure	Nature
	e	R-2 à R+5	32,00	-inf	+inf	
	f	R+3 à R+5	99,00	341,20	+inf	

CHAPITRE 4 PLANS

Sont demeurés joints et annexés aux présentes après mention et après avoir été certifiés sincères et véritables, les plans suivants, dressés par **M. David PIERROT, Géomètre-Expert**, exerçant à **CANNES**, datés du 08/10/2024 référencés 16-50-06 DIV VOL.DWG.

- Plan des niveaux R-2, R-1, RDC, R+1, R+2, R+3, R+4 et R+5
- Coupes AA', BB' et CC'

L'ensemble de ces plans établis à l'échelle du 1/250^e.

CHAPITRE 5 RECOLEMENT

Sans objet.

CHAPITRE 6 CAHIER DES CHARGES & SERVITUDES

I. PREAMBULE

A. OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Ce présent cahier des charges est un acte de droit privé qui a pour objet :

- de compléter les dispositions de l'E.D.D.V;
- et d'une manière générale de fixer pour le présent et pour l'avenir les règles et servitudes imposées dans l'ensemble immobilier.

Il est opposable à quiconque détient ou occupe à quelque titre que ce soit un bien immobilier dans l'E.I.C.

B. CHAMP D'APPLICATION

Le présent cahier des charges s'applique à l'ensemble des volumes décrits dans l'Ensemble Immobilier Complexe défini au Chapitre I ci-dessus.

C. LES SERVITUDES

C-1. SERVITUDES DE DROIT ADMINISTRATIF

Sans objet.

C-2. DROITS ET OBLIGATIONS RESULTANTS DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

a. PRINCIPE GENERAL

L'identification des volumes du bien immobilier ci-dessus ne crée aucune indivision d'une partie quelconque de ce dernier, en conséquence, il n'est attribué aucune quote-part indivise dudit bien aux volumes créés. Ces derniers étant entièrement indépendants en dehors des relations de servitudes et obligations existant entre eux ainsi qu'il est précisé ci-après.

Chaque propriétaire de volume sera propriétaire des ouvrages, constructions, aménagements ou autres qu'il réalisera ou fera réaliser à l'intérieur de son volume avec tous les attributs que comporte le droit de propriété, aucun des propriétaires ne pouvant revendiquer un droit d'accession quelconque sur l'autre volume.

Dans les rapports entre propriétaires, ainsi que dans les rapports entre leurs ayants cause successifs, seuls seront pris en considération les éléments concernant l'emplacement, l'élévation et le volume des constructions sans égard à la distribution intérieure et à leur affectation.

En conséquence, chaque propriétaire pourra toujours modifier le ou les lots de volume lui appartenant sous la seule réserve de ne pas porter atteinte aux droits des autres propriétaires ni à la destination générale de l'ensemble immobilier complexe.

Chaque propriétaire pourra procéder à toute subdivision ou mise en copropriété de son volume, le tout sans l'accord ni l'intervention du ou des propriétaires des autres volumes, sauf à maintenir et respecter les servitudes et obligations résultant des présentes.

Toutefois, pour éviter toute erreur matérielle, le numérotage des lots du descriptif de division en copropriété s'effectuera au moyen de nombres de quatre chiffres dont le premier représente le numéro du lot de volume ainsi divisé (ex. un lot de volume numéro DEUX – lots de copropriété n° 2001 et suivants).

b. PRECISIONS TECHNIQUES

Les côtes N.G.F ci-dessus stipulées par rapport au nivellement général de la France pour la désignation de chacun des volumes, sont des côtes moyennes et aucun propriétaire de volume ne pourra s'en prévaloir dans le cas où il apparaîtrait une légère différence de niveau notamment du fait des pentes nécessaires à l'écoulement des eaux, du fait des tassements de terrains, des mouvements propres du bâtiment, des nécessités techniques de construction.

c. OUVRAGES

Préalablement aux dispositions qui vont suivre, il est précisé que les constructions et aménagement à réaliser par chaque propriétaire à l'intérieur de son volume, devront l'être conformément :

- aux règles de l'urbanisme en général et des différentes autorisations administratives
- des statuts de l'Association Syndicale.

d. OBLIGATIONS DE CONSERVER ET ENTRETENIR LES OUVRAGES DE BASE

Du simple fait de son acquisition, chaque propriétaire de volume a l'obligation de conserver et entretenir les ouvrages de base permettant de matérialiser les volumes de l'ensemble immobilier complexe et d'assurer leur fonctionnement.

Les dalles, murs et structures porteurs permettant de matérialiser les différents volumes, seront conservés et entretenus par les propriétaires desdits volumes.

Les dalles séparatives de deux volumes, les murs et structures porteurs seront la propriété telle que définie à l'Etat Descriptif de Division Volumétrique ([Chapitre I](#)) et sont grevés des servitudes d'appui ci-après.

C-3. SERVITUDES GÉNÉRALES

Hormis les servitudes résultant des titres antérieurs, et rapportées dans tous titres et notamment aux présentes, les volumes ci-dessus créés étant destinés à être cédés à des propriétaires différents, il est créé entre eux, les servitudes ci-après qui subsisteront même en cas de réunion momentanée de plusieurs volumes entre les mêmes mains.

En raison de la superposition et de l'imbrication des différents ouvrages composant l'ensemble immobilier et afin d'en permettre une utilisation rationnelle, les différents propriétaires de ces ouvrages devront souffrir et respecter les servitudes et charges ci-après.

Au regard des obligations réelles qui découleront de ces servitudes, chacun des lots de volume de l'ensemble immobilier sera considéré à l'égard des autres comme fonds servants et fonds dominant et réciproquement. Par le seul fait de l'acquisition de ces lots de volume, leurs propriétaires seront réputés accepter et consentir les servitudes en cause sans indemnité quelconque.

a. OBLIGATION DE SUPPORTER DES CONSTRUCTIONS

Le propriétaire sera tenu sans limitation de durée, à titre de servitudes, de supporter la charge de construction édifiée dans le volume comprenant le volume du dessus.

Notamment, il devra supporter l'existence éventuelle de piliers traversant sa propriété et permettant l'assise sur le sol des constructions édifiées à l'intérieur du volume supérieur. Il sera d'ailleurs propriétaire de ces piliers comme de toutes les constructions édifiées à l'intérieur de son volume.

b. SERVITUDES GENERALES D'APPUI, D'ACCROCHAGE ET DE PROSPECT, DE VUE ET DE SURPLOMB

L'ensemble immobilier étant composé des divers ouvrages superposés et imbriqués, les ouvrages qui supportent de quelque manière que ce soit d'autres ouvrages appartenant à d'autres propriétaires, sont grevés de toutes les servitudes d'appui, d'accrochage. Les différents ouvrages sont en outre grevés et profitent de toutes servitudes de vue et prospect et de surplomb rendues nécessaires par la structure même de l'ensemble immobilier.

En outre, les charges maximales pour lesquelles les structures porteuses ont été réalisées, devront être constamment respectées lors de la construction ou toute modification des ouvrages compris dans chaque lot de volume. Ces appuis seront limités à l'exploitation en bon père de famille dudit volume suivant sa destination.

Lorsque la dalle constituant le plafond d'un local n'appartient pas uniquement au propriétaire de ce local, cette dalle sera grevée d'une servitude d'accrochage pour des équipements divers (canalisations, faux plafonds, éléments de décoration), entraînant des charges compatibles et préalablement calculées par le bureau d'étude technique avec les structures portantes. Le propriétaire du local aura ainsi le droit se pratiquer de petits percements, travaux et ouvrages susceptibles de n'apporter aucune détérioration aux structures porteuses et à fortiori de ne pas porter atteinte à la stabilité de celles-ci.

De plus tous les lots de volume sont tenus de supporter ou de laisser passer s'il y a lieu, toutes structures d'appui et de soutènement nécessaires à la construction et à la stabilité de l'ensemble immobilier.

Cas particulier du tréfonds

Le propriétaire du volume comprenant le tréfonds ne sera tenu envers les propriétaires des autres volumes à aucune garantie de l'état du sol et du sous-sol, et il ne pourra être exercé tant contre lui que contre les propriétaires successifs de ce lot de tréfonds par les autres propriétaires aucun recours pour cause de mauvais état de ce sol ou sous-sol, vices de toutes natures, apparents ou cachés, pour cause de fouilles, carrières ou remblais qui auraient pu être faits avant la construction de l'EIC et de tous éboulements, excavations ou affaissements qui viendraient à se produire.

c. CANALISATIONS, GAINES ET RESEAUX DIVERS

Sans objet.

d.ENTRETIEN, REPARATION ET RECONSTRUCTION.

d.1 : Obligation générale d'entretien et de réparation

Chaque propriétaire devra assurer l'entretien et la réparation de ses locaux et ouvrages de façon telle qu'ils n'affectent à aucun moment la solidité et la sécurité générale de l'ensemble immobilier et celle de ses occupants et qu'ils n'entravent pas l'utilisation normale des autres parties de l'immeuble.

d.2 : Ouvrages et équipements d'intérêt collectif

La gestion, l'entretien et la réparation des ouvrages et de l'équipement de l'ensemble immobilier présentant un intérêt collectif pour l'ensemble de ses propriétaires ou pour certains d'entre eux, seront assurés par une association syndicale libre régie par la loi du vingt et un juin mille huit cent soixante-cinq, les lois qui l'ont modifiée, les décrets pris pour son application. Cette association syndicale libre réunira l'ensemble des propriétaires de l'ensemble immobilier inclus dans son périmètre et ceux-ci en deviendront membres de plein droit par la seule conclusion des conventions ou par la seule survenance des événements leur conférant un droit de propriété sur l'un des éléments de l'ensemble immobilier.

d.3 : Travaux. Modification. Reconstruction.

Chaque propriétaire pourra réaliser sur ses ouvrages ou locaux tous travaux quelconques à la condition expresse qu'ils n'affectent en rien la solidité et la sécurité générale de l'ensemble immobilier et l'usage des éléments de celui-ci appartenant à d'autres propriétaires.

Lorsque les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter la solidité et/ou l'aspect extérieur de l'ensemble immobilier, ils ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable et écrit de tous les autres propriétaires concernés et après l'avis d'un bureau de contrôle. Il pourra être exigé, que les travaux soient réalisés sous le contrôle de l'architecte de l'ensemble immobilier dont les honoraires seront à la charge de l'auteur des travaux en cause.

Lorsque les travaux envisagés affectent l'usage d'éléments de l'ensemble immobilier appartenant à d'autres propriétaires, ils ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable et écrit de ces propriétaires.

Si les travaux envisagés affectent à la fois la sécurité générale, la solidité et l'aspect extérieur de l'ensemble immobilier et l'usage des éléments de celui-ci appartenant à d'autres propriétaires, les dispositions figurant aux deux alinéas qui précèdent seront applicables cumulativement.

En cas de destruction involontaire des ouvrages de l'ensemble immobilier et si leur reconstruction est décidée, les nouveaux ouvrages devront obligatoirement présenter des caractéristiques techniques au moins équivalentes à celles des ouvrages détruits, après avis du bureau de contrôle. Les polices d'assurances construction devront être communes ou similaires et dans ce cas souscrites auprès de la même compagnie.

Toutefois, si un ou plusieurs propriétaires décident de ne pas reconstruire, ils devront indemniser les autres propriétaires du préjudice qui en résultera pour eux.

Cette indemnisation aura lieu dans les conditions fixées soit à l'amiable, soit par voir d'expertise. Dans ce dernier cas, si les parties ne sont pas d'accord sur le choix d'un expert, ce dernier sera nommé par voie judiciaire à la demande de la partie la plus diligente.

L'ensemble des travaux d'amélioration, de modification ou de reconstruction des ouvrages de l'ensemble immobilier devront être exécutées en respectant l'avis du bureau de contrôle :

- les limites des lots de volume dont dépendent ces ouvrages telles qu'elles sont définies ci-dessus ;
- les autorisations administratives éventuellement nécessaires et les règles de sécurité en vigueur;
- et les conventions diverses conclues par chaque propriétaire lors de son acquisition.

e.SERVITUDE D'ACCES

Il est institué une servitude générale et réciproque de passage entre les lots de volume là où la disposition de lieux ne permet pas à un propriétaire d'accéder directement à ses équipements. Ce passage devra être pris du côté où le trajet est le plus court du fond enclavé à la voie publique, ou avec les équipements communs. Néanmoins, il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable.

f.SERVITUDES D'ECOULEMENT DES EAUX ET D'ETANCHEITE

Chaque lot de volume supérieur bénéficiera à l'encontre du ou des lots de volume inférieurs de toute servitude d'écoulement des eaux de pluie et de nettoyage. Les éventuels équipements nécessaires (notamment tuyauteries, caniveaux, canalisations) à l'exercice de cette servitude sur le plan vertical seront entretenus et remplacés par le propriétaire du lot de volume supérieur qui à cet effet profitera de toutes servitudes nécessaires sur le ou les lots de volumes inférieurs.

g.SERVITUDES DE VENTILATION ET D'AERATION

Sans objet.

h.REGLES D'USAGE ET D'ESTHETIQUE

Sans objet.

i.ASSURANCES

Le ou les propriétaires de chaque lot de volume composant l'ensemble immobilier devront assurer les constructions édifiées dans l'emprise de celui-ci auprès d'une Compagnie notoirement solvable en valeur de reconstruction à neuf, en tenant compte des servitudes, notamment d'appui, de support ou de soutien, résultant des présentes et des dispositions du paragraphe 2) ci-après, au titre des dommages causés par :

- l'incendie, les explosions, la foudre, les dommages de fumée, les accidents causés par l'électricité et les dommages aux appareils électriques,
- les grèves, émeutes et mouvements populaires, les actes de terrorisme et de **sabotage**,
- les tempêtes, les tornades et chutes de grêle, ouragans et cyclones, les séismes, raz-de-marée, éruptions volcaniques,
- les chutes d'avion et chocs des véhicules terrestres,
- les dommages résultant du franchissement du mur du son,
- le bris de glace,
- les dégâts des eaux, y compris ceux provenant des installations de lutte contre l'incendie.

En outre, le ou les propriétaires de chaque lot de volume devront assurer spécialement les responsabilités pouvant leur incomber en raison du mauvais entretien des ouvrages sur lesquels s'exercent des servitudes d'appui, de support ou de soutien, ou en raison des désordres affectant les constructions situées dans un autre lot de volume qui seraient provoqués par les aménagements réalisés par eux dans les constructions leur appartenant.

Justification des assurances ci-dessus précipitées devra être fournie, tous les ans, par chacun aux autres propriétaires des lots de volumes composant l'ensemble immobilier.

Au titre des risques civils et des responsabilités en cas d'incendie, il est convenu que les propriétaires et locataires de l'ensemble immobilier sont réputés entretenir de simples rapports de voisinage et sont considérés comme des tiers les uns vis-à-vis des autres.

j. RECONSTRUCTION

En cas de destruction totale ou partielle des constructions ou de leurs éléments d'équipement, il devra être procédé par des propriétaires des lots de volume concernés à leur reconstruction ou leur remplacement ainsi qu'il est précisé ci-après, après avis du bureau de contrôle.

Le droit de reconstruire se répartira entre les différents lots de volume composant l'ensemble immobilier au prorata des surfaces hors œuvre en planchers développés initialement construites dans l'emprise desdits lots de volume.

La reconstruction se fera à l'identique ou de la façon la plus proche de l'identique, compte tenu de la réglementation alors applicable et des autorisations obtenues, dans le respect des servitudes stipulées aux présentes.

En cas de destruction totale ou partielle, le ou les propriétaires de chaque lot de volume devront procéder à la reconstruction de celui-ci tenant compte des servitudes le grevant aux termes des présentes.

Les dépenses de reconstruction des ouvrages et des éléments d'équipement dans l'emprise de chaque lot de volume seront supportées par le ou les propriétaires dudit lot de volume. Toutefois, les dépenses de reconstruction des fondations, des murs et éléments porteurs ou de structure supportant des constructions édifiées dans des lots de volume différents, les dépenses de réfection des réseaux, des canalisations, des éléments d'équipement, avec leurs gaines, emplacements techniques ou locaux, des conduits de ventilation et des extracteurs d'air qui assurent le desserte de plusieurs lots de volumes, ainsi que les aménagements extérieurs de ces volumes, seront supportées par les propriétaires de ceux-ci dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus au paragraphe C-3.d« Entretien, réparation , reconstruction ».

La réfection des réseaux, canalisations, éléments d'équipement qui assurent exclusivement la desserte d'un lot de volume mais sont situés, à titre de servitude, dans un autre lot de volume, sera assumée aux faits exclusifs du ou des propriétaires du lot de volume dont ils assurent la desserte et par ses soins.

En cas de carence du ou des propriétaires d'un lot de volume quant aux obligations qui leur incombent au titre de la reconstruction ou de la réfection des ouvrages et équipements qui y sont situés, le ou les propriétaires du ou des autres lots de volume seront en droit de faire tous les ouvrages et installations nécessaires, en exécution des servitudes ci-dessus, pour en user et les conserver. Par conséquent, ils pourront implanter les fondations, éléments et ouvrages nécessaires (qui resteront leur propriété) à l'intérieur du lot de volume servant qui ne serait pas reconstruit sans que le ou les propriétaires de celui-ci puissent s'y opposer, ni demander leur suppression. Si par la suite, le ou les propriétaires de ce lot de volume décident de la reconstruire, ils pourront utiliser les éléments implantés par le ou les propriétaires du ou des lots de volume dominants, à condition qu'il n'en résulte aucune perturbation quant à la solidité, ou à la stabilité des ouvrages

réalisés et à condition de verser au(x) propriétaires(s) du ou des lots de volume dominants une quote-part du coût de ces éléments évalués à la date où cette faculté est exercée.

C-4. SERVITUDES COMPLEMENTAIRES

L'un quelconque des propriétaires de volumes pourra passer avec un ou plusieurs autres propriétaires de volumes toutes servitudes complémentaires qu'ils jugeront utiles et ce, sans l'accord ni l'intervention des autres propriétaires de volumes.

Chaque propriétaire de volumes du présent état descriptif devra assurer sa responsabilité civile à l'égard du propriétaire des autres volumes et de toute tierce personne en particulier, il sera tenu de coordonner les polices avec celles souscrites par l'association syndicale.

C-5. SERVITUDES PARTICULIERES CONSTITUEES ENTRE DIFFERENTS LOTS DE VOLUME

A. PASSAGE PIETONS ET EVENTUELS VEHICULES TECHNIQUES DU VOLUME 1 :

Afin de permettre le passage des piétons du volume 1 et des éventuels véhicules techniques nécessaires au volume 1 (hors livraison) sur la zone d'entrée située au rez-de-chaussée du volume 2, il est constitué à TITRE REEL ET PERPETUEL la servitude suivante :

1. DESIGNATION DU FONDS SERVANT

VOLUME 2

2. DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

VOLUME 1

3. CONDITIONS DE LA SERVITUDE

- Objet de la servitude :
La présente servitude est constituée pour le passage des piétons et des éventuels véhicules techniques nécessaire au volume 1 (hors livraison).
- Assiette de la servitude :
La servitude se fera sur la zone d'entrée au RDC du volume 2.
Elle est **désignée S1** et figurée en trait discontinu de couleur noire **au plan du niveau RDC ci-annexé**. Sa largeur est de 1m70.
- Modalité d'exercice :
Le droit de passage ainsi concédé pourra être exercé en tout temps et à toute heure uniquement les limites induites par l'objet de la servitude, par les propriétaires du fonds dominant, les membres de leur famille, leurs employés puis ultérieurement, par tous les propriétaires successifs dudit fonds dominant.
- Entretien-Répartition des charges :
Les frais d'entretien de tous les éléments permettant l'exercice de la servitude seront supportés en totalité par les propriétaires auxquels ils appartiennent.

B. CONSERVATION ET ENTRETIEN DES RESEAUX DU COMMERCE DU VOLUME 1 :

Afin de permettre la conservation et l'entretien des réseaux du commerce du volume 1 situé au rez-de-chaussée à travers le volume 2 pour leur raccordement sur l'allée du 8 mai 1945, il est constitué à TITRE REEL ET PERPETUEL la servitude suivante :

1. DESIGNATION DU FONDS SERVANT

VOLUME 2

2. DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

VOLUME 1

3. CONDITIONS DE LA SERVITUDE

- **Objet de la servitude :**
La présente servitude est constituée pour la conservation et l'entretien des réseaux du commerce du volume 1.
- **Assiette de la servitude :**
L'assiette de la servitude est située en sous-face du plancher du commerce du volume 1 d'une profondeur de 1 mètre sur l'emprise entière du commerce et une partie de l'entrée du rez-de-chaussée du volume 2.
Elle est **désignée S2** et figurée en hachure de couleur verte **aux plans du niveau R-1 et des coupe AA', BB' et CC' ci-annexés**. Les dimensions complètes étant indiquées auxdits plans.
- **Modalité d'exercice :**
Le droit de passage ainsi concédé pourra être exercé en tout temps et à toute heure uniquement les limites induites par l'objet de la servitude, par les propriétaires du fonds dominant, les membres de leur famille, leurs employés puis ultérieurement, par tous les propriétaires successifs dudit fonds dominant.
- **Entretien-Répartition des charges :**
Les frais d'entretien de tous les éléments permettant l'exercice de la servitude seront supportés en totalité par les propriétaires auxquels ils appartiennent.

C-6. SERVITUDES DE DROIT PRIVE

L'aménageur ou son représentant déclare que l'E.I.C. est grevé de diverses servitudes résultant :

- du cahier des charges générales dont le texte, certifié conforme par l'aménageur, est demeuré joint et annexé aux présentes après mention:
- de l'E.D.D.V;

C-7. AFFECTATION ET DESTINATION DES VOLUMES

Les volumes de l'E.D.D.V auront la destination suivante :

Volume n°1 : Commerce

La destination des lots de volume résulte de leur désignation établie en l'Etat Descriptif de Division ci-dessus.

C-8. CHANGEMENT DE DESTINATION

Un propriétaire désirant changer, même partiellement, la destination de son ou de ses lots de volume, pourra le faire librement SANS l'accord des autres propriétaires de lots de volume, dans le respect du présent cahier des charges, notamment des clauses indiquées au paragraphe « □CHAPITRE 6I.C-3.h - Règles d'usage » ci-dessus.

C-9. CONSTRUCTIONS NOUVELLES

L'édification d'une construction nouvelle à l'intérieur d'un volume est autorisée sous réserve des autorisations administratives dans la limite des droits à bâtir résiduels de chaque volume tels qu'indiqués ci-dessous. D'une manière générale, le propriétaire d'un volume ne pourra apporter aucune atteinte à la solidité des dalles, murs et structures de base.

C-10. DROITS A BATIR

En cas de droits à bâtir résiduels *résultant de l'application des règles d'urbanisme en vigueur* sur l'assiette générale de l'E.I.C., ceux-ci seront répartis entre les volumes concernés par ces nouvelles règles d'urbanisme de la façon suivante :

- au prorata des surfaces de plancher brutes bâties dans chacun des volumes lors de l'établissement du présent cahier des charges.

CHAPITRE 7 COMMUNICATION DU CAHIER DES CHARGES

Le cahier des charges général devra être porté à la connaissance de tout propriétaire ou locataire de volume.

Tout propriétaire s'engage à faire figurer dans tout contrat emportant mutation ou location, que l'acquéreur ou locataire a pris connaissance du cahier des charges et s'engage à le respecter. Le tout sous la responsabilité du propriétaire vendeur.

D'autre part, si un volume devient la propriété de plusieurs copropriétaires, le règlement de copropriété ou les décisions des assemblées générales des copropriétaires ne pourront pas modifier les dispositions prévues au cahier des charges.

CHAPITRE 8 PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera publié au service de la publicité foncière de GRASSE.

DONT ACTE



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-217-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Le 24/10/2024

Direction départementale des Finances Publiques

Pôle d'évaluation domaniale des Alpes-Maritimes

15 bis rue Delille

06073 Nice cedex 1

ddfip06.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur départemental des Finances
publiques des Alpes-Maritimes

à

Monsieur le Maire de GRASSE

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Julien PERRIER

Courriel : julien.perrier3@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 92 17 76 61

Réf DS:20574388

Réf OSE : 2023-06069-76740

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE



[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site \[collectivites-locales.gouv.fr\]\(http://collectivites-locales.gouv.fr\)](#)

Nature du bien : Terrain.

Adresse du bien : Avenue Louison BOBET, sur GRASSE.

Valeur : 441 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10% (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Affaire suivie par : Monsieur PASCAL.

2 - DATES

de consultation :	18/10/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	18/10/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Cession amiable.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

L'immeuble est situé sur la commune de GRASSE, département des Alpes-Maritimes. GRASSE est une commune de la CAPG et compte 47 837 habitants.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Zone Industrielle Bois de Grasse.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse	Superficie	Nature réelle
GRASSE	EI n°502	AV LOUISE BOBET	2398 m ²	Terrain

4.4. Descriptif

Dossier précédent n°2023-06069-71621 - La ville a été consultée pour céder un terrain communal cadastré EI n°264 pour l'édification d'un ensemble de 6000 m² SDP à destination de bureaux, ateliers et stockage. Cette parcelle comporte des emplacements de stationnement, un réseau d'éclairage public, une station de relevage et l'assiette d'un chemin qui constitue l'accès à plusieurs propriétés, qui ont vocation à intégrer le Domaine Public. Aussi la Commune a missionné le cabinet de Monsieur Vincent DELEFORGES, Géomètre-Expert pour effectuer la division parcellaire qui permettra à la ville de conserver les zones précitées pour intégration au Domaine public communal et de définir les limites de la parcelle à céder d'une surface cadastrale de 9962 m². Au regard de la première évaluation domaniale (dossier 2023-06069-40836 du 13/06/2023), l'assiette du projet a été réduite à la seule emprise nécessaire à la construction d'une superficie de 5500 m² en partie centrale de la parcelle. Base retenue : 184 €/m².

Cette parcelle mère cadastrée EI n°264 a finalement fait l'objet d'un projet de division en 3 parcelles : EI n°500, 501 et 502.

Aujourd'hui une deuxième cession est envisagée pour une partie de la parcelle n°502 d'une surface cadastrale de 2398 m² qui apparaît sur le projet de division dont le plan est joint.

4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Ville de GRASSE.

5.2. Conditions d'occupation

Libre.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

Plan Local d'Urbanisme révisé approuvé le 06.11.2018, modification simplifiée n°1 approuvée le 25.06.2019– Zone UGI – Emprise au sol de 60 %. Hauteur maximale de 14,50 m à l'égout. 20 % de l'unité foncière en espaces perméables.

6.2. Date de référence et règles applicables

Sans objet.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale a été déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Cessions de terrains en zone UG

1/ Vente du 08/09/2022, lieudit Sainte-Marguerite, DE 324/794/796 pour 9684 m², un terrain à bâtir, l'acquéreur déclare qu'il envisage de l'affecter à destination et usage locaux d'activité et de stockage de 2000 m² environ. Zone Ugi au PLU. Prix de vente de 1 781 474,65 €, soit **184 €/m²** et 891 €/m² SDP.

2/ Vente du 07/06/2022, quartier du Plan, avenue Jean Maubert, DE 799 pour 8000 m², un terrain à bâtir en zone Ugi, avec bénéfice d'un PC pour la création de locaux d'activités et démolition des serres, et une SDP créée de 3140 m² SDP, au prix de 2 700 000 € HT, soit **337,50 €/m²** et 860 €/m² SDP.

3/ Vente ancienne du 08/08/2011, 51 avenue Louison BOBET, EI 279/359/357 pour 4574 m², terrain à bâtir, lotissement industriel Les Bois de GRASSE. Ce terrain était en zone UG au moment de la vente, il est actuellement en zone UGI au Plu. Il a fait l'objet d'un EDD en 2016 pour deux bâtiments, environ 2889 m², 11 locaux et 19 parkings, soit 30 lots. Prix de vente de 910 669 € HT, soit **199 €/m²** et 315 €/m² SHON.

4/ Vente ancienne du 03/08/2009, la SARL PROMO SAXE (acquéreur potentiel du terrain à évaluer) a fait l'acquisition du terrain cadastré EI 207 pour 4195 m², 7 avenue Michel Chevalier, lotissement industriel Les Bois de Grasse, terrain situé juste en face du bien à évaluer. Ce terrain était en zone UG au moment de la vente, il est actuellement en zone UGI au Plu. Elle a obtenu un PC sur EI 207 et 199 (lui appartenant) Prix de 680 000 € HT, soit **162 €/m²**.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Base retenue

La base métrique de l'avis précédent n°2023-06069-71621 est maintenue, soit 184 €/m².

Valeur vénale

2398 m² x 184 €/m² = 441 232 € arrondi à **441 000 €**.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE - MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée et arrondie à **441 000 €**.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10% portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à **396 900 €**.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

Julien PERRIER

Inspecteur des finances publiques



Département des ALPES MARITIMES
Commune de GRASSE
Lieu-dit : " les Aspres "
Adresse : 45, Avenue Louison Bobet

Renseignements cadastraux
Section EI
n° 264, 500, 501, 502
Nouvelle numérotation suivant DA n°5790 A du 26/02/2024

Propriété
COMMUNE DE GRASSE

PROJET DE DIVISION

Echelle 1/500

Contenance cadastrale = a ca
Superficie apparente = 3357 m²

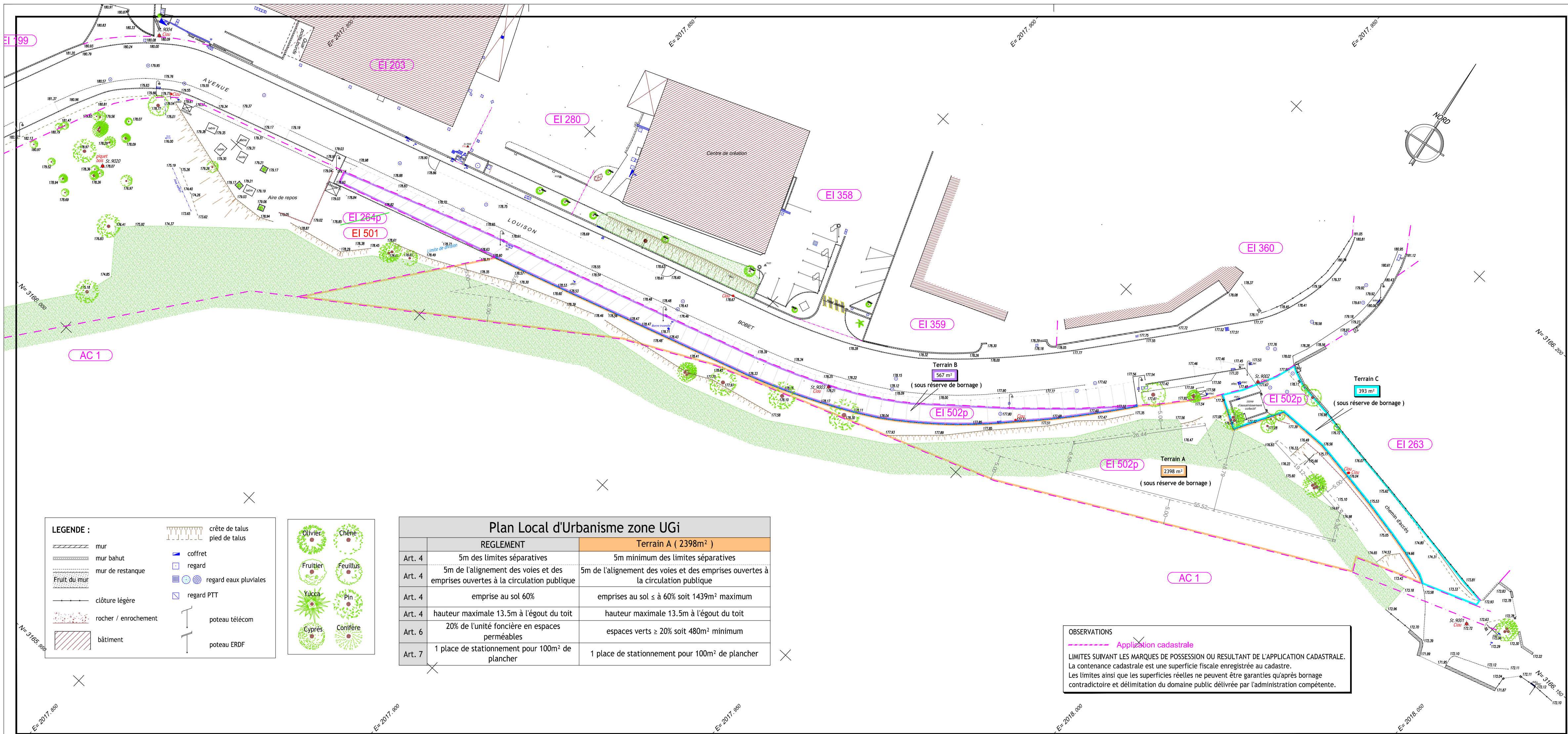
----- Application cadastrale
LIMITES SUIVANT LES MARQUES DE POSSESSION OU RESULTANT DE L'APPLICATION CADASTRALE.
La contenance cadastrale est une superficie fiscale enregistrée au cadastre.
Les limites ainsi que les superficies réelles ne peuvent être garanties qu'après bornage contradictoire et délimitation du domaine public délivrée par l'administration compétente.

Dossier : 7108
Fichier informatique : 7108-Div-2024.dwg
Système planimétrique : RGF 93 CC 44 (GPS)
Système altimétrique : NGF (GPS)
Reproduction réservée - Loi du 11 Mars 1957

DATE	OBSERVATIONS
12/04/23	Levé

Vincent DELEFORGES
GEOMETRE EXPERT
119, Route de la Paoute
06130 GRASSE
04 93 36 25 99
arpenteurs-geometres@wanadoo.fr

AG
ARPENTEURS GEOMETRES
S.E.L.A.R.L. au capital de 22807,35 Euros
RCS : ANTIBES B 389 748 211
SIRET : 389 748 211 00064
n° d'ordre : 2012C200008



Département :
ALPES MARITIMES

Commune :
GRASSE

Section : AN
Feuille : 000 AN 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 31/10/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

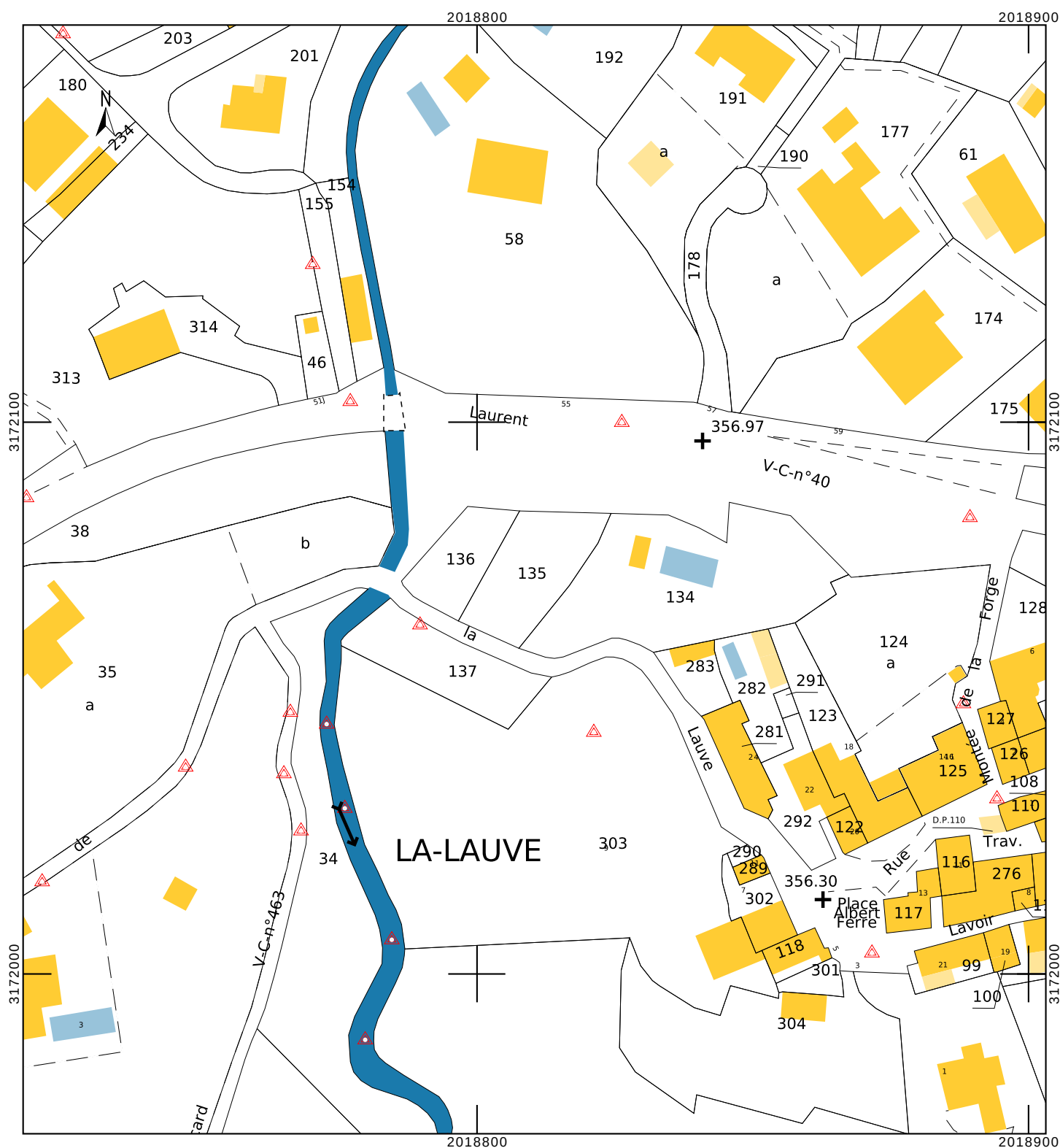
Le plan visualisé sur cet extrait est géré

par le Centre des impôts foncier suivant :
Accusé de réception n° 006-21060599-2024-210-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de récépissé : 11/12/2024
Centre des Finances Publiques 29

TRAVERSE DE LA PAOUTE 06131
06131 GRASSE CEDEX
tél. 0493403601 - fax
cdif.grasse@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



CONVENTION HABITAT A CARACTERE MULTI-SITES N°2

Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Commune de Grasse

Département des Alpes-Maritimes

Entre

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2024,

Désignée ci-après par « L'EPCI »,

La Commune de Grasse, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2024,

Désigné ci-après par «la COMMUNE» ,

Et

L'Établissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur, établissement d'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est à MARSEILLE (13 001) – Immeuble « Le Noailles », 62-64 La Canebière - représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, dont le mandat a été renouvelé par arrêté ministériel du 12 juillet 2023 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° _____ en date du 26 novembre 2024,

Désigné ci-après par les initiales «EPF».

Sommaire

Préambule	3
Article 1. – Objet et définition de la convention- le rôle des partenaires	4
1 1. Objet et définition de la convention	4
1 2. Rôle des partenaires :	4
La démarche et les moyens d'intervention	4
Article 2. - Démarche d'intervention.....	6
2 1. L'identification des sites :	6
2 2. Validation des sites	6
Article 3. - La démarche d'acquisition.....	7
Article 4. - Intervention ultérieure	7
Article 5. - La démarche de cession	8
5 1. Cession à un opérateur.....	8
5.2 Cession à la collectivité :	8
5.3 Conditions juridiques de la cession	9
5.4 Modalités de suivi du projet après cession	9
Les modalités pratiques.....	9
Article 6. Transmission des données numériques	10
Article 7. Dispositif de suivi de la convention	10
Article 8. Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF	10
Article 9. Communication.....	10
Les modalités juridiques et financières.....	11
Article 10. Financement des études.....	12
Article 11. Montant de la convention	12
Article 12. Durée de la convention	12
Article 13. Détermination du prix de cession	12
Article 14. Résiliation ou caducité de la convention, mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours	13
Cas de l'abandon d'un site d'intervention	13
Article 15. Contentieux.....	14
Article 16. Annexes.....	14
Annexes.....	15
Annexe n°1 - Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF	16
Annexe n° 2 - Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours.....	22

Préambule

La commune de Grasse, ville-centre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, compte 48 870 habitants, soit près de la moitié de la population intercommunale. En 2022, la commune dispose d'un volume élevé de logements sociaux avec un taux de 15,44 %, qui absorbe en outre une grande partie de la demande exprimée à l'échelle intercommunale.

Le partenariat entre la Commune de Grasse et l'EPF PACA est particulièrement dynamique, étroit et efficace depuis 2004, notamment au travers de plusieurs conventions signées sur des sujets complexes : projet structurant (ZAC Martelly), la restructuration d'îlots dégradés au titre de l'ANRU (Secteur Sauvegardé) et en matière de développement économique sur Saint Marc pour favoriser la relocalisation d'entreprises issues du site des Hangars.

La programmation ambitieuse du Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en 2017, a été motrice dans ce partenariat. Ce dernier a été prorogé de 2 ans par décision du Préfet du 23 mai 2022.

Il est à noter que la CAPG s'est engagé dans l'élaboration du 4^{ème} Programme Local de l'Habitat (PLH) 2025-2030, entérinée par délibération du conseil communautaire du 7 avril 2022.

Au titre du contrat de mixité sociale, l'objectif de 559 logements locatifs sociaux à produire sur la période 2023-2025 a été retenu.

Sur la base des dispositions de l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation, la commune de Grasse a fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du préfet du département des Alpes Maritimes n°2023-1137 en date du 15 décembre 2023.

La convention habitat à caractère multi-sites n°1 signée le 28 mars 2018, arrive à échéance en fin d'année 2024. La CAPG, la commune et l'EPF souhaitent conserver et renforcer ce partenariat avec la signature de la présente convention.

L'EPF, régi par les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un outil au service de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable, la lutte contre l'étalement urbain et la limitation de l'artificialisation des sols.

Ces politiques foncières contribuent à la réalisation d'objectifs ou de priorités définis par son Conseil d'Administration et traduits dans son Programme Pluriannuel d'Interventions. Ces interventions contribuent à la mise en œuvre du SRADDET adopté le 26 juin 2019 et s'inscrivent dans les objectifs de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Dans le cadre de la présente convention, l'EPCI et la Commune sollicite l'EPF pour une mission d'acquisition foncière et de portage foncier des biens permettant la réalisation de programmes d'habitat prioritairement sur le court terme ; les sites concernés devront répondre à des critères de localisation, d'économie d'espace et de limitation de l'artificialisation des sols tels que définis dans le Programme Pluriannuel d'Interventions 2021-2025 de l'EPF.

Cette convention doit permettre la réalisation de 120 logements sur la période 2025-2030.

Cette intervention s'inscrit dans le premier axe d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'EPF : Soutenir la production de logements à court terme

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit

Article 1. – Objet et définition de la convention- le rôle des partenaires

1 1. Objet et définition de la convention

L'EPCI et la Commune demandent à l'EPF son concours pour **la production de 120 logements en mixité sociale dont au moins 40% de logements aidés** (logements locatifs sociaux au sens de l'article 55 de la loi SRU et accession sociale, accession à prix maîtrisé). Ces actions concourront à favoriser la réalisation des objectifs fixés dans le cadre du 4ème Programme Local de l'Habitat en cours d'élaboration.

Dans le cadre de la présente convention, l'EPCI et la Commune sollicitent l'EPF pour une mission d'acquisition foncière et de portage foncier des biens permettant la réalisation de programmes d'habitat prioritairement sur le court terme ; les sites concernés devront répondre à des critères de localisation, d'économie d'espace et de limitation de l'artificialisation des sols tels que définis dans le Programme Pluriannuel d'Interventions en vigueur de l'EPF.

Sur chacun des sites repérés, des études de capacité seront réalisées afin de déterminer les composantes essentielles du projet.

1 2. Rôle des partenaires :

Le rôle respectif des partenaires pour mettre en œuvre la présente convention est synthétisé ci-après ; les modalités pratiques sont déclinées dans les chapitres suivants de la présente convention « la démarche et les moyens d'intervention », « les modalités pratiques » et « les modalités juridiques et financières ».

1.2.1 L'EPF

- Participera à l'identification des sites d'intervention,
- Réalisera toute étude nécessaire à la connaissance de ces sites (référentiel foncier, dureté foncière, analyse juridique, étude de sols...),
- Proposera toute évolution réglementaire permettant de favoriser l'atteinte des objectifs (périmètres de DPU ou DPU renforcé, emplacements réservés mixité sociale, évolutions des règles d'urbanisme...),
- Fera réaliser les études de capacité permettant d'objectiver les conditions techniques et financières d'une acquisition,
- Etablira les fiches d'aides à la décision, support préalable à l'engagement de la procédure d'acquisition et permettant la validation préalable par l'EPCI et la Commune,
- Réunira en association avec l'EPCI et la Commune le comité de pilotage dans les conditions définies à l'article « dispositif de suivi de la convention »,
- Mettra en œuvre les acquisitions foncières, selon les procédures décrites à l'article « La démarche d'acquisition »,
- Procédera à la remise en gestion des biens telle que définie à l'article « Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF »,
- Procédera à la revente des fonciers aux opérateurs désignés selon les démarches présentées à l'article « La démarche de cession »,
- Produira annuellement au garant un bilan des stocks,
- Proposera toute évolution utile de la présente convention.

1.2.2 La Commune

- Participera à l'identification des sites d'intervention, notamment au titre du PLH et des emplacements réservés mixité sociale inscrits dans les documents d'urbanisme,
- Validera lesdits sites d'intervention,
- Validera les interventions de l'EPF préalablement à la mise en œuvre des démarches de maîtrise foncière sur la base de la fiche d'aide à la décision établie par l'EPF,
- Validera les modalités de cession des biens maîtrisés aux opérateurs désignés selon les démarches présentées à l'article « La démarche de cession »,
- Réunira en association avec l'EPF les comités de pilotage permettant d'évaluer l'état d'avancement des démarches engagées et valider les interventions en cours,
- Assurera la gestion des biens,
- Coordonnera les démarches et actions permettant d'aboutir à la réalisation desdits programmes, notamment sans que cette liste soit limitative, la gestion des droits de préemption et de priorité, des mises en demeure d'acquiescer au titre d'un emplacement réservé, l'adaptation de la réglementation d'urbanisme, l'instruction des autorisations d'urbanisme.....,
- Garantira le rachat et le remboursement des débours en cas de non aboutissement des programmes ou de résiliation de la présente convention.

1.2.3 L'EPCI

- Participera à l'identification des sites d'intervention, notamment au titre du PLH et des emplacements réservés mixité sociale inscrits dans les documents d'urbanisme,
- Validera lesdits sites d'intervention,
- Validera les interventions de l'EPF préalablement à la mise en œuvre des démarches de maîtrise foncière sur la base de la fiche d'aide à la décision établie par l'EPF,

La démarche et les moyens d'intervention

Article 2. - Démarche d'intervention

La démarche globale proposée dans le cadre de ce partenariat doit permettre de définir et de mener l'action ou le projet, de son identification à sa réalisation, et permettre de sécuriser, sur le plan juridique, les acquisitions réalisées par l'EPF.

2 1. L'identification des sites :

Le territoire d'intervention

L'ensemble du territoire de la Commune est concerné par la recherche de secteurs cibles.

Les secteurs d'intervention potentiels

Les sites cibles concernent des tènements fonciers couverts par un document d'urbanisme permettant la réalisation de programmes de logements selon les procédures de droit commun ; les projets économes d'espace et s'inscrivant dans un objectif de limitation de l'artificialisation des sols doivent être privilégiés.

Il s'agit, sans que cette liste soit limitative, des sites suivants :

- Les terrains localisés en centre-ville (cœur de ville et faubourgs) ou en continuité des tissus urbains existants,
- Les espaces de renouvellement urbain des quartiers périphériques ou de reconversion de friches urbaines situés à proximité d'équipements publics, de commerces et services de proximité, desservis par les transports en commun,
- Les sites d'optimisation de périmètres déjà acquis par la puissance publique.
- Les sites de réserve foncière compris dans une zone à urbaniser à vocation habitat ou les sites en zone urbaine relevant d'une programmation moyen/long terme (nécessité d'une maîtrise foncière complémentaire le cas échéant par voie d'expropriation, évolution nécessaire du document d'urbanisme...). Ces secteurs feront l'objet d'une convention d'intervention foncière dédiée avec la Commune concernée afin de mettre en œuvre des moyens plus adaptés. Les biens concernés acquis dans le cadre de la présente convention seront alors transférés dans la convention d'intervention foncière précitée.

Les sites pourront être identifiés par les partenaires, ou, en tant que de besoin, faire l'objet d'une démarche de prospection par l'EPF.

Il s'agit notamment des emplacements réservés mixité sociale déterminés dans le cadre du PLU, des secteurs localisés dans le cadre de la spatialisation du PLH, de périmètres de projet pouvant faire l'objet du droit de préemption ou tout site à vocation habitat permettant une mise en œuvre opérationnelle à court terme.

Ces interventions sont basées sur l'équilibre et la diversité de l'habitat, ainsi que la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat en vigueur (2017-2022) prorogé de deux ans.

2 2. Validation des sites

La Commune et l'EPCI valideront les sites préalablement à la mise en œuvre d'une démarche de maîtrise foncière par l'EPF.

Article 3. - La démarche d'acquisition

L'EPF procédera, selon les cas, soit à la négociation amiable, soit à l'exercice du droit de préemption délégué par la collectivité compétente (commune) ou toutes délégations autorisées par les textes en vigueur.

Il est précisé que l'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF seront réalisées à un prix dont le montant ne pourra pas excéder l'avis délivré par le Service des Domaines ou le cas échéant, par la Juridiction de l'Expropriation.

Chaque acquisition fera l'objet d'un courrier (ou d'une décision) précisant l'accord préalable du Président de l'EPCI et du Maire de la Commune.

L'exercice du droit de préemption et du droit de priorité

La délégation du droit de préemption à l'EPF pourra se faire au cas par cas ou de manière totale sur les périmètres de projet définis en application des articles correspondants du Code de l'urbanisme.

Sur la base des dispositions de l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation, la commune de Grasse a fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du préfet du département des Alpes Maritimes n°2023-1137 en date du 15 décembre 2023.

Dans le cadre de la présente convention, l'exercice du droit de préemption pourra s'effectuer par délégation du Préfet de département à l'EPF pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral portant constat de carence.

Le dispositif de droit commun reprendra effet dès la fin d'application du présent arrêté portant constat de carence.

La Commune fera connaître sans délai suivant la réception de chaque DIA correspondant aux critères prédéfinis en termes de localisation et de faisabilité, celles auxquelles il souhaite que l'EPF donne suite par l'organisation d'une visite en présence du service des Domaines.

Le droit de priorité pourra également être délégué au cas par cas à l'EPF en vertu des dispositions de l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme.

La maîtrise foncière par substitution d'une mise en demeure d'acquérir au titre d'un emplacement réservé mixité sociale

L'EPF pourra procéder à l'acquisition d'un bien inscrit en emplacement réservé institué en application de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme par substitution de la personne publique bénéficiaire suite à une mise en demeure d'acquérir.

Article 4. - Intervention ultérieure

A l'expiration de la présente convention, deux possibilités sont envisageables pour poursuivre le partenariat :

- La prolongation par avenant de la présente convention permettant la cession des biens concernant des projets en voie de finalisation,
- La signature d'une nouvelle convention permettant de poursuivre le présent dispositif ; les sites maîtrisés au titre de la période précédente pourront être transférés sur cette nouvelle convention, si la cession n'a pas été engagée.

Il est précisé que tout site inactif fera l'objet de la garantie de rachat au terme de la présente convention conformément aux dispositions de l'article « Mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours » concernant les hypothèses d'abandon de sites ; ceux-ci ne pourront faire l'objet d'un portage complémentaire, ni au titre de l'avenant de prolongation, ni dans le cadre d'un transfert dans une nouvelle convention.

Article 5. - La démarche de cession

Au regard des besoins locaux en logements, l'EPCI et la Commune veilleront, à la bonne coordination du projet avec les opérations en cours ou à venir sur son territoire. Ils veilleront, également au bon équilibre des participations respectives des opérations aux nouveaux équipements publics afin de rendre compatible la sortie opérationnelle des projets.

Les projets définis sur ces sites devront répondre aux normes de développement durable définies par le Grenelle de l'environnement et la loi dite « Climat et résilience » : économie d'espace, qualité architecturale des bâtiments, maîtrise de la consommation énergétique, promotion de formes urbaines moins consommatrices d'espace, mixité sociale et fonctionnelle, préservation des espaces péri urbains et limitation de l'artificialisation des sols.

5 1. Cession à un opérateur

L'EPF assurera la revente des biens acquis à /aux (l') opérateur(s) dans le cadre de projets validés par la Commune conformément aux textes en vigueur :

Cession avec consultation préalable

Un cahier des charges de consultation sera établi en partenariat avec la Commune.

Le choix de l'opérateur sera effectué conjointement par les représentants qualifiés de la Commune et de l'EPF.

Une promesse de vente interviendra alors entre l'opérateur retenu et l'EPF.

Cession directe à /aux opérateurs

A la demande du Maire de la Commune, la cession directe à un aménageur ou à un opérateur n'est envisageable que pour les seuls cas autorisés par les textes en vigueur.

Dans l'hypothèse de désignation d'un aménageur ou d'un opérateur par la Commune, celui-ci s'oblige à faire appliquer par l'aménageur ou l'opérateur qu'il aura désigné les obligations prévues par la présente convention et notamment les éléments de programme validés ainsi que les clauses énumérées aux articles « Conditions juridiques de la cession », « Modalités de suivi du projet après cession » et « Détermination du prix de cession » de la présente convention. Pour ce faire, il s'engage à intégrer dans le traité de concession, ou par avenant le cas échéant, les objectifs et modalités d'intervention définis au titre de la présente convention.

5.2 Cession à la collectivité :

Les cessions aux collectivités seront assorties d'une clause anti spéculative et de pénalités contractuelles.

- Clause anti spéculative :

Cette clause permettra d'encadrer les prix de revente par les collectivités dans la limite des coûts supportés par celles-ci pendant les durées de portage selon modalités ci-après définies :

« Il est expressément convenu pour le cas où la Collectivité, avant l'expiration d'une période de dix ans à compter de l'acquisition des Biens par elle, revendrait lesdits Biens, à un prix sensiblement supérieur au prix de revient constaté, que soit fixé le prix dans l'acte de vente signé entre l'EPF Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Collectivité majoré des frais de portage supportés par la Collectivité avant la revente in fine, cette dernière devra verser à l'EPF le montant de la plus-value nette réalisée à l'occasion de cette mutation. Le prix de revient intégrera l'ensemble des coûts supportés par la Collectivité pendant la durée de portage préalable à la mise en œuvre du projet. Ces coûts, notamment sans que cette liste soit limitative, comprennent les frais notariés, de gestion, d'études, de protoaménagement. La quote part du coût des équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du programme et supportée par la collectivité pourra également être rajoutée au prix de revient tel que défini.

La collectivité aura donc l'obligation de remettre à l'EPF une attestation détaillant la manière dont le prix de revient in fine aura été calculé ainsi que le détail des frais de portage et de la quote part du coût des équipements publics nécessaires à l'opération, si cela se justifiait. »

- **Pénalités contractuelles :**

Cette clause est notamment nécessaire afin de justifier dans le temps les prérogatives de puissance publique dont a bénéficié l'EPF lors de la maîtrise foncière publique destinée à encadrer durablement la mise en œuvre des projets selon modalités ci-après définies :

« Si, de sa propre initiative, dans les 5 ans de la revente, la Collectivité ne réalise pas un projet respectant les engagements définis dans l'acte de vente, ou fait des biens revendus une utilisation incompatible avec ces engagements, elle sera redevable envers l'EPF d'une pénalité fixée forfaitairement à 10 % du prix de vente hors taxes.

La conformité du projet réalisé aux engagements pris sera vérifiée au vu de tout document permettant d'apprécier les conditions de réalisation effectives de l'opération. »

5.3 Conditions juridiques de la cession

Selon les modalités fixées en annexe « Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours », la revente fera l'objet de la réitération d'un avant contrat comportant le cahier des charges de cession définissant les objectifs du programme préalablement validé par la Commune.

La cession des immeubles aura lieu par acte authentique au profit de l'acquéreur (la Commune ou l'opérateur).

L'acquéreur prendra les immeubles, objet de la vente, dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance. Il jouira des servitudes actives et supportera celles passives.

Par effet de la revente d'un bien par l'EPF, l'aménageur, l'opérateur désigné ou, à défaut, la collectivité compétente, acquiert également les droits et accessoires du bien.

Il est substitué de plein droit à l'EPF, en demande comme en défense, dans toutes les instances pendantes et ce, devant toutes juridictions.

La signature des actes portant transfert de propriété à l'acquéreur met fin au portage assuré par l'EPF.

5.4 Modalités de suivi du projet après cession

Dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre par l'établissement en partenariat avec la Commune au titre de la présente convention, il est prévu, conformément aux dispositions du PPI 2021-2025, de rendre compte au Conseil d'Administration de l'EPF des conditions de réalisation des projets ainsi initiés.

A ce titre, la Commune s'engage à informer l'EPF des conditions de mise en œuvre et de réalisation du programme tel que prévu par le cahier des charges de cession.

La Commune s'engage à transmettre à l'EPF la copie de la déclaration de fin de chantier et du certificat de conformité des opérations cédées par l'EPF.

L'EPF s'assurera auprès du bailleur social, dans le cadre de l'acte de cession, qu'il s'engage à lui transmettre le quitus donné par les services de l'Etat à l'achèvement de son opération de logement social.

Ces éléments permettront à l'EPF de rendre compte au Conseil d'administration.

Les modalités pratiques

Article 6. Transmission des données numériques

La COMMUNE transmettra, dans la mesure de ses (leurs) possibilités techniques, l'ensemble des données numérisées qui pourront être utiles à la réalisation de la mission de l'EPF, telles que :

- les données cadastrales,
- les zonages du document d'urbanisme,
- les zones réglementaires : PPRI/ environnementales/ ...,
- les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) sur la zone.

Le système d'information géographique de l'EPF repose sur une solution ESRI.

De ce fait, toutes les données fichiers doivent être livrées sous le format suivant :

- Shapefile (à minima .shp, .dbf et .shx et autres fichiers de projection et de métadonnées s'ils existent)

Les données devront être livrées sous la projection géographique : RGF-Lambert 93.

Si des flux OGC (WMS, WMTS, WFS) sont disponibles :

- L'URL de connexion au serveur de flux et la requête GetCapabilities.

L'EPF s'engage à la demande à remettre à la COMMUNE une copie des documents ou analyses réalisés dans le cadre de la convention (référentiels fonciers, cartographies, ...) sous format numérique et les couches SIG correspondantes au format shapefile dans la projection RGF Lambert 93.

Article 7. Dispositif de suivi de la convention

Un comité de pilotage co-présidé par la Commune, l'EPCI et l'EPF, se réunira au-moins une fois par an, à l'initiative de la Commune et/ou à la demande spécifique de l'EPF.

Le comité de pilotage évaluera l'avancement des missions. Il facilitera la coordination des différents acteurs concernés et proposera les évolutions souhaitables du contenu des missions et de la présente convention.

Des réunions de travail technique seront organisées en tant que de besoin, pour le suivi des projets en présence des acteurs concernés.

Article 8. Conditions de gestion des biens acquis par l'EPF

L'EPF n'ayant pas les moyens humains pour assurer la gestion courante de ses biens, ceux-ci seront systématiquement remis en gestion à la Commune lors de chaque acquisition. L'EPF conservera ses obligations de propriétaire.

Toutefois la Commune et l'EPF détermineront les biens dont l'établissement conservera exceptionnellement la gestion (cela concerne essentiellement la gestion de biens comportant des baux commerciaux qui nécessitent une gestion juridique particulière).

Pour assurer cette gestion directe et pour faire face aux situations exceptionnelles où la Commune ne pourrait faire face à ses engagements de gestion des biens, le choix de l'EPF a été de déléguer la gestion de ses biens en phase de portage à un spécialiste externe dans le cadre d'un mandat de gestion dans le respect des dispositions de la loi n°70-9 du 2 janvier 1970, de son décret d'application n°72-678 du 20 juillet 1972 et des textes la complétant ou la modifiant.

A ce titre, le titulaire du marché ou mandataire participe à une « gestion dynamique » du patrimoine de l'EPF grâce à une politique d'occupation temporaire des biens dès que l'état le permet, une maîtrise et optimisation des coûts des prestations et la sauvegarde des intérêts de l'Etablissement en sa qualité de propriétaire et de bailleur. Les frais générés seront répercutés sur le prix de cession conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF.

Les modalités de gestion sont définies à l'annexe « Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF » qui sera dûment paraphée par les parties.

La Commune se verra transférer la gestion effective du bien dans le cadre d'un procès-verbal formel de remise en gestion contresigné par les deux parties, pour permettre à la Commune d'assurer la garde, le contrôle et la surveillance desdits biens au sens de l'article 1242 du Code Civil.

La Commune s'engage à retourner l'un des deux procès-verbaux originaux de remise en gestion du bien signé, sous un délai maximum d'un mois à compter de sa signature

La Commune ne doit en aucun cas permettre l'installation d'activités risquant de conférer la domanialité publique aux terrains acquis par l'EPF.

Ainsi le bien dont la Commune a la gestion ne devra pas être affecté à l'usage direct du public, ni affecté à un service public avec aménagement indispensable à cet effet.

Sauf disposition contraire actée par un échange écrit entre l'EPF et la Commune, les biens sont remis en gestion à la Commune dès que l'EPF en a la pleine jouissance que ce soit pour les biens bâtis LIBRES DE TOUTE OCCUPATION ou OCCUPES et pour les biens non bâtis LIBRES DE TOUTE OCCUPATION OU OCCUPES.

L'envoi du procès-verbal de remise en gestion courante intervient postérieurement à la visite du bien en présence du ou des représentant (s) de l'EPF et de la Commune. La visite du bien pourra avoir lieu le cas échéant avant l'acquisition dudit bien.

Article 9. Communication

La Commune s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur tout document ou support relatif aux projets objets de la présente convention et notamment lors de toute communication sur les périmètres de projet faisant l'objet de l'intervention de l'EPF. Il s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié d'une intervention de l'EPF.

Par ailleurs, l'EPF pourra apposer, pendant la durée du portage, en lien avec la politique de communication de la Commune, et de l'EPF (charte graphique,...), des panneaux d'information sur les immeubles dont il se sera rendu propriétaire, et faire état de l'avancement de la présente convention sur tous supports.

Les modalités juridiques et financières

Article 10. Financement des études

Pour l'accomplissement de sa mission consistant en la réalisation d'études pré opérationnelles destinées à définir précisément ses modalités d'actions, ainsi que les conditions de sortie de portage foncier l'EPF pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlera nécessaire : géomètre, notaire, ingénierie d'études, huissier, avocat, officier ministériel, etc.....

Ces frais pris en charge par l'EPF seront :

- soit réimputés sur le prix de cession dans le cas d'une revente à un opérateur,
- soit, en l'absence d'opérateur ou à défaut de mise en œuvre opérationnelle, remboursés par la Commune dans leur intégralité, selon les modalités de cessions visées à l'annexe « Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours ».

Article 11. Montant de la convention

Le montant de la présente convention est fixé à **3 000 000,00 (trois millions) d'EUROS** hors taxes.

Ce montant représente, à titre indicatif, le montant prévisionnel, en prix de revient, des investissements de toutes natures nécessaires à la réalisation des missions de l'EPF dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Il correspond au montant maximum sur lequel la Commune est engagée pour mener les opérations de maîtrise foncière à son terme.

Article 12. Durée de la convention

La convention multi sites prendra fin le **31 décembre 2030** ; elle prendra effet à compter de sa date de signature, celle-ci intervenant après mise en œuvre des formalités de contrôle rendant exécutoire les délibérations autorisant la signature de la présente convention par chacune des parties.

La période de portage des immeubles acquis par l'EPF et qui n'auraient pas fait l'objet d'une cession à un opérateur s'achève au terme de la convention.

Article 13. Détermination du prix de cession

Les modalités de cessions applicables sont définies dans le Programme Pluriannuel d'Interventions 2021-2025 approuvé par délibération du Conseil d'Administration n° 2020/36 en date du 26 novembre 2020 et sont présentées en annexe « Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours » de la présente convention.

Le prix de cession correspond au prix de revient prévisionnel pour la durée de portage. La notion de prix « prévisionnel » est nécessaire car au moment de la revente des biens tous les éléments de dépense ne sont pas forcément connus. L'établissement du prix prévisionnel se fera sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses et/ou recettes susceptibles d'intervenir avant la date de cession.

Modalités particulières sur la prise en compte des recettes locatives et des taxes foncières :

- Recettes Locatives
- Les recettes locatives perçues par l'EPF ne sont pas comptabilisées en allègement des prix de cession.

- Taxes foncières

Les taxes foncières seront imputées au prix de revient de l'opération.

Enfin, il est rappelé que l'EPF agit en qualité d'assujetti. Dans ce contexte, les cessions réalisées par l'Etablissement sont toujours soumises à TVA (délibération du Conseil d'Administration de l'EPF n°2011/24 en date du 17/06/2011).

Article 14. Résiliation ou caducité de la convention, mise en œuvre de la garantie de rachat et remboursement des débours

Cas de la résiliation ou de la caducité de la convention

La présente convention ne peut être résiliée que d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation ou en cas de caducité de la convention (sans renouvellement par avenant), L'EPF mettra ainsi en œuvre la garantie de rachat et de remboursement des débours auprès de la Commune de Grasse.

Dans ce contexte, l'EPF produira :

- Un prix de cession pour le ou les biens restant en stock qui devront être rachetés par la collectivité garante,

Et/ou

- Lorsqu'aucune acquisition n'a été concrétisée mais que des dépenses ont été réalisées (dépenses d'études notamment), un état récapitulatif de l'ensemble des dépenses réalisées visé par l'Agent comptable de l'Etablissement pour remboursement de la collectivité garante.

Dans ces deux cas, les modalités financières fixées au PPI s'appliquent (cf. annexe « Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours »). La collectivité s'engage notamment à racheter les terrains au plus tard au terme de la convention (soit une signature de l'acte et un paiement effectif réalisé au plus tard au terme de la convention, le terme étant la date de caducité ou de résiliation amiable).

Au-delà de ce délai, la collectivité versera à l'EPF, en sus du prix de cession, une indemnité de retard. Celle-ci sera calculée sur la base d'un taux annuel de 1,5 %, appliqué au montant global de la cession, et proportionnel au retard constaté à la signature de l'acte.

Cas de l'abandon d'un site d'intervention

Dans le cas où il est décidé de ne pas poursuivre l'intervention de l'EPF sur un des sites visés à l'article « Démarche d'intervention », Commune de Grasse s'engage également à rembourser l'intégralité des dépenses réalisées par l'EPF au plus tard au terme de la convention. Le montant à rembourser sera déterminé selon les mêmes modalités financières que celles vues au paragraphe précédent (dont pénalités notamment).

L'acte de vente intervenant au titre de la garantie de rachat prévoira la clause de complément de prix suivante :

« Il est expressément convenu que pour le cas où la Collectivité, avant l'expiration d'une période de dix ans à compter de l'acquisition des Biens par elle, revendrait lesdits Biens, à un prix supérieur au prix fixé dans l'acte de vente signé entre l'EPF Provence Alpes Côte d'Azur et la Collectivité, cette dernière devra verser à l'EPF le montant de la plus-value nette réalisée à l'occasion de cette mutation. »

Il est précisé que les présentes clauses ne pourront plus s'appliquer à l'encontre des biens objet d'une procédure, engageant définitivement les parties cocontractantes de la convention : promesse de vente en cours ou définitive, bien acquis par voie de préemption depuis moins de 5 ans ou opération ayant fait l'objet d'un arrêté de cessibilité ou d'une ordonnance d'expropriation par exemple. Dans ces hypothèses les accords et procédures devront être exécutés.

Article 15. Contentieux

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 16. Annexes

Sont annexées au présent contrat :

Annexe n°1 : Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF

Annexe n°2 : Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours

Ces annexes ont valeur contractuelle.

Fait à Marseille, le

Fait à, le (1)

En trois exemplaires originaux

**L'Etablissement Public Foncier
Provence-Alpes-Côte d'Azur
représenté par sa Directrice Générale**

**L'EPCI La Communauté d'Agglomération
Pays de Grasse
représenté par son Président,**

Claude BERTOLINO (2)

Jérôme VIAUD (2)

Fait à le

**La Commune de Grasse
représentée par son Maire**

Jérôme VIAUD (2)

(1) Signature à une date postérieure au contrôle de légalité de la délibération du Conseil Communautaire / Municipal

(2) Parapher chaque bas de page

Annexes

Annexe n°1 - Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF

Article I : OBJET DE LA REMISE EN GESTION

La présente annexe a pour objet de définir les conditions et modalités de la remise en gestion à la Commune de Grasse des biens immobiliers bâtis et non bâtis, libres ou occupés, acquis par l'EPF pour le compte de la Commune de Grasse, en application de la présente convention.

Il est précisé que, de façon conjointe avec la Commune de Grasse, l'EPF conservera la gestion de certains biens, et notamment s'agissant de baux commerciaux ou d'activités, qui nécessitent la conduite d'une procédure d'éviction commerciale ou de libération effective des locaux, lorsque cela est possible.

Article II : DUREE

La gestion de chaque bien est conférée à la Commune à compter de l'entrée en jouissance par l'EPF et jusqu'à la date :

- de son rachat par l'opérateur désigné ou la collectivité.
- ou de la notification de reprise dudit bien à l'initiative de l'EPF, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article III : PROCEDURE DE REMISE EN GESTION FORMELLE

En vue d'une acquisition et/ou préalablement à chaque remise en gestion formelle d'un bien, il sera procédé à une visite contradictoire du (ou des) bien(s) devant être transféré(s), aux fins notamment d'établir un diagnostic technique du bien et de déterminer les interventions à la charge de l'EPF. Lors de cette visite, il sera établi un procès-verbal de remise en gestion signé entre les deux parties qui mentionnera :

- la description du bien transféré comportant entre autres les objectifs et devenir du bien en fonction du projet,
- sa situation locative et d'occupation,
- les éventuelles interventions à réaliser par l'EPF (murage des entrées, pose de panneaux de signalétique interdit au public, dangers divers, dégagement de responsabilité en cas d'accident etc),
- les éventuelles interventions à réaliser par la Commune (débroussaillage – sécurisation, entretien des panneaux de signalétique interdit au public posés par l'EPF, s'assurer de l'efficacité des dispositifs sécurisant l'accès, vérifier l'état des clôtures et les réparer le cas échéant...)

Article IV : MANDAT POUR LA CONCLUSION DE CONVENTIONS D'OCCUPATION PRECAIRE (COP)

La Commune se sont vus remettre en gestion les biens acquis par l'EPF dans l'attente de la réalisation du projet pour lequel l'EPF a été mandaté.

Néanmoins, le projet futur porté par la présente convention n'étant pas encore effectif, l'EPF entend accorder un mandat à la Commune aux fins de conclure des conventions d'occupation précaire sur les biens dont l'EPF est propriétaire.

Ces conventions d'occupation précaire pourront être conclues à compter de la remise en gestion du bien à la Commune et devront se terminer au plus tard lors de la réalisation de l'un des motifs de précarité suivants :

- Démolition de l'immeuble ;
- Démarrage des études relatives à la future opération ou la cession du bien à un opérateur ou à la collectivité ;
- Dénonciation de la convention d'occupation précaire par l'EPF à terme ou de façon anticipée mais en respectant un délai de prévenance de 3 mois sous réserve d'un motif légitime de précarité ;
- Fin de la présente convention.

Ces conventions d'occupation précaire ne sont pas soumises aux dispositions du statut des baux d'habitation tel que régi par la loi n°89-462 du 6 juillet 1989. Il est essentiel de respecter les modalités de calcul de la redevance d'occupation – si cette dernière venait à être trop élevée, il y aurait alors un risque fort de requalification en bail d'habitation de 6 ans ou en bail commercial de 9 ans.

Par conséquent, la COMMUNE ne pourra garantir à l'occupation une durée déterminée ni lui garantir un droit au maintien dans les lieux ni lui concéder un droit au renouvellement.

Le modèle de la Convention d'occupation précaire est annexé aux présentes.

Le préambule de la Convention d'occupation précaire devra citer le présent mandat afin de justifier de la capacité à agir de La COMMUNE.

Toute Convention d'occupation précaire devra être remise dans les sept (7) jours de la signature des deux parties à l'EPF.

La COMMUNE devra informer l'EPF dans les sept (7) jours de l'arrivée d'un des événements suivants :

- Non-règlement d'une indemnité d'occupation précaire ;
- Congé de l'occupant ;
- Départ de l'occupant sans préavis ;
- Sinistre apparu sur le bien loué.

Outre les dispositions contractuelles particulières convenues ci-dessus, le présent mandat est soumis à l'article 40 de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises, et au décret n°2016-544 du 3 mai 2016 portant dispositions relatives aux conventions de mandat conclues par les établissements publics et les groupements d'intérêt public nationaux, et les autorités publiques indépendantes avec les tiers.

Le préambule de la Convention d'occupation précaire devra citer le présent mandat afin de justifier de la capacité à agir la COMMUNE.

La COMMUNE ne pourra conclure de Convention d'occupation précaire à **titre gratuit, à l'euro symbolique ou pour un loyer dérisoire (à vil prix).**

L'occupation projetée doit être en adéquation avec l'activité des avoisinants et ne pas gêner les riverains. Il est précisé que la COMMUNE ne doit en aucun cas permettre l'installation d'activités risquant de conférer la domanialité publique aux terrains acquis par l'EPF.

Le montant de la redevance devra être calculé selon le prix de référence de location du marché immobilier avoisinant, avec un abattement de **40% à 80% du loyer de référence en fonction de l'état général du bien, les travaux à prévoir, le type d'occupant. Il est à noter que l'abattement de 80% n'est réservé qu'aux Associations, hébergements d'urgence, terrains nus.**

Article V : CHARGES ET CONDITIONS RELATIVES A L'ETAT DES BIENS LORS DE LA REMISE EN GESTION

La Commune de Grasse prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF, à l'occasion de cette remise, d'interventions, remises en état ou réparations autres que celles précisées ci-après :

- pour les biens bâtis vacants, l'EPF procédera à leur murage ou à leur démolition suivant le cas et conformément au contenu du procès-verbal de remise en gestion.

- pour les biens bâtis occupés, conformes aux conditions d'habitabilité, l'EPF procédera, en sa qualité de propriétaire, aux travaux nécessaires et aux mises en sécurité, s'ils doivent continuer à être occupés.

Dans le cas inverse, si le logement ne respecte pas les normes d'habitabilité (logement dangereux ou indécent ou insalubre) et préalablement à la remise en gestion du bien, la Commune actera d'un commun accord la réalisation de travaux de mises en sécurité (protocole travaux) ou le relogement du ou des occupants par la Commune et le plus rapidement possible conformément à ses prérogatives en matière de relogement.

- pour les biens non bâtis, l'EPF procédera, s'il y a lieu, à la pose de clôtures.

Durant la phase de réalisation des travaux à la charge de l'EPF, ce dernier redeviendra de fait, gardien du bien.

Plus précisément, les travaux sont confiés par l'EPF à des intervenants extérieurs dans le cadre de marchés pluriannuels. Les présents contrats conclus avec les intervenants extérieurs prévoient un transfert de la garde du bien durant les travaux à l'entreprise.

Dès l'achèvement des travaux, l'EPF adresse à la Commune un courrier, précisant que les travaux ont été effectués et achevés et adosse les reportages photographiques ou les constats correspondants afin de ménager la preuve de l'achèvement.

Article VI : AFFECTATION ET OCCUPATION DES BIENS TRANSFERES PENDANT LA DUREE DU PORTAGE

La Commune ne peut modifier, même temporairement, la destination des biens dont la gestion lui est transférée.

1. Gestion par la Commune des Biens occupés légalement au jour de la remise en gestion :

La remise en gestion d'un bien entrainera la substitution de la Commune dans tous les devoirs et obligations de l'EPF vis-à-vis des locataires et occupants existants, la Commune faisant son affaire personnelle de la situation locative du bien.

Dès que la remise en gestion d'un bien sera intervenue, la Commune en informera les locataires et occupants.

Les dépôts de garantie sont versés sur un compte d'attente de l'EPF, ils seront reversés à la collectivité dès la signature du procès-verbal de remise en gestion.

Rapports avec les locataires et occupants :

La Commune veillera à la bonne exécution des baux d'habitation et conventions d'occupation précaire.

La Commune réalisera les états des lieux, procédera au quittancement des sommes dues et délivrera les congés.

La Commune percevra les loyers, redevances et toutes sommes dues au titre des baux d'habitation et conventions d'occupation précaire.

Pour tous les biens, la Commune est le seul interlocuteur qualifié des locataires et occupants pour toutes les actions relatives à la gestion des immeubles et leur donne la suite qu'elles comportent.

Si un locataire (d'un bien dont la Commune a la gestion locative) accuse un retard de paiement d'un seul mois de loyer, la Commune en informe l'EPF dans les plus brefs délais et fera toute diligence (échanges amiables, mises en demeure par le Comptable Public de la Commune) aux fins de recouvrer le loyer non réglé.

Si un locataire accuse un retard de paiement de plusieurs mois de loyer, la Commune informera l'EPF de la persistance des retards de paiement et des diligences effectuées par le Comptable Public de la Commune aux fins de recouvrement. Si les diligences amiables et précontentieuses effectuées par le Comptable Public de la Commune restent infructueuses, l'EPF fera signifier au locataire, par huissier de Justice, un commandement de payer la dette locative. Si le commandement reste infructueux, l'EPF engagera, devant le juge des référés, une procédure judiciaire aux fins d'expulsion.

2. Gestion des biens occupés illégalement :

En cas d'occupation illicite au jour de la remise en gestion : L'EPF diligentera, de sa propre initiative, une procédure d'expulsion et informera la Commune de l'avancée de la procédure.

En cas d'occupation illicite du bien, en cours de portage de l'opération : la Commune sera tenue d'informer immédiatement l'EPF de toute occupation illicite conformément à sa qualité de gardien du bien. La Commune devra rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants dans le cadre du flagrant délit d'intrusion avec si besoin le concours de la Police Municipale.

En cas d'impossibilité d'obtenir l'expulsion par la voie du flagrant délit d'intrusion, la Commune en informera l'EPF qui sollicitera un Huissier de Justice pour établir un Procès-verbal de Constat d'occupation illégale. Puis, l'EPF mènera par l'intermédiaire de son conseil une procédure en référé aux fins d'expulsion.

Au jour de l'évacuation des lieux (par la voie du flagrant délit d'intrusion ou par la voie judiciaire), l'EPF sera représenté par la Commune qui veillera au bon déroulement de l'opération et à la bonne exécution de l'Ordonnance de référé.

Après le départ ou l'expulsion des occupants sans droit ni titre, la Commune procédera, sans délai, à la sécurisation du bien (murage, clôture). La Commune devra, si les circonstances l'exigent, organiser le gardiennage 24H sur 24 du bien, afin d'éviter toute nouvelle occupation.

3. Biens occupés légalement et devenant vacants pendant le portage de l'opération :

Les biens bâtis inoccupés pourront être démolis ou murés (sécurisés) au plus vite afin d'éviter tout risque d'occupation illégale ou d'accident.

En conséquence, la Commune informera l'EPF de la libération de tout bien, et procédera dans ce cas, sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de murage, sécurisation du bien ou de la partie de bien devenue vacante et/ou de la pose de panneaux de signalétique. L'EPF procédera, le cas échéant, à la démolition du bien.

Sous réserve que le bien ou partie de bien devenu (e) vacant(e) réponde aux normes en vigueur et que l'EPF donne son autorisation écrite, la Commune pourra consentir sur ledit bien ou partie de bien une convention d'occupation temporaire bipartite à l'exclusion de tout autre convention.

Cette convention d'occupation temporaire bipartite, ne pourra conférer au preneur ni droit au renouvellement ni droit au maintien dans les lieux.

La Commune remettra au preneur une copie de la convention dans le mois de la signature et s'assurera que le preneur a contracté les assurances conformes à son activité et à son occupation. La Commune sera en charge, comme précisé en point 1) de l'article V, de la gestion locative du bien ou partie de bien.

Dans tous les cas, dès la connaissance de faits, la Commune informera l'EPF des événements particuliers et notamment de toute atteinte au bien, squat, contentieux, intervention sur le bien.

Article VII : GESTION TECHNIQUE, TRAVAUX ET REPARATIONS EN COURS DE PORTAGE DE L'OPERATION

1. A la charge de l'EPF :

Pendant le portage de l'opération, l'EPF conservera exclusivement à sa charge les grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil, les grosses réparations relatives au clos, au couvert-et à la mise en sécurité de ses biens et, pour les biens bâtis devenant vacants, les travaux de murage ou de démolition.

En sa qualité de gardien, la Commune devra aviser immédiatement l'EPF de toute réparation à la charge de ce dernier en application du paragraphe ci-dessus, dont elle sera à même de constater la nécessité.

Dans l'hypothèse où l'état des biens transférés en application de la présente convention emporterait obligation pour l'EPF, en sa qualité de propriétaire, de réaliser des travaux autres que les travaux de

murage ou de démolition et les travaux mentionnés dans le procès-verbal de remise en gestion, notamment en vue de mettre fin à une situation menaçant la sécurité des personnes, l'EPF notifiera par écrit à la Commune la nature des travaux à mener ainsi que leur coût prévisionnel.

Au vu de cette notification, la Commune devra alors :

- soit reloger les occupants s'il y en a ;
- soit décider d'accepter ces travaux lourds dont le prix sera répercuté sur le prix de cession du bien, conformément aux dispositions du Programme Pluri-annuel d'Interventions de l'EPF.

2. A la charge de la Commune:

Durant le portage de l'opération, outre les obligations mentionnées ci-dessus, la Commune devra pendant toute la durée de gestion du bien assurer la conservation, l'entretien, le nettoyage, la surveillance et le gardiennage de tous les biens dont la gestion lui est remise ainsi que de ses équipements et annexes.

La Commune fera son affaire personnelle à compter de la remise en gestion, de la continuation ou de la résiliation de tous traités ou abonnements relatifs à l'eau, au gaz, à l'électricité et autres fournitures s'il y a lieu qui ont été contractés relativement aux biens transférés.

La Commune se chargera éventuellement de la dépose des compteurs (À consigner dans le procès-verbal de remise en gestion).

La Commune veillera à la sécurité des immeubles et des personnes, au maintien de l'ordre et au respect des lois et règlements.

La Commune passe à cet effet tous les contrats (ligne de téléphone, chaudière, gaz) nécessaires à l'entretien des immeubles.

La Commune assure à sa seule diligence les travaux d'entretien courant (Débroussaillage et curage notamment) et les réparations des biens transférés ainsi que de leurs équipements.

De manière exceptionnelle, la Commune pourra avoir à sa charge, d'un commun accord avec l'EPF, des travaux de gros œuvre, dératisation et désinsectisation (À consigner dans le procès-verbal de remise en gestion).

Article VIII : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Commune encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc., à l'exclusion des biens dont les baux (essentiellement baux commerciaux) sont juridiquement gérés par l'EPF).

La Commune supportera également la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété). A ce titre, la Commune représentera l'EPF aux assemblées générales des copropriétaires.

Article IX : TAXES ET IMPOTS

L'EPF acquittera uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant.

La Commune acquittera les impôts, taxes et cotisations diverses liés à l'usage des biens (taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe d'arrosage ...).

Article X : ASSURANCES

Assurances de l'EPF :

En sa qualité de propriétaire, l'EPF assure les biens acquis au titre de la présente convention dans le cadre de contrats globaux souscrits auprès de ses assureurs.

Ces contrats garantissent les immeubles contre les événements suivants :

Incendie et événements naturels, dégâts des eaux, détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, bris de glaces, catastrophes naturelles, attentats.

Assurances de la Commune :

La Commune gestionnaire est garante des obligations d'assurance.

La Commune devra vérifier que les occupants sont personnellement assurés pour leurs biens propres et pour les risques locatifs et d'exploitation (incendie, dégâts des eaux, vol, recours des voisins et des tiers, responsabilité civile locative) à compter du premier jour d'occupation et jusqu'au terme de cette occupation.

La Commune déclarera à sa propre assurance les biens de l'EPF qu'elle a en gestion : Responsabilité civile locative (lots de copropriété ou immeuble entier et tout type de bien géré pour le compte du propriétaire), responsabilité civile en sa qualité de gardien des biens.

Article XI : VISITE-CONTROLE-INFORMATION

La Commune procédera à une visite périodique du bien, si possible une fois par trimestre, et après chaque évènement climatique exceptionnel.

La Commune informera l'EPF de tout accident, incident, dysfonctionnement, litige, mise en demeure ou injonction de l'Administration relatifs aux biens qu'elle gère appartenant à l'EPF.

D'une manière générale, la Commune devra, pendant toute la durée de la gestion, faire preuve d'une grande vigilance et tenir l'EPF informé de la situation technique et locative de tout bien transféré.

A cet effet, la Commune désignera auprès de ses Services un interlocuteur chargé de la gestion locative et un interlocuteur chargé de la gestion technique et en informera l'EPF.

Préalablement à la **cession** d'un bien, l'EPF demandera à la Commune de lui fournir un rapport dans lequel est indiqué l'occupation dudit bien ainsi que l'état technique de ce dernier avant la vente (document type : rapport annuel joint à chaque remise en gestion).

Annexe n° 2 - Modalités de cession des immeubles acquis par l'EPF et remboursement des débours

(Application des modalités du PPI 2021 – 2025 approuvé par délibération n° 2020/36 du Conseil d'Administration du 26 Novembre 2020)

(Application des modalités de cession aux collectivités approuvées par délibération n° 2022/62 du Conseil d'Administration du 28 novembre 2022)

Le prix contractuel de cession est établi conformément aux conditions générales de cession de l'EPF définies dans son Programme Pluriannuel d'Interventions et dans le cadre d'un conventionnement déterminé avec la ou les collectivités concernées.

Règle générale : Prix de cession = Prix de revient prévisionnel

Le prix de cession correspond au prix de revient prévisionnel pour la durée de portage. La notion de prix « prévisionnel » est nécessaire car au moment de la revente des biens tous les éléments de dépense ne sont pas forcément connus. L'établissement du prix prévisionnel se fera sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus et des dépenses et/ou recettes susceptibles d'intervenir avant la date de cession.

Les éléments constitutifs du prix de cession sont notamment les suivants :

- Le prix d'acquisition foncière majoré des frais annexes (droits de mutation, frais de notaire, commissions, indemnités d'éviction ou d'expropriation, etc.),
- Les dépenses de gestion du patrimoine, de toutes natures, supportées par l'EPF pendant la durée de portage (sécurisation, gardiennage, débroussaillages, travaux, assurances, frais de gestion, frais de relogement, etc.),
- Les dépenses de mises en état des sols comprenant travaux de démolition, dépollution ou de « proto-aménagement » c'est-à-dire de valorisation foncière (pré verdissement par exemple) ou de préparation à l'aménagement ultérieur (remembrements fonciers ou désenclavement).
- Les dépenses d'études de schéma d'organisation urbaine, d'études de pré-projets et d'études opérationnelles éventuelles.
- Les dépenses correspondant à des missions d'assistance, d'expertise ou de fourniture de service sous traitées.
- Les frais liés aux contentieux (frais de représentation en justice, dépens, indemnités, etc.).
- L'ensemble des dépenses prévisionnelles susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de cession.
- Les provisions concernant les dépenses susceptibles d'intervenir jusqu'à la date de cession.
- Les frais financiers, uniquement s'ils correspondent à des emprunts spécifiquement adossés au projet pendant la durée de portage.

Modalités particulières sur la prise en compte des recettes locatives et des taxes foncières :

- Recettes Locatives

Les recettes locatives perçues par l'EPF ne sont pas comptabilisées en allègement des prix de cession.

- Taxes foncières

Les taxes foncières seront imputées au prix de revient de l'opération.

Le prix de cession, à l'issue de la période de portage, sera égal au prix de revient prévisionnel tel que défini ci-dessus, diminué le cas échéant des produits rattachables à l'opération : subventions éventuelles perçues par l'EPF pour la réalisation du projet, fonds de minoration SRU, etc.

Il est rappelé que l'EPF agit en qualité d'assujetti. Dans ce contexte, les cessions réalisées par l'Etablissement sont toujours soumises à TVA (délibération du Conseil d'Administration n°2011/24 du 17/06/2011).

La mutualisation pour la cession de plusieurs biens est possible. Dans ce cas, le calcul du prix de cession s'entend à l'échelle d'un terrain, d'un bien bâti, d'un site ou d'un ensemble de sites issus d'une même convention sur une commune ou un EPCI. Cette mutualisation devra se faire avec l'accord du garant et des collectivités concernées.

Dans le cas d'opération nécessitant d'engager des cessions partielles dès lors que la maîtrise foncière totale n'est pas assurée, le prix de cession de chaque tranche sera établi sur la base de l'estimation prévisionnelle nécessaire à cette maîtrise globale à terme. Un échéancier prévisionnel de cession, sur la base d'un prix moyen, pourra être établi et sera réajusté sur les dépenses réellement intervenues au fur et à mesure de la libération des fonciers.

Les conventions opérationnelles prévoient, à titre principal, une vente des terrains aux opérateurs qui réalisent le projet : opérateurs publics (aménageurs en concession d'aménagement, bailleurs sociaux, établissements publics, etc. ...), opérateurs privés ou institution publique lorsque celle-ci est maître d'ouvrage. Les actes de cession comportent toujours des obligations sous forme de cahiers des charges correspondants aux objectifs du projet. Le choix des opérateurs et les modalités de la cession sont soumis à l'accord de la collectivité. Dans tous les cas, les actes de cession expliciteront les conditions d'usage ultérieur des biens conformément aux objectifs de la convention et la collectivité devra approuver le bilan prévisionnel de l'opération foncière et le cahier des charges de cession des terrains.

La collectivité garantit le rachat des terrains si ceux-ci ne trouvent pas preneur au terme de la convention. Dans ce cas, la collectivité s'engage à racheter les terrains au plus tard au terme de la convention (soit une signature de l'acte et un paiement effectif réalisé au plus tard au terme de la convention).

Au-delà de ce délai, la collectivité versera à l'EPF, en sus du prix de cession, une indemnité de retard. Celle-ci sera calculée sur la base d'un taux annuel de 1,5 %, appliqué au montant global de la cession, et proportionnel au retard constaté à la signature de l'acte.

A noter que d'une manière générale, les actes de cession aux collectivités locales seront mis au point en tenant compte de la réglementation appliquée par les Services des Domaines.

En cas de cession partielle d'un site aux acquéreurs désignés par la collectivité, celle-ci s'engage à racheter les reliquats fonciers à l'EPF à la valeur du prix de cession tel que décrit ci-dessus déduction faite du montant des cessions aux opérateurs.

Enfin, dans l'hypothèse de l'abandon d'un site d'intervention, la collectivité s'engage également à rembourser l'intégralité des dépenses réalisées par l'EPF au plus tard au terme de la convention. Le montant à rembourser sera déterminé selon les mêmes modalités financières que celles vues au paragraphe précédent (dont pénalités notamment).

Le paiement total du prix devra intervenir dans un délai maximum de six mois à compter de la signature de l'acte authentique. Toute demande exceptionnelle de différé de paiement sera soumise à l'approbation du Conseil d'Administration. Ces demandes ont pour objectif de faciliter les cessions aux collectivités, lorsqu'elles sont rendues nécessaires. Il sera rendu compte annuellement au Conseil d'Administration du contrôle effectué sur les différés de paiement accordés durant l'exercice N-1.

Société Publique Locale

Pays de Grasse Tourisme

Siège Social : Palais des Congrès – 22, Cours Honoré Cresp – 06130 GRASSE

PROJET DE STATUTS

SOMMAIRE

TITRE PREMIER :	2
Forme – Objet – Dénomination – Siège – Durée	2
Article 1 - Forme	2
Article 2 - Objet	2
Article 3 - Dénomination sociale	2
Article 4 - Siège social	3
Article 5 - Durée	3
TITRE DEUXIÈME :	4
Capital social – Apports – Actions	4
Article 6 - Formation du capital	4
Article 7 - Capital social	4
Article 8 - Compte courant	4
Article 9 - Modifications du capital social	5
Article 10 - Forme et caractère des actions	6
Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions	6
Article 12 - Libération des actions	6
Article 13 - Cession des actions	7
TITRE TROISIEME	9
Administration et Contrôle de la société	9
Article 14 - Composition du Conseil d'Administration	9
Article 15 - Durée du mandat des administrateurs - Limite d'âge - Cumul de mandats	9
Article 16 - Pouvoirs du Conseil d'Administration	10
Article 17 - Fonctionnement - Quorum - Majorité du Conseil d'Administration	11
Article 18 - Présidence du Conseil d'Administration	12
Article 19 - Comités	13
Article 20 - Censeurs	13
Article 21 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements	14
Article 22 - Direction Générale	15
Article 23 - Signature sociale	16
Article 24 - Rémunération des dirigeants (administrateur, Président, directeur général, directeur général délégué)	16
Article 25 - Conventions réglementées	17
Article 26 - Commissaire aux comptes	17
Article 27 - Représentant de l'État - Information	17

Article 28 - Rapport annuel des élus.....	18
Article 29 - Contrôle exercé par les actionnaires.....	18
Article 30 – Garantie d’emprunt accordée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivité territoriale.....	19
TITRE QUATRIÈME.....	20
Dispositions relatives aux Assemblées.....	20
Article 31 - Dispositions communes aux Assemblées Générales	20
Article 32 - Convocation et réunion des Assemblées Générales	20
Article 33 - Ordre du jour	20
Article 34 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs	21
Article 35 - Tenue de l’Assemblée - Bureau - Procès-Verbaux	21
Article 36 - Quorum - Vote - Effet des délibérations.....	22
Article 37 - Assemblée Générale Ordinaire	23
Article 38 - Assemblée Générale Extraordinaire	23
Article 39 - Modifications statutaires	24
TITRE CINQUIÈME	25
Exercice social – Comptes sociaux – Affectation des résultats.....	25
Article 40 - Exercice social	25
Article 41 - Comptes sociaux	25
Article 42 - Bénéfices	25
Article 43 - Affectation et répartition des bénéfices.....	25
TITRE SIXIÈME	27
Pertes graves – Dissolution – Liquidation – Contestations.....	27
Article 44 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social	27
Article 45 - Dissolution - Liquidation.....	27
Article 46 - Contestations.....	27
TITRE SEPTIÈME.....	28
Administrateurs – Commissaires aux comptes – Personnalité morale.....	28
Article 47 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce	28
Article 48 - Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société .	28
Article 49 - Formalités - Publicité de la constitution	28
Article 50 - Dispositions diverses	29

Les soussignés :

1° La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par son Président ou son représentant XXX habilitée aux termes de la délibération XXX en date du XX/XX/2024 ;

2° La commune de Grasse représentée par son Maire ou son représentant XXX habilitée aux termes de la délibération XXX en date du XX/XX/2024 ;

Établissent, ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société publique locale qu'ils ont convenu de constituer entre eux en raison de l'intérêt général qu'elle présente.

TITRE PREMIER : Forme – Objet – Dénomination – Siège – Durée

Article 1 - Forme

Il est institué entre les actionnaires ci-dessus mentionnés et de ceux qui pourront l'être ultérieurement, une Société Publique Locale (SPL, ci- après « la Société »), régie par les articles L.1531-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les autres dispositions du même code relatives aux sociétés d'économies mixte locales, par les dispositions du code de commerce applicables aux sociétés anonymes, ainsi que par les présents statuts et par tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, agissant exclusivement pour le compte de tout ou partie de ses actionnaires, d'assumer la mission d'office de tourisme incluant l'ensemble des missions prévues à l'article L.133-3 du code du tourisme, de promouvoir et développer l'offre et l'attractivité touristique et d'assurer l'animation et l'action touristique du territoire.

A cet effet, la Société peut, en particulier :

- Assumer des missions d'accueil et d'information, de promotion, de communication, de médiation touristique, de commercialisation et de valorisation des intérêts du territoire ;
- Nouer des partenariats avec des acteurs du tourisme, locaux ou non, permettant de valoriser le territoire et de renforcer son activité touristique ;
- Gérer ou contribuer à la gestion des sites et des équipements touristiques ;
- Organiser ou contribuer à l'organisation d'événements, de fêtes ou de manifestations culturelles ;
- Coordonner les différents intervenants, partenaires et acteurs du tourisme local ;
- Concevoir, en concertation avec les collectivités compétentes, la politique locale du tourisme et la mettre en œuvre ;
- Plus généralement, la Société pourra accomplir toutes les opérations financières commerciales, industrielles ou civiles présentant un intérêt pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est : Pays de Grasse Tourisme.

Le nom commercial de la Société est : Pays de Grasse Tourisme.

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la

dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le Siège Social est fixé au Palais des Congrès – 22, Cours Honoré Cresp – 06130 GRASSE. La Société pourra transférer son siège social en tout autre endroit sur le territoire de ses actionnaires en application de la procédure prévue à l'article L. 225-36 du code de commerce pour le déplacement du siège social.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANS (99 ans) à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration doit provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

A défaut, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer les réunions et décisions ci-dessus prévues.

TITRE DEUXIÈME : Capital social – Apports – Actions

Article 6 - Formation du capital

Lors de la constitution, il a été fait apport à la Société de la somme de TRENTE-SEPT MILLE EUROS (37 000 euros) correspondant à la totalité des actions, et représentant les apports en numéraire composant le capital social réparti comme suit :

Les soussignés apportent en numéraire à la Société :

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : la somme de 22 200 € (vingt-deux mille deux cents euros) ;
- La Commune de Grasse : la somme de 14 800 € (quatorze mille huit cents euros).

Article 7 - Capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de TRENTE-SEPT MILLE EUROS (37 000 €). Il est détenu exclusivement par des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales.

Il est divisé en 12 (douze) actions d'un montant de 3 083,33 € chacune, réparties comme suit :

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : 60%, soit 7,2 actions ;
- La Commune de Grasse : 40%, soit 4,8 actions ;

Les apports en numéraire seront intégralement libérés sur l'exercice 2025 sur décision du Conseil d'Administration.

Le certificat du dépositaire, avec la liste des souscripteurs et l'indication des sommes versées par chacun d'eux, est annexé aux présents statuts.

Article 8 - Compte courant

Les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L.1522-5 du code général des collectivités territoriales.

Cet article prévoit notamment que l'apport en compte courant est alloué dans le cadre d'une convention expresse entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la Société qui prévoit à peine de nullité :

- 1° La nature, l'objet et la durée de l'apport ;
- 2° Le montant, les conditions de remboursement, éventuellement de rémunération ou de

transformation en augmentation de capital dudit apport.

Article 9 - Modifications du capital social

Article 9.1 - Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi, sous réserve que les collectivités territoriales ou leurs groupements détiennent toujours la totalité du capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration, est seule compétente pour décider de l'augmentation du capital. Celle-ci s'effectue par l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant consenti par une Collectivité Territoriale, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la Collectivité Territoriale concernée se prononçant sur l'opération et dans les conditions prévues à l'article L.1522-5 du code général des collectivités territoriales. Lorsque des apports immobiliers sont effectués, ils sont, conformément à la réglementation en vigueur, évalués par un commissaire aux apports, après avis de l'administration des domaines, et dans le respect des dispositions des articles L.2241-1, L.3213-2 et L.4221-4 du code général des collectivités territoriales.

Article 9.2 - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre de titres, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9.3 - Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des Collectivités Territoriales ou leurs groupements devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification.

Article 10 - Forme et caractère des actions

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement, la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres quel qu'en soit le détenteur.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports au capital.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni ne s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

Article 12 - Libération des actions

Article 12.1 - Lors de la constitution de la Société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée d'au moins la moitié de la valeur nominale.

Article 12.2 - Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 12.3 - La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation du capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins

avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Les versements sont effectués soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet. Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant dans les conditions prévues par la loi.

Cette pénalité n'est applicable aux Collectivités territoriales et Groupements de Collectivités territoriales que s'ils n'ont pas pris, lors de la dernière réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face : l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de ladite session ou séance.

Lorsque l'actionnaire est défaillant, il est fait application de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales.

Article 13 - Cession des actions

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Toute cession d'action ne peut se faire qu'au profit d'autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, actionnaires ou non de la Société. Elle est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la Société dans les conditions de l'article L.228.24 du code de commerce.

En plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, toute cession d'action doit être autorisée par décision de l'organe délibérant de la Collectivité territoriale ou du Groupement de Collectivité territoriale concernée. Les mêmes règles sont applicables en cas de d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

Tout actionnaire qui souhaite céder ses actions à des tiers doit adresser par lettre recommandée avec AR, une demande indiquant l'identité du ou des cessionnaire(s) ainsi que le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

Le Conseil d'Administration se prononce sur l'agrément à la majorité des administrateurs présents ou représentés dans un délai de TROIS MOIS (3 mois) à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L. 228.23 et suivant du code de commerce.

Si la Société n'agrée pas le ou les cessionnaire(s) proposée(s), le Conseil d'Administration est tenu dans le délai de TROIS MOIS (3 mois) à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un actionnaire ou par un tiers soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions fixées à l'article 1843.4 du code civil.

La décision du Conseil d'Administration d'accorder ou de refuser l'agrément, est notifiée au

cédant par Lettre Recommandée avec AR. Si à l'expiration du délai prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription au profit d'un nouvel actionnaire.

La cession d'action s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. L'ordre de mouvement est enregistré le jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvement ». Tous les frais résultants du transfert des actions sont à la charge du cessionnaire.

projet

TITRE TROISIEME

Administration et Contrôle de la société

Article 14 - Composition du Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de dix-huit (18) membres au maximum.

A sa constitution, le Conseil d'Administration sera composé de douze (12) membres, répartis de la façon suivante :

- Sept (7) membres pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- Cinq (5) membres pour la Commune de Grasse.

Les représentants des Collectivités Territoriales ou de leurs groupements au Conseil d'Administration sont désignés par eux et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment de son article L.1524-5.

La proportion des représentants de chacune des Collectivités Territoriales ou de leurs groupements au Conseil d'Administration, désignés conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, est égale à la proportion du capital détenu par les Collectivités Territoriales, avec possibilité d'arrondir au chiffre supérieur.

Toute Collectivité Territoriale ou groupement a droit à au moins un représentant au Conseil d'Administration.

Conformément à l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités Territoriales ou groupements de collectivités territoriales au sein du Conseil d'Administration incombe à ces collectivités ou groupements de collectivités territoriales.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale mentionnée à l'article 21 des présents statuts, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Article 15 - Durée du mandat des administrateurs - Limite d'âge - Cumul de mandats

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements doivent respecter la limite d'âge de soixante-quinze ans au moment de leur désignation.

Ces personnes ne peuvent pas être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire ou légale.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée délibérante qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée, le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'Administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes.

Les représentants sortants sont rééligibles.

En cas de vacance de postes, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref.

Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée qui les a désignés.

Conformément à l'article L.225-94-1 du code de commerce, un administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq Conseils d'Administration ou Conseils de surveillance de Sociétés Anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Article 16 - Pouvoirs du Conseil d'Administration

En application des dispositions de l'article L.125-35 du code de commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'Administration dans la limite de l'objet social dispose notamment des pouvoirs suivants :

- Déterminer des orientations de l'activité de la société et suivi de leur mise en œuvre, arrêter les conditions générales d'intervention de la société au profit de ses actionnaires ;
- Etablir des comptes sociaux et du rapport de gestion ;
- Convoquer des assemblées générales ;
- Autoriser des signatures de contrat à conclure entre la société et l'un de ses actionnaires ;
- Se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la société et régler par ses délibérations les affaires la concernant.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil d'Administration serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Conseil d'Administration se dote d'un règlement intérieur qui précise son fonctionnement et les différentes instances qu'il entend mettre en place pour la préparation et l'exécution de ses décisions.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction Générale de la société tous les documents qu'il estime utile.

Le Conseil d'Administration peut consentir à un mandataire de son choix, toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi même en dehors de ses membres.

Article 17 - Fonctionnement - Quorum - Majorité du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou en son absence, par son Vice-Président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le Conseil d'Administration ne s'est pas réuni depuis plus de trois mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Les administrateurs peuvent participer aux délibérations du conseil (débat et votes) par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Ils sont alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

La survenance de tout dysfonctionnement technique du système de visioconférence ou de télécommunication doit être constatée par le Président du Conseil d'Administration et doit être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion, y compris l'impossibilité pour un administrateur de prendre part au vote en raison du dysfonctionnement.

En cas de dysfonctionnement du système de télécommunication ou de visioconférence, constaté par le Président le Conseil d'Administration peut valablement délibérer et/ou se poursuivre avec les seuls membres présents physiquement dès lors que les conditions de quorum sont satisfaites.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé à chaque administrateur QUINZE JOURS (15 jours) au moins avant la réunion par courrier postal ou électronique.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par courrier électronique pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du Conseil d'Administration, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

La présence, effective ou par un moyen de télécommunication, de la moitié au moins des membres du Conseil d'Administration est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas prévus par la loi, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix.

En cas de partage des voix, la voix du président de la séance du Conseil d'Administration est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, côté et paraphé, et tenu au Siège Social conformément aux dispositions réglementaires.

Elles sont, conformément aux dispositions de l'article L.1524-1 du CGCT, communiquées dans les QUINZE JOURS (15 jours) suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département où se trouve le siège social de la société.

Article 18 - Présidence du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il préside les séances du conseil et les réunions des assemblées d'actionnaires.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société, notamment en ce qui concerne la convocation, la tenue des réunions sociales, l'information des commissaires aux comptes et des actionnaires. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil d'Administration est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant alors par l'intermédiaire d'un de ses représentants, autorisé à occuper cette fonction par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ou groupement de collectivités territoriales concerné.

Un Vice-Président, élu pour la durée de son mandat d'administrateur peut être désigné par le Conseil d'Administration. Ses fonctions consistent, notamment, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les Assemblées.

Le Président comme le Vice-président doivent respecter la limite d'âge de soixante-quinze ans au moment de leur désignation.

En l'absence du Président et du Vice-Président, un des administrateurs présents pourra être désigné par le Conseil d'Administration pour présider la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration

peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée. Elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Article 19 - Comités

Article 19.1 - Le comité consultatif

Conformément aux dispositions de l'article R.133-19-1 du code de tourisme, le comité consultatif de socioprofessionnels impliqués dans l'économie touristique du territoire et dont les membres sont représentatifs et en exercice dans leur secteur d'activité a pour mission d'aider le Conseil d'Administration dans ses choix et orientations.

Les membres de ce comité consultatif sont désignés par le Conseil d'Administration pour la durée de leur mandat. Ils disposent chacun d'une voix consultative.

Chaque membre peut être révoqué à tout instant par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article R. 133-19-1 du code de tourisme, la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale fixe le nombre des membres de ce comité.

Le mandat des membres du comité consultatif prend fin avec celui de l'assemblée délibérante qui les a désignés.

Le Président du Conseil d'Administration peut être amené, sans justification préalable, à demander aux membres du comité consultatif de se retirer, après avoir pu exprimer leurs positions en la matière, lors des votes à l'Ordre du jour.

Un règlement intérieur sera établi, à l'initiative de la direction générale, afin d'organiser les règles de fonctionnement de ce comité.

Article 19.2 - Création de comités

Conformément à l'article R. 225-29 du code de commerce, le Conseil d'Administration peut décider de la création de comités d'études chargés d'analyser des questions que le conseil ou son Président soumet, pour avis, à l'examen de ces comités, notamment en ce qui concerne le développement et le fonctionnement de la Société.

Le Conseil d'Administration fixe librement leur composition et leurs attributions dans un règlement intérieur qu'il adopte.

Article 20 - Censeurs

L'Assemblée Générale ordinaire peut procéder à la nomination de censeurs choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Les censeurs sont nommés pour une durée de trois ans maximum renouvelables. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice et tenue dans l'année au cours de

laquelle expirent leurs fonctions. Les censeurs assistent avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration.

Les censeurs ne sont pas rémunérés.

Article 21 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements

Selon les dispositions de l'article L.1524-5 du CGCT, les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales qui ont une participation au capital trop réduite, ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe au Conseil d'Administration, doivent se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun, au moins.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'Administration.

Une représentation à tour de rôle peut notamment être instituée entre les actionnaires concernés, pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

Chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit :

- Préalablement aux conseils d'administration pour délibérer sur les questions soumises à l'ordre du jour du Conseil d'Administration ;
- Pour entendre le rapport de son ou ses représentants ;
- Elle se réunit sur convocation de son Président ;
- Soit à son initiative ;
- Soit à la demande de l'un de ses représentants, élu par elle au sein du Conseil d'Administration ;
- Soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R. 1524-2 du code général des collectivités territoriales.

L'assemblée spéciale est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires non directement représentés au Conseil d'Administration.

Article 22 - Direction Générale

Article 22.1 - Choix dans les modalités d'exercice

Conformément aux dispositions légales, la Direction Générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice incombe au Conseil d'Administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Dans le cas où le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

La délibération du Conseil d'Administration relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction Générale est prise à la majorité de ses membres présents ou représentés. Le changement de modalités d'exercice de la Direction Générale, qui peut intervenir à tout moment, n'entraîne pas de modification des statuts.

Toutefois, à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou groupements de collectivités territoriales actionnaires, de cette modification ne pourra intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

Le Conseil d'Administration informera les actionnaires et les tiers si tel était le cas, de cette modification, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 22.2 - Directeur général

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de SOIXANTE-DIX ANS (70 ans). S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à la date du prochain Conseil d'Administration. Il est alors procédé à la désignation du nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment (sous réserve du respect d'un préavis tel que défini par le code du Travail) par le Conseil d'Administration lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'Administration sa révocation donne lieu à des dommages et intérêts sauf cas de faute grave établie.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Le Directeur Général représente la société dans ses rapports avec les tiers.

La société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; la seule publication des statuts ne suffisant pas à en constituer la preuve.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération exceptionnelle ou bénéficier d'avantages particuliers, qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés. Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter des fonctions dans la Société telles que celles de Président du Conseil d'Administration ou de Président assumant les fonctions de Directeur Général.

Article 22.3 - Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le ou les directeurs généraux délégués ne peuvent être choisis qu'en dehors des administrateurs.

En accord avec le directeur général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Le nombre maximum des directeurs généraux délégués ne peut dépasser cinq.

La rémunération des directeurs généraux délégués est déterminée par le Conseil d'Administration. La limite d'âge applicable au directeur général vise également les directeurs généraux délégués.

Lorsqu'un directeur général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Article 23 - Signature sociale

Tous les actes et engagements concernant la société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le Directeur Général ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial expressément désigné par le Conseil d'Administration, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

Article 24 - Rémunération des dirigeants (administrateur, Président, directeur général, directeur général délégué)

Les représentants des collectivités ou de leurs groupements ne percevront pas de rémunération, ni sous la forme de jetons de présence, ni sous aucune autre forme. De même, il ne sera pas versé de rémunération au Président et à l'éventuel Vice-Président.

A condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, le Conseil d'Administration peut allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs, des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 25 - Conventions réglementées

Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233- 3 du code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L 225-40 du code de commerce.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L 225- 38 et suivants du code de commerce.

Article 26 - Commissaire aux comptes

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

La nomination d'au moins un Commissaire aux comptes est obligatoire en application de l'article L.1524-8 du code général des collectivités territoriales.

Article 27 - Représentant de l'État - Information

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les QUINZE JOURS (15 jours) suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département du Siège Social de la société.

Il en est de même des contrats visés aux articles L.1523-2 à L.1523-4 du code général des collectivités territoriales, ainsi que, le cas échéant, des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux Comptes.

En cas de saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État, dans les conditions prévues par l'article L.1524-2 du CGCT et L.235-1 du code de commerce, il

est procédé à une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'Administration ou l'Assemblée Générale.

Article 28 - Rapport annuel des élus

Les représentants des collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires, un rapport écrit sur la situation de la société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées au cours de l'exercice passé.

En outre, un rapport financier annuel est soumis par la société aux organes délibérants des collectivités territoriales actionnaires en application des dispositions de l'article L.133-3 du code du tourisme

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Article 29 - Contrôle exercé par les actionnaires

Les Collectivités Territoriales ou leurs groupements doivent conjointement exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

L'absence d'autonomie de la Société se caractérise ainsi par la mise en place d'un contrôle décisionnel et organique des actionnaires.

Les collectivités et groupements actionnaires ont la faculté d'influencer de manière déterminante tant les objectifs stratégiques que les décisions importantes de la Société par la désignation des membres des organes de direction de ladite société et d'un fonctionnaire de la collectivité chargé de contrôler et d'orienter l'action de celle-ci.

Le contrôle exercé sur la Société est fondé, d'une part, sur la détermination des orientations de l'activité de la société et, d'autre part, sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la société mènera.

A cet effet, et en complément des dispositions légales et statutaires portant sur la représentation des Collectivités Territoriales et le contrôle qu'elles exercent sur la Société, des dispositions spécifiques pourront, le cas échéant, être définies dans un règlement intérieur, et ce, afin de permettre à chaque actionnaire d'être associé aux objectifs stratégiques et aux décisions importantes de la Société.

Les contrats passés entre la Société et ses actionnaires prévoient également les modalités de contrôle de l'actionnaire sur les conditions d'exécution contractuelle.

Le contrôle analogue s'inscrit dans un lien de dépendance institutionnel très fort, « caractérisé », excluant l'autonomie du cocontractant.

La collectivité ou le groupement exerce un contrôle étroit et réel sur les activités de la Société.

Article 30 – Garantie d'emprunt accordée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivité territoriale

Les Collectivités Territoriales ou leurs groupements peuvent accorder leur garantie d'emprunt ou leur cautionnement à la Société dans les conditions prévues aux articles L.2252-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L.1524-6 du code général des collectivités territoriales, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales qui a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a le droit, à condition de ne pas en être actionnaire directement représenté au conseil d'administration, d'être représenté auprès de la Société par un délégué spécial désigné, en son sein, par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement. Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la société. Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

Le délégué peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables et s'assurer de l'exactitude de leurs mentions.

Le délégué rend compte de son mandat dans les mêmes conditions que celles prévues pour les représentants au conseil d'administration par le quatorzième alinéa de l'article L.1524-5 du code précité.

TITRE QUATRIÈME

Dispositions relatives aux Assemblées

Article 31 - Dispositions communes aux Assemblées Générales

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les Assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire.

Les Assemblées extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts, et le règlement intérieur s'il en existe un.

Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Les collectivités ou leurs groupements actionnaires de la société sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur. Chaque délégué peut être désigné par les administrateurs.

Article 32 - Convocation et réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les personnes visées à l'article L. 225-103 du code de commerce.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département, précisé dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par courrier postal ou électronique, adressées à chacun des actionnaires QUINZE JOURS (15 jours) au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'Ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

Article 33 - Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolution.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 34 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée. Il n'est tenu compte de ce formulaire que s'il est reçu par la Société trois (3) jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

Tout actionnaire peut se faire représenter dans les conditions prévues par le code de commerce, et notamment par un autre actionnaire justifiant d'un mandat. Le mandat est donné pour une seule Assemblée, il peut l'être pour deux Assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze (15) jours. Il vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

La Société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

Article 35 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-Verbaux

Une feuille de présence est élargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance.

Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, elle élit elle-même son Président.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau, composé du Président et des scrutateurs, désigne un Secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par décret.

Article 36 - Quorum - Vote - Effet des délibérations

Article 36.1 - Vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit par appel nominal ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Le vote ne peut pas s'exprimer au scrutin secret en cas de participation de l'un des actionnaires à la réunion de l'Assemblée par visioconférence ou par un autre moyen de télécommunication.

Article 36.2 - Quorum

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société trois jours (3) au moins avant la date de l'Assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

En cas de dysfonctionnement du système de télécommunication ou de visioconférence, constaté par le Président, l'Assemblée peut valablement délibérer et/ou se poursuivre avec les seuls membres présents physiquement dès lors que les conditions de quorum sont satisfaites.

Lorsque l'Assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorums et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes, ni comme mandataires.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément aux dispositions du code de commerce et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables. Toutefois, dans le cas où des décisions de l'Assemblée Générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

Article 37 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui ne relève pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle est réunie au moins une fois par an dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, et le cas échéant, aux comptes consolidés de l'exercice écoulé.

Le Conseil d'Administration présente à l'Assemblée son rapport, comprenant l'ensemble des informations obligatoires visées par les articles L. 225-100 et suivants du code de commerce, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés.

A cette occasion, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve également, sur proposition du Conseil d'Administration :

- Le rapport présentant l'ensemble des activités opérationnelles réalisées par la Société au cours de l'exercice social clôturé ;
- Le rapport définissant les orientations stratégiques.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

L'Assemblée Générale statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 38 - Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire, pour toute modification des statuts, les modifications relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représente, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital peuvent être apportées par le Conseil d'Administration sur délégation.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire, pour toute modification des statuts, les modifications relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représente, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital peuvent être apportées par le Conseil d'Administration sur délégation.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première

convocation, le tiers et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Le quorum requis est également du quart.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 39 - Modifications statutaires

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société publique locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

TITRE CINQUIÈME

Exercice social – Comptes sociaux – Affectation des résultats

Article 40 - Exercice social

L'exercice social a une durée de DOUZE MOIS (12 mois). Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

Article 41 - Comptes sociaux

Les comptes de la société sont ouverts conformément au Plan Comptable Général. A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il établit les comptes annuels, qui comprend le bilan qui dresse les éléments d'actif et de passif, faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'exercice et l'annexe complétant et commettant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Ils sont transmis au représentant de l'État, accompagnés, le cas échéant, des rapports du Commissaire aux Comptes, dans les QUINZE JOURS (15 Jours) de leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 42 - Bénéfices

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L232-10 du code de commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, le cas échéant diminués des pertes antérieures, par décision de l'Assemblée Générale, la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende statutaire sur le montant libéré et non remboursé des actions.

Article 43 - Affectation et répartition des bénéfices

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé, à peine de nullité de toute délibération contraire, 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE SIXIÈME

Pertes graves – Dissolution – Liquidation – Contestations

Article 44 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de réunir une Assemblée Générale Extraordinaire dans les QUATRE MOIS (4 mois) qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L224.2 du code de commerce de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 45 - Dissolution - Liquidation

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions du quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les actionnaires, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Article 46 - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la société, relativement aux affaires sociales ou l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social. A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

TITRE SEPTIEME

Administrateurs – Commissaires aux comptes – Personnalité morale

Article 47 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter les actes déjà accomplis par le mandataire pour le compte de la société en formation tels qu'ils sont énoncés dans l'état annexé ci-après avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la société.

En conséquence, la société prendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 48 - Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société

Les soussignés, membres fondateurs de la SPL PAYS DE GRASSE TOURISME au capital de 37 000 € dont le siège social est situé Palais des Congrès – 22, Cours Honoré Cresp 06130 GRASSE donne mandat à Pascal BROCHIERO pour prendre au nom et pour le compte de la Société, entre la signature des statuts jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, tous les engagements permettant d'ores et déjà l'exercice de l'activité sociale.

Il est autorisé notamment à effectuer les actes suivants dans le cadre de son mandat et pour le compte de la société :

- Procéder à toutes les formalités d'immatriculation de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations qui précèdent ;
- Prendre toutes décisions, donner toutes autorisations relatives à la constitution de la Société et généralement faire le nécessaire ;
- Prendre tout acte nécessaire à la gestion courante de la décision.

Article 49 - Formalités - Publicité de la constitution

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux extraits des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités exigées pour la constitution de la Société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre de commerce et des sociétés ;

- Payer les frais de constitution ;
- Et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Article 50 - Dispositions diverses

Déclarations des parties sur leur capacité :

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes.

Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs demeures ou sièges respectifs.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux.

Le XX/XX/2024.

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,

XXX

SIGNATURE

Pour la Commune de Grasse,

XXX

SIGNATURE

**CONVENTION DE MANDAT
ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE ET
L'ASSOCIATION OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
PAYS DE GRASSE TOURISME
POUR LA VENTE DES DROITS D'ACCÈS
AUX MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR LA COMMUNE DE GRASSE**

Entre les soussignées :

La COMMUNE de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET n° 210 600 698 000 18, code APE n° 8411Z et représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° 2024- en date du 10 décembre 2024.

Ci-après dénommée « La Commune de Grasse », mandant
d'une part,

Et :

L'ASSOCIATION OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL PAYS DE GRASSE TOURISME, située 22 Honoré Cresp - 06130 Grasse, SIRET n°-----, code APE ----- et représentée par Monsieur xxxxxxxxxxxx en sa qualité de Président.

Ci-après dénommée « Pays de Grasse Tourisme », mandataire
d'autre part,

PRÉAMBULE

La Commune de Grasse organise de nombreuses manifestations et événements au rayonnement local et international sur son territoire.

L'accès à ces manifestations peut être payant.

Afin de répondre aux demandes des particuliers et des organisateurs de voyages, prestataires privés, CE et autres collaborateurs privés, la Commune souhaite mettre en place une prévente des billets portant droit d'accès aux manifestations.

C'est pourquoi elle entend mettre en place un mandat à l'association Office de Tourisme intercommunal Pays de Grasse Tourisme, l'autorisant à vendre sur son site internet des billets pour certains droits d'accès à des manifestations organisées par la Commune.

Cette convention de mandat est conclue à titre précaire avec l'association Office de tourisme Intercommunal Pays de Grasse Tourisme et sera transmise à la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme à compter de sa création.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUE SUIT :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de régir les rapports entre la Commune de Grasse et Pays de Grasse Tourisme, dans le but de permettre à Pays de Grasse Tourisme de vendre des droits d'accès aux manifestations de la Commune.

La présente convention est une convention de mandat au sens des articles L.1611-7-1 et D.1611-32-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales. La Commune de Grasse entend ainsi confier à Pays de Grasse Tourisme l'encaissement du produit des droits d'accès à des prestations culturelles, sportives et touristiques au sens de l'article L.1611-7-1 du CGCT.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DE LA MISSION

La commune de Grasse missionne Pays de Grasse Tourisme pour la gestion, la commercialisation et l'encaissement sur son site internet des droits d'accès aux manifestations organisées par la Commune.

Les ventes objets de la présente convention ne concernent pas l'intégralité des ventes des droits d'accès à des manifestations.

La Commune se réserve la possibilité de vendre des billets ou des droits d'accès au public « en direct » auprès des guichets qu'elle aurait installés.

Afin de dynamiser la vente, Pays de Grasse Tourisme a la possibilité d'effectuer toute action permettant de mettre en valeur les manifestations organisées par la Commune de Grasse (publicité, communication...). Le cas échéant, ces actions seront réalisées à ses frais.

La Commune de Grasse conserve la totale maîtrise de la politique de billetterie et de tarification, ces tarifs faisant l'objet de délibérations spécifiques ou générales du Conseil Municipal.

ARTICLE 3 : BILLETTERIE

Pays de Grasse Tourisme applique les tarifs définis par la Commune de Grasse.

Pays de Grasse Tourisme s'engage à faire appliquer les nouveaux tarifs à leurs dates prévues d'entrée en vigueur.

Le mode de règlement des clients se fera selon les modalités habituelles de Pays de Grasse Tourisme.

L'Edition des tickets se fera via les systèmes « TICKETING HUB » (plateforme de réservation) et « STRIPE » (plateforme pour le paiement) dont l'Office de Tourisme du Pays de Grasse est doté.

Les tarifs sont réactualisés chaque année. La Commune de Grasse s'engage à transmettre toute délibération portant création de nouveaux tarifs, modification des tarifs existants, ou suppression d'un ou de plusieurs tarifs, à Pays de Grasse Tourisme dès leur entrée en vigueur.

Pays de Grasse Tourisme est habilité au titre de la présente convention à attribuer les réductions selon la répartition indiquée et à contrôler les justificatifs présentés par les clients.

La commune de Grasse peut demander à accéder en consultation au site de Pays de Grasse Tourisme et peut ainsi contrôler l'état des réservations en direct.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIÈRES

4.1. Modalités de perception des recettes

Toute somme perçue par Pays de Grasse Tourisme dans le cadre de la présente convention l'est au nom de la Commune et sera reversée de plein droit et en intégralité à celle-ci.

L'encaissement des recettes par Pays de Grasse Tourisme pour le compte de la Commune, puis le versement de sa commission seront effectués comme suit :

Chaque année, Pays de Grasse Tourisme transmet à la Commune de Grasse un bordereau de chiffre d'affaire, un bordereau de recettes et un état des ventes des droits d'entrées des manifestations. L'état des ventes sera établi par Pays de Grasse Tourisme tous les trimestres, au plus tard une semaine après chaque fin de trimestre.

Après transmission de ces documents, la Commune de Grasse émet un titre de recette correspondant à l'intégralité des recettes encaissées par Pays de Grasse Tourisme.

Pays de Grasse Tourisme règlera ledit titre de recette dans les 30 jours à compter de la réception de celui-ci.

Pays de Grasse Tourisme s'engage à procéder au remboursement des recettes encaissées à tort.

4.2 Modalités de rémunération de Pays de Grasse Tourisme :

Pays de Grasse Tourisme touche une rémunération consistant en l'application d'une commission de **5 % du montant T.T.C de chaque transaction réalisée par le biais de son site internet.**

Après avoir réglé le titre de recette émis par la Commune, Pays de Grasse Tourisme transmettra à la Commune de Grasse une facture correspondant au montant de sa commission.

La Commune de Grasse s'engage à régler cette facture dans les 30 jours à compter de la réception de celle-ci.

Pays de Grasse Tourisme ne perçoit aucune rémunération sur les transactions réalisées par la Commune de Grasse par un autre moyen que le site internet de Pays de Grasse Tourisme.

4.3. Réglementation comptable, budgétaire et financière :

L'intégralité des recettes encaissées pour le compte de la Commune de Grasse doit lui être reversée pour le montant brut (c'est-à-dire sans le prélèvement de la commission due à Pays de Grasse Tourisme au titre de sa rémunération).

L'intégralité des dépenses réalisées par Pays de Grasse Tourisme doit être justifiée auprès de la Commune de Grasse (transmission des pièces justificatives).

Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes et les dépenses.

4.4. Obligations liées au mandat :

Pays de Grasse Tourisme doit faire figurer dans tous les documents qu'il établit dans le cadre de la vente des billets la dénomination de la Commune et la mention qu'il agit au nom et pour le compte de celle-ci.

Les modalités de reddition et de réintégration des comptes sont effectuées conformément aux dispositions de l'article D1611-26 du CGCT.

Pays de Grasse Tourisme, mandataire, est soumis aux contrôles de l'ordonnateur de la Commune de Grasse, mandant ou de ses délégués. Ce contrôle s'étend aux systèmes d'information utilisés par Pays de Grasse Tourisme pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées. Pays de Grasse Tourisme est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place l'ordonnateur.

Pays de Grasse Tourisme sera chargé au titre du présent mandat d'effectuer tous les contrôles financiers nécessaires et en particulier de contrôler :

- Lorsqu'il encaisse une recette : la régularité de l'autorisation de percevoir la recette, de la mise en recouvrement des créances, de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer dans la limite des éléments dont il dispose ;
- Lorsqu'il rembourse une recette encaissée à tort : la validité de la dette et le caractère libératoire du paiement.

Pays de Grasse Tourisme, en tant que mandataire, tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et des charges constatées et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat. Cette obligation est respectée dès lors que Pays de Grasse Tourisme est en capacité de produire les justificatifs des opérations réalisées de façon rapide et fiable. Les documents produits doivent permettre l'individualisation et la sincérité budgétaire et comptable de la Commune de Grasse.

Conformément aux dispositions du CGCT, la présente convention sera transmise au comptable public de la Commune de Grasse dès sa signature.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ – ASSURANCES – CONTROLE

Pays de Grasse Tourisme est responsable de la bonne exécution de la prestation de vente de billets et de droits d'entrée confiée par la Commune. A ce titre, elle s'engage à signaler sans délai à la Commune de Grasse toute difficulté ou tout dysfonctionnement constaté et, le cas échéant, à proposer tout correctif ou toute amélioration à implémenter afin d'assurer la meilleure mise en œuvre de la présente convention.

Pays de Grasse Tourisme ne pourra pas être tenu responsable de la mévente des billets et des droits d'entrée objets de la présente convention.

Il appartient à Pays de Grasse Tourisme de prendre toute disposition utile concernant la garde, la surveillance, le contrôle et toute autre garantie jugée nécessaire (assurance spécifique, etc..) contre la fraude (tickets, justificatifs, moyen de paiement ...).

Ainsi, Pays de Grasse Tourisme assume les risques d'impayés causés par des moyens de paiement défectueux ou frauduleux.

Pays de Grasse Tourisme contractera toute police d'assurance nécessaire à la réalisation de son activité et de la prestation qui lui est confiée au titre de la présente convention. En particulier, Pays de Grasse Tourisme veillera à souscrire une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en raison des actes qu'elle accomplit au titre du mandat. A ce titre, elle

transmettra à la Commune de Grasse, dès la signature de la convention puis chaque année, l'attestation d'assurance correspondante.

A tout moment, la Commune pourra contrôler la bonne exécution des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention est conclue à compter de sa signature, et pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2025. A cette échéance, elle pourra être reconduite quatre fois pour un an, de façon tacite, soit une échéance au plus tard au 31 décembre 2029.

ARTICLE 7 : CLAUSES RÉSOLUTOIRES

La convention peut être résiliée de plein droit par une des parties moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception trois mois avant l'échéance annuelle définie à l'article 5.

Le manquement de l'une des parties à ses obligations contractuelles sera susceptible d'entraîner la résiliation de la présente avec l'obligation pour la partie défaillante de rembourser les frais effectivement engagés et justifiés par l'autre partie.

En cas de résiliation de la présente convention, pour quelque motif que ce soit, les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités de versement des recettes et des commissions, sur la base des dispositions prévues à l'article 4.

ARTICLE 8 : TRANSFERT DE LA CONVENTION A LA SPL PAYS DE GRASSE TOURISME

La présente convention sera transférée de plein droit de l'Association Office de Tourisme Pays de Grasse Tourisme à la SPL Pays de Grasse Tourisme à compter de la création de cette dernière et de la signature entre la Commune, la SPL et l'Association d'un avenant actant le transfert de la convention.

8.1 Encaissement par la Commune des sommes perçues par l'Association

L'intégralité des sommes perçues par l'Association avant le transfert de la convention devra être reversée à la Commune.

A compter de la signature de l'avenant, l'Association doit cesser tout encaissement des billets et droits d'entrée sur son site internet et doit procéder dans les plus brefs délais à l'établissement des documents comptables mentionnés à l'article 4.1 et à leur transmission à la Commune.

A la suite de cette transmission, la Commune émettra un titre de recette à l'encontre de l'Association conformément aux dispositions de l'article 4.1 et procèdera au versement de la commission due à l'Association conformément aux dispositions de l'article 4.2.

8.2 Effets du transfert de la convention

A compter de la signature de l'avenant actant le transfert de la convention, l'Association transfèrera l'intégralité de ses droits et obligations issus de la présente à la SPL Pays de Grasse Tourisme.

ARTICLE 9 : COMPÉTENCE JURIDIQUE

Les parties tenteront de résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait survenir du fait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

Si aucun arrangement ne peut intervenir, toute action en justice relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le, en exemplaires.

Pour l'Office de Tourisme
Pays de Grasse Tourisme

Le Maire,

Signature / Cachet

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse



**CONVENTION D'ACCUEIL D'UN COLLABORATEUR
OCCASIONNEL**

MONSIEUR/MADAME XXXXXX

-

COMMUNE DE GRASSE

ENTRE

La COMMUNE DE GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 2024- en date du 10 décembre 2024, transmise en Préfecture le 11 décembre 2024

Ci-après dénommée **la Commune**

D'UNE PART,

ET

XXXXXXXXXX YYYYYYYYYYYY, né(e) le XX/XX/XX à yyyy, domiciliée au ----

Ci-après dénommé **le Bénévole**

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Afin d'assurer le bon déroulement de ses manifestation festives, la commune de Grasse fait appel à des collaborateurs bénévoles, conformément au régime des collaborateurs occasionnels du service public.

Madame / Monsieur s'est porté(e) bénévole afin de participer à ce dispositif. La présente convention a pour but de formaliser la relation entre la Commune et le bénévole.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'intervention de Mr/Mme xxxxx en tant que collaborateur occasionnel du service public pour le compte de la Commune de Grasse, afin de participer à l'organisation et la logistique de xxxxxxxx, qui se déroulera le xx/xx/xx de ..h à ..h.

ARTICLE 2 : NATURE DES MISSIONS

Le bénévole sera autorisé à effectuer les missions suivantes au sein des services de la collectivité :

- Aide à la manutention d'objets légers et peu encombrants,
- Aide au conditionnement de marchandises pour transport ou stockage de courte durée,
- Encadrements d'animations sous la responsabilité des chargées de projet et leur hiérarchie.
- Accueil des visiteurs et renseignements.
- Autres missions relatives au bon déroulement de la manifestation

Les interventions se feront dans le cadre de xxxxxx qui aura lieu le xx/xx/xx de ..h à ..h.

ARTICLE 3 : DEVOIRS DU BENEVOLE

Le bénévole s'engage à :

- Etre de présent de manière réelle et active,
- Coopérer avec les différents membres et partenaires de la mairie, notamment ses dirigeants, ses salariés et autres bénévoles, ainsi que tous les tiers à la mairie auxquels le collaborateur bénévole sera confronté dans le cadre de son activité et dans la mesure de ce qui est nécessaire à la bonne conduite des activités réalisées,
- Participer si besoin aux réunions ponctuelles de coordination et de bilan afin de permettre le suivi du dispositif.

ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

La présente convention est consentie à titre totalement gratuit.

Le bénévole ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de la Commune pour les missions qu'il remplit dans le cadre de la convention.

ARTICLE 5 : REGLEMENTATION

Le bénévole s'engage à respecter la réglementation du domaine d'activité dans lequel il intervient et à ne pas porter atteinte au bon fonctionnement des bâtiments publics au sein desquels il est amené à intervenir.

En cas de non-respect, la Commune sera fondée à mettre fin immédiatement à la collaboration.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention prend effet à la date de la signature par l'ensemble des parties pour une durée déterminée à ladite date selon le présent contrat.

ARTICLE 7 : MODIFICATION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans délai et sans préavis par chaque partie en cas de non-respect des engagements ou des clauses prévues dans la convention.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque parties'efforcera de trouver un accord amiable.

A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux, le

Monsieur/Madame XXXX

Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE

M. 57

Décision modificative 4 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL GRASSE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	30
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	31
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	35
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	38
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	41
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	46

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

Accusé de réception en préfecture Sans Objet
 006-210600698-20241210-2024-224-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2024 Sans Objet
 Date de réception préfecture : 11/12/2024 Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	49
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	50
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	51
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	52
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	54
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES		I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES		A

Informations statistiques		Valeurs
Population totale		52239

Informations fiscales (N-2)		Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)		0.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1241.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1372.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	300.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	1457.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	56.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	1.02
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	21.85
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	1.06
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	
I	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires 2023-53 du 4 avril 2023 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- seml budgétaire ;
- budgétaire par délibération N° ... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Page 5

I – INFORMATIONS GENERALES		
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (I)		I
		C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	50 072 405,99	82 719 393,22	-3 176 444,03	A1 29 470 543,20
Investissement	14 770 343,35	22 844 208,47 (3)	-6 123 570,82	A2 1 950 294,30
Fonctionnement	35 302 062,64	59 875 184,75 (4)	2 947 126,79	A3 27 520 248,90

RESTES A REALISER N-1				
Dépenses		Recettes		Solde (B)
I + II	3 938 341,08	III + IV	3 938 341,08	B1 0,00
I	3 938 341,08	III	3 938 341,08	B2 0,00
II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	29 470 543,20
Investissement	A2 + B2	1 950 294,30
Fonctionnement	A3 + B3	27 520 248,90

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficit, et + si excédentaire.
(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-224-1-E Date de télétransmission : 11/12/2024 Date d'acceptation préfecture : 11/12/2024

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 3 938 341,08
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
929	Opération d'équipement n° 929	603 814,01
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	220 073,46
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	20 273,52
21	Immobilisations corporelles (3)	159 654,92
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	2 154 562,72
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	779 962,45
45411109	PERIL, 32 RUE TRACASTEL	367,16
45411113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	28 656,00
45411116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	10 149,15
45411120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	809,50
4541195	PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE	28 138,55
4541199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	30 205,88
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	343 898,85
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	337 737,36
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-224-1-E Date de télétransmission : 11/12/2024 Date d'acceptation préfecture : 11/12/2024
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES		03

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 3 938 341,08
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	162 637,90
16	Emprunts et dettes assimilées	2 256 880,62
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	1 518 822,56
45412109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	367,16
45412113	PERIL 8 RUE DES SOEURS	28 656,00
45412116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	10 149,15
45412120	PERIL 1 PLACE DE LA ROQUE	809,50
4541295	PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE	28 138,55
4541299	PERIL 3 RUE PORTE NEUVE	30 205,88
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	1 082 758,96
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	337 737,36
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A

VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	DEPENSES	RECETTES
		12 400,00	12 400,00

REPORTS		+	+
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
		=	=
Total de la section d'investissement (3)		12 400,00	12 400,00

VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	DEPENSES	RECETTES
		150 000,00	150 000,00

REPORTS		+	+
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
		=	=
Total de la section de fonctionnement (4)		150 000,00	150 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)		162 400,00	162 400,00
---------------------	--	------------	------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
000210600688-20241210-2024-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AP VOTEES			B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AE VOTEES			B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT					

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-2211-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	820 393,06	0,00	-34 039,57	-34 039,57	786 353,49
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	2 362 273,52	0,00	-42 000,00	-42 000,00	2 320 273,52
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 294 654,92	0,00	-15 889,18	-15 889,18	1 278 765,74
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	11 445 050,18	0,00	104 328,75	104 328,75	11 549 378,93
Total des dépenses d'équipement		15 922 371,68	0,00	12 400,00	12 400,00	15 934 771,68
10	Dotations, fonds divers et réserves	81 000,00	0,00	0,00	0,00	81 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	13 180 000,00	0,00	0,00	0,00	13 180 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	3 250 000,00	0,00	0,00	0,00	3 250 000,00
Total des dépenses financières		16 511 000,00	0,00	0,00	0,00	16 511 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	1 214 693,45	0,00	0,00	0,00	1 214 693,45
Total des dépenses réelles d'investissement		33 648 065,13	0,00	12 400,00	12 400,00	33 660 465,13

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	1 290 009,80		0,00	0,00	1 290 009,80
041	Opérations patrimoniales (8)	6 200 000,00		0,00	0,00	6 200 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		7 490 009,80		0,00	0,00	7 490 009,80

TOTAL	41 138 074,93	0,00	12 400,00	12 400,00	41 150 474,93
--------------	----------------------	-------------	------------------	------------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	5 101 016,98
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	46 251 491,91
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210000698-20241210-2024-224-DL
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	
	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	2 926 637,90	0,00	0,00	0,00	2 926 637,90
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	6 505 000,62	0,00	0,00	0,00	6 505 000,62
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	411 000,00	0,00	0,00	0,00	411 000,00
Total des recettes d'équipement		9 842 638,52	0,00	0,00	0,00	9 842 638,52
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 610 393,05	0,00	12 400,00	12 400,00	2 622 793,05
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	5 101 016,98	0,00	0,00	0,00	5 101 016,98
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	3 515 000,00	0,00	0,00	0,00	3 515 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 165 000,00	0,00	0,00	0,00	1 165 000,00
Total des recettes financières		17 391 410,03	0,00	12 400,00	12 400,00	17 403 810,03
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	1 953 553,56	0,00	0,00	0,00	1 953 553,56
Total des recettes réelles d'investissement		29 187 602,11	0,00	12 400,00	12 400,00	29 200 002,11

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	6 135 316,31		0,00	0,00	6 135 316,31
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	4 716 173,49		0,00	0,00	4 716 173,49
041	Opérations patrimoniales (10)	6 200 000,00		0,00	0,00	6 200 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		17 051 489,80		0,00	0,00	17 051 489,80

TOTAL	46 239 091,91	0,00	12 400,00	12 400,00	46 251 491,91
--------------	----------------------	-------------	------------------	------------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	46 251 491,91
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

9 561 480,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-11E
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	12 732 140,60	0,00	150 000,00	150 000,00	12 882 140,60
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	36 320 000,00	0,00	0,00	0,00	36 320 000,00
014	Atténuations de produits	1 810 000,00	0,00	0,00	0,00	1 810 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	10 933 946,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00	10 883 946,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		61 796 086,60	0,00	100 000,00	100 000,00	61 896 086,60
66	Charges financières	2 600 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	2 650 000,00
67	Charges spécifiques (4)	819 744,25	0,00	0,00	0,00	819 744,25
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		65 215 830,85	0,00	150 000,00	150 000,00	65 365 830,85

023	Virement à la section d'investissement (5)	6 135 316,31		0,00	0,00	6 135 316,31
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	4 716 173,49		0,00	0,00	4 716 173,49
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		10 851 489,80		0,00	0,00	10 851 489,80

TOTAL	76 067 320,65	0,00	150 000,00	150 000,00	76 217 320,65
--------------	----------------------	-------------	-------------------	-------------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	76 217 320,65
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT					C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 615 000,00	0,00	0,00	0,00	2 615 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 215 000,00	0,00	0,00	0,00	13 215 000,00
731	Fiscalité locale	44 453 347,98	0,00	0,00	0,00	44 453 347,98
74	Dotations et participations (4)	7 627 000,00	0,00	0,00	0,00	7 627 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 634 241,69	0,00	150 000,00	150 000,00	1 784 241,69
Total des recettes de gestion courante		69 944 589,67	0,00	150 000,00	150 000,00	70 094 589,67
76	Produits financiers	678 000,00	0,00	0,00	0,00	678 000,00
77	Produits spécifiques (4)	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	619 744,25		0,00	0,00	619 744,25
Total des recettes réelles de fonctionnement		71 322 333,92	0,00	150 000,00	150 000,00	71 472 333,92

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 290 009,80		0,00	0,00	1 290 009,80
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		1 290 009,80		0,00	0,00	1 290 009,80

TOTAL	72 612 343,72	0,00	150 000,00	150 000,00	72 762 343,72
--------------	----------------------	-------------	-------------------	-------------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	3 454 976,93
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	76 217 320,65
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	9 561 480,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	-41 558,73		-41 558,73
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	-34 039,57	0,00	-34 039,57
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	-42 000,00	0,00	-42 000,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	-15 889,18	0,00	-15 889,18
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	145 887,48	0,00	145 887,48
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		12 400,00	0,00	12 400,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

12 400,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	150 000,00		150 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-50 000,00	0,00	-50 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	50 000,00	0,00	50 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		150 000,00	0,00	150 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

150 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Avis de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-**II**E
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024 **D24**

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	12 400,00	0,00	12 400,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	12 400,00	0,00	12 400,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	12 400,00
---	------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	150 000,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	150 000,00	0,00	150 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	150 000,00
--	-------------------

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		A

DEPENSES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	41 138 074,93	0,00	0,00	12 400,00	12 400,00	0,00	12 400,00	12 400,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	819 953,46	0,00	0,00	-34 039,57	-34 039,57	0,00	-34 039,57	-34 039,57
204 Subventions d'équipement versées (10)	2 362 273,52	0,00	0,00	-42 000,00	-42 000,00	0,00	-42 000,00	-42 000,00
21 Immobilisations corporelles	1 294 654,92	0,00	0,00	-15 889,18	-15 889,18	0,00	-15 889,18	-15 889,18
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 902 675,77	0,00	0,00	145 887,48	145 887,48	0,00	145 887,48	145 887,48
Total des opérations d'équipement (4)	542 814,01	0,00	0,00	-41 558,73	-41 558,73	0,00	-41 558,73	-41 558,73
Total des dépenses d'équipement	15 922 371,68	0,00	0,00	12 400,00	12 400,00	0,00	12 400,00	12 400,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	81 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	13 180 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	3 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières	16 511 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 214 693,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	33 648 065,13	0,00	0,00	12 400,00	12 400,00	0,00	12 400,00	12 400,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	1 290 009,80			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (8)	6 200 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	7 490 009,80			0,00	0,00		0,00	

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)		0,00
Total des dépenses d'investissement cumulées		12 400,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

Accusé de réception en préfecture
0062106698-2024-0-2024-444-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES		A

RECETTES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	41 138 074,93	0,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	2 926 637,90	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 505 000,62	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	411 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	9 842 638,52	0,00	0,00	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 610 393,05	0,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	3 515 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	1 165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières	12 290 393,05	0,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 10/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	1 953 553,56	I 0,00	0,00	II 0,00	0,00
Total des recettes réelles		24 086 585,13	0,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00
021	Virement de la section de fonctionnement	6 135 316,31		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	4 716 173,49		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	6 200 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		17 051 489,80		0,00	0,00	0,00
R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)						0,00
Affectation au compte 1068 (9)						0,00
Total des recettes d'investissement cumulées						12 400,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2185	Matériel de téléphonie	1 286,74	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	129 396,21	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 902 675,77	0,00	0,00	145 887,48	145 887,48	0,00	145 887,48	145 887,48
2312	Agencements et aménagements de terrains	9 170,84	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	6 736 788,30	0,00		145 887,48	145 887,48	0,00	145 887,48	145 887,48
2314	Constructions sur sol d'autrui	21 845,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	3 953 914,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	70 717,23	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	44 741,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	18 382,11	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	47 116,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	542 814,01	0,00	0,00	-41 558,73	-41 558,73	0,00	-41 558,73	-41 558,73
Total des dépenses d'équipement		15 922 371,68	0,00	0,00	12 400,00	12 400,00	0,00	12 400,00	12 400,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	81 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10222	FCTVA	81 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	13 180 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	8 096 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	84 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
166	Refinancement de dette	5 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-2024-0600693-2024-12-10
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	3 240 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		16 511 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	1 214 693,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	288 795,24	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411109	PERIL, 32 RUE TRACASTEL	367,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	28 656,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	3 360,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	51 293,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	809,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411123	TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	2 170,68	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411124	PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE	20 740,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411125	PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE	5 040,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411126	PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROQUIER	27 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411127	TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE	7 731,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411128	CHEMIN DU SOUVENIR TRAVAUX OFFICE SECURISATION HOTEL DES PARFUMS	10 821,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411129	TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHRIS	4 547,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411130	TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 117 AVENUE ST LAURENT	11 407,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541195	PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE	28 138,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006210600698-202411210-2024-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 19/12/2024

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
4541199	42 179,38	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458103	343 898,85	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458104	337 737,36	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	33 648 065,13	0,00	0,00	12 400,00	12 400,00	0,00	12 400,00	12 400,00
040	1 290 009,80			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur			0,00	0,00		0,00	0,00
13911	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
15182	Autres provisions pour risques	755 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
4912	Dépréciation des comptes de redevables	35 009,80		0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	400 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	200 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	200 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	6 200 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 700 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
166	Refinancement de dette	2 700 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	14 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
204412	Sub nat org pub - Bât. et installations	86 000,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	480 937,86		0,00	0,00		0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	219 062,14		0,00	0,00		0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	7 490 009,80			0,00	0,00		0,00	

Accusé de réception en préfecture
006-2024-0698-2024-12-20-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

- (6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-111-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT		A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
928	AMENAGEMENTS		2 547 053,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS		25 781 441,88	0,00	-41 558,73	-41 558,73	0,00	-41 558,73
TOTAL			28 217 463,78	0,00	-41 558,73	-41 558,73	0,00	-41 558,73

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-211-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT		

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-20241210-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 12/12/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 928
LIBELLE : AMENAGEMENTS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		2 547 053,64	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	199 876,22	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	199 876,22	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 347 177,42	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	8 897,28	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	269 872,39	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 068 407,75	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		2 237 113,92	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	2 237 113,92	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	5 540,11	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	259 468,25	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	1 272 727,51	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	699 378,05	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-DE
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT		Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 12/12/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 929
LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		25 670 410,14	a 0,00	-41 558,73	b -41 558,73
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	224 115,49	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	134 349,40	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	15 759,09	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	74 007,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 265 521,51	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	2 421,59	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	6 348,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	7 564,60	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	9 815,15	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	15 000,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	500 181,19	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 022 820,11	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	701 370,87	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	23 180 773,14	0,00	-41 558,73	-41 558,73
2313	Constructions	19 207 624,07	0,00	-41 558,73	-41 558,73
2315	Install., matériel et outill. technique	3 685 597,94	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	114 527,15	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	173 023,98	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		4 842 830,97	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	4 839 983,89	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	89 060,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	432 446,70	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	1 920 691,67	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 397 785,52	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 847,08	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	2 847,08	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	41 558,73
--------------------------------------	------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	1 953 553,56	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		24 086 585,13	0,00	12 400,00	12 400,00	12 400,00
021	Virement de la section de fonctionnement	6 135 316,31		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	4 716 173,49		0,00	0,00	0,00
15182	Autres provisions pour risques	216 173,49		0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00		0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00		0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation de document	60 000,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	80 000,00		0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	50 000,00		0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	120 000,00		0,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	50 000,00		0,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	50 000,00		0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	50 000,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	400 000,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	100 000,00		0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	50 000,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	450 000,00		0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	50 000,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	200 000,00		0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	100 000,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	100 000,00		0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	100 000,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	100 000,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	400 000,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	450 000,00		0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	450 000,00		0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	500 000,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	590 000,00		0,00	0,00	0,00
4817	Indemnités de renégociation de la dette	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	6 200 000,00		0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 700 000,00		0,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	2 700 000,00		0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	550 000,00		0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	150 000,00		0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00		0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00		0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00		0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00		0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00		0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception en préfecture : 12/06/2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2138	Autres constructions	46 000,00		0,00	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° gén.	21 000,00		0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00		0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst. matériel, outill. techniques	0,00		0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	14 000,00		0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	15 000,00		0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	4 000,00		0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		17 051 489,80		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE										B
Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
	TOTAL	76 067 320,65	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	
011	Charges à caractère général (4)	12 732 140,60	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	36 320 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
014	Atténuations de produits	1 810 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	10 933 946,00	0,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00	
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses de gestion des services		61 796 086,60	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	
66	Charges financières	2 600 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00	
67	Charges spécifiques (4)	819 744,25	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00						
Total des dépenses financières		3 419 744,25	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00	
Total des dépenses réelles		65 215 830,85	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	
023	Virement à la section d'investissement	6 135 316,31			0,00	0,00		0,00	0,00	
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	4 716 173,49			0,00	0,00		0,00	0,00	
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses d'ordre		10 851 489,80			0,00	0,00		0,00	0,00	
D002 Résultat reporté ou anticipé (6)										
Total des dépenses de fonctionnement cumulées										150 000,00

Accusé de réception en préfecture
096-210000698-2024-1210-000224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception : 11/12/2024

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

- (4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES		B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL						
013	Atténuations de charges (3)	72 612 343,72	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
016	APA	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 615 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	44 453 347,98	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	7 627 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 634 241,69	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
Total des recettes de gestion des services		69 944 589,67	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
76	Produits financiers	678 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	619 744,25		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		1 377 744,25	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		71 322 333,92	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 290 009,80		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		1 290 009,80		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	0,00
---------------------------------------	------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	150 000,00
---	------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE		B1

Chap./ art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	76 067 320,65	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
011	Charges à caractère général (5)	12 732 140,60	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
6042	Achats de prestations de services	88 491,98	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	347 480,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 082 813,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 697,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	266 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	23 595,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	7 807,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	61 380,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	150 780,41	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	789 749,71	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	45 349,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	116 301,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	56 016,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	124 775,87	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	1 863,39	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	163 888,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	22 011,21	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 037 914,36	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
6132	Locations immobilières	536 892,59	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	40 611,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	249 532,51	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	152 482,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	151 011,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	685 876,04	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	320 653,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	78 291,53	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	168 879,54	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	707 924,67	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	276 404,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	115 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	134 648,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	38 462,91	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006210600688-20240210-2024-DE
Date de télétransmission : 01/02/2024
Date de réception en préfecture : 01/02/2024

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	56 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	68 109,75	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	391,02	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	89 264,23	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	75 482,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	93 339,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	443 785,95	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	111 341,65	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	35 390,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	186 050,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	67 726,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	22 989,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	100 120,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	237 725,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	50 964,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	83 486,34	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	132 534,41	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	11 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	94 846,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	59 301,75	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	46 101,12	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	95 467,82	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	386,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	18 195,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	410 871,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 426,18	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	13 651,34	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	36 320 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	
6216	Personnel affecté par GFP	905 950,00	0,00		0,00	0,00		0,00	
6218	rattachement								
6218	Autre personnel extérieur	46 009,00	0,00		0,00	0,00		0,00	
6331	Versement mobilité	332 887,00	0,00		0,00	0,00		0,00	

Accusé de réception en préfecture
006210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 01/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	95 831,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	247 144,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	60 525,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	17 357 699,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	476 130,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	4 085 557,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	2 920 331,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	55 484,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	322 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 581 062,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 063 925,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	242 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	50 437,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	211 837,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	25 218,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	201 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	37 324,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 810 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739116	Prél. article 55 de la loi SRU	1 250 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391731	Revers. impôt cerdes,maisons jeux(CCAS)	60 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	10 933 946,00	0,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
65131	Bourses	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	560 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	21 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	6 206,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	274 739,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	3 495 931,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65568	Autres contributions	44 072,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	68 577,48	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	81 422,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. Fonct. CL de rattachement	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	3 530 000,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	21 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 579 901,46	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	21 600,61	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	96,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	114 398,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		61 796 086,60	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
66	Charges financières	2 600 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 240 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	40 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	320 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	819 744,25	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6768	Neutralisation des dépréciat° et provis°	619 744,25	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		3 419 744,25	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
Total des dépenses réelles		65 215 830,85	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
023	Virement à la section d'investissement	6 135 316,31			0,00	0,00		0,00	
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	4 716 173,49			0,00	0,00		0,00	
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00			0,00	0,00		0,00	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-2024-11-12-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	3 300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
68126	Dot.amort. frais d'émission des emprunts	30 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	216 173,49			0,00	0,00		0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	1 170 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		10 851 489,80			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	534 062,30
Montant des ICNE de l'exercice N-1	593 308,78
= Différence ICNE N – ICNE N-1	40 000,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).
- (9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE		B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	72 612 343,72	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
013	Atténuations de charges (4)	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6094	RRR obtenus sur études et prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 615 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	380 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70871	Remb.frais par collectivité rattachement	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	565 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	13 058 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNIGIR	157 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	44 453 347,98	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	39 504 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	2 674 347,98	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006210000008202401
Date de télétransmission : 01/02/2024
Date de réception en préfecture : 01/02/2024

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73132	Taxe sur les pylônes électriques	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	7 627 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	3 950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	465 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	1 552 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 634 241,69	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
752	Revenus des immeubles	835 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	564 241,69	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
Total des recettes de gestion des services		69 944 589,67	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
76	Produits financiers	678 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	619 744,25		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionn courant	0,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	619 744,25		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
Date de dépôt : 01/08/2024
Date de réception : 01/08/2024
Date de récépissé : 01/08/2024

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles						
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	71 322 333,92 1 290 009,80	0,00	150 000,00 0,00	150 000,00 0,00	150 000,00 0,00
722	Immobilisations corporelles	400 000,00		0,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00		0,00	0,00	0,00
777	Rec... subv inv transférées opte résult	100 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	755 000,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	35 009,80		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		1 290 009,80		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV – ANNEXES	
ANNEXES BUDGETAIRES	
EQUILIBRE BUDGETAIRE	
	C1.1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-5 101 016,98	0,00	0,00	-5 101 016,98
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-5 101 016,98	0,00	0,00	-5 101 016,98

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	5 101 016,98	0,00	0,00	5 101 016,98
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-5 101 016,98	0,00	0,00	-5 101 016,98
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	8 361 000,00	0,00	0,00	8 361 000,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	18 131 489,80	0,00	0,00	18 131 489,80
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	9 770 489,80	0,00	0,00	9 770 489,80

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	
ANNEXES BUDGETAIRES	
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-IV
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

IV

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 8 361 000,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		8 180 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	8 096 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	84 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		181 000,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10222	FCTVA	81 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	<i>100 000,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES
ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-**IV**
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

C1.3**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 18 131 489,80	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		6 115 000,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 700 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	700 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	200 000,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2745	Avances remboursables	3 000 000,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	265 000,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	250 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		12 016 489,80	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
15182	Autres provisions pour risques	216 173,49	0,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
2802	Frais liés à la réalisation de document	60 000,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	80 000,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	50 000,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	120 000,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	50 000,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	400 000,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	100 000,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	50 000,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	450 000,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	200 000,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	100 000,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	100 000,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	100 000,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	100 000,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outill. techniques	400 000,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	450 000,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	450 000,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	500 000,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	590 000,00	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-224-DE de télétransmission de l'avis de vote (2) Date de réception préfecture : 11/12/2024	
				Voté (2)	
29...	Dépréciations des immobilisations				
31...	Matières premières (et fournitures) (5)				
33...	En-cours de production de biens (5)				
35...	Stocks de produits (5)				
39...	Dépréciation des stocks et en-cours				
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices				
4817	Indemnités de renégociation de la dette	0,00	0,00		0,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers				
59...	Dépréciation des comptes financiers				
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 165 000,00	0,00		0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	6 135 316,31	0,00		0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20241210-2024-DE Date de télétransmission : 11/12/2024 Date de réception préfecture : 11/12/2024	V A
---	--------

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL

10 DECEMBRE 2024

2024-224 BUDGET PRINCIPAL – DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 4

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-224-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de dépôt en préfecture : 11/12/2024

LE MAIRE

Jérôme VIAUD

Valérie COPIN

Christophe MOREL

Aline BOURDAIRE

François ROUSTAN

Catherine BUTTY

Gilles RONDONI

Claude MASCARELLI

Nicolas DOYEN

Nicole NUTINI

Ali AMRANE

Murièle CHABERT

Pascal PELLEGRINO

Anne-Marie DUVAL

Cyril DAUPHOUD

Marie CHABAUD

Roger MISSENTI

Mélanie ZARRILLO

Philippe BONELLI

Annie OGGERO-MAIRE

Jean-Marc GARNIER

Karine GIGODOT

Serge PERCHERON

Dominique BOURRET

Laurence COSTE

Richard KISS

Marie-Madeleine GUALLINO

Franck BARBEY

Jeannette GISQUET

Jean-Pierre BICAIL

Jocelyne BUSTAMENTE

Jean-François LAPORTE

Stéphanie MANDREA

Charles FERRERO

Levanna CALATAYUD

Paul EUZIERE

Magali CONESA

Philippe-Emmanuel
de FONTMICHÉL

Mekia Noura ADDAD

Stéphane CASSARINI

Myriam LAZREUG

Patrick ISNARD

Bernard BRUNEAU

Jean-Paul CAMERANO

Alexandre GAIFFE



CHARTRE VILLE AMBASSADRICE DU DON D'ORGANES

La commune Grasse, représentée par son Maire, Jérôme VIAUD ;

Le collectif **Greffes+** représenté par Jean-Pierre SCOTTI, Président de la Fondation Greffe de Vie ;

Convienient d'un commun accord de signer cette charte.

Préambule :

Le don d'organes et de tissus est un magnifique geste de fraternité. La loi française prévoit que nous soyons tous donneurs, sauf si nous avons exprimé un refus de notre vivant. Cependant, malgré l'engagement sans faille des professionnels de santé, des associations de patients et de l'Agence de la biomédecine, le nombre de greffes réalisées chaque année reste insuffisant. Chaque jour, 2 à 3 personnes décèdent en France faute d'organes. C'est pourquoi il est nécessaire de donner une visibilité maximum à cet enjeu prioritaire de santé publique, afin que chaque Français fasse part à ses proches de son choix concernant le don de ses organes après sa mort.

En effet, la loi prévoit que les proches soient systématiquement interrogés sur la volonté du défunt lorsqu'un prélèvement d'organes est possible. Or, bien que plus de 80 % des Français soient favorables, moins d'un sur deux en a parlé, si bien que leur volonté ne peut être respectée. Dans 1/3 des cas, les proches, dans le doute, préfèrent rapporter une opposition et le prélèvement ne peut avoir lieu.

En contribuant à la visibilité nationale du ruban vert, symbole du don d'organes, vous contribuez à amener le sujet au sein de tous les foyers : c'est le moyen la plus efficace pour que tous les donneurs qui le souhaitent soient prélevés. Devenir Ville ambassadrice du don d'organes, c'est participer à un mouvement solidaire national, qui permet de sauver des milliers de vies chaque année.

Objectifs de la charte :

Pour atteindre ces objectifs, la commune de Grasse se propose donc de devenir "Ville ambassadrice du don d'organes" avec le soutien du Collectif Greffes+, en installant sur ses principaux axes de circulation des panneaux comprenant un ruban vert et la mention « Ville ambassadrice du don d'organes » et en les tenant toujours visibles.

En complément de cette action, pour intensifier ce soutien et accroître l'efficacité de la mobilisation de la ville de Grasse en faveur du don d'organes et de la greffe, la commune peut :

- Organiser une manifestation annuelle chaque journée du 22 juin (journée nationale du don d'organes et de reconnaissance aux donneurs), en y conviant les médias locaux, afin de contribuer à faire du 22 juin la journée où tout le monde se parle du don d'organes, pour rappeler à ses proches si on est donneur ou pas ;
- Favoriser les interventions des associations et des coordinations hospitalières de prélèvement dans les établissements publics et les entreprises de la commune de Grasse, afin de délivrer un message pédagogique et mobilisateur au grand public ;

- Planter un "arbre de vie", lieu de recueil en remerciements aux donateurs et à leurs proches, pour afficher son engagement tout au long de l'année ;
- Diffuser, via les bulletins et médias municipaux ou dans la presse locale, des informations sur l'importance de parler du don d'organes à ses proches ;
- Diffuser l'application don d'organes pour téléphones portables ;
- Soutenir la mobilisation des associations de patients qui œuvrent en faveur du don et de la greffe.

Le Collectif G+ s'engage, selon ses possibilités, à apporter l'aide nécessaire à la réalisation de ces actions, avec notamment la mise à disposition d'outils de communication et de bénévoles.

Fait à Grasse, le XX/XX/XXXX.

Le Maire

Le Collectif Greffes+

CONVENTION DE PARTENARIAT

dans le cadre de la lutte contre le harcèlement scolaire

Entre :

Le rectorat de l'académie de Nice dont le siège est situé 53, avenue Cap de Croix, 06100 Nice,
représenté par Madame La Rectrice, Natacha CHICOT

D'une part,

Et :

La ville de GRASSE dont le siège est situé, Place du Petit Puy, 06130 GRASSE, représentée par son Maire
en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes par la délibération n° 2024-
234 du Conseil Municipal du 10 décembre 2024

D'autre part,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 111-6 et R. 511-13 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 132-7 ;

Vu le décret n° 2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la
protection des élèves dans les établissements scolaires relevant du ministre chargé de l'éducation
nationale ;

Vu la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention
et aux sanctions ;

PREAMBULE

L'académie de Nice est pionnière dans la lutte contre le harcèlement scolaire. Elle fait partie en
effet des six académies expérimentatrices du premier programme national « clé en main » de lutte contre
le harcèlement scolaire mis en place par le ministère de l'éducation nationale à la rentrée scolaire 2019.

Ce programme, devenu le programme pHARe, a été généralisé à toutes les écoles et à tous les
collèges de l'académie à la rentrée scolaire 2021. Il concerne également tous les lycées depuis la rentrée
scolaire 2023.

Depuis le 13 novembre 2023 par ailleurs, l'académie de Nice a créé un pôle de lutte contre le harcèlement scolaire, chargé de poursuivre le déploiement du programme pHARe et, plus généralement, de mettre en œuvre le plan interministériel de lutte contre le harcèlement à l'école présenté le 27 septembre 2023 par le Gouvernement, plan sans précédent qui fait de la lutte contre le harcèlement scolaire une priorité nationale.

La ville de Grasse est, de son côté, pleinement investie dans une politique de prévention qui se traduit par l'organisation et la mise en place de plusieurs actions, dont certaines ont vocation à se pérenniser, comme la conférence donnée le 23 septembre 2024 par Nora Tirane Fraisse ou l'action "Copains bienveillants" qui, dès janvier 2025, sensibilisera les élèves de CM2 au respect, au vivre-ensemble et à la réaction face au harcèlement, tout en renforçant leur lien avec la police municipale. En complément, le livre *Bonjoür*, cofinancé par le service Jeunesse et le CLSPD, sera distribué aux CM2 pour les accompagner dans leur passage en 6e avec un chapitre dédié au harcèlement. Le service Jeunesse aborde cette problématique dans ses actions citoyennes, notamment via le Conseil Municipal des Jeunes, tandis que le Programme de réussite éducative, en intervenant auprès des enfants et adolescents des quartiers prioritaires, permet de détecter des situations de harcèlement par des actions ciblées.

La Ville de GRASSE et le rectorat de l'académie de Nice décident de travailler en étroite collaboration dans le domaine de la lutte contre le harcèlement scolaire, qui concerne le premier et le second degré.

La présente convention, qui a vocation à s'étendre à d'autres partenaires, traduit la volonté profonde des parties de collaborer ensemble à l'éradication de ce fléau.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 – Objet de la convention

L'objet de cette convention est de renforcer la collaboration entre l'académie de Nice et la Ville de GRASSE dans la lutte contre le harcèlement scolaire sous tous ses aspects : sensibilisation, formation, prévention et traitement des situations.

Article 2 - Conditions générales d'organisation

2.1 - Formation

Les parties conviennent que la formation des personnels et plus généralement de l'ensemble des acteurs concernés par le harcèlement scolaire constitue le levier majeur de lutte contre ce fléau.

Afin d'harmoniser les pratiques dans ce domaine, et au regard de l'importance de la détection des situations de harcèlement sur l'ensemble du temps de l'enfant, le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire met à disposition les formateurs académiques pHARe pour intervenir auprès des cadres de la Ville, des gérants des temps périscolaires, des adjoints techniques territoriaux et Atsem qui surveillent les temps de restaurant scolaire et qui interviennent sur l'ensemble des temps périscolaires.

Ces formations sont mises en place tous les ans, en collaboration avec la Ville de GRASSE et selon sa demande. Les conditions financières inhérentes à ces formations sont définies par une annexe qui fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

2.2 – Continuité de la prise en charge des situations de harcèlement

Les parties conviennent d'assurer une prise en charge continue et effective sur l'ensemble des temps de vie de l'enfant de la détection et du traitement des situations de harcèlement.

A cette fin, la transmission des informations sur les situations de suspicion de harcèlement scolaire dans les écoles de GRASSE, s'organise comme suit

- En cas de suspicion de harcèlement scolaire :
 - Si la détection a lieu pendant les temps périscolaires (garderie du matin, pause méridienne, périscolaire du soir) : l'information est transmise par le gérant en premier lieu à la direction de l'éducation de la ville de GRASSE puis au directeur de l'école. Ce dernier, en lien avec l'inspecteur de l'éducation nationale de circonscription, traite la situation dans le cadre du programme pHARe et informe la direction de l'éducation de son évolution afin que des décisions concertées puissent être prises le cas échéant.
 - Si la détection est faite pendant le temps scolaire : le traitement se fait dans le cadre du programme pHARe par le directeur de l'école et l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription. L'information sur le traitement de la situation et son évolution est transmise par la direction d'école ou l'inspecteur de l'éducation nationale de circonscription, à la direction de l'éducation qui informera le gérant.

Pour ces cas de suspicion de harcèlement scolaire (prémices), tant sur les temps scolaires que périscolaires, une discrétion absolue devra être observée par l'ensemble des acteurs vis-à-vis des intimidateurs présumés afin de garantir le bon déroulement de la procédure de traitement de la situation.

L'enfant possiblement victime fera l'objet d'attentions concertées entre la direction de l'école et la direction de l'éducation sur les temps périscolaires.

- En cas de harcèlement probable ou avéré : la situation est prise en charge par la direction de l'école et l'inspecteur de l'éducation nationale de circonscription, en lien avec le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire. La direction de l'éducation de la ville de GRASSE est systématiquement informée de toutes les décisions prises.

Lorsque les faits ont lieu durant les temps périscolaires, la direction de l'éducation de la ville de GRASSE prend en charge la situation selon le protocole qu'elle a établi. La direction de l'école est systématiquement informée de toutes les décisions prises.

Un vadémécum commun (Rectorat de Nice – Ville de GRASSE) sera publié sur cette question. Il précisera les modalités de transmission de l'information. Il sera diffusé à tous les acteurs concernés au début du mois de janvier 2025.

2.3 - Protection des données à caractère personnel

- Ne peuvent être collectées et traitées que les données strictement nécessaires à la mise en œuvre des actions susvisées. Aucun élément ne peut être transmis sous forme informatique (mail...etc).
- Seules les fiches-papier contenues dans le vadémécum circuleront entre les deux parties. Ces fiches sont soumises aux modalités nécessaires de déclaration de contrôle
- Ces dernières les détruisent trois mois après leur conception.

- Un tableau qui retrace succinctement les situations traitées avec les dates de traitement, mais qui ne contiendra aucun nom, sera toutefois obligatoirement sauvegardé par chacune des deux parties.
- Ainsi, les deux parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement Européen 2016 /679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et à les faire respecter par leur personnel.

2. 4- Actions principales communes

Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire intègre les actions de prévention proposées par la ville de Grasse auprès des élèves et des familles, dans les actions prévues dans le cadre du programme pHARe.

Les ateliers proposés aux parents, les interventions dans les classes auprès des élèves (qui intègrent les « 10 heures pédagogiques » préconisées par le programme pHARe) tiennent compte des recommandations formulées par le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire. Des temps « d'harmonisation » entre les équipes de la ville de Grasse et celles du pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire sont programmés à cette fin en tant que de besoin.

- **Actions de prévention proposées par la ville de Grasse :**
Cela concerne notamment les ateliers et réunions d'échanges pour les parents que prévoit organiser la ville de Grasse, qui abordent des sujets tels que les dangers d'internet et des réseaux sociaux, la surexposition aux écrans, la protection des enfants en ligne, le décryptage des emojis, et la communication non violente au sein de la famille. Des ateliers destinés aux familles des écoles et des collèges.
- **Ateliers à destination des parents d'élèves organisés par le rectorat de Nice**
Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire organise tous les ans des ateliers à destination des parents d'élèves, en soirée, et dans toutes les circonscriptions de la ville dans le but de sensibiliser et former les parents aux différentes formes de harcèlement et cyberharcèlement scolaires et notamment de leur donner les clés pour le détecter. Ces ateliers ont également pour objectifs de présenter aux parents les modalités de traitement des situations de harcèlement et les conditions d'une collaboration efficace avec eux pour endiguer ce fléau. La direction de l'éducation et la direction de la prévention de la délinquance sont associées à ces moments pour leur organisation et pour l'information des parents d'élèves sur le travail conjoint académie de Nice-ville de Grasse, notamment pour ce qui concerne le traitement et le suivi des situations.

2.5 - Autres modalités de collaboration

- **Médiation avec les parents d'élèves :**
Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire peut solliciter la direction de l'éducation de la ville de GRASSE pour tenir le rôle de médiateur avec une famille lorsque la relation de confiance entre cette famille et l'école ou l'établissement de la ville est rompue. Les informations nécessaires sur la situation concernée sont alors transmises à la direction de l'éducation dans les conditions rappelées à l'article 2.3.

La direction de l'école participe aux réunions de médiation organisées par la ville lorsque celle-ci lui en fait la demande.

- **Mesures de responsabilisation :**
Le harcèlement scolaire peut donner lieu au prononcé d'une mesure alternative à l'exclusion scolaire, dénommée « mesure de responsabilisation » Celle-ci est proposée ou prononcée par le chef d'établissement ou par le conseil de discipline à l'élève et à sa famille, au collège et au lycée.

Ces mesures de responsabilisation peuvent s'appuyer sur les propositions de la ville de GRASSE.
Le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire encourage la conclusion de conventions entre les établissements scolaires (collèges et lycées) et la ville de GRASSE afin de préciser les modalités de mise en œuvre de ces mesures de responsabilisation.

- **Mesures de « rappel à l'ordre » :**

Lorsque les faits portés à sa connaissance en application de la présente convention le justifient, le Maire de Grasse peut procéder à un rappel à l'ordre en application de l'article L. 132-7 du code de sécurité intérieure. Cette décision est portée sans délai à la connaissance de Monsieur l'IA-DASEN du Var et de la direction de l'établissement.

- **Changement d'école :**

L'IA-DASEN des Alpes-Maritimes peut, s'il le juge nécessaire, saisir le Maire de GRASSE pour la mise en œuvre, par ce dernier, de son pouvoir de police administrative en application des dispositions du décret n° 2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la protection des élèves dans les établissements scolaires, dans le cadre d'une situation de harcèlement scolaire avérée. Il s'agit de procéder à la radiation de l'élève agresseur de l'école et à son inscription dans une autre école de la commune ou, lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, dans une école du territoire de cet établissement.

Article 3 : Comité de suivi et d'évaluation

- Un comité de suivi et d'évaluation de la présente convention est composé de :
Pour l'académie de Nice :

- Délégué académique à la lutte contre le harcèlement scolaire
- Délégué départemental à la lutte contre le harcèlement scolaire
- Chargé de mission académique à la lutte contre le harcèlement scolaire.

Pour la ville de GRASSE :

- La Directrice du service Education et Vie scolaire de la ville de Grasse
- Le cheffe du service jeunesse de la Ville de Grasse
- Le coordonnateur du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

Il se réunit au moins une fois par an afin de préciser les modalités de la mise en œuvre de la présente convention et d'en apprécier les effets. Ces travaux s'appuient sur des indicateurs arrêtés d'un commun accord entre les deux parties à la convention.

Il remet les conclusions de ces travaux à la rectrice de l'académie de Nice et au Maire de GRASSE.

Article 4 : Durée

- La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature sous réserve du respect des formalités de transmission auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes.
- La durée de cette convention est triennale et renouvelable deux fois par tacite reconduction. La présente convention pourra être modifiée en cours d'exécution, sur l'initiative de l'une ou de l'autre des parties, par voie d'avenant.
- Les parties peuvent toutefois mettre un terme anticipé à la présente convention, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

Article 5 : Assurance

- Les dispositions de l'article L.911-4 du Code de l'Education s'appliquent dans le cadre des actions conduites par les services de la Ville de GRASSE. Les élèves demeurent sous la responsabilité de leur enseignant le temps des interventions menées par les agents mandatés par la Ville de GRASSE, les intervenants ne devant jamais rester seuls avec les élèves.
- Pour l'accueil des élèves en mesure de responsabilisation, ces derniers sont sous la responsabilité de l'établissement scolaire d'origine.

Article 6 : litige

- Pour tout litige, qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à toute saisine juridictionnelle, toute voie amiable de règlement du litige.
- En cas d'échec de ces voies de résolution amiable, les parties déclarent donner compétence au Tribunal administratif de Nice.

Fait à GRASSE, le

En deux exemplaires originaux,

Pour la Ville,

Le Maire,

Pour l'académie de Nice,

La Rectrice,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Natacha CHICOT

La commune d'accueil est par contre tenue de supporter la seule charge dans le cas des enfants visés au (a) de l'article II qu'elle aurait accepté d'inscrire sans que le Maire de la commune de résidence ait donné son accord.

Article IV

Chaque année, le Maire de la commune d'accueil doit adresser la liste des élèves mentionnées à l'article II par catégorie au Maire de la commune de résidence.

La liste récapitulative des élèves concernés fait obligatoirement mention, pour chaque enfant, du nom et prénom, de l'école et de la classe fréquentée .

Article V

Le coût moyen d'un élève est calculé à partir du compte administratif de l'année précédente, sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement de toutes les écoles publiques de la commune d'accueil.

Ce coût, revu annuellement, fait l'objet d'une délibération du conseil municipal.

Article VI

Le montant de la contribution due par la commune de résidence est égal au produit du coût d'un élève par le nombre d'élèves scolarisés dans la commune d'accueil.

Ce montant est calculé au prorata de l'année scolaire en cas de changement de commune de résidence.

Article VII

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf décision contraire de l'une ou l'autre des parties, dûment notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant l'expiration de la présente convention.

Fait à Saint-Laurent du Var,

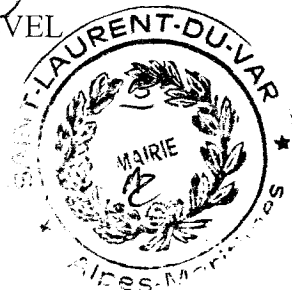
Le - 6 AOUT 2002

Le Maire de la commune de résidence

Jean-Pierre Lelevé

Le Maire de la commune d'accueil

Henri REVEL



REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE GRASSE pour l'année scolaire 2024/2025

Coût d'un enfant Grassois calculé à partir du CA 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-235-DE
Date de télétransmission : 14/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Nombre total d'enfants scolarisés	4013
-----------------------------------	------

1/

60631 Fournitures d'entretien	79 316,90
60632 Fournitures de petit équipement	5 727,50
6067 Fournitures scolaires	141 222,48
6068 Autres matériel et fournitures	915,52
6135 Location mobilière	25 515,84
61558 Entretien autres bien mobiliers	695,00
6156 Maintenance	16 947,74
6042 Achat de prestation de service	20 769,00

Total 1	291 109,98
---------	------------

2/ Consommations téléphoniques

Total 2	23 460,00
---------	-----------

3/ Consommation EAU-EDF-GAZ

Total 3	565 091,88
---------	------------

4/ Frais de personnel

Total 4	7 354 043,48
---------	--------------

5/ TOTAL 5 = 1 + 2 + 3 + 4	8 233 705,34
----------------------------	--------------

6/ Coût par élève = TOTAL 5/Nbre d'enfants	2 051,76 €
--	------------

Année 2024/2025				
Enfant ST LAURENT DU VAR > GRASSE (RECETTES)				
Coût annuel : 2051,76€				
Mat/Elem	100%	50% (G.Alternée)	Nombre enfants	Coût
Elementaire	1		1	2 051,76 €
TOTAL				2 051,76 €

Loi du 5 avril 1884 article 56

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET**

SEANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

N° DEL2024-123

TARIFS 2023/2024 DES DÉROGATIONS SCOLAIRES HORS COMMUNE

Nombre de conseillers municipaux		
En exercice	Présents	Votants
33	26	33

L'an deux mille vingt quatre, le 26 septembre à 16h00, le Conseil Municipal légalement convoqué le 20 septembre 2024, s'est réuni au Pôle Culturel Auguste Escoffier - Salle Irène KENIN 30 allée Simone Veil en séance publique sous la présidence de M. Lionnel LUCA, Maire de Villeneuve Loubet.

Etaient présents :

M. Lionnel LUCA, Mme Marie BENASSAYAG, M. Albert CALAMUSO, M. Charles LUCA, M. Christian VIALLE, Mme Valérie PREMOLI, Mme Patricia LAVIGNE, M. Marcel PIACENTINO, Mme Catherine PIEGGI, Mme Sylvie MARCHAND, M. Philippe DELEAN, Mme Rebiha AIT-YALLA, M. Jean-Michel GRANELLE, M. Stéphane FINE, Mme Michèle PERRIN, M. Guy DUBRULLE-PASQUIER, Mme Maud RIBET, M. Bruno FINO, Mme Martina L'ECRIVAIN, M. Jean-Jacques BENOIT, M. Philippe LACOSTE, Mme Crescence LEBRUN, M. Patrick FISCHER, Mme Viviane DAUDIGNY, M. Jean-Pierre VINCENTET, Mme Patricia BORNE.

Etaient excusés et représentés :

Mme Thérèse DARTOIS à Mme Patricia LAVIGNE, Mme Nathalie NISI à Mme Catherine PIEGGI, M. Jean-Paul BULGARIDHES à M. Christian VIALLE, M. Serge JOVER à M. Marcel PIACENTINO, Mme Elodie SAIAG-HIRSCHI à Mme Michèle PERRIN, Mme Farah-Lina BOUCHOT-OUABIR à M. Lionnel LUCA, M. Anthony GUIADER à Mme Valérie PREMOLI.

Secrétaire de séance : Monsieur Stéphane FINE

DEL2024-123 - Tarifs 2023/2024 des dérogations scolaires hors commune

Rapporteur : Monsieur Lionnel LUCA, Maire de Villeneuve Loubet Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Considérant que conformément aux dispositions de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, qui fixe le régime de

DÉLIBÉRATION N° DEL2024-123

répartition des charges afférentes aux écoles publiques à fréquentation intercommunale, les communes de résidence des enfants scolarisés à Villeneuve Loubet, sont tenues de participer pour l'année scolaire aux différents frais afférents au fonctionnement des écoles,

Considérant que l'ensemble des dépenses en fonctionnement concernant les écoles primaires (maternelles et élémentaires) a été répertorié pour l'exercice 2023/2024 :

Chapitre 011 :	674 608,17 € - charges à caractère général
Chapitre 012 :	1 982 817,31 € - charges de personnel
Chapitre 65 :	122 752,38 € - autres charges de gestion courante
Chapitre 67 :	4430,00 € - dépenses exceptionnelles
Total dépenses :	2 784 607,86 €
Recettes :	87 939,92 €
Total :	2 696 667,94 €

Considérant que **1 497 élèves** répartis dans 57 classes étaient scolarisés pour la rentrée 2023/2024 :

- 537 enfants en maternelle répartis dans 20 classes
- 960 enfants en élémentaire répartis dans 37 classes

Considérant que pour l'année scolaire 2023/2024, le coût pour un enfant scolarisé à Villeneuve Loubet, dont les parents résident à l'extérieur de la commune, est de :

- **1762,01€** pour les enfants scolarisés en classe de maternelle,
- **1823,40€** pour les enfants scolarisés en classe élémentaire.

Considérant que la tarification proposée repose sur les chiffres du Compte Administratif 2023,

VOTE		VOIX
Pour	33	
Contre	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

- **DE FIXER** pour l'année scolaire 2023/2024 les nouveaux tarifs des dérogations scolaires comme énoncés ci-dessus.

VILLENEUVE LOUBET, le 26 SEPTEMBRE 2024

Lionnel LUCA

Maire de Villeneuve Loubet
Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Stéphane FINE

Le secrétaire de séance,
Conseiller Municipal délégué au Développement
économique et aux Déplacements (RD 6007)

DÉLIBÉRATION N° DEL2024-123



Date de publication : 27 septembre 2024
Date de réception en préfecture : 27 septembre 2024

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Conformément à l'article R.421.1 du Code de Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice, sis 18, avenue des Fleurs / 06000 Nice (Tél. : 04 89 97 86 00 / Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr), dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de sa publication. Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité de la présente délibération dans le délai de deux (02) mois à compter de sa publication.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois (02) suivant la notification de la décision de rejet express du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours. Toute saisine du Tribunal Administratif de NICE peut s'opérer soit par voie postale (aux coordonnées mentionnées ci-avant), soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr/>

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-236-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

**REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES
ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE**

CONVENTION

ENTRE :

La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n° 2021-168 du Conseil Municipal en date du 29/09/2021, reçue par le contrôle de légalité le 29/09/2021,

D'une part,

ET :

La commune de VILLENEUVE-LOUBET représentée par son Maire, Monsieur Lionnel LUCA dûment autorisé en la matière par délibération n° 2021/08/147 du Conseil Municipal en date du 09/12/2021, reçue par le contrôle de légalité le 15/12/2021,

D'autre part,

ARTICLE 1 :

Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :

Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.

En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :

Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.

Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I et par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113.

ARTICLE 4 :

L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.

La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :

Le coût d'un élève est calculé à partir du compte administratif de l'année précédente, sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement de toutes les écoles publiques de la commune d'accueil. Le montant total de ces dépenses est divisé par le nombre d'enfants scolarisés dans la commune d'accueil afin d'en définir le coût par élève.

Les imputations budgétaires prises en compte pour calculer ce coût sont :

- 60631 > Fournitures d'entretien
- 60632 > Fournitures de petit équipement
- 6067 > Fournitures scolaires
- 6068 > Autres matières et fournitures
- 6135 > Locations mobilières
- 61558 > Entretien autres biens mobiliers
- 6156 > Maintenance
- 6042 > Achat de prestation de service
- 6247 > Transports collectifs

ARTICLE 6 :

Le coût par élève, revu annuellement, fera l'objet chaque année d'une délibération du conseil municipal des 2 communes.
Le montant de la contribution due par la commune de résidence est égal au produit du coût d'un élève par le nombre d'élèves scolarisés dans la commune d'accueil.

ARTICLE 7 :

Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.

Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.

Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.

Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :

Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :

Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité.

Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

La délibération mentionnée à l'article 6 devra également être annexée à l'état des sommes à payer.

ARTICLE 10 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf décision contraire de l'une ou l'autre des parties, dûment notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant l'expiration de la présente convention.

Fait à Villeneuve Loubet le 05/11/2022



Pour la « Commune de Villeneuve-Loubet »
Le Maire,

[Signature]
Lionnel LUCA
Vice-président de la Communauté d'Agglomération
de Sophia-Antipolis.

Fait à Grasse, le 04/10/2021



Pour la « Commune de Grasse »
Le Maire,

[Signature]
Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE GRASSE pour l'année scolaire 2023/2024 Coût d'un enfant Grassois calculé à partir du CA 2022

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-236-DE
Date de télétransmission : 14/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Nombre total d'enfants scolarisés	4152
-----------------------------------	------

1/

60631 Fournitures d'entretien	86 638,97
60632 Fournitures de petit équipement	8 599,21
6067 Fournitures scolaires	140 227,39
6068 Autres matériel et fournitures	1 678,60
6135 Location mobilière	23 311,01
61558 Entretien autres bien mobiliers	1 675,00
6156 Maintenance	16 988,41
6042 Achat de prestation de service	22 172,00

Total 1	301 290,59
----------------	-------------------

2/ Consommations téléphoniques

Total 2	23 460,00
----------------	------------------

3/ Consommation EAU-EDF-GAZ

Total 3	792 242,35
----------------	-------------------

4/ Frais de personnel

Total 4	7 106 107,60
----------------	---------------------

5/ TOTAL 5 = 1 + 2 + 3 + 4	8 223 100,54
-----------------------------------	---------------------

6/ Coût par élève = TOTAL 5/Nbre d'enfants	1 980,52 €
---	-------------------

DEROGATIONS SCOLAIRES 2023-2024
LISTE DES ELEVES de GRASSE SCOLARISES A VILLENEUVE LOUBET

Tarifs 2023/2024
1 762,01 €
Maternelle

MATERNELLE					
Nom-Prénom de l'enfant	Date de Naissance	Nom et Adresse des Représentants Légaux	NIVEAU 2023/2024	Ecole d'affectation	Quota participation + coût 2023/2024
[REDACTED]	11/01/2018	[REDACTED]	GS	LES PLANS	1 762,01 €
					1 762,01 €

MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2023/2024 1 762,01 €

RAPPORT D'ANALYSE BOURSE COMMUNALE Année scolaire 2024 - 2025

I - Etudes supérieures : critères d'attribution de la bourse sur critères sociaux et de mérite

A Conditions d'attribution

1) Critères pris en compte pour l'attribution des bourses sont :

- La Ville de Grasse accorde une bourse communale à la fois sur des critères sociaux et de mérite,
- La commune de Grasse doit être l'adresse fiscale du candidat,
- Si un étudiant souhaite bénéficier d'une bourse, il ne doit pas avoir interrompu ses études.
Cette condition ne s'applique pas aux étudiants reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

2) Conditions de diplômes

- L'étudiant doit être titulaire du baccalauréat français avec mention « **Très Bien** » pour une première demande de bourse. Le diplôme doit être présenté avec la demande de bourse.
- L'étudiant doit avoir validé son année d'étude précédente ou son baccalauréat pour prétendre à une bourse.
- L'étudiant doit être inscrit en formation initiale en France et dans un établissement d'enseignement public ou privé reconnu par l'Etat.
Il doit, par ailleurs, suivre des études supérieures à plein temps, relevant de la compétence du ministère de l'enseignement supérieur.

3) Montant de la bourse communale

Sur les dossiers sont précisés le nom exact de l'établissement scolaire ou de l'organisme, la formation et la section suivie.

L'attribution de la bourse communale est calculée selon 2 critères :

- Géographique (lieu d'études) : le lieu des études supérieures est privilégié dans le département des Alpes-Maritimes,
- Social : l'avis d'imposition 2024 sur les revenus 2023 est pris en compte pour le calcul du quotient familial.

4) Cas d'exclusion du bénéfice des bourses

Sont exclus de la bourse communale :

- Fonctionnaires stagiaires ou titulaires,
- Personnes en détention,
- Personnes inscrites à Pôle Emploi comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle,
- Personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

B Durée et maintien du droit à la bourse

- Ces bourses sont versées une fois par année universitaire et pendant 7 années au maximum. Elles peuvent être renouvelées seulement après la constitution d'un nouveau dossier par l'étudiant.

II – Dépôt des dossiers :

Les candidats ont eu du 23 septembre au 11 octobre 2024 pour retirer un dossier de bourse communale.
La date limite de dépôt des dossiers au Service de la Vie Scolaire a été fixée au 18 octobre 2024.

III – Résultats :

A Synthèse des dossiers :

- 11 dossiers retirés
- 11 dossiers déposés à la date du 18/10/2024 dont 82 % ont déjà présenté un dossier les années précédentes (9 sur 11) soit 18 % de nouveaux candidats, soit un total de 2 nouveaux bacheliers.

Selon les critères définis par le Conseil Municipal lors de la séance du 20 septembre 2016, la répartition des nouvelles demandes avec mention « Très Bien » est la suivante :

- 2 bacheliers pour la session baccalauréat 2024 ont obtenu la mention « Très Bien »,

Concernant la demande de bourse pour l'année 2023/2024, 10 dossiers avaient été déposés dont 9 acceptés et 7 ayant déjà présentés un dossier l'année précédente (7 sur 9) soit 77 %.

B Barèmes et montants des bourses :

Le montant de la bourse communale est réparti selon les combinaisons suivantes :

- | | |
|---|---------|
| 1) Les études sont dispensées dans le département avec un coefficient familial inférieur à 1200 : | 650,00€ |
| 2) Les études sont dispensées hors du département avec un coefficient familial inférieur à 1200 : | 500,00€ |
| 3) Les études sont dispensées dans le département, le coefficient familial compris entre 1200 et 2000 : | 450,00€ |
| 4) Les études sont dispensées hors du département, le coefficient familial compris entre 1200 et 2000 : | 325,00€ |
| 5) Tout dossier avec un coefficient familial supérieur à 2000 est rejeté. | |

C Dépense budgétaire 2025 :

Sur les 11 dossiers examinés, les résultats se décomposent comme suit :

10 dossiers sont acceptés (selon les montants actuels d'attribution) :

- 3 dossiers à 650,00 €
- 4 dossiers à 500,00 €
- 1 dossiers à 450,00 €
- 2 dossiers à 325,00 €

1 dossier est refusé :

- 1 dossier est rejeté pour :
 - Hors critères d'attribution de la bourse grasse (établissement d'enseignement privé non reconnu par l'Etat).

Dépenses : 5050,00 €.



La Directrice de l'Education, Vie Scolaire et
Restauration Scolaire

Magali MICHAUDET

Annexe 2 : Liste des boursiers

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20241210-2024-237-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

Nom - Prénom	Niveau d'Etudes	Lieu d'Etudes	Montant Bourse 2024/2025
AUGERE Carolane	Master en Droit 1ère année	AIX EN PROVENCE	500 €
BENIDIR Firdous	BUT Techniques de commercialisation 1ère année	NICE	650 €
FOURNIE Lise	Master Littérature Française 1ère année	PARIS	500 €
GOUDOUR Clovis	Licence 2ème année Sciences de la Vie	MONTPELLIER	325 €
HELENO SILVA Ricardo	Médecine 6ème année	NICE	650 €
LADJEROUD Mohamed	Classe Préparatoire 2ème année Sciences de l'Ingénieur	NICE	650 €
PROST Eva	Médecine 4ème année	NICE	450 €
RBAIA Linda	Master 2ème année Administration et Echanges Internationaux	MONTPELLIER	325 €
VINCON Roman	Master Edition imprimée et numérique 2ème année	TOULOUSE	500 €
VINCON Valérian	Sciences Politiques 3ème année	AIX	500 €
TOTAL			5050 €

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE
ET MADAME BERNADETTE CLOT-GOUDARD**

Mécénat d'une œuvre

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COMMUNE DE GRASSE

La Commune de Grasse, Hôtel de Ville – Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 00 18, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération n° 2024- en date du 10 décembre 2024, visée en Préfecture le ... / ... /

ci-après désigné « **La commune de Grasse** »

Et :

Madame Bernadette CLOT-GOUDARD

Adresse : 5, avenue des romarins, 13620 CARRY-LE-ROUET

Mel : ikblue@orange.fr

Ci-après désigné par le terme « **Le mécène** »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUI :

La Médiathèque Charles NÈGRE est un lieu d'échanges intergénérationnels ouvert à tous ayant pour thématique « l'Image ». Cette médiathèque de lecture publique met à disposition du public des fonds diversifiés d'une richesse remarquable, ainsi que des services tels que l'Artothèque.

Madame Bernadette CLOT-GOUDARD, retraitée, détient dans son patrimoine propre une œuvre, en parfait état, qu'elle souhaite offrir à la Médiathèque Charles Nègre afin qu'elle y intègre la collection de l'artothèque. Il s'agit d'une œuvre d'Arnaud Vasseux, né en 1969 à Lyon. Il vit et travaille à Marseille. Diplômé de l'ENSBA de Paris, il enseigne le volume et la sculpture à l'Ecole des Beaux-Arts de Nîmes depuis 2006. Dans sa pratique, il donne une place déterminante à l'approche et à la manipulation des matériaux dans l'élaboration du sens. Préférant les matériaux qui traversent plusieurs états comme le plâtre, la résine, la cire ou le verre, il en interroge la nature et fait advenir des formes qui combinent fragilité, instabilité et résistance. Dans les réticulés, le processus de recouvrement s'accompagne de la déformation progressive des fibres imbibées de résine.

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Madame Bernadette CLOT-GOUDARD doit être signée.

ARTICLE 1 : OBJET

Le mécène offre à la commune de Grasse une œuvre dont il est propriétaire :

Sans titre (réticulé)

Auteur : Arnaud Vasseux

Année de réalisation : 2006

Technique : mousse, fibre de verre, polyester, gelcoat

Dimensions : 130 x 73 x 25 cm

Œuvre originale et unique. Valeur actuelle de l'œuvre : 8 000 Euros

Cette pièce représente un intérêt pour enrichir la collection de la Médiathèque Charles Nègre.

ARTICLE 2 : PROPRIETE DE LA COLLECTION

La commune de Grasse est seule propriétaire de l'œuvre objet de la présente. A ce titre, le mécène ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur l'œuvre précitée.

En revanche, le mécène impose que cette œuvre, inaliénable, soit gérée et exposée à la Médiathèque Charles NEGRE, ce qui comprend l'exposition dans l'artothèque et le prêt aux collectivités.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MECENE

La participation du mécène est limitée à l'œuvre décrite à l'article 1 de la présente convention, ceci quelles que soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE

La commune de Grasse déclare accepter le présent engagement du mécène.

La commune de Grasse déclare avoir fourni au mécène un document explicatif des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (document cadre fiscal en annexe de la présente convention).

4.1 Affectation du don :

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin

définie par la présente convention.

A la réception du don, la commune de Grasse établira et enverra un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu au titre des dons ») pour un montant de 8 000 € (huit mille euros).

4.2 Mention du nom du mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la commune de Grasse développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.

La commune de Grasse s'engage à faire apparaître le nom du mécène sur les outils de communications relatifs au projet ou à la communication du mécénat sur la commune en général pour l'année de signature de la convention.

4.3 Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le mécène soutient les actions de la commune de Grasse définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Inscription du nom du mécène sur le cartel de l'œuvre ;
- Communication sur les réseaux sociaux du nom du mécène lors de chaque action de communication liée à cette œuvre ;

Et ce pendant l'année de signature de la convention.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune de Grasse.

ARTICLE 5 : REMERCIEMENTS

La commune de Grasse s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La commune de Grasse mentionnera également « le mécène » parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes et prendra fin dès que l'œuvre sera reçue au service Bibliothèque & Médiathèques. Seul l'engagement de conserver l'œuvre au sein de la Médiathèque Charles Nègre n'est pas soumis à une durée quelconque.

ARTICLE 7 : ELIGIBILITE AU MECENAT

La commune de Grasse déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-79 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentiel toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à

assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 9 : REPORT – ANNULATION – RESILIATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation pour une raison autre que celles décrites ci-dessus entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la convention et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite convention par lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable (conciliation, arbitrage, etc...). A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Nombre de pages : 4 + 1 annexe de 2 pages

Fait à Grasse, le en deux (2) exemplaires originaux

Mme Bernadette CLOT-GOUDARD
Le mécène,

Pour la commune de Grasse,
M. Jérôme VIAUD

Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Annexe : CADRE FISCAL DU MECENAT – Art. 238 bis du CGI

Les mécènes de l'article 238 bis du Code Général des Impôts :

Cadre général :

La Loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1^{er} janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60% du montant du don, dans la limite de 0,5% de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.

Régime réel d'imposition :

Les entreprises concernées par l'avantage fiscal prévu par la loi sont celles qui sont soumises à un impôt sur le résultat en France. Il s'agit soit de l'impôt sur les sociétés (IS), soit de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA). Elles doivent relever d'un régime réel d'imposition ce qui exclut de l'avantage fiscal lié au mécénat les entreprises soumises aux forfaits.

Obligations déclaratives :

Pour bénéficier de l'avantage fiscal, les entreprises sont soumises à des obligations déclaratives particulières.

- Pour celles soumises à l'impôt sur les sociétés, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD (art 49 septimes X annexe III du CGI) ;
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MSI-SD
- Pour celles soumises aux BIC, BNC, BA, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MS2-SD.

Exemples concrets :

L'entreprise Je suis mécène a un chiffre d'affaires constant de 300 000 euros HT annuel. Elle réalise des bénéfices depuis 5 ans et dépend du régime réel d'imposition de l'IS. Elle décide de soutenir une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général et les actions culturelles menées par la collectivité sur laquelle elle est implantée. Elle fait plusieurs dons successifs sur 3 ans :

Année N : Don en nature valorisé à hauteur de 500 euros HT en mai – Don financier de 1 000 euros HT en octobre

Année N+1 : Don financier de 1000 euros HT en avril – Don financier de 1 000 euros HT en septembre

Année N+2 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai – Don en nature et prestations valorisé à 500 euros HT.

Année N+3 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai

Compte tenu de son chiffre d'affaires de 300 000 euros, l'entreprise Je suis mécène a une capacité annuelle de « générosité défiscalisable » de 0,5 % X 300 000, soit 1 500 euros HT. Pour l'année N, la somme des dons vaut 1 500 euros HT et ne dépasse donc pas le plafond autorisé. L'entreprise pourra déduire 60 % X 1 500, soit 900 euros.

En revanche sur l'année N+1, son don total de 2000 euros dépasse le plafond. Elle devra déduire dans la limite du plafond de 1 500 euros HT et reporter les 500 euros de don excédentaire sur l'année suivante. Sur N+2, le total des dons effectués, 1 300 euros HT, ne dépasse pas le plafond de 0,5 %.

Mais le report ne peut être entièrement consommé. L'entreprise Je suis mécène décide d'affecter le report sur l'année N+3. L'année N+2, elle bénéficie donc d'une déduction de 60 % X 1 300, soit 780 euros HT. L'année N+3, elle reporte l'excédent de 500 euros de l'année N+1 et bénéficie donc d'une déduction égale à 60 % X (500+800), soit 780 euros HT.

Evaluation fiscale du don en nature et prestations :

Les types d'apports et leur évaluation :

- Apport d'une immobilisation : évaluation à la valeur vénale. Le don se traduit d'une part, par la réalisation d'une plus ou moins-value égale à la différence entre la valeur vénale du bien appréciée à la date du don et sa valeur nette comptable. La plus-value immédiatement appréhendée par le donateur est imposable au taux de droit commun. D'autre part, par une perte égale à la valeur vénale du bien donné. Cette perte est déductible au taux de droit commun.
- Apport en stock (valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise) : évaluation au coût de revient, dont charges directes et indirectes (ex : coût de transport). Si le bien est neuf et a été acheté par l'entreprise mécène, sa valorisation est égale au prix d'achat mentionné sur la facture. Attention, si le bien fourni est totalement amorti, l'entreprise ne peut prétendre utiliser ce don au titre des réductions d'impôts car la valeur de ce bien est nulle du point de vue comptable et fiscal. La TVA acquittée par l'entreprise sur le bien n'est pas déductible car elle est utilisée dans le cadre d'une opération non imposable, sauf s'il s'agit de biens de faible valeur, ou dans le cas de dons à des FRUP ou ARUP.
- Mise à disposition d'un local : valeur locative (prix de marché)
- Mise à disposition de personnel ou mécénat de compétences : coût de revient (salaires bruts + charges sociales et fiscales) et non-valeur marchande (Instruction fiscale 4 C-5-04 du 13 juillet 2004).

Responsabilité :

La valeur du don en nature est déterminée sous la responsabilité du donateur. La formule « Valeur des biens reçus - Informations fournies par l'entreprise donatrice » est apposée par le bénéficiaire sur le cerfa.

L'organisme bénéficiaire engage sa responsabilité sur le montant qu'elle indique sur le reçu fiscal. En cas d'établissement irrégulier de reçu, elle est soumise à une amende de 25 % des sommes perçues.

AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - CM 10 DEC 2024

Accusé de réception en préfecture
006 210600698-20241210-2024-244-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception préfecture : 11/12/2024

SECTEUR ENSEIGNEMENT - JEUNESSE

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2023	AVANCE CM 10 DECEMBRE 2024
Caisse des Ecoles	40 000	40 000
Loisirs Education Culture	40 000	100 000
OGEF Fenelon	150 000	150 000
HARPEGES	15 000	15 000
AVANCES CM 5 DECEMBRE 2023	245 000	
AVANCES CM 10 DECEMBRE 2024		305 000

SECTEUR SOCIAL SANTE

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2023	AVANCE CM 10 DECEMBRE 2024
Centre Communal d'Action Sociale	1 000 000	1 000 000
Comité des Oeuvres Sociales	30 000	30 000
Office Municipal des Retraités	8 500	8 500
AVANCES CM 5 DECEMBRE 2023	1 038 500	
AVANCES CM 10 DECEMBRE 2024		1 038 500

SECTEUR SPORT

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2023	AVANCE CM 10 DECEMBRE 2024
All inTennis Padel Country Club de Grasse	12 000	12 000
Amical Motor Club de Grasse	12 000	12 000
ASA Grasse	15 000	15 000
Avenir de Grasse	1 500	1 500
Entente Gymnique Grassoise	12 000	12 000
GAC	8 000	8 000
Grasse Echecs	7 000	7 000
Grasse Pelotari Club	5 000	5 000
Grasse Pétanque	6 000	6 000
Grasse Volley Ball	15 000	15 000
Pays de Grasse Hand ball ASPTT	10 000	10 000
Racing Club Pays de Grasse	102 000	102 000
Rugby Olympique Grassois	82 000	82 000
Ski Club de Grasse	3 500	3 500
Union Sportive Grassoise	8 000	8 000
AVANCES CM 5 DECEMBRE 2023	299 000	
AVANCES CM 10 DECEMBRE 2024		299 000

TOTAL TOUS SECTEURS AVANCES	1 582 500	1 642 500
-----------------------------	-----------	-----------

ARRETE D'ACCEPTATION D'UN DON

Jérôme VIAUD, Maire de la commune de Grasse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22 et les articles L. 2242-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 mai 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire pour accepter les dons faits à la collectivité sans charges ni conditions ;

Considérant que Madame Marie-Jeanne SANSOLDI souhaite donner à la ville une somme de 6 516 euros (devis MKC Charbonnier n° D2463) pour l'acquisition de pièges photographiques permettant de lutter contre les dépôts sauvages,

ARRETE :

Article 1 : Accepte le don fait par Madame Marie-Jeanne SANSOLDI demeurant 76 chemin de Saint-Anne à GRASSE (06130) pour une somme de 6 516 euros.

Article 2 : Précise que l'acceptation de ce don sera rapportée au prochain conseil municipal afin d'en avertir l'ensemble du conseil municipal.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la mairie de Grasse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Le destinataire de la présente décision peut introduire un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice compétent dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : Copie de cet arrêté sera transmise à Madame la Sous-Préfète des Alpes - Maritimes,

Fait à Grasse, le **20 JUIN 2024**

Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

MKC Charbonnier
143 rue du Bourg
73870 Saint-Julien-Montdenis

Mail:
morgan.charbonnier@seebysound.com
Tél. : 06 46 37 43 07

Accusé de réception en préfecture
006-21060098-20241210-2024-246-DE
Date de télétransmission : 11/12/2024
Date de réception en préfecture : 11/12/2024



DEVIS n°

D2463

Du :

14/06/2024

DGARRS DGA RESS.RESEAUX
VILLE DE GRASSE
BUDGET PRINCIPAL GRASSE
BP 12069
PLACE DU PETIT PUY
06131 GRASSE CEDEX

Bon de commande n°

Siret n°

Code service exécutant Chorus Pro :

Réf.	Désignation	Qté	Prix HT	Total HT
HP5	Spec OPS Elite HP5	20	175,00	3 500,00
ENE	Blister de 4 piles PANASONIC ENELOOP PRO 2500	40	18,33	733,33
SD32	Carte SD SANDISK 32Go	20	16,67	333,33
SECU	Boitier de sécurisation pour piège photo Spec Ops ELITE HP5	20	41,67	833,33
FEXP	Frais d'expédition Collissimo avec signature	1	30,00	30,00

Merci de retourner le devis signé accompagné du bon de commande à l'adresse mail suivante:
compta@seebysound.com

TOTAL HT	5 430,00 €
TVA 20%	1 086,00 €
Net à payer	6 516,00 €

Vous trouvez moins cher ailleurs ? Nous essaierons de nous aligner. Contactez nous !

Nos coordonnées bancaires : CE RHONES ALPES PRO			
Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé RIB
13825	00200	08014251245	69
IBAN	FR76 1382 5002 0008 0142 5124 569		
BIC	CEPAFRPP382		

Société SAS MKC Charbonnier au capital variable de 4 000 €
Inscription au RCS de Chambéry - Siret : 85062306700020
N° de TVA intracommunautaire : FR03850623067

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX MESURES DE RESPONSABILISATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 131-6, R. 131-10-1 et suivants et R. 511-13 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 141-2 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 132-7 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 2011 fixant les clauses types de la convention prévue à l'article R. 511-13 du code de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention et aux sanctions ;

Entre, d'une part,

L'académie de Nice, située au 53 avenue Cap de Croix à Nice, représentée par M. Laurent LE MERCIER en qualité de Directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN),

Et d'autre part,

La ville de Grasse, dont le siège est situé place du Petit-Puy, représentée par son maire, Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°.... du Conseil municipal du

PREAMBULE

La dégradation du climat scolaire et plus généralement les phénomènes de violences morales ou physiques qui peuvent affecter le fonctionnement des écoles et des établissements d'enseignement justifient un renforcement de l'alliance entre les collectivités territoriales, en particulier les communes et l'éducation nationale.

En effet, si les directions des écoles du premier degré et du second degré doivent garantir un climat scolaire apaisé, propice au bien-être et à la réussite de leurs élèves, la qualité du partenariat qui les lie à leur collectivité territoriale de rattachement et/ou à la commune, siège de leur établissement, contribue nécessairement à l'efficacité des politiques éducatives mises en œuvre.

Le législateur reconnaît ainsi de longue date des prérogatives aux maires des communes pour intervenir, en lien avec les personnels de l'éducation nationale, à l'endroit des élèves et de leurs familles qui méconnaissent l'obligation scolaire ou qui, par leur comportement, compromettent le bon fonctionnement des écoles et des établissements d'enseignement. La présente convention a donc pour objet de renforcer le partenariat entre l'éducation nationale et les communes en facilitant la mise en œuvre, par le maire, des prérogatives dont il dispose en application de la loi, notamment celles relatives aux mesures de responsabilisation, aux rappels à l'ordre et aux stages de responsabilité parentale.

Article 1er – Information du maire sur les sanctions d'exclusion prises à l'encontre des élèves d'âge scolaire domiciliés dans sa commune

Conformément aux dispositions de l'article L. 131-6 du code de l'éducation, le maire de la commune est informé des sanctions disciplinaires d'exclusion temporaire ou définitive prises à l'encontre des collégiens et lycéens domiciliés dans sa commune.

Ces informations lui sont communiquées par le service de la scolarité dès qu'elles ont été adressées à la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) des Alpes-Maritimes par le chef de l'établissement concerné.

Pour ce faire et conformément à l'article R131-10-2 du code de l'Education et arrêté du 25 mai 2023 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Outil numérique pour la direction de l'école » (ONDE), il sera transmis à la commune :

1. Nom, prénoms, sexe, date de naissance et adresse de l'enfant soumis à l'obligation scolaire, ainsi que le niveau de classe fréquenté ou l'intitulé de la formation suivie, pour l'année scolaire en cours et pour la précédente ;
2. Nom, prénoms, adresse, numéro de téléphone et courriel de la ou les personnes responsables de l'enfant, au sens de l'article L. 131-4 , ainsi que la nature de leur lien avec l'enfant ;
3. Nom et adresse de l'établissement d'enseignement public ou privé fréquenté, date d'inscription ;
4. Mention, date et éventuellement durée de la sanction d'exclusion temporaire ou définitive de l'élève prononcée par le chef d'établissement ou le conseil de discipline de l'établissement d'enseignement.

Cette communication s'effectue par lettre recommandée avec accusé de réception au maire dans les meilleurs délais.

Les informations ainsi transmises sont conservées et rendues accessibles dans les conditions prévues aux articles R. 131-10-4 et R. 131-10-5 du code de l'éducation.

Lorsque le maire de la commune décide de faire usage des prérogatives dont il dispose, notamment en convoquant l'élève et ses parents pour un rappel à l'ordre en application de l'article L. 132-7 du code de sécurité intérieure ou qu'il propose aux parents de l'élève un accompagnement parental en application de l'article L. 141-2 du code de l'action sociale et des familles, le chef de l'établissement concerné et le DASEN en sont informés.

Article 2 – Mesures de responsabilisation

Les mesures de responsabilisation figurent parmi les sanctions disciplinaires susceptibles d'être prononcées par le conseil de discipline d'un établissement en application de l'article R. 511-13 du code de l'éducation.

Elles consistent à participer, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives. Sa durée ne peut excéder vingt heures. Lorsqu'elle consiste en particulier en l'exécution d'une tâche, celle-ci doit respecter la dignité de l'élève, ne pas l'exposer à un danger pour sa santé et demeurer en adéquation avec son âge et ses capacités. Elle peut être exécutée au sein d'une collectivité territoriale.

Ses conditions de mise en œuvre sont précisées dans la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 susvisée.

La commune de Grasse propose aux établissements situés sur son territoire des mesures de responsabilisation susceptibles d'être prononcées à l'égard des élèves qui y sont scolarisés.

La commune est assistée, en tant que de besoin, par les services de la DSDEN des Alpes-Maritimes pour la définition de ces mesures de responsabilisation.

Une convention est conclue entre la commune et chacun des établissements d'enseignement possiblement concerné après accord de leur conseil d'administration dans les conditions fixées par l'arrêté du 30 novembre 2011 susvisé.

A défaut d'être en mesure de proposer elle-même des mesures de responsabilisation, la commune signale à la DSDEN, pour éventuel agrément, les structures et associations susceptibles de proposer des mesures de responsabilisation répondant aux besoins des établissements d'enseignement.

Article 3 – Durée

La présente convention est conclue pour une période d'un an. Elle pourra être renouvelée annuellement par tacite reconduction, et ce, pendant une période de trois ans à partir de la date de sa signature.

Article 4 – Suivi et évaluation

Un comité est chargé de préciser les modalités de mise en œuvre de la présente convention, d'en suivre l'application et d'en apprécier les effets.

Il est composé de :

- Pour la DSDEN :

L'IA-DASEN ou son représentant

La cheffe de division des élèves et de l'action éducative

Les chefs d'établissement concernés

- Pour la ville de Grasse

Le maire ou son représentant

Le directeur général adjoint à l'éducation

Le directeur général adjoint à la sécurité

Le coordinateur du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

Ce comité se réunit au moins deux fois par an.

Il adresse chaque année au directeur académique des services de l'éducation nationale et au maire de Grasse un rapport relatif à la mise en œuvre de la présente convention et propose toute modification susceptible d'en améliorer l'efficacité.

Article 5 – Communication

Toute information, communication, publicité ou autre relative à une action ou un projet élaboré conjointement dans le cadre de cette convention de partenariat devra faire apparaître le logo de chacune des parties.

Chaque partie s'engage à soumettre aux autres tout document mentionnant le nom ou logo et à obtenir leur accord avant la diffusion de ce document, étant précisé que l'absence de réponse dans un délai de quinze jours vaut approbation dudit document.

Article 6 – Résiliation et règles de préavis

La convention peut être résiliée avant son terme à la demande écrite de l'une des parties, sous réserve d'un préavis d'un mois. La partie qui prend l'initiative doit en aviser par lettre recommandée les autres parties dans ce délai. La résiliation ne prend effet qu'à compter de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle la résiliation a été demandée.

Fait le,

Le Maire de Grasse

L'IA-DASEN des Alpes-Maritimes

Jérôme VIAUD

Laurent LE MERCIER